

J. S. Mead
Proctor

L. C. Meunier

RÉPERTOIRE

UNIVERSEL ET RAISONNÉ

DE JURISPRUDENCE

CIVILE, CRIMINELLE,
CANONIQUE ET BÉNÉFICIALE.

OUVRAGE DE PLUSIEURS JURISCONSULTES :

Mis en ordre & publié par M. GUYOT, écuyer,
ancien magistrat.

TOME QUARANTE - HUITIÈME.

BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY



L. C. MEUNIER
AVOCAT
80 ST. GABRIEL
MONTREAL

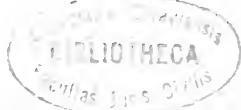
A PARIS,

Chez { PANCKOUCKE, hôtel de Thou, rue des
Poitevins.
DUPUIS, rue de la Harpe, près de la rue Serpente.

Et se trouve chez les principaux libraires de France.

M. DCC. LXXXI.

Avec approbation & privilège du roi.



16611 / XLVIII

AVIS.

LA plupart des juriconsultes nommés dans les divers articles du Répertoire , ayant fini le manuscrit des parties dont ils s'étoient chargés , il paroît que cet ouvrage s'étendra environ à soixante volumes *in-octavo*. Au reste , à quelque nombre qu'il puisse s'étendre au delà , le libraire s'est engagé à n'en faire payer que soixante volumes aux personnes qui s'en seront procuré un exemplaire avant la publication du dernier volume , & même si l'ouvrage n'a que soixante volumes , elles n'en payeront que cinquante-sept , attendu que les trois derniers doivent leur être délivrés *gratis*. Le prix de chaque volume broché ou en feuilles , est de 4 liv. 10 sous : on publie très-exactement huit volumes par année.

Cop
K
50
.R45
V175
v.48



RÉPERTOIRE

UNIVERSEL ET RAISONNÉ

DE JURISPRUDENCE

CIVILE, CRIMINELLE,

CANONIQUE ET BÉNÉFICIALE.



P.

PRIÈRE. C'est l'acte de religion par lequel on s'adresse à dieu.

L'article 46 de l'édit du mois d'avril 1695, contient sur les Prières publiques les dispositions suivantes :

» Lorsque nous aurons ordonné de rendre
» graces à dieu, ou de faire des Prières pour
» quelque occasion, sans en marquer le jour &
» l'heure, les archevêques & évêques les donneront, si ce n'est que nos lieutenans généraux
» & gouverneurs pour nous dans nos provinces,

A ij

„ ou nos lieutenans en leur absence, se trou-
 „ vent dans les villes où la cérémonie devra
 „ être faite, ou qu'il y ait aucunes de nos cours
 „ de Parlement, chambres de nos comptes &
 „ cours des aides qui y seront établies, auquel
 „ cas ils en conviendront ensemble, s'accommo-
 „ dant réciproquement à la commodité des uns
 „ & des autres, & particulièrement à ce que les-
 „ dits prélats estimeront le plus convenable pour
 „ le service divin ».

La déclaration du 30 juillet 1710 a ajouté que toutes les églises & communautés ecclésiastiques, séculières & régulières, exemptes ou non exemptes, soient tenues de se conformer à ce qui auroit été réglé là-dessus par l'évêque (*).

Lorsqu'il survient quelque difficulté concernant les heures auxquelles doit être célébré l'office divin, c'est à l'évêque diocésain à la régler. C'est aussi à lui à régler les jours & les heures auxquelles le saint-sacrement doit être exposé, tant dans les paroisses que chez les religieux, & ses ordonnances sur ces objets doivent être exécutées nonobstant l'appel. C'est ce qui résulte de l'article 9 de la déclaration du roi du 15 janvier 1731.

En France, on a toujours recommandé dans

(*) C'est conformément à cette déclaration, que, par arrêt du 5 juin 1745, le conseil a ordonné que les mandemens qui seroient donnés pour des Prières publiques par les évêques ou leurs vicaires généraux, seroient exécutés dans les églises de l'ordre de Malte, ainsi que dans toutes les églises de leurs diocèses, exemptes & non exemptes, même dans celles qui se prétendent fondées en juridiction quasi-épiscopale.

P R I E U R :

les Prières publiques , & principalement au prône , les prélats , les magistrats , & les bienfaiteurs. C'est ce qu'observe Loyseau dans son traité des seigneuries.

On y recommande pareillement les seigneurs hauts-justiciers , parce qu'ils ont la puissance publique , & qu'ils représentent le souverain dans leurs justices.

Le seigneur & sa femme doivent être recommandés chacun distinctement , & leurs enfans en nom collectif. C'est ce qu'a décidé le parlement de Paris par arrêt du 26 juin 1696.

Quand la seigneurie appartient à plusieurs , on ne doit recommander au prône que le principal seigneur , comme seul seigneur ; si la seigneurie est possédée par indivis , les possesseurs ne doivent être recommandés qu'en qualité de seigneurs en partie.

Il y a néanmoins des arrêts qui ont ordonné que l'aîné seroit nommé le premier , & les autres ensuite. Bardet en rapporte un du premier avril 1631 , & Danty un autre du 2 mars 1667.

On ne doit pas au surplus appeler *seigneur en partie* , celui qui n'a qu'un fief dans la paroisse ; il faut le qualifier de seigneur d'un tel fief situé dans tel village , à moins que le fief n'ait jamais eu d'autre nom que celui du village même.

PRIEUR , PRIEURÉ. Le premier de ces mots désigne littéralement une personne qui en a plusieurs au dessous d'elle , *prior quasi primus inter alios* ; & l'on appelle *Prieuré* , la dignité , l'emploi ou le bénéfice attaché à la qualité de Prieur.

On divise les prieurés en séculiers & en réguliers.

P R E M I È R E P A R T I E.

Des prieurés séculiers.

L'auteur des définitions du droit canonique dit que l'on entend par prieurés séculiers, » ceux qui » sont possédés par des personnes qui ne sont » point engagées dans la profession monachale, » c'est-à-dire, qui ne sont point obligées à porter » un habit de moine, ni à suivre aucune des » quatre règles que l'église souffre, & que les » chrétiens reconnoissent «.

Cette définition est critiquée, & avec raison, par Pérard Castel. » Elle n'est pas assez claire, » dit-il, & elle renferme une équivoque manifeste, d'autant que tous les prieurés réguliers qui sont possédés en commendé, sont possédés par des personnes qui ne sont point engagées dans la profession monachale, & cependant on ne dira pas que ce soient des prieurés séculiers ; de sorte que ce qu'on nomme prieurés séculiers, sont ceux qui sont possédés en titre, & non point en commendé, par des personnes séculières «.

Les prieurés séculiers ne diffèrent des autres bénéfices que par le nom. Il y en a de simples, il y en a de doubles, il y en a même qui forment des dignités. On remarque en France plusieurs collégiales, dont le premier dignitaire porte le titre de Prieur. Telles sont, dit le premier des auteurs que nous venons de citer, » celle de Loches, » celle de Châtillon-sur-Indre dans la Touraine,

» lesquelles , dans les actes qui se passent avec
 » elles , sont qualifiées de *Prieurs* , *chanoines* ,
 » & *chapitre* “. Telle est encore l’église collé-
 giale de saint Germain de la Châtre , qui a donné
 lieu à un procès jugé au parlement de Paris le
 19 décembre 1777.

Les loix ou constitutions , soit canoniques , soit
 civiles , qui parlent de prieurés conventuels , ne
 s’entendent jamais des prieurés séculiers. C’est ce
 qu’enseignent l’abbé de Palerme sur le chapitre
cùm contingat , aux décrétales de *foro competentì* ,
 & Dominique de *sancto Geminiano* en son con-
 seil 131. L’auteur des définitions du droit ca-
 nonique établit la même chose d’après eux : » La
 » constitution du pape , dit-il , qui parle ou fait
 » mention d’un prieuré conventuel , n’est jamais
 » étendue aux prieurés des églises collégiales ,
 » non plus qu’aux prévôtés ou doyennés , &
 » dignités séculières , lesquels néanmoins ont &
 » exercent la juridiction sur les chanoines de leur
 » église par la puissance qui leur est attribuée.

Par-là se résout la question de savoir si les
 prieurés séculiers sont compris dans la clause du
 concordat qui assujettit à la nomination du roi
 tous les prieurés électifs. » Ceux qui tenoient
 » pour l’affirmative (c’est toujours d’après le même
 » auteur que nous parlons) , soutenoient que tou-
 » tes les dignités & prélatures sont sujettes à la
 » nomination du roi , c’est-à-dire , celles qui se
 » conféroient à la pluralité des voix du chapitre
 » assemblé pour cet effet... M. le procureur général
 » du grand conseil , où cette question fut agitée ,
 » le soutenoit ainsi , & interjura appel comme
 » d’abus de l’élection qui avoit été faite du
 » Prieur séculier de Pont - Mone , situé au

» diocèse de Bazas , dans la province de Guienne ;
 » il établissoit sa principale défense sur le droit
 » de nomination du roi : mais comme les élec-
 » tions sont tout-à-fait favorables , à cause qu'elles
 » sont plus conformes à la pureté des anciens
 » canons & à la discipline ecclésiastique.....
 » Messieurs du grand conseil déclarèrent M. le
 » procureur général non recevable en son appel
 » comme d'abus , par arrêt du 10 septembre de
 » l'année 1526 ..

S E C O N D E P A R T I E.

Des prieurés réguliers.

Les prieurés réguliers sont ou des bénéfices ,
 ou des offices qui ne peuvent être possédés en
 titre que par des personnes engagées dans la pro-
 fession religieuse.

On peut les diviser en conventuels , en clau-
 traux , en forains , & en cures. M. l'abbé Remy
 a suffisamment parlé de ces derniers au mot
 CURE.

§. I. *Des prieurés conventuels.*

On entend par Prieur conventuel, celui qui gou-
 verne des religieux dans un couvent , & qui n'y
 reconnoît point de supérieur , soit en titre , soit en
 commende.

Il ne faut pas conclure de cette définition , que
 toute maison régulière dans laquelle existent plu-
 sieurs religieux sous la direction d'un Prieur , forme
 un prieuré conventuel. Cette dénomination ne
 s'applique proprement dans l'usage qu'aux cou-

vens où il y a un noviciat établi & un scel commun, *sigillum commune* ; & c'est, dit Brillon, par le défaut de ces deux circonstances, » que le » prieuré de saint Denis de la Chartre à Paris » n'a pas été jugé conventuel, mais seulement social «, espèce de prieuré forain dont on parlera ci-après.

Le défaut de noviciat établi dans un prieuré, n'empêcheroit cependant pas qu'on ne le regardât comme conventuel dans les congrégations où il y a des maisons communes pour le novicat de tous les monastères qui les composent.

Le mot *Prieur conventuel* étoit autrefois synonyme avec celui d'abbé. Hæftenus, *lib. 3, tract. 6, disquis. 2*, fait voir que dans plusieurs règles, & principalement dans celle de saint Benoît, ils sont souvent employés l'un pour l'autre.

Aujourd'hui on ne les confond plus, mais ils ne laissent pas d'exprimer encore la même idée, celle d'un supérieur qui n'a personne au dessus de lui dans le monastère même.

Différentes causes ont contribué à faire donner à ce supérieur le nom de Prieur dans certains endroits, tandis qu'il s'appeloit abbé dans d'autres. Ici, c'est parce qu'une congrégation composée de plusieurs monastères, ne reconnoît qu'un seul abbé, celui du chef-lieu de l'ordre ; là, c'est parce que les fondateurs n'ont pas voulu que le titre d'abbé, qui déjà étoit l'annonce du faste & du luxe, décorât les supérieurs des maisons qu'ils élevoient à la piété & à l'humilité.

Les Prieurs conventuels sont-ils bénéfices ou simples offices ? Ils sont bénéfices lorsqu'ils se confèrent à vie, & simples offices, lorsque la

collation est limitée à un certain temps , comme à trois ans.

Il ne faut cependant pas croire que dans ce dernier cas on puisse révoquer librement & sans cause un Prieur conventuel qui n'a pas encore atteint le terme de son administration. Le contraire est nettement décidé par la décrétale *monachi*, de *statu monachorum* ; voici comme elle est conçue : *Priores autem cum in ecclesiis conventualibus per electionem capitulorum suorum canonicè fuerint instituti , nisi pro manifestâ & rationabili causâ non mutantur : videlicet si fuerint dilapidatores , si incontinenter vixerint , aut tale aliquid egerint pro quo amovendi meritò videantur*. Mais , comme l'observent très-bien Fagnan & Vanespen , il ne faut pas des raisons aussi graves pour destituer un Prieur conventuel , que pour dépouiller un bénéficié ; & c'est ce que porte expressément la décrétale *qualiter & quando*, de *accusationibus hunc tamen ordinem circa regulares personas non credimus usquequaque servandum : quæ cum causa requirit , faciliùs & liberioriùs à suis possunt administrationibus amoveri*.

Par arrêt du 22 juin 1701 , rapporté au journal des audiences , il a été jugé » qu'un Prieur , » dans l'ordre de saint Dominique , élu & con- » firmé , ne peut refuser de subir un examen , » quand on a lieu de douter de sa capacité « ; & l'événement ayant justifié ces doutes , il a été destitué par sentence des commissaires du général.

L'élection est de toutes les manières de pourvoir aux Prieurés conventuels , lors même qu'ils sont bénéfices , celle qui est la plus conforme au droit commun. Il y en a cependant qui , par titre ou possession , sont à la collation des abbés

chefs d'ordres, ou autres supérieurs immédiats des congrégations auxquelles ils sont affiliés.

De là, cette distinction que l'on fait actuellement en France, entre les Prieurs qui au temps du concordat étoient électifs-confirmatifs, & ceux qui à la même époque étoient simplement collatifs.

Par ce traité, les premiers sont tombés à la nomination du roi; les seconds, au contraire, sont demeurés dans leur ancien état.

On trouve à ce sujet une observation importante dans Fuet. « Les Prieurés de l'ordre de » Grammont, dit-il, qui sont conventuels, & » au nombre de trente-neuf dans le royaume, » distribués en neuf provinces, sont aussi compris » dans la nomination royale, parce qu'au temps du » concordat ils étoient tous conventuels & électifs par les religieux de chaque monastère, & » confirmatifs par l'abbé; & comme par le concordat la nomination royale a succédé à l'élection, ils y sont demeurés sujets, à la réserve » des quatre premiers qui viennent à vaquer » après l'élection & confirmation de l'abbé, qui est » général d'ordre & résident en France. Ce privilège d'exception a été donné à cet abbé par » un indult de Clément VI, confirmé depuis par » la bulle de Clément VII, du 9 juin 1531 ». Et nous voyons dans Chopin, *de sacrâ politiâ*, livre 1, titre 2, n°. 15, qu'il a autrefois reçu la sanction de plusieurs jugemens, *id quod plusculis sententiis decretum est pratoriani concilii, secundum Franciscum Neuvillarum antistitem, Grandimontanum tricenos ab hinc annos; nec enim diversam in partem iudices flexit, quod summus pontifex illis principali nominationi suam ad-*

junxisset auctoritatem, regiumque jus codicillare Prioratum munere approbasset.

Quelques auteurs étendent fort loin les droits du roi sur les Prieurs conventuels. Pour se former une juste idée de leur système, il faut d'abord peser les termes du concordat ; voici ce qu'il porte : *Monasteriis verò & Prioratibus conventualibus & verè electivis, videlicet in quorum electionibus forma capituli quàpropter servari, & confirmationes electionum hujusmodi solemniter peti consueverunt.....*

On prétend, d'après ces termes, que le roi doit avoir la nomination de tous les Prieurés conventuels, qui dans l'origine étoient des abbayes, quoiqu'aujourd'hui on les regarde comme purement collatifs. C'est ce que soutient principalement l'auteur d'un traité qui a paru sur cette matière dans le siècle dernier. Pour justifier cette opinion, il établit, 1°. que le mot *monasterium* ne peut pas être entendu d'un prieuré, mais seulement d'une abbaye ; 2°. que toutes les abbayes, avant le concordat, étoient réellement électives ; 3°. que par conséquent les termes *verè electivis videlicet*, ne s'appliquent qu'aux prieurés conventuels ; & de ces trois propositions, il conclut, que pour savoir si un prieuré conventuel est à la nomination du roi, il faut, non pas examiner s'il étoit électif-confirmatif au temps du concordat, mais s'il a autrefois existé avec le titre d'abbaye ; car, dit-il, le concordat portant généralement que le roi nommera aux monastères ou abbayes, sans distinguer, comme il le fait par rapport aux prieurés conventuels, s'ils sont vraiment électifs, ou s'ils ne le sont pas, on doit assujettir à la nomination royale tous

les prieurés qui étoient originairement de véritables abbayes, parce que l'état n'a pu en être changé au préjudice du souverain.

Mais comment a pu s'opérer ce changement? C'est ce que l'auteur explique fort bien. Les abbayes de Cluni, de la Chaise-Dieu, de Saint-Denis & quelques autres, étant devenues puissantes & recommandables par l'observance exacte de la discipline monastique, plusieurs moindres abbayes s'y agrégèrent & s'y soumirent; les unes d'elles-mêmes, les autres par l'autorité des rois ou des papes: quelques-unes, à la vérité, se maintinrent dans leur gouvernement primitif; mais la plupart perdirent insensiblement leur ancien régime, & l'on s'accoutuma peu à peu à les regarder comme des membres de ces grandes abbayes & des prieurés de leur dépendance.

La bibliothèque de Cluni nous fournit en effet plusieurs exemples de cette réduction d'abbayes en prieurés. On y voit, page 514, un privilège donné en 1088 par le pape Urbain II, à Hugues, abbé de Cluni, dans lequel on qualifie d'abbayes, des bénéfices qui ne sont plus que des prieurés, *hoc insuper adjicientes ut monasterium sanctæ Mariæ de charitate, monasterium sancti Martini de campis apud Parisios, monasterium sancti Dionisii apud Nungentum, &c.* La page 1429 du même recueil nous offre une chartre de Louis le jeune de 1166, qui prouve que l'abbaye d'Ambierle avoit été réduite en prieuré de la manière qu'on vient de l'expliquer: *Domum Ambertæ ditioni nostræ subiectam, quæ quondam abbatia fuit, dono illustrium virorum Bernardi & Theodeberti fratris sui redactam esse cognovimus ut majoris religionis formâ insignire-*

tur. Les pages 274 & 314 contiennent la preuve de pareils changemens pour Charlieu & Saint-Marcel-les-Châlons; & cette preuve est fortifiée, à l'égard de ce dernier endroit, par ce passage d'un ancien auteur : *Sancti Marcelli abbatia olim, nunc pioratus ordinis Cluniasensis, in territorio Sequanorum.*

Saint Julien, en son traité de l'origine des Bourguignons, fait aussi mention de plusieurs abbayes, qui, s'étant soumises à celle de Cluni, ont été réduites en prieurés; telles sont, dit-il, Gigni, Noirmoustier, Nantua, saint Marcel, Cunam, le Godet, Lodun, &c.

Sauxillanger, qui n'est aujourd'hui qu'un prieuré conventuel, étoit, dans son origine, une abbaye qui fut fondée en 928, par Aelfred II, comte d'Auvergne; mais en 1062, Hugues II, qui en fut le onzième abbé, & qui l'étoit en même temps de Cluni, la changea en prieuré (*).

On voit aussi, dans le pouillé des bénéfices de saint-Michel de la Cluse en Piémont, que plusieurs prieurés qui en dépendent ont eu autrefois le titre d'abbayes.

Il est donc certain, conclut l'auteur cité, que dans le nombre des prieurés que les abbés de Cluni, de Marmoustier & autres grandes abbayes, prétendent être à leur nomination, il s'en trouve beaucoup qui ont été des abbayes; par conséquent on doit, aux termes du concordat, les regarder comme sujets à la nomination du roi.

(*) Nouveau commentaire sur la coutume d'Auvergne, imprimé en 1745 à Clermont-Ferrand, tom. 2, pag. 24.

Ce système ne pouvoit manquer d'être accueilli par l'auteur du traité des droits du roi sur les bénéfices. » Il est très-vrai, dit-il, que le concordat porte en général, que le roi nommera » aux monastères, & qu'on ne fait dans ce traité » aucune distinction ni réserve des monastères » soumis ou non soumis, unis ou non unis, » agrégés ou non agrégés. Ainsi il s'ensuit de » cette disposition générale, que tout ce qui est » monastère, c'est-à-dire abbaye, se trouve compris dans le concordat : de même que si, par » un traité entre les deux couronnes de France & » d'Espagne, le roi d'Espagne cédoit au roi les » villes d'une province, tout ce qui seroit ville » dans cette province seroit compris dans ce » traité, & présumé avoir été abandonné au roi, » & qu'on allégueroit inutilement que telle ville » est membre & une dépendance de telle principauté ou seigneurie ; le traité étant général » & sans réserve, cette exception ne seroit pas » écoutée «.

Mais cette comparaison ne se tourne-t-elle pas contre l'auteur ? Un traité qui céderoit des villes, ne seroit certainement pas un titre en vertu duquel on pût prétendre les villages qui ont été villes autrefois ; pourquoi donc le concordat, c'est-à-dire un traité qui accorde au roi la nomination à toutes les abbayes de son royaume, lui donneroit-il le droit de nommer aux prieurés qui, ayant été abbayes dans leur origine, n'étoient plus, au temps de cet acte, que de simples membres d'autres monastères, & sujets à la collation des abbés de ceux-ci ? N'est-il pas évident qu'en donnant au roi la nomination aux abbayes, on n'a eu en vue que les bénéfices qui avoient alors cette qualité ?

Cette objection paroît insurmontable. Voici cependant ce que répond notre auteur. L'intention de nos rois & des seigneurs particuliers, en fondant des monastères, n'a point été d'établir de simples habitations pour des religieux ; il paroît au contraire, par les titres même des fondations, que leur dessein a été d'ériger de véritables abbayes. Il y a même des fondateurs qui ont prévu que les abbés chefs d'ordre pourroient tenter de réduire en prieurés les abbayes qu'ils fondoient, & qui ont pris des précautions contre cet abus. En 1106, Robert, comte de Flandres, agrège l'abbaye de saint Bertin à la congrégation de Cluni, & dit à ce sujet, en parlant à l'abbé de Cluni : *Sancti Bertini monasterium vobis vestrisque successoribus omninò liberè ordinandum perpetuo jure concedimus, eà tamen conditione præfixà, ut abbatia nunquam in prioratum redigatur* (*). En 821, le comte Vaibert donne à l'abbé Geilo un terrain nommé *Rodunion*, à la charge d'y construire, non une simple habitation dépendante d'un chef-lieu, mais un monastère, *eà videlicet ratione, ut nulli alio loco subiectus habeatur, sed ibi monasterium deo & prædictis sanctis constituat*.

D'après cela, ne peut-on pas dire que la conversion de certaines abbayes en prieurés est contraire à l'intention des fondateurs ? Et puisqu'elle n'a été nullement autorisée par les deux puissances, spirituelle & temporelle, qui ont le plus grand intérêt à la conservation de ces titres, ne doit-on pas considérer ces maisons religieuses

(*) Bibliothèque de Cluni, page 538.

comme étant encore dans leur état primitif, & conséquemment comme de véritables abbayes ?

Dira-t-on que le laps de temps & le défaut de réclamation doit faire présumer une approbation de la part des personnes qui représentent les fondateurs & les deux puissances ? Non, répond notre auteur. » Pour couvrir un pareil » changement, il seroit nécessaire que les puissances eussent agi de concert par des actes » formels & pour des causes légitimes. Les titres » qui existent sont autant de réclamations perpétuelles contre lesquelles la prescription ne » peut avoir lieu, d'autant plus qu'il s'agit des » droits du roi & d'entretenir les fondations de » ses auteurs, qu'il est du bien de l'église & » de l'honneur de l'état de conserver. Ainsi il » est donc vrai que dans le temps que le concordat a été passé, quoique ces monastères ne » fussent connus que sous le nom de prieurés, » ils étoient véritablement des abbayes, & que » les entreprises qu'on a faites pour renverser leur » état, n'ont pu opérer ce changement ».

L'auteur ajoute que le roi nomme constamment aux abbayes de Tiers, de saint Martial de Limoges, & à plusieurs autres, quoiqu'elles aient été soumises à l'ordre de Cluni; que par conséquent toutes les autres abbayes qui ont été fondées comme telles, doivent être à la nomination du roi, sous quelque nom qu'on les connoisse aujourd'hui.

Il convient cependant qu'entre les monastères agrégés, soit à l'abbaye de Cluni, soit aux chefs-d'ordre, il peut y en avoir que les fondateurs ont voulu y soumettre, avec pouvoir aux abbés de ces grandes abbayes d'y envoyer,

au cas de vacance , de leurs religieux pour en être les abbés & les gouverner avec cette subordination ; mais il soutient que cette exception ne peut avoir lieu qu'à l'égard des abbayes dont les titres de fondation en disposent expressément ainsi.

„ Il ne reste donc plus , dit enfin notre auteur ;
 „ qu'à connoître le nombre de ces monastères
 „ ainsi réduits en prieurés. Le moyen le plus
 „ simple & le plus sûr pour parvenir à cette con-
 „ noissance , est d'obliger les collateurs de ces
 „ prétendus prieurés à représenter les titres de
 „ fondation de ces bénéfices , ou du moins des
 „ actes équivalens & qui soient en bonne forme ;
 „ faute de quoi le roi pourra y nommer „.

Nous ne nous permettrons aucune réflexion sur ce système : il suffit que l'on sache qu'il n'est pas encore accrédité : c'est aux arrêts qui le jugeront , lorsqu'il sera proposé en justice , à déterminer l'opinion que nous devons nous en former.

Les prieurés conventuels des Pays - Bas sont soumis , dans les mêmes cas que ceux de France , à la nomination royale : mais la forme de cette nomination y est différente ; nous en avons rendu compte sous le mot ÉLECTION.

On a demandé si cette forme devoit être suivie pour les prieurés conventuels qui sont en congrégation. Les chanoines réguliers d'Hanswyck, prieuré de la congrégation du Val-des-Écoliers , ont soutenu la négative , & combattu par ce prétexte la nomination faite par l'empereur de la personne de frère Marc Canthals. La cause fut d'abord portée au conseil privé de Bruxelles , & ensuite renvoyée au grand conseil de Malines.

L'abbé de sainte Geneviève y intervint pour les chanoines réguliers, & le ministère public pour les droits de la couronne. On prétendoit d'un côté, que l'élection appartenoit aux religieux, & la confirmation à l'abbé général; on démontrait de l'autre, que l'empereur étoit autorisé, par les indults de Rome & par une possession immémoriale, de faire élire qui bon lui sembloit, & de confirmer l'élection; que les seuls prieurés triennaux étoient exceptés de cette règle, que celui d'Hanswyck étoit perpétuel, qu'ainsi rien ne pouvoit l'affranchir d'une loi générale & commune à toutes les provinces Beligiques.

En conséquence, il est intervenu arrêt conçu en ces termes : » La cour faisant droit sur les » conclusions du suppliant (frère Marc Canthals), » déclare qu'il a été dûment pourvu du prieuré » d'Hanswyck; & disposant sur celles des con- » seillers fiscaux, déclare que sa majesté est en » droit de nommer & députer à chaque vacance » dudit prieuré, des commissaires, dont un soit » de l'ordre du Val-des-Écoliers, & de le con- » férer sur le pied des derniers collateurs..... » condamne les Rescribens (les chanoines réguliers d'Hanswyck & l'abbé de sainte Geneviève) » aux dépens du différend au taux de la cour. » Prononcé à Malines le 21 février 1724 «.

Cet arrêt & les requêtes des *conseillers fiscaux*, qui en contiennent les motifs, sont rapportés dans le recueil du comte de Coloma, imprimé à Malines en 1781.

Peut-on pourvoir à un prieuré conventuel par la voie de coadjutorerie? Cette question a été agitée dans un grand procès entre M. de Saint-Albin, archevêque de Cambrai, & M. l'abbé

d'Auvergne. Le 13 septembre 1717, l'abbé de Lionne, Prieur commendataire de saint Martin-des-Champs, passa procuration pour demander au pape un coadjuteur, sur le motif que son
 „ grand âge ne lui permettant plus de remplir
 „ toutes les fonctions auxquelles l'engageoit sa
 „ qualité de Prieur, il desiroit procurer à son
 „ prieuré un successeur qui pût contribuer dans
 „ la suite à en conserver les droits, & faire re-
 „ venir, par son crédit, ceux qui avoient été
 „ aliénés, ou procurer le paiement des sommes
 „ dues audit prieuré depuis tant d'années par le
 „ roi, soit pour l'aliénation de la justice dont
 „ jouissoit le prieuré, ou pour d'autres causes.”
 Le 22 du même mois, M. de Saint-Albin obtint en cour de Rome des bulles de coadjutorerie, contenant dérogation à toutes dispositions canoniques qui y seroient contraires. Le 8 octobre suivant, le roi donna des lettres-patentes pour l'exécution de ces bulles, dérogeant à cet effet à tous édits & déclarations qui pourroient y mettre obstacle, *pour ce regard seulement & sans tirer à conséquence.* Le 13, les bulles furent fulminées par l'official de Paris, & le 18, elles furent enregistrées au grand conseil avec les lettres-patentes. Ce n'étoit cependant pas au grand conseil que les lettres-patentes étoient adressées, mais au parlement. En conséquence, M. de Saint-Albin en demanda l'enregistrement en cette cour. Par un premier arrêt du 21 janvier 1718, le parlement ordonna qu'avant faire droit, les bulles, les lettres-patentes & la requête en enregistrement seroient communiquées tant au collateur qu'au titulaire du prieuré. Le 23 du même mois, M. l'archevêque de Vienne, abbé de Cluni,

collateur , & M. de Lionne , Prieur commendataire , déclarèrent consentir à l'enregistrement. Le premier donna même une requête pour réitérer sa déclaration ; & afin que l'on ne révoquât pas en doute la liberté de son consentement , il vint prendre séance au parlement le 7 février , & il fut rendu en sa présence un arrêt par lequel » la cour , ayant égard à sa requête , lui donne acte de son consentement porté » par icelle , & en conséquence ordonne que » lesdites lettres-patentes & bulles seront enregistrées , pour jouir par l'impétrant de l'effet » & contenu en icelles , & être exécutées selon » leur forme & teneur , *sans tirer à conséquence* » & *sans préjudice des droits du roi , des usages* » *du royaume , & des libertés de l'église gallicane* ». L'abbé de Lionne étant décédé le 5 janvier 1721 , M. l'archevêque de Vienne conféra le prieuré à M. l'abbé d'Auvergne son frère , comme s'il eût été vacant par mort. Le 14 janvier 1724 , M. l'abbé d'Auvergne , après avoir tenu ses provisions secrètes pendant trois ans , fit assigner M. l'archevêque de Cambrai au grand conseil , pour voir dire qu'il seroit maintenu dans le bénéfice. Il y avoit alors près de six ans que M. de Saint-Albin étoit possesseur paisible. Le 29 , le roi , informé de cette contestation importante , voulut en être le juge , & l'évoqua en son conseil. M. l'abbé d'Auvergne a prouvé dans ses mémoires , que les coadjutoreries ne sont requës en France que pour les prélatures , & qu'elles ne peuvent être autorisées pour un prieuré conventuel possédé en commende. M. de Saint-Albin est assez convenu de ces principes ; mais il a soutenu que la prohibition d'étendre les coadjutoreries aux autres

bénéfices , n'étant que de droit positif , pouvoit être levée par le concours des deux puissances , sur-tout avec le consentement du collateur ordinaire ; & que dans le fait celui-ci ayant expressément renoncé à son droit , ce n'étoit pas à son pourvu à le contredire. Par arrêt du 20 octobre 1725 , le conseil a déclaré M. l'abbé d'Auvergne non recevable dans sa demande.

Nous avons rapporté tous ces détails , pour faire voir que cet arrêt n'est pas , comme le croient bien des personnes , un préjugé pour la légitimité des coadjutoreries de prieurés conventuels.

Quoique les Prieurs conventuels ne soient pas au rang des prélats (*), on ne laisse pas de les réputer dignitaires , & ils sont , en cette qualité , habiles à exercer une commission apostolique. C'est ce que porte la clémentine 2 , *de rescriptis*.

Sur les autres points relatifs aux prieurés conventuels , voyez les articles CONVENTUELS & COMMENDE.

§. II. Des prieurés claustraux.

On appelle Prieur claustral celui qui gouverne les religieux , soit sous un abbé régulier , soit dans les abbayes ou prieurés qui sont en commende.

Un prieuré claustral n'est assez généralement considéré que comme un simple office. S'il y a des maisons où il existe en titre de bénéfice ,

(*) Guymier sur la pragmatique , titre de *electione* , chapitre *secut* , paragraphe *quanta* , avance cependant que *Prior conventualis dicitur praelatus* ; mais il ne fonde cette assertion que sur le chapitre *decrevit* , in 6°. qui n'en dit pas un mot.

au moins il ne donne nulle part, à celui qui en est pourvu, la qualité de dignitaire. C'est la différence que met la clémentine 2, *de rescriptis*, entre un Prieur conventuel & un Prieur claustral.

De droit commun, lorsque les abbayes sont en règle, les Prieurs claustraux sont à la nomination des abbés, & il dépend de ceux-ci de les révoquer quand il leur plaît. Aussi les fonctions de ces Prieurs cessent-elles de plein droit à la mort des abbés qui les ont commis.

Il y a cependant quelques abbayes où l'on en use autrement : telles sont sainte Geneviève de Paris, Anchin en Artois, saint Aubert de Cambrai : les Prieurs de ces maisons sont élus par les religieux, & l'on ne peut les destituer que pour des causes légitimes.

L'usage particulier de ces trois abbayes, lorsqu'elles sont en titre, est, dans certaines provinces, un droit commun pour celles qui sont en commendé. Ainsi, dans les Pays Bas, les religieux qui ont des abbés commendataires, choisissent toujours eux mêmes leurs Prieurs ; mais, comme on l'a vu à l'article GRAND PRIEUR, ils ne le font qu'à l'intervention de leurs abbés, qui, en ce cas, sont en droit de voter aux élections, soit en personne, soit par procureur.

Nous avons cependant sous les yeux l'expédition d'un arrêt du conseil d'état du 14 novembre 1694, rendu entre les religieux de saint Gérard, diocèse de Namur, & leur abbé commendataire, qui » ordonne que de trois en trois ans il » sera procédé à la nomination du Prieur par les » religieux capitulairement assemblés, lequel sera » tenu, avant d'en faire les fonctions, de demander

» la confirmation à l'évêques qui ne pourra la lui
» refuser sans cause légitime «.

En général, le droit à la nomination du Prieur claustral n'a rien de fixe par rapport aux abbayes possédées en commende : dans les unes, il appartient aux religieux, dans les autres, à l'abbé. On ne doit consulter en cela que la possession & les statuts des différens ordres.

Lorsque l'abbaye est en règle, le Prieur claustral est subordonné à l'abbé dans toutes les fonctions de son office ; & l'on peut alors lui appliquer ce que dit saint-Benoît du Cellerier, *sine jussione abbatis nihil faciat.... omnia mensuratè faciat & secundum jussionem abbatis.... omnia quæ ei injunxerit abbas, ipse habeat sub curâ suâ, à quibus eum prohibuerit non presumat.*

On a établi au mot COMMENDE, que dans les abbayes qui sont possédées à ce titre, ce n'est point aux abbés, mais aux Prieurs claustraux qu'appartient le gouvernement spirituel. Ce principe a été confirmé par l'arrêt du 14 novembre 1694, que nous venons de citer. Voici ce qu'il porte à ce sujet : » Pourra ledit Prieur exercer toute ju-
» ridiction spirituelle immédiate, donnera l'habit
» à ceux que le chapitre aura admis au novi-
» ciat, & recevra les novices qui auront été pa-
» reillement admis par le chapitre à faire pro-
» fession «.

Quelques canonistes, & entre autres Van-Espen, exceptent de cette jurisprudence les abbayes qui sont possédées en commende par des cardinaux ; & c'est d'après eux, que le rédacteur de l'article cité a dit, que » l'abbé commendataire
» n'a aucun droit au gouvernement spirituel ni à
» la correction des moines, *excepté lorsqu'il est*

cardinal «. Mais cette restriction n'est pas admise en France : différens auteurs citent, comme un monument de sa proscription, l'arrêt du grand conseil du 30 mars 1694, que nous avons rapporté à l'article GRAND PRIEUR. C'est une méprise. Il est vrai que cet arrêt déboute le cardinal d'Estrées de sa prétention au droit exclusif de nommer le grand Prieur de l'abbaye d'Anchin, qu'il tenoit en commende : mais on ne peut en tirer aucune conséquence pour les autres abbayes ni même pour les autres parties du gouvernement spirituel de celle d'Anchin, parce que les religieux de cette maison ayant, comme on l'a dit ci-dessus, le droit d'élire leur grand Prieur lors même qu'ils ont un abbé régulier, le cardinal d'Estrées ne pouvoit avoir aucun prétexte pour s'en faire adjudger la nomination.

Mais un arrêt qui prouve directement que les abbés cardinaux n'ont pas en France le droit que leur attribuent les canonistes à l'administration intérieure des abbayes dont ils sont commendataires, est celui du 19 septembre 1697, qui a été pareillement rendu au grand conseil entre le cardinal d'Estrées & les religieux d'Anchin. Cet arrêt, que l'on ne trouve pas dans nos livres, mais que j'ai entre les mains, déclare qu'il y a abus dans les provisions données par le cardinal, tant pour les offices claustraux de trésorier & maître des bois de l'abbaye, que pour la place de Président ou principal du collège d'Anchin de Douai ; ce faisant, maintient & garde le grand Prieur dans le droit & possession de commettre, révoquer, instituer & destituer, en la manière accoutumée, à la présidence de Douai, & à tous les offices claustraux dépendans de l'abbaye..

L'ordre de Cluni nous offre , par rapport aux Prieurs claustraux , un usage singulier dont il faut ici rendre compte. » Cer usage , dit M. Piales , » fondé sur les principes de l'équité naturelle , » établi par des décrets des chapitres généraux , & » confirmé par des lettres-patentes dûment enregistrées , consiste à donner au Prieur claustral de chaque monastère une double menſe ou » une portion double. Il a été introduit à l'imposition de ce qui s'étoit pratiqué dans les par- » tages des menſes capitulaires des églises cathédrales & collegiales , où nous voyons que le » chef de la compagnie jouit communément de » deux prébendes , quelle que ſoit ſa qualité , » ſoit celle de doyen ou de prévôt. Le chef d'un » corps , d'une compagnie , d'une communauté » ſéculière ou régulière , eſt toujours expoſé à » une plus grande dépense que les ſimples membres qui ne ſont point en dignité. Il eſt obligé » de donner à manger de temps en temps à la » compagnie & à différentes perſonnes qui y » ont rapport. Il ne peut ſe diſpenſer , pour le » bien du corps , d'entretenir certaines relations , » qui donnent toujours lieu à certaines dépenses. » S'il vient quelque étranger qui ait quelque » affaire avec la compagnie , c'eſt communément » au chef qu'il ſ'adreſſe. Combien d'autres devoirs » relatifs à la ſociété civile qu'un chef eſt tenu » de remplir , & qui le mettent dans la néceſſité » d'avoir plus de domeſtiques & un logement » plus vaſte que celui des ſimples particuliers ! » Un chef eſt préſumé être le premier par ſon » mérite , auſſi bien que par ſa place. Il lui faut » donc une plus grande quantité de livres & » autres meubles , qu'aux ſimples membres de la

» compagnie. Par ces différentes raisons , le re-
» venu qui suffit à un chanoine ne suffit pas à
» un doyen. Ces motifs militent en faveur des
» Prieurs claustraux , pour leur faire attribuer une
» double menſe dans tous les monaſtères où
» chaque religieux à ſa portion en menſe ſépa-
» rée. S'ils ne militent pas avec la même force
» en faveur des Prieurs clauſtraux des monaſtères
» où il n'y a qu'une menſe commune , du moins
» militent-ils en faveur de la communauté. Auſſi
» toutes les fois que les abbés & Prieurs titulaires
» & commendataires des abbayes & prieurés de
» l'ordre de Cluni , tant de l'ancienne que de
» l'étroite obſervance , ont entrepris de conteſter
» aux Prieurs clauſtraux leur double menſe , ils
» ont été condamnés à la leur payer à raiſon de trois
» cents livres par an , & cela , ſoit que la com-
» munité des religieux jouiſſe d'un tiers des
» biens du monaſtère en vertu d'un partage judi-
» ciaire , ſoit que les religieux ne jouiſſent que
» d'une ſimple penſion ou portion monachale «.

M. Piales rapporte enſuite deux arrêts qui juſ-
tifiant ce qu'il avance. Le premier a été rendu au
grand conſeil , le 16 mai 1735 , ſur les conclu-
ſions de M. l'avocat général Bignon , en faveur du
Prieur clauſtral de Lhoris en Santerre , contre le
ſieur Ozenne , Prieur commendataire de ce prieuré.
Le ſecond eſt du 6 février 1744 ; il a été rendu
ſur les concluſions de M. l'avocat général le Bret ,
entre le Prieur titulaire & le Prieur clauſtral de
ſaint Martin de Layrac.

§. III. *Des prieurés forains.*

Les prieurés forains sont ceux qui dépendent d'une abbaye ou prieuré conventuel, & en sont en quelque sorte partie. On les connoît aussi en certains endroits sous le nom de prévôtés.

On en distingue de deux sortes : les uns sont appelés simples, les autres sociaux.

Les prieurés forains simples sont ceux dans lesquels il n'existe point de conventualité ; & l'on entend par prieuré social, celui dans lequel plusieurs religieux du monastère d'où il dépend, vivent ensemble sous la conduite d'un Prieur.

Cette distinction vient du relâchement de la discipline monastique. Les loix de l'église & de l'état ont toujours exigé que la conventualité fût établie & maintenue dans les prieurés forains. Le chapitre 44 du capitulaire d'Aix-la-Chapelle, tiré du règlement fait dans l'assemblée des abbés, tenue en cette ville en 817 par ordre de Louis le Débonaire, qui l'approuva ensuite, porte, qu'il est permis *abbatibus habere cellas in quibus aut monachi sint aut canonici* ; & veut que l'abbé *provideat ne minus de monachis ibi habitare permittat quam sex*. Dans la suite, on a fixé à trois le nombre des religieux qui doivent habiter chaque prieuré forain. Le concile de Montpellier, de 1214, & la clémentine *in agro*, en contiennent des dispositions expressees, & veulent que si les revenus d'un prieuré ne suffisent pas pour remplir cet objet, on unisse plusieurs petits prieurés, à la charge de faire desservir par des ecclésiastiques séculiers, ceux où il n'y auroit plus

de religieux résidens. Mais ces réglemens & plusieurs autres semblables, rapportés à l'article CONVENTUALITÉ n'ont produit, comme on l'a vu au même endroit, que des fruits très-imparfaits.

On a cependant tenté de les faire revivre, & même de les étendre par l'article 10 de l'édit du mois de février 1773, concernant les réguliers. Cet article fait défense aux Prieurs séculiers de résider dans leurs prieurés, à moins qu'il n'y existe une conventualité régulière; & leur ordonne de se retirer & vivre dans les monastères auxquels ils sont attachés.

Cette disposition est générale, elle embrasse par conséquent tous les prieurés où il se trouveroit moins de quinze religieux, sans compter le supérieur, pour les monastères non réunis en congrégation; & moins de huit religieux, sans compter le supérieur, pour ceux qui sont sous chapitres généraux, puisque l'article 7 de l'édit du mois de mars 1768, a déterminé par ce nombre le caractère de leur conventualité.

Mais il y a tout lieu de croire que les circonstances dans lesquelles la première de ces loix a été portée & enregistrée, en affoibliront toujours l'autorité, & la feront insensiblement tomber dans l'oubli. Déjà même le roi l'a expressément révoquée, pour le ressort du parlement de Flandres, par une déclaration du 17 décembre 1774, qui veut, art. 11, „ que les prévôtés, „ prieurés ou dépendances desdits monastères, „ dans lesquels il n'existeroit plus de conventua- „ lité régulière, continuent d'être habités, ainsi „ qu'ils l'ont été ci-devant, par les religieux que

» les supérieurs desdits monastères jugeront à propos d'y envoyer «.

Les abbayes d'Artois ont pareillement obtenu au conseil un arrêt du 18 avril 1778, qui surfit, à leur égard, à l'exécution de l'édit du mois de février 1773, & ordonne spécialement qu'il ne sera rien innové en ce qui touche les prieurés & prévôtés de leur dépendance.

Il a été un temps où certaines religieuses avoient aussi des prieurés forains, dans lesquels elles faisoient leur résidence. Sœur Genevieve Mailliart s'étant fait pourvoir en cour de Rome du prieuré de Mirabeau, sur la résignation de sœur Anne Pinart, sœur Catherine Govaut en obtint des provisions à titre de dévolut, fondé sur l'indignité de la résignataire. La cause portée à l'audience de la grand'chambre, sur l'appel d'une sentence des requêtes du Palais, M. l'avocat général Bignon observa qu'il y avoit, de la part de sœur Mailliart, *de l'ordure & de la honte*; que cela arrivoit, parce que le prieuré étoit champêtre, & qu'il étoit important que la cour y pourvût par sa prudence, afin de tarir la source de tels scandales. Par arrêt du 4 juin 1637, rapporté dans le recueil de Bardet, » la cour mit l'appellation au néant, évoquant le principal & » y faisant droit, maintint & garda sœur Catherine Govaut en la possession & jouissance du » prieuré contentieux, à la charge de n'y point » résider, mais de se retirer dans un couvent » & maison régulière; & à la charge pareillement de ne pouvoir le résigner, & qu'après » son décès, il seroit pourvu par l'archevêque

» de Sens à l'union dudit prieuré à l'abbaye du
» Val-de Grace, d'où il dépend «.

Une des plus importantes questions qu'il y ait sur la matière des prieurés forains, soit simples, soit sociaux, est de savoir quelle est leur véritable nature, c'est-à-dire, s'ils existent en titre de bénéfices, ou s'ils ne forment que de simples obédiences ou administrations.

Pour répandre sur cette question tout le jour dont elle est susceptible, il faut remonter à l'établissement des prieurés forains, & les considérer dans les différens états par lesquels ils ont passé. On peut réduire ces états à trois époques principales, qui sont l'origine des prieurés, le troisième concile de Latran de 1179, & le concile de Vienne, tenu en 1311.

Plusieurs causes ont concouru à donner naissance aux prieurés forains. La première, & la plus commune, a été une raison d'économie & de sage administration. Lorsque les monastères eurent été enrichis, soit par la libéralité des fidèles, soit par les travaux des pieux solitaires qui venoient s'y retirer, on fut obligé d'en partager le gouvernement temporel, & d'en charger différens religieux. Le supérieur du monastère, ne pouvant être par-tout, envoyoit quelques-uns de ses inférieurs dans les différentes fermes qui en composoient le patrimoine, pour en faire valoir les biens, en rapporter les fruits à la messe commune, veiller sur les colons, & contenir les serfs dans le devoir. Ces administrations, connues dans les auteurs ecclésiastiques sous le nom de *celles, granges, fermes ou oratoires*, étoient des places subordonnées & toujours dépendantes; le supérieur pouvoit les révoquer quand il le jugeoit à pro-

pos. Comme il étoit défendu d'envoyer un religieux hors du monastère pour vivre seul & sans règle, l'abbé donnoit des compagnons à ces administrateurs, & ceux-ci tirèrent de là le nom de *priores*, premiers, ou de *prapofiti*, préposés.

Une autre cause donna lieu à la formation des prieurés forains. Souvent les monastères étoient hors d'état de contenir le grand nombre de religieux qui venoient y chercher un asile contre la corruption du siècle; dans ce cas, on envoyoit une colonie dans un des domaines de l'abbaye, & ces religieux étoient subordonnés à un chef ou Prieur, qui pouvoit, comme eux, être destitué & rappelé au monastère par le supérieur (*).

Enfin il arrivoit aussi dans ce temps, où la faveur des moines leur attiroit cette considération qui suit presque toujours la vertu, que des seigneurs désiroient d'en avoir quelques-uns dans leur voisinage, pour profiter de leurs instructions & de

(*) On trouve dans la chronique de Cambrai, écrite par Baudry, évêque de Noyon, liv. 2, chap. 20, p. 242, un exemple d'un établissement de cette espèce. Il parle de la prévôté de Berclau, dépendante de l'abbaye de saint Vaast d'Arras. *Est autem vicus ex rebus sancti Vedasti, nomine Berclaus Illuc ergo Heduinus abbas, consideratâ rei opportunitate, monasterium fundare disposuit, siquidem ei episcopalis auctoritas aspiraret. Quippè duplici usu satis competenter proviso, quod inibi videlicet partem ex monachis qui ad cœnobium sancti Vedasti frequentiores confluerant, delegaret, & bona ecclesiæ circumjacentia tutius possiderentur.* On reconnoît ici deux des causes qui ont contribué à l'établissement des Prieurés. 1°. La décharge de l'abbaye de saint Vaast, dont la communauté étoit devenue trop nombreuse; 2°. la sûreté & la bonne administration des biens de cette abbaye.

leurs bons exemples. S'ils n'étoient pas assez riches pour fonder un monastère capable de se soutenir par lui-même, ils prioient un abbé voisin d'envoyer dans leur terre un certain nombre de religieux. Ils leur bâtissoient une retraite & un oratoire, & ces établissemens devenoient des membres dépendans des abbayes d'où ces religieux avoient été tirés (*).

Mais de quelque manière qu'il arrivât qu'un petit monastère s'établît ainsi par une colonie tirée d'un monastère plus considérable, les biens de l'un ou ne cessoient pas d'être ou devenoient ceux de l'autre; l'abbé de celui-ci n'en laissoit au Prieur ou prévôt de celui là, que ce qui étoit nécessaire pour son entretien & la subsistance des religieux chargés d'y célébrer le service divin. Cette dépendance étoit de droit à l'égard des prieurés formés du patrimoine des abbayes, c'est-à-dire, par l'une des deux premières causes que nous venons de rappeler; mais elle avoit aussi lieu à l'égard de ceux qui s'étoient établis de la troisième manière. C'est la remarque du père Mabillon dans ses annales de l'ordre de saint Benoît, tome 1, livre 9, page 260, n. 41, & tome 2, livre 24, page 207, où il rapporte l'exemple de la celle de saint Goat, qui fut donnée par Charlemagne au monastère de Prum : *Hanc cellam monasterio Prumia regio diplomate tradidit in perpetuum deinceps cum rebus suis in usus fratrum ibidem servientium cessuram.*

Tel fut assez généralement l'état des prieurés fo-

(*) Voyez-en un exemple dans Aubert de Miré, *diplomata Belgica*, cap. 54.

ains jusqu'au troisième concile de Latran de 1179. A cette époque, il s'introduisit dans ces petits monastères un abus qui insensiblement opéra un changement total dans leur manière d'exister. Le troisième concile de Latran avoit établi pour maxime, qu'aucun religieux ne pouvoit avoir un pécule, mais il en avoit excepté les officiers du monastère à qui l'abbé auroit permis d'en tenir un, non pour le posséder en propre, mais pour l'employer aux dépenses communes qu'ils étoient obligés de faire dans l'exercice de leurs fonctions. Les officiers claustraux ayant étendu fort loin cette exception, les Prieurs forains, qui ne se croyoient pas d'une condition moins avantageuse, s'empresèrent de suivre leur exemple : en conséquence, ils prirent, comme à forfait, les administrations auxquelles ils étoient préposés ; ils se chargèrent de la dépense, & l'abbé se contenta d'exiger d'eux des pensions modiques. Bientôt ces administrations se donnèrent à l'enchère ; l'abbé força les pensions, & les augmenta à un point, qu'il ne restoit plus aux Prieurs forains un revenu suffisant pour entretenir le nombre de religieux qui devoient les accompagner.

Le pape Grégoire IX chercha à remédier à cet abus par sa bulle de l'an 1232, adressée à l'ordre de Cluni : *Quoniam, ce sont ses termes, abbas Cluniensis, nec non abbates & Priores ejusdem ordinis, prioratus sibi subjectos exactio-nibus & extorsionibus consueverunt adeò aggrava-re, quòd in eisdem prioratibus antiquus & consu-etus monachorum numerus est nimium diminutus, nos de cetero fieri sub attestazione divini judicii prohibemus.*

Cette bulle ne condamnoit que l'excès des

pensions. Le concile de Saumur, de l'an 1253, alla plus loin : il défendit d'en imposer de nouvelles, & même d'exiger celles qui n'avoient été imposées que depuis un certain temps ; ce qui fut expressément confirmé par la bulle de Nicolas IV, de l'an 1290.

Ces réglemens ne touchoient nullement à la nature des prieurés forains. Ils ne tendoient qu'à en prévenir la ruine ; aussi remarquons-nous que dans le temps même où ils ont paru, c'est-à-dire dans le treizième siècle, on regardoit encore les prieurés forains comme de simples administrations. Plusieurs religieux avoient tenté d'obtenir en cour de Rome des rescrits, pour être maintenus pendant toute leur vie dans les obédiences qui leur étoient confiées. Le pape Innocent III s'élève avec force contre cet abus dans les décrétales *ad nostram* & *perrecla*, de *confirmatione utili vel inutili*. Si ces lettres, dit le pontife, portent que l'impétrant est un religieux, elles sont fausses, parce que nous n'en avons point accordé de semblables. Si au contraire l'impétrant a eu sa qualité de religieux, elles sont nulles & subreptices (*). Ce n'étoit donc pas encore l'usage de donner ces administrations à perpétuité ; & si l'on en voyoit quelques exemples, ils étoient l'effet de la fraude & de la surprise.

(*) Cum igitur à cancellaria nostra hujusmodi litteras emanasse non credamus, mandamus quatenus illos qui tales litteras exhiberint, in quibus prioratus vel administrationes tanquam religionis conferantur, eisdem prius tanquam falsitatis auctores. Si vero in eis non sit mentio religionis ipsorum, illas tanquam tacita veritate subreptas de iunctis non valere.

Les abus mêmes de ce siècle justifient cette vérité. Les abbés, pour gratifier des clercs séculiers, imaginèrent de leur donner des places monachales dans les prieurés, où ils vivoient avec les religieux : d'un autre côté, des Prieurs forains obtenoient des rescrits de Rome, pour résider seuls dans leurs prieurés. Le pape Honoré III réforma ces deux abus ; le premier, par la décrétale *ea que, de statu monachorum*, & le second par les décrétales *ex parte & ad audientiam, de capellis monachorum*. Ainsi, plus les religieux du treizième siècle faisoient d'efforts pour secouer le joug de la discipline monastique, plus les papes s'appliquoient à la maintenir dans toute sa vigueur, sans permettre ni aux abbés d'abuser de leurs pouvoirs pour employer à leurs usages les revenus des prieurés forains, ni aux Prieurs de se faire des titres pour posséder à vie & sans charge de rendre compte, des revenus dont le soin leur étoit confié à titre d'obédience & de pure administration.

Il faut convenir cependant que les papes eux-mêmes ont, dans ce siècle, fait faire aux prieurés un grand pas vers la qualité de bénéfices. Déjà Nicolas IV, par sa bulle de 1290, adressée à l'ordre de Cluni, les avoit expressément soumis à la dévolution. Déjà Innocent III avoit déclaré, dans le chapitre *cum ad monasterium, de statu monachorum*, qu'un Prieur forain ne peut être destitué & rappelé à son monastère, sans une cause légitime, *nec alicui committatur aliqua obedientia perpetuò possidenda, tanquam in sua sibi vitâ locetur, sed CUM OPORTUERIT amoveri, sine contradictione quâlibet revocetur*. Déjà les commendes de ces prieurés, en faveur

des clercs séculiers, étoient devenues assez communes; & comme les commendataires n'étoient pas sujets à la loi de la révocation, est-il étonnant qu'on se soit accoutumé peu à peu à attribuer au titre la perpétuité qui ne venoit que de la personne?

Tel étoit l'état des prieurés, lorsque s'est tenu le concile général de Vienne, en 1311. Les décrets qu'il fit sur ces établissemens ont paru si intéressans, qu'on les a inférés dans le corps du droit canonique, où ils forment les clémentines *ne in agro, de statu monachorum. & quia regulares, de supplementa negligentia prelatorum.*

Par les décrets contenus dans la première de ces loix, le concile de Vienne, en défendant aux religieux de résider seuls dans les prieurés, ordonne aux abbés de faire réunir, par l'autorité de l'église, ceux de ces bénéfices dont les revenus ne suffisent pas pour la subsistance de deux religieux au moins. Il règle l'âge & les qualités nécessaires pour être nommé à ces prieurés & administrations régulières : il veut que les pourvus soient profès & âgés de vingt-cinq ans pour les prieurés conventuels, & de vingt ans au moins pour les autres : il exige qu'ils soient prêtres, ou tenus de se faire promouvoir au sacerdoce dans l'année de leurs provisions, ou au plus tard à l'âge de vingt-cinq ans : il les oblige à une résidence exacte, & leur défend même de résider dans le principal monastère, si ce n'est pour un temps & pour de justes causes.

La clémentine *quia regulares*, ajoute, en renouvelant quelques loix particulières du treizième siècle; 1°. que les abbés disposeront des prieurés dans les six mois de la vacance, &

qu'après ce délai, les évêques suppléeront à leur négligence, en *conferant* par droit de dévolution : 2°. que ces mêmes abbés ne pourront s'approprier les revenus des prieurés, ni même leur imposer de nouvelles pensions ou augmenter les anciennes : 3°. que l'on suivra, à l'égard de ces prieurés, la décrétale du pape Boniface VIII, par laquelle il est défendu aux prélats & autres de s'emparer des fruits des *benefices vacans* : 4°. qu'un religieux ne pourra réunir sur sa tête plusieurs prieurés à la fois, quand même ils seroient sans charge d'âmes : 5°. que toutes ces dispositions ne concernent pas les prieurés unis à la menſe du principal monastère, *premissa verò de prioratibus, ecclesiis, administrationibus & beneficiis intelligimus quæ non sunt de mensâ prælatorum ipsorum*, mais seulement ceux qui sont gouvernés par des Prieurs, administrateurs ou régisseurs particuliers, *sed speciales Priores, administratores seu rectores consueverunt habere*, quoique ces Prieurs ou administrateurs puissent être rappelés au monastère pour des causes légitimes, *licet Priores, seu administratores liberè possint ad claustrum, cum oportuerit, revocari*.

Cette quatrième disposition peut servir à éclaircir bien des doutes & à dissiper bien des équivoques que l'on élève ordinairement sur cette matière. D'abord elle excepte des décrets du concile les prieurés unis à la menſe abbatiale ; & de peur que l'on ne regarde comme tels tous ceux dont les possesseurs sont tenus de rendre compte à l'abbé, elle décide formellement que cette exception est limitée aux prieurés qui n'ont point de Prieurs, d'administrateurs ou de régis-

seurs particuliers. En second lieu, elle déclare, conformément au chapitre *cum ad monasterium*, rapporté ci-devant, que les titulaires de ces prieurés, qu'elle a qualifiés un peu plus haut de bénéfices, peuvent être destitués & contraints de retourner au monastère principal, *cum oportuerit*, lorsque de justes raisons l'exigent. Il est donc prouvé par-là que l'amovibilité du Prieur n'empêche pas que le prieuré n'existe en titre de bénéfice. C'est aussi ce qu'enseignent Garcias, de *beneficiis*, partie 1, chapitre 1, section 1; Lotharius, de *re beneficiaria*, livre 1, question 33, n. 11; le glossateur de la pragmatique, titre de *collationibus*, §. *item quod ad dicti s*; Rebuffe au même endroit; M. de Selve, de *beneficiis*, partie 3, question 21; & l'on a donné au mot BÉNÉFICES, tome 5, page 416, la raison fondamentale de cette doctrine.

Faut il donc dire que le concile de Vienne a érigé tous les prieurés forains en vrais titres de bénéfice? Il est difficile de ne le pas penser ainsi, quand on prend l'ensemble de tous les décrets de cette assemblée; quand on voit qu'elle a assujetti tous les prieurés qui ne sont point de *mensâ*, à la loi de la dévolution; quand on voit qu'elle a autorisé les évêques à les *conferer* en titre après les six mois de la vacance; quand on voit qu'elle a défendu aux abbés de s'en approprier les revenus, même pendant la vacance; quand on voit qu'elle leur a appliqué le décret du troisième concile de Latran, qui défend aux collateurs d'imposer des cens sur les bénéfices dont ils disposent; & qu'enfin elle déclare tous ces prieurés incompatibles les uns avec les autres, même lorsque la charge des âmes n'y est

point annexée. Il faut en convenir, quoique chacune de ces dispositions séparées ne soit pas suffisante pour établir que le concile a, par un règlement universel, imprimé le caractère de bénéfice à tous les prieurés & administrations régulières, néanmoins, réunies & considérées sous un point de vue qui les embrasse toutes à la fois, elles semblent annoncer que telle a été l'intention des pères du concile.

Aussi voyons-nous Dumoulin, ce flambeau de notre jurisprudence canonique & civile, appliquer la règle des vingt jours aux prieurés même révocables *ad nutum*. Voici comme il s'explique : *Etiam si sint prioratus liberè revocabiles ad nutum... hæc etiam faciunt numerum in mandatis papæ, ut olim tempore pragmatice, ante concordata, faciebant turnum in nominatis & graduatis*. Il n'excepte de sa décision que les prieurés *de mensâ*, conformément au concile de Vienne, *secus de unitis mensæ que inter beneficia nullomodo computantur*. (Sur la règle de *infirmis*, n. 320.)

Comment d'ailleurs contester que les prieurés-administrations aient été de vrais bénéfices depuis le concile de Vienne, quand on voit que le concile de Basse, la pragmatique & le concordat les ont assujettis à l'expectative des gradués ? (*)

(*) Quod si quis.... contra prædictum ordinem de beneficiis, dignitatibus, personatibus, officiis & ADMINISTRATIONIBUS quovismodo disposuerit, eo ipso sit irritum & inane. *Texte de la pragmatique, au titre de collationibus.*

Ordinarii tertiam partem omnium dignitatum, perso-

Et c'est ce qui a été jugé par plusieurs arrêts. Nous en trouvons un du parlement d'Aix du 30 juin 1744 ; il a été rendu entre M. d'Esclapon & les religieux de Lerins , au sujet des prieurés de Valauris & de la Napoule : on les soutenoit simples obédiences ; l'arrêt les a jugés bénéfices. Il est rapporté dans les consultations de d'Héricourt , tome 1 , page 79.

Le parlement de Paris a décidé la même chose en 1766 au sujet du prieuré de Bar : la contestation étoit entre les religieux de Saint-Mihiel , & le sieur le Fevre , pourvu en cour de Rome. Un autre arrêt de la même cour du 26 janvier 1768 , a pareillement jugé en faveur de l'abbé de Saintignon , régaliste , contre les religieux de Marmoutiers en Alsace , que le prieuré de Saint-Quirin étoit un vrai bénéfice , & comme tel , susceptible de l'impression d'un brevet de régale.

Cependant on ne peut se cacher que le concile de Vienne n'érige point expressement les prieurés forains en bénéfices ; il en parle , à la vérité , comme s'ils l'étoient à peu près tous ; mais ce n'est point lui qui les rend tels , il les laisse dans l'état où il les a trouvés ; & quoiqu'il les assujettisse à certaines loix qui jusqu'alors ne s'étoient guère observées que pour les bénéfices , on ne peut pas dire pour cela qu'il les dénature. Appliquer à un établissement une loi faite pour les bénéfices , c'est assimiler cet établissement aux

narum , ADMINISTRATIONUM , cæterorumque beneficiorum graduatis confettere teneantur. *Texte du concordat , au même titre.*

benéfices dans un point ; mais ce n'est pas l'ériger en bénéfice. Une chose peut ressembler à une autre , être soumise aux mêmes loix à certains égards , sans être identiquement la même.

Le concile de Vienne n'a eu d'autre objet que de réformer différens abus qui s'étoient introduits relativement aux prieurés , soit bénéfices , soit simples administrations. Un premier abus étoit de les laisser vacans ; un second , qui étoit la conséquence du premier , c'est que les abbés s'emparoiént des revenus & en faisoient leur profit ; enfin un troisième abus étoit d'en donner plusieurs au même religieux.

Le concile remédie à ce triple abus , & il dit : Il n'est pas question d'examiner si un prieuré est bénéfice , ou si ce n'est qu'une simple administration. Dans l'un & dans l'autre cas , il faut remplir l'intention du fondateur , qui a voulu qu'il s'y fit un service particulier , & qui a fixé la destination des biens au soulagement des habitans des lieux. Dans l'un & dans l'autre cas , l'administration d'un prieuré , la desserte de l'oratoire qui y est construit , est incompatible avec une autre administration du même genre , parce que l'on ne peut être en plusieurs lieux à la fois. Ainsi , dans l'un & dans l'autre cas , le prieuré doit être rempli , soit d'un titulaire , soit d'un administrateur ; il doit être donné en titre ou en commission , *committi vel conferri*.

Si le concile eût voulu ériger tous les prieurés en titre de bénéfices , il l'auroit dit expressément. Au lieu de leur appliquer l'une après l'autre trois des loix relatives aux bénéfices , il auroit dit : Les prieurés , ceux même qui n'étoient jusqu'ici que de simples administrations , seront dé-

formais des bénéfices ; nous les érigeons comme tels , & comme tels ils seront soumis à toutes les loix des bénéfices. Il auroit dit : Les prieurs ne seront plus des administrateurs révocables , ils seront tous titulaires & bénéficiers. Il auroit dit : On ne confiera plus les prieurés à temps , on ne les donnera plus par commission , mais on les conférera. Or , loin de trouver ces idées dans le concile , on y voit tout le contraire : il ordonne de *commettre* aux prieures , ou de les *conférer* ; la différence de ces expressions indique assez la différence des objets auxquels elles s'appliquent. Le concile reconnoît donc que parmi les prieurés il y en a qui ne sont point bénéfices.

En un mot , le concile paroît bien supposer que la plupart des prieurés forains existent en titre de bénéfices ; mais cette supposition n'est point une disposition pour tous ; il en résulte , à la vérité , que le droit commun est pour la qualité de bénéfice , & que dans le doute on doit présumer qu'un prieuré est tel : mais ce droit commun peut être écarté , cette présomption peut être détruite par la preuve d'une possession contraire.

Les exemples viennent en foule confirmer ce que nous avançons. Suivant un certificat donné le 20 février 1693 par le Prieur de l'abbaye de saint Victor de Paris , » toutes les administrations » des prieurés forains qui en dépendent , ne sont » que des commissions , toutes révocables *ad nutum* ». C'est en effet ce qu'ont jugé six arrêts du parlement.

Les sénieurs de la chambre de saint Victor ayant révoqué frère Jean Descouis , qu'ils avoient commis à l'administration de Villiers-le-Bel , il

se pourvut en cour de Rome pour empêcher sa révocation. Sur l'appel comme d'abus interjeté par les sénéurs , arrêt intervint en 1470 , qui déclara y avoir abus , & maintint dans son administration le religieux qui avoit été commis à la place de Descouis.

Jean Bardin ayant obtenu en cour de Rome , le 19 avril 1518 , des provisions en titre du prieuré de Puiffeaux , avec la clause de ne pouvoir être révoqué , sur l'appel comme d'abus de l'abbaye de saint Victor , arrêt qui dit qu'il y a abus. (Malingre , antiquités de Paris , livre 4.)

Rebuffle , *de pacificis* , n. 335 , cite un pareil arrêt du premier mars 1546 , qui , sur l'appel comme d'abus interjeté par les abbé & religieux de saint Victor , déclare abusives des provisions expédiées en cour de Rome pour leurs prieurés forains , qu'ils soutenoient n'être que des administrations révocables.

M. de Longueil , conseiller au parlement , ayant fait placer son indult sur l'abbaye de saint Victor , les Prieur & religieux se pourvurent le 14 mai 1578 , par requête au roi , pour faire révoquer la nomination , *comme n'étant leurs prieurés forains que simples mansions & administrations comptables & révocables à volonté*. Le roi ayant renvoyé la requête en son conseil privé , M. de Longueil se désista par acte du 24 juillet de la même année , & jamais ces prieurés n'ont été sujets à l'indult de la cour.

Antoine Vaultier , chanoine régulier de sainte Barbe en Auge , requit , comme gradué nommé sur l'abbaye de saint Victor , le prieuré du Bois-Saint Père. Les religieux , sans avoir égard à sa réquisition , nommèrent le frère Lhuillier pour

nouvel administrateur. La contestation s'engagea entre les deux prétendans , & fut portée aux requêtes du palais , où , par sentence rendue sur productions respectives le 12 mars 1636 , l'huillier a été maintenu dans la possession & jouissance de ce prieuré & *administration d'icelui* ; & cette sentence a été confirmée par arrêt.

La question se présenta encore en 1684. Jean Guillot , chanoine régulier , avoit surpris en cour de Rome des provisions du prieuré forain de Saint-Paul-des-Aulnois , dont Alexandre Vaillant , chanoine régulier de saint Victor , avoit l'administration. Sur l'appel comme d'abus de la communauté , arrêt intervint en la cour le 13 juillet 1684 , sur les conclusions de M. Talon , avocat général , qui dit qu'il a été mal , nullement & abusivement impétré & concédé , & maintient les Prieur & séneurs de la chambre dans le droit de commettre à ce prieuré.

Jean Guillot , déchu par cet arrêt de l'effet de ses provisions , tourna ses vûes sur le prieuré du Bois-Saint-Père , & le requit comme gradué. Les abbé & religieux prirent le fait & cause d'Etienne Favière , qui y avoit été commis ; & l'université de Paris intervint , pour soutenir que les prieurés dépendans de cette abbaye étoient sujets à l'expectative des gradués. La cause portée aux requêtes du palais , sentence confirmée par arrêt du 23 août 1687 , qui , sans s'arrêter à l'intervention de l'université , ayant égard à celle de M. de Coislin , évêque d'Orléans , abbé de saint Victor , & aux demandes des prieur & chanoines de la même abbaye , „ les maintient & garde „ dans la possession en laquelle ils sont de com-
mettre & préposer l'un de leurs religieux ,

» chanoine régulier de ladite abbaye , dans l'ad-
 » ministration des prieurés dont est question , &
 » de le révoquer *ad nutum* , & lui faire rendre
 » compte toutes fois & quantes il plaira à la
 » chambre composée des fénieurs de la maison
 » de saint Victor , conformément à leurs anciens
 » statuts & à l'usage de ladite maison de saint
 » Victor ». Et , en conséquence , il a été ordonné ,
 qu'Etienné Faviere , par eux commis & préposé
 à l'administration du prieuré du Bois-Saint-Pere ,
 continueroit d'en jouir en la manière accoutumée.

Il a été rendu deux arrêts semblables pour deux
 prieurés dépendans de l'abbaye de Prémontré. Le
 premier est rapporté en ces termes au supplément
 du journal des audiences : » Le 6 juillet 1647 ;
 » plaidant M^e Pucelle & M^e Dubois , intervint
 » arrêt , conformément aux conclusions de M.
 » l'avocat général Talon , par lequel la cour jugea
 » que le prieuré du collège de Prémontré , sis à
 » Paris proche le couvent des cordeliers , &
 » dans lequel les religieux de l'ordre de Prémon-
 » tré qui viennent à Paris pour étudier , sont de-
 » meurans , n'étoit point un bénéfice en titre ,
 » mais un simple office amovible & révocable à
 » la volonté du général de l'ordre , qui seul a
 » droit d'y pourvoir ».

Le second arrêt est plus récent. Bonneuil avoit
 été donné a l'abbaye de Prémontré par Alard de
 Ham , comme un simple domaine qui devoit
 appartenir à perpétuité aux abbé & religieux. Il
 s'y étoit établi depuis une communauté de reli-
 gieux de l'ordre de Prémontré. Cette communauté
 s'étant éteinte , on avoit conservé l'église , qui étoit
 desservie par un religieux , sous le titre de *maître*
ou Prieur de Bonneuil. Il paroît même que quelques

religieux s'en étoient fait pourvoir en cour de Rome, & qu'il avoit été religné. Le sieur Labat impétra ce prétendu bénéfice. Il fit valoir contre l'abbaye de Prémontré toutes les dispositions du concile de Vienne, de la pragmatique & du concordat, que nous avons rapportées ci dessus, & il y ajouta une objection bien forte, celle résultante des différentes provisions qui avoient été données en cour de Rome du prieuré de Bonneuil. Cependant, par arrêt rendu au mois d'août 1779, au rapport de M. le febvre d'Amécourt, le parlement a déclaré les provisions abusives, & l'a débouté de toutes les demandes, avec dépens.

C'est sur tout dans les Pays-Bas que les abbayes ont maintenu leurs prieurés forains dans la qualité primitive de simples administrations. D'Héricourt en parle ainsi dans ses consultations, tom. 1, pag. 80 : » Il y a néanmoins des restes de
» l'ancienne discipline, sur tout dans la province
» de Flandres, où il y a un grand nombre de
» Prieurés, qu'on appelle *prévôtés*, dont les prévôts
sont comptables & amovibles «.

Denisart dit la même chose au mot *Prieuré*.
» L'ancien usage subsiste encore pour les prieurés
» dépendans des abbayes d'Artois & de Flandres...
» ces Prieurs ne sont pas titulaires, mais simples
» administrateurs comptables & révocables «.

Pour décider si cette assertion est exacte ou non, il faut connoître toutes les autorités qui l'appuyent & la combattent respectivement.

La première preuve que l'on emploie pour la justifier, est le témoignage des abbayes mêmes des Pays-Bas. On a vu au mot GRAND PRIEUR, que M. Talon, avocat général, regardoit ce témoignage comme décisif sur ces sortes de contestations.

Les abbés & grands Prieurs de saint Vaast d'Arras, de saint Pierre de Labbes, d'Anchin, de saint Martin de Tournai, & du Mont-Saint-Eloy, ont attesté par leurs certificats des 26 octobre, 17, 18 & 20 novembre 1713 (*), que les prévôtés ou prieurés dépendans de ces abbayes, & qui en sont membres, ne sont pas de véritables bénéfices, mais des administrations pures & simples, & des offices révocables *ad nutum*; que les religieux qui sont pourvus de ces prévôtés ou prieurés, pour les régir sous l'autorité de leurs supérieurs, sont comptables & obligés de rendre chaque année un compte exact & fidèle de leur administration & des revenus temporels qui ont passé par leurs mains; que les revenus se consomment sur les lieux, pour y faire l'office divin, y entretenir les édifices, recevoir les étrangers, assister les pauvres, & acquitter les autres charges, sans qu'il en revienne aucune chose à la masse de ces abbayes, & sans qu'elles en retirent aucun émolument; qu'elles y font au contraire souvent de leurs propres deniers, des dépenses assez considérables, lorsqu'il s'agit d'y faire des réparations & autres bâtimens; & que lorsque les misères de la guerre & autres semblables accidens mettent les prévôts & religieux de ces prévôtés hors d'état de subsister dans leurs maisons, les abbayes en retirent des religieux pour les soulager, les nourrissent & fournissent à leurs dépenses; qu'enfin, ces prévôts ou Prieurs ne

(*) Ces certificats & tous les titres, arrêts & autres pièces dont il est parlé dans toute cette dissertation sur la nature des prieurés forains, nous ont passé sous les yeux en originaux ou en copies exactes.

peuvent faire aucun contrat , ni entreprendre aucun procès , ni même planter & abattre aucun bois , qu'avec la permission des supérieurs des abbayes dont ils dépendent.

Les grand Prieur & religieux de saint Vaast ont encore attesté la même chose par un certificat du 27 octobre 1744.

Le 22 du même mois , treize anciens avocats au parlement de Flandres ont donné une consultation qui certifie pareillement cet usage ; & le lendemain , MM. les gens du roi de la même cour ont signé un acte de notoriété , portant
 » qu'il est sans exemple & contre les usages , li-
 » bertés & privilèges des Pays-Bas , que les pré-
 » vôtés dépendantes des abbayes situées en ces
 » provinces soient impétrées en cour de Rome
 » à titre de dévolut , prévention , commende ,
 » réserve , résignation , ou de toute autre ma-
 » nière que ce puisse être «.

On invoque , à l'appui de ces attestations , plusieurs jugemens qui les confirment. Voici d'abord ceux qui ont été rendus en faveur de l'abbaye de saint Vaast. Jean Delelaque , religieux de ce monastère , avoit été commis par son abbé à l'administration de la prévôté de Hapres en Hainaut : un cardinal ayant obtenu cette prévôté en commende , l'abbé en porta ses plaintes au concile de Basse , & représenta qu'elle n'existoit pas en titre de bénéfice , mais de simple office révocable *ad nutum* , & soumis à la plus exacte comptabilité. Par jugement du 2 décembre 1447 , les commissaires du concile déclarèrent , que nile cardinal pourvu en commende , ni aucun autre , n'avoient eu droit de troubler dans sa possession le religieux commis par l'abbé.

Une sentence du bailliage d'Amiens du 4 mai 1519 porte, en homologuant un accord passé le 19 avril précédent entre l'abbé & les religieux de saint Vaast, » que quand il sera besoin de » réédifier de neuf aucuns principaux membres » des prévôtés dépendantes dudit monastère, & » que la ruine ne sera procédée par la coulpe & » négligence du prévôt, faute d'entretienement, » tels ouvrages se feront aux dépens d'icelle abbaye, & que l'abbé ne chargera lesdites prévôtés d'autres nouvelles charges que celles qui » sont de toute ancienneté ». Si ces prévôtés étoient des bénéfices formés, seroit-ce à l'abbaye à en faire les réparations ?

Il avoit été accordé à Jean Delahaye un *pain d'abbé*, en qualité d'oblat, sur la prévôté de Haspres. Les abbé & religieux de saint Vaast s'y opposèrent, sur le fondement que l'on ne peut assujettir à ces *pains d'abbé*, les biens des abbayes administrées par des religieux comptables, sous la qualité de prévôt ou Prieurs, par la raison que ces biens *ne sont qu'un gros avec les autres* de l'abbaye, & que l'on n'a jamais vu qu'un oblat ait été reçu dans ces prévôtés ou prieurés. » La prévôté de Haspres, ajoutaient-ils, n'est » pas un bénéfice de fondation royale, ni à la » nomination du roi ; mais c'est un office & » une administration comptable ; n'étant que » membre de l'abbaye de saint Vaast, & ne pouvant admettre aucun religieux ; d'ailleurs, l'abbaye elle-même ayant depuis peu été chargée » de semblable pain d'abbé en faveur de Philippe » de Dromet, elle ne peut & ne doit en ses » membres être ultérieurement chargée, comme » il a été jugé au conseil privé de Bruxelles au

» mois de novembre 1608, en faveur de la pré-
 » vôté de Saint-Michel-lez-Arras, qui a été
 » déchargée d'un pareil pain d'abbé ». Sur ces
 raisons, arrêt du grand conseil de Malines du
 15 octobre 1637, qui déboute Delahaie de sa
 demande. Le motif de cet arrêt, dit M. Du-
 laury, page 86, » a été la dépendance où la
 » prévôté de Haspres étoit de l'abbaye de saint
 » Vaast, une fois chargée d'un oblat par le roi
 » d'Espagne ». Si la prévôté de Haspres eût été
 un titre de bénéfice distinct & séparé de celui
 de l'abbaye, la circonstance que l'abbé de saint
 Vaast étoit chargé d'un oblat, eût-elle été une
 raison pour en décharger un autre bénéfice qui
 lui eût été étranger?

Ces décisions ont été confirmées par les let-
 tres-patentes du mois de mai 1775, portant
 union des abbayes de saint Vaast & de saint Bertin
 à la congrégation de Cluni. L'article 10 du dé-
 cret dont cette loi ordonne l'exécution, déclare
 que » les prévôtés & prieurés dépendans des
 » deux abbayes continueront d'être régis & ad-
 » ministrés par des religieux de l'abbaye dont ils
 » dépendent, lesquels seront commis & révo-
 » bles selon l'usage ». Nous avons rapporté au
 mot EXEMPTS DE FLANDRES, l'arrêt du parlement
 de Paris qui a ordonné l'enregistrement de ces
 lettres-patentes.

L'abbaye de saint Martin de Tournai a obtenu,
 le 7 mai 1746, un arrêt qui paroît assimiler ses
 prieurés à ceux de l'abbaye de saint Vaast. Le
 sieur Bestremieux s'étoit fait pourvoir en com-
 mende des prieurés de saint Simon & saint Jude
 de Chanterude, diocèse de Laon, & de Saint-
 Amand-lez-Machemond, diocèse de Noyon,

tous deux dépendans de cette abbaye. Il tenta d'abord , sous différens prétextes , d'attirer la contestation au conseil ; mais , par arrêt contradictoire du 8 novembre 1743 , il fut ordonné que les parties continueroient de procéder au parlement de Paris ; & après une plaidoirie solennelle , suivie d'un appointement , l'affaire fut jugée en faveur des abbé & religieux. Ils étoient appelans comme d'abus des provisions du sieur Bestremieux. Ils soutenoient que les prieurés dépendans des abbayes des Pays-Bas ne sont point des bénéfices , & ils le prouvoient par les consultation , acte de notoriété & certificats des 22 , 24 & 27 novembre 1744 , rapportés ci-dessus ; & c'est d'après ces pièces que l'arrêt cité , » en » tant que touche les appellations comme d'abus » interjetées par les abbé régulier , Prieur & religieux de l'abbaye de saint Martin de Tour- » nai , des provisions obtenues par ledit Bestremieux des *prétendus prieurés* de saint Simon & » saint Jude de Chanterude , & de Saint-Amand-lez-Machemond , *comme bénéfices réguliers en titre* , avec dispense de les posséder en com- » mende , dit qu'il y a abus ; en conséquence » déboute ledit Bestremieux de toutes ses demandes , fait main-levée des saisies par lui faites » sur les fruits & revenus de chacune desdites » *fermes* de Chanterude & de Saint-Amand-lez-Machemond , dépendantes de la même abbaye ; » le condamne en 300 livres de dommages-intérêts & aux dépens «.

Il n'est pas un seul des termes de cet arrêt qui ne soit précieux. Sur quoi la cour fait-elle tomber l'abus ? Sur ce que le sieur Bestremieux s'étoit fait pourvoir des deux prieurés *comme bé-*

néfices réguliers en titre, & parce qu'il avoit abusé du terme de prieurés, pour en induire que c'étoient des bénéfices : l'arrêt ne les nomme que *prétendus prieurés* ; il fait main-levée des saisies, mais ces saisies sont dites *des fruits & revenus de chacune des fermes de Chanterude & de Saint-Amand, dépendantes de la même abbaye*. La cour a donc qualifié de fermes, ce que le sieur Bestremieux prétendoit être des bénéfices : & les prieurés en effet s'appeloient anciennement *cellæ, sumæ, grangia*.

L'impartialité dont nous nous sommes fait un devoir, ne nous permet cependant pas de laisser ignorer la réponse que font à cet arrêt les partisans de l'opinion contraire à celle qu'il nous paroît avoir adoptée. Voici comme s'exprime à ce sujet M. Lager-Bardelin dans un mémoire fait pour l'abbé de Langeac, dans une cause dont nous rendrons compte ci-après. » Les religieux
 » de Tournai ont démontré que les prieurés de
 » Chanterude & de Saint-Amand étoient de
 » pures obédiences, des prieurés *de mensâ*. Ils
 » l'ont prouvé par la teneur des commissions
 » qui en ont toujours été données ; ils ont justifié
 » que ces commissions, depuis plus de trois
 » siècles, étoient de simples *procurations* ; que
 » chaque Prieur étoit établi *procureur général &*
 » *messager spécial* de l'abbaye, au nom de laquelle il étoit autorisé à *régir & administrer*,
 » avec clause de révocabilité *ad nutum* ; qu'il y
 » étoit dit expressément que ces prieurés sont
 » *de la mense & table*. Ils ont prouvé que les
 » Prieurs ne prenoient point possession ; que tous
 » les ans ils rendoient compte & payoient le
 » reliquat à l'abbaye : ils en ont conclu, que les

» deux prieurés étoient précisément dans le cas
 » de l'exception établie par la clémentine *quia*
 » *regulares*, par rapport aux administrations qui
 » appartiennent à *la mense*. Voilà ce qui a pro-
 » curé gain de cause aux religieux de Tournai ;
 » & , pour le mieux marquer , la cour n'a qua-
 » lifié dans son arrêt les deux prieurés que de
 » *fermes* ».

De toutes les abbayes des Pays-Bas , c'est celle d'Anchin qui a éprouvé le plus de contestations sur l'état & la nature de ses prieurés forains , & qui par conséquent nous fournit à cet égard le plus de préjugés.

Le plus ancien arrêt que l'on trouve sur cette matière dans les archives , est du 19 janvier 1442 , postérieur par conséquent de plus d'un siècle au concile de Vienne. Bertrand des Fosseux s'étoit fait pourvoir du prieuré de saint Sulpice près Doullens , comme si c'eût été un bénéfice ; Jacques de Herdigneul avoit été commis par l'abbé d'Anchin à l'administration de ce même prieuré , comme membre dépendant de son abbaye. La complainte s'engagea entre les deux pourvus , & fut portée devant le prévôt de Paris. Les religieux d'Anchin se joignirent à Jacques de Herdigneul , & soutinrent qu'il étoit libre à l'abbé , ou de confier en même temps l'administration spirituelle & temporelle à un seul religieux , qui est Prieur & prévôt tout ensemble , *sitque prior & prepositus* , ou de commettre séparément cette administration à deux religieux , dont l'un ne doit être chargé que du spirituel en qualité de Prieur , & l'autre ne doit régir que le temporel en qualité de prévôt ; & comme rien n'est plus opposé à l'essence d'un bénéfice formé , que

cette section du titre , ils en concluoient que le prieuré de saint Sulpice n'étoit constamment qu'une simple administration.

Par la sentence du prévôt de Paris , les parties furent appointées en faits contraires , & la rectéance fut adjugée à dom Jacques de Herdigneul & à l'abbaye d'Anchin. Sur l'appel interjeté par Des Fosseux , arrêt qui infirme la sentence , & néanmoins prononce par nouveau jugement les mêmes choses que le prévôt de Paris. Des Fosseux abandonna le fond.

Le prieuré d'Aimeries , près de Maubeuge , étant devenu vacant par la mort de Jacques de Landas , fut impétré en cour de Rome par Jean Larcel ou Anselmy , religieux profès de l'abbaye de Hautmont. De son côté , l'abbé d'Anchin y commit Jacques Penel , l'un de ses religieux , par acte du premier octobre 1439. Les parties s'adressèrent au pape , qui délégua des juges sur les lieux. Dom Anselmy , prétendant que le prieuré étoit un bénéfice , demandoit que son titre fût déclaré canonique. L'abbaye d'Anchin & dom Penel soutenoient au contraire que ce prieuré n'avoit jamais eu le titre de bénéfice ; que l'abbé seul avoit le droit d'y commettre qui il jugeoit à propos , avec la clause de révocabilité pure & simple ; qu'ainsi les provisions de dom Anselmy devoient être annullées.

Les juges délégués , par leur jugement du 15 avril 1445 , maintinrent dom Penel dans le prieuré , comme ayant été légitimement commis par l'abbé d'Anchin , & déclarèrent que dom Anselmy n'avoit pas eu droit de le troubler dans son administration.

Dans le vû de l'arrêt du 30 mars 1694 ,

rapporté à l'article GRAND PRIEUR, se trouve un extrait compulsé de l'histoire manuscrite de la même abbaye, composée par dom de Bar, où l'on voit que la question s'est encore présentée au sujet du prieuré de saint Sulpice, pour lequel avoit été rendu l'arrêt de 1442. Comme l'abbaye d'Anchin & ce prieuré étoient sous deux dominations différentes, les longues guerres que François premier eut à soutenir contre Charles-Quint, servirent de prétexte au sieur Bouchavanne, gouverneur de Doullens, pour s'emparer de la prévôté de saint Sulpice, après la mort du Prieur, dont il prétendoit faire valoir une résignation, *asserens sibi legitimo jure resignatam*. Mais après la paix de Crepy du 13 septembre 1544, Jean Asser, élu abbé d'Anchin en 1546, se pourvut au parlement de Paris contre le résignataire, & il obtint un arrêt par lequel il rentra dans ses droits, sur le fondement, dit l'historien, que ce prieuré n'étoit point un bénéfice, *eo præsertim nomine, quòd non esset beneficium, sed officium simplex monasticum, à quo removeri posset quilibet religiosus ad nutum abbatis, neque de eo disponendi aliquam, aut ad alium transferendi haberet auctoritatem*.

Peu de temps après, la question se renouvela pour le prieuré de saint Georges, près d'Hesdin. On avoit fait entendre à François premier que ce prieuré étoit conventuel & électif, & que par conséquent la nomination lui en appartenoit, suivant le concordat : en conséquence, après la mort de dom Brognet, qui y avoit été nommé par l'abbé d'Anchin, ce prince ordonna au bailli d'Hesdin d'en saisir les revenus, & d'y établir des commissaires. Après bien des démarches inutiles,

dom d'Ostèrel , muni de la commission de l'abbé d'Anchin , se pourvut au conseil privé de Henri II, où , après une instruction contradictoire avec le procureur général , & du consentement de celui-ci , il obtint un arrêt du 11 juin 1547 , qui lui fit main-levée du prieuré de saint Georges , *fruits & profits d'icelui* , » après que par le titre & » provisions de dom d'Ostèrel , & par autres provisions des précédens Prieurs dudit prieuré , est » apparu audit procureur général ledit prieuré » *n'être bénéfice titulé ni électif* , mais une administration révocable *ad nutum* de l'abbé «.

La guerre qui s'éleva entre Louis XIII & le roi d'Espagne , donna lieu à une nouvelle contestation pour le même prieuré. La mort de dom Créancier l'ayant laissé vacant , dom de Forest , religieux de saint Martin de Pontoise , s'y fit nommer par le roi , attendu , portoit le brevet , *que l'abbé d'Anchin est dans les pays de nos ennemis*. Cette circonstance força l'abbé d'Anchin de se relâcher un peu de son droit. Il transigea , le 25 avril 1658 , avec dom de Forest , qui se désista , moyennant une pension. Après la paix des Pyrénées , en 1659 , dom de Forest se pourvut au conseil pour faire annuler sa transaction & se faire rétablir dans le prieuré. De son côté , l'abbé d'Anchin consentit à la résiliation du contrat , qu'il n'avoit souscrit que par force majeure ; mais il demanda en même temps d'être maintenu dans l'ancien droit qu'il avoit de commettre , pour l'administration de ce prieuré , des religieux profès de son monastère. Par jugement du conseil privé du 15 mars 1661 , rendu sur productions respectives , l'abbé d'Anchin a été maintenu & gardé » au droit & en la possession & jouissance d'en-

» voyer au prieuré de saint Georges des religieux
» de ladite abbaye , pour l'administration & des-
» service d'icelui ». Et néanmoins il a été or-
donné , *sans tirer à conséquence* , que la transac-
tion de 1658 seroit exécutée , & que dom de
Forest jouiroit toute sa vie de la pension stipulée
en sa faveur par cet acte.

Ces cinq jugemens militent , comme l'on voit ,
avec la plus grande force contre l'opinion de ceux
qui regardent les prieurés dépendans de l'abbaye
d'Anchin comme des bénéfices. Cependant on a pré-
tendu que postérieurement, un arrêt du grand conseil
du 19 septembre 1667 , les avoit tous jugés tels.
Pour l'apprécier , il faut rappeler les circonstances
dans lesquelles il a été rendu.

Il s'agissoit de la disposition des offices , soit
claustraux , soit forains , que le cardinal d'Estrées,
abbé commendataire , vouloit s'attribuer à lui
seul. Ce prélat mettoit en principe , qu'un abbé
commendataire doit jouir de toutes les préroga-
tives des abbés réguliers , & exercer la juridiction
intérieure sur les religieux , sur-tout lorsqu'il est
cardinal. De là il concluoit , que l'institution & la
destitution de tous les Prieurs lui appartenoit ; en
conséquence , il avoit nommé tant aux prieurés
forains qu'aux offices claustraux. Le grand Prieur
y avoit nommé de son côté ; & c'est sur ce droit
de nomination respectivement prétendu , que rou-
loit la contestation.

M. le cardinal d'Estrées établissoit sa défense
sur cinq propositions , dont les quatre premières
n'avoient trait qu'à la juridiction qu'il prétendoit
appartenir aux abbés commendataires , & sur-tout
aux cardinaux. La cinquième étoit la seule qui
eût rapport à la question actuelle. Il y soutenoit

qu'à lui seul appartenoit la nomination des prieurés & des offices claustraux ; mais il paroît qu'à l'égard des prieurés , il n'entendoit que les prieurés-cures. On voit en effet que par sa requête du 2 janvier 1691 , il demandoit d'être maintenu & gardé dans le droit & possession , non pas de conférer les prieurés , mais d'*instituer & destituer* tous les Prieurs-curés de l'abbaye d'Anchin.

Les grand Prieur & religieux soutinrent au contraire que le droit de nommer aux prieurés & offices claustraux , appartenoit au grand Prieur, par deux raisons. La première , que ces prieurés n'étoient point des titres de bénéfices , mais des offices manuels , de pures administrations révocables & comprables : la seconde , parce qu'un abbé commendataire , même cardinal , ne peut exercer aucune juridiction sur l'intérieur du cloître, & que l'institution & la destitution des Prieurs forains & des officiers claustraux étant un acte de juridiction , elle lui étoit interdite.

La contestation se réduisoit donc au seul point de savoir à qui appartenoit l'institution & la destitution des Prieurs & des officiers claustraux. Tout ce qui fut dit sur la nature des prieurés forains ne fut proposé que comme moyen , & non pas comme la question à juger.

C'est dans cet état qu'intervint l'arrêt du 19 septembre 1697 , par lequel , 1°. il fut dit » n'y avoir » abus dans les provisions données par le cardinal » d'Estrées des prieurés forains dépendans de l'abbaye ; ce faisant , ce prélat fut maintenu dans » le droit & possession de pourvoir aux prieurés » de saint Georges , d'Aymeries , d'Evin , de saint » Sulpice , & de la trésorerie d'Equerchin , en » faveur des religieux profès de ladite abbaye

» seulement , sans préjudice toutefois au grand
 » Prieur de pouvoir destituer les religieux pour-
 » vus desdits prieurés forains, pour cause légitime «.
 2°. Dom Carpentier fut maintenu & gardé dans
 la possession & jouissance du prieuré d'Évin, dont
 il avoit été pourvu par le cardinal; dom de
 Rente, nommé par le grand Prieur, & les reli-
 gieux d'Anchin, furent condamnés solidairement
 à lui restituer les fruits dudit prieuré par eux per-
 çus, sur lesquels il seroit pris par chacun an la
 somme de trois cents livres pour la desserte &
 rétribution du service divin fait audit prieuré par
 ledit de Rente. 3°. Il fut dit qu'il y avoit abus
 dans les provisions données par le cardinal d'Es-
 trées des offices claustraux & de la présidence de
 Douai. 4°. Il fut fait défenses auxdits religieux
 de troubler ledit cardinal d'Estrées dans les in-
 ventaires des côtes-mortes des religieux de la-
 dite abbaye; » auxquels inventaires lesdits reli-
 » gieux pourront assister & être présens, si bon
 » leur semble, ainsi qu'au compte que ledit car-
 » dinal fera tenu de rendre desdites côtes-mortes,
 » pour le reliquat en être par lui employé, con-
 » formément aux arrêts du grand conseil, aux
 » réparations & au profit des *bénéfices & offices*
 » dont lesdits religieux se trouveront pourvus au
 » jour de leur décès «.

Ces différentes dispositions sont la matière de
 plusieurs argumens dont on se sert pour établir
 que le grand conseil a considéré comme bénéfices
 tous les prieurés forains dépendans de l'abbaye
 d'Anchin. Mais ils ne sont pas sans réponse,
 voici à peu près de quelle manière on les pré-
 sente.

Pourquoi le grand conseil a-t-il maintenu le

grand Prieur dans le droit de commettre & de révoquer les officiers claustraux? Parce qu'il a jugé que c'étoient de pures administrations, de simples offices, dont la disposition étoit un acte de la police intérieure, de la juridiction claustrale, qui ne peut appartenir à un abbé commendataire. Pourquoi au contraire a-t-il déclaré n'y avoir abus dans les provisions en titre que le même cardinal avoit données des prieurés forains? Pourquoi l'a-t-il maintenu dans le droit & possession d'y pourvoir, si ce n'est parce qu'il a jugé que c'étoient de véritables bénéfices, dont la collation, qui est *in fructu*, appartient toujours à l'abbé commendataire?

Mais, dit-on, il ne falloit pas aller jusque-là pour attribuer au cardinal la nomination des prieurés forains; il suffisoit que ce fussent des offices qui s'exercent au dehors, & dont l'administration n'intéresse point la discipline intérieure.

La présidence du collège de Douai étoit certainement un office qui s'exerçoit, & même demandoit résidence hors du cloître, & cependant le droit d'y nommer fut adjugé au grand Prieur. Il a donc fallu considérer les prieurés forains comme de vrais bénéfices, pour maintenir l'abbé commendataire dans le droit d'y pourvoir.

On objecte encore que l'arrêt du grand conseil réserve au grand Prieur le pouvoir de *destituer pour cause légitime* les religieux que le cardinal aura nommés aux prieurés forains; & l'on conclut de là, que ce ne sont pas des bénéfices, parce qu'en fait de bénéfices, *ejus est destituere cujus est instituere*, ou qu'au moins la

destitution ne peut jamais appartenir à un inférieur de celui qui a le droit d'instituer.

Mais il n'y a rien dans cette réserve qui soit extraordinaire ni incompatible avec la qualité de bénéfice. Le grand conseil a jugé que la collation des bénéfices étoit un fruit appartenant à l'abbé commendataire ; c'est ce qui a fait maintenir le cardinal d'Estrées dans le droit & possession de conférer les prieurés forains , vrais bénéfices , quoique révocables pour causes légitimes. Mais le jugement des causes de révocation est un acte de police intérieure , de juridiction claustrale , qu'un abbé commendataire ne peut exercer ; il a donc été réservé au grand Prieur par le même principe qui l'a fait maintenir dans le droit & possession de commettre & révoquer les officiers claustraux.

Ce qui écarte d'ailleurs toute difficulté , c'est que les prieurés forains sont expressément désignés dans l'arrêt dont il s'agit , sous la qualification de *bénéfices* ; c'est , comme on se le rappelle , dans la clause concernant l'application des côtes-mortes » aux réparations & profit des *bénéfices* » & *offices* dont lesdits religieux se trouveront » pourvus au jour de leur décès ». L'Abbaye d'Anchin n'a d'autres bénéfices réguliers dans sa dépendance , que ses prieurés forains : ce sont donc les prieurés forains qui sont là désignés par la qualification de *bénéfices* , comme les offices claustraux le sont par celle d'*offices*.

Ainsi raisonnent ceux qui regardent les prieurés dépendans de l'abbaye d'Anchin , comme jugés bénéfices par l'arrêt dont il s'agit.

Parmi les réponses que donnent à ces induc-

tions les partisans du sentiment contraire, il en est quelques-unes qui nous paroissent victorieuses & péremptoires.

1°. L'arrêt déclare qu'il n'y a abus dans la nomination des prieurés forains faite par le cardinal d'Estrées ; mais il ne prononce rien sur leur nature ; il décide seulement que la faculté d'en disposer est un droit honorifique réservé à l'abbé commendataire ; & l'on ne peut en étendre les termes au delà de leur sens naturel.

2°. Le grand conseil, lors du partage fait en 1688 entre le cardinal d'Estrées & les religieux d'Anchin, avoit jugé bien nettement que le prieuré de saint Sulpice n'étoit point un bénéfice, puisqu'il en avoit fait entrer tous les biens dans la masse ; cependant, par l'arrêt de 1697, il le soumet nominément aux mêmes dispositions que les autres prieurés. Donc ces dispositions s'appliquent à des établissemens qui ne sont point bénéfices ; donc l'arrêt de 1697 ne conclut rien.

3°. On peut faire le même raisonnement à l'égard du prieuré d'Evin. Il dépendoit ordinairement de l'abbaye de saint Nicolas-aux-Bois, diocèse de Laon. Il fut uni dans la suite à l'abbaye d'Anchin. Cette union, attaquée en 1668, avoit été déclarée abusive, sur le fondement qu'elle n'avoit pas été revêtue de lettres-patentes : mais ce défaut fut depuis réparé, & le parlement de Paris enregistra, par arrêt du 26 août 1676, les lettres-patentes confirmatives de l'union. Cependant le cardinal d'Yorck, abbé actuel d'Anchin, donna, en 1758, une collation de ce prieuré au sieur Foucault. Celui-ci, comprenant qu'on n'avoit pas pu lui conférer un prieuré éteint &

uni à l'abbaye d'Anchin, prit le parti d'obtenir en cour de Rome de nouvelles provisions, sur le fondement desquelles il attaqua l'union comme abusive. Oubliant donc le titre que M. le cardinal d'Yorck lui avoit accordé, il ne s'attacha qu'à faire valoir les vices prétendus de l'union. Mais ses efforts furent inutiles ; & , par arrêt du premier avril 1762 , l'union fut confirmée , & les provisions de l'abbé de Foucault déclarées abusives. — Que l'on rapproche maintenant cet arrêt du jugement de 1697. Celui-ci maintient M. le cardinal d'Estrées dans le droit de pourvoir nommément au prieuré d'Evin , dont le titre , dès 1676 , avoit été éteint & uni à l'abbaye d'Anchin. Donc l'arrêt de 1697 ne décide point que les prieurés , dont il accorde la provision au cardinal d'Estrées , soient de vrais bénéfices , puisque celui d'Evin , qu'il comprend dans la même disposition que les autres , n'existoit plus comme bénéfice dans le temps de cet arrêt.

4°. La clause de ce même arrêt , qui ordonne l'application des côtes-mortes des religieux *aux réparations & profit des BÉNÉFICES & offices dont lesdits religieux se trouveront pourvus au jour de leur décès* , ne détruit nullement tout ce que l'on vient de dire. Il est vrai que l'abbaye d'Anchin n'a point de bénéfices réguliers dans sa dépendance ; mais ses religieux peuvent en obtenir d'autres abbayes ; la maxime *regularia regularibus* les y rend habiles : il ne faut donc pas que les prieurés forains soient bénéfices , pour que la clause dont il s'agit puisse recevoir son exécution.

Tout cela prouve bien clairement que l'arrêt
de

de 1697 n'a point changé la nature des prieurés en question. Mais peut-on dire la même chose de cet arrêt plus précis & plus célèbre, qui est intervenu, en 1775, entre les religieux d'Anchin & l'abbé de Langeac ? Expliquons - en l'espèce.

Le prieuré d'Aymeries ayant vaqué en 1751, M. le prince de Modène, alors abbé d'Anchin, y nomma en commende M. Billard, évêque d'Olimpe, qui mourut la même année : M. le prince de Modène le suivit de près, & fut remplacé par M. le cardinal d'York, qui, en 1752, conféra le même prieuré au sieur Paris. La contestation qui s'engagea fut évoquée au conseil du roi. Elle y étoit encore pendant en 1769, lorsque l'abbé Paris résigna son droit à l'abbé de Langeac. Celui-ci obtint en même temps un brevet de régale, en vertu duquel il fit assigner ses contendans en la grand'chambre du parlement de Paris : Aymeries étant situé dans le diocèse de Cambrai, où la régale n'a pas lieu, ce second titre fut bientôt écarté. Après un assez long conflit de juridiction entre différens tribunaux, le roi a donné, le 2 juin 1770, des lettres-patentes qui ont attribué la connoissance de la cause au parlement de Paris.

Les états d'Artois, de Lille & de Cambrai, & le cardinal d'York, sont intervenus, les uns pour soutenir que les bénéfices des Pays - Bas sont exempts de la commende, & le cardinal d'York pour défendre son droit de disposer en commende des prieurés dépendans de son abbaye.

De leur côté, les grand Prieur & religieux ont soutenu que le prieuré d'Aymeries n'existoit

pas en titre de bénéfice. Ils ont produit une foule de pièces pour le prouver , mais inutilement. Par arrêt du 11 juillet 1775 , rendu en la grand'chambre , au rapport de M. l'abbé d'Espagnac , après un appointement prononcé sur une plaidoirie solennelle le 7 août 1770 , l'abbé de Langeac a été maintenu dans le prieuré d'Aymeries. L'abbaye d'Anchin & les états ont tenté de le faire casser au conseil ; mais leur requête a été rejetée par jugement du 24 octobre 1776.

L'abbé de Langeac avoit eu pour agent dans cette affaire le sieur de Guilhem de Saint-Marc , qui , s'imaginant que l'arrêt jugeoit la question pour tous les prieurés de l'abbaye d'Anchin , obtint pour son fils , vicaire général du diocèse de Périgueux , le 11 octobre 1778 , un brevet de collation en régle du prieuré de saint Georges. Dès le mois d'août précédent , le sieur de Tastes , vicaire général du diocèse de Condom , l'avoit impétré en cour de Rome. Tous deux se pourvurent , chacun de leur côté , contre dom Ochin , Prieur actuel de saint Georges , dont M. le cardinal d'Yock , le grand Prieur & les religieux d'Anchin s'empressèrent de prendre le fait & cause.

Après une plaidoirie de six audiences , M. l'avocat général Séguier conclut à un interlocutoire & au sequestre des fruits & revenus du prieuré , en observant qu'il y avoit huit religieux à saint Georges , & qu'il falloit pourvoir à leur subsistance. Par arrêt du 6 septembre 1779 , la cour appointa les parties au conseil , donna acte au sieur de Saint-Marc de ce qu'il ne prétendoit , quant à présent , que la jouissance provisionnelle

de la moitié des revenus du prieuré ; en conséquence ordonna que le grand Prieur , les religieux & dom Ochin jouiroient du surplus , en donnant par le sieur de Saint-Marc bonne & suffisante caution.

Le sieur de Saint-Marc crut pouvoir , en vertu de cet arrêt , expulser les fermiers & passer de nouveaux baux ; mais sa prétention fut hautement proscrite par arrêt du 12 janvier 1780.

Ces deux arrêts formoient le préjugé le plus favorable pour l'abbaye d'Anchin ; car le sieur de Saint-Marc se présentoit comme régaliste , & cependant on ne lui laissoit que la moitié de la jouissance provisionnelle , sous la charge d'une caution que jamais régaliste n'avoit été dans le cas de donner.

Enfin , le 31 juillet 1781 , après que le procès eut été examiné pendant cent vacations , & vu quatre fois de commissaires , il est intervenu , au rapport de M. l'abbé Pommiers , un arrêt dont voici le dispositif :

» La cour faisant droit sur le tout , en tant
» que touche l'appel comme d'abus interjeté par
» Henri-Benoît - Marie - Clément , cardinal duc
» d'Yorck , abbé commendataire de l'abbaye de
» saint Sauveur d'Anchin , & les grand Prieur
» & religieux de ladite abbaye , des provisions
» obtenues en cour de Rome par Antoine Gas-
» pard de Tastes , & de l'acte de prise de
» possession par lui faite de la CELLE DE SAINT
» GEORGES , MEMBRE DÉPENDANT DE LADITE
» ABBAYE , dit qu'il y a abus ; en conséquence
» déboute ledit de Tastes de toutes ses demandes ;
» faisant pareillement droit sur l'appel comme d'a-
» bus interjeté par ledit de Tastes & par Guillaume

„ de Guilhem de Saint-Marc , des lettres de no-
 „ mination données à Ambroise Ochin , prêtre,
 „ religieux profès de ladite abbaye , par le vicaire
 „ général dudit cardinal d'Yorck , & de la prise
 „ de possession par lui faite de ladite CELLE ,
 „ les déclare non recevables dans ledit appel , &
 „ les condamne à l'amende , suivant l'ordonnance ;
 „ ce faisant , sans s'arrêter aux requêtes & de-
 „ mandes dudit Guilhem de Saint-Marc , dont il
 „ est débouté , maintient & garde ledit cardinal
 „ d'Yorck , en sa qualité d'abbé d'Anchin , dans
 „ le droit , possession & jouissance du droit de
 „ nomination à ladite CELLE ; maintient & garde
 „ pareillement lesdits GRAND PRIEUR ET RELI-
 „ GIEUX DE LADITE ABBAYE DANS LE DROIT ,
 „ POSSESSION ET JOUISSANCE DES FRUITS ET RE-
 „ VENUS DE LADITE CELLE ; fait défenses audit
 „ de Tastes & audit Guilhem de Saint-Marc de
 „ les y troubler ; condamne ledit Guilhem de
 „ Saint-Marc à restituer auxdits grand Prieur &
 „ religieux d'Anchin les fruits & revenus par lui
 „ perçus de ladite CELLE ; condamne ledit de
 „ Tastes & ledit Guilhem de Saint-Marc , cha-
 „ cun en leur égard , en tous les dépens des
 „ causes d'appel , intervention & demandes en-
 „ vers lesdits abbé , grand Prieur & religieux ,
 „ & ledit Ochin , & même en ceux réservés.
 „ Les dépens d'entre lesdits de Tastes & Guil-
 „ hem de Saint Marc compensés , & sur le sur-
 „ plus des demandes , fins & conclusions , a mis
 „ & met les parties hors de cour. Si mandons
 „ &c. „

On voit que cet arrêt juge en termes exprès ,
 que le prieuré de saint-Georges n'est point un
 bénéfice , mais une simple celle. Ce n'étoit ce-

pendant point là l'unique question du procès : les religieux d'Anchin soutenoient que quand même ce prieuré eût été bénéfice, les sieurs de Tastes & de Saint-Marc eussent encore été mal fondés, & ils en donnoient plusieurs raisons également décisives ; mais la cour n'y a fait aucune attention, elle s'est arrêtée au point principal & essentiel de savoir si le prieuré étoit bénéfice ou non ; elle a trouvé si lumineuses & si péremptoires les preuves que l'on apportoit de la négative, qu'elle l'a adoptée *tout d'une voix* ; & pour ne laisser là-dessus aucune équivoque, & donner à son arrêt un caractère d'évidence auquel il ne fût pas possible de se méprendre, elle a substitué par-tout le mot *celle* aux termes *prieuré ou prévôté*, dont les religieux eux-mêmes se servoient dans leurs conclusions.

On demandera sans doute quel a pu être le motif d'une différence aussi frappante entre deux arrêts rendus sur la nature de deux prieurés dépendans de la même abbaye. Nous ne pouvons mieux le faire connoître qu'en comparant ici les titres de fondation de l'un & l'autre établissement.

La chapelle saint Georges, près du château d'Hesdin, étoit abandonnée depuis long-temps, & l'on n'y célébroit plus les saints mystères, lorsqu'en 1094 Enguerrand, comte d'Hesdin, qui la tenoit en fief de l'église de Têrouane, la donna à l'église d'Anchin, pour la posséder à perpétuité *comme une simple celle* ou obédience, à la charge d'y entretenir autant de religieux que les revenus de saint Georges le permettoient.

Ecclesiam sancti Georgii sitam juxta hoc castrum Hesdin.... Ecclesie sancti Salvatoris de Aquicineto in cellam jure perpetuo liberè possidendam attri-

buo , eo tenore , ut de Aquicinenſis canobii fratribus , ibi tot monachi habeantur , quòd facultas rerum ſancto Georgio datarum admiferit. Le fondateur n'accorde que l'uſage des biens aux religieux d'Anchin qui demeureront à ſaint Georges , *eorum uſibus dono* ; la propriété en eſt donnée uniquement à l'abbaye , & ce n'eſt qu'à ces conditions que les chanoines de ſaint Martin , qui avoient quelque droit ſur ſaint Georges , conſentent à la donation d'Enguerrand : *In tantum , ut prædictam eccleſiam eccleſia de Aquicineto tribuam , quamobrem prædicti canonici quidquid in eccleſiâ ſancti Georgii habebant , eccleſiâ ſancti Salvatoris de Aquicineto contulerunt.* Le fondateur n'a donc pas entendu ériger un bénéfice , mais donner une ſimple celle à l'abbaye d'Anchin.

L'autorité de l'évêque concourut aux deſirs du comte d'Heſdin. Gérard , évêque de Téroüane , confirma la même année la donation faite à l'abbaye d'Anchin ; il ſ'adreſſe à l'abbé : *Aimerico , Aquicinenſi abbati* : Et voici de qu'elle manière il ſ'exprime : *Eccleſiam ſancti Georgii martyris... cum omnibus quæ tam ab Ingeſramno , quàm ab aliis eidem eccleſiâ collata ſunt , tibi , Aimerice , Aquicinenſis canobii abbas , tuiſque ſucceſſoribus , in cellam omni tempore liberè poſſidendam concedimus.*

Il a donc voulu que ſaint Georges ne fût qu'une celle , *in cellam* ; que cette celle appartînt aux abbés d'Anchin , *tibi , Aquicinenſis canobii abbas , tuiſque ſucceſſoribus* ; qu'ils la poſſédâſſent librement , *liberè poſſidendam.*

Le prélat ne veut pas que , ſous prétexte même d'y ériger une abbaye , on puiſſe jamais enlever aux abbés d'Anchin l'églife de ſaint Georges , *nullus , ſub occaſione conſtruendæ abbatie ,*

sancti Georgii ecclesiam, tibi, ô Aimerice, Aquicincensis canobii abbas, vel tuis successoribus auferre præsumat.

Outre que les termes des ces actes ne laissent aucun doute sur la nature de la prévôté, de la celle de saint Georges, ils prouvent encore que cette chapelle n'avoit jamais été un titre de bénéfice. En effet, Enguerrand n'auroit pu en disposer en maître; Gérard auroit été obligé de l'éteindre, de l'unir à l'abbaye, d'écouter le titulaire, d'avoir son consentement, &c. Le fond de l'acte & les expressions qui sont employées concourent donc à exclure toute idée de bénéfice à saint Georges.

A l'égard du prieuré d'Aymeries, tout étoit bien différent. Le titre de fondation n'en étoit point rapporté, mais on produisoit une chartre qui pouvoit que ce prieuré étoit déjà habité par des religieux avant d'avoir été donné à l'abbaye d'Anchin. On ne pouvoit donc pas dire qu'il eût été dans le principe une celle dépendante de cette abbaye, puisqu'il avoit son existence propre & une conventualité, avant que l'abbaye d'Anchin y eût aucun droit.

Le titre que l'on produisoit étoit une confirmation donnée par Gérard, évêque de Cambrai & d'Arras, des dons faits au prieuré d'Aymeries. Le prélat y annonce qu'il a donné à l'abbaye d'Anchin & à son abbé Aymeric, l'église d'Aymeries, pour la gouverner. *Ecclesiam de Aymeries subiectam & quasi filiam Aquicincensi ecclesie, & ejusdem abbati Aymerico regendam constituisse.* Il rappelle les dons qu'Hermengarde de Mons avoit faits à ce prieuré. *Hermengardis verò de Mons.... eandem ecclesiam ad usus fratrum ibidem deo servientium de alodiis suis honestè dotavit.*

Après le détail des biens donnés par Hermengarde, le prélat ajoute : *Hac omnia annuentibus filiis & filia ab omni advocacione concessit libera sub altare dei genitricis, undè fratres viverent deo servituri.* L'acte est terminé par les clauses suivantes : *Tali verò ratione ecclesiam de Aymeries cum suis appenditiis seu beneficiis, curâ & arbitrio prefati abbatis & ipsius successoris constitui, ut si ipsa aliquando per se suum posset habere pastorem, unum semper de fratribus Aquicinenfis ecclesiæ sibi ad hoc eligeret, & sic deinceps omni tempore eidem Aquicinenfi ecclesiæ ipsa annis singulis unam argenti marcam debito censu persolveret.*

Ainsi, le prieuré d'Aymeries, dans son premier état, avoit été fondé par Hermengarde sous l'invocation de la sainte Vierge. Elle y avoit établi des religieux qu'elle avoit dotés & soumis à l'autorité de l'évêque de Cambrai. Il y avoit donc une communauté existante avant qu'il fût question d'y attribuer aucun droit à l'abbaye d'Anchin.

Saint Georges, au contraire, n'étoit qu'une simple chapelle de dévotion, où même depuis long-temps on ne célébroit plus la messe, & qui ne servoit aux chanoines de saint Martin, dans la paroisse desquels elle étoit située, qu'à déposer les saintes huiles pour les malades. Enguerrand, fondateur du prieuré, le donne directement à l'abbaye d'Anchin, pour le posséder à perpétuité comme une simple celle; c'est à cette abbaye qu'il donne aussi les biens qu'il affecte à saint Georges, c'est elle qu'il charge d'y envoyer de ses religieux pour former ce nouvel établissement.

Par la chartre d'Aymeries, Hermengarde engage l'évêque Gérard à soumettre les religieux qui

existoient à Aymeries, au gouvernement spirituel de l'abbaye d'Anchin.

Enguerrand, au contraire, donne, dès le principe, directement à l'abbaye, non seulement la supériorité & la juridiction, mais la propriété même des biens de saint Georges.

Hermengarde n'avoit point entendu doter l'abbaye d'Anchin, mais uniquement l'église d'Aymeries, *camdem ecclesiam honestè dotavit*. Enguerrand, au contraire, donne à l'abbaye d'Anchin l'église même de saint Georges.

Par la chartre d'Aymeries, la donation s'adresse au prieuré même d'Aymeries & non pas à l'abbaye d'Anchin. Elle est faite sur l'autel de la Vierge, *sub altare dei genitricis*, sous l'invocation de laquelle est le prieuré d'Aymeries. La chartre de saint Georges s'adresse directement à l'abbé d'Anchin; c'est à l'abbaye que la donation est faite, pour par elle en jouir à perpétuité.

Hermengarde prévoit le cas où le prieuré d'Aymeries pourra être érigé en abbaye. Les titres de saint Georges défendent, au contraire, de jamais enlever à l'abbaye d'Anchin les biens de saint Georges, sous prétexte même de l'ériger en abbaye.

Il y avoit déjà des religieux à Aymeries lors de la donation d'Hermengarde; ils étoient suffisamment dotés; ils formoient un établissement. Tout ce que désire la donatrice, c'est que cette communauté soit soumise à l'abbaye, qu'elle en soit comme la fille, *subjectam & quasi filiam*, & que si jamais elle est érigée en abbaye, l'abbé soit pris parmi les religieux d'Anchin. Il n'existoit rien au contraire à saint Georges, lors de la

donation de 1094, qu'une chapelle en ruine; *sine curâ & cultis*. Ce n'est qu'en 1112 que l'abbaye d'Anchin y envoya, pour la première fois, des religieux, sans qu'ils aient cessé d'être membres de l'abbaye & de lui appartenir; enfin c'est l'abbaye qui a acquis de ses deniers la plupart des fonds qui servent aujourd'hui à leur subsistance.

Ce n'est pas dans le titre d'Hermengarde, mais dans des titres postérieurs & simplement confirmatifs, qui n'ont pu déroger au titre primitif, qu'Aymeries a été qualifié de simple *celle*, qui doit être, à perpétuité, possédée librement par l'abbaye d'Anchin.

Si Aymeries n'eût été qu'une *celle* dans son principe, & que la possession eût été conforme, la cause de l'abbé de Langeac n'auroit pas été proposable, mais il n'avoit pas été fondé comme tel, des titres confirmatifs n'avoient pu en altérer la nature. C'est tout le contraire pour saint Georges.

Tant de différences dans les titres primitifs de ces deux établissemens, ne permettoient pas sans doute de les regarder comme étant de même nature. Les principes qui, en 1775, avoient fait juger bénéfice le prieuré d'Aymeries, devoient, en 1781, faire prononcer que celui de saint Georges n'étoit qu'une simple obédience.

L'abbaye de saint Amand a dans sa dépendance trois prévôtés considérables, qui ont occasionné plusieurs contestations, relativement à leur nature. Ce sont Barisis dans le diocèse de Soissons, Courtrai dans la Flandre impériale, & Siraut dans le Hainaut Autrichien.

En 1684, le roi d'Espagne confisqua les biens

de la prévôté de Siraut, comme appartenant aux religieux de saint Amand, sujets du roi avec qui il étoit en guerre. Dom Romain Baccart, qui possédoit alors cette prévôté, présenta au conseil des finances de Bruxelles une requête par laquelle il demanda main-levée des saisies faites à titre de confiscation, & soutint que les biens dont il s'agissoit ne pouvoient y être sujets, par la raison que le religieux qui jouissoit de cette prévôté, & y résidoit avec plusieurs de ses confrères, en avoit l'usufruit, » c'est-à-dire, le droit » d'en jouir par son titre pour leurs entretien » alimens. » Par arrêt du 4 mai 1684, rendu sur l'avis du conseiller fiscal de Hainaut, & contradictoirement avec le receveur des domaines, le conseil des finances accorda la main-levée, moyennant par le prévôt payer une rétribution annuelle de 600 livres, tant que la guerre durerait. Les motifs de cette décision furent, suivant une lettre du 11 du même mois, écrite au prévôt par le conseiller fiscal, que la prévôté de Siraut étoit un titre indépendant de la messe abbatiale & conventuelle de saint Amand, mais que, comme parmi les biens réclamés par le Prévôt, il s'en trouvoit une certaine quantité qui paroissoit dépendre immédiatement de l'abbaye, le roi d'Espagne avoit bien voulu, pour éviter toute discussion sur ce point, se contenter de la rétribution de 600 livres portée dans l'arrêt.

En 1714, le cardinal de la Trémoille, abbé commendataire de saint Amand, prétendit que les biens des trois prévôtés devoient être rapportés dans la masse des biens de l'abbaye, pour entrer en partage. Cette contestation fut soumise

à l'arbitrage de M. de Bernieres , intendant de Flandres , & de MM. Doremieux , Nouet & Chevalier , célèbres avocats au parlement de Paris , autorisés , par arrêt du conseil , à donner leur avis à sa majesté sur cette affaire. Le 20 Juillet 1714 , les arbitres rendirent une ordonnance qui enjoignoit aux religieux de s'expliquer nettement sur la nature de leurs prévôtés. En conséquence , le 26 du même mois , le Prévôt de Siraut déclara que » lesdites prévôtés sont des lieux fondés » pour y faire l'office divin par des religieux de » l'abbaye de saint Amand , laquelle seule a droit » d'y envoyer & d'y préposer un desdits religieux , auquel appartient l'administration de » tous les biens de la prévôté à laquelle il est » préposé , ainsi que l'explique Van-Espen dans » son droit ecclésiastique , partie 1 , titre 31 , chapitre 2 , suivant le canon 30 du concile de Montpellier tenu en 1214 «. Le 30 du même mois , les grand Prieur & religieux de saint Amand déclarèrent pareillement que » les prévôtés dépendantes de leur abbaye sont ce que la clémentine *quia regulares* appelle prieurés , qui , selon » cette clémentine , ne peuvent être conférés qu'aux » religieux de leur abbaye , & ne peuvent être » appliqués ni réunis à la messe abbatiale , non » pas même par les abbés réguliers , ni , à plus » forte raison , par les abbés commendataires ; » sur laquelle clémentine lesdits grand Prieur » & religieux ont déclaré qu'ils se fondoient au » sens & en la manière qu'elle est observée & » suivie dans les Pays-Bas , comme à saint Vaast » d'Arras & autres abbayes tombées en commendé «. Le 7 novembre suivant , les arbitres ont donné un avis unanime , portant que

les prévôtés de Barisis, Courtrai & Siraut, continueront d'être administrées en la manière accoutumée par les prévôts, qui seront nommés, vacation arrivant, par l'abbé commendataire, à la charge par lui de nommer des religieux de l'abbaye de saint Amand seulement, sans préjudice au grand Prieur de destituer les religieux pourvus desdites prévôtés, pour cause légitime.

Il avoit été rendu, le 9 août précédent, un arrêt au conseil privé de Bruxelles, qui contenoit la même disposition, sur la question de savoir si les biens des prévôtés devoient être rapportés à la masse de l'abbaye, pour entrer en partage. Le prévôt de Courtrai l'avoit demandé & obtenu sur requête, dans la crainte que les grand Prieur & religieux ne succombassent à Paris. En voici les termes : « Déclare que le prévôt de Courtrai n'est obligé de rapporter & conférer à l'abbaye de saint Amand, ni au cardinal de la Trémoille, qui en est pourvu à titre de com-mende, aucuns revenus des biens, appendances & dépendances, qui, sous la domination de l'empereur, lui appartiennent en sa qualité de prévôt de Courtrai, ni pour le passé, ni pour l'avenir, & ordonne à tous ceux qu'il appartiendra de se régler & conformer selon ce décret ».

Le cardinal de Gêvres ayant succédé au cardinal de la Trémoille, renouvela, par rapport à la prévôté de Siraut, les prétentions qui avoient été jugées au désavantage de celui-ci. Aussi-tôt le religieux qui en étoit pourvu s'adressa au conseil privé de Bruxelles, & y obtint sur requête un arrêt du 20 avril 1732, conçu dans les mêmes termes que celui rendu le 9 août 1714, pour le

prévôt de Courtrai. Le cardinal de Gêvres, désespérant de réussir dans les tribunaux des Pays-Bas Autrichiens, se pourvut directement contre les grand Prieur & religieux de saint Amand, & fit rendre au conseil un arrêt qui renvoya l'affaire devant MM. Duhamel, Périnelle & Normant, avocats au parlement de Paris. Les grand Prieur & religieux disoient pour leur défense ; 1°. que de droit commun les celles ou prieurés, de quelque manière qu'elles aient été établies, ont été reconnues indirectement pour de vrais titres ecclésiastiques réguliers ; 2°. qu'il est défendu aux abbés, sur-tout depuis les conciles du quatorzième siècle, de rien retirer des revenus des prieurés, si ce n'est les cens ou pensions qu'ils étoient dans une ancienne possession d'exiger des Prieurs, sans pouvoir les augmenter ; 3°. que l'abbaye de saint Amand ne jouissant pas personnellement de la prévôté de Giraut, ce n'étoit point contre elle, mais contre le prévôt que l'abbé devoit diriger ses poursuites. Sur ces raisons, est intervenu, le 7 août 1737, un jugement en dernier ressort, conçu en ces termes : » Nous, commissaires susdits, » en vertu du pouvoir à nous donné par sa majesté, ayant aucunement égard aux requêtes » desdits grand Prieur & religieux de saint Amand, » les renvoyons des demandes contre eux formées » par ledit sieur cardinal de Gêvres, en partage » des biens dont est question ; & à fin de restitution des fruits desdits biens, sauf audit sieur » cardinal de Gêvres à diriger son action, ainsi » qu'il avisera, contre le prévôt de Giraut, & les » défenses dudit prévôt réservées au contraire «.

Que conclure de ces différens préjugés ? Rien de précis. Il y auroit autant d'inconséquence de

prétendre indistinctement que les prieurés dépendans des abbayes des Pays-bas ne sont pas bénéfices, que de soutenir qu'ils le sont tous sans exception. La seule règle qu'il y ait à ce sujet, est de consulter les titres & la possession. Quelques abbayes les ont pour elles, quelques autres les ont contre. De là naît une différence qui est marquée bien clairement dans les articles 1 & 2 du traité du 14 octobre 1775, rapporté au mot BÉNÉFICE.

Après avoir discuté la nature des prieurés foyers, il faut examiner à qui en appartient la nomination. De droit commun, c'est à l'abbé du monastère dont ils dépendent; &, comme le prouvent l'arrêt du 19 Septembre 1697 & le jugement arbitral du 7 novembre 1714, rapportés ci-devant, on ne distingue pas à cet égard un abbé commendataire d'avec un abbé régulier.

Il y a cependant quelques exceptions à cette règle. On verra ci-après que les prieurés dépendans de saint Germain-des-Prés sont à la collation du Prieur de cette abbaye. Le certificat du Prieur de saint-Victor, du 30 février 1693, que nous avons déjà cité, porte, que les prieurés dépendans de cette abbaye » sont conférés par les pères du » conseil, ou autrement dit par les pères de la » chambre, qui sont au nombre de sept, dont » le père Prieur est le chef, lesquels, à la plu- » ralité des voix, choisissent tel sujet de la com- » pagnie qu'ils veulent, pour remplir les offices » & les prieurés vacans, & qui révoquent aussi, » quand ils trouvent à propos, ceux qu'ils ont » commis pour remplir lesdits offices ou admi- » nistrations ».

D'Héricourt, en ses œuvres posthumes, tome.

4, page 54, observe » qu'en Franche-Comté tous les
 » prieurés simples sont à la pleine & libre collation
 » du pape, comme les prieurés conventuels sont à
 » la nomination du roi; cela est établi par d'anciens
 » indults renouvelés en différens temps. Il est vrai
 » que les collateurs François, qui ont des bénéfices
 » de leur dépendance situés en Franche-Comté,
 » prétendent que le chef-lieu n'y étant pas situé, ils
 » doivent jouir de leur droit de collation, nonobf-
 » tant ces indults: mais cette prétention a été plu-
 » sieurs fois condamnée par le parlement de Be-
 » sançon ». On trouve la même observation dans les
 œuvres de Cochin, tome 6, page 486.

On a autrefois prétendu que le roi devoit nom-
 mer aux prieurés sociaux, en vertu du concordat :
 mais ce système étoit trop contraire à l'esprit & même
 à la lettre de ce traité, pour être accueilli dans les
 tribunaux, & il a été proscrit par un arrêt du
 conseil de l'année 1572, rendu au sujet du
 prieuré de Fleury, dépendant de l'abbaye de
 saint Victor. On a déjà cité un semblable arrêt
 du 11 juin 1547 pour le prieuré de saint Georges,
 dépendant de l'abbaye d'Anchin.

Il en est de même dans les Pays - bas, soit
 François, soit Autrichiens, par rapport au
 concordat dont nous avons parlé à l'article
 ELECTION. On lit dans une requête des gens
 du roi du grand conseil de Malines, en date
 du premier juin 1723, » que sa majesté ne
 » confère point les prieurés, lorsqu'ils sont sim-
 » ples ou d'obédience ».

Nous avons remarqué ci-dessus les cas où les
 prieurés forains sont sujets à la dévolution : On
 verra au mot RÉGALE, quels sont ceux où ils
 peuvent recevoir l'impression de ce droit éminent.

On

On a vu plus haut que le concile de Vienne, ou, si l'on veut, la clémentine *quia regulares*, ordonne aux évêques qui disposent des prieurés forains à titre de dévolution, des les conférer à des profès des monastères d'où ces prieurés dépendent, *religiosis monasteriorum quorum praelati hujusmodi negligentes fuerint, conferendo*.

Cette disposition n'est que l'expression de l'ancien droit commun, suivant lequel tout religieux étoit regardé comme incapable de posséder un prieuré qui ne dépendoit pas de son abbaye, parce que c'auroit été le soustraire à l'Abbaye dans laquelle il avoit fait vœu de stabilité, & au supérieur à qui il avoit promis obéissance pour toute la vie.

Cet ancien droit n'a changé en France qu'en conséquence des congrégations qui s'y sont formées. Tous les monastères d'une même congrégation étant soumis au même supérieur général, on les a regardés comme ne formant qu'un seul corps. Les profès d'une abbaye n'ont plus paru étrangers aux autres abbayes de la même congrégation, & insensiblement on les a reconnus pour habiles à posséder les bénéfices qui en dépendoient. Ensuite cette capacité s'est étendue à tous les religieux du même ordre & militant sous la même règle, quoique de différentes congrégations, & c'est ainsi que s'est formée la maxime *regularia regularibus ejusdem ordinis*, devenue loi du royaume depuis qu'elle a été consignée dans le concordat.

Cependant la cour de Rome, toujours attachée aux anciens usages, ne s'est pas prêtée à cette innovation; & toutes les fois qu'un religieux qui se déclare profès d'un monastère,

demande un prieuré dépendant d'une autre abbaye; quoique de la même congrégation, les officiers de la daterie ne manquent jamais d'insérer dans la provision une clause de translation *de monasterio ad monasterium*, & d'assujettir le pourvu à se faire recevoir *in fratrem* dans l'abbaye d'où dépend le prieuré régulier qu'il impète, afin de ne pas contrarier l'ancienne maxime, qu'il faut être religieux de l'abbaye matrice, pour posséder les prieurés forains qui en dépendent.

Cette maxime forme encore le droit commun des Pays Bas : les prieurés forains de ces provinces ne peuvent, conformément aux dispositions du concile général de Vienne, être donnés qu'aux religieux profès des abbayes dont ils dépendent respectivement; &, comme on l'a déjà remarqué, cet usage a été spécialement confirmé à l'égard des abbayes d'Anchin, de saint Amand & de saint Vaast, par l'arrêt du grand conseil du 19 septembre 1697, par le jugement arbitral du 7 novembre 1714, & par les lettres patentes du mois de mai 1775.

Peut-on conclure de là, que les prieurés dépendans des abbayes des Pays-Bas ne peuvent être tenus en commende par des ecclésiastiques séculiers? Les grand Prieur & religieux d'Anchin soutenoient l'affirmative dans l'instance contre l'abbé de Langeac. Mais, comme nous l'avons déjà dit, ils ont succombé, & l'on a jugé que l'abbé de Langeac étoit habile à posséder en commende leur prieuré d'Aymeries. Voici le raisonnement que leur opposoit son défenseur. » L'affectation ancienne des prieurés » réguliers aux profès de l'abbaye matrice, ne » peut pas plus faire obstacle à la commende,

» que l'affectation plus récente des prieurés ou au-
 » tres bénéfices réguliers *aux religieux du même*
 » ordre. Quoique le concordat porte, *regularia*
 » *regularibus ejusdem ordinis*, les bénéfices ré-
 » guliers n'en sont pas moins conférés tous les
 » jours en commendé à des séculiers : donc, quoi-
 » que le concile de Vienne porte, *religiosis mo-*
 » *nasteriorum quorum prelati hujusmodi negligentes*
 » *fuerint, conferendo*, les séculiers n'en sont pas
 » moins aptes à être pourvus en commendé des
 » prieurés réguliers «.

Les grand Prieur & religieux d'Anchin prétendoient écarter ce raisonnement par la chartre de 1088, qui, suivant eux, affectoit particulièrement aux membres de leur abbaye le prieuré dont il étoit question. Ils insistoient sur trois clauses de cette chartre : la première, par laquelle Gérard II, évêque de Cambrai, déclare avoir soumis l'église ou prieuré d'Aymeries à l'abbaye d'Anchin. Mais cette clause, répondoit l'abbé de Langeac, ne fait que donner aux abbés d'Anchin le gouvernement spirituel du prieuré d'Aymeries, sans affecter spécialement le titre aux religieux d'Anchin.

La seconde, par laquelle il étoit dit que la fondatrice avoit doté l'église d'Aymeries, *ad usus fratrum ibidem deo servientium*. Mais cette clause, disoit le défenseur de l'abbé de Langeac, ne fait qu'exprimer l'affectation des biens à la subsistance & aux besoins des religieux résidens dans le prieuré ; elle ne dit point que ce prieuré ne pourra être conféré qu'à un religieux d'Anchin.

A la vérité, cette affectation se trouvoit écrite dans la troisième clause, mais elle n'y étoit

qu'hypothétiquement : il y étoit dit , que si un jour l'église d'Aymeries se trouvoit en état d'être érigée en abbaye , les religieux d'Aymeries ne pourroient élire pour abbé qu'un des religieux d'Anchin : mais ce cas n'est point arrivé , disoit l'abbé de Langeac ; le prieuré n'a pas été érigé en abbaye ; ainsi il n'y a pas eu lieu à l'affectation spéciale du titre de cette abbaye aux seuls religieux d'Anchin.

L'abbaye de saint Germain-des-Prés vient de faire valoir avec plus de succès l'affectation de ses prieurés à ses religieux profès. La contestation étoit entre l'abbé Mallassis, pourvu en cour de Rome du prieuré de Septeuil , avec la clause *de titulo in commendam*, d'une part ; & les prieur & religieux de saint Germain-des-Prés prenant le fait & cause de dom Bourdon, nommé au même prieuré par son supérieur régulier, d'autre part.

Voici comme on établissoit la défense de ceux-ci. Toute la question se réduit à savoir si le prieuré de Septeuil est affecté à la messe conventuelle de l'abbaye de saint Germain-des-Prés, tellement que le Prieur de cette abbaye ait seul droit de le conférer ; que le pape ne puisse user , à son égard , de son droit de prévention , & que les seuls religieux profès soient capables de le posséder.

Or , ces trois points sont prouvés par le texte précis du concordat de 1543 , passé entre le cardinal de Tournon , abbé de saint Germain , les prieur & religieux de l'abbaye , & le chapitre général de la congrégation de Chézal-Benoît. *Quæ omnia & singula officia & beneficia ad prædictum conventum & mensam conventualem spec-*

tabunt & pertinebunt cum omnibus rediñibus , fructibus & emolumentis ab ipsis dependentibus , & omnes fructus eorum mensa conventuali affecti erunt & uniti , ex nunc prout ex tunc uniuntur & incorporantur. Commenter ces termes , seroit en diminuer l'énergie. Le droit de collation du Prieur à l'exclusion de tous autres , n'est pas moins certain. *Omnimoda dispositio & collatio eorum beneficiorum , vacatione occurrente , ad predictum vicarium pleno jure pertinebit.* Le pape renonce formellement à pouvoir jamais conférer , *ita ut neque per romanum pontificem , neque per abbatem , neque per alium quacumque autoritate præsulgeat , praterquàm per præsatum vicarium collatio fieri possit , & collationes per alium facta nullæ erunt & irritæ.* Le Prieur de saint Germain ne peut conférer les bénéfices qu'aux religieux de cette abbaye , *ita tamen quòd præsatus vicarius aliis personis quàm regularibus & religiosis predicti monasterii sancti Germani in observantiâ regulari viventibus providere non poterit.*

Ce concordat a été suivi de trois autres des années 1550 , 1556 , 1588 , qui le confirment. Les papes l'ont ratifié par plusieurs bulles ; trois de nos rois l'ont revêtu de leurs lettres patentes , qui ont été enregistrées sans modification , & l'exécution en a été expressément ordonnée par un arrêt de 1643 , rendu en faveur de dom Ferry , nommé par le Prieur de l'abbaye de saint Germain au prieuré de Bailly , contre l'abbé Grangier , impétrant en cour de Rome de provisions *per obitum* du même bénéfice , antérieures d'un mois à la nomination de son adversaire.

L'abbé Mallaslis objectoit , 1^o. que le concordat de 1643 contenoit si peu une affectation

générale & exclusive , que le cardinal de Tournon s'obligeoit , par cet acte , d'indemniser les religieux , au cas qu'ils vinssent à perdre leurs bénéfices par l'effet d'une résignation des titulaires.

Réponse. Avant l'introduction de la réforme de Chézal-Benoît dans l'abbaye de saint Germain-des-Prés , les religieux jouissoient personnellement de leurs bénéfices. L'affectation portée par le concordat de 1543 ne pouvoit par elle-même leur ôter le droit de les résigner ; ce concordat ne faisoit point loi , il ne pouvoit le devenir que par l'agrément & le concours des deux puissances. Les titulaires conservoient leur libre disposition , jusqu'à ce que l'on eût obtenu des lettres-patentes , & qu'elles fussent enregistrées. Il falloit donc prendre des précautions contre les résignations qui auroient pu se faire dans cet intervalle.

La seconde objection de l'abbé Mallassis étoit de dire , que les titres des bénéfices existoient , que le concordat de 1543 n'avoit pu priver les indultaires , les brévetaires , les régalistes & les gradués , de leurs expectatives ; que l'ordinaire lui-même conservoit tous ses droits.

Réponse. L'ordinaire n'a rien perdu , puisque les bénéfices étoient à la collation de l'abbé. On n'appelle jamais les indultaires , les brévetaires ni les gradués , lorsqu'il s'agit d'une union. Les régalistes cessent d'avoir des droits , lorsque le roi renonce aux siens par des lettres patentes , & que le parlement les enregistre.

La troisième objection de l'abbé Mallassis étoit tirée du défaut d'enregistrement des bulles du pape , qui ont adopté le concordat de 1543.

Réponse. Ces bulles ont été suivies de lettres-patentes qui ordonnent l'exécution du concor-

dat qu'elles avoient reçu ; ce sont elles qui lui donnent force de loi. Il est bien vrai que des bulles ne peuvent s'exécuter en France sans le consentement du roi ; mais quand les lettres-patentes & les bulles ordonnent la même chose , l'enregistrement des premières suffit. Le concours des deux puissances étoit nécessaire ; aussi le pape a-t-il donné des bulles qui engagent ses successeurs , & le roi des lettres - patentes qui ont formé une loi parfaite d'après l'enregistrement.

La quatrième objection de l'abbé Mallais étoit la plus foible de toutes. Le préambule des lettres-patentes , disoit-il , annonce que leur objet est seulement d'autoriser la réforme de Chézal-Benoît introduite dans l'abbaye de saint Germain-des-Prés ; mais il n'y est pas dit un mot de l'union des bénéfices.

Réponse. La réforme de Chézal-Benoît ordonne expressément l'affectation de tous les bénéfices à la messe conventuelle (*). Cette réforme est établie par le concours des deux puissances de la manière la plus solennelle ; ainsi quand on admettroit que les lettres patentes n'eussent eu pour objet que l'introduction de la réforme de Chézal-Benoît dans l'abbaye de saint Germain , elles n'en auroient pas moins approuvé l'union des bénéfices à la messe conventuelle , puisqu'elle étoit ordonnée par la règle même qu'on recevoit.

Ces moyens ont été développés par M. l'avo-

(*) Ordinamus quòd omnes relictus , tam conventus quàm officiorum , nec non prioratum ad nostram communitatem perveniant , & beneficia ex tunc unita censeantur communitati nostri monasterii. *Article 53 des statuts de Chézal-Benoît.*

cat général Séguier ; & par arrêt du vendredi 20 mars 1778 , conforme à ses conclusions , l'abbé Mallassis a été déclaré non recevable dans ses demandes , appels comme d'abus & oppositions , & dom Bourdon maintenu dans le prieuré de Sepreuil.

L'arrêt du grand conseil du 30 mars 1694 , déjà cité plus haut , a encore jugé que l'office de Prieur claustral de l'abbaye d'Anchin étoit incompatible avec le prieuré de saint Georges dépendant du même monastère. Dom d'Oye étoit pourvu à la fois de l'un & de l'autre ; les religieux d'Anchin le firent assigner au grand conseil , pour voir dire qu'il seroit tenu d'opter entre ces deux titres. Ils appuyèrent leur demande sur le décret du concile de Vienne , qui assujettit les Prieurs forains à la résidence la plus exacte , & leur ôte même la liberté de demeurer dans le principal monastère , si ce n'est pour un temps & pour de justes causes. Dom d'Oye ne se défendit , qu'en prétendant que saint Georges étoit un prieuré *de mensâ* ; les religieux soutinrent au contraire qu'il étoit détaché de la messe conventuelle , & l'arrêt dont il s'agit leur donna gain de cause : faute par dom d'Oye d'avoir fait l'option du grand prieuré d'Anchin , ou du prieuré de saint Georges , il déclara le grand prieuré vacant.

Voyez Van-Esphen , Fuet , Rousseau de La-combe ; les définitions canoniques ; le dictionnaire de Durand de Maillan ; Denisart ; l'encyclopédie , & les divers articles auxquels nous renvoyons dans le cours de celui-ci.

(*Article de M. MERLIN , avocat au parlement de Flandres.*)

PRIMAT. Ce nom , qui emporte un titre de dignité , ne s'est introduit dans l'église , ainsi que ceux d'archevêques , de patriarches & de papes , que quelques siècles après l'établissement du christianisme. Les évêques des plus grands sièges s'étoient contentés jusqu'alors de la seule dénomination d'évêques , qui leur étoit commune avec ceux des sièges les moins considérables : on ne vit qu'avec une sorte de peine les prélats des premières villes affecter ou recevoir ces titres plus relevés ; mais l'usage prévalut , & l'on appela archevêque ou métropolitain , l'évêque de la principale ville de chaque district. On donna le nom de Primat ou d'Exarque à ceux dont les sièges se trouvoient placés dans des villes qui tenoient le rang de capitales par rapport à plusieurs districts. Les évêques de villes qui étoient elles-mêmes regardées comme capitales à l'égard de plusieurs grandes provinces ou royaumes , furent appelés patriarches. Leur autorité & leur juridiction s'étendoient sur les Primats eux-mêmes , & absorba dans la suite l'autorité même de ces derniers. Ce fut particulièrement dans l'église grecque ou d'orient que ces différentes dénominations furent d'abord admises. L'église latine n'eut , pendant long-temps , d'autres manières de désigner les évêques des principaux sièges , que la simple qualité d'archevêque : si les noms de patriarche & de Primat y furent ensuite reçus , ce fut dans un sens bien moins étendu & avec des prérogatives bien inférieures à celles dont jouissoient les prélats revêtus des mêmes titres dans l'église orientale. Deux choses sur-tout contribuèrent à rendre plus difficile l'introduction de ces titres , & des pouvoirs

& droits qui s'y trouvoient attachés. La grande autorité dont l'évêque de Rome a toujours joui dans l'église latine, s'opposoit à l'accroissement de l'autorité des sièges inférieurs ; & lorsque les évêques de Rome voulurent dans la suite employer cette même autorité pour étendre celle de quelques-uns des principaux métropolitains, la résistance qu'ils éprouvèrent de la part des métropolitains voisins, & même de quelques-uns de leurs suffragans, rendit presque toujours ces tentatives inutiles. Aussi, quoique l'on rencontre quelquefois le titre de Primat accordé à des évêques ou archevêques de l'église latine, ce titre n'annonce point en leur faveur les mêmes avantages qu'il indiquoit relativement aux évêques orientaux. Ce n'étoit guère, pendant les onze premiers siècles (sur-tout dans les Gaules), qu'un simple titre d'honneur, accordé quelquefois à l'ancienneté de l'ordination, d'autres fois au mérite personnel, mais sans aucune prééminence ni supériorité de droit. Malgré tout le crédit que le pape saint Léon s'étoit si justement acquis par ses vertus & sa doctrine, il ne put réussir à faire agréer à l'église des Gaules le dessein qu'il avoit d'y établir différens Primats auxquels des métropolitains fussent subordonnés. L'attachement de l'église gallicane à ses anciens usages écarta cette nouveauté. Presque tous les auteurs conviennent que jusqu'après le milieu du onzième siècle, on ne reconnut dans les Gaules l'autorité d'aucun Primat, & que tous les métropolitains étoient immédiatement soumis au saint siège. Si quelques-uns avoient eu quelque prééminence sur les autres, ce n'avoit été qu'en vertu de vicariats dont les papes avoient voulu

les honorer, & qui étoient uniquement attachés à leurs personnes. Depuis long-temps ces vicariats ont cessé d'être en usage, & ne seroient plus aujourd'hui reçus.

Le plus ancien Primat en vertu d'un titre perpétuel, que l'on reconnoisse en France, est l'archevêque de Lyon. Cette dignité lui fut conférée en 1079 par Grégoire VII, qui occupoit alors le saint siège, & qui par une bulle accorda à l'église de Lyon le droit de primatie sur les quatre provinces Lyonoises, qui sont celles de Lyon, de Rouen, de Sens & de Tours. L'antiquité de l'église de Lyon, que l'on peut regarder comme la première des églises de France qui ait eu un siège épiscopal, sembloit mériter cette distinction; il paroît même que Grégoire VII crut moins accorder un droit nouveau à cette église, que la remettre en possession d'anciens droits que le défaut d'usage avoit en quelque sorte fait oublier. Ces motifs n'en eurent pas plus de force sur deux des métropolitains que le pape assujettissoit à la primatie de Lyon. L'archevêque de Tours fut le seul qui la reconnut volontairement & s'y assujettit de plein gré. Robert, archevêque de Sens, y opposa la plus vive résistance, & fut privé par le pape de l'usage du *pallium* dans sa province, en punition de cette désobéissance prétendue. Quel crime pouvoit-on faire à ce prélat, de vouloir conserver la liberté de son église & les prérogatives de son siège? Daimbert, qui le remplit après lui, ne montra pas la même vigueur, & se soumit à la primatie de Lyon. Ses successeurs regardèrent cette démarche comme une foiblesse de sa part, qui n'avoit pu préjudicier à leurs droits, & ne s'en opposèrent pas moins fortement à l'autorité que

les archevêques de Lyon vouloient prendre dans leur province. Ils eurent même l'avantage d'être en cela soutenus par nos rois , qui ne voyoient qu'avec peine qu'on entreprît d'assujettir l'archevêque de la province dans laquelle il résidoit d'ordinaire , à une puissance étrangère. L'archevêque de Lyon jouissoit en effet alors de la souveraineté sur cette ville. Les disputes renouvelées souvent entre ce petit souverain & ses sujets , engagèrent ces derniers à recourir à la protection de nos rois & à désirer de se soumettre à leur autorité. Un des articles du traité fut que ses droits de primatie seroient conservés à l'archevêché de Lyon sur la province de Sens. Le dédommagement n'étoit pas fort avantageux pour les archevêques. Depuis cette époque , ceux de Sens furent obligés de reconnoître la primatie. Lorsqu'en 1622 l'évêché de Paris fut distrait de la métropole de Sens , & érigé en archevêché , ce ne fut qu'à condition que la nouvelle métropole releveroit immédiatement de la primatie de Lyon , à laquelle elle demeureroit soumise. C'est ce qui est stipulé dans les bulles & lettres-patentes données à ce sujet.

Quant à la métropole de Rouen , elle n'avoit jamais supporté que fort impatiemment les prétentions de celle de Lyon. Depuis l'érection de la dernière en primatie , plusieurs querelles s'étoient élevées entre les prélats des deux sièges. Elles se renouvelèrent avec plus de chaleur vers la fin du siècle dernier. M. de Saint-Georges remplissoit alors le siège de Lyon , celui de Rouen étoit occupé par M. Colbert. L'affaire fut portée au conseil d'état ; elle fut instruite avec tout le soin possible ; les plus célèbres jurisconsultes écrivirent ou furent consultés sur cette question. De

part & d'autre, parurent les mémoires les plus approfondis. Enfin, par arrêt du 2 mai 1702, le roi, sans s'arrêter aux requêtes & demandes de l'archevêque de Lyon, tendantes à être maintenu dans le droit de primatie sur la province de Rouen, comme sur celles de Lyon, Tours, Sens & Paris, ayant égard à celles de l'archevêque de Rouen, & à l'intervention des évêques de la province de Normandie, maintient l'archevêque de Rouen & ses successeurs dans le droit & possession où étoit, de temps immémorial, l'église de Rouen de ne reconnoître d'autre supérieur immédiat que le saint siège; fait défenses à l'archevêque de Lyon, ses grands vicaires & officiaux, & à tous autres, de l'y troubler à l'avenir, & en conséquence, déclare qu'il y avoit abus dans les provisions & *visa* donnés par l'archevêque de Lyon & ses grands vicaires, de bénéfices situés dans le diocèse de Rouen, sur le refus de l'archevêque de Rouen ou de ses grands vicaires; déclare abusives les appellations de l'official de Rouen, relevées à l'officialité primatiale de Lyon; permission de citer, citations, procédures & jugemens rendus en conséquence; ordonne que les appellations des ordonnances & jugemens de l'archevêque de Rouen, ses grands vicaires ou officiaux, seront relevées immédiatement à Rome; fait défenses à toutes personnes de les relever à l'officialité primatiale de Lyon, à peine de nullité; & en ce qui concerne les appellations comme d'abus interjetées, tant par l'archevêque de Rouen, des deux bulles de Grégoire VII de l'année 1079, que par l'archevêque de Lyon, de la sentence rendue par le cardinal de Sainte-Croix, du 12 novembre 1455, & des

bulles de Calixte III des 23 mai 1453 & 11 juillet 1458 ; le roi les déclare respectivement non recevables dans lesdites appellations comme d'abus, sans amende : ordonne que l'arrêt sera lu, publié & enregistré par-tout où besoin sera, & que toutes lettres-patentes nécessaires seront sur ce expédiées.

En conséquence de cet arrêt, le roi a donné ses lettres-patentes le 4 août 1702, adressées aux parlemens de Paris & de Rouen, & à tous autres officiers justiciers qu'il appartiendra ; & leur mande de les faire lire, publier & enregistrer, & du contenu en icelles faire jouir l'archevêque de Rouen & ses successeurs, pleinement, paisiblement & perpétuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens à ce contraires, & sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit, directement ou indirectement ; & ce nonobstant clameur de haro, charte normande, & telles à ce contraires, auxquelles, pour ce regard seulement, & sans tirer à conséquence, le roi déroge & a dérogé.

Ces lettres-patentes ont été enregistrées au parlement de Paris le 13 décembre 1702, & au parlement de Rouen le 20 du même mois.

L'auteur du recueil de jurisprudence canonique, après avoir rapporté le dispositif de cet arrêt, observe que dans cette célèbre contestation il a été jugé qu'un évêque peut être Primat, sans avoir sous lui de métropolitain. On ne voit cependant pas que l'arrêt cité donne cette qualité à l'archevêque de Rouen ; elle ne seroit d'ailleurs qu'un simple titre d'honneur, & une qualité purement stérile, qui ne procureroit ni prééminence ni prérogatives.

L'archevêque de Bourges jouit aussi du droit de primatie. Ce droit, attaché depuis long-temps à son siège, lui fut confirmé par les papes Eugène III & Grégoire IX. Sa primatie paroît s'être autrefois étendue sur la province de Bordeaux : d'anciens monumens attestent que les archevêques de Bourges y ont fait des visites, & que les archevêques de Bordeaux ont reconnu cette primatie : mais depuis long-temps ces derniers ont secoué ce joug ; ils prennent même la qualité de Primats d'Aquitaine. Ce privilège leur fut accordé en 1306 par le pape Clément V, François de nation, & qui avoit, avant sa promotion au souverain pontificat, rempli le siège de Bordeaux. Il exempta en même temps cette province de la juridiction de l'archevêque de Bourges ; ce qui confirme que la primatie de ce dernier s'étendoit anciennement, comme nous venons de le dire, sur la province ecclésiastique de Bordeaux, & ce qui prouve le droit, ou, pour mieux dire, le pouvoir que s'étoient arrogé les souverains pontifes de soumettre ou de soustraire les métropoles à la juridiction les unes des autres.

L'attention qu'ont eue les archevêques de Bordeaux dans l'exemption que leur avoit accordée le saint siège, a donné plus de force à cette exemption qu'elle n'en tenoit du rescrit pontifical.

La primatie de l'archevêque de Bourges, qui par-là se trouvoit réduite à un titre sans fonctions, a repris la dignité & l'éclat qui paroissent devoir l'accompagner, lors de l'érection faite en 1675 de l'évêché d'Albi en archevêché. Les archevêques de Bourges, dont les évêques d'Albi étoient suffragans, ne consentirent à cette érection que sous

la réserve & à la condition que le nouvel archevêché, ainsi que les évêchés de Rodez, de Castres, de Cahors, de Vabres, & de Meudes, que l'on détachoit aussi de la province de Bourges, pour en former la nouvelle province d'Albi, resteroient soumis à la juridiction primatiale de l'archevêché de Bourges.

La qualité de Primat est encore prise par plusieurs archevêques du royaume de France ; mais, comme nous l'avons observé, elle n'est qu'un simple titre pour eux. Ainsi l'archevêque de Bordeaux, comme on vient de le dire, se qualifie Primat d'Aquitaine ; l'archevêque de Sens, quoique soumis à la primatie de Lyon, s'intitule Primat de Germanie ; l'archevêque de Vienne se donne le titre de Primat des Primats ; cependant il n'a de juridiction sur aucun Primat ni même sur aucun métropolitain : l'archevêque d'Arles lui conteste la qualité de Primat de la Gaule Narbonnoise, qui est en même temps revendiquée par l'archevêque de Narbonne.

Ces différentes prétentions ont pu tirer leur origine des vicariats que les papes, suivant la remarque que nous en avons faite ci dessus, s'étoient mis en usage de donner à différens évêques dans les cinquième & sixième siècles. Le pape Zozime fut le premier qui revêtit Patrocle, évêque d'Arles, du titre de son vicaire dans les Gaules.

Les droits & pouvoirs des Primats ne répondent pas, parmi nous, à la magnificence du titre. Les Prélats qui en jouissent, même avec fonctions, ne peuvent ni faire de visites dans les métropoles des archevêques qui relèvent d'eux, ni indiquer les assemblées des conciles provinciaux, ni faire porter devant eux la croix, ni se servir

servir du pallium, ni officier pontificalement dans les mêmes métropoles. Fevret, livre 3, de son traité de l'abus, chapitre 3, rapporte fort au long les permissions & consentemens que M. de Marquemont, archevêque de Lyon, demanda & obtint pour célébrer pontificalement dans l'église paroissiale de saint Eustache à Paris.

Toute l'autorité & juridiction des Primats se réduisent, d'une part, à juger par eux mêmes des appels interjetés devant eux des ordonnances des Métropolitains qui leur sont soumis, en matière volontaire, & à pourvoir sur les refus de *visa*, ou même à les suppléer en cas de déni de justice; &, d'un autre côté, à faire prononcer dans leurs officialités primatiales, sur les appels des sentences rendues par les officiaux métropolitains. Ils ont encore le droit de conférer par dévolution les bénéfices auxquels les métropolitains auroient négligé de pourvoir dans le temps qui leur est prescrit par les canons.

Voyez Fevret, traité de l'abus; Thomassin, discipline ecclésiastique; mémoires du clergé; recueil de jurisprudence canonique; loix ecclésiastiques. Voyez aussi les mots ARCHEVÊQUE, DIOCÈSE, EVÊQUE, PATRIARCHE, &c.

(Article de M. l'abbé REMY, avocat au parlement.)

PRIMATIE. Ce mot, dérivé du précédent, désigne la dignité & la qualité en vertu desquelles les prélats de certains sièges métropolitains ont une prééminence de juridiction sur d'autres métropolitains. Voyez l'article ci-dessus.

(Article de M. l'abbé REMY, avocat au parlement.)

98 PRIME D'ASSURANCE, &c. PRINCE.

PRIME D'ASSURANCE. C'est la somme qu'un négociant qui veut faire assurer sa marchandise, paye à l'assureur pour le prix de l'assurance. Voyez ASSURANCE.

PRIMITIF. On appelle *titre primitif*, le premier titre constitutif de quelque droit.

On appelle *curé primitif*, celui qui est originairement curé, & qui a un vicaire perpétuel ou inamovible, qu'on appelle *curé*. Voyez CURÉ.

PRIMOGENITURE. C'est le droit d'aînesse. Voyez AÎNE.

PRINCE, du mot latin *Princeps*, lequel est lui même formé de la combinaison de deux mots, *primus*, *caput*, premier, chef, qui est à la tête des autres, qui commande. Ce titre appartient donc essentiellement à tout souverain.

C'est dans les articles ROI, SOUVERAIN, qu'on parlera des rapports des Princes souverains avec les peuples qui leur sont soumis. On pourra traiter aussi quelques questions importantes sur ce sujet dans les articles SUZERAIN, VASSAL.

Ici nous ne parlons des Princes, qu'abstraction faite de tout droit de souveraineté, & dans les rapports qu'ils ont avec les nations dont ils sont membres, & qui ne sont pas soumises à leur empire.

Rome a eu des Princes, autres que les rois & les empereurs. L'église a eu aussi des Princes subordonnés au souverain pontife, elle en a encore. La France ne connoît qu'un souverain; mais elle a plusieurs Princes. Elle en a eu dès les pre-

miers temps de la monarchie. Il faut voir quelles sont les différentes acceptions de ce mot, dans l'histoire romaine, dans la hiérarchie de l'église, & dans notre constitution.

A Rome, on appeloit *Prince du sénat*, celui que les censeurs nommoient le premier en faisant la revue du sénat. Ce titre ne donnoit ni autorité, ni pouvoir; c'étoit seulement une prérogative d'ordre. Auguste s'appropriâ ce titre; ses successeurs l'imitèrent, & cette dignité resta toujours depuis attachée à l'empire.

Enfin parle, dans ses antiquités romaines, d'un *Prince de l'ordre des chevaliers*: quelques autres savans ont cru aussi que cette dignité avoit existé dans la république romaine, qu'elle se conféroit de la même manière que celle de *Prince du sénat*, & qu'elle donnoit, dans l'ordre des chevaliers, à peu près la même prééminence que le titre de *Prince du sénat* donnoit sur tout le reste des citoyens. M. de Beaufort a réfuté cette erreur dans ses dissertations sur l'histoire romaine.

Auguste, en usurpant la puissance souveraine, avoit pris pour lui le titre qui donnoit le premier rang dans l'état. Quand il voulut rendre cette puissance héréditaire, il crut devoir fixer le second rang sur la tête des héritiers présomptifs de l'empire. Il créa pour cela le titre de *Prince de la jeunesse*, dont il fit décorer, presque au sortir de l'enfance, Caius & Lucius Agrippa, ses enfans adoptifs. Les successeurs d'Auguste suivirent son exemple; & les titres de César, de *Prince de la jeunesse*, furent à peu près, dans l'empire romain, ce qu'est aujourd'hui, dans l'empire d'Allemagne, le titre de roi des Romains.

Rome avoit d'autres Princes ; mais ils étoient loin de ce degré d'honneur & de puissance que donnoient les titres de *Prince du sénat* & de *Prince de la jeunesse*.

Ovide & Polybe parlent des *Princes soldats*, *Principes milites* ; & nous trouvons dans le code de Justinien un titre de *cohortatibus Principibus*. Il faut bien se garder de confondre ces deux sortes de princes.

Les *Princes soldats* formoient la seconde classe de la milice romaine. On distinguoit quatre classes de soldats dans les armées romaines : 1. les *triariens*, qui étoient les plus anciens & les plus expérimentés ; on réservoir ceux-là, dans les batailles, pour soutenir le dernier effort ; & c'est par cette raison qu'on les mettoit au troisième rang : 2°. les *Princes*, qui étoient la principale force de l'armée ; ils formoient le second rang, & combattoient l'épée à la main : 3°. les *piquiers*, moins forts que les Princes, étoient au premier rang : 4°. les *pilaniens* ou *vélites* étoient des troupes légères.

Ceux que Justinien appelle *cohortales Principes*, n'étoient autre chose que les premiers des officiers subalternes qui étoient attachés au service des tribunaux ; greffiers, scribes, huissiers, appariteurs, & autres de cette espèce. Ainsi le greffier en chef & le premier huissier d'un tribunal sont véritablement *cohortales Principes* ; & Budé a raison d'appeler le premier huissier du parlement, *Principem apparitorem*.

L'église a donné à saint Pierre & à saint Paul le titre de *Princes des apôtres* : ce n'est pour le dernier qu'une expression emphatique ; le titre de Prince des apôtres ne convenoit proprement qu'à saint Pierre.

On a donné aux cardinaux le titre de *Princes de l'église* ; & ce n'est point un vain titre ; ce sont eux qui élisent le pape , & ils sont ses conseillers & ses assesseurs.

On appelloit aussi *Prince* ou *primicier* , dans les églises cathédrales , celui qui étoit à la tête du clergé inférieur. Les droits , le titre & les fonctions du *primicier* ont été supprimés ou réunis à d'autres dignités dans la plupart des églises ; on les a conservés dans quelques-unes. La dignité de *primicier* existe encore dans la cathédrale de Metz.

Voilà tout ce qu'il est nécessaire de savoir sur les Princes de Rome & sur ceux de l'église.

Ce n'est pas par les anciens monumens de notre histoire que nous pourrions déterminer les droits & la dignité des Princes tels que nous les connoissons aujourd'hui. Tout a changé ; & les mêmes noms ne conviennent plus aux mêmes choses ni aux mêmes personnes.

Tacite donne le nom de Prince , chez les Germains , aux magistrats qui étoient chargés de rendre la justice : *eliguntur in iisdem conciliis & Principes , qui jura per pagos vicosque reddunt*. Il donne le même nom à ceux qui commandoient les armées : *Principes pro victoriâ pugnantes*. Il le donne encore aux jeunes gens des familles les plus distinguées , & à ceux dont les pères se sont illustrés par de hauts faits : *insignis nobilitas , aut magna patrum merita Principis dignationem etiam adolescentulis assignant*.

Dans les premiers temps de la monarchie Française , on donnoit le nom de Princes aux évêques , aux ducs & aux comtes. *Incipit lex Alamannorum , quæ temporibus Clotarii regis , unâ*

cum Principibus suis, id sunt 33 episcopis, & 34 ducibus, & 72 comitibus, vel cetero populo constitutum est. Alors le titre de *Prince* ne signifioit rien de plus que celui de *proceres optimates*. Les Princes étoient sous Clotaire, ce qu'ils étoient chez les Germains, des magistrats. La loi des Bavaois donne aussi aux juges le nom de *Princes*, *cogente Principe, qui in illâ regione judex est.*

Les maires du palais prenoient encore le titre de *Princes*, & y attachoient plus d'importance. La puissance souveraine étoit dans leurs mains, & je ne crois pas qu'ils l'eussent usurpée (*).

Jusque-là, ce que Tacite a dit sur les mœurs des Germains, est le tableau des usages & de la constitution de la monarchie françoise sous les rois Mérovingiens. Nous retrouvons en France les Princes juges & les Princes généraux d'armée : mais y trouvera-t-on aussi les Princes de naissance ? C'est un problème historique, qu'il sera peut-être difficile de résoudre, mais sur lequel je donnerai bientôt mes conjectures.

Le titre de Prince n'est aujourd'hui, en France, ni l'attribut d'aucun office, ni le signe d'aucune autorité.

Nous connoissons cinq sortes de Princes ; les Princes du sang, les Princes légitimés, les Princes qui ont des souverainetés sous la protection de la France, les Princes issus de maisons souveraines,

(*) Il y auroit bien des choses à dire, & peut-être beaucoup d'erreurs à réfuter sur la nature de l'office de maire, du palais, sur son origine, & sur les pouvoirs qui y étoient attachés ; mais une note ne suffiroit pas, il faudroit une dissertation, & ce n'est pas ici sa place.

quoiqu'ils ne possèdent pas eux-mêmes de souveraineté, & les propriétaires des terres érigées en principautés. Je vais faire l'histoire de ces différentes classes de Princes, & déterminer les droits qui leur appartiennent.

Princes du sang.

On appelle *Princes du sang*, ceux qui sont issus de la maison royale par les mâles.

Leur donna-t-on ce titre dès les premiers temps de la monarchie ? avoient-ils dès-lors un droit de prééminence sur les autres nobles ? Voilà le problème historique que j'ai annoncé.

S'il faut en croire une femme qui a vu de près la cour de Charles VI, le titre de *Prince* n'appartenoit qu'aux rois, aux empereurs, aux ducs & aux seigneurs des terres érigées en principautés.

» En diverses seigneuries, dit Christine de
» Pisan dans son livre intitulé *la cité des dames*,
» sont demeurantes plusieurs puissantes dames, si
» comme baronnes & grand terriennes, qui pour-
» tant ne sont appelées *princesses*, lequel nom
» de *princesse* n'affiert être dit que des empé-
» rières, des roynes & des duchesses, si ce n'est aux
» femmes de ceux qui, à cause de leurs terres,
» sont appelés Princes par le droit nom du lieu «.

M. de Boulainvilliers va bien plus loin. » Les
» nobles, dit-il, étoient, de fait & de droit, les
» seuls grands de l'état... On ne connoissoit point
» entre eux les distinctions des titres qui sont
» aujourd'hui en usage... *Les François ne connois-*
» *soient point de Princes parmi eux ; la parenté*
» *des rois ne donnoit aucun rang, non pas même*
» *à ceux qui en descendoient en ligne masculine.*

» Cela est évident par l'exemple des maisons de
 » Dreux, de Courtenai, & des branches ca-
 » dettes de Bourbon; quoique le duché de Bre-
 » tagne fût encore dans la première, que l'em-
 » pire de Constantinople eût été dans la seconde,
 » & quoique les aînés de Bourbon eussent ob-
 » tenu une distinction considérable après le
 » mariage de Charles V avec Jeanne de Bourbon «.

Quoiqu'il ne faille pas adopter sans examen toutes les opinions de M. de Boulainvilliers, son témoignage sur les faits est cependant du plus grand poids : nous n'avons point d'historien qui en ait recueilli de plus importants que lui, qui ait puisé dans des sources plus pures, qui ait mis dans ses recherches plus d'exactitude & de loyauté; mais il est possible qu'il n'ait pas tout vu.

Loiseau avoit dit avant M. de Boulainvilliers :
 » Il n'y a pas long-temps que les mâles issus
 » de nos rois, se qualifient Princes en vertu de
 » leur extraction; car c'est la vérité qu'ils pri-
 » rent premièrement ce titre à cause des duchés
 » & comtés qu'ils possédoient.

Il observe très-bien que sous les deux premières races, les enfans des rois étoient tous rois après la mort de leur père; que si ceux-là avoient eu des enfans, par la même raison, ils auroient encore été rois; qu'il y auroit eu autant de rois, ou, pour mieux dire, autant de parts de royaume en titre de royaumes, qu'ils auroient été de mâles descendans de nos rois : de sorte que si cela eût continué dans la troisième race, ceux de la lignée des rois, que nous appelons maintenant *Princes du sang*, auroient tous été rois.

Tout cela est vrai; mais cela ne nous éclaire

pas sur le titre ni sur le rang que l'on donnoit aux enfans des rois, sous les deux premières races, avant qu'ils eussent succédé à la couronne; ni sur le titre & le rang que l'on donna aux puînés dans les commencemens de la troisième race, lorsque l'usage eut établi le droit d'aînesse pour la succession au trône.

C'est sous le règne de Louis VIII que Loiseau place la première époque de la prééminence des puînés de France sur les ducs & les comtes: & il y a apparence, dit-il, que ce fut alors qu'ils prirent la qualité de *Princes du sang*; cependant il avoue qu'on n'en trouve guère en ce temps-là qui se qualifiassent *Princes*.

Voilà les opinions des jurisconsultes & des historiens modernes. Voici les faits, les antiquités, les monumens de l'histoire.

Tacite vient de nous dire que les Germains avoient des Princes de naissance. *Insignis nobilitas, aut magna patrum merita Principis dignationem adolescentulis assignant.*

La loi des Bava-rois donne aussi le titre de Princes, & la prééminence sur tous les Bava-rois, à ceux qui étoient de la famille ducal.

Elle donne le nom des premières familles Bava-roises: *De genealogiâ qui vocantur Hozidra, Ozza, Sagana, Habilingua, Anniena*. Mais elle ne les place qu'après ceux qui sont de la race du duc; & ceux-ci, elle les appelle *Algilofingues*: *isti sunt quasi primi post Algilofingos, qui sunt de genere ducali.*

Elle règle la composition pour le duc, pour les *Algilofingues*, & pour les premières familles qui viennent après eux.

Celle du duc étoit un tiers plus forte que

celle des *Algilofingues* : *Pro eo quia dux est addatur ei major honor quàm ceteris parentibus ejus ; sic ut tertia pars addatur super hoc , quo parentes ejus componuntur.*

Celle des *Algilofingues* étoit quadruple de celle de l'homme libre. *Algilofingi verò usque ad ducem in quadruplum componantur : & la loi en donne la raison , quia summi Principes sunt inter vos.*

Celle des premières familles Bavaoises n'étoit que double de celle de l'homme libre. *Illis duplum honorem concedimus , & sic duplam compositionem accipiant.*

Ce titre de Princes , cette prééminence que la loi des Bavaois donne à ceux qui sont de la famille régnante, n'auroient-ils eu lieu que pour le duché de Bavière ? La loi des Bavaois ne feroit-elle autre chose que la collection de quelques points de coutumes qui distinguoient les Bavaois des autres nations soumises à l'empire françois ? M. le comte du Buat l'a cru ; il prétend même que c'est la nation Bavaoise , & non le roi de France , qui a rédigé cette loi ; il dit qu'il existe quelques manuscrits dans lesquels ce sont les Bavaois qui parlent , & non le roi de France (*).

Mais avant d'adopter l'opinion de M. le comte du Buat sur ce point , je voudrois connoître les manuscrits qu'il indique , vérifier leur antiquité & leur authenticité. Le texte de Lindenbrok & celui de Baluze sont absolument contraires à celui que M. le comte du Buat a lu dans les

(*) Histoire ancienne des peuples de l'Europe , liv. 12, chap. 10.

manuscrits dont il parle. On y voit que c'est le roi de France qui rédige la loi, c'est lui qui parle à la nation Bavaroise : *Algilofingi Summi Principes sunt inter vos : sic reges antecessores nostri concesserunt.* La préface de la loi des Bavaois dit aussi que cette loi est l'ouvrage des rois de France.

Ces rois, législateurs des Bavaois, ne déclarent les Algilofingues, Princes & supérieurs en rang à tous les autres Bavaois, que parce qu'ils sont de la famille ducale, parce que leur naissance leur donne un droit éventuel au duché, parce que le duc ne peut être pris que dans la race des Algilofingues. *Algilofingi qui sunt de genere ducali summi Principes sunt inter vos dux semper de genere Algilofingorum fuit & debet esse.*

Pourquoi la race des rois de France auroit-elle eu moins de prérogatives que celle des Algilofingues chez les Bavaois ? C'étoit aussi dans la race des rois de France qu'on prenoit leurs successeurs. Tous les parens du roi par la ligne masculine avoient aussi un droit éventuel à la couronne ; tous les enfans des rois y devenoient rois après la mort de leurs pères, & partageoient entre eux le royaume. J'ai bien de la peine à croire que les parens, que les enfans du souverain, qui pouvoient, qui devoient l'être un jour eux-mêmes, fussent confondus avec le reste des Franks, tandis que les parens d'un duc, d'un sujet, d'un officier du roi, formoient, parmi les Bavaois, une classe supérieure aux premières tribus de la nation. D'un autre côté, je ne comprends pas comment les Bavaois auroient été la seule peuplade de la Germanie qui auroit con-

servé l'ancien usage d'honorer du titre de Princes les enfans & les parens de leurs rois & de leurs généraux.

Il faut l'avouer cependant , le silence des historiens de la première & de la seconde race semble démentir mes conjectures ; ils ne donnent point le titre de Princes aux parens ni aux enfans des rois.

Mais j'y vois aussi qu'il ne restoit plus aucun parent collatéral ; Clovis les avoit tous exterminés.

J'y vois que les enfans des rois devenoient tous rois après la mort de leurs pères.

Que la plupart d'entre eux étoient dans l'enfance lorsqu'ils sont montés sur le trône , & que l'histoire ne parle d'eux qu'au moment où ils sont devenus rois.

Qu'il n'est pas étonnant qu'on ne leur ait pas donné le titre de Princes pendant leur enfance ; parce que les Germains ne les reconnoissoient pour Princes , qu'en les déclarant hommes , en état de porter les armes.

J'y vois enfin que les enfans des rois étoient distingués du reste des Francs par leur longue chevelure ; que l'on rasoit ceux qu'on vouloit dégrader.

Et je crois pouvoir en conclure , que les enfans des rois avoient en France , sous les Mérovingiens , les mêmes honneurs , les mêmes prérogatives , les mêmes prééminences qu'ils avoient dans la Germanie , les mêmes que la loi des Bavarois accordoit aux Algilofingues ; que par conséquent M. de Boulainvilliers s'est trompé , lorsqu'il a dit que *les François ne connoissoient point de Princes parmi eux ; que la parenté des rois ne donnoit aucun rang , non*

pas même à ceux qui en descendoient en ligne masculine.

La prééminence des enfans des rois Carlovingiens n'est point équivoque. L'usage de partager le royaume entre eux subsistoit encore. On les nommoit rois, du vivant de leurs pères, dès leur plus tendre enfance, quelquefois même dès leur naissance. C'est ainsi que Charlemagne & Carloman furent sacrés rois avec Pepin leur père, l'un à l'âge de douze ans, l'autre à l'âge de trois ans. C'est ainsi que Charlemagne fit sacrer Pepin, son fils, roi d'Italie à l'âge de cinq ans; qu'il nomma Louis le Débonnaire, son autre fils, roi d'Aquitaine, au moment même de sa naissance, & qu'il le fit sacrer à l'âge de trois ans; Ceux qu'on vouloit exclure du trône, on les rasoit, on les reléguoit dans des monastères.

Il ne faut pas compter dans la famille royale des Carlovingiens, les parens collatéraux de Charles Martel, ni ceux de Pepin. Ceux-là n'étoient pas issus du sang des rois, & n'avoient certainement pas le droit de succéder à la couronne. On ne dut donc pas les reconnoître pour Princes du sang royal.

Si donc on eût toujours observé l'ordre de succession établi par Pepin & par Charlemagne, on ne pourroit trouver aucun de leurs descendants qui n'eût été roi. Mais ne dissimulons rien.

Bernard, petit-fils de Charlemagne, étoit roi d'Italie. Louis le Débonnaire le fait condamner à mort, le détrône, & lui fait crever les yeux. Bernard meurt trois jours après des suites de cette opération. Louis le Débonnaire dispose du royaume d'Italie en faveur de Lothaire, son fils aîné. Les remords le déchirent; il croit expier son crime

en faisant une pénitence publique , & le réparer en donnant le comté de Vermandois à Pepin, fils du malheureux Bernard.

De ce Pepin, sont issues trois branches, dont la dernière ne s'est éteinte que vers la fin du quatorzième siècle ; celles des anciens comtes de Vermandois, des anciens seigneurs de Saint-Simon, & des anciens seigneurs de Ham ; & je ne vois pas qu'aucun d'eux ait eu le titre ni le rang de Prince du sang, soit sous les Carlovingiens, soit sous les Capétiens. Au sacre de Philippe premier, Herbert IV, comte de Vermandois, fut précédé par les ambassadeurs des comtes de Flandres & d'Anjou, qui n'étoient pas du sang royal, & par le comte de Vaden, qui n'en étoit pas non plus.

Mais l'espèce de dégradation des descendants de Bernard ne prouve rien contre l'usage général des deux premières races, qui mettoit les descendants des rois au dessus du reste de la nation.

Les rois Carlovingiens n'avoient garde de reconnoître les descendants de Bernard comme Princes du sang royal. S'ils les eussent reconnus, il auroit fallu leur restituer le royaume d'Italie.

Hugues Capet & ses successeurs eurent bien plus de raisons encore de ne pas reconnoître les derniers restes de la famille qu'ils avoient détrônée. Mais à cette époque les puînés de la famille régnante ne furent pas mieux traités que les descendants de la famille détrônée. On sacrifia les droits du sang au droit des fiefs.

Hugues Capet fut roi, parce qu'il étoit le plus puissant des vassaux de la couronne. Les autres grands vassaux, qui l'avoient fait roi, tinrent le second rang dans l'état ; la prééminence devint

un droit réel attaché à la glèbe. La couronne fut regardée comme un grand fief : elle fut héréditaire , parce que les fiefs étoient héréditaires ; elle devint indivisible , parce que les fiefs étoient indivisibles ; le droit de primogéniture s'établit dans la succession à la couronne , parce qu'il s'étoit établi dans la succession des fiefs.

Alors les enfans puînés des rois de France & leurs descendans n'eurent d'autre rang dans l'état que celui que leur donnoit le fief dont ils étoient investis : ils ne prirent le titre de Princes qu'autant qu'ils étoient investis d'une seigneurie à laquelle ce titre étoit attaché.

C'est à cette époque que M. de Boulainvilliers & Loiseau ont raison de dire que la parenté des rois ne donnoit aucun rang , non pas même à ceux qui en descendoient en ligne masculine & qu'ils ne commencèrent à prendre le titre de Princes , qu'à cause des duchés & comtés qu'ils possédoient.

Mais je crois qu'ils se trompent, lorsqu'ils jugent des usages des deux premières races, par ceux des premiers siècles de la race des Capétiens.

Et Loiseau se trompe encore , lorsqu'il dit que les puînés de France prirent le dessus sur les ducs & les comtes sous le règne de Louis VIII , & qu'il y a apparence que ce fut alors qu'ils prirent leur qualité de Princes du sang.

Beaumanoir ne donne à Robert , fils de Louis IX, que le titre de *très-haut & très-noble homme* , fils jadis du saint roi Louis , roi de France , comte de Clermont ; & Robert ne prend lui-même que le titre de fils de roi de France , comte de Clermont.

Au parlement tenu par Charles V le 21 mai

1375 , pour l'enregistrement de l'ordonnance de la majorité des rois , nous voyons bien que le dauphin , & le duc d'Anjou , frère du roi , tiennent les premières places ; mais Pierre de Valois , comte d'Alençon , & Jean de Bourbon , comte de la Marche , descendant , l'un de Philippe le Hardi , l'autre de saint Louis , y sont précédés par une foule d'évêques , d'abbés , de chanoines , & par les docteurs de l'université.

Dans la lettre écrite par les barons du royaume au collège des cardinaux , au mois d'avril 1301 , l'ordre des signatures prouve encore que Jean , comte de Dreux , descendant de Louis le Gros , étoit précédé par le duc de Lorraine , par les comtes de Hainaut , de Hollande , de Luxembourg & de Saint-Pol , qui n'étoient ni pairs ni du sang de France.

Au parlement tenu le 2 octobre 1380 , le fils aîné de Charles le Mauvais , roi de Navarre , qui étoit aussi du sang des rois de France , fut précédé par les comtes de Tancarville , d'Harcourt de Sancerre & de Vienne , qui n'étoient ni pairs , ni du sang de France.

Et dans une complainte adressée en 1235 au pape Grégoire IX par les barons de France , nous voyons encore Robert de Courtenai , petit fils de Louis le Gros , précédé par les comtes de la Marche , de Montfort , de Vendôme , de Ponthieu , de Chartres , de Sancerre , de Joigny , de Saint-Pol , de Roucy , de Guynes & de Mâcon , qui n'étoient ni pairs ni du sang de France.

Voilà ce que nous apprennent les monumens de l'histoire , les registres du parlement , & les procès-verbaux des assemblées des états , jusques au règne de Charles VI ; c'est alors qu'écrivoit

Christine

Christine de Pisan; c'est alors qu'elle nous atteste que le titre de Prince n'appartenoit qu'aux empereurs, aux rois, aux ducs & aux seigneurs des terres érigées en principautés. Les comtes de Nevers, d'Evreux, de la Marche, de Vendôme & d'Alençon, n'avoient donc pas le titre de Princes, quoiqu'ils fussent du sang royal.

C'est dans le quinzième siècle, sous les règnes de Charles VII & de Louis XI, qu'on s'est occupé sérieusement des honneurs, du rang & des prérogatives qui étoient dus à la famille royale. C'est à cette époque qu'on voit les parens de nos rois prendre le titre de Princes du sang, & que leur prééminence à la cour, sur les pairs & sur tous les ordres de l'état, paroît assez généralement reconnue dans le fait, quoiqu'elle ne soit établie par aucune loi.

M. de la Curne de Sainte-Palaye a publié un mémoire de madame la vicomtesse de Furnes, sur l'étiquette & les honneurs de la cour pendant le quinzième siècle. Nous y voyons que dès-lors il y avoit un cérémonial bien établi; que l'on donnoit le titre de Princes du sang à ceux qui descendoient par mâles de la maison de France; qu'on leur accordoit la préséance sur les pairs & sur tous les nobles; qu'il y avoit des honneurs & des distinctions qui n'étoient que pour eux, & que les rangs entre eux étoient réglés par la proximité du lignage; c'est-à-dire, que celui qui étoit le plus prochain de la couronne avoit la préséance sur tous les autres.

Mais il a fallu bien du temps encore avant que cette étiquette de la cour devînt une loi générale du royaume. Nos rois pouvoient bien prescrire un cérémonial dans l'enceinte de leur

palais : il n'est pas d'homme qui n'ait le même droit dans l'intérieur de sa maison. Ce cérémonial devoit même paroître fort peu important aux seigneurs, dans un temps où ils aient mieux dominer dans leurs châteaux, que de venir ramper à la cour du monarque. Mais l'ordre dans les cérémonies & les assemblées nationales, tenoit à la constitution de l'état. Aussi les Princes du sang eurent-ils plus de peine à faire reconnoître leur droit de préférence sur les pairs, soit dans la cérémonie du sacre des rois, soit dans les assemblées des états & dans celles du parlement. On convenoit que la principauté étoit plus éminente que la pairie : » toutefois, » disoit-on, ès sacres & couronnemens des rois, » & au parlement, les ministères sont spécialement commis aux pairs, & leur ordre assigné. Parquoi, èsdits lieux, l'on n'a respect au sang, mais à la pairie & ordre d'icelle «.

On ne vouloit pas même qu'ils eussent, pour leurs causes, les mêmes prérogatives que les pairs. Charles VII proposa la question au parlement de Paris en 1458 ; & le parlement répondit : » La cour n'y a pu délibérer pour le » présent, pour ce qu'il y a procès appointé en » droit en ladite cour en pareil cas, & seroit » la délibération de cet article en effet la décision dudit procès «.

Ces débats furent terminés, & les Princes du sang de France eurent enfin un rang certain en 1576. La maison de Valois alloit s'éteindre ; il ne restoit du sang de nos rois que des branches collatérales très éloignées. La maison de Guise pouvoit beaucoup, & elle osoit tout ce qu'elle pouvoit. Les états de Blois crurent devoir rendre

aux derniers rejetons de nos rois tout le lustre qui leur appartenoit ; & ce fut le vœu de la nation , qui déterminna Henri III à fixer irrévocablement le rang des Princes du sang , par l'ordonnance qu'il fit au mois de décembre 1576. Voici le texte de cette loi :

» Pour mettre fin aux procès & différends ci-
 » devant advenus entre aucuns Princes de notre
 » sang , pairs de France , & autres princes aussi
 » pairs de France , sur la préséance à cause de
 » leursdites pairies ; voulant obvier à ce que
 » telles controverses & difficultés n'adviennent
 » ci après : Nous..... disons , statuons & or-
 » donnons , voulons & nous plaît , que d'oré-
 » navant lesdits Princes de notre sang , pairs de
 » France , procéderont & tiendront rang , selon
 » leur degré de consanguinité , devant les autres
 » Princes & seigneurs , pairs de France , de
 » quelque qualité qu'ils puissent être , tant ès
 » sacres & couronnemens des rois , qu'ès séances
 » des cours de parlement , & autres quelcon-
 » ques solennités , assemblées & cérémonies
 » publiques ; sans que cela leur puisse plus à
 » l'avenir être mis en dispute ne controverse ,
 » sous couleur des titres & priorité d'érection
 » des pairies des autres Princes & seigneurs ,
 » n'autrement , pour quelque cause & occasion
 » que ce soit .«

Cependant cette loi étoit encore incomplète ; elle ne donnoit la préséance qu'aux Princes pairs , & ne déterminoit pas le rang des Princes du sang qui n'étoient pas pairs.

L'auteur de l'article PAIR , dans le dictionnaire encyclopédique , a dit que Henri III avoit donné le titre de *pair né* à tous les Princes du

sang : c'est une erreur qui lui est échappée. Henri III n'a réglé la préférence qu'en faveur des Princes du sang qui étoient pairs ; nulle part il n'a déclaré les Princes du sang *pairs nés*. Et Loiseau, qui écrivoit sous le règne de Henri IV, nous apprend que de son temps quelques uns pensoient encore » qu'au sacre & couronnement du » roi, & en la séance du parlement, qui sont » les fonctions particulières des pairs, les pairs » non Princes devoient précéder les Princes du » sang non pairs «.

C'est Louis XIV qui a décidé cette grande question, par l'article premier de l'édit de 1711. » Les Princes du sang royal, dit cette loi, se- » ront honorés & distingués en tous lieux sui- » vant la dignité de leur rang & l'élévation de » leur naissance. Ils représenteront les anciens » pairs de France aux sacres des rois, & auront » droit d'entrée, séance & voix délibérative en » nos cours de parlement, à l'âge de quinze » ans, tant aux audiences qu'au conseil, sans » aucune formalité, encore qu'ils ne possèdent » aucune pairie «.

Les Princes du sang royal ont donc enfin repris le rang qui appartenoit à leur naissance : soit qu'ils possèdent, soit qu'ils ne possèdent pas de pairie, ils ont aujourd'hui une prééminence bien établie sur tous les pairs & sur tous les grands du royaume, en tous lieux, dans toutes les cérémonies, & dans toutes les assemblées.

Ce n'est pas sans doute dans un ouvrage de jurisprudence que l'on cherchera les connoissances de détail sur l'étiquette de la cour, sur les honneurs & les distinctions que l'usage a établis en faveur des Princes du sang ; ces pompeuses mi-

nuties, dont le courtisan doit faire son étude principale, n'entrent pas dans la science du jurif-consulte. Nous indiquerons cependant les sources. On peut consulter sur ces objets le cérémonial françois de Théodore Godefroi, & le cérémonial diplomatique des cours souveraines de l'Europe.

Outre la prééminence de rang, les Princes du sang jouissent de toutes les prérogatives qui sont attribuées aux pairs. Ils siègent & opinent avec les pairs aux jugemens des Pairs. Les causes qui concernent les apanages sont traitées au parlement de Paris, comme celles des pairies, quand même les terres qu'ils ont reçues en apanage n'auroient pas été érigées en pairies. Ils sont exempts des péages; & l'on prétend que cette exemption leur est commune, non seulement avec les pairs de France, mais encore avec les officiers du parlement & de la chambre des comptes.

Ils ont aussi des prérogatives qui leur sont propres; ils ne prêtent aucun serment au parlement; ils y ont droit de séance dès l'âge de quinze ans; ils représentent les anciens pairs aux sacres des rois; & ce n'est qu'au défaut des Princes du sang, qu'on y appelle les ducs & pairs, pour représenter les anciens pairs de France. (Edit du mois de mai 1711.)

Tout ce qui concerne la tutelle des Princes du sang se fait au parlement. Les pairs & même les grands seigneurs non pairs jouissoient autrefois de la même prérogative; mais le roi déclara le 28 juin 1685, par une lettre de cachet dont le parlement fit registre, que son intention étoit qu'à l'avenir le parlement ne fit les tutelles & curatelles, & ne connût en première instance que

de ce qui regarde l'état des personnes des Princes & princesses du sang royal, & les scellés & inventaires de leurs biens après leur décès.

Ils sont exempts des droits de greffe, signature, contrôle & sceau des expéditions qui se délivrent pour eux dans toutes les cours du royaume.

Dutillet dit que les Princes du sang étoient exempts de duels; & Favin cite des réglemens de Louis le jeune & de Philippe-Auguste, qui défendoient aux enfans des rois d'exposer leurs personnes dans les joutes & dans les tournois.

Les réglemens cités par Favin ont existé en effet; mais l'histoire nous apprend qu'ils ont été mal observés. Plusieurs de nos Princes, & même plusieurs de nos souverains, ont combattu dans les joutes & les tournois. Henri II y a perdu la vie.

Quant à Dutillet, son assertion n'est pas exacte. » Le fils du roi, dit Beaumanoir, ne » doit pas se combattre à son homme pour plaider » de meubles, pour catteux, ni pour héritage. » Mais s'il accusoit son homme de meurtre ou » de trahison, en tel cas il conviendrait qu'il » se combattît à son homme; car ces cas sont si » vilains, que nul ménagement n'est dû à celui » qui accuse «.

Tout n'est pas avantage & prérogative pour les enfans & les descendans de nos rois. Outre les loix du royaume, auxquelles ils sont soumis comme tous les François, il y en a de particulières pour eux, qui les privent des droits les plus précieux à l'homme, la propriété & la liberté.

La loi des apanages ne leur laisse aucune propriété dont ils puissent disposer.

Et ils ne peuvent pas contracter de mariage valable sans le consentement du roi.

Ce n'est pas sans contradiction que cette dernière maxime s'est établie. La matière fut vivement agitée sous le ministère de Richelieu, au sujet du mariage de Gaston, frère de Louis XIII, avec la princesse Marguerite de Lorraine. L'ascendant du cardinal subjuga presque tous les suffrages; le parlement & le clergé de France déclarèrent que les Princes du sang n'étoient pas capables de contracter un mariage sans le consentement du roi; & cette nouvelle maxime devint en quelque sorte une loi fondamentale de l'état.

Tout ce que j'ai dit des Princes du sang, par rapport à la prééminence du rang, aux exemptions & prérogatives qui leur appartiennent, & aux loix auxquelles ils sont soumis, doit s'appliquer aussi aux princesses.

Dutillet dit qu'elles conservent leur rang, quoiqu'elles aient épousé des maris d'un moindre rang. Loiseau dit la même chose; & tout le monde paroît aujourd'hui d'accord sur ce point.

Cependant Madame la vicomtesse de Furnes nous apprend qu'il en étoit autrement dans le quinzième siècle. Jeanne de Bourbon épousa Jean de Clâlons, Prince d'Orange, en 1463. Dès lors elle n'eut plus les honneurs & les distinctions des princesses du sang, dont elle jouissoit avant son mariage.

Aujourd'hui même, si les princesses conservent les prérogatives de leur naissance, quoiqu'elles aient épousé des maris d'un rang inférieur au leur, ce n'est qu'en vertu de brevets que le roi leur accorde; la maxime de Dutillet & de Loiseau n'est donc pas vraie.

Princes légitimés.

Les enfans naturels des rois de France succédèrent au trône sous les deux premières races.

Sous la première, Thierry, fils naturel de Clovis, eut la meilleure part du royaume; & l'on prétend que Clovis étoit lui-même bâtard, & bâtard adultérin.

Sous la seconde, Bernard, fils naturel de Pepin, monta sur le trône d'Italie après la mort de son père. Je ne parle pas de Louis & de Carloman, quoique plusieurs historiens aient dit qu'ils étoient fils naturels de Louis le Begue : leur mère avoit été répudiée; mais ils étoient nés d'un mariage légitime.

Une formule de Marcuise nous apprend qu'un père pouvoit alors laisser son entière succession à son fils naturel; & M. Bignon observe avec raison, à propos de cette formule, que les diverses nations, dont le mélange avoit formé la monarchie françoise, distinguoient à peine les enfans naturels des enfans légitimes. La loi des Lombards étoit la seule qui assignât aux enfans naturels une portion moindre que celle des enfans légitimes; mais elle les supposoit aussi habiles à succéder à leurs pères.

Bacquet & quelques historiens ont attribué à Hugues-Capet la loi qui exclut les bâtards de la succession. « Il ordonna, disent ils, que de là en » avant aucun bâtard ne seroit avoué en la maison » de France, & ne pourroit porter le surnom » d'icelle, ni pareillement l'armoirie, tant fût-elle brisée ».

Mais cette loi n'existe nulle part; & l'exemple

de Guillaume le bâtard , institué héritier par Robert II , duc de Normandie , son père naturel , prouve que dans le onzième siècle les bâtards étoient réputés capables de succéder.

C'est dans les établissemens de saint Louis qu'on trouve la première loi connue qui les ait exclus de la succession. » Le bâtard , y est-il dit , » ne peut rien demander , ni par lignage ni par » autre raison , pour la mauvaise condition «.

Cependant les idées de la nation sur les bâtards étoient changées avant les établissemens de Saint Louis , & des le règne de Philippe-Auguste. Ce Prince eut deux enfans naturels , Philippe & Marie. Il voulut purger le vice de leur naissance ; il les fit légitimer par le pape.

C'est donc sous le règne de Philippe-Auguste , ou peu de temps avant lui , que l'on commença à regarder les enfans naturels comme incapables de succéder.

On venoit de trouver un manuscrit des pandectes de Justinien dans la ville d'Amalfi ; on avoit traduit son code en langue françoise ; on avoit commencé à observer & à enseigner publiquement les loix romaines en France. Voilà l'époque & l'origine du vice de bâtardise en France. C'est le droit romain qui en donna la première idée à nos pères ; c'est de là que saint Louis a transporté dans ses établissemens la loi qui déclare les bâtards incapables de rien demander , soit par lignage , soit par autre raison. Il l'annonce lui-même ; » le droit s'y accorde selon » le code « , dit-il

Au surplus , quelle que soit l'origine de cette maxime , il n'en est pas de plus certaine dans notre droit ; elle est religieusement observée depuis plus

de six cens ans. Charles de Valois, fils naturel de Charles IX, rendit hommage a cette loi. Il étoit le seul qui restât de cette race infortunée après la mort de Henri III. Il fut un des premiers seigneurs François qui reconnurent Henri IV son successeur.

Depuis Philippe-Auguste, plusieurs de nos rois ont eu des enfans naturels. Charles VII a légitimé une fille naturelle de Charles VI; mais aucun, jusques à Henri IV, n'avoit légitimé des fils naturels.

Il est bien évident que la légitimation des filles naturelles des rois de France ne peut pas les rendre habiles à succéder, puisque leurs filles, même légitimes, ne succèdent pas.

Mais quel peut être l'effet de la légitimation des fils naturels? les rend-elle habiles à succéder?

Henri IV a reconnu par les lettres-patentes de 1595, de 1599, de 1605 & de 1608, que ses fils naturels étoient exclus, par le défaut de leur naissance, de toutes prétentions à la succession à sa couronne, à celle de Navarre, & de tous les autres biens patrimoniaux.

Il a déclaré qu'il ne les légitimoit que pour les rendre capables de tous les dons & bienfaits, qui leur seroient faits, & pour tenir les offices & dignités en France.

Louis XIV a cru pendant long-temps que son pouvoir nes'étenoit pas plus loin. En légitimant ses enfans naturels en 1673 & 1681, il déclara ne les légitimer que pour jouir de tous & semblables droits, facultés & privilèges dont les enfans naturels & légitimés des rois ses prédécesseurs, ont accoutumé de jouir & user. Combien

la tendresse paternelle lui a fait depuis franchir ces limites !

Il commence , en 1694 , par ordonner que les enfans légitimés & leurs descendans en légitime mariage tiendront le premier rang immédiatement après les Princes du sang royal , en tous lieux , actes , cérémonies & assemblées publiques & particulières , même au parlement & ailleurs ; qu'ils précéderont tous les Princes qui ont des souverainetés hors du royaume , & tous autres seigneurs de quelle qualité & dignité qu'ils puissent être ; & que dans toutes les cérémonies qui se feront en sa présence & par-tout ailleurs , ils jouiront des mêmes honneurs , rangs & distinctions dont de tout temps ont accoutumé jouir les Princes du sang , & immédiatement après lesdits Princes du sang.

En 1711 , il leur accorde de nouvelles prérogatives ; il ordonne que les enfans légitimés & leurs enfans & descendans mâles qui posséderont des pairies , représenteront les anciens pairs au sacre des rois , après ou au défaut des Princes du sang.

Qu'ils auront droit d'entrée & voix délibérative au parlement , tant aux audiences qu'au conseil , à l'âge de vingt ans , en prêtant le serment ordinaire des pairs , avec séance immédiatement après les Princes du sang . & qu'ils précéderont tous les ducs & pairs , quand même leurs duchés & pairies seroient moins anciennes que celles des ducs & pairs.

Il leur permet , en cas qu'ils aient plusieurs pairies & plusieurs enfans mâles , de donner une pairie à chacun de leurs enfans mâles , si bon leur semble , pour en jouir par eux aux mêmes hon-

neurs , rang , préséance & dignités que ci-dessus ; du vivant même de leur père.

Enfin un édit de 1714 & une déclaration de 1715 donnent aux fils légitimés & à leurs descendants le titre de Princes du sang , les déclare capables de succéder à la couronne au défaut du dernier des Princes du sang , & leur accorde tous les privilèges , droits & honneurs , sans distinction , dont jouissent les Princes du sang.

Les Princes du sang & les pairs réclamèrent avec force contre cette subversion des loix du royaume & de celles de la pairie.

D'un côté , les Princes du sang représentèrent que par les loix fondamentales du royaume , de l'aveu de tous les siècles , & par la reconnoissance perpétuelle de toute la nation , la seule naissance légitime peut donner la capacité de succéder à la couronne , avec le titre & les honneurs de Prince du sang (*).

De l'autre , les pairs représentoient que la légitimation ne pouvant pas donner aux enfans naturels des rois le titre ni les droits de Princes du sang , les enfans légitimés ne pouvoient avoir de rang que celui des dignités dont ils étoient revêtus ; que par les loix de la pairie , tous les pairs sont égaux entre eux , qu'ils n'ont jamais reconnu d'autre préséance que celle qui est acquise de droit par la date de leurs réceptions ; que *chacun sied premier , selon que premier a été fait pair* ; que le droit de représenter les anciens pairs aux sacres des rois , est une préroga-

(*) Proposition trop générale. Ce n'est que sous la troisième race que cette loi fondamentale s'est établie.

rive qui n'est due qu'aux Princes du sang & aux pairs de France , suivant leur ancienneté ; qu'enfin la faculté attribuée aux Princes légitimés , par les nouveaux édits , de prêter serment au parlement à l'âge de vingt ans , est une distinction sans fondement , à laquelle les enfans naturels de Henri IV & leurs descendans n'avoient jamais prétendu (*).

Ces réclamations produisirent tout l'effet qu'on pouvoit en attendre.

Un édit du mois de juillet 1717 révoqua celui de 1714 & la déclaration de 1715 , en ce qu'ils déclaroient MM. les duc du Maine & comte de Toulouse , & leurs descendans mâles , Princes du sang & habiles à succéder à la couronne.

Un autre édit du mois d'août 1718 révoqua la déclaration de 1694 & l'édit de 1711 , en ce qu'ils attribuoient aux Princes légitimés & à leurs descendans mâles le droit de représenter les anciens pairs aux sacres des rois , à l'exclusion des autres pairs de France ; en ce qu'ils les admettoient à prêter le serment à l'âge de vingt ans , & en ce qu'ils leur permettoient de donner une pairie à chacun de leurs enfans mâles , pour en jouir aux mêmes honneurs , du vivant même de leurs pères.

En conséquence , il ordonne que MM. les duc du Maine & comte de Toulouse n'aient rang & séance au parlement , près du roi , dans les

(*) Les pairs ne peuvent prêter le serment qu'à vingt-cinq ans.

cérémonies publiques & particulières & par-tout ailleurs , que du jour de l'érection de leurs pairies , & qu'ils ne jouissent d'autres honneurs & droits que de ceux attachés à leur pairies , & comme en jouissent les autres ducs & pairs de France.

Cependant une déclaration du 26 août 1718 ordonna que M. le comte de Toulouse continueroit de jouir, *sa vie durant* , de tous les honneurs , rangs , séances & prérogatives dont il jouissoit auparavant, *sans tirer à conséquence* , & sans que, sous quelque prétexte que ce soit, pareille prérogative puisse être accordée ni à ses descendans , ni à aucun autre, quel qu'il puisse être.

La même grâce fut accordée à M. le duc du Maine. » Par une déclaration de 1723 , dit M. » le président Hénault , le roi rend à M. le duc » du Maine , & après la démission des pairies » du duc du Maine , à ses enfans, *leur vie durant seulement* , les honneurs dont ils jouissent » soient au parlement après les Princes du sang , » & avant les pairs , & ce en vertu de leurs » pairies , quand même elles seroient moins anciennes que celles d'aucuns dedsits ducs & » pairs : *N'entendant toutefois , que lorsqu'ils viendront prendre séance , ils puissent traverser le parquet , ce que nous réservons aux seuls Princes de notre sang , ni être précédés de plus d'un huissier , ni que leurs suffrages soient pris autrement qu'en les appelant du nom de leur pairie , en leur ôtant le bonnet , ainsi qu'il a été ci devant pratiqué à leur égard.* La même année, tous les honneurs de la cour furent ren-

» dus à M. le duc du Maine & à M. le comte
» de Toulouse. En 1727, le roi fit expédier de
» pareils brevets en faveur de MM. les Prince
» de Dombes, comte d'Eu & duc de Penthièvre;
» & en 1745, ces honneurs passèrent au fils de
» M. le duc de Penthièvre «.

Ces grâces personnelles ne sont que des dérogations momentanées à la loi générale; elles la supposent & la confirment. Or, suivant cette loi générale, le titre de Prince légitimé ne donne par lui-même aucune prérogative, aucune prééminence.

Les Princes légitimés ne sont point habiles à succéder à la couronne.

Ils n'ont ni le titre ni les prérogatives des Princes du sang.

Ils n'ont les droits & les prérogatives des pairs, qu'autant qu'ils sont revêtus d'une pairie.

Ils sont reçus pairs au même âge & avec les mêmes formalités que les autres pairs.

Ils n'ont de rang entre les pairs, que du jour de l'érection de leurs pairies.

Princes étrangers.

Nous appelons Princes étrangers; 1°. ceux qui ont des souverainetés sous la protection de la France, & qui résident en France; 2°. ceux qui sont issus des maisons souveraines, quoiqu'ils ne possèdent pas eux-mêmes de souveraineté, & qui ont aussi fixé leur résidence en France.

Dans la première classe, je mets le duc de Bouillon; dans la seconde, les Princes de la

maison de Lorraine , ceux de la maison de Rohan ; & les Princes de Carignan.

Il s'est élevé une grande querelle , il y a dix à douze ans , au sujet du titre & des honneurs des Princes étrangers. D'un côté, le père Griffet & M. l'abbé Georgel soutenoient les droits des Princes étrangers , & principalement de la maison de Rohan. De l'autre , un anonyme prétendoit que les Princes issus des maisons souveraines n'avoient & ne devoient avoir aucune distinction , aucune prérogative en France ; qu'on ne leur reconnoissoit pas même le titre de Princes , & que la maison de Rohan n'étoit point issue d'une maison souveraine.

Avant de dire ce que je pense sur la question de droit qui concerne les Princes étrangers en général (car on sent bien que je ne me propose pas ici de faire la généalogie de la maison de Rohan) , je rapporterai un passage de Loiseau , qui pourra d'avance fixer nos idées. Les usages & les opinions reçues sous le règne de Henri IV , doivent être d'un grand poids dans une matière qui ne connoît guère d'autre règle que l'usage.

Cet auteur parle d'abord des Princes du sang & des enfans naturels des rois : il appelle les premiers Princes légitimes , & les seconds Princes naturels. Voici ce qu'il dit ensuite des Princes étrangers , qu'il appelle Princes naturalisés.

» La bonté & *adresse* de nos rois a laissé inf-
 » taller en l'ordre des Princes les descendus des
 » souverainetés étrangères ; ce qui s'est pratiqué
 » bien à propos ; car il en revient beaucoup d'hon-
 » neur , d'assurance & d'accroissement à ce royaume.

» *Honneur* ,

» *Honneur*, en ce qu'on voit à la cour de
 » France comme un recueil & amas des mai-
 » sons souveraines de la chrétienté : *assurance*,
 » en tant que ces Princes étrangers nous sont
 » comme otages volontaires & perpétuels des
 » alliances que nous avons avec les chefs de
 » leurs maisons : *accroissement* aussi, parce qu'ils
 » apportent en France leurs moyens, leur créance
 » & leurs amis; & de vérité, il faut avouer
 » qu'ils ont fait de signalés services au royaume.

» Aussi en sont-ils fort bien récompensés;
 » car en la grandeur & l'opulence de la France,
 » ils n'y demeurent guère, qu'ils ne soient ap-
 » pointés des principales seigneuries, & qu'ils
 » n'y trouvent des mariages avantageux : de
 » sorte qu'on ne peut nier qu'ils n'y soient avancés
 » beaucoup plus qu'ils ne pourroient l'être en leur
 » pays.

» Voilà donc deux sortes de Princes *reconnus*
 » en France, outre ceux du sang; à savoir, les
 » Princes françois & les *Princes étrangers*, ou
 » bien les Princes naturels & les Princes natu-
 » ralisés, qui à la vérité *ne sont*, les uns ni les
 » autres, *si vraiment & si proprement Princes* que
 » ceux du sang, parce que la principale mar-
 » que du Prince est d'être capable de succéder
 » à la souveraineté; j'entends la souveraineté du
 » lieu où ils veulent être reconnus pour Princes;
 » car les seigneuries sont bornées : & comme
 » le souverain d'un autre état n'est pas souve-
 » rain en France, aussi ses parens n'y sont pas
 » Princes parfaitement & de leur propre qua-
 » lité, mais seulement en tant qu'il plaît au
 » roi de les y reconnoître pour tels.

» C'est pourquoi le parlement, qui est parti-
 Tome XLVIII. I

» culièrement jaloux de la conservation des droits
 » de la couronne , & par conséquent des Princes
 » d'elle , *ne leur a point encore passé cette qua-*
 » *lité , au moins indéfiniment & sans adjec-*
 » *tion de leur pays* , pour ce aussi que la par-
 » faite propriété des mots doit être religieu-
 » sement gardée en icelui , notamment ès matières
 » de cette importance. Mais j'estime qu'ailleurs
 » on ne peut manquer de les qualifier Princes
 » absolument ; puisque le roi , duquel la simple
 » parole fait loi en telles matières , les honore
 » journellement de ce titre , en communs propos ,
 » & ès actes sérieux , même les maintient en
 » jouissance des prérogatives attribuées aux seuls
 » Princes.

» Et c'est peut-être l'occasion pour laquelle les
 » Princes capables de la couronne , pour se dis-
 » tinguer d'avec eux (comme à la vérité ils
 » sont d'un degré beaucoup plus éminent) , se
 » qualifient , non pas Princes simplement ; mais ,
 » par une adjection de dignité particulière , ils se
 » nomment Princes du sang.

» Or , tout ainsi que les Princes naturels &
 » aussi les naturalisés ont obtenu le titre de
 » Princes , qui leur est à présent commun avec
 » ceux du sang , aussi ont-ils trouvé moyen
 » d'avoir après eux plusieurs de leurs autres préémi-
 » nences : comme , en premier lieu , de marcher
 » au rang des Princes , & partant précéder tous
 » les grands seigneurs , & pareillement tous les
 » grands officiers ; sauf que les grands officiers ne
 » leur cèdent & ne leur déferent nullement aux
 » actes de leur exercice , comme ils font par hon-
 » neur aux Princes du sang. Même les autres
 » Princes marchent entre eux , non selon le mé-

» rite de leurs seigneuries subalternes ; mais *selon*
» *leur degré de Princes* ; sur quoi je ne m'amu-
» serai pas à décider lesquels , des naturels ou
» naturalisés , doivent précéder , ni à traiter les
» autres grandes questions qui échéent au rang
» des uns & des autres , parce qu'il n'appartient
» qu'au roi de les déterminer.

» *Item.* Comme les Princes du sang , qui sont
» vrais parens du roi , sont par lui appelés ou ses
» oncles , s'ils sont de beaucoup plus âgés , ou
» ses cousins , s'ils sont d'âge à peu près égal ,
» ou ses neveux , s'ils sont de plus bas âge ; aussi
» les autres Princes sont appelés tout de même
» par sa majesté.

» Pareillement , comme les Princes du sang
» sont conseillers nés du conseil d'état , aussi
» les autres Princes ont gagné cet avantage d'y
» avoir entrée , séance & voix , sans avoir besoin
» de brevet du roi à cette fin , comme ont les
» autres conseillers d'icelui.

» Mais ils n'ont point d'entrée au parlement ,
» comme ont les Princes du sang , s'ils ne sont
» pairs de France. Et encore , en ce cas , ils y gar-
» dent le rang de leur pairie , & non celui de
» leur principauté , ainû que les Princes du sang ,
» dont la raison est , que les Princes du sang y
» assistent comme Princes , & ceux-ci comme
» pairs seulement.

» Finalement , ils se prétendent exempts de duel ;
» & de vérité , comme on tient qu'un gentil-
» homme n'est pas tenu , en point d'honneur ,
» de se battre contre un roturier ; aussi tient-on
» qu'un Prince n'est pas obligé d'entrer en duel
» contre un gentilhomme , fût-il chevalier , même
» duc , à cause de l'inégalité de condition , &

» qu'en matière de duel il faut avoir son pa-
» reil. Mais j'estime qu'il n'y a point de diffi-
» culté que , cessant les ordonnances prohibitives
» des duels , les Princes , autres que du sang ,
» ne se puissent battre en duel les uns contre
» les autres , bien que cela ne soit point approuvé
» entre les Princes du sang , parce qu'il n'est
» pas , à beaucoup près , de telle importance à
» la France que leur sang soit épargné , que celui
» de France «.

Voilà les usages de la cour de France , sous le règne de Henri IV , concernant les Princes étrangers ; nous n'en trouverons le tableau complet dans aucun autre livre ; mais en ramassant quelques traits épars dans différens ouvrages , on verra que les Princes étrangers , depuis qu'il y en a d'établis en France , y ont joui des honneurs & des distinctions que Loiseau leur attribue.

Il ne faut pas prendre pour règle les honneurs extraordinaires que nos rois ont faits à quelques Princes & souverains qui ne faisoient que passer en France. Ainsi , quand nous verrons un roi de Bohême , un roi de Sicile & un roi d'Ecosse précéder le dauphin dans des lits de justice & dans des assemblées du parlement ; quand nous verrons un frère du roi d'Ecosse précéder tous les pairs dans une autre assemblée du parlement , il ne faudra regarder ces faveurs passagères que comme des actes de courtoisie qui ne tirent point à conséquence , & sur lesquels on ne peut établir aucun droit.

C'est ainsi que François premier , en donnant la préséance au frère du roi d'Ecosse sur tous les pairs , déclara que c'étoit pour cette fois tant seulement , sans préjudice des droits & préémi-

nences des pairs de France, & ordonna que *les pairs de France se feroient dorénavant en ses cours & conseils, les premiers & plus prochains du roi, selon l'ordre & dignité de leurs pairies.*

C'est ainsi que Dutillet observe, au sujet de la préséance accordée aux rois de Bohême, d'Ecosse & de Sicile, que » si un roi d'un autre » royaume se trouvoit aux assemblées du parlement comme pair de France, il auroit le rang » de sa pairie, & non d'autre, & qu'il seroit précédé, non seulement de monseigneur le dauphin, mais encore par les pairs érigés avant lui, » ne fussent-ils que comtes «.

Nous ne pouvons donc juger des droits des Princes étrangers établis en France, que par ce qui s'est pratiqué à leur égard depuis qu'ils y sont établis.

Cette époque n'est pas bien reculée. Jean de Clèves est le premier Prince étranger qui se soit établi en France; il épousa Marie de Bourgogne sous le règne de Charles VII, & ce n'est qu'en 1486, sous le règne de Charles VIII, que nous voyons les Princes de cette maison naturalisés dans le royaume.

Madame la vicomtesse de Furnes nous dit en très-peu de mots quels étoient les honneurs & les distinctions dont les Princes de la maison de Clèves jouissoient en France. Deux princesses de la maison de Bourgogne, & par conséquent du sang de France, avoient épousé, l'une un Prince de Clèves, l'autre Charles de Bourbon, qui étoit du sang de France. » On faisoit plus d'honneur à madame de Clèves qu'à madame de Bourbon; madame de Clèves alloit devant; & » l'on disoit que c'étoit parce que madame de

» Clèves étoit l'aînée ; car autrement l'on fait
 » bien que madame de Bourbon seroit allée de-
 » vant , à cause de M. de Bourbon , qui étoit
 » plus grand que M. de Clèves , parce qu'il
 » étoit de la maison de France ». Charles de
 Bourgogne , comte de Nevers , *alloit tout plei-
 nement devant M. de Clèves*. M. d'Étampes ,
 frère puîné de M. de Nevers , vouloit aussi aller
 devant ; mais M. de Clèves ne le vouloit point
 souffrir Le duc & la duchesse de Bourgogne
 prenoient les épices & l'offrande de M. de
 Beaujeu , deuxième fils de M. de Bourbon , &
 des enfans de Clèves & de M. d'Étampes ;
 mais point de M. de Nevers , ni aussi de M. de
 Clèves , depuis qu'il fut duc.

Les Princes de la maison de Clèves étoient
 donc en France à peu près au niveau des Princes
 du sang de France ; ils ne cédoient le pas qu'à
 ceux qui étoient chefs de maison ; ils préten-
 doient avoir le pas sur les puînés , & alloient
 au moins de pair avec eux.

Sous les règnes suivans , nous avons eu suc-
 cessivement d'autres Princes de différentes mai-
 sons souveraines. Nous en avons eu de la mai-
 son de Lorraine , de la maison de Savoie , de
 celle de Gonzague , & les Rohan de l'ancienne
 maison de Bretagne. Les souverains de Bouillon
 sont aussi établis en France , & ont mis leur
 souveraineté sous la protection du roi.

Tous ces Princes établis en France ont tou-
 jours été reconnus pour Princes , & y ont joui ,
 à ce titre , d'honneurs & de distinctions parti-
 culières.

Ceux qui voudront connoître en détail ces
 honneurs & ces distinctions , pourront recourir

aux sources que j'ai indiquées en parlant des Princes du sang.

Mais ces distinctions sont nulles au parlement & aux sacres des rois; ils n'ont droit d'y assister qu'autant qu'ils sont pairs de France, & n'y ont d'autre rang que du jour de l'érection de leurs pairies. Tout ce que dit Loiseau sur ce point, s'observe encore aujourd'hui; & l'on peut appliquer aux Princes étrangers, les principes établis par l'édit du mois d'août 1718, concernant les Princes légitimés.

M. le P. Hénault cite un fait qui semble contredire ce que j'avance. Il dit que le roi Henri III, en érigeant le comté de Joyeuse & la baronnie d'Epéron en duchés-pairies, donna séance à ces nouveaux ducs *immédiatement après les Princes du sang & les Princes étrangers*, & avant tous les ducs, quoique plus anciens. Cela supposeroit que les *Princes étrangers* pairs ont la séance au parlement *immédiatement après les Princes du sang*, & avant tous les ducs, quoique plus anciens. Mais M. le président Hénault s'est trompé. Voici les termes des lettres d'érection des duchés-pairies de Joyeuse & d'Epéron.

» Voulons qu'il ait séance, voix & opinion
» *après les Princes immédiatement*, avant tous
» autres ducs & pairs «.

On n'y parle pas des *Princes étrangers*; & lorsqu'on ne parle que des *Princes*, il ne faut l'entendre que des Princes du sang; parce que, comme dit Loiseau, *le parlement n'a point en ore passé aux Princes étrangers la qualité de Princes indéfiniment; ils ne sont pas si vraiment & si proprement Princes que ceux du sang.*

Ainsi, tout ce que l'on peut conclure des lettres d'érection des duchés-pairies de Joyeuse & d'Épernon, c'est que les *Princes du sang* avoient la préférence sur les ducs & pairs. Elles ne prouvent rien pour les *Princes étrangers*.

Je ne dirai plus qu'un mot sur la diatribe de l'anonyme contre la maison de Rohan; & j'ai pour garant de ce que je vais dire, Chopin dans son traité du domaine, Maichin dans son histoire de Saintonge, & les états de Bretagne.

Les états de la province de Bretagne ont affirmé que la vicomté de Rohan étoit un partage du comté de Porrohet; & que le comté de Porrohet étoit un partage du comté de Rennes & du duché de Bretagne.

Chopin & Maichin nous apprennent qu'un vicomte de Rohan épousa, dans le septième siècle, sous le règne de Dagobert, Aliénor, fille de Hoël III roi de Bretagne, laquelle lui apporta en dot la vicomté de Léon.

Que de ce vicomté de Rohan & de cette Aliénor de Bretagne, descendoit en ligne directe Alain III, duquel tout le monde convient que descendent toutes les branches qui existent aujourd'hui du nom de Rohan.

Que cet Alain épousa, dans le douzième siècle, Constance de Bretagne, sœur de Conan le Petit, duc de Bretagne.

Que sous le règne de saint Louis, Jean, duc de Bretagne, acheta la vicomté de Léon des vicomtes de Rohan.

Que cette vicomté rentra quelque temps après dans la maison de Rohan, par le mariage de Jean de Rohan avec une princesse de Bretagne.

Que la vicomté de Porrohet , qui avoit passé depuis long-temps dans des maisons étrangères , entra dans la maison de Rohan , par le mariage d'Alain VIII avec Béatrix de Clisson.

Si ces faits sont vrais (& je dois quelque confiance aux garans que je cite) , il en résulte , que l'existence de la maison de Rohan remonte au septième siècle ; qu'à cette époque , c'est-à-dire environ quatre-vingts ans après le partage du royaume de Bretagne entre les fils de Hoël premier , les Rohan ont eu une portion du comté de Porrohet , lequel étoit lui-même une portion du royaume de Bretagne ; que par conséquent il est évident qu'ils descendent d'un des fils de Hoël premier.

Et lorsque je vois , dans cette longue suite de siècles , la maison de Rohan s'allier perpétuellement avec toutes les maisons souveraines de l'Europe ; lorsque , depuis l'établissement des Rohan en France , je les vois toujours reconnus pour Princes étrangers , toujours en possession des honneurs que nos rois ont voulu accorder aux Princes étrangers ; j'admire qu'il se soit trouvé un homme assez courageux pour leur en contester le titre & les droits.

Princes d'érection.

Les Princes dont je vais parler , ne le sont pas par droit de naissance. Ils n'en prennent le titre , que parce qu'ils sont seigneurs de terres érigées en principautés.

Il ne faut pas non plus les confondre avec ces grands vassaux qui s'intituloient Princes dans les temps de l'anarchie féodale. Ceux-ci pouvoient bien prendre le titre de Princes , puisqu'ils avoient

les droits de souveraineté. Quelques-uns d'entre eux avoient même des seigneuries qui n'étoient soumises à aucune dépendance féodale. Telle étoit entre autres la vicomté de Béarn. Cette principauté passa dans la maison de Foix vers la fin du treizième siècle. Telle étoit encore la principauté de Dombes.

Nous n'avons plus en France de principauté de cette nature (*). » Bien y a, dit Dutillet, des » principautés qui sont dignités féodales, inférieures à celles des comtes « : & Loiseau ajoute qu'elles sont au dessus de la baronnie & de la vicomté.

Cette espèce de seigneurie, dit ce dernier auteur, est extraordinaire & extravagante. » Elle » vient, suivant lui, de ce que les anciens ducs » & comtes s'étant faits Princes par l'usurpation des » droits de souveraineté, à leur exemple, les autres » grands seigneurs, qui n'avoient titre ni de ducs, » ni de comtes, ayant pareillement usurpé les » droits de souveraineté dans leurs seigneuries, » se sont par conséquent titrés & qualifiés » du nom général de Princes, n'ayant point » de titres particuliers de dignité; & afin d'être » distingués des simples seigneurs, qui n'avoient » pas comme eux l'exercice de la souveraineté «.

» Ce qui ayant eu cours lorsque les grands » seigneurs de France avoient les droits de souveraineté, a continué après qu'ils en ont été » dépouillés; par le moyen de ce qu'à l'exemple » des anciennes principautés réunies depuis à la

(*) Je ne prétends rien décider sur la principauté de Bidache. Je sais que la maison de Gramont y exerce les droits de souveraineté.

» couronne, les rois en ont érigé d'autres pour
» gratifier leurs favoris, qui ont affecté ce titre ex-
» cellent de Princes.

» Bien qu'il y ait différence notable entre les
» seigneurs des principautés, & ceux qui à présent
» nous appelons Princes, qui sont, ou les Princes
» du sang, ou ceux qui sont issus de Princes
» souverains étrangers; toutetois cette équivoque
» d'entre les Princes & les seigneurs de princi-
» pautés, ou, pour mieux dire, d'entre les Princes
» de race & les Princes à cause de leur terre
» érigée en principauté, est cause que plusieurs
» Princes qui craignent qu'on révoque en doute
» leur qualité, & plusieurs grands seigneurs qui
» désirent être tenus pour Princes, sont curieux de
» faire ériger une de leurs terres en principauté;
» dont par après ils baillent volontiers le titre à
» leur fils aîné «.

Si ce n'est pas là l'histoire exacte des terres
érigées en principautés, c'est du moins un ta-
bleau bien fidèle des misères & des vanités hu-
maines. Ces principautés donnent le droit de s'in-
tituler Princes; mais elles ne donnent ni préro-
gative, ni autorité, ni prééminence. Cependant
combien ne sont-elles pas recherchées! Et ce qu'il
y a de plus étonnant, c'est que la plupart de
ceux qui les obtiennent sont d'une naissance &
ont des dignités qui semblent les mettre fort au
dessus de ces vaines décorations. Ils ne pensent pas
que ce titre de Princes, attaché à la glèbe, peut
se multiplier à volonté, que, par les mutations
qui arrivent nécessairement dans les seigneuries,
il peut se communiquer à des hommes nouveaux,
& qu'il doit par conséquent dégrader enfin la no-
blesse elle-même.

Je ne connois peut-être pas la moitié des terres qui ont été érigées en principauté ; mais en voici déjà un assez grand nombre , pour qu'il soit temps de prévenir les inconvéniens qui peuvent résulter de leur multiplication.

Barbançon , Carency , Chabanois , Chalais ; Chatelaillon , Chimai , Condé , Conty , Epinoi , Gavre , Guéméné , Joinville , Lambesc , Ligne , Listenois , Luc , Marillac , Martigues , Mortagne , Poix , Porcian , Robec , Roche-sur-Yon , Soubise , Soyon , Talmont en Poitou , & Talmont en Saintonge.

Plusieurs de ces principautés appartiennent à des Princes du sang ou à des Princes étrangers. Tant qu'elles resteront dans ces maisons , l'érection en principauté ne peut entraîner aucun inconvénient. Les Princes du sang & les Princes étrangers ne peuvent qu'honorer la seigneurie dont ils prennent le titre.

Quelques autres appartiennent aux Taleyrand , aux Baufremont , aux la Rochefoucaud , aux Noailles , & autres de ce rang. Le titre de Prince n'ajoute rien à l'illustration de ces grandes maisons ; personne ne doit le leur envier , & l'on ne doit pas craindre qu'elles en abusent.

Mais aucune loi n'interdit l'acquisition de ces principautés aux roturiers & aux nouveaux nobles. Peut-être quelqu'un d'eux est-il déjà propriétaire de quelqu'une de celles dont j'ai donné la liste , ou de celles que je ne connois pas ; peut-être serai-je un jour obligé de qualifier de Prince le fils de l'homme que j'ai vu dans la roture ; cette confusion des rangs , cette profanation scandaleuse du titre le plus auguste que la nation connoisse après celui de roi , n'ont-elles rien de pernicieux

pour les mœurs publiques & pour le bien de l'état ?

Ce que les François font aujourd'hui , ce qu'ils étoient du temps de Loifeau , ils l'ont été de tous les temps. Toujours avides d'honneurs & de distinctions , jamais le titre qui leur appartenait n'a satisfait leur ambition , lorsqu'il y avoit un titre supérieur à usurper ; ainsi , dans le dixième , le onzième & le douzième siècles , nous voyons les seigneurs de Déols , de Vierzon , d'Issoudun , de Saint-Cherrier & de Graçai , prendre le titre de Princes , de Princes par la grâce de dieu.

Cet titre de Prince n'a pas même suffi aux anciens seigneurs d'Yvetot. Tout le monde connoît l'histoire fabuleuse de ce prétendu royaume , érigé , dit-on , par Clotaire en 534 ou 536. Yvetot n'a jamais été un royaume ; mais il faut convenir que c'est la plus ancienne principauté qui ait existé en France , celle qui a eu les plus belles franchises : elles ont été à peu près anéanties par un arrêt du conseil du 28 avril 1750.

Je ne parle pas de la principauté d'Orange , parce qu'elle n'existe plus. C'étoit aussi une principauté d'érection ; elle relevoit du comté de Provence. Elle n'eut , pour ainsi dire , qu'un moment d'indépendance , par la vente que René , roi de Sicile , fit à Louis de Châlons de l'hommage du ressort & de la souveraineté de cette seigneurie. Guillaume , fils de Louis , fut peu de temps après contraint de rendre hommage à Louis XI. Mais malgré la vassalité & le droit de ressort , les Princes d'Orange s'intituloient toujours Princes par la grâce de dieu.

Comme nos prélats sont tous seigneurs temporels , il y en a dont les seigneuries ont aussi

le titre de principautés. Mais ce sont encore des principautés d'érection, qui ne donnent ni autorité ni prééminence dans le royaume, ni dans le clergé de France.

Je ne veux critiquer l'origine d'aucune de celles qui existent ; mais je crois pouvoir , sans blesser personne , parler librement de celles qui n'existent plus , & dire comment elles s'étoient formées.

L'empereur Frédéric premier donna , en 1157 , une fameuse bulle , source éternelle de troubles & de guerres intestines dans la ville de Lyon. Il créa l'archevêque de Lyon exarque de Bourgogne , titre équivoque , qui convenoit dans ce temps-là à une dignité simplement ecclésiastique , & à une dignité civile , politique & militaire.

Mais ce qui n'est pas équivoque , c'est l'autorité qu'il attache à ce titre. *Ut sit semper sacri palatii nostri Burgundiæ gloriosissimus exarchon , & summus Princeps constii nostri ; & in omnibus faciendis , agendisque nostris præcipuus.* L'archevêque de Lyon étoit donc , sous le titre d'exarque , le vice-roi de l'empereur dans la Bourgogne.

L'empereur lui donne de plus toute la ville de Lyon , & tous les droits régaliens de fors , de marchés , de duels , de monnoies , de nolis , de tonlieu , de péage , soit dans la ville de Lyon , soit au dehors , dans toute l'étendue de l'archevêché , dans toutes les abbayes , monastères , églises , & toutes leurs dépendances , châteaux , bourgs , villages , places publiques , forêts , moulins , eaux & cours d'eaux , champs , prés , pacages , terres cultes & incultes , ferts , tributaires , & généralement sur toutes les autres choses qui appartiennent à l'Empire dans le diocèse de Lyon.

Il confirme cette concession par une autre bulle

de 1182, & qualifie l'archevêque de Lyon de Prince, *carissimum Principem nostrum Joannem prædictæ sedis archiepiscopum & primatem.*

Frédéric donnoit ce qui ne lui appartenoit pas. Il n'avoit rien dans le duché de Bourgogne; c'étoit le premier fief de la couronne de France; & du temps de Frédéric, il étoit possédé par les descendans du roi Robert. Le comté de Bourgogne n'appartenoit pas à Frédéric, mais à Béatrix son épouse. Frédéric pouvoit-il aliéner les droits de ce comté? crut-il même les avoir valablement aliénés? Béatrix institua pour son héritier Othon son troisième fils; & Frédéric exécuta le testament; il remit le comté de Bourgogne à Othon. Enfin Lyon n'étoit pas sous la domination de Frédéric. On connoît la fameuse & longue querelle des comtes de Forez avec les archevêques de Lyon, concernant le comté de Lyon, & le traité qui les termina: ce traité fut passé en 1173, pendant que Frédéric régnoit encore; & ce ne fut point sous l'autorité de Frédéric que ce traité fut passé; ce fut le roi Philippe-Auguste qui le ratifia. On reconnoissoit donc dès-lors la supériorité des rois de France sur le comté de Lyon.

C'est en vertu de ce traité de 1173, passé sous l'autorité du roi de France, que les chanoines de saint Jean de Lyon ont été comtes: & cependant les archevêques ont prétendu pendant quelque temps être Princes, &, pour ainsi dire, souverains, en vertu de la bulle de Frédéric, dont ils avoient reconnu la nullité par le traité de 1173.

Des querelles intestines, excitées par l'archevêque & par les chapitres de saint Jean & de Saint-Just, déchirent pendant long-temps la ville

de Lyon. Philippe le Bel donne, au mois de septembre 1307, des lettres-patentes pour rétablir la paix, & pour fixer les droits & les prétentions de l'archevêque & du chapitre de saint Jean.

Il n'y parle pas nommément de la bulle de Frédéric. Il confirme seulement les concessions qui ont été faites à l'archevêque & au chapitre, soit par lui, soit par ses prédécesseurs, soit par toute autre personne. Mais il ajoute cette clause importante, *en ce qui ne fera pas contraire aux droits, à l'honneur, & à l'intérêt de notre couronne.*

L'archevêque & les habitans de Lyon, le clergé séculier & régulier du diocèse, tous les seigneurs & gentilhommes de la province s'opposent à l'exécution de ces lettres-patentes. Elles sont révoquées & annullées en 1312; & l'archevêque cède au roi toute la juridiction temporelle qu'il avoit sur Lyon & sur son district. En 1320, la justice est rendue à l'archevêque sous la souveraineté & le ressort du roi. Dès-lors ont dû disparaître toutes les prétentions de l'archevêque à la principauté & à la souveraineté.

Voici le jugement que porte de cette bulle de Frédéric un ancien historien de la ville de Lyon (*).

» On pourroit imputer à MM. de l'église de
 » Lyon d'avoir ici commis une grande faute,
 » & , si je l'ose dire, félonie envers les rois
 » de France, leurs souverains légitimes... Aussi
 » crois-je qu'ils ne se voudroient pas servir de
 » cette bulle, & que s'ils la gardent dans leurs

(*) Rubis.

» archives, ce n'est que par mémoire de l'anti-
 » quité, & non pour leur servir de titre «.

Ils ont pourtant voulu s'en servir de nos jours.
 A la vérité, ils ne prétendoient pas faire revivre
 le titre de Prince; mais ils prétendoient être
 maintenus dans les droits régaliens que la bulle
 de Frédéric leur attribuoit. Un arrêt du conseil
 du 16 octobre 1736 a supprimé tous ces droits.

Les titres de Princes, dont presque tous les
 prélats des anciens royaumes d'Arles & de Bour-
 gogne ont été décorés, ont eu à peu près la
 même origine. Les empereurs d'Allemagne, qui
 avoient des prétentions sur ces deux royaumes, mais
 qui n'y avoient nulle puissance, mettoient le clergé
 dans leur parti par les titres magnifiques qu'ils
 donnoient aux évêques.

Il n'en falloit pas tant aux évêques de ces
 temps là, pour prendre le titre de Princes. Un
 comte de Grenoble cède à l'évêque les dixmes
 du Graisivaudan; & l'évêque se croit autorisé,
 par cette cession, à prendre le titre de *Prince de*
Grenoble.

(Article de M. de POLVEREL, avocat au
 parlement.)

PRINCIPAL. On appelle ainsi celui qui est
 chargé du gouvernement d'un collège.

Les Principaux des universités, dont les pro-
 fesseurs ont le droit de *septennium*, jouissent de
 ce droit, comme les professeurs, lorsqu'ils ont
 exercé leur office pendant sept ans. L'université
 de Paris procédant, en 1598, à la réforme de ses
 statuts, sous l'autorité des commissaires nommés
 par le roi, arrêta que ceux de ses maîtres ès arts
 qui auroient enseigné publiquement dans un

collège célèbre pendant sept années consécutives ; feroient préférés , dans les nominations , à tous les autres gradués ; mais elle n'avoit fait aucune mention des Principaux. Par l'article 17 des additions faites à ces statuts , qui furent enregistrées le 25 septembre de la même année , elle étendit cette prérogative à tous les Principaux des collèges qui les ont gouvernés durant un semblable espace de temps. *Gymnasiarchæ qui per septem annos in celebri gymnasio cum laude rexerint , eodem privilegio comprehendantur in beneficiorum nominationibus , quo praeceptores qui per totidem annos docuerint.*

Les statuts de 1598 & les additions aux statuts avoient été seulement homologués au parlement de Paris. & cette homologation au parlement ne leur donnoit de force que dans les provinces qui sont de son ressort. Le roi jugea à propos d'en faire une loi pour tout son royaume , en les confirmant par sa déclaration du 27 juin 1648 , qui fut non seulement vérifiée au parlement , mais encore au grand conseil. Dans toutes les déclarations qui ont été rendues depuis au sujet des gradués , & où il est fait mention du privilège des septenaires , les Principaux sont toujours nommés avec les professeurs. Celle du 2 octobre 1743 , qui attribue la préférence sur les bénéfices à charge d'ames , aux docteurs en théologie , & la préférence sur ceux qui ne sont point à charge d'ames , aux gradués dans les autres facultés , suppose que les Principaux & les professeurs jouissent du même privilège. » A
 » l'égard des bénéfices qui ne sont point à charge
 » d'ames , les professeurs ou Principaux de collèges célèbres & de plein exercice , comme

„ aussi les professeurs en droit civil & canonique ,
 „ qui auront exercé ces fonctions pendant sept
 „ années consécutives sans interruption & sans
 „ fraude , auront la préférence sur tous autres
 „ gradués , quoique plus anciens qu'eux , même
 „ sur ceux qui sont depuis sept ans docteurs ou
 „ professeurs en théologie „ .

L'article 79 des statuts de l'université de
 Rheims , qui furent homologués au parlement par
 arrêt du 16 mai 1662 , accordoit aussi aux Prin-
 cipaux qui auroient gouverné avec réputation
 pendant sept ans le collège de cette ville , le
 droit de *septennium* , comme aux professeurs. Ce
 droit a été confirmé depuis par une déclaration
 expresse du 24 mars 1734 , pour les professeurs
 en rhéologie , Principaux & professeurs ès arts de
 cette université .

Les principalités ne sont point des places ec-
 clésiastiques , & les prévarications que commet
 un Principal dans ses fonctions , ne sont point de
 la compétence du juge d'église. C'est ce qui a
 été jugé par arrêt du parlement de Paris du 21
 août 1708. Un prêtre , Principal de collège , étoit
 accusé de faire choix de mauvais sujets pour rem-
 plir les places de professeurs , de recevoir de l'ar-
 gent à cet effet , & d'autres semblables prévari-
 cations dans son état de Principal. Il avoit de-
 mandé son renvoi pardevant le juge d'église ; il
 fut débouté de sa demande par cet arrêt. L'accusé
 se pourvut au conseil en cassation ; il prétendit
 que l'arrêt avoit été rendu contre les dispositions
 précises de l'ordonnance de 1539 , article 4 ; de
 l'édit d'Amboise , article 2 ; de l'ordonnance de
 Roussillon , article 22 ; de celle de Moulins ,
 article 29 ; de celle de Blois , article 58 ; de

l'édit de Melun, article 22 ; de l'édit du mois de février 1678, qui veulent tous que les juges d'église connoissent des procès criminels des ecclésiastiques, & qu'ils soient renvoyés devant eux, pour être l'instruction faite conjointement pour les cas privilégiés, tant par les juges d'église que par les juges royaux. Cependant, par arrêt du conseil d'état rendu au rapport de M. Chauvelin de Beauféjour, le 27 mai 1709, il a été mis néant sur la requête.

Les fonctions des Principaux & procureurs de collèges sont incompatibles avec tout bénéfice situé hors de Paris & qui demande résidence. L'université de Paris avoit déjà établi cette incompatibilité par son règlement du 20 septembre 1577. » És charges de supérieurs, sénieurs, » maîtrises, principautés & sous-maîtrises, ne » pourront être élus ni institués gens pourvus » de bénéfices qui auront charge d'ames & requièrent résidence, & que si, après qu'ils auront été pourvus desdites charges, ils viennent à être pourvus desdits bénéfices, elles demeureront vacantes & impétrables ». Règlement de l'université, année 1577. Le règlement de l'université à cet égard fut confirmé par l'article 77 de l'ordonnance de Blois, qui porte, » qu'aux » charges de supérieurs, sénieurs & maîtrises, » de quelque collège que ce soit, ne pourront » être élus ni institués gens pourvus de bénéfices qui auront charge d'ames & requerront résidence ; & si, après qu'ils auront été élus & pourvus desdites charges, ils étoient pourvus de bénéfices de la qualité ci-dessus, déclare lesdites charges vacantes & impétrables, sans qu'ils les puissent résigner, si ce n'est qu'ils

» soient pourvus de bénéfices étant dedans les
» villes où sont lefdites universités , ou hors
» d'icelles , en telle distance que l'on y puisse
» aller en un jour «.

Depuis ce temps , les arrêts ont jugé conformément à la disposition de l'ordonnance de Blois. Par un arrêt du 14 avril 1639 , que rapporte Bardet , le parlement débouta les nommés Dubost & Claude Jan , le premier curé dans le diocèse de Séez , & le second , chanoine de la cathédrale de la même ville , de leurs prétentions sur la principalité du collège de Séez , fondé rue de la Harpe à Paris , & ordonna que l'évêque y nommeroit quelqu'un qui y feroit une résidence actuelle.

Un sieur Bonnedame , chanoine de Noyon , fut nommé Principal & procureur du collège d'Inville à Paris , proche S. Côme : il étoit réputé présent à son canonicat , comme député de son diocèse à la chambre des décimes. Cependant la cour , par arrêt du 15 décembre 1716 , lui enjoignit de faire son option dans trois mois , faute de quoi la principalité seroit déclarée vacante. Par cet arrêt , la cour fit un règlement portant défenses à tous Principaux , procureurs , régens de collèges de l'université de Paris , de posséder aucuns bénéfices requérant résidence.

L'article 77 de l'ordonnance de Blois met une exception à la règle générale qu'il établit ; il permet aux Principaux de posséder des bénéfices qui requièrent résidence , lorsqu'ils sont situés dans les villes mêmes où sont les universités. C'est pourquoi il n'est pas défendu aux Principaux de posséder des canonicats dans le lieu de leur résidence. Sur ce fondement , il a été jugé

que la principalité du collège de Treguyer, ou des trois évêchés, ou de Cambrai, n'étoit pas incompatible avec une chapelle de saint Honoré de Paris, qui requiert résidence. La fondation de cette chapelle oblige le chapelain à résider & à assister à tous les offices pour lesquels il y a des distributions. L'arrêt, qui est du 28 mai 1732, permit au sieur Hubert, pourvu de cette chapelle, de conserver la principalité.

Mais le parlement n'a point étendu la faveur de cette exception jusqu'aux cures, quoiqu'elles fussent situées dans le lieu même où est établie l'université. Il a estimé que les cures demandant tous les soins du pasteur, étoient incompatibles avec les principalités de collèges. On trouve un arrêt du 17 décembre 1703, rapporté au journal des audiences, qui ordonne qu'un ecclésiastique, Principal du collège de Montdidier, opteroit entre sa place de Principal & une cure de la ville, qu'il possédoit.

Il y a des évêques qui ont le droit de nommer aux principalités & aux bourses des collèges. Chopin, livre *de politiâ ecclesiâs. tit. 5, n. 5*, dit qu'on prétendit, de son temps, que ce droit, pendant la vacance du siège, appartenoit au roi en vertu de la régale. La question s'éleva pour la principalité du collège de Rheims, fondé dans l'université de Paris. Le roi y pourvut en régale pendant la vacance du siège, & le chapitre de l'église de Rheims y nomma de son côté M. de Thou, qui porta la parole dans l'affaire, donna ses conclusions en faveur du nommé par le chapitre de la métropole. Il n'intervint point d'arrêt, parce que les parties s'accoutèrent; & le nommé par le chapitre demeura en possession.

Mais il est évident que le droit de la régale ne s'étendant qu'aux seuls bénéfices, & les places ne pouvant être regardées comme des bénéfices; le régaliste n'étoit nullement fondé en droit.

(Article de M. l'abbé LAUBRY, avocat au parlement.)

PRISE. On appelloit ainsi autrefois ce que l'on prenoit d'autorité chez les particuliers, pour l'usage & le service du roi, de la reine, des princes & de leurs principaux officiers.

On entendoit aussi par le terme de *Prise*, le droit d'user de cette liberté.

On faisoit des Prises de vivres, de chevaux & de charrettes, non seulement pour le roi, la reine & leurs enfans, mais encore pour le connétable, les maréchaux & autres officiers du roi; pour les maîtres des garnisons, les baillis, les receveurs, les commissaires.

Mais le peuple ayant accordé une aide au roi, ces Prises furent interdites, excepté pour le roi, la reine & leurs enfans, ou pour la nécessité de la guerre.

Quelques personnes étoient exemptes du droit de *Prise*, comme les officiers de la monnoie & les changeurs, les albalétriers de la ville de Paris, les Juifs.

Les provisions destinées pour Paris, les chevaux & les équipages des marchands de poisson & de marée, étoient aussi exempts de *Prises*.

Le droit de *Prise* n'avoit pas lieu non plus dans la Bourgogne, ni dans quelques autres endroits, au moyen des exemptions qui leur avoient été accordées.

On défendit sur-tout de faire aucune *Prise*

dans la ville & vicomté de Paris, à moins de payer sur le champ ce que l'on prendroit, attendu que dans ce lieu on trouve toujours des provisions à acheter.

Le roi Jean ordonna, en 1355, qu'on ne pourroit plus faire de Prise de blé, de vin, de vivres, de charrettes, de chevaux, ni d'autres choses, pour le roi, ni pour quelque personne que ce fût ; mais que, quand le roi, la reine, ou le duc de Normandie (*c'étoit le dauphin*), seroient en routé dans le royaume, les maîtres d'hôtel pourroient, hors des villes, faire prendre par la justice des lieux, des bancs, tables, tréteaux ; des lits de plumes, coussins, de la paille, s'il s'en trouvoit de battue, & du foin, pour le service & la provision des hôtels du roi, de la reine & du duc de Normandie, pendant un jour ; que l'on pourroit aussi prendre les voitures nécessaires, à condition qu'on ne les retiendroît qu'un jour, & que l'on payeroit le lendemain au plus tard le juste prix de ce qui auroit été pris.

Par la même ordonnance, il autorisa ceux sur qui on voudroit faire des Prises, à les empêcher par voie de fait, & à employer la force pour reprendre ce qu'on leur auroit enlevé ; & , s'ils n'étoient pas assez forts, ils pouvoient appeler à leurs secours leurs voisins & les habitans des villes prochaines, lesquels pouvoient s'assembler par cri ou autrement, mais sans son de cloches ; & néanmoins depuis cela même fut autorisé.

Il étoit permis de conduire les preneurs en prison, & de les poursuivre en justice civilement ; & , en ce cas, ils étoient condamnés à rendre le quadruple de ce qu'ils avoient voulu prendre ; on

pouvoit même les poursuivre criminellement , comme voleurs publics.

Ces preneurs ne pouvoient être mis hors de prison , en alleguant qu'ils avoient agi par ordre de quelque seigneur , ni en faisant cession de bien. On ne les laissoit sortir de prison qu'après qu'ils avoient restitué ce qu'ils avoient pris , & qu'ils avoient payé l'amende à laquelle ils étoient condamnés.

On faisoit le procès aux preneurs devant les juges ordinaires des plaignans , & le procureur du roi faisoit serment de poursuivre d'office les preneurs qui viendroient à sa connoissance.

Il fut encore ordonné par le roi Jean , dans la même année , que tandis que l'aide accordée par les trois états d'Auvergne auroit cours , il ne seroit point fait de Prise dans ce pays , ni pour l'hôtel du roi , ni pour celui de la reine , ni pour le connétable ou autres officiers. Ainsi l'aide étoit accordée pour se rédimer du droit de Prise.

Les gens des hôtels du roi , de la reine , de leurs enfans & des autres personnes qui avoient droit de Prise , connoissoient des contestations qui arrivoient à ce sujet.

Présentement , le roi & les princes de sa maison sont les seuls qui puissent user du droit de Prise , encore n'en usent-ils pas ordinairement , si ce n'est en cas de nécessité , & pour obliger de fournir des chevaux & chariots nécessaires pour leur service.

PRISE, se dit , en termes de jurisprudence maritime , d'un navire pris sur les ennemis.

Suivant l'article premier du titre 9 du livre 3

de l'ordonnance de la marine, du mois d'août 1681, personne ne peut armer de vaisseau en guerre, sans une commission de l'amiral de France.

L'article 2 veut que celui qui a obtenu une commission pour équiper un vaisseau en guerre, la fasse enregistrer au greffe de l'amirauté du lieu où il doit faire son armement, & qu'il donne caution de la somme de quinze mille livres, par-devant le lieutenant de l'amirauté, en présence du procureur du roi.

Ce cautionnement est une sûreté que le législateur a voulu donner au public, au sujet des abus & malversations que peuvent commettre les armateurs ou leurs gens.

Il semble, par les dispositions de la loi qu'on vient de rapporter, qu'un armateur n'est responsable des délits des gens de son vaisseau, que jusqu'à concurrence de quinze mille livres; mais des réglemens postérieurs, & particulièrement ceux des 23 juillet 1704 & 21 octobre 1744, ont décidé qu'un armateur est tenu indéfiniment de tous les dommages & intérêts résultans des délits des gens de son vaisseau, & des Prises irrégulières qu'ils peuvent faire.

Il est défendu, par l'article 3, à tout François, sous peine d'être traité comme pirate, de prendre commission d'aucune puissance étrangère, pour armer des vaisseaux en guerre, & courir les mers sous la bannière de cette puissance, à moins que ce ne soit par la permission du roi.

L'article 4 déclare de bonne Prise tous les vaisseaux appartenant aux ennemis de l'état ou commandés par des pirates, forbans ou au-

tres gens courant la mer sans commission d'aucun prince ni état souverain.

Tout vaisseau combattant sous un autre pavillon que celui de l'état dont il a commission, ou qui a commission de deux différentes puissances, est aussi déclaré de bonne Prise ; & s'il est armé en guerre, le capitaine & les officiers doivent être punis comme pirates. Telles sont les dispositions de l'article 5.

C'est pour la pleine exécution de cette loi, qu'une ordonnance du 17 mars 1696 a défendu aux capitaines commandant les vaisseaux du roi, & aux armateurs, de tirer le coup de semonce ou d'assurance sous un autre pavillon que celui de France (*).

(*) *Voici cette ordonnance :*

Sa majesté étant informée que plusieurs capitaines de ses vaisseaux armés en course, se font un usage de tirer le coup de semonce ou d'assurance sous pavillon étranger, quoique ce procédé soit contraire à la foi publique, à l'honneur du pavillon françois, & aux ordonnances, particulièrement à celle de 1681 ; à quoi sa majesté désirant pourvoir, en sorte que les vaisseaux des princes neutres ou de leurs sujets ne pussent être induits en erreur par cette manœuvre, ni les corsaires françois s'en faire un moyen pour les engager au combat, en vue de les faire déclarer de bonne Prise ; sa majesté a ordonné & ordonne que tous capitaines commandant les vaisseaux, ou ceux armés en course par ses sujets, seront tenus d'arborer pavillon françois avant le coup d'assurance ou de semonce ; leur fait sa majesté très-expresse inhibitions & défenses de tirer sous pavillon étranger, à peine d'être privés, eux & leurs armateurs, de tout le provenu de la Prise, qui sera confisquée au profit de sa majesté, si le vaisseau est jugé ennemi ; & en cas que le vaisseau pris soit jugé neutre, les capitaines & armateurs seront condamnés aux dépens, dommages & intérêts des propriétaires. Mande & ordonne

Mais comme l'équipage d'un navire est obligé d'obéir au commandant, le roi a rendu, le 18 juin 1704, une autre ordonnance qui dispense les équipages des peines prononcées par l'ordonnance du 17 mars 1696 (*).

sa majesté à M. le comte de Toulouse, amiral de France, & aux officiers de l'amirauté de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, qui sera lue, publiée & registée par-tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait à Versailles le 17 mars 1696.

Signé LOUIS. Et plus bas PHELYPEAUX.

(*) Cette ordonnance, du 18 juin 1704, est ainsi conçue :

Sa majesté s'étant fait représenter l'ordonnance du 17 mars 1696, par laquelle elle a enjoint aux capitaines des vaisseaux armés en course par ses sujets, d'arborer le pavillon françois avant de tirer le coup d'assurance ou de semonce, à peine, contre les contrevenans, leurs armateurs & équipages, d'être privés de la Prise, qui seroit confisquée à son profit; elle auroit estimé juste de dispenser les équipages de la peine, attendu qu'ils n'ont aucune part à la faute, & qu'ils sont obligés d'obéir à leur capitaine. Et voulant y pourvoir, sa majesté, en interprétant ladite ordonnance du 17 mars 1696, a ordonné & ordonne, veut & entend, que les équipages des vaisseaux corsaires qui auront fait quelques Prises, après avoir tiré le coup d'assurance ou de semonce sous un pavillon ennemi, ou quelque autre que ce soit que celui de France, ne seront point privés de la part qu'ils auront à la Prise, suivant leur convention avec les armateurs, & seront traités de même que si elle étoit adjugée auxdits armateurs: voulant qu'au surplus ladite ordonnance soit exécutée selon sa forme & teneur. Mande sa majesté à M. le comte de Toulouse, amiral de France, de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, & aux officiers de l'amirauté, de la faire publier & afficher par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Fait à Versailles le 18 juin 1704.

Signé LOUIS. Et plus bas PHELYPEAUX.

L'article 6 déclare encore de bonne Prise les vaisseaux , avec leur chargement , dans lesquels il ne se trouve ni charte partie , ni connoissement , ni facture. La même loi défend à tout capitaine , officiers & équipages des vaisseaux preneurs , de soustraire ces pièces , sous peine de punition corporelle.

Il n'y a que les pièces indiquées par cet article qui puissent justifier que les marchandises réclamées par des François ou par les sujets des puissances neutres , leur appartiennent. C'est conformément à cette règle , que par arrêt du 21 janvier 1693 , rendu au profit du capitaine Cabarrus , contre un marchand François qui réclamoit des marchandises qu'il disoit avoir été chargées pour son compte sur le navire *le Rédempteur du Monde* , le conseil a jugé qu'un livre de sous bord ne pouvoit pas tenir lieu du double du connoissement dont le marchand étoit porteur , lorsque ce double ne se trouvoit point à bord.

Il y a plus ; comme les pièces en forme trouvées à bord pourroient avoir été concertées en fraude , le conseil a ordonné , par arrêt du 26 octobre 1692 , que les dépositions contraires des gens de l'équipage prévaudroient à ces pièces (*).

(*) *Voici cet arrêt :*

Le roi étant informé que , par arrêt du 20 septembre 1692 , il auroit été fait main-levée du vaisseau *la Notre-Dame du Pilier* , & des marchandises de son chargement , fondé sur ce qu'il s'y est trouvé un passe-port du roi de Portugal , & un connoissement qui porte , que les marchandises dont il y est fait mention ont été chargées à Lisbonne pour le compte & risque d'un marchand Portu-

Voyez au surplus le règlement du 26 juillet 1773 concernant la navigation des bâtimens neutres ;

gais, quoique par l'interrogatoire des officiers principaux dudit vaisseau, il parût que lesdites marchandises étoient pour le compte des marchands Ostendois ou Hollandois ; ce qui donnoit lieu d'adjuger aux armateurs la cargaison & le vaisseau, suivant les articles 7 & 24 de l'ordonnance de 1680, au titre des Prises. Et comme cette mainlevée est également contraire aux intentions de sa majesté & au bien de son service ; que même il ne seroit pas juste que des connoissemens & autres actes, souvent concertés pour favoriser le commerce des ennemis, prévalussent aux dépositions des officiers & matelots des vaisseaux pris, qui seuls peuvent éclaircir la vérité & découvrir la fraude : vu ledit arrêt du 20 septembre 1692, lesdits articles 7 & 24 de l'ordonnance de 1681, sa majesté étant en son conseil, sans s'arrêter audit arrêt du 24 septembre 1692, en ce qu'il a donné mainlevée dudit vaisseau & de partie des marchandises de son chargement, a déclaré le tout de bonne Prise ; ordonne qu'il sera vendu, & le prix en provenant délivré au sieur de la Barletière & consorts, à la réserve du dixième du sieur comte de Toulouse, amiral de France, qui sera payé au receveur de ses droits ; & qu'à la délivrance les dépositaires seront contraints, & moyennant ce bien & valablement déchargés. Veut sa majesté que les articles 7 & 24 de l'ordonnance de 1681, au titre de Prises, soient exécutés sans aucune modération ni restriction, & que pleine & entière foi soit ajoutée aux dépositions des capitaines, matelots & officiers des vaisseaux pris, s'il n'y a contre eux aucun reproche valable proposé par les réclamateurs, ou quelque preuve de subornation & de séduction. Défend sa majesté aux capitaines des vaisseaux ennemis, & aux armateurs, leurs consorts, & tous autres, d'user d'aucunes menaces, voies de fait ou violences contre les officiers & matelots des vaisseaux pris, sous peine de punition corporelle : enjoint aux officiers des amirautés d'en informer sur la plainte qui leur en sera faite par les réclamations, sous peine d'interdiction. Et sera le présent arrêt lu, publié & enregistré aux sièges des amirautés, à la diligence du procureur de sa majesté

que nous avons rapporté à l'article NAVIGATION.

Tous les navires qui se trouvent chargés d'effets appartenant aux ennemis de l'état, & les marchandises des sujets du roi ou des puissances alliées ou neutres qui se trouvent dans un vaisseau ennemi, doivent pareillement être déclarés de bonne Prise. C'est ce que porte l'article 7.

Lorsqu'un navire françois est repris sur les ennemis après avoir demeuré pendant vingt-quatre heures entre leurs mains, la Prise en doit être déclarée bonne en faveur du preneur (*); mais

en icelles, à eux enjoint d'en certifier dans le mois le secrétaire d'état ayant le département de la marine. Fait au conseil d'état du roi, tenu à Versailles le 26 octobre 1692.

Signé PHELYPEAUX.

(*) *Observez que si les reprises sont faites par les vaisseaux, frégates & autres bâtimens du roi, il faut se conformer à l'ordonnance du 15 juin 1779, que nous allons rapporter :*

Le roi s'étant fait représenter son ordonnance du 28 mars de l'année dernière, concernant les Prises faites en mer par ses vaisseaux, frégates & autres bâtimens de guerre, par laquelle sa majesté a bien voulu faire aux états majors & équipages des vaisseaux preneurs, l'abandon de la totalité des bâtimens de guerre & corsaires enlevés sur ses ennemis, & des deux tiers du produit des navires marchands; sa majesté auroit reconnu qu'elle n'a rien statué par cette ordonnance sur les reprises qui seroient faites par lesdits vaisseaux & frégates; & elle a jugé nécessaire de faire connoître ses intentions à ce sujet, en se réservant d'accorder aux équipages de ses vaisseaux & frégates telle gratification qu'il appartiendra, sur le prix desdites reprises & de leur cargaison, lesquelles continueront d'appartenir & d'être adjudgées à sa majesté, comme par le passé. Elle a ordonné & ordonne que les réglemens concernant la recousse, continueront d'être observés sui-

si la reprise s'est faite avant les vingt-quatre heures, le navire repris doit être restitué au propriétaire avec tout ce qui étoit dedans, à la ré-

vant leur forme & teneur; en conséquence, lorsque les navires de nos sujets auront été repris par les corsaires armés en course contre les ennemis de l'état, après avoir été vingt quatre heures en leurs mains, ils leur appartiendront en totalité; mais dans le cas où la reprise aura été faite avant les vingt-quatre heures, le droit de recousse ne sera que du tiers de la valeur du navire recoussé & de sa cargaison. En ce qui concerne les reprises faites par les vaisseaux, frégates ou autres bâtimens de sa majesté, le tiers sera adjugé à son profit pour droit de recousse, si elle est faite dans les vingt quatre heures; & après ledit délai, la reprise sera adjugée en totalité à sa majesté, comme par le passé, sans que les états majors desdits vaisseaux & frégates puissent y rien prétendre; se réservant sa majesté d'accorder aux équipages une gratification proportionnée à la valeur du bâtiment repris & de sa cargaison, d'après les connoissemens & factures; comme aussi de donner aux états majors des vaisseaux qui auront fait les reprises, & qui auroient eu occasion de se distinguer par des actions de valeur, telles grâces ou récompenses que sa majesté avisera bon être, suivant les circonstances.

Veut & ordonne sa majesté que la présente ordonnance ait lieu pour toutes les reprises qui auroient pu être faites depuis le commencement des hostilités.

Mande & ordonne sa majesté à mons. le duc de Penthièvre, amira de France, aux vice-amiraux, lieutenans généraux, chefs d'escadre, capitaines & autres officiers de ses vaisseaux, commandant les vaisseaux, frégates & autres bâtimens; aux commandans des ports, aux intendans de la marine, commissaires généraux des ports & arsenaux, ordonnateurs, aux officiers des sièges d'amiraux, & à tous autres qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution de la présente ordonnance.

Fait à Versailles le 15 juin 1719. *Signé* LOUIS.
Et plus bas, DE SARTINE.

serve

serve du tiers qu'on doit donner au navire qui a fait la recousse.

M. Vallin a relevé à ce sujet une bévue bien grossière de l'auteur du commentaire de l'ordonnance de la marine imprimée à Paris en 1757. Cet écrivain entendoit si peu la matière qu'il traitoit, qu'il s'est avisé de dire, que si la reprise d'un vaisseau françois avoit lieu avant les vingt-quatre heures, le vaisseau & tout ce qui étoit dedans *devoit être restitué à l'ennemi qui l'avoit pris, &c.*

Il s'est présenté, en matière de reprise, une question singulière, dont l'espèce est ainsi rapportée par M. Vallin.

„ Un navire anglois a été pris par un armateur françois, qui l'a gardé trois jours; ces deux vaisseaux sont pris ensuite par un vaisseau anglois, qui, après seize heures, est repris par un second armateur françois.

„ Contestation entre les deux armateurs françois, non pour le vaisseau françois pris & recous, à l'égard duquel nul doute que le second armateur ne soit borné au tiers pour son droit de recousse; mais pour la première Prise angloise, le premier armateur prétendant qu'elle lui appartient, & que le second n'en peut avoir tout de même que le tiers pour la recousse.

„ Le second armateur soutient au contraire, que la première Prise angloise lui appartient en entier comme la seconde, & que le premier n'y a aucun droit.

„ Raisons pour le premier armateur. Dès qu'il a gardé la Prise plus de vingt quatre heures, elle lui a été pleinement acquise; en telle

„ sorte qu'après ce délai le vaisseau anglois a dû
„ être considéré comme vaisseau françois. D'où
„ il suit, que dans la recousse il n'y a aucune
„ différence à faire entre ce navire & le fran-
„ çois, l'anglois qui les avoit pris tous deux
„ ne l'ayant pas gardé vingt-quatre heures.

„ Inutilement opposeroit-on que l'armateur qui
„ fait une Prise n'en est véritablement proprié-
„ taire qu'autant qu'il la conserve, & qu'après
„ qu'elle a été jugée valable. Ce n'est pas là ce
„ qui forme son droit à la Prise, c'est seulement
„ ce qui le confirme. Le droit est acquis dès
„ l'instant de la Prise.

„ Raisons en faveur du second armateur. Il
„ n'est pas douteux que celui qui possède une
„ chose en vertu d'un titre qui lui a donné droit
„ de s'en emparer, n'en ait acquis dès lors la
„ propriété : ainsi l'armateur ayant été autorisé
„ à faire la Prise, & par la déclaration de guerre,
„ & par sa commission, il a acquis véritablement
„ la propriété du navire ; mais cette propriété
„ n'est pas incommutable.

„ Comme il a pu acquérir dans un quart-
„ d'heure, il a pu également perdre ; & c'est
„ ce qui est arrivé par la reprise faite sur lui,
„ en quelque temps qu'elle ait été faite.

„ L'effet de la reprise est tel, que ce qui étoit
„ auparavant en son pouvoir, & qu'il possédoit
„ légitimement, a cessé dans l'instant de lui
„ appartenir, comme s'il n'y avoit jamais eu
„ aucun droit. Ainsi le second armateur qui re-
„ prend le premier avec la Prise qu'il avoit faite,
„ devient réellement propriétaire du vaisseau en-
„ nemi que l'ennemi avoit recouvré, & dans le-

» quel le premier armateur françois n'avoit plus
» aucun droit.

» Ce n'est pas le cas au reste d'examiner si
» l'ennemi a gardé sa Prise plus ou moins de
» vingt-quatre heures ; la distinction n'est bonne
» que par rapport au vaisseau françois, non que
» dans la règle générale le délai de vingt-quatre
» heures décide de la validité ou de l'ineffica-
» cité de la Prise en soi ; car il n'est pas dou-
» teux que dans l'instant de la Prise il ne se
» fasse un vrai changement de propriété ; mais
» c'est qu'en faveur des françois il a paru juste
» de tempérer la règle par une modification &
» un arrangement de convenance, en bornant le
» droit de recousse au tiers, la reprise étant faite
» avant les vingt-quatre heures.

» Que cet arrangement soit observé avec exac-
» titude, à la bonne heure ; mais il ne peut in-
» fluer sur la reprise du vaisseau ennemi que
» l'armateur françois avoit pris d'abord ; parce
» que, dans la règle, il avoit perdu tout droit
» sur cette Prise, dans l'instant même que l'en-
» nemi la lui avoit arrachée, en le prenant lui-
» même. Dans ces circonstances, il doit s'estimer
» heureux que le second armateur soit venu faire
» à son tour une reprise qui lui fait recouvrer
» son navire qu'il avoit perdu, sans autre charge
» que de payer le tiers de sa valeur pour le droit
» de recousse.

» Il étoit naturel que ces raisons du second
» armateur prévalussent ; & en effet, la question
» fut décidée en sa faveur, le 2 janvier 1695, au
» conseil des Prises «.

Le conseil a rendu depuis cette époque divers

arrêts des 17 octobre 1705, 5 juin 1706, & 14 juin 1710, qui ont décidé de même.

Cependant la question s'étant renouvelée durant la guerre de 1740, elle fut jugée en première instance en faveur du premier armateur : mais ce jugement fut réformé par arrêt du conseil du 5 novembre 1748, qui adjugea la Prise en entier au second armateur (*).

(*) Comme cet arrêt sert aujourd'hui de règlement, nous allons le rapporter.

Vu par le roi, étant en son conseil, la requête présentée par les capitaines & armateurs du corsaire *le Prince de Conti*, tendante à ce qu'il plaise à sa majesté les recevoir appelans de l'ordonnance du 7 février 1748, qui a déclaré le navire Anglois *le Mogué Landardez*, de bonne Prise, en a adjugé les deux tiers à l'armateur du corsaire *la Reine*, & l'autre tiers à l'armateur du *Prince de Conti*, pour droit de recousse ; faisant droit sur ledit appel, sans avoir égard à ladite ordonnance, déclarer ledit navire de bonne Prise au profit de l'armateur du corsaire *le Prince de Conti* seul ; en conséquence, ordonner que le prix provenu de la vente d'icelui, ensemble de ses agrêts, appareils & marchandises de son chargement, lui sera restitué. La requête de Jacques Perée du Coudray, négociant à Saint-Malo, armateur du corsaire *la Reine*, tendante à ce qu'il plaise à sa majesté déclarer l'armateur du *Prince de Conti* non recevable & subsidiairement mal fondé dans son appel, dont il sera débouté. Ce faisant, ordonner que ladite ordonnance sera exécutée suivant sa forme & teneur, avec dommages, intérêts & dépens. La procédure faite par les officiers de l'amirauté de St.-Malo, commencée le 10 novembre 1747 ; l'ordonnance dont est appel, dudit jour 7 février 1748, & tout ce qui a été remis par les parties respectivement : vu aussi les arrêts du conseil des 17 octobre 1705, 5 juin 1706, & 14 juin 1710, qui ont jugé que les vaisseaux ennemis pris par des François, repris sur eux, & ensuite repris par d'autres François, appartiennent en en-

S'il arrivoit que l'équipage d'un navire pris se délivrât lui-même de l'ennemi, ce ne seroit pas une reprise en vertu de laquelle il auroit droit d'exiger ce navire après les vingt-quatre heures, ou le tiers avant les vingt-quatre heures ; mais

tier aux derniers preneurs ; & que l'article 8 du titre des Prises de l'ordonnance de 1681, qui rend le vaisseau françois recous dans les vingt-quatre heures au propriétaire, n'a point d'application aux navires appartenans aux ennemis de l'état. Oûi le rapport du sieur comte de Maurepas, secrétaire d'état ayant le département de la marine ; le roi étant en son conseil, ayant égard à la requête des capitaine & armateurs du corsaire *le Prince de Conti*, faisant droit sur l'appel par eux interjeté de l'ordonnance dudit jour 7 février 1748., & sans s'y arrêter, en ce qu'elle adjuge ledit navire *le Mogué Landardex*, & les marchandises de son chargement, audit armateur du corsaire *la Reine*, en payant à celui du corsaire *le Prince de Conti* le tiers du produit pour la recousse, ni à la requête dudit Perée du Coudray, a ordonné & ordonne que le tout appartiendra auxdits capitaine & armateurs dudit corsaire *le Prince de Conti* seuls, & que le prix provenant de la vente dudit bâtiment & de son chargement, leur sera remis, à la réserve du dixième appartenant à l'amiral, qui sera délivré au receveur de ses droits ; à ce faire les sequestres & dépositaires contraints, quoi faisant déchargés. Enjoint sa majesté aux officiers de l'amirauté de Saint-Malo de tenir la main à l'exécution du présent arrêt. Veut & entend sa majesté que les Prises des navires ennemis, faites par les vaisseaux ou par ceux de ses sujets, armés en course, recouffes par les ennemis, & ensuite reprises sur eux, appartiennent en entier au dernier prenant ; & en conséquence, ordonne sa majesté que le présent arrêt sera enregistré aux greffes des amirautés du royaume, imprimé, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera. Mande & ordonne sa majesté à M. le duc de Penthièvre, amiral de France, de tenir la main à son exécution. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Fontainebleau ce 5 novembre 1748. *Signé, ROVILLÉ.*

il seroit dû à cet équipage une récompense proportionnée à l'importance de l'objet. L'amirauté de Marseille l'a ainsi jugé par sentence du 8 janvier 1748. Au surplus, une telle récompense doit être supportée comme une avarie grosse & commune.

Lorsqu'un navire, sans être repris, est abandonné par les ennemis, ou que, par tempête ou autre cas fortuit il se trouve dans la possession des sujets du roi avant d'avoir été conduit dans aucun port ennemi, il doit être rendu au propriétaire, s'il le réclame dans l'an & jour, quoiqu'il ait été plus de vingt-quatre heures entre les mains des ennemis. Telles sont les dispositions de l'article 9.

L'article 10 veut que les navires & effets des sujets du roi ou des puissances alliées, repris sur les pirates & réclamés dans l'an & jour de la déclaration qui en a été faite à l'amirauté, soient rendus au propriétaire, en payant par lui le tiers de la valeur du vaisseau & des marchandises pour frais de recousse.

Les armes, poudres, boulets & autres munitions de guerre, même les chevaux & équipages transportés pour le service des ennemis de l'état, doivent, suivant l'article 11, être confisqués, en quelque vaisseau qu'ils soient trouvés & à quelque personne qu'ils appartiennent, soit des sujets du roi ou des puissances alliées.

Tel a été de tout temps le droit des gens, relativement à la guerre.

Tout vaisseau qui refuse d'amener ses voiles après la semonce qui lui en a été faite par un vaisseau, soit du roi, soit des particuliers, armé en guerre, peut y être contraint à coups de canon

ou autrement ; & en cas de résistance & de combat , il doit être déclaré de bonne Prise. Ce sont les dispositions de l'article 12 ; elles sont fondées sur ce qu'il importe de vérifier si , dans les vaisseaux amis ou neutres , il n'y a point de marchandises prohibées ou d'autres effets appartenans à l'ennemi.

L'article 13 défend à tout capitaine de vaisseau armé en guerre , d'arrêter les navires françois ou des sujets des puissances alliées qui ont amené leurs voiles & représenté leur charte partie ou police de chargement , & d'y prendre ou souffrir qu'il y soit pris aucune chose , sous peine de la vie.

Le législateur a jugé qu'on ne pouvoit établir une peine trop sévère pour réprimer le penchant naturel des corsaires pour le pillage.

Les vaisseaux pris par des capitaines qui ont commission étrangère , ne peuvent demeurer plus de vingt-quatre heures dans les ports ou havres de France , à moins qu'ils n'y soient retenus par la tempête , ou que la Prise n'ait été faite sur les ennemis de l'état. Ces dispositions de l'article 14 ont eu pour objet de donner un asile aux vaisseaux des puissances avec lesquelles on n'est point en guerre , sans violer la loi de la neutralité.

Lorsque dans les Prises amenées en France par les vaisseaux de guerre armés sous commission étrangère , il se trouve des marchandises appartenantes aux sujets du roi ou à ceux des puissances alliées , celles des sujets du roi doivent leur être rendues , & les autres ne peuvent être mises en magasin ni achetées par aucune personne ,

sous quelque prétexte que ce puisse être. C'est ce que porte l'article 15.

Cette loi ne peut s'appliquer qu'au cas où le vaisseau étranger, qui est obligé de se réfugier en France, a fait la Prise sur d'autres que sur les ennemis de l'état ; car s'il étoit question d'une Prise faite sur l'ennemi commun, non seulement il n'y auroit point de restitution à faire aux François, comme on l'a vu précédemment, mais encore tous les effets de la Prise pourroient être librement mis en magasin, & vendus comme tout autre effet de pareille nature.

Les formalités à observer au moment de la Prise, tout ce qui doit être fait au sujet des papiers trouvés à bord, & des rançons des bâtimens pris, les procédures qui doivent avoir lieu après l'arrivée des Prises dans les ports, &c. ont été déterminés par la déclaration du 24 juin 1778, enregistrée au parlement le 24 Juillet suivant : voici les dispositions qu'elle contient sur ces objets.

» Article 39. aussitôt qu'il y aura quelque
 » Prise faite, l'écrivain prendra l'ordre du capitaine, pour aller à bord se saisir des clefs, sceller
 » les écoutilles, chambres, coffres, armoires,
 » ballots, tonneaux & autres choses fermantes à
 » clef ou emballées, sans en excepter le coffre
 » du capitaine, après toutefois que les papiers,
 » ainsi que les hardes ou effets à son usage, en
 » auront été retirés : ledit coffre restera à bord
 » de la prise, & fera partie de son produit.

» 40. L'officier qui sera envoyé à bord du
 » vaisseau pris, ou l'écrivain, se saisiront de tous
 » les papiers, qui seront remis dans un sac ca-

» cheré à celui qui sera choisi pour conduire la
» Prise; lequel ne pourra les remettre qu'entre
» les mains des officiers de l'amirauté du port où
» elle abordera.

» 41. Les capitaines des corsaires particuliers pour-
» ront rançonner en mer tous bâtimens marchands,
» suivant les circonstances (*) : défendons néan-

(*) Cette disposition a été interprétée par l'arrêt
suivant :

Sa majesté étant informée, que quoique l'article 41 de la déclaration du 24 juin 1778 n'autorise les capitaines de corsaires à rançonner les bâtimens des ennemis de l'état, que suivant certaines circonstances, néanmoins les rançons se sont tellement multipliées qu'elles se font aujourd'hui indistinctement : qu'indépendamment de ce qu'il en résulte une perte réelle pour les équipages & les invalides de la marine, la rançon (quelle qu'elle soit) étant toujours fort inférieure à la valeur d'une Prise, le vrai but de la course, qui est d'affaiblir les forces de l'ennemi par l'enlèvement de ses équipages & la privation de ses bâtimens, se trouve totalement éludé ; & sa majesté voulant faire cesser un abus aussi contraire au bien de l'état & à l'intention qu'elle a eue par les encouragemens qu'elle a donnés à la course. A quoi voulant pourvoir : ordonne le rapport ; le roi étant en son conseil, a défendu & défend à tous capitaines de corsaires de rançonner à l'avenir en mer aucun bâtiment marchand, à peine d'être privés de leurs parts dans lesdites rançons, & interdits de leurs fonctions pendant trois mois ; laquelle défense aura lieu dans deux mois, à compter de la date du présent arrêt.

Sa majesté excepte néanmoins de la présente défense les Prises qui seront faites dans les mers d'Irlande, dans le canal de Bristol, dans celui de Saint-George, & dans le nord-ouest de l'Ecosse, que les capitaines de corsaires pourront continuer de rançonner.

Veut sa majesté que toutes les rançons qui seront faites dans les mers désignées ci-dessus, ne soient valables qu'autant que la nécessité absolue en sera justifiée par un procès-verbal signé de l'état-major du corsaire preneur, & au

» moins aux armateurs d'accorder aucun profit
 » au capitaine sur le produit des rançons, sous
 » prétexte d'indemnité.

» 42. Aussi-tôt qu'une Prise sera arrivée dans
 » l'un des ports de notre royaume, le capitaine
 » qui aura fait la Prise, ou l'officier qui aura été
 » chargé de l'amener, sera tenu d'en faire devant
 » les officiers de l'amirauté un rapport détaillé,
 » lequel sera ensuite vérifié par l'audition de deux
 » hommes au moins de son équipage, à l'except-
 » tion des cas de relâche, pour lesquels il suffira
 » d'une simple déclaration; lesdits officiers de
 » l'amirauté se transporteront sur le champ à
 » bord de ladite Prise, pour en dresser procès-
 » verbal, sceller les écoutilles & les chambres,
 » faire inventaire de ce qui ne pourra être scellé,
 » & établir des gardiens: ils procéderont ensuite

moins d'un tiers de l'équipage, lorsqu'il n'excédera pas
 trente hommes, ainsi à proportion; & sera ledit procès-
 verbal joint à la procédure de l'amirauté, qui doit être en-
 voyée au secrétaire général de la marine.

Enjoint sa majesté auxdits capitaines de corsaires, lorsqu'ils feront les rançons dans le cas permis par le présent arrêt, d'exiger, pour l'assurance de ladite rançon, outre l'otage qu'il est d'usage de retenir, cinq hommes en sus, lorsque l'équipage du navire rançonné sera composé de trente hommes, trois lorsqu'il ne sera que de vingt hommes, & deux pour tous les autres cas; à la charge par les capitaines-preneurs de se faire donner par les capitaines rançonnés, des vivres en quantité suffisante pour la nourriture desdits otages jusqu'au port où ils seront conduits.

Mande & ordonne sa majesté à M. le duc de Pen-
 thièvre, amiral de France, de tenir la main à l'exécution
 du présent arrêt, qui sera enregistré aux greffes des ami-
 rautes. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant,
 tenu à Versailles le 11 octobre 1780.

Signé DE SARTINE.

» à l'interrogatoire du capitaine, des officiers &
» autres gens de l'équipage du vaisseau pris ;
» feront translater les pièces du bord par l'in-
» terprète juré, s'il y en a dans le lieu, &
» adresseront, tant les expéditions desdites pro-
» cédures que les pièces originales & les translat,
» s'ils ont pu être faits, au secrétaire général de
» la marine, pour être procédé au jugement de la
» Prise.

» 43. Le greffier de l'amirauté sera tenu d'en-
» voyer lesdites pièces par la poste au secrétaire
» général de la marine, dans huitaine au plus
» tard après l'arrivée des Prises. Le Directeur du
» bureau chargera le parquet sur la feuille d'avis,
» & en donnera au greffier un reçu par duplicata,
» dont l'un sera joint aux pièces, pour être visé
» dans le jugement. Si l'envoi desdites pièces n'est
» pas fait dans le délai prescrit, les juges & le
» greffier de l'amirauté seront condamnés, pour
» chaque jour de retard, en une somme égale
» aux vacations qui leur auroient été attribuées
» pour toutes les opérations faites jusqu'à cette
» époque, même à l'interdiction, s'il y échet.

» 44. Il sera procédé sans délai à la levée des
» scellés & au déchargement des marchandises
» qui seront inventoriées & mises en magasin ;
» lequel sera fermé de trois clefs différentes, dont
» l'une demeurera entre les mains du greffier de
» l'amirauté, une seconde entre celles du rece-
» veur des Fermes, & la troisième sera remise à
» l'armateur.

» 45. Il sera procédé aussi sans délai à la dé-
» charge & à la vente provisoire des effets sujets
» à dépérillement, soit à la requête de l'arma-
» teur ou de celui qui le représentera, soit, en

» leur absence , à la requête de nos procureurs ès
» sièges des amirautés. Pourront même lesdits offi-
» ciers desdites amirautés , lorsque les Prises seront
» constamment ennemies , d'après les pièces du
» bord & les interrogatoires des prisonniers pris ,
» permettre la vente des Prises & de toutes les
» marchandises dont ils seront chargés , sans at-
» tendre le jugement de bonne Prise ; laquelle
» vente se fera dans le délai fixé par le juge de
» l'amirauté , à l'effet de quoi lesdites ventes seront
» affichées dans les différentes places de commerce ,
» ainsi qu'il sera dit ci-après.

» 46. Permettons néanmoins aux officiers des
» amirautés , lorsqu'il se présentera des récla-
» mateurs , d'ordonner que les effets réclamés
» pourront leur être délivrés suivant l'estimation
» qui en sera faite à dire d'experts , pourvu que
» lesdites réclamations soient fondées en titres ,
» & à la charge par celui qui les aura faites , de
» donner bonne & suffisante caution , faute de quoi
» il sera passé outre.

» 47. Les armateurs seront tenus d'envoyer
» des états ou inventaires détaillés des effets qui
» composeront les Prises , avec indication du
» jour de leur vente , qui aura été fixé par le
» juge , dans les différentes places de commerce ,
» & particulièrement à Paris , où ils seront affi-
» chés à la bourse ; & il en sera délivré , sur
» les ordres du lieutenant général de police , un
» certificat , duquel il sera fait mention dans le
» procès-verbal de la vente de la Prise.

» 48. Il sera procédé par le conseil des Prises
» au jugement d'icelles ; nous réservant au surplus
» de faire connoître nos intentions sur la forme
» de procéder audit conseil , de manière que la

» justice la plus prompte soit rendue aux arma-
» teurs & à ceux qui auront des réclamations à
» former.

» 49. Huit jours après que les jugemens au-
» ront été rendus, le greffier dudit conseil sera
» tenu d'en envoyer l'expédition aux officiers de
» l'amirauté; lesquels, dans le délai de trois
» jours, les feront enregistrer au greffe de leur
» siège, pour être ensuite procédé à la vente de
» la Prise, si fait n'a été.

» 50. Les marchandises seront exposées en vente
» & criées par parties entières, ou par lots,
» ainsi qu'il sera convenu pour le plus grand avan-
» tage des intéressés, entre l'armateur & les ad-
» judicataires présens; & en cas de contestation,
» les officiers de l'amirauté régleront la forme de
» la vente. Le prix en sera payé comptant, ou
» en lettres de change acceptées à deux mois
» d'échéance au plus tard, & la livraison des
» effets vendus & adjugés sera commencée le lende-
» main de la vente, & continuée sans interrup-
» tion.

» 51. Pour accélérer toutes les opérations re-
» latives aux Prises, les officiers de l'amirauté se-
» ront tenus, dans le cas où ils ne seroient pas
» en nombre suffisant pour la quantité de Prises,
» & afin qu'il n'y ait aucun retardement, de com-
» mettre, sans délai, des gradués, même des
» praticiens du siège, &, s'il est nécessaire, des
» commis greffiers pour l'expédition des écritures;
» lesquels prêteront serment en la forme accou-
» tumée; & il sera travaillé à toute heure, par-
» ticulièrement pour profiter des marées & pour
» les recensemens dans les magasins.

» 52. Le juge, à chaque séance, taxera ses

» droits , ceux de notre procureur & ceux du
» greffier , suivant le tarif de 1770 , qui sera suivi
» dans toutes les amirautés , en désignant le
» nombre d'heures qui auront été employées.
» Voulons que lesdits droits soient réduits à
» moitié pour les vacations au déchargement , à
» l'inventaire & à la livraison des marchandises.

» 53. Le greffier sera tenu , sous peine de priva-
» tion de ses vacations , de délivrer , sans frais , à
» l'armateur ou à son commissionnaire , un état
» de ce qu'il aura reçu & de ce qu'il aura payé
» pour les vacations du juge , de notre procu-
» reur & des huissiers ; ledit état sera visé &
» rapporté dans la liquidation particulière.

» 54. Quinze jours après que la livraison des
» effets vendus aura été achevée , l'armateur ,
» ou son commissionnaire , déposera au greffe de
» l'amirauté le compte du produit de la Prise ,
» avec les pièces justificatives , sous peine de
» privation de son droit de commission ; si la
» production n'est pas complète , nous autori-
» sons les juges de l'amirauté à accorder à
» l'armateur quinze jours pour rapporter les
» pièces manquantes ; laquelle permission sera
» accordée à l'armateur sur une simple requête ,
» sans frais.

» 55. Il sera procédé à la liquidation parti-
» culière , dans le mois du jour du dépôt du
» compte porté par l'article précédent , sans
» que l'arrêté de ladite liquidation puisse être
» suspendu , sous prétexte d'articles qui ne se-
» roient pas encore en état d'être liquidés ; les-
» quels seront tirés pour mémoire , sauf à les
» comprendre ensuite dans la liquidation géné-
» rale.

» 56. Lorsque la course aura produit des
» sommes suffisantes pour réarmer, la société
» sera continuée de droit, s'il n'y a pas de
» convention contraire, & il sera loisible à
» l'armateur de s'occuper sur le champ d'un
» réarmement pour le compte des mêmes in-
» téressés, qui ne pourront, dans ce cas, être
» remboursés du principal de leur mise, ni en
» demander le remboursement que de gré à gré :
» voulons que les armateurs soient dispensés de
» faire la vente du corps du vaisseau corsaire,
» pour la fixation des dépenses relatives à la li-
» quidation des six deniers pour liv. des invalides :
» mais si l'armateur juge à propos de requérir
» ladite vente, il sera tenu de se conformer aux
» formes prescrites par nos ordonnances pour la
» vente des vaisseaux, & d'en faire afficher le
» *prospectus* imprimé, à la bourse de Paris &
» autres villes où il y aura des actionnaires ; &
» dans le cas où il resteroit adjudicataire du vais-
» seau corsaire, à l'effet de réarmer en course, les
» actionnaires seront libres d'y conserver leur in-
» térêt, en le déclarant néanmoins dans un mois
» du jour de l'adjudication.

» 57. Les armateurs seront tenus de déposer au
» greffe de l'amirauté du lieu de l'armement une
» expédition de chaque liquidation particulière,
» aussi-tôt qu'elle leur sera parvenue, ou au plus
» tard dans un mois de sa date : leur enjoignons
» pareillement de déposer au même greffe, dans
» le mois après la course finie, ou que la perte
» du corsaire sera connue ou présumée, les
» comptes de dépense des relâches & du désar-
» mement, pour être procédé à la liquidation gé-
» nérale du produit de la course par les officiers

» de l'Amirauté, dans un mois après la remise
 » de toutes les pièces, sous peine de privation de
 » routes leurs vacations à ladite liquidation, sauf à
 » laisser pour mémoire les articles qui pourroient
 » donner lieu à un trop long retard, lesquels se-
 » ront ensuite réglés par un supplément sommaire
 » à la liquidation générale (*).

» 58. Les six deniers pour l'entretien des inva-
 » lides de la marine, ne seront levés que sur le
 » produit net de la portion des Prises appartenante
 » aux armateurs, toutes les dépenses de l'arme-
 » ment, relâches & désarmement, déduites; & quant
 » à la portion des gens de l'équipage, il leur sera
 » fait déduction des six deniers pour livre payés à
 » l'armement, sur les avances qui doivent être
 » précomptées sur les parts.

(*) Le roi ayant été informé que les armateurs des cor-
 saires négligent de se conformer aux dispositions de cet
 article, d'où il résulteroit un préjudice sensible aux équipages,
 aux invalides de la marine, & aux actionnaires, par le
 retard de la liquidation générale, sa majesté a rendu en
 son conseil, le 4 mars 1781, un arrêt qui ordonne que les
 armateurs seront tenus de se conformer à l'article dont il
 s'agit; » & en conséquence, de déposer au greffe de l'ami-
 » rauté du lieu de l'armement deldits corsaires, une ex-
 » pédition de chaque liquidation particulière des Prises qui
 » auront été conduites dans d'autres ports que celui de l'ar-
 » mement, aussi-tôt qu'elle leur sera parvenue, & au plus
 » tard dans un mois de leur date; de déposer pareillement
 » au même greffe, dans le mois après la course finie, ou
 » que la perte du corsaire sera connue ou présumée, les
 » comptes de dépenses des relâches & du désarmement, afin
 » qu'il puisse être procédé sans délai à la liquidation générale
 » du produit de la course; le tout à peine contre lesdits ar-
 » mateurs d'être privés des droits de commission qui leur
 » sont attribués par l'article 20 de ladite déclaration du 24
 » juin 1778 «.

» 59. Il sera adressé aux officiers de l'amirauté,
» par le secrétaire d'état ayant le département de la
» marine, des modèles de liquidations générales
» & particulières, auxquels ils seront tenus de se
» conformer ; sauf les changemens que des cas
» particuliers rendront nécessaires : quant aux li-
» quidations générales, elles seront imprimées, &
» il en sera envoyé des exemplaires à l'amiral de
» France, au secrétaire d'état ayant le département
» de la marine, aux greffes des juges & consuls
» des villes dans lesquelles il y aura des action-
» naires, qui pourront en prendre communication
» gratis & sans frais ; il en sera envoyé aussi aux
» intéressés & actionnaires d'une somme de trois
» mille livres & au-dessus.

» 60. En cas de pillage, divertissement d'effets,
» déprédations, & autres malversations, il en sera
» informé par les officiers de l'amirauté, à la re-
» quête de nos procureurs, & procédé en la forme
» portée par l'ordonnance, pour être lesdites pro-
» cédûres envoyées avant le règlement à l'extraor-
» dinaire, au secrétaire général de la marine, &
» être par l'amiral, avec les commissaires du con-
» seil des Prises, prononcé telles amendes ou
» peines civiles qu'il appartiendra ; auquel cas les-
» dites procédures demeureront comme non ave-
» nues : & où il écheroit de prononcer des
» peines afflictives, lesdites procédures seront ren-
» voyées dans lesdites amirautés, pour y être le
» procès continué jusqu'au jugement définitif
» inclusivement, sauf l'appel en nos cours.

» 61. Nos procureurs aux sièges des amirautés
» adresseront, dans les cinq premiers jours de
» chaque mois, au secrétaire d'état ayant le dé-

» partement de la marine , un état dans lequel
» toutes les Prises arrivées dans les ports dépen-
» dans de la juridiction , continueront d'être em-
» ployées jusqu'à ce qu'elles aient été liquidées ,
» avec des notes & observations sur l'état des
» procédures & des motifs qui occasionneront
» des retards , s'il y en a ; enjoignons à nos pro-
» cureurs auxdits sièges de faire toutes les réqui-
» sitions qui seront de leur ministère pour l'exé-
» cution des dispositions contenues en notre pré-
» sente déclaration.

» 62. Voulons au surplus que les dispositions
» du titre des Prises de l'ordonnance de 1681
» soient exécutées selon leur forme & teneur , en
» tout ce qui ne sera pas contraire aux présentes.
» Si donnons en mandement , &c. «

Par une ordonnance du 27 septembre 1778 ,
le roi a ordonné que les articles 39 , 40 , 42 ,
43 , 44 , 45 , 46 , 47 & 52 de la déclaration
du 24 juin précédent , & desquels on vient de
rapporter les dispositions , seroient exécutés pour
les Prises faites par les commandans des vaisseaux
de sa majesté & autres officiers de la marine.
La même ordonnance a réglé que les opérations
qui , suivant la déclaration du 24 juin précédent ,
doivent se faire à la requête des armateurs , au-
roient lieu , relativement aux Prises dont il s'agit ,
à la requête des procureurs du roi des amirau-
tés , poursuite & diligence du contrôleur de la
marine résidant dans le port , ou , en son absence ,
du commissaire de la marine , sans toutefois
qu'aucune Prise pût être vendue , qu'après qu'il
en auroit été rendu compte au secrétaire d'état
ayant le département de la marine. Les officiers
qui ne se conforment pas à cette ordonnance

doivent être privés de la part qui leur seroit revenue dans le produit de la Prise (*).

(*) *Pour l'exécution de l'ordonnance dont il s'agit, le roi a fait adresser aux officiers de ses vaisseaux l'instruction suivante :*

1°. Aussi-tôt qu'il aura été fait une Prise, le commandant du vaisseau preneur enverra, conformément à l'article 39 de la déclaration du 24 juin dernier, l'officier chargé du détail, pour se saisir des clefs, faire sceller les écrouilles, chambres, coffres, armoires, tonneaux, & autres choses fermant a clef ou emballées, & dresser du tout un état sommaire qui sera signé dudit officier & du capitaine du bâtiment pris; & en cas de refus de sa part, il en sera fait mention.

2°. Ledit officier envoyé à bord du vaisseau pris, se saisira, ainsi qu'il est prescrit par l'article 40 de la déclaration, de tous les papiers, & les fera remettre, dans un sac cacheté, à celui qui sera choisi pour conduire la Prise; lequel les remettra aux officiers de l'amirauté du port où elle abordera.

3°. Dès que la Prise sera arrivée dans le port, celui qui aura été chargé de l'y conduire, fera, dans les vingt-quatre heures, devant les officiers de l'amirauté, la déclaration détaillée en la forme jointe à la présente instruction, pour être vérifiée par l'audition de deux hommes de l'équipage, & il remettra auxdits officiers l'état sommaire qui aura été dressé à bord, avec le sac cacheté, des papiers, dont il tirera un reçu. Lesdits officiers se transporteront ensuite, à la requête du procureur du roi de l'amirauté, pour suite & diligence du contrôleur de la marine, à bord de la Prise, pour en dresser procès-verbal, sceller les écrouilles & les chambres, faire inventaire de ce qui ne pourra être scellé, & établir des gardiens. Après quoi, ils procéderont à l'interrogatoire du capitaine, des officiers & autres gens de l'équipage du vaisseau pris, qui seront représentés à cet effet, à la première réquisition : ils feront translater les pièces du bord par l'interprète-juré, s'il y en a dans le lieu, & adresseront l'expédition desdites procédures avec les pièces originales & les translat, au secrétaire général

Par une autre ordonnance du 4 août 1781 ;

de la marine , dans le délai de huit jours , porté par l'article 43 de la déclaration du 24 juin dernier.

4°. Le procureur du roi de l'Amirauté , poursuite & diligence du contrôleur de la marine , fera procéder à la levée des scellés , au déchargement des marchandises , & à leur inventaire ; & elles seront mises dans un magasin fermé de trois clefs différentes , dont l'une demeurera entre les mains du contrôleur de la marine , l'autre en celles du receveur des fermes , & la troisième entre celles du greffier de l'amirauté.

5°. Il pourra être également , & à la requête du procureur du roi de l'amirauté , poursuite & diligence du contrôleur de la marine , procédé à la vente provisoire des effets sujets à déperissement. Pourront même les officiers des amirautés procéder à la vente des Prises & de toutes les marchandises dont elles seront chargées , sans attendre qu'elles aient été jugées de bonne Prise , pourvu toutefois que , d'après les pièces du bord & les interrogatoires des prisonniers , elles soient constamment ennemies.

6°. Le contrôleur de la marine ne pourra assister auxdits interrogatoires , ni aux déclarations qui seront faites aux greffes des amirautés , conformément à l'article 3 de la présente instruction ,

7°. Trois jours après que l'expédition du jugement de bonne Prise aura été envoyée à l'amirauté , il sera , à la requête du procureur du roi , poursuite & diligence du contrôleur de la marine , procédé en sa présence , par ledit siège , à la vente de la Prise , si fait n'a été , & le prix en provenant sera distribué conformément à l'ordonnance de sa majesté du 28 mars dernier.

8°. Le contrôleur de la marine pourra assister au déchargement , à l'inventaire & à la vente des marchandises des Prises faites par les vaisseaux de sa majesté , sans qu'il puisse y exercer aucune fonction de juge , ni y percevoir aucuns droits ; & à l'égard des officiers de l'amirauté , ils porteront leurs vacations sur le pied fixé par l'article 42 de la déclaration du 24 juin dernier.

9°. Sa majesté veut au surplus que les ordonnances & réglemens sur le fait des Prises , notamment l'ordonnance

le roi a attribué aux intendants & ordonnateurs

du 28 mars & la déclaration du 24 juin derniers, soient exécutés conformément à la présente instruction.

Fait à Versailles le 27 septembre 1778.

Signé LOUIS. Et plus bas, DE SARTINE.

MODÈLE de déclaration à faire par les officiers de la marine royale , devant les officiers des amirautés , lorsqu'ils amèneront des Prises.

L'an mil sept cent
le du mois d'
est comparu par-devant nous
Me.

lequel, après serment, a déclaré que le
étant par les

à la distance de lieues de

il découvrit le (Mettre ici la relation de la Prise, le
nom du vaisseau, celui du capitaine pris)

il l'auroit fait amener, & ayant reconnu que c'étoit un bâtiment Anglois, il s'en est emparé, & il auroit fait passer l'équipage sur son bord; ledit équipage composé de & l'auroit fait remplacer par des

François ; & , s'étant ensuite saisi des effets , il en auroit dressé un état sommaire ; & à l'égard de tous les papiers , il les auroit fait renfermer dans un sac sur lequel il auroit fait apposer le scellé , ainsi que sur les écouteilles , chambres , coffres , armoires , ballots , tonneaux . & autres choses fermant à clef , aux armes de sa majesté , & auroit ensuite conduit l'en

cette rade, où il est arrivé le

à heures

à l'instant ledit sieur remis le sac
contenant lesdits papiers, ensemble l'état sommaire de la-
dite Prise, dressé à bord d'icelle, & déclare que ledit
équipage étoit au nombre de

prisonniers qu'il a remis à

qui sont actuellement détenus à

d'où ils nous seront représentés, pour que nous puissions
procéder à leur interrogatoire, & aux autres formalités

de la marine , le droit de faire les ventes & autres opérations relatives aux Prises faites par les vaisseaux de sa majesté (*).

prescrites par la déclaration du roi du 24 juin dernier , & le règlement du 19 juillet suivant. Et ayant interpellé mondit sieur d'élire son domicile à conformément audit règlement , il a déclaré que de laquelle déclaration il a requis acte , que nous lui avons accordé , pour servir & valoir ce que de raison ; & a signé avec nous.
Fait à lesdits jour & an que dessus.

(*) *Voici cette ordonnance :*

Sa majesté s'étant fait représenter les ordonnances & réglemens concernant les procédures des Prises , elle a reconnu que celles faites par les vaisseaux n'étoient pas susceptibles des mêmes formalités que les Prises faites par les corsaires , les intérêts des actionnaires & ceux des armateurs exigeant une instruction juridique , au lieu que les Prises faites par les vaisseaux de sa majesté n'intéressent qu'elle , les officiers de la marine royale , & les équipages , pour la part qu'elle leur a abandonnée par l'ordonnance du 28 mars 1778. Elle a jugé en conséquence qu'il seroit plus avantageux que les opérations qui suivent le jugement du conseil des Prises , se fissent à l'avenir par les intendans de la marine , & , en leur absence , par les commissaires généraux ou autres ordonnateurs , en présence des officiers & équipages preneurs , & à la requête des contrôleurs de la marine. Les équipages recueilleront de ces nouvelles dispositions , l'avantage de l'économie dans les opérations , & de la célérité dans la répartition des Prises ; en conséquence , sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

ARTICLE I. Les procédures pour les Prises faites par les vaisseaux de sa majesté , continueront , comme ci-devant , d'être instruites par les amirautés , jusqu'au jugement du conseil des Prises inclusivement.

2. Huit jours après que le jugement du conseil des Prises aura été rendu , le greffier dudit conseil sera tenu

L'article 17 du titre des Prises de l'ordonnance du mois d'août 1681, enjoint aux capitaines qui

d'en envoyer deux expéditions, l'une aux officiers de l'amirauté, lesquels, dans les vingt-quatre heures, la feront enregistrer au greffe de leur siège, & l'autre sera adressée à l'intendant du port où la Prise aura été conduite, pour être ensuite procédé par lui à la vente, ainsi qu'il sera dit ci-après.

3. Les officiers des amirautés remettront aux intendants ou ordonnateurs de la marine, dans les vingt-quatre heures de l'enregistrement porté par l'article précédent, les vaisseaux avec leur cargaison, ensemble l'expédition des procédures sur lesquelles le jugement du conseil des Prises sera intervenu, après toutefois que lesdits officiers des amirautés auront reconnu & levé les scellés par eux apposés; & dans le cas où il auroit été procédé par lesdits officiers de l'amirauté à l'inventaire de la Prise, le garde-magasin en donnera son reçu ensuite de la minute dudit inventaire; mais s'il n'auroit pas été fait d'inventaire, il y sera procédé par l'intendant, ou, en son absence, par le commissaire général ou autre ordonnateur.

4. Il sera procédé au déchargement de la Prise, à la vente & livraison d'icelle par l'intendant de la marine, & en son absence, par le commissaire général ou autre ordonnateur, à la requête du contrôleur & en présence du major de la marine, ainsi que des officiers & des équipages preneurs, ou de leur fondé de pouvoirs.

5. La vente des Prises se fera dans la même forme que celle des marchandises & munitions provenant des magasins de sa majesté, & dans l'arsenal de la marine.

6. N'entend néanmoins sa majesté rien innover aux dispositions de l'article 45 de la déclaration du 24 juin 1778, qui donne pouvoir aux officiers des amirautés, lorsque les Prises sont constamment ennemies, d'après les pièces de bord & les interrogatoires des prisonniers, de permettre, sur la requête du contrôleur de la marine, la vente desdites Prises & de leur cargaison, sans attendre le jugement du conseil des Prises; laquelle vente sera faite

ont fait quelques Prises , de l'amener ou envoyer avec les prisonniers au port où ils ont armé ;

par l'intendant ou ordonnateur , dans la forme prescrite par l'article 4.

7. Il sera procédé à la liquidation des frais qui auront lieu jusqu'à l'enregistrement du jugement du conseil des Prises inclusivement , ainsi que de ceux de reconnoissance , levée des scellés & remise du navire & de la cargaison , par le sieur Chardon , commissaire départi pour la visite des ports & la liquidation des Prises faites par les vaisseaux de sa majesté , conformément à l'article 17 de l'instruction du 9 janvier 1780 , & au modèle qui y est annexé ; laquelle instruction continuera d'être exécutée selon la forme & teneur , dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente ordonnance.

8. Se réserve au surplus sa majesté d'accorder aux officiers des amirautés une indemnité pour les salaires attribués aux fonctions qu'ils remplissoient ci-devant , pour les Prises faites par les vaisseaux ; laquelle indemnité sera fixée sur le pied d'un demi pour cent du montant du produit net de la Prise , déduction faite des frais de justice & d'administration , suivant la liquidation portée par l'article précédent.

9. Toutes les contestations qui pourroient survenir relativement auxdites Prises , d'après la remise ordonnée par l'article 3 de la présente ordonnance , se porteront devant l'intendant ou ordonnateur du département , qui les jugera avec les formalités ordinaires , sauf l'appel au conseil royal des finances pour les Prises.

10. A l'égard des Prises qui seront conduites dans les colonies ou autres possessions françoises , les officiers des amirautés , ou autres tribunaux compétens , rempliront seuls les formalités prescrites par l'article premier ; mais ils ne procéderont au déchargement , vente & livraison des Prises , à la requête du contrôleur de la marine , ou de celui qui en remplira les fonctions , qu'en présence des gouverneurs généraux ou commandans particuliers des colonies , & des intendans ou ordonnateurs , & aussi qu'en présence des officiers preneurs , ou de leurs chargés de

à peine de perte de leur droit & d'amende arbitraire ; à moins qu'ils ne soient forcés , par la tempête ou par les ennemis , de relâcher en quelque autre port , auquel cas ils doivent en donner incessamment avis aux intéressés à l'armement.

Il est défendu par l'article 18 , sous peine de la vie , à tout chef , soldat & matelot , de faire couler à fond les vaisseaux pris , & de descendre les prisonniers en des îles ou côtes éloignées , pour céler la Prise.

Et si les preneurs , ne pouvant se charger du vaisseau pris ni de l'équipage , enlèvent seulement

pouvoirs ; ils se conformeront au surplus à l'article 7 de la présente ordonnance , & aux dispositions du règlement du 17 juillet 1778.

11. Enjoint sa majesté aux commandans de ses vaisseaux & autres officiers de sa marine , de se conformer exactement à tout ce qui est prescrit par les différentes ordonnances , arrêts & réglemens sur le fait des Prises , en tout ce qui ne sera pas contraire à la présente ordonnance.

Mande & ordonne sa majesté à monseigneur le duc de Penthièvre , amiral de France , aux vice - amiraux , lieutenans généraux , chefs d'escadres , capitaines & autres officiers de ses vaisseaux , frégates & autres bâtimens , aux commandans des ports , aux intendans de la marine , au commissaire départi pour l'observation des ordonnances dans les amirautés , commissaires généraux des ports & arsenaux , ordonnateurs ; aux gouverneurs généraux ou commandans particuliers , aux intendans & ordonnateurs des colonies , aux officiers des sièges d'amirautés , & à tous autres qu'il appartiendra , de tenir la main , chacun en droit soi , à l'exécution de la présente ordonnance.

Fait à Versailles le 4 août 1781. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, CASTRIES.

les marchandises ou relâchent le tout par composition , ils doivent , suivant l'article 19 , se saisir des papiers & amener au moins les deux principaux officiers du vaisseau pris , à peine d'être privés de ce qui peut leur appartenir dans la Prise , même de punition corporelle , s'il échet.

L'article 20 défend de faire aucune ouverture des coffres , ballots , sacs , pipes , barriques ; tonneaux & armoires , de transporter ni vendre aucune marchandise de la Prise , & à toute personne d'en acheter ou recéler avant que la justice l'ait ordonné , ou que la Prise ait été jugée , à peine de restitution du quadruple & de punition corporelle.

Lorsqu'un vaisseau est amené sans prisonniers , charte partie , ni connoissemens , les officiers , soldats & équipage de celui qui l'a pris doivent , en exécution de l'article 25 , être examinés séparément sur les circonstances de la Prise , & pourquoi le navire a été amené sans prisonniers : on doit d'ailleurs faire visiter par experts le vaisseau & les marchandises , pour reconnoître , s'il est possible , sur qui la Prise a été faite.

Anciennement , le cas dont il s'agit se présentoit assez souvent à cause des violences & même des barbaries auxquelles les corsaires avoient coutume de s'abandonner ; mais il est devenu plus rare à mesure qu'on a fait la guerre sans renoncer aux loix que prescrivent l'humanité & la compassion naturelle.

Si , par la déposition de l'équipage & la visite du vaisseau & des marchandises , on ne peut pas découvrir sur qui la Prise a été faite , l'article 26 veut que le tout soit inventorié , apprécié & mis sous bonne & sûre garde , pour être restitué à

qui il appartient , s'il est réclamé dans l'an & jour , sinon partagé également comme épave de mer , entre le roi , l'amiral & les armateurs. Voyez ÉPAVES.

Pour exciter l'émulation des armateurs , le roi a , par sa déclaration du 24 juin 1778 , dont nous avons déjà parlé , renouvelé & même augmenté les encouragemens qui leur avoient été accordés autrefois : la même loi a réglé les conditions des sociétés pour la course , la proportion dans laquelle les pertes doivent être supportées par les intéressés , le droit de commission pour les armateurs , les conditions de l'engagement des équipages , la police des équipages , les parts de l'équipage dans les Prises , &c. (*).

(*) *La déclaration citée contient sur ces divers objets les dispositions suivantes :*

ARTICLE I. Les armateurs en course jouiront , à compter du jour de l'enregistrement & publication des présentes , de l'exemption des droits de traites pour les vivres , munitions , artillerie & ustensiles de toute espèce servant à la construction , avitaillement & armement de leurs navires.

2. Il sera par nous incessamment statué sur les espèces & qualités des marchandises provenant des Prises qui pourront être consommées dans le royaume , ainsi que sur les droits auxquels elles seront assujetties.

3. Déclarons que notre intention est de donner des marques particulières & honorables de notre satisfaction à ceux des armateurs qui se distingueront par des entreprises plus considérables.

4. Pour encourager l'armement des grands bâtimens corsaires , qui sont tout à la fois plus propres à la course & d'une meilleure défense , il sera fourni de nos arsenaux les canons des calibres de douze & de huit livres de balles , qui seront nécessaires pour les batteries de corsaires de

Le roi a pareillement voulu exciter , par des récompenses , l'émulation des gens de mer &

quatre-vingt-quinze pieds de quille coupée , & au dessus , sans nous réserver aucune portion dans le produit des Prises ; à la charge toutefois que les canons qui se trouveront en nature après la course , seront remis dans les ports du désarmement aux commissaires de nos ports & arsenaux : voulons en conséquence que les armateurs soient tenus d'informer le secrétaire d'état ayant le département de la marine , des armemens & constructions qu'ils voudront entreprendre ; & que lesdits commissaires des ports & arsenaux de marine soient tenus de faire constater en leur présence la mesure de la quille , lorsqu'elle sera posée , & de viser le certificat qui en sera délivré par le constructeur du port ; & le tout sera envoyé audit secrétaire d'état ayant le département de la marine , pour , sur le vu d'icelui , être expédié nos ordres , à l'effet de faire fournir & transporter les canons.

5. Si les canons ne peuvent être fournis à temps , nous autoriserons les armateurs à en acheter , & nous donnerons des ordres pour leur faire payer , dans un mois après l'expédition du rôle d'équipage , la somme de huit cents livres pour tenir lieu de chaque canon de douze , & de six cents livres pour chaque canon de huit : au moyen de quoi , la valeur desdits canons que nous aurons fournis en argent ou en nature , ne pourra être employée dans la dépense de l'armement , sauf à l'armateur qui n'aura pas eu de canons pris ou perdus , de nous remettre les canons qu'il aura achetés , ou les sommes que nous lui aurons fait payer , à son choix.

6. Les salaires & parts des matelots déserteurs des corsaires , appartiendront & seront acquis moitié aux armateurs , moitié aux équipages.

7. Lorsque les corsaires particuliers auront été requis par les commandans de nos escadres , vaisseaux ou frégates , de sortir avec eux des ports , ou de les joindre à la mer , lesdits corsaires participeront aux Prises & aux gratifications pendant le temps qu'ils seront attachés auxdites escadres , vaisseaux & frégates ; & leur part sera fixée suivant le nombre de leurs canons montés sur affûts , pro-

soldats composant les équipages de ses vaisseaux, frégates & autres bâtimens. Les anciennes ordon-

portionnement au nombre des canons de nos vaisseaux & autres bâtimens avec lesquels ils auront fait lesdites Prises, sans avoir égard aux calibres des canons, ni à la force des équipages desdits corsaires. Les gratifications portées par l'article suivant, auront lieu pour celles des Prises qui seront faites par les corsaires, & appartiendront exclusivement aux équipages d'eux; mais dans tous les cas où les corsaires particuliers, n'ayant point été requis de se joindre à nos vaisseaux, feroient des Prises à leur vue, ces Prises appartiendront en totalité auxdits corsaires, qui, de leur côté, ne seront admis à aucuns partages dans les Prises que nos vaisseaux pourroient faire à leur vue.

8. Il sera payé, des deniers de la marine, les gratifications suivantes, pour les Prises qui seront faites par tous les corsaires particuliers;

S A V O I R :

Cent livres pour chaque canon du calibre de 4 & au dessus jusqu'à 12 livres.

Cent cinquante livres pour chaque canon de 12 livres & au dessus.

Et *Trente livres* pour chaque prisonnier fait sur les navires chargés en marchandises.

Cent cinquante livres pour chaque canon du calibre de 4 à 12.

Deux cent vingt-cinq livres pour celui de 12 & au dessus.

Et *Quarante livres* pour chaque prisonnier fait sur des corsaires particuliers.

Deux cents livres pour chaque canon de 4 à 12.

Trois cents livres pour celui de 12 & au dessus.

Et *Cinquante livres* pour chaque prisonnier qui aura été fait sur des vaisseaux & frégates de guerre.

Lorsqu'il y aura eu combat, le calcul sera fait sur le nombre d'hommes effectifs qui se seront trouvés au commencement de l'action.

Voulons en outre que toutes lesdites gratifications soient

nances avoient restreint la part qui revenoit aux vaisseaux preneurs dans le produit des Prises , à

augmentées d'un quart en sus , pour les vaisseaux , frégates de guerre & corsaires particuliers qui auront été enlevés à l'abordage ; ce qui aura également lieu pour les navires ennemis armés en guerre & marchandises , & dont le nombre des canons excédera celui des corsaires-preneurs.

9. Le nombre & le calibre des canons seront constatés par le procès-verbal d'inventaire de la Prise , & celui des prisonniers , par les certificats de nos officiers dans les ports auxquels ils auront été remis , ainsi que sur les autres pièces jugées nécessaires pour constater le nombre d'hommes effectifs qui se seront trouvés au commencement du combat.

10. Les gratifications portées par l'article 8 appartiendront en entier aux capitaines , officiers & équipages des corsaires qui auront fait la Prise , dans la proportion des parts qui leur seront attribuées dans le tiers desdites Prises : l'armateur sera tenu d'en faire la recette & la distribution , sans frais de commission , & sans qu'il puisse en imputer aucune partie sur le remboursement des avances.

11. Nous nous réservons d'accorder aux capitaines & officiers desdits corsaires qui se seront distingués , des récompenses particulières , même des emplois dans notre service de la marine , suivant la force des vaisseaux de guerre & corsaires ennemis dont ils se seront emparés , & selon la nature des combats qu'ils auront soutenus : nous réservant néanmoins de consulter le conseil de marine du département , lorsque lesdits capitaines & officiers des corsaires particuliers paroîtront susceptibles d'obtenir pour récompense les grades d'enseigne & de lieutenant de vaisseau.

12. Lorsque les témoignages qui nous seront rendus de la bonne conduite des officiers & volontaires qui auront servi sur des corsaires , nous paroîtront suffisans , nous dispenserons ceux qui seront dans le cas d'être reçus capitaines de navire marchand , de l'obligation de servir une ou deux campagnes sur nos vaisseaux.

13. Les officiers & matelots des équipages des corsaires

des gratifications pour les bâtimens de guerre ,
& au tiers seulement du produit de la vente pour

qui se trouveront hors d'état de continuer leurs services par les blessures qu'ils auront reçues dans les combats , seront compris dans les états de demi-solde que nous accordons aux gens de mer : & nous accorderons pareillement des pensions aux veuves de ceux qui auront été tués , ou qui seront morts de leurs blessures.

14. Les sociétés pour la course , s'il n'y a pas de convention contraire , seront réputées en commendite , soit que les intéressés se soient associés par des quotités fixes , ou par actions.

15. L'armateur pourra , par l'acte de société ou par les actions , fixer le capital de l'entreprise à une somme déterminée , pour régler la répartition des profits ou la contribution aux pertes ; & si , d'après les comptes qui seront fournis , la construction & mise hors ne montent pas à la somme déterminée , le surplus sera employé aux dépenses des relâches , ou , en cas de Prise du corsaire , sera rendu aux actionnaires au marc la livre : si au contraire les dépenses de la construction & mise hors excèdent la somme fixée , l'armateur prélèvera ses avances sur le produit des premières Prises ; & , en cas d'insuffisance , il en fera également remboursé au marc la livre par l'actionnaire ; ce qui aura lieu pareillement pour les dépenses des relâches , lorsque le produit des Prises ne sera pas suffisant.

16. Les armateurs seront tenus , dans les actions qu'ils délivreront aux intéressés , de faire une mention sommaire des dimensions du bâtiment qu'ils se proposeront d'armer en course , du nombre & de la force de son équipage & de ses canons , ainsi que du montant présumé de la construction & mise hors.

17. Le compte de la construction & mise hors , qui formera toujours le capital de l'entreprise , hors le cas prévu par l'article 15 , sera clos , arrêté & déposé , avec les pièces justificatives , au greffe de l'amirauté , dans le quinzième jour après celui auquel le corsaire aura fait voile pour commencer la course , sauf à n'employer que par évaluation les articles de dépense qui , à cette époque ,

les navires marchands ; mais , par une ordonnance du 28 mars 1778 , sa majesté s'est déterminée à

ne pourront pas être liquidés ; lesquels seront ensuite alloués dans le compte de construction & mise hors pour leur vraie valeur , & sur les pièces justificatives qui seront rapportées.

18. Permettons néanmoins aux officiers de l'amirauté d'accorder à l'armateur , sur sa demande , un second délai de huit jours , pour déposer le compte mentionné en l'article précédent ; mais , passé ce terme , si l'armateur n'y a pas satisfait , il sera privé de tous droits de commission , par le seul fait de n'avoir pas déposé de son compte.

19. Lorsque la construction d'un corsaire & la mise hors ne pourront être achevées , soit par la conclusion de la paix , ou par quelque autre événement , la perte sera supportée par les intéressés , suivant leur quotité , & par les actionnaires , au marc la livre du capital qui aura été fixé pour l'entreprise : & s'il n'y a pas eu de fixation , le capital sera évalué par arbitres à la somme que l'entreprise auroit dû coûter si elle avoit été achevée.

20. Le droit de commission ordinaire sera de deux pour cent , sur le montant des dépenses de la construction , armement , relâches & désarmement. Il sera en outre alloué aux armateurs une semblable commission de deux pour cent sur les Prises rentrées dans le port de l'armement , dont ils auront eu l'administration particulière , & un pour cent seulement pour la rentrée des fonds sur les Prises qui auront été conduites dans d'autres ports , & qui auront été administrées par leurs commissionnaires , avec , sur le tout , un demi pour cent pour la négociation des lettres de change.

21. Les engagements pour la course ordinaire , s'il n'y a pas de convention contraire , y compris le temps des relâches , seront de quatre mois , à compter du jour que le vaisseau mettra à la voile & doublera les caps ou pointes , qui , suivant les usages locaux , déterminent un départ absolu : exceptons toutefois les relâches nécessaires pour amener des Prises , prendre des vivres , faire de l'eau , espalmer , ou d'autres cas pressans , à la charge de remettre en mer aussi-tôt que le vent le permettra. Faisons

faire

faire l'abandon en entier des bâtimens de guerre & corsaires enlevés sur les ennemis, en faveur

très-expresses défenses aux équipages de quitter le vaisseau pendant la durée desdits engagemens, à peine d'être punis comme désertheurs.

22. Le tiers du produit des Prises qui auront été faites, appartiendra à l'équipage du bâtiment qui les aura faites; mais le montant des avances qui auront été payées sera déduit sur les parts de ceux qui les auront reçues.

23. Les équipages des bâtimens armés en guerre & marchandises, n'auront que le cinquième des Prises, & il ne leur sera fait aucune déduction pour les avances comptées à l'armement, ou pour les mois payés pendant le cours du voyage.

24. Lorsque nous voudrons bien accorder à des armateurs nos vaisseaux ou frégates pour être armés en course, les équipages ne pourront être engagés que de gré à gré, & on suivra les conditions ordinaires de la course, s'il n'y a pas de conventions contraires; ce qui aura également lieu pour les deux articles précédens.

25. Aucun armateur ne pourra donner aux matelots de plus fortes avances que celles qui seront ci-après spécifiées, ni plus de trente sous de denier à dieu, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de trois mille livres d'amende & de radiation de l'excédent dans les comptes. Voulons que la totalité desdites avances soit payée avant le départ du corsaire, dans la proportion suivante :

Aux premier & second maîtres d'équipage	<i>Cent cinquante liv.</i>
Aux pilotes, contre-maîtres, charpentiers, maîtres de Prise & capitaines d'armes	<i>Cent.</i>
Aux seconds canonniers, charpentiers, bossemans, maîtres de chaloupes, calfats, voiliers, armuriers, quartiers-maîtres & second chirurgien	<i>Quatre-vingt.</i>
Aux sergens, matelots ayant la plus haute paye sur nos vaisseaux	<i>Soixante-six.</i>
A ceux qui ont une paye moindre	<i>Soixante.</i>

des commandans , états-majors & équipages des vaisseaux qui s'en emparent , & à réserver leur-

A ceux qui n'ont point encore servi,
ou qui n'ont fait qu'une campagne , &
aux soldats

Quarante-cinq.

Aux mouffes forts qui ont navigué.

Vingt-sept.

Aux autres mouffes

Dix-huit.

Les officiers majors & les volontaires n'auront aucunes avances.

Et à l'égard des bâtimens armés en guerre & en marchandises , les avances ne seront réglées que de gré à gré.

26. L'équipage sera tenu de se rendre à bord vingt-quatre heures après l'avertissement qui aura été donné au son du rambour , ou par le coup de canon de départ , à peine d'être puni comme déserteur ; ce qui aura lieu également pour les matelots qui prendroient un faux nom , ou supposeroient un faux domicile.

27. La police qui est observée sur nos vaisseaux pour les équipages qui y sont embarqués , aura également lieu pour les officiers mariniens , matelots , & autres gens de mer embarqués sur les corsaires : enjoignons aux capitaines de faire garder sûrement à leur bord ceux qui seroient coupables de quelques crimes & délits , jusqu'à ce qu'ils soient conduits , à nos frais , au plus prochain port ou arsenal de marine , suivant les ordres que nous ferons expédier à cet effet.

28. L'équipage sera obligé de travailler pour le service du bâtiment , toutes les fois qu'il sera commandé ; & il sera retenu trente sous par jour à ceux qui y manqueront ; laquelle retenue sera faite d'après le rapport de l'écrivain , visé par le capitaine , & sera distribuée à ceux qui auront travaillé.

29. Le coffre du capitaine pris , ni les pacotilles ou marchandises qui pourroient lui appartenir , dans quelque endroit du bâtiment qu'elles soient chargées , ne pourront , dans aucun cas , être attribuées au capitaine ou corsaire qui aura fait la Prise. Permettons toutefois à l'armateur de stipuler en faveur dudit capitaine , & pour lui tenir lieu de dédommagement , une somme proportionnée

lement un tiers de la valeur des navires marchands & de leur cargaison, pour être appliqué à la caisse des invalides de la marine.

à la valeur de la Prise, & seulement lorsqu'elle arrivera à bon port.

30. Défendons pareillement aux officiers des amirautés de permettre que les capitaines - conducteurs des Prises s'approprient, sous prétexte de droit ou d'usage, aucunes marchandises, effets ou meubles des bâtimens pris, à peine d'en demeurer, lesdits juges, responsables en leurs propres & privés noms : permettons cependant aux armateurs de régler, dans les instructions qu'ils donneront aux capitaines des corsaires, & de concert avec eux, des sommes modiques & proportionnées à la valeur des Prises arrivées à bon port; & seront lesdites sommes payées aux capitaines - conducteurs des Prises, pour leur tenir lieu de tous autres droits qui ont pu être tolérés jusqu'à présent.

31. Il ne sera rien déduit à l'équipage en cas que le vaisseau désarme par l'ordre des armateurs avant la fin de la course; mais si, pendant l'armement ou avant les deux tiers de la course expirés, le vaisseau se trouve hors d'état de servir, les armateurs pourront, dans le terme d'un mois, en substituer un autre, sur lequel l'équipage sera tenu de s'embarquer, aux mêmes conditions, pour continuer la course.

32. Il ne sera promis, avant l'embarquement, aucunes parts dans les Prises aux officiers majors, officiers mariniens, volontaires, soldats, matelots ou autres; mais elles seront réglées immédiatement après le retour des vaisseaux, à proportion du mérite & du travail de chacun, dans un conseil tenu à cet effet; lequel sera composé du capitaine & des premiers officiers majors, suivant l'ordre du rôle d'équipage, au nombre de sept, le capitaine compris, s'il se trouve assez de lieutenans pour compléter le nombre; lesquels prêteront serment devant les juges de l'amirauté, dans huit jours au plus tard après la course finie, de procéder fidèlement, & en leur ame & conscience, au règlement & à la répartition des parts.

En abandonnant ainsi aux vaisseaux preneurs la valeur entière des bâtimens de guerre & les

33. Il ne pourra être accordé	
Au capitaine, plus de	<i>Douze parts.</i>
Au capitaine en second, plus de . .	<i>Dix parts.</i>
Aux deux premiers lieutenans, plus de	<i>Huit parts.</i>
Au premier maître, à l'écrivain & aux autres lieutenans, plus de .	<i>Six parts.</i>
Aux enseignes, au maître chirurgien & aux deux maîtres, plus de	<i>Quatre parts.</i>
Aux maîtres de Prises, pilotes, contre-maîtres, capitaines d'armes, maîtres canoniers, charpentiers, calfats, bossemans, maîtres de chaloupes, voiliers, armuriers, quartiers-maîtres & second chirurgien, plus de . .	<i>Deux parts.</i>
Les volontaires auront	<i>Une part ou deux au plus.</i>
Les matelots	<i>Une part ou part & demie.</i>
Les soldats	<i>Une demi-part à une part.</i>
Les novices	<i>D'une demi-part à trois quarts de part.</i>
Les mousses	<i>Un quart de part ou une demi-part, suivant leurs services respectifs & leurs forces.</i>

33. Le nombre des parts attribuées à chaque grade par l'article précédent, ne pourra être diminué qu'à la pluralité de deux voix; mais une seule suffira pour déterminer le plus ou le moins attribué aux volontaires, matelots, soldats, novices & mousses; &, en cas de partage d'avis à l'égard de ces derniers, la voix du capitaine se a prépondérante. L'écrivain n'aura de voix que pour remplacer chacun des officiers majors, qui sera tenu de se retirer lorsqu'il s'agira de fixer les parts.

35. Le capitaine & les officiers majors seront tenus d'assi-

deux tiers du produit des navires marchands , le roi , assuré du zèle désintéressé des officiers de sa

gner une somme sur le produit des Prises , aux officiers & autres gens de l'équipage qui auront été blessés & estropiés dans les combats , & aux veuves & héritiers de ceux qui auront été tués , ou qui seront morts de leurs blessures ; & seront lesdites sommes payées à ceux auxquels elles seront accordées , en outre & par-dessus leurs parts dans le tiers accordé à l'équipage , pourvu que lesdites gratifications n'excèdent pas le double de la valeur desdites parts.

36. Le capitaine & les officiers majors , ainsi que l'écrivain , seront tenus de signer le règlement des parts , arrêté à la pluralité des voix , & de se présenter , dans trois jours , au greffe de l'amirauté , où il leur en sera fait lecture en présence des officiers du siège. Après avoir déclaré qu'ils n'y veulent rien changer , ils affirmeront qu'ils y ont procédé en leur ame & conscience , & il sera dressé procès-verbal du tout , ainsi que du dépôt dudit règlement.

37. Nos procureurs aux sièges des amirautés tiendront la main à l'exécution des articles précédens : leur enjoignons de vérifier si les officiers qui se présenteront avec le capitaine pour prêter serment , sont les mêmes que ceux désignés par l'article 32 , & si le règlement a été rédigé dans la forme prescrite. Voulons que les capitaines qui n'auroient pas convoqué les officiers majors pour prêter serment dans le délai fixé par l'article ci-dessus , soient , à la requête , poursuite & diligence de nosdits procureurs , condamnés en cent livres d'amende pour chaque jour de retardement , & que le capitaine & les officiers qui auront procédé audit règlement , & qui ne l'aurent pas déposé au greffe dans les trois jours suivans , soient condamnés chacun en vingt livres d'amende par jour de retardement ; lesdites sommes applicables à la masse des parts attribuées aux matelots & autres , auxquels il n'aura été réglé qu'une part & au dessous.

38. Le règlement des parts , arrêté en la forme ci-dessus , sera définitivement exécuté : défendons aux juges d'admettre aucunes actions , plaintes ni réclamations de la part des officiers ou gens de l'équipage , à cet égard.

marine, a voulu que l'augmentation qui résulteroit de ces nouvelles dispositions, portât principalement sur la partie du produit des Prises qui appartiendrait aux officiers mariniens, matelots & soldats employés sur les vaisseaux & autres bâtimens de sa majesté (*).

(*) *L'ordonnance dont il s'agit contient les dispositions suivantes :*

ARTICLE I. Tous les vaisseaux, frégates & autres bâtimens de guerre, & tous corsaires ennemis qui seront pris par les vaisseaux, frégates & autres bâtimens de sa majesté, ensemble les canons, armes, munitions de guerre, agrès, appareils, vivres & dépendances des bâtimens pris, ainsi que les pierreries, matières d'or & d'argent, marchandises, & autres effets faisant partie des cargaisons, qui pourront se trouver sur lesdits vaisseaux, frégates, bâtimens de guerre ou corsaires, appartiendront en totalité aux officiers & équipages des bâtimens preneurs, sa majesté leur en faisant entièrement l'abandon.

2. Tous navires marchands ennemis, ainsi que ceux dont les commissions seroient en guerre & marchandises, pris par les vaisseaux, frégates & autres bâtimens de sa majesté, appartiendront, savoir, la valeur des deux tiers, aux officiers & aux équipages des bâtimens preneurs; & la valeur du tiers restant, à la caisse des invalides de la marine, à laquelle sa majesté a fait abandon dudit tiers, aux charges portées par la présente ordonnance.

3. Lorsque sa majesté jugera à propos de retenir les vaisseaux & frégates de guerre, y compris celles de vingt canons, enlevés sur ses ennemis, qui seront jugés pouvoir être employés utilement pour son service, le prix en sera payé aux officiers & équipages des vaisseaux preneurs, des deniers de la caisse des invalides, dans deux mois au plus tard, sur le pied ;

S A V O I R :

De cinq mille livres pour chaque canon monté sur affût, des vaisseaux de 90 canons & au dessus ;

Le 19 juillet 1778, le roi a fait, pour l'établissement du conseil des Prises & la forme d'y

De quatre mille livres pour ceux des vaisseaux de 80, 74, 70 & 68 canons ;

De trois mille cinq cents livres pour ceux des vaisseaux de 64, 60 & 50 canons ;

Et de trois mille livres pour ceux des frégates.

Dans les prix ci-dessus fixés, seront compris l'artillerie, les munitions de guerre & de bouche, les agrès & appareaux, & toutes les dépendances des vaisseaux & frégates de guerre pris sur les ennemis ; à l'exception des matières d'or & d'argent, pierres & autres marchandises faisant partie des cargaisons qui pourront se trouver à bord desdits bâtimens, lesquelles appartiendront en entier aux officiers & équipages des vaisseaux preneurs, indépendamment du prix payé par le roi pour la valeur des bâtimens.

4. Sa majesté pourra pareillement faire retener pour son service tous autres bâtimens de guerre, corsaires & navires marchands ennemis, pris par les vaisseaux, ainsi que les canons, armes, agrès, appareaux, vivres & autres munitions ou marchandises, en tout ou en partie, qui se trouveront à bord desdits bâtimens, & qui pourront être employés pour le service de ses arsenaux. Le prix en sera payé, dans le terme de deux mois, des fonds de la marine, sur l'estimation qui en sera faite par les commissaires nommés par le conseil de marine, établi par l'ordonnance du 27 septembre 1776, si la Prise est amenée dans un des trois ports de Brest, Toulon & Rochefort ; & par les officiers des ports, constructeurs & experts, si elle a été conduite dans un autre port du royaume ou des colonies.

5. Tout ce qui ne sera pas retenu pour le service de sa majesté, sera vendu en la manière accoutumée, même sans attendre le jugement de confiscation pour les Prises qui ne paroîtront pas susceptibles de contestation ; & tous frais de procédures, gardes, magasinages & autres, ainsi que les six deniers pour livre attribués à la caisse des invalides de la marine, seront prélevés sur le produit des évaluations, estimations & ventes.

6. A l'égard des vaisseaux, frégates & autres bâtimens

procéder , un règlement qui contient les dispositions suivantes :

de guerre , ainsi que des corsaires particuliers ennemis , qui seront coulés bas , brûlés ou autrement détruits par les vaisseaux , frégates & autres bâtimens de sa majesté ; ce qui aura pu être sauvé des équipages , sera amené dans les ports du royaume ou ceux des colonies appartenantes à sa majesté ; & , sur la preuve authentique qui en sera rapportée , il sera payé des deniers de la caisse des invalides , aux officiers & équipages des vaisseaux & bâtimens qui les auront détruits :

S A V O I R :

Huit cents livres pour chaque canon monté sur affût , des vaisseaux de ligne ennemis ;

Si cents livres pour chaque canon des frégates & autres bâtimens de guerre ;

Et *quatre cents livres* pour chaque canon des corsaires particuliers.

7. Le produit des Prises & des gratifications revenant , soit à des armées navales , escadres ou divisions , soit à un vaisseau ou autres bâtimens de sa majesté ayant une destination particulière , sera partagé ;

S A V O I R :

Un tiers entre les officiers généraux , les commandans des vaisseaux , frégates & autres bâtimens , & les officiers & autres personnes composant les états-majors ;

Et *les deux tiers* restant , entre les équipages.

8. Le tiers attribué aux officiers généraux , commandans & états-majors , ne fera , dans tous les cas , qu'une seule masse , dans laquelle tous les officiers d'une armée navale , escadre ou division , ou ceux d'un vaisseau ou autre bâtiment ayant une destination particulière , auront les parts réglées ci-après pour leur grade , sans avoir égard à la force des bâtimens.

» ARTICLE 1. Les Prises seront jugées par des ordonnances qui seront rendues par M. l'ami-

S A V O I R :

Le vice-amiral	<i>Trente parts.</i>
Le lieutenant général	<div> <div>Commandant en chef. <i>Vingt.</i></div> <div> <div>S'il ne commande pas en chef</div> <div><i>Quinze.</i></div> </div> </div>
Le chef d'escadre	<div> <div>Commandant en chef. <i>Quinze.</i></div> <div> <div>S'il ne commande pas en chef</div> <div><i>Dix.</i></div> </div> </div>
Le capitaine de pavillon d'un officier général	<i>Cinq.</i>
Le capitaine de vaisseau	<div> <div>Command. un vaisseau</div> <div><i>Cinq.</i></div> <div> <div>Command. une frégate</div> <div><i>Trois & demie.</i></div> <div> <div>Employé en second ou autrement . . .</div> <div><i>Deux.</i></div> </div> </div> </div>
Le lieutenant de vaisseau	<div> <div>Command. une frégate, ou autre bâtiment</div> <div><i>Deux.</i></div> <div>Ne commandant pas. <i>Une.</i></div> </div>
Le capitaine de brûlot, l'enseigne de vaisseau & le lieutenant de frégate	<div> <div>Commandant un bâtiment</div> <div><i>Une.</i></div> <div>Ne commandant pas. <i>Une demi-part.</i></div> </div>
Le capitaine de Flûte.	<div> <div>Commandant un bâtiment</div> <div><i>Une demi part.</i></div> <div>Ne commandant pas. <i>Un quart de part.</i></div> </div>
L'aumônier	<i>Un quart de part.</i>
Le chirurgien major	<i>Un quart de part.</i>
Le garde du pavillon ou de la marine, Le garçon major, Le porte drapeau,	<div> <div>des troupes de la marine.</div> <div><i>A chacun un huitième de part.</i></div> </div>

» ral, & par des commillaires-choisis & nom-
 » més par fa majesté, pour tenir conseil près de

Les officiers qui auront été avancés pendant une campagne, n'auront, jusqu'à la fin de la campagne, que les parts attribuées ci-dessus à leur premier grade.

9. Les deux tiers appartenans aux équipages, seront répartis comme il suit :

S A V O I R :

Au fourrier du corps royal d'infanterie de la marine, faisant fonction de capitaine d'armes	} <i>A chacun</i> <i>Quatre parts</i>
Aux premiers maîtres d'équipages	
Aux premiers pilotes	
Aux premiers maîtres canonniers	
Au premier secrétaire de l'officier chargé du détail général, sur le vaisseau monté par un officier général commandant en chef	
Aux sergens du corps royal d'infanterie de la marine	} <i>A chacun</i> <i>Trois parts</i>
Aux premiers maîtres charpentiers	
Aux premiers maîtres calfats	
Aux premiers maîtres voiliers	
Aux seconds maîtres d'équipages	
Aux seconds pilotes	
Aux seconds maîtres canonniers	
Aux pilotes-côtiers	
Aux seconds chirurgiens	} <i>A chacun</i> <i>Deux parts & demie</i>
Aux secrétaires des officiers chargés du détail	
Aux seconds maîtres charpentiers	
Aux seconds maîtres calfats	
Aux seconds maîtres voiliers	
Aux contre-maîtres	
Aux bossemans	

à lui : M. l'amiral & lesdits commissaires con-
noîtront en outre des partages des Prises, &

Aux caporaux du corps royal d'infanterie de la marine	}	<i>A chacun Deux parts.</i>
Aux quartiers-maîtres		
Aux patrons de chaloupe		
Aux patrons de canot		
Aux aide-pilotes		
Aux aide-canonnières		
Aux aide-charpentiers		
Aux aide-calfats		
Aux aide-voiliers		
Aux aide-chirurgiens		
Aux apothicaires	}	<i>A chacun Une part & demie.</i>
Aux maîtres armuriers		
Aux appointés du corps royal d'infanterie de la marine		
Aux timoniers		
Aux gabiers		
Aux commis du munitionnaire, maîtres valets, tonneliers, bouchers, boulangers & coqs		
Et à tous autres officiers non marini- niers jouissant de la ration & de- mie		
A chaque volontaire-navigateur des deux classes	}	<i>Une part.</i>
A chaque matelot		
A chaque soldat, tambour & musi- cien		
A chaque novice		<i>Trois quarts de part.</i>
A chaque domestique	}	<i>Une demi-part.</i>
A chaque mouffe		

10. Les officiers des troupes de terre embarqués sur des vaisseaux ou autres bâtimens de sa majesté, ou sur des bâtimens de transport frétés pour le compte du roi, & armés en guerre, auront part aux Prises selon leurs grades correspondans avec ceux de la marine ; & les bas-officiers

» de tout ce qui leur est incident , même des
» liquidations générales ou particulières , & des

& foldats des mêmes troupes seront traités comme ceux du corps royal d'infanterie de la marine.

11. Les équipages des bâtimens marchands employés à la suite des escadres , frétés pour le compte de sa majesté , armés en guerre , & dont les capitaines seront pourvus , pour le voyage , d'un brevet d'un grade quelconque dans la marine , auront pareillement part aux Prises ;

S A V O I R :

Dans le tiers appartenant aux officiers.

Le capitaine Une demi-part.

Et dans les deux tiers attribués aux équipages.

Le second capitaine Quatre parts.

Chaque lieutenant Trois parts.

Chaque officier marinier Deux parts.

Chaque matelot Une part.

Chaque novice Trois quarts de part.

Chaque mousse Une demi-part.

12. Lorsqu'une armée navale ou escadre sera à l'ancre dans un port , s'il en est détaché , pour établir des croisières , une escadre ou division , & que ce détachement fasse des Prises , le tiers dans la part du produit abandonné par le roi à ses officiers & équipages , & dans les gratifications , sera dévolu de droit aux vaisseaux détachés , sans partage avec le reste de l'armée ou escadre ; & les deux autres tiers seront remis à la masse générale du produit des Prises , pour être partagés , tant entre les vaisseaux qui avoient été détachés , qu'entre ceux qui étoient restés à l'ancre ; mais le produit des bâtimens qui seront pris par quelque détachement de l'armée navale ou escadre , en pleine mer , soit par une suite de chasse ou autrement , appartiendra en commun à l'armée navale ou escadre , conformément aux articles 1 , 2 & 7 ; sans aucune distraction en faveur des vaisseaux qui auront fait lesdites Prises.

des comptes des dépositaires , comme aussi des échouemens des vaisseaux ennemis , circonstan-

13. Lorsque les corsaires ou armateurs particuliers auront été requis par les commandans des escadres , vaisseaux ou frégates de sa majesté , de sortir avec eux des ports ou de les joindre à la mer ; dans ce cas seulement , lesdits corsaires participeront au produit des Prises & aux gratifications , pendant le temps qu'ils seront attachés à l'escadre ; & leur part sera fixée suivant le nombre de leurs canons montés sur affûts , sans avoir égard à leurs calibres ni à la force des équipages , & proportionnément au nombre des canons des vaisseaux & autres bâtimens de sa majesté , avec lesquels ils auront fait effectivement lesdites Prises : de sorte que si , par exemple , le corsaire étoit de vingt canons , & que la division des vaisseaux du roi fût composée d'un vaisseau de soixante-quatorze canons , d'un de soixante-quatre & d'une frégate de trente , il seroit fait cent quatre-vingt-huit parts , desquelles , cent soixante-huit appartiendroient à la division , & les vingt autres restantes seroient abandonnées au corsaire.

Dans le cas où lesdits vaisseaux & autres bâtimens de sa majesté auroient été détachés d'une armée navale ou escadre mouillée dans un port ; la part qui reviendra auxdits corsaires sera réglée comme si les vaisseaux détachés formoient à eux seuls une escadre particulière , sans avoir égard aux vaisseaux qui , étant restés à l'ancre , n'auroient pas contribué à la Prise ; & la part qui reviendra aux vaisseaux de sa majesté sera partagée entre eux , conformément à l'article 12.

14. Dans tous les cas où lesdits corsaires particuliers , n'ayant point été requis de se joindre aux vaisseaux de sa majesté , feront des Prises à la vue desdits vaisseaux ; ces Prises appartiendront en totalité auxdits corsaires , qui , de leur côté , ne seront admis à aucun partage dans les Prises que les vaisseaux de sa majesté pourroient faire à leur vue.

15. Sa majesté voulant pourvoir au sort des blessés & à celui des veuves & enfans des gens de mer tués dans les combats , ordonne qu'au retour de chaque campagne , il sera arrêté par les conseils de marine établis dans les ports , un état des gratifications qu'il conviendra d'accorder à ceux

» ces & dépendances , le tout sans qu'il soit
» besoin de procureur pour sa majesté en ladite
» commission.

qui auront été blessés dans les combats , selon le genre de leurs blessures , ainsi qu'aux veuves & enfans de ceux qui auront été tués ou qui seront morts de leurs blessures , indépendamment des demi-soldes ou pensions qui seront accordées , tant aux blessés qui , par la suite de leurs blessures , seront estropiés & hors d'état de servir , qu'aux veuves dont la situation exigera ce secours.

16. Le trésorier des invalides de la marine fera recette particulière du tiers du produit des navires marchands pris sur les ennemis , dont la majesté a fait l'abandon à la caisse desdits invalides ; & dépense particulière des sommes que ladite caisse sera tenue de payer , tant pour les évaluations & gratifications portées par les articles 3 , 6 & 15 , que pour les gratifications extraordinaires que la majesté se réserve d'accorder pour les actions qui seront de nature à mériter des récompenses particulières.

17. Enjoint sa majesté aux commandans de ses vaisseaux , & autres officiers de la marine , de se conformer exactement à tout ce qui est prescrit par les différentes ordonnances sur le fait des Prises , & notamment par celle du 3 janvier 1760 , qui leur ordonne , ainsi qu'à ceux qui seront détachés pour amariner des Prises , d'en faire , dans les vingt-quatre heures , aux greffes des amirautés des ports où ils les conduiront , une déclaration en forme & circonstanciée , sous peine , contre ceux desdits officiers qui ne déclareront pas les vaisseaux ou autres bâtimens en présence desquels les Prises auront été faites , d'être privés de la part qu'il leur en reviendra.

Mande & ordonne sa majesté à M. le duc de Penthièvre , amiral de France , aux vice-amiraux , lieutenans généraux , chefs d'escadre , capitaines & autres officiers de ses vaisseaux , commandant les vaisseaux , frégates & autres bâtimens ; aux commandans des ports , aux intendants de la marine , commissaires généraux des ports & arsenaux , ordonnateurs , aux officiers des sièges d'amirautés , & à tous autres qu'il appartiendra , de tenir la

» 2. Les commissaires s'assembleront dans la
» maison de M. l'amiral , même en son absence ,
» & lesdites assemblées se tiendront les *mercredi de*
» *chaque semaine après midi* , & même plus sou-
» vent , s'il est nécessaire , aux jours & heures
» qui seront indiqués par M. l'amiral , & le
» secrétaire général de la marine y aura séance &
» voix délibérative.

» 3. M. l'amiral présidera audit conseil , & , s'il
» y intervient partage , sa voix prévaudra ; mais
» s'il est absent , l'affaire sera remise au conseil
» suivant ; & s'il est en voyage ou dans le cas
» de maladie , il sera rendu une ordonnance de
» partage ; ledit partage sera vidé au conseil
» royal des finances en la même forme que
» les appels des ordonnances dudit conseil des
» Prises.

» 4. La distribution de toutes les affaires ,
» même des simples requêtes , sera faite par M.
» l'amiral , à ceux d'entre tous les commissaires
» qu'il jugera à propos ; & en son absence par le
» plus ancien des commissaires qui présidera audit
» conseil.

» 5. En cas qu'il y ait lieu de prononcer
» des dommages & intérêts , ou d'ordonner des
» estimations , M. l'amiral & les commissaires
» pourront les régler & les arbitrer à une somme
» fixe , suivant l'exigence des cas ; & s'ils jugent
» nécessaire d'ordonner que les estimations ou

main , chacun en droit soi , à l'exécution de la présente
ordonnance.

Fait à Versailles , le 28 mars 1778.

Signé LOUIS. Et plus bas DE SARTINE.

» liquidations soient faites par experts , ils com-
» mettront les officiers de l'amirauté pour rece-
» voir les rapports desdits experts & donner leur
» avis , pour sur le tout être , par M. l'amiral
» & les commissaires , ordonné ce qu'il appar-
» tiendra.

» 6. Les requêtes présentées au conseil des
» Prises seront adressées à M. l'amiral seul , &
» les ordonnances dudit conseil seront intitulées
» en son nom ; le rapporteur écrira de sa main
» ce qui aura été jugé ou ordonné ; & les minutes
» des ordonnances seront signées par M. l'amiral
» sur la première colonne , & sur la seconde ,
» au moins par cinq des commissaires qui auront
» assisté au jugement ; en sorte qu'il n'y ait sur
» la première colonne que la signature de M.
» l'amiral , & sur la seconde celle du rapporteur ,
» & au dessous de sa signature , celle des autres
» commissaires : en l'absence de M. l'amiral , les
» ordonnances seront intitulées de son nom , &
» signées en la manière ordinaire.

» 7. Lorsque le capitaine du vaisseau preneur ,
» ou l'officier chargé de la conduite de la Prise ,
» feront leur rapport devant les officiers de l'ami-
» rauté , ils seront tenus de leur remettre le sac
» cacheté contenant les pièces trouvées à bord
» du bâtiment pris , conformément à l'article 40
» de la déclaration du 24 juin dernier ; & après
» que les cachets auront été reconnus sains & en
» bon état , ils numérotent & parapheront les-
» dites pièces par première & dernière , en pré-
» sence du lieutenant de l'amirauté , qui les pa-
» raphera pareillement , ainsi que le capitaine ou
» le principal officier du bâtiment pris ; & celles
» qui seront écrites en langue étrangère , & dont
» la

» la traduction pourra être utile , seront désignées
» par numéros dans le procès-verbal de la remise
» qui en sera faite par le juge à l'interprète.

» 8. Lesdits capitaines du vaisseau preneur, ou
» l'officier chargé de la conduite de la Prise, se-
» ront interpellés par le juge de l'amirauté qui
» recevra leur déclaration; d'élire domicile dans
» le lieu du siège de l'amirauté où la Prise sera
» conduite, ainsi qu'à la suite du conseil; &, en
» cas de refus, le juge leur déclarera que l'en-
» registrement fait au greffe de l'amirauté, tant
» de l'ordonnance du conseil des Prises qui pro-
» noncera sur icelles, que de tel autre acte qu'il con-
» viendra de signifier ou communiquer, vaudra
» signification : mêmes interpellations & décla-
» rations seront faites par ledit juge au capitaine,
» ou à son défaut au principal officier du bâ-
» timent pris, lorsqu'il procédera à leur inter-
» rogatoire.

» 9. Les instructions concernant les échoue-
» mens des bâtimens ennemis, les Prises & par-
» tages d'icelles, circonstances & dépendances,
» seront faites par les officiers des amirautés dans
» le ressort desquelles les échouemens seront ar-
» rivés, & les Prises seront amenées suivant les
» formalités prescrites par les ordonnances, ar-
» rêts & réglemens, notamment par la déclara-
» tion du 24 juin dernier, soit que les Prises
» aient été faites par des armateurs particuliers, soit
» qu'elles aient été faites par les vaisseaux de la ma-
» jesté, en quelque nombre qu'ils aient été, sans
» qu'en aucun cas les officiers de l'amirauté puissent
» les juger.

» 10. Lorsque les marchandises composant le
» chargement des Prises, seront sujettes à déperisse-

» ment , ou lorsque lesdites Prises seront conf-
 » tamment ennemies , suivant les pièces du bord
 » & les interrogatoires des prisonniers , les offi-
 » ciers des amirautés pourront , avant qu'elles
 » soient jugées de bonne Prise , ordonner la
 » vente d'icelles , pour prévenir la diminution de
 » leur prix.

» 11. Les greffiers des sièges des amirautés
 » enverront au secrétaire général de la marine ,
 » ainsi qu'il est prescrit par l'article 43 de la
 » déclaration du 24 juin dernier , les procédures
 » d'instructions & toutes les pièces trouvées à
 » bord des Prises ; & le secrétaire général de
 » la marine tiendra exactement registre de toutes
 » lesdites procédures & du jour qu'il les aura re-
 » çues , & il sera procédé dans la huitaine au
 » plus tard , à la distribution portée par l'article
 » 4 , & les pièces seront remises au rapporteur
 » dans le jour suivant.

» 12. Huit jours après la remise desdites
 » procédures au commissaire-rapporteur , dont il
 » sera fait mention en marge de la première pièce ,
 » la Prise sera jugée , si elle n'est pas réclamée par
 » aucun avocat.

» 13. Les avocats qui occuperont pour les ré-
 » clamateurs , ne pourront prendre communica-
 » tion des procédures , s'ils n'ont préalablement
 » présenté au sieur commissaire-rapporteur une
 » procuration en forme , ou celle qui l'aura été
 » aux officiers de l'amirauté , laquelle procuration
 » lesdits avocats signeront & remettront entre
 » les mains dudit sieur commissaire-rapporteur qui
 » la paraphera , sinon toute audience & commu-
 » nication leur sera déniée.

» 14. Huitaine après que le réclamateur aura

» donné sa requête , l'armateur fournira sa réponse,
» & le réclamateur sa réplique , dans pareil délai ,
» après lequel aucune requête ni pièce ne pour-
» ront être reçues par le commissaire-rapporteur ,
» que de l'avis des sieurs commissaires , dont
» mention sera faite par le rapporteur , en marge
» desdites requêtes & pièces ; & il sera procédé
» au jugement de la Prise sans aucun retardement.

» 15. Les requêtes seront datées par les avo-
» cats , & reçues par une ordonnance du com-
» missaire rapporteur , sans que les avocats puissent
» prendre plus d'une fois par les mains , & sans
» déplacer , communication desdites procédures
» & pièces ; ils seront tenus de faire mention
» au bas des requêtes , & sur le dossier des pro-
» cédures, de ladite communication, & du jour où
» elle leur aura été faite.

» 16. A l'égard des Prises qui seront conduites
» dans les colonies françoises & dans les autres
» établissemens dépendans de la France , où il y
» a des sièges d'amirauté , les instructions &
» procédures seront faites par les officiers de
» l'amirauté , de la même manière que dans les
» amirautés du royaume ; ils enverront , sans
» aucun retardement , la grosse de chaque pro-
» cédure & les pièces y jointes , au secrétaire
» général de la marine , pour y être fait droit par
» M. l'amiral & lesdits sieurs commissaires , sans
» qu'en aucun cas les juges desdites amirautés
» puissent les juger ; mais ils donneront leur avis
» sur la validité ou l'invalidité de la Prise , cir-
» constances & dépendances , dont ils joindront
» une expédition à la grosse de la procédure ;
» & attendu que les pièces originales pourroient
» être perdues par naufrage ou Prises des bâti-

» mens sur lesquels les officiers de l'amirauté
 » les auroient envoyées, ils seront obligés de
 » garder des copies collationnées desdites pièces
 » originales, & de les joindre aux minutes de
 » la procédure, pour y avoir recours en cas de
 » besoin : pourront néanmoins les gouverneurs
 » généraux & intendans ou ordonnateurs desdites
 » colonies, ordonner, sur le vu de la procédure,
 » l'exécution provisoire, de l'avis des officiers des
 » amirautés; à l'exception toutefois des Prises faites
 » sous pavillon neutre, pour lesquelles ladite
 » exécution provisoire ne pourra être ordonnée
 » que sur la demande de l'une des parties, &
 » à la charge de donner bonne & suffisante cau-
 » tion, qui sera reçue par les officiers des ami-
 » rautés : & en outre, à condition que la partie
 » qui aura demandé l'exécution demeurera res-
 » ponsable des dommages & intérêts.

» 17. Celui qui sera commis pour greffier du
 » conseil des Prises, dressera les ordonnances,
 » signera les expéditions en parchemin, & fera
 » toutes les fonctions concernant le greffe, sans
 » néanmoins avoir entrée & séance audit conseil,
 » conformément à l'arrêt du 13 août 1707. Il
 » sera tenu d'envoyer les jugemens dudit con-
 » seil aux officiers des amirautés, huit jours après
 » la date d'iceux; & s'il survenoit des incidens,
 » de quelque nature que ce soit, sur l'exécution
 » desdits jugemens, les officiers de l'amirauté en
 » dresseront procès verbal, qu'ils enverront, avec
 » leur avis, au secrétaire général de la marine,
 » pour y être fait droit sur le champ par M. l'ami-
 » ral & lesdits sieurs commissaires.

» 18. Les appellations des ordonnances ren-
 » dues par M. l'amiral & lesdits sieurs commis-

» faire , seront portés au conseil royal des
» finances , auquel M. l'amiral assistera , &
» prendra le rang que sa naissance & sa charge lui
» donnent.

» 19. Lesdites appellations seront jugées audit
» conseil royal , sur les conclusions du procureur
» de sa majesté audit conseil pour les Prises ,
» soit qu'il interjetter appel des jugemens du con-
» seil des Prises , dans lesquels sa majesté sera
» intéressée , soit qu'il défende aux appels inter-
» jetés par les parties , & également sur
» les conclusions pour les affaires qui ne concer-
» eront que des particuliers ; à l'effet de quoi
» il pourra prendre communication de tous les
» jugemens qui auront été rendus par M. l'amiral
» & lesdits sieurs commissaires.

» 20. Il ne pourra être appelé desdits ordon-
» nances , après six mois du jour de leur signi-
» fication aux domiciles élus , en exécution de
» l'article 8 ci-dessus ; ou à défaut d'élection de
» domicile , après six mois du jour de leur en-
» registrement aux greffes des amirautes.

» 21. Les avocats qui auront occupé au con-
» seil des Prises seront tenus d'occuper également
» sur l'appel du jugement qui aura été rendu ;
» & sera tenu l'appelant de fournir ses moyens
» & d'achever sa procédure dans six semaines
» pour tout délai , après lesquelles il ne sera
» plus reçu de requêtes , ni fait autre acte de
» procédure , & l'instance sera jugée sur ce qui se
» trouvera produit alors , s'il n'en a été autrement
» ordonné par sa majesté.

» 22. Il ne pourra être interjeté appel des li-
» quidations générales & particulières , que dans

» l'année de la date desdites liquidations , & par
 » une requête présentée au conseil royal des
 » finances , qui contiendra sommairement les
 » moyens d'appel , & sera remise au procureur
 » de sa majesté pour les Prises , pour , sur ses
 » conclusions , être fait droit sur ladite requête ,
 » ainsi qu'il appartiendra ; mais , dans tous les
 » cas , l'appel sera périmé , s'il n'est jugé dans les
 » deux ans de la date de l'arrêt , par lequel ledit
 » conseil royal des finances aura ordonné le ren-
 » voi au conseil des Prises , sans que l'instance
 » puisse être perpétuée par aucun moyen.

» 23. Le secrétaire d'état ayant le département
 » de la marine , rapportera seul audit conseil
 » royal les affaires qui y seront portées par ap-
 » pel , ainsi que les oppositions ou les incidens
 » qui pourront s'y présenter ; & seront par lui
 » expédiés en commandement les arrêts qui y
 » seront rendus au sujet desdites Prises.

» 24. Veut au surplus sa majesté que les or-
 » donnances , arrêts & réglemens sur le fait des
 » Prises , soient exécutés pour tout ce qui n'est
 » pas contraire au présent règlement , lequel sera
 » lu , publié & enregistré dans tous les sièges des
 » amirautés (*) «.

(*) Le roi voulant faire jouir ses sujets qui arment
 en course , des avantages exprimés par les réglemens précé-
 demment faits , soit pour assurer aux bâtimens armés en
 course , des exemptions de droits sur les vivres , provisions
 & objets servant à la construction , équipement & arme-
 ment de ces bâtimens , soit pour accorder aux marchand-
 ises provenant des Prises , les faveurs dont elles sont sus-
 ceptibles , a rendu , en son conseil d'état , le 27 août

L'article 34 du titre des prises de l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681, défend aux

17-8, un arrêt de règlement qui contient les dispositions suivantes :

ARTICLE 1. Les navires uniquement armés pour la course jouiront, conformément à l'article premier de la déclaration du 24 juin dernier, de l'exemption des droits de traites sur les vivres, vins, eaux-de-vie & autres boissons servant à leur avitaillement, ainsi que sur les bois, goudron, cordages, ancres, voiles, armes, munitions de guerre, ustensiles & toutes marchandises généralement servant à la construction, équipement & armement desdits navires; & cette exemption n'aura pas lieu pour les marchandises autres que celles ci-dessus mentionnées qui pourroient être embarquées.

2. Chaque armateur pour la course sera tenu de représenter au bureau des fermes du port de l'armement, la commission en guerre qui lui aura été accordée par M. l'amiral, & d'y remettre un *double* du rôle de son équipage, certifié par le commissaire de la marine ou autre officier chargé du bureau des classes.

3. Il ne pourra être embarqué, en exemption de droits, sur chaque navire armé en course, conformément à l'article 21 de la déclaration du 24 juin dernier, une plus forte provision de vins & eaux-de-vie que pour quatre mois, & dans la proportion suivante; pour chaque homme d'équipage, ou trois quarts de pinte de vin mesure de Paris, par jour, ou l'équipollent en eau-de-vie, à raison du quart de ce qui est accordé en vin pour les officiers marins, ou une ration & demie de vin, aussi par jour, ou l'équipollent en eau-de-vie, aussi à raison du quart; chaque volontaire sera réputé homme d'équipage, & deux mousses ne seront comptés que pour un seul.

4. Au retour du navire dans le port d'où il sera parti, il sera fait, par le fermier ou ses préposés, un recensement de tous les vins & eaux-de-vie qui s'y trouveront encore en nature, dont il sera dressé procès verbal; &

officiers de l'amirauté de se rendre adjudicataires, directement ou indirectement, des vaisseaux,

ce qui aura été consommé au delà de la quantité ci-dessus réglée, proportionnellement au temps de la course, sera sujet aux droits, sans que pour raison du déchet ou coulage, & sous quelque autre prétexte que ce soit, il puisse être fait aucune diminution, de quoi il sera pris soumission & caution au bureau des fermes avant le départ.

5. Les vins & eaux-de-vie qui auront été embarqués en exemption des droits pour la course, & qui n'y auront pas été consommés, ne pourront demeurer à bord plus de trois jours après le retour dans le port du départ, lequel temps passé ils seront déchargés : néanmoins il sera libre à l'armateur qui voudra remettre en mer le même bâtiment, de les laisser à bord après l'expiration de ce délai, à la charge par lui de faire sa déclaration de la quantité qui lui en restera, tant le jour de l'arrivée de son navire, que lorsqu'il le remettra en mer ; laquelle déclaration le fermier pourra faire vérifier par ses commis, pour être ladite quantité imputée sur celle dont l'armateur pourroit avoir besoin pour un nouveau voyage.

6. Les navires qui reviendront dans un autre port que celui où ils auront armé en course, ne pourront y décharger aucuns vins ni eaux-de-vie, qu'en payant par l'armateur ou capitaine tous les droits dus au lieu de départ, & ceux dus au port où ils auront abordé ; si ce n'est dans les cas forcés d'une visite ou d'un radoub, dans lesquels cas l'armateur ou capitaine sera tenu de faire sa déclaration au bureau des fermes, & d'entreposer ses boissons sous la clef du fermier, si le commis l'exige.

7. En cas de fraude reconnue, faite sous l'apparence de la course, soit par un commerce de vins & eaux-de-vie, soit par un versement sur les côtes du royaume ou autrement, l'armateur ou le capitaine sera condamné à une amende de trois mille livres, qui ne pourra être remise ni modérée, & au paiement de laquelle les navire, agrès & apparaux seront affectés par privilège,

marchandises , & autres effets provenant des Prises , à peine de confiscation , de 1500 livres

sans préjudice à la contrainte par corps contre le capitaine.

8. Les marchandises de Prises , de quelque qualité qu'elles soient , pourront entrer & être déchargées dans tous les ports du royaume où aborderont les vaisseaux armés en course , nonobstant les arrêts & réglemens qui ont prohibé ou fixé par certains ports ou bureaux , l'entrée des différentes espèces de marchandises.

9. A l'arrivée de chaque Prise dans le port où elle sera conduite , l'adjudicataire général des fermes de sa majesté , ou son préposé , aura la faculté d'envoyer des commis & gardes sur le navire , pour le surveiller en la manière accoutumée.

10. Le directeur des fermes , s'il y en a un , ou , à son défaut , le receveur desdites fermes , & en leur absence ou en cas d'empêchement quelconque , celui des préposés des fermes qu'ils auront commis à cet effet , sera appelé pour assister au procès-verbal de l'état de la Prise , & à l'apposition des scellés de l'amirauté sur les écoutes ; comme aussi à la levée desdits scellés , aux inventaires , vente & adjudications des Prises , & à la signature des procès-verbaux qui en seront dressés . & dont il lui sera délivré des copies aux frais du fermier. Fait sa majesté très-expresses inhibitions & défenses aux officiers des amirautés , de procéder , sous quelque prétexte que ce soit , à la levée des scellés , aux dits inventaires , vente & adjudications des Prises , & à la signature desdits procès-verbaux , qu'en présence desdits commis des fermes ou eux dûment appelés , à peine d'en demeurer responsables en leur propre & privé nom , & de tous dommages & intérêts.

11. Il ne sera déchargé aucunes marchandises des Prises ni des vaisseaux armés en course , qu'en présence des commis des fermes. Les marchandises seront mises en magasin aux dépens des armateurs , & ce magasin sera fermé à trois clefs , dont l'une demeurera entre les mains du greffier de l'amirauté , une seconde en celles desdits

d'amende , & d'interdiction de leurs charges.

Le 10 août 1780, le roi a écrit la lettre sui-

commis des fermes , & la troisième sera remise à l'armateur.

12. N'entend sa majesté assujettir aux formalités portées par les articles 9 , 10 & 11 du présent règlement, les ports de Maraille & le Dukerque , qui seront maintenus dans leurs franchises, en observant ce qui est prescrit à leur égard par l'article 29 du présent règlement.

13. Les navires françois , repris sur les ennemis , & conduits directement dans les ports du royaume , sans avoir touché à aucun port étranger , ne seront pas sujets aux dispositions du présent règlement ; & les marchandises composant les cargaisons , seront traitées , dans les bureaux des fermes , comme celles de tous navires qui , dans les temps ordinaires , n'ont pu , par cas de force majeure , suivre leur destination , & sont forcés de rentrer dans un des ports du royaume.

14. Les marchandises dénommées au présent article continueront à être prohibées , & l'adjudication n'en pourra être faite qu'à la charge du renvoi à l'étranger , & sans pouvoir être expédiées pour les colonies françoises : savoir , étoffes de soie des Indes , de la Chine ou du Levant , écorces d'arbres , mouchoirs de soie & de coton , mousselines & toiles de coton blanches , toiles peintes ou trinites , glaces de miroirs , sel étranger & tout sel de salpêtre & de verrerie , tabacs de toutes sortes , les draps & couvertures de toutes sortes , de laine , fil , soie , poil ou coton ; les brocards , velours , damas , taffetas & autres étoffes & rubans d'or , d'argent & de soie , les bas & ouvrages de bonneterie de toutes sortes , les chapeaux de toutes sortes , & les taffias ou guildives.

15. Les adjudicataires des marchandises prohibées par l'article ci-dessus , auront un an de délai , à compter du jour de l'adjudication , pour les faire passer directement à l'étranger , & pendant ledit temps , elles demeureront renfermées dans le magasin , comme il est dit à l'article 11 , & , après le terme d'un an , il y sera pourvu par sa majesté , ainsi qu'il appartiendra.

vante à M. l'amiral, relativement au jugement des Prises faites par les corsaires que les Etats-

16. Le renvoi du sel à l'étranger, & du tabac à l'étranger, se fera directement par mer; pourra néanmoins l'adjudicataire général des fermes, comme ayant le privilège exclusif du tabac, disposer à son profit du tabac des Prises, qui lui aura été adjudgé.

17. Les autres marchandises prohibées pourront être envoyées par terre à l'étranger, par forme de transit, à travers le royaume, sans payer aucuns droits, & sous la condition de passer & sortir par les ports & bureaux ci-après désignés, & à l'exclusion de tous autres; savoir, pour ce qui sortira du royaume par mer, par Dunkerque, Calais, Saint-Valéry, Dieppe, le Havre, Honfleur, Saint-Malo, le Port-Louis, Nantes & Paimbeuf, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Cette, Agde & Marseille; & à l'égard de ce qui sortira par terre pour l'Espagne, par les bureaux de Bayonne, Pas-de-Beahvie, Aiscain & Ainhoa; pour la Savoie, par les bureaux du Pont-de-Beauvoisin & Chaparillian; pour Genève & la Suisse, par les bureaux de Seissel & Longeray, ou par les bureaux d'Auxonne, & d'Auxonne, par celui de Pontarlier, suivant la destination; pour les Pays-Bas & pays de Liège, par les bureaux de la basse ville de Dunkerque, Lille, Valenciennes, Maubeuge & Givet; dans lesquels bureaux les commis désigneront, en visant les acquits à caution de transit qui leur seront présentés, le dernier bureau de la frontière par où les marchandises devront sortir, suivant la route, & par le côté de Luxembourg, par Tercy, & de là par Sedan.

18. Les marchandises prohibées ne pourront sortir des ports où elles auront été amenées pour être envoyées à l'étranger, qu'en présence du commis du fermier, par-devant lequel elles devront être reconnues & conduites au vaisseau, si elles sortent par mer ou chargées sur les voitures, sans que telles qui sortiront par mer puissent être entreposées dans aucun port intermédiaire. A l'égard des sels & des tabacs, dont le renvoi à l'étranger, comme il est dit article 16, ne pourra être fait que par

Unis d'Amérique arment dans les ports de France :

mer , ils seront pareillement reconnus & conduits au vaisseau.

19. Toutes les marchandises de Prises , autres que celles ci-dessus prohibées , auront la faculté de pouvoir être envoyées , sans payer aucuns droits , directement du port de l'adjudication à l'étranger ; elles jouiront aussi du bénéfice du transit au travers du royaume , en passant & sortant par les bureaux désignés en l'article 17 , à l'exclusion de tous autres ; & en attendant qu'elles soient destinées & expédiées , elles seront enfermées dans les magasins , ainsi qu'il est dit à l'article 11. Lesdites marchandises pourront également être expédiées pour les colonies françaises , soit directement du port de l'adjudication , soit en les envoyant dans un port intermédiaire ; & ce transport pourra se faire , ou par mer ou par terre , en remplissant les formalités ordinaires ; mais , dans ce dernier cas , elles seront , à leur arrivée dans le port intermédiaire , renfermées jusqu'à l'expédition , dans les magasins sous la clef du fermier.

20. Lesdites marchandises permises ne pourront demeurer déposées en magasin , sans destination & expédition , plus de six mois , à compter du jour de l'adjudication , après lequel terme les droits en seront acquis & payés au fermier par les adjudicataires : veut néanmoins sa majesté que celles desdites marchandises permises qui seroient déclarées pour les colonies françaises avant l'expiration des six mois d'entrepôt , jouissent encore de six autres mois , sans être sujettes à aucuns droits ; mais si , après avoir été déclarées pour lesdites colonies , la destination en étoit changée , ou pour l'étranger , ou pour le royaume , dans le cours des six derniers mois , les propriétaires desdites marchandises seront tenus de payer , savoir , pour celles qui passeront à l'étranger , les droits d'entrée & moitié de ceux de sortie ; & pour celles qui seront destinées à la consommation du royaume , les droits d'entrée avec moitié en sus.

21. En cas de non-rapport , dans le délai ci-dessus , des acquits à caution dûment déchargés , les soumissionnaires

» Mon cousin , je suis informé qu'il s'est
» élevé des difficultés relativement aux jugemens

payeront , s'il s'agit de marchandises prohibées , par forme de confiscation de dites marchandises , le double de l'adjudication , & en outre , l'amende portée par les réglemens ; & à l'égard des marchandises permises , le quadruple des droits fixés par les articles ci-après.

22. L'acier non ouvré , les chairs salées de toute espèce , la cire jaune non ouvrée , les cuirs verts ou en poil non salés , le castor en peau ou en poil , le cuivre non ouvré , l'étain non ouvré , le plomb non ouvré & le suif , déclarés pour la consommation du royaume , payeront pour tous droits d'entrée des traites , dans tous les bureaux des ports où l'adjudication en aura été faite , deux & demi pour cent du prix de leur adjudication.

23. Le charbon de terre , les boucilles ou flacons de verre , les buffes , cafés de tous lieux & pays , cire jaune ou blanche ouvrée , les cuirs apprêtés ou tannés , cuirs dorés , cuivre ouvré , drogueries de toutes sortes , étain ouvré , fer ouvré , fer-blanc ou tôle ouvrés , linge de table ouvré ou non ouvré , mercerie , morue verte ou sèche , & toutes sortes de poissons secs ou salés , papiers de toutes sortes , quincaillerie de toutes sortes , rubans de fil , toiles , futaines & couils , tapis & tapisseries , verres de toutes sortes , aussi déclarés pour la consommation du royaume , payeront pour tous droits d'entrée des traites , dans tous les bureaux des ports où l'adjudication en aura été faite , dix pour cent du prix de l'adjudication : & quant aux cafés & sucres de toutes espèces , qui seront également déclarés pour la consommation du royaume , ils acquitteront , savoir ; le café moka , le droit de trente-six livres ou quintal ; le café , autre que celui de Moka , le droit de quatorze livres , aussi du quintal ; & les sucres , ceux du tarif de 1667 , à l'exception néanmoins des sucres bruts , qui ne payeront que trois livres quinze sous du cent pesant.

24. Toutes les marchandises permises , autres que celles dénommées aux articles 22 & 23 du présent règlement , & qui seront déclarées pour la consommation du royaume ,

» des Prises faites par les corsaires que les Etats-
» Unis de l'Amérique arment dans les ports de

payeront pour tous droits d'entrées des traites des ports où l'adjudication en aura été faite, autres que Marseille, Bayonne & Dunkerque, cinq pour cent du prix de leur adjudication; à l'exception néanmoins des soies de toutes sortes, qui acquitteront les droits d'entrées de quatorze sous par livre pesant, imposées par l'édit de janvier 1722; & seront lesdites soies de Prises dispensées d'être envoyées à Lyon.

25. Dans le cas où les droits des marchandises des Prises, réglés par le présent arrêt à deux & demi ou à cinq pour cent du prix de l'adjudication, pourroient se trouver plus forts que les droits d'entrées ordinaires qui seroient dus pour aller à la destination déclarée, suivant les tarifs & réglemens, les droits desdites marchandises seront réduits à ceux portés par lesdits tarifs & réglemens; ce qui ne pourra avoir lieu pour les marchandises dénommées en l'article 23 du présent règlement, lesquelles demeureront assujetties aux droits portés par ledit article, pour quelque destination que ce soit dans le royaume.

26. Les droits des marchandises des Prises devant être acquittés suivant le prix de leur adjudication, veut sa majesté que la vente & adjudication en soient faites par les juges de l'amirauté, par partie d'une même sorte & qualité de marchandises; & que les négocians & autres qui devront en acquitter les droits, soient tenus de rapporter au bureau des fermes, avec leur déclaration, un certificat de l'amirauté, du prix de l'adjudication de la marchandise déclarée, avec le numéro, la date & le nom de l'adjudicataire porté par l'inventaire; ce qui sera vérifié sur le double dudit inventaire, qui doit être remis au commis du fermier, suivant l'article 10 du présent règlement; & faute par lesdits négocians & autres de rapporter certificat dans la forme ci-dessus prescrite, les droits seront acquittés à la valeur, sur le pied du plus haut prix qui se trouvera porté audit inventaire sur les marchandises de même espèce.

27. Les acquits de paiement des droits de deux & demi, & de cinq ou de dix pour cent, suivant l'espèce de mar-

» France, & que les commissaires du conseil
» des Prises ont pensé ne devoir pas juger. Pour

chandises, tiendront lieu, tant des droits d'entrée & droits locaux des traites, dus dans la province où l'adjudication en aura été faite, que de tous autres droits de traites qui pourroient se trouver dus au passage par terre d'une province à l'autre, même des vingt pour cent dus sur les marchandises du Levant, pourvu néanmoins que le transport s'en fasse dans les trois mois de la date de l'acquit de paiement pris au bureau du lieu de l'adjudication. N'entend sa majesté que la présente disposition puisse avoir lieu à l'égard des marchandises dont les droits de deux & demi & de cinq pour cent de l'adjudication, auront été réduits, en conformité de l'article 25, à ceux portés par les tarifs & réglemens, lesquelles continueront à payer les différens droits dus sur leur route. N'entend pareillement sa majesté exempter les marchandises des autres droits indépendans des traites ou cinq grosses fermes, auxquelles elles se trouveroient sujettes, lesquels droits seront payés indépendamment desdits droits de traites, portés par le présent réglemant.

28. Les droits des marchandises ne seront payés que lorsqu'elles seront enlevées du lieu de l'adjudication, pour être transportées dans un autre lieu du royaume, ou pour être consommées dans le lieu de l'adjudication; & en cas que les adjudicataires veuillent les tirer du dépôt & les avoir en leur disposition avant d'en avoir fait la destination, ils seront tenus d'en payer les droits.

29. Les marchandises des Prises conduites dans le port de Dunkerque, qui seront destinées pour l'intérieur ou pour passer en *transit* au travers du royaume à l'étranger, seront représentées au bureau de la basse-ville de Dunkerque, où la déclaration en sera faite à l'ordinaire, & elles seront accompagnées d'un certificat de l'amirauté, qui fera foi qu'elles proviennent de telle Prise, lequel sera dans la forme prescrite par l'article 26, & sera vérifié dans ledit bureau, sur le double de l'inventaire qui y sera remis à cet effet; & sur lesdits certificats vérifiés, elles seront visitées, pour être ensuite acquittées ou expédiées en *transit*,

» faire cesser toute incertitude à cet égard , je
 » vous écris cette Lettre , pour vous dire que.

& plombées avec acquit à caution , & soumission de remplir les conditions prescrites par le présent règlement. Il en sera usé de même au bureau de Septème , ou autres premiers bureaux d'entrée près de Marseille , pour les marchandises des Prises conduites dans ce port , & qui de là seront envoyées dans l'intérieur du royaume ou à l'étranger par *transit* ; réservant néanmoins sa majesté à l'adjudicataire général des fermes , & à ses commis établis à Marseille , la faculté de prendre connoissance des marchandises desdites Prises qui y seront amenées , & de s'opposer à l'introduction de celles qui y sont défendues par les réglemens. Entend sa majesté que les tabacs de Prises , qui entreront dans la Flandre françoise par le bureau de la basse-ville de Dunkerque , acquittent audit bureau le droit de trente sous par livre de tabac , imposé par la déclaration du 4 mai 1749.

30. Les marchandises des Prises amenées au port de Bayonne , payeront , après l'adjudication , les droits ordinaires de la coutume , dans le cas où les adjudicataires y seroient sujets , & elles ne seront assujetties aux droits de deux & demi , de cinq & de dix pour cent , qu'à la sortie du coutumat pour la destination du royaume ; & en justifiant , comme il est dit ci-dessus , du prix de leur adjudication. Elles jouiront au surplus du bénéfice du *transit* , tant pour les marchandises prohibées qui devront être renvoyées à l'étranger ; que pour les marchandises permises que les négocians & autres voudront faire passer à l'étranger ; le tout en observant les formalités prescrites en pareil cas par le présent règlement ; & à l'égard des marchandises permises , sous la condition qu'elles n'aient pas été en la disposition desdits négocians ou autres non privilégiés ; en sorte que l'exemption des droits d'entrée & de sortie ne porte que sur celles desdites marchandises permises qui passeront directement en *transit* à l'étranger , sans avoir été en la disposition des adjudicataires. Veut sa majesté que les tabacs provenant des Prises , & destinés pour la consommation de ladite ville de Bayonne , acquittent

» mon

„ mon intention est que les Prises qui auront
 „ été faites par des corsaires que les Etats-Unis
 „ de l'Amérique auroient armés en France, &
 „ qui auroient été conduites dans quelques-uns
 „ de mes ports, soient jugées par le conseil des
 „ Prises dans la même forme que celles des
 „ corsaires armés par mes sujets; & qu'en con-
 „ séquence les officiers des amirautés observent
 „ à leur égard les formalités prescrites par ma
 „ déclaration du 24 juin 1778. Je désire que,
 „ pour l'entière exécution de ma volonté à cet
 „ égard, vous la fassiez savoir dans tous mes ports,
 „ de manière que les capitaines de ces corsaires en
 „ soient instruits, & s'y conforment, ainsi que les

le droit de trente sous par livre de tabac, imposé par la déclaration du 4 mai 1749.

31. Le présent règlement, dans tout son contenu, sera exécuté pour les marchandises provenant des échouemens des navires ennemis pendant la présente guerre.

32. Le contenu aux articles ci-dessus aura pareillement lieu pour les Prises faites par les vaisseaux de sa majesté, & les droits ordonnés par le présent règlement seront perçus sur les marchandises de toutes les Prises faites avant sa publication, comme sur celles qui pourront se faire à l'avenir.

33. La connoissance des fraudes & contraventions au présent règlement, demeurera aux maîtres des ports & juges qui ont coutume d'en connoître, sauf l'appel, ainsi que de droit. Mande & ordonne sa majesté à M. le duc de Penthièvre, amiral de France; aux sieurs intendants & commissaires départis dans les provinces, aux officiers des amirautés, maîtres des ports, juges des traites, & tous autres qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du présent règlement.

Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, le 27 août 1778.

Signé DE SARTINE.

» officiers des amirautés. Et la présente n'étant
 » à autre fin, je prie dieu, mon cousin, qu'il
 » vous ait en sa sainte & digne garde. Ecrit à
 » Versailles le dix août mil sept cent quatre-
 » vingt.

Signé LOUIS. *Et plus bas*, DE SARTINE.

Le roi ayant été informé qu'il se faisoit journellement dans les ports, des marchés usitaires relativement aux parts des Prises faites par les vaisseaux de sa majesté; que des agioteurs, profitant de l'empressement que les gens de mer avoient de recevoir de l'argent comptant, achetoient à l'avance leurs parts de Prises, à des prix fort au dessous de ce qu'elles valoient; sa majesté a rendu en son conseil, le 12 juin 1781, un arrêt par lequel elle a expressément défendu aux officiers mariniens & matelots des équipages de ses vaisseaux de vendre à l'avance leurs parts de Prises, & à toutes personnes de les acheter ou de faire aucun marché qui y fût relatif, pour quelque cause, ni sous quelque prétexte que ce pût être, à peine contre les contrevenans d'être punis sévèrement : elle a en même temps déclaré nuls tous les marchés ou autres actes de ventes & cessions de ces parts de Prises, faits avant la publication de son arrêt, sauf à ceux qui pourroient avoir quelques répétitions à former contre les officiers mariniens ou matelots, à se pourvoir pardevant l'intendant de la marine ou ordonnateur du département, pour y être par lui statué conformément aux ordonnances.

PRISE A PARTIE. C'est le recours qu'exerce une partie contre son juge dans les cas prévus par

la loi , à l'effet de le rendre responsable du mal jugé , & de tous dépens , dommages & intérêts.

Chez les Romains , un juge ne pouvoit être pris à partie , que quand il avoit donné lieu à un grief irréparable par la voie de l'appel.

On fait qu'anciennement le combat judiciaire étoit pratiqué en France comme un moyen de découvrir la vérité , & que les seigneurs & leurs juges pouvoient être provoqués à ce combat pour mauvais jugement.

Comme la nature de la décision par le combat , étoit de terminer l'affaire pour toujours , & n'étoit pas compatible avec un nouveau jugement & de nouvelles poursuites , l'appel à un tribunal supérieur , pour faire réformer le jugement d'un autre tribunal , étoit inconnu parmi nous.

M. de Montesquieu observe à ce sujet , qu'une nation guerrière , uniquement gouvernée par le point d'honneur , ne connoissoit pas cette forme de procéder ; & que , suivant toujours le même esprit , elle prenoit contre les juges les voies qu'elle auroit pu employer contre les parties.

La provocation au combat judiciaire contre les seigneurs , ou contre les pairs , ou juges de la seigneurie , se nommoit appel de faux jugement.

Beaumanoir , qui donne un détail de cette manière de procéder , rapporte que l'appelant étoit obligé de se battre contre tous les juges qui avoient été d'un même avis. Quand on vouloit prévenir cet inconvénient , on demandoit au seigneur que les opinions se donnassent tout haut : si le premier pair étoit contraire , & qu'on vît que le second alloit opiner de même , on disoit au premier qu'il étoit un méchant , un

calomniateur, &, pour le prouver, il falloit se battre avec lui & le vaincre.

L'appel de refus de juger s'appeloit *appel de défaut de droit*.

Ce refus venoit de la part du seigneur ou des pairs : de la part du seigneur, lorsqu'il n'avoit pas assez d'hommes à sa cour pour juger, ou qu'il n'assembloit pas ses juges : de la part des pairs, lorsque l'affaire étant portée devant eux, ils négligeoient de la juger, quoique les délais fussent expirés.

Au combat judiciaire, auquel étoient assujettis le seigneur ou les pairs pour soutenir leur jugement, succéda une autre manière de procéder : tous les juges pouvoient être appelés devant leurs supérieurs pour soutenir le jugement qu'ils avoient rendu.

Mais cet usage a été abrogé par un usage contraire, sur-tout depuis l'ordonnance de Roussillon, qui porte que les hauts-justiciers, ressortissans nuelement au parlement, seront condamnés, suivant l'ancienne ordonnance, en 60 livres parisis, pour le mal-jugé de leurs juges.

Il est seulement resté de cet ancien usage, que le prévôt de Paris & d'autres officiers du châtelet sont obligés d'assister à l'audience de la grand'-chambre à l'ouverture du rôle de Paris.

Du reste, il s'est établi que l'appel d'un jugement devoit être dirigé contre la partie à laquelle il étoit favorable, & que c'étoit à celle-ci à le soutenir; d'où est venue la maxime, que *le fait du juge est celui de la partie*.

Mais, en même temps qu'on a pensé qu'un juge ne devoit pas être détourné de ses fonctions

pour aller à chaque instant soutenir ses décisions, on a décidé que s'il venoit à se comporter d'une manière indigne de son caractère, il devoit être obligé de réparer le tort résultant de sa prévarication.

C'est conformément à ces vûes, qu'entre autres ordonnances, celle de Blois a permis de prendre les juges à partie, lorsqu'ils auroient jugé par dol, fraude ou concussion, ou que les cours trouveroient qu'ils fussent en *faute manifeste*, pour laquelle ils dussent être condamnés en leurs noms.

L'article premier du titre 25 de l'ordonnance du mois d'avril 1667, enjoint à tous les juges, tant des cours que des autres juridictions royales ou seigneuriales, de procéder incessamment au jugement des causes, instances & procès qui sont en état d'être jugés, à peine de répondre en leurs noms des dommages & intérêts des parties. C'est en conformité de cette loi, qu'un arrêt du 8 février 1687, rapporté par Boniface, a déclaré légitime la Prise à partie d'un juge & d'un procureur du roi, parce qu'ils avoient négligé de juger un procès criminel.

Observez néanmoins qu'un juge ne pouvant rendre son jugement que quand le procès est instruit, & en état d'être décidé, ce n'est que depuis cet instant qu'il est en faute, & qu'il doit personnellement dédommager les parties de la perte que sa mauvaise foi ou sa négligence ont pu leur occasionner.

C'est d'après cette règle, qu'un arrêt du 8 août 1709, rapporté au journal des audiences, a décidé que la Prise à partie ne pouvoit avoir lieu quand le procès n'étoit pas en état.

Il y a plusieurs autres cas où la Prise à partie peut avoir lieu contre un juge; savoir, 1°. lorsque le juge a prononcé un jugement contraire à la disposition des ordonnances. Cependant, pour que la contravention du juge aux ordonnances soit un moyen de Prise à partie, elle doit être affectée & inexcusable. C'est dans ce sens qu'il faut entendre l'article 8 du titre premier de l'ordonnance de 1667.

Ainsi, les nullités que les juges commettent dans l'instruction & le jugement d'un procès civil, ne sont point un cas de Prise à partie: le juge ou le commissaire en doit être quitte en payant les frais de la nouvelle procédure; ce qui s'ordonne le plus souvent sur la simple réquisition de la partie.

Mais un juge seroit bien pris à partie, si, hors le cas de flagrant délit, sans plainte ni dénonciation, il informoit contre quelqu'un d'un fait qui ne seroit pas certain, & faisoit arrêter le prétendu coupable, sur-tout si c'étoit un domicilié, & qu'il se trouvât innocent.

Il en seroit de même d'un juge qui décréteroit quelqu'un, soit de prise de corps, soit d'ajournement personnel, sans une preuve suffisante, ou pour raison d'un crime qui ne mériteroit aucune peine afflictive, ni infamante; sur-tout si la personne décrétée étoit un officier qui par-là se trouvât interdit de ses fonctions. Il seroit juste qu'il obtînt, par la voie de la Prise à partie, la réparation du tort qu'il auroit souffert.

2°. Le juge peut être pris à partie lorsqu'il a excédé son pouvoir, en connoissant d'une affaire qui n'est évidemment pas de sa compétence.

C'est ce qui résulte de l'article premier du titre 6 de l'ordonnance de 1667.

3°. Il en est de même, suivant l'article 2 de ce titre, du cas où le juge évoque une instance pendante au tribunal inférieur, sous prétexte d'appel ou connexité, & qu'il ne la juge pas définitivement à l'audience.

4°. Le juge peut pareillement être pris à partie, lorsqu'une demande originaire n'étant formée que pour traduire le garant hors de sa juridiction, il retient néanmoins la cause, au lieu de la renvoyer pardevant ceux qui en doivent connoître.

5°. La Prise à partie peut aussi avoir lieu contre le juge qui, ayant été récusé, prononce sur une contestation, sans avoir fait décider si la récusation est bien ou mal fondée.

6°. Le juge peut encore être pris à partie, lorsqu'il ordonne quelque chose sans en avoir été requis par l'une ou l'autre des parties.

7°. Il en est de même quand il attente à l'autorité de la cour, en passant outre au préjudice des défenses qui lui sont faites.

Enfin il y a lieu à la Prise à partie, lorsque le juge laïque empêche le juge ecclésiastique d'exercer sa juridiction, mais non pas lorsqu'il prend simplement connoissance d'une affaire qui est de la compétence du juge d'église; celui-ci, en ce cas, peut seulement revendiquer la cause.

L'édit de 1695 porte, que les archevêques, évêques ou leurs grands vicaires, ne peuvent être pris à partie pour les ordonnances qu'ils auront rendues dans les matières qui dépendent de la juridiction volontaire; & à l'égard des ordonnances & jugemens que lesdits prélats ou

leurs officiaux auront rendus, & que leurs promoteurs auront requis dans la juridiction contentieuse, l'édit décide qu'ils ne pourront pareillement être pris à partie, ni intimés en leur propre & privé nom, si ce n'est en cas de calomnie apparente, & lorsqu'il n'y aura aucune partie capable de répondre des dépens, dommages & intérêts, qui ait requis ou qui soutienne leurs ordonnances & jugemens; & ils ne sont tenus de défendre à l'intimation, qu'après que les cours l'ont ordonné en connoissance de cause.

Ce n'est pas assez pour pouvoir prendre à partie un juge qui néglige de juger un procès, de prouver que la contestation étoit instruite & en état d'être jugée depuis long-temps. Comme il seroit possible qu'il ignorât lui-même ce fait, l'ordonnance a réglé que pour constater juridiquement que c'étoit en connoissance de cause qu'il avoit refusé son ministère, il falloit le constituer en demeure par deux différentes sommations.

Ces sommations doivent être faites par le ministère d'un huissier (*). Il faut d'ailleurs

(*) *Formule d'une sommation de juger.*

L'an à la requête de &c.
Je huissier soussigné, certifie avoir sommé, prié, & requis M. de juger incessamment l'instance d'entre ledit sieur & laquelle est en état d'être jugée; sinon & à faute de ce faire, proteste ledit sieur d'en appeler comme de déni de justice, & de rendre mondit sieur responsable de ses dépens, dommages & intérêts, & de le faire intimer à cette fin en son propre & privé nom; & j'ai à mondit sieur parlant comme dessus, laissé copie du présent, à ce qu'il n'en ignore.

Il faut réitérer cette sommation dans les délais de l'ordonnance.

qu'elles soient signifiées au domicile du juge. Cependant, comme il s'agit d'un fait de charge, la signification peut aussi se faire au greffe de la juridiction : mais pour qu'on soit sûr que la connoissance a dû en parvenir jusqu'au juge, il faut que cette signification ait lieu aux heures où le greffe est ouvert, & en parlant au greffier ou à l'un des commis du greffe.

L'intervalle qui doit se trouver entre les deux sommations, est de huitaine à l'égard des juges qui ressortissent nuement aux cours, & de trois jours à l'égard des autres sièges.

Lorsque ces sommations n'ont point produit d'effet, la partie peut appeler comme de déni de justice (*), & faire intimier le rapporteur en

(*) *Formule de lettres de relief d'appel de déni de justice.*

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France & de Navarre. Au premier notre huissier ou sergent sur ce requis; de la partie de notre amé nous a été exposé que (*rendre ici un compte sommaire de l'affaire & des sommations faites au juge*); ce qui oblige l'exposant d'avoir recours à nos lettres sur ce nécessaires; pour ce est-il que nous te mandons assigner & intimer à certain & compétent jour en notre cour de parlement à Paris, ledit (*ici le nom du juge & de la juridiction*) pour procéder sur l'appel interjeté par l'exposant, & qu'il interjette d'abondant par les présentes du déni de justice à lui fait par ledit & pour se voir condamner aux dommages & intérêts de l'exposant à donner par déclaration; & en outre pour voir dire que ladite instance sera renvoyée pardevant le plus prochain juge royal des lieux, répondre & procéder comme de raison; & sera déclaré que Me. procureur en notredite cour, occupera pour l'exposant; de ce faire te donnons pouvoir. Car tel est notre plaisir. Donné en notre chancellerie du pa-

son nom, s'il y en a un, sinon celui qui doit présider.

Lorsqu'un juge a été déclaré bien intimé sur la Prise à partie, il doit être condamné en son nom aux dommages & intérêts envers les parties. C'est une disposition de l'article 3 du titre 25 de l'ordonnance de 1667.

Le juge qui a été intimé ne peut être juge du différend, à peine de nullité & de tous dépens, dommages & intérêts des parties, si ce n'est qu'il ait été sollement intimé, ou que les deux parties consentent qu'il demeure juge; il doit être procédé au jugement par d'autres juges & praticiens du siège, non suspects, suivant l'ordre du tableau, si mieux n'aime l'autre partie attendre que l'intimation soit jugée. C'est ce qui résulte de l'article 5 du même titre.

On ne peut prendre les juges à partie qu'après en avoir obtenu la permission des cours supérieures auxquelles ils ressortissent. Cela est ainsi ordonné par un arrêt de règlement rendu au parlement de Paris le 4 juin 1699 (*).

fais le l'an de grâce & de notre règne.
le par le conseil.

(*) *Ce règlement est ainsi conçu :*

Ce jour les grand'chambre & tournelle assemblées, les gens du roi sont entrés, & maître Henri-François Daguesseau, avocat dudit seigneur roi, portant la parole, ont dit à la cour :

Que comme le zèle dont elle est animée pour tout ce qui regarde l'honneur des juges, ne se renferme pas dans les bornes de la compagnie, & qu'il se répand sur tous ceux qui ont une portion de ce caractère éminent, donc elle possède la plénitude, ils croient devoir lui pro-

Le parlement de Grenoble a rendu un arrêt semblable le 20 mai 1706.

Par un autre arrêt du 15 novembre 1729 , le parlement de Bretagne a fait défense aux parties intimées qui ne seroient point appelantes , d'intimer & prendre à partie les juges pour les *avisager* aux instances d'appel indéçises , sauf à elles , après la cassation définitive des procédures & jugemens par arrêt , à demander permission de les prendre à partie , laquelle permission ne pourroit être accordée qu'en connoissance de cause , & par délibération de la chambre où l'appel auroit été jugé.

poser aujourd'hui d'autoriser par un règlement général , & de confirmer pour toujours un ancien usage digne de la sagesse des premiers magistrats , & de la protection qu'ils doivent donner aux juges subalternes , dont l'honneur est remis entre leurs mains , &c.

Les gens du roi retirés , la matière mise en délibération :

Ladite cour , faisant droit sur les conclusions du procureur général du roi , fait défenses à toutes personnes , de quelque état & qualité qu'elles soient , de prendre à partie aucuns juges , ni de les faire intimer en leur propre & privé nom sur l'appel des jugemens par eux rendus , sans en avoir auparavant obtenu la permission par arrêt de la cour , à peine de nullité des procédures , & de telle amende qu'il appartiendra. Enjoint à tous ceux qui croiront devoir prendre des juges à partie , de se contenter d'expliquer simplement , & avec la modération convenable , les faits & les moyens qu'ils estimeront nécessaires à la décision de leur cause , sans se servir de termes injurieux & contraires à l'honneur & à la dignité des juges , à peine de punition exemplaire. Ordonne que le présent arrêt sera envoyé aux bailliages & sénéchaussées du ressort , pour y être lu & publié. Enjoint aux substituts du procureur général du roi d'y tenir la main , & d'en certifier la cour dans un mois. Fait en parlement le 4 juin 1699.

Signé , DONGOIS.

Le parlement de Toulouse a pareillement rendu un arrêt le 31 août 1735, par lequel il a défendu aux procureurs d'insérer dans les lettres de relief d'appel qu'ils obtiendroient en chancellerie, la clause d'intimation & Prise à partie contre les juges, à peine de nullité, & leur a en même temps ordonné de se pourvoir à la cour pour obtenir arrêt portant permission d'intimer les juges & de les prendre à partie en leurs propres & privés noms.

La cour des aides de Paris a aussi rendu un arrêt de règlement le 27 novembre 1778, par lequel elle a fait défense à toutes sortes de personnes d'intimer les substitués du procureur général en leurs propres & privés noms, à peine de nullité des procédures, & de telle amende qu'il appartiendrait, à moins qu'elle n'en eût accordé la permission, & qu'ils ne fussent dans le cas de la Prise à partie. Il a été ordonné par le même arrêt, que les intimations sur appel de sentences rendues par les officiers du ressort de la cour, sur les conclusions & réquisitoires des substitués du procureur général, ne pourroient être faites qu'au procureur général, comme prenant le fait & cause de ses substitués.

Les officiers des cours souveraines peuvent être pris à partie comme les autres juges. Il n'y a aucune loi qui les en dispense, & ils sont soumis, comme les autres, à la peine des dommages & intérêts, lorsqu'ils jugent contre la disposition des ordonnances. C'est ce qui résulte évidemment des articles 1 & 3 du titre premier de l'ordonnance du mois d'avril 1667.

C'est aussi ce que prouvent plusieurs arrêts; l'un, du 11 novembre 1556, a condamné à l'a-

mende-honorable & aux dommages & intérêts des parties, le sieur Taboué, procureur général au parlement de Grenoble, pour avoir intenté une accusation calomnieuse.

La cour des monnoies de Paris ayant condamné un accusé à subir la question ordinaire & extraordinaire, sans autres preuves que des indices arbitraires, au lieu que, suivant les ordonnances, il faut une preuve considérable; l'accusé succomba; les douleurs lui firent convenir qu'il étoit l'auteur du crime, & il fut ensuite condamné à la mort par arrêt du 3 mars 1691: mais son innocence ayant depuis été reconnue, sa veuve se pourvut & obtint des lettres de révision du procès, adressées à la chambre de la tournelle du parlement de Paris, qui, par arrêt du 18 février 1704, remit les parties en tel & semblable état qu'elles étoient avant celui du 3 mars 1691, & permit de prendre à partie les juges de la cour des monnoies qui avoient procédé au jugement du malheureux accusé.

Mais comme l'arrêt de la tournelle contenoit en même temps des dispositions contraires aux privilèges que la cour des monnoies prétend avoir, la connoissance de cette affaire fut évoquée; & par arrêt du 15 octobre 1703, rendu au rapport de M. Maboul, maître des requêtes, les juges qui avoient rendu l'arrêt de 1691 furent déclarés avoir été bien pris à partie, & condamnés en 6000 livres de dommages & intérêts envers la veuve de l'innocent.

Un autre arrêt rendu au conseil le 20 mai 1733, a permis à Jean Laugier, avocat au parlement de Provence, demeurant à Barcelonette, de prendre à partie les juges de la tournelle de cette cour, qui,

par arrêt du 26 novembre 1716, l'avoient condamné aux galères.

Observez qu'il n'y a que le roi qui puisse permettre de prendre à partie les cours souveraines.

Voyez l'ordonnance du mois d'avril 1667, & les commentateurs; le journal des audiences; le traité de la justice civile; les arrêts de Papon; la bibliothèque du droit françois; l'édit du mois d'avril 1695; l'ordonnance du mois d'août 1670; le traité de la justice criminelle, &c. Voyez aussi les articles JUGE, PROCUREURS DU ROI, MALVERSATION, &c.

PRISE DE CORPS. C'est l'action par laquelle on saisit un homme au corps pour quelque affaire criminelle, en vertu d'un décret ou ordonnance du juge.

On appelle aussi *Prise de corps*, le décret ou jugement qui ordonne la *Prise de corps* (*).

(*) *Formule d'un décret de Prise de corps.*

Vu l'information faite par à la requête de demandeur & accusateur, le procureur du roi (ou *fiscal*) joint (& *s'il n'y a point de partie civile*), à la requête du procureur du roi ou *fiscal* accusateur, contre accusé, de (date de l'information), conclusion du procureur du roi ou *fiscal*, nous ordonnons que ledit sera pris & appréhendé au corps & conduit ès prisons de céans (ou de cette cour), pour y être ouï & interrogé sur les faits résultans desdites charges & informations, & autres sur lesquelles le procureur du roi ou *fiscal* voudra le faire entendre; sinon & après perquisition faite de la personne, sera assigné à comparoir à quinzaine, & par un seul cri

Pour décréter un accusé de Prise de corps, il faut non seulement que le crime dont il est question mérite une peine afflictive ou infamante, mais encore qu'il y ait contre l'accusé une preuve ou du moins une semi-preuve résultante d'une information préalable.

L'article 8 du titre 10 de l'ordonnance du mois d'août 1670, admet néanmoins diverses exceptions à cette règle : il permet de décréter de Prise de corps, 1°. pour crime de duel, sur la simple notoriété ou bruit public ; 2°. contre les vagabonds & gens sans aveu, sur la seule plainte de la partie publique ; 3°. lorsqu'il s'agit de vol ou délit domestique, sur la plainte des maîtres. L'usage a encore admis une quatrième exception ; c'est en faveur d'une fille séduite par un garçon sans domicile certain : elle peut alors se faire arrêter, en vertu d'une ordonnance du juge rendue sur requête, sans aucune information précédente.

Le décret de Prise de corps peut aussi avoir lieu contre un accusé pris en flagrant délit, ou à la clameur publique ; mais dans ce cas le juge doit ordonner, suivant l'article 9 du titre cité, que cet accusé conduit en prison sera écroné, & que l'écrou lui sera signifié parlant à sa personne.

Le décret de Prise de corps emporte de droit interdiction contre les officiers ; & comme il a pour objet de s'assurer de la personne d'un cri-

public à la huitaine ensuivant ; ses biens saisis & annotés, & à iceux établi commissaire ; ce qui sera exécuté nonobstant oppositions & appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Fait ce, &c.

minel , rien ne doit en arrêter l'exécution , pas même une récusation ni un appel comme de juge incompétent , ou comme d'abus. Il ne faut d'ailleurs ni permission ni *pareatis* pour exécuter un tel décret : au surplus , comme il importe que le prisonnier sache à qui s'adresser dans l'endroit même où il est emprisonné , pour faire les significations que sa défense peut exiger , celui à la requête duquel le décret s'exécute , est tenu , par l'article 13 du titre cité , d'élire domicile dans cet endroit : mais cette élection de domicile n'attribue aucune sorte de juridiction au juge du domicile élu. Ce juge ne peut même , sous prétexte que la police des prisons lui appartient , décider de la translation du prisonnier , ou ordonner qu'à défaut par la partie civile de le faire transférer dans un certain temps , le prisonnier sera élargi. Ce seroit donner à ce juge la faculté de favoriser un criminel & de le mettre hors des prisons impunément. Il doit donc demeurer pour certain , qu'il n'y a que le juge qui a décerné le décret qui puisse connoître de son exécution , dans quelque lieu qu'elle se fasse.

L'édit de 1695 contient la même disposition par rapport aux décrets émanés des officiaux : ils peuvent s'exécuter , non seulement hors du ressort de l'officialité , mais encore sans *pareatis* des juges royaux & des seigneurs. Il faut cependant observer qu'il n'y a que les huissiers royaux qui puissent mettre à exécution les décrets des officiaux ; ceux des officialités ou des justices seigneuriales n'ont pas ce pouvoir.

Les lieutenans généraux des provinces & villes , les baillis & sénéchaux , les maires & échevins , les prévôts des maréchaux , vice-baillis , vice-sénéchaux ,

fénechaux, leurs lieutenans & archers, sont tenus de prêter main-forte à l'exécution des décrets & autres ordonnances de justice. C'est ce qui résulte de l'article 15.

L'article 16 veut que les accusés qui sont arrêtés soient promptement conduits dans les prisons publiques, soit royales ou seigneuriales, sans pouvoir être détenus dans les maisons particulières, si ce n'est pendant leur conduite, & en cas de péril d'enlèvement, dont il doit être fait mention dans le procès-verbal de capture & de conduite.

On étoit autrefois dans l'usage, en certains cas & relativement à certaines personnes dont on vouloit ménager la réputation, d'adoucir la rigueur du décret de Prise de corps, en ordonnant que l'accusé seroit amené sans scandale. Cet usage se pratiquoit sur-tout dans les officialités : mais comme on ne peut guère arrêter quelqu'un & le constituer prisonnier sans quelque scandale plus ou moins grand, l'article 17 a pros crit cette sorte de procédure.

Quoique dans la règle générale on ne doive point décerner de décret de Prise de corps contre des personnes inconnues, il arrive néanmoins quelquefois que les accusés ne sont pas dénommés par les témoins dans les informations, & qu'ils y sont seulement désignés par leur taille, leurs habits, &c. Le juge peut en pareil cas décréter de Prise de corps sous ces désignations : mais comme elles sont par elles-mêmes très-équivoques, l'article 18 a encore permis aux parties d'indiquer les accusés aux officiers chargés de l'exécution des décrets.

Les procureurs du roi des justices royales doivent, suivant l'article 20, envoyer aux procureurs généraux, chacun dans leurs ressort, aux mois de janvier & juillet de chaque année, un état signé par les lieutenans criminels & par eux, des écrous & recommandations faits pendant les six mois précédens dans les prisons de leurs sièges, & qui n'ont point été suivis de jugement définitif, contenant la date des décrets, écrous & recommandations ; le nom, surnom, qualité & demeure des accusés, & sommairement le titre d'accusation & l'état de la procédure. Les procureurs fiscaux des justices seigneuriales sont obligés de faire la même chose à l'égard des procureurs du roi des sièges royaux où ces justices ressortissent.

Aucun prisonnier pour crime ne peut être élargi que par ordonnance du juge, & après avoir vu les informations, l'interrogatoire, les conclusions du ministère public, & les réponses de la partie civile, s'il y en a, ou les sommations qui lui ont été faites de fournir ses réponses.

Les accusés ne peuvent pas non plus être élargis après le jugement, s'il porte condamnation à peine afflictive, ou que le ministère public en appelle, quand les parties civiles y consentiroient, & que les amendes, aumônes & réparations auroient été consignées. C'est ce qui résulte des articles 22, 23 & 24.

Voyez l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670 & les commentateurs. Voyez aussi les articles INFORMATION, ACCUSATION, AJOURNEMENT PERSONNEL, &c.

PRISE DE POSSESSION. C'est l'acte en vertu duquel on se met en possession de quelque chose.

Il y a la Prise de possession en matière profane, & la Prise de possession en matière ecclésiastique.

De la Prise de possession en matière profane.

S'il s'agit d'un meuble, on s'en met en possession en le prenant dans les mains.

Quant aux immeubles, on n'en prend possession que par des fictions de droit, qui expriment l'intention que l'on a de s'en mettre en possession, comme en ouvrant & fermant les portes, coupant quelques branches d'arbres, &c.

On prend possession de son autorité privée, ou en vertu de quelque jugement.

Quand on prend possession en vertu d'un jugement, il est d'usage de faire dresser un procès verbal de Prise de possession par un huissier ou par un notaire, en présence de témoins, tant pour constater le jour & l'heure à laquelle on a pris possession, que pour constater l'état des lieux & les dégradations qui peuvent s'y trouver.

La Prise de possession d'un immeuble ne peut avoir lieu qu'après que le titre a été insinué, s'il est sujet à cette formalité.

Si la prise de possession d'un immeuble se fait en vertu d'un contrat d'acquisition volontaire qui ait été contrôlé, il n'est dû pour le droit de contrôle de cette Prise de possession, que le quart du droit réglé pour le contrat, par les articles 3 & 4 du tarif du mois de septembre 1722.

Mais s'il s'agit d'immeubles échus à titre

successif, ou adjugés par quelque acte judiciaire; non sujet au contrôle, le droit de contrôle de la Prise de possession doit être perçu sur le pied de la valeur des immeubles, & suivant les art. 4 & 5 qu'on vient de citer.

Une Prise de possession d'immeubles, faite par huissier est sujette au contrôle des actes, & le droit en est dû sur le pied réglé par l'article 4 du tarif, faute d'évaluation des biens. C'est ce qui a été jugé dans l'espèce suivante.

La dame de Mailliot, femme séparée du sieur de Pomiers, obtint un arrêt du parlement, qui condamnoit les neveux & nièces de son mari à lui rendre une maison de la succession de son aïeule, & qui lui permettoit de s'en mettre en possession; il fut fait, en conséquence, un procès-verbal par un huissier, qui rapportoit avoir pris cette dame par la main, & l'avoir conduite, en présence de ses témoins, dans la maison & lieux en dépendans, où elle avoit pris possession réelle, actuelle, corporelle, &c. Le commis, outre le droit de contrôle aux exploits, perçut 200 liv. pour droit de contrôle aux actes, faute d'évaluation. La dame de Pomiers se pourvut à l'intendance; elle exposa que l'arrêt ne lui donnoit aucune nouvelle propriété, & qu'il s'agissoit moins d'une Prise de possession que d'un simple procès verbal de l'état des lieux. M. l'intendant réduisit le droit de contrôle aux actes, à 10 sous : mais cette ordonnance fut réformée par une décision du conseil du 9 avril 1729, qui jugea la perception régulière; il intervint ensuite un arrêt du 24 mai 1729, sur la requête du fermier, par lequel, sans s'arrêter à l'ordonnance du sieur intendant de Bordeaux, il fut

ordonné que l'acte de Prise de possession en question seroit contrôlé, & le droit de contrôle payé sur le pied de la seconde section de l'article 70 du tarif du 29 septembre 1722. La dame de Pomiers se pourvut en opposition, & elle en fut déboutée par décision du 3 avril 1730 : elle insista, & elle exposa qu'il s'agissoit d'un acte du ministère d'un huissier, & nullement de celui d'un notaire; que l'objet de cet acte étoit de se faire connoître aux locataires & de constater les lieux, n'ayant pas besoin d'une Prise de possession, puisqu'elle avoit toujours été propriétaire, &c. Par autre arrêt du conseil du 4 juillet 1730, cette dame fut déboutée de son opposition; il fut ordonné que celui du 14 mai 1729 seroit exécuté selon sa forme & teneur, & ladite dame de Pomiers fut en outre condamnée au coût des deux arrêts, liquidé à 75 l. pour chacun.

Il est certain que, pour caractériser une Prise de possession, il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse d'une propriété de fait, pour être dans le cas de reprendre la possession; mais lorsque les biens sont désignés, ils sont susceptibles d'évaluation pour liquider les droits.

Par arrêt du 20 février 1740, le conseil a jugé, en faveur du sieur le Chapelier de la Varenne, que pour une Prise de possession de biens situés dans la généralité d'Orléans, qu'il avoit acquis par contrat passé devant les notaires de Paris, le droit de contrôle n'étoit dû que sur le pied de la première section de l'article 70 du tarif, attendu que le contrat passé à Paris, en

papier de formule , est censé contrôlé. *Voyez* CONTRÔLE.

Par un autre arrêt du 8 mai 1744 , le conseil a jugé que les droits de contrôle & de centième denier avoient été bien perçus sur la valeur des biens dont le syndic de l'hôpital de Castelnau-dari avoit pris possession , en vertu de l'union faite à cet hôpital des biens de celui de Villary. L'intendant de Languedoc avoit jugé par deux ordonnances des 26 mai & 18 septembre 1742 , qu'il n'étoit dû que le droit de contrôle fixé à 5 livres , comme pour une Prise de possession de bénéfice ; mais ses ordonnances ont été réformées , sur le fondement qu'une Prise de possession d'immeubles est un acte d'administration temporelle , pour réunir les biens à titre de propriété , & qu'elle ne pouvoit être considérée comme un acte ecclésiastique , ayant pour objet le titre du bénéfice.

Par un autre arrêt du 14 décembre 1758 , le conseil a confirmé une ordonnance de l'intendant de Languedoc , qui avoit condamné le greffier en chef de la sénéchaussée de Beziers à une amende de 200 livres , pour n'avoir pas fait contrôler , dans la quinzaine , un procès-verbal de Prise de possession qu'il avoit fait en vertu d'une adjudication par décret. Ce greffier disoit pour moyen d'appel , qu'il s'agissoit d'un acte judiciaire & de l'exécution du décret qui l'avoit commis expressément pour procéder à la Prise de possession de l'adjudication des biens ; mais les Prises de possession , quoique faites en vertu d'arrêts ou autres jugemens , sont nommément assujetties au contrôle par la seconde section de l'article 70 du tarif , parce que ce sont des actes purement

volontaires, où la présence du juge n'est nullement nécessaire.

Les Prises de possession de biens adjugés au roi à titre de confiscation, d'aubaine ou autrement, ne sont assujetties à aucun droit, tant parce qu'elles sont faites par des officiers qui connoissent des domaines, qu'à cause que le souverain ne doit pas payer des droits qu'il impose sur ses sujets. C'est ce qui résulte d'une décision du conseil du 19 mai 1726. Il en est de même des Prises de possession de biens réunis au domaine.

De la Prise de possession en matière ecclésiastique.

La complainte, en matière bénéficiale, étant une action par laquelle un ecclésiastique demande à être maintenu dans la possession d'un bénéfice, il faut en tirer la conséquence qu'il ne peut intenter cette action sans avoir préalablement pris possession du bénéfice dans la forme ordinaire.

Il y a la prise de possession réelle & la Prise de possession civile.

Pour qu'un ecclésiastique puisse prendre possession réelle d'un bénéfice, il faut qu'il ait un titre canonique, c'est-à-dire des provisions qui justifient que ce bénéfice lui a été conféré.

Quand ce sont des provisions de cour de Rome, & que le bénéfice est à charge d'ames, il faut, pour que le pourvu puisse en prendre possession réelle, qu'il ait, outre les provisions, le *visa* de l'ordinaire dans le diocèse duquel est situé le bénéfice. Si le bénéfice n'est pas à charge d'ames, le pourvu n'a besoin du *visa* de l'ordinaire qu'autant que ses provisions sont *in formâ dignum*; il n'en a pas besoin quand elles sont *in formâ gra-*

tiosâ. C'est ce qui résulte des articles 2 & 3 de l'édit du mois d'avril 1695 (*).

Les provisions *in formâ dignum* sont celles que le pape adresse à l'ordinaire en lui donnant commission de conférer le bénéfice à l'impétrant. Elles sont ainsi appelées, parce qu'elles commencent par ces mots, *dignum arbitramur*.

Les provisions *in formâ gratiosâ* sont celles par lesquelles le pape confère lui-même directement le bénéfice à l'impétrant, sur le certificat de vie & de mœurs que ce dernier a obtenu de l'ordinaire.

En Artois, en Flandres, & en Provence, il

(*) Ces articles sont ainsi conçus :

II. Ceux qui auront été pourvus en cour de Rome de bénéfices, en la forme appelée *dignum*, seront tenus de se présenter en personne aux archevêques ou évêques dans les diocèses desquels lesdits bénéfices sont situés, & en leur absence à leurs vicaires généraux, pour être examinés en la manière qu'ils estimeront à propos, & en obtenir les lettres de *visa*, dans lesquelles il sera fait mention dudit examen, avant que lesdits pourvus puissent entrer en possession & jouissance desdits bénéfices; & ne pourront les secrétaires desdits prélats prétendre que la somme de trois livres pour lesdites lettres de *visa*.

III. Ceux qui auront obtenu en cour de Rome des provisions en forme gracieuse d'aucune cure, vicariat perpétuel, ou autre bénéfice ayant charge d'âmes, ne pourront entrer en possession & jouissance desdits bénéfices, qu'après qu'il aura été informé de leurs vie, mœurs, religion, & avoir subi l'examen devant l'archevêque ou évêque diocésain, ou son vicaire général en son absence, ou après en avoir obtenu le *visa*: défendons à nos sujets de se pourvoir ailleurs pour ce sujet, & à nos juges, en jugeant le possessoire desdits bénéfices, d'avoir égard aux titres & capacités desdits pourvus, qui ne seroient pas conformes à notre présente ordonnance.

faut des lettres d'attache pour prendre possession en vertu de provisions de cour de Rome.

Dans les cas où le *visa* est nécessaire pour prendre possession, le pourvu est obligé de se présenter en personne à l'ordinaire ou à ses vicaires généraux, qui, après l'examen de sa vie, de ses mœurs, de sa religion & de sa science, lui accordent le *visa*. En cas de refus, l'évêque doit exprimer les causes de refus dans l'acte qu'il donne au pourvu.

L'ecclésiastique qui a les titres nécessaires pour prendre possession réelle d'un bénéfice, peut la prendre en personne ou par quelqu'un qui soit fondé de sa procuration spéciale.

Observez néanmoins que quand il s'agit d'un bénéfice qui peut vaquer en régale, il faut prendre possession en personne, parce qu'une Prise de possession faite par procureur, n'empêcheroit pas le bénéfice de vaquer en régale.

Quand le bénéfice n'est pas un bénéfice qui rende le pourvu membre d'un chapitre, il est obligé, pour en prendre possession, de se rendre en personne ou par son procureur spécial, avec un notaire apostolique & deux témoins, dans l'église; & il y prend possession avec les cérémonies usitées dans le diocèse, de quoi le notaire apostolique dresse un acte & lui en délivre une expédition.

En cas de refus d'ouvrir les portes de l'église, le notaire apostolique en dresse un acte, & le pourvu prend possession en faisant sa prière à la porte, & en touchant la serrure; & même, s'il y avoit du danger à s'approcher de l'église, il prendroit possession à la vue du clocher: si le pourvu est pressé de prendre possession pour

250 PRISE DE POSSESSION.

intervenir dans quelque procès, car autrement il ne feroit pas reçu partie intervenante, le juge l'autorise à prendre possession dans une chapelle prochaine.

Lorsque le bénéfice rend le titulaire membre d'une église cathédrale, collégiale ou conventuelle, dans laquelle il y a un greffier ou secrétaire chargé d'expédier les actes de Prise de possession, le pourvu, pour prendre possession, se présente en personne, ou par son procureur, au chapitre, qui le met en possession, & le greffier du chapitre en dresse un acte dont il délivre une expédition au pourvu. Ces greffiers ont été expressément maintenus dans ce droit par l'article 3 de l'édit de création des notaires apostoliques. La même loi a réglé que si le chapitre refusoit de mettre le pourvu en possession, & le greffier du chapitre d'en donner acte, ce pourvu se présenteroit avec un notaire apostolique, qui en dresseroit procès-verbal en présence de deux témoins.

La Prise de possession réelle met le titulaire en possession, tant des fonctions spirituelles que du temporel, qui dépendent du bénéfice.

On permet en certains cas à l'ecclésiastique qui n'a pu prendre possession réelle du bénéfice auquel il a un droit acquis, d'en prendre une espèce de possession, qu'on appelle *Prise de possession civile*, pour la conservation de son droit. Cette permission s'accorde au bas d'une requête, & la Prise de possession se fait par le ministère d'un notaire apostolique, qui en dresse un acte.

Ainsi lorsqu'un ecclésiastique François a retenu en cour de Rome une date pour obtenir un bénéfice vacant, & qu'en conséquence du droit qu'il a acquis de cette manière, le pape refuse ou

diffère de lui faire expédier des provisions, il peut, sur le certificat de la rétenton de la date que lui donne le banquier, présenter requête au juge royal, qui lui permet de prendre possession civile du bénéfice.

Pareillement, quand l'ordinaire a refusé des provisions à un ecclésiastique qui a droit à un bénéfice, tel qu'est un gradué; ou qu'il a refusé un *visa* à un pourvu en cour de Rome, qui est appelant du refus, le juge royal permet à l'ecclésiastique de prendre possession civile.

On ne peut pas prendre possession des bénéfices dont l'élection doit être confirmée par le pape, sans avoir des bulles de cour de Rome: une simple signature ne suffit pas pour des prélatures.

Faute par le pourvu de prendre possession, le bénéfice demeure vacant, & un autre peut s'en faire pourvoir & en prendre possession; & l'ayant possédé par an & jour, il pourroit intenter complainte, s'il étoit troublé par celui qui auroit gardé les provisions sans prendre possession; ou s'il avoit une possession paisible de trois ans, il seroit confirmé par la possession triennale.

Quand plusieurs contendans ont pris possession d'un bénéfice depuis qu'il étoit contentieux entre eux, aucun d'eux n'est possesseur.

Les dévolutaires doivent prendre possession dans l'an; les pourvus par mort ou par résignation, ou autrement, ont trois années.

Il faut néanmoins observer, à l'égard des résignataires, qu'ils n'ont ce délai de trois années que quand le résignant est encore vivant; car s'il meurt dans les six mois de la date des provisions du résignataire, sans avoir été par lui dépossédé, le bénéfice vaque par mort. S'il survient quelque opposition à la Prise de possession

252 PRISE DE POSSESSION.

celui qui met en possession le pourvu doit passer outre en observant toutes les formalités, & faire mention de l'opposition ; ensuite celui qui prétend avoir été troublé intente complainte devant le juge royal.

Il faut ; à peine de nullité, faire insinuer dans le mois la Prise de possession, les procurations, *visa*, attestations de l'ordinaire, pour obtenir des bénéfices en forme gracieuse ; les sentences & arrêts qui permettent de prendre possession civile ; il faut aussi, sous la même peine & dans le même temps, faire insinuer toutes les bulles & provisions de cour de Rome & de la légation d'Avignon. Cela est ainsi ordonné par l'édit de décembre 1691.

La même loi a défendu aux ordinaires d'adresser leurs provisions aux prêtres pour mettre en possession des bénéfices, & leur a enjoint d'en faire l'adresse aux notaires royaux & apostoliques, pour les exécuter.

L'arrêt du conseil du 28 octobre 1698, & l'article 7 de la déclaration du 14 juillet 1699, ont ordonné que tous les actes qui pourroient servir à obtenir ou posséder des bénéfices seroient passés pardevant les notaires royaux & apostoliques, ou pardevant ceux qui en feroient les fonctions, & contrôlés, à peine de nullité.

Dans les diocèses où les offices de notaires apostoliques n'ont pas été lavés, il est d'usage que les Prises de possession de bénéfices soient reçues par des chanoines ou autres ecclésiastiques sans ministère de notaires, attendu la réunion de ces offices faite en faveur du clergé de ces diocèses par arrêt du 3 août 1694. Mais, dans ce cas, les Prises de possession n'en sont pas moins assujetties au contrôle dans la quinzaine.

Voyez l'édit du mois d'avril 1695 ; les loix ecclésiastiques de France ; le recueil de jurisprudence canonique , & les divers édits & réglemens cités dans cet article. Voyez aussi les articles INSINUATION , CENTIÈME DENIER , CONTRÔLE , POSSESSION , COLLATION , VISA , &c.

PRISÉE. Voyez ESTIMATION.

PRISON. C'est un lieu de sûreté dans lequel on retient l'accusé qui a mérité qu'on décernât contre lui un décret de prise de corps , & le débiteur contre lequel il a été rendu un jugement qui le condamne par corps à payer une somme quelconque , à quoi il n'a pas satisfait.

La Prison n'étant pas instituée par la loi comme un séjour de peine , elle ne devrait donner à celui qui y est retenu d'autre contradiction que celle d'être privé de sa liberté. *Carcer ad continendos homines, non ad puniendos haberi debet. Leg. aut damnum ff. solent. ff. de pœnis.* Cependant il n'est que trop reconnu qu'elle l'expose au danger d'y voir sa santé détruite par l'air qu'il y respire , & à contracter des maladies contagieuses, si le prisonnier n'est pas en état de se procurer une retraite particulière : de sorte que l'objet de la loi est véritablement trompé ; car en voulant seulement arrêter les pas d'un accusé & l'empêcher d'échapper à la punition s'il est réellement coupable , elle court le risque de donner la mort à un innocent , ou de hâter celle d'un criminel avant qu'il soit convaincu de son crime.

A cette considération puissante , dictée par l'humanité & la justice , il s'en joignoit d'autres qui auroient dû accélérer la réforme que nous avons tant demandée , & que nous avons enfin obtenue :

c'étoient les dispositions précises de l'ordonnance de 1670 & celles des arrêts de règlement du 18 juin & du 17 octobre 1717, par lesquels le parlement s'étoit proposé d'apporter quelques soulagemens au sort des prisonniers, d'étouffer de grands abus, de mettre un frein à la cupidité des geoliers, enfin, de faire regner l'ordre au milieu même des perturbateurs de l'ordre.

Et en effet, l'article 17 du titre 13 de l'ordonnance de 1670, porte, » que les Prisons soient » sûres & disposées *de manière que la santé du » prisonnier n'en puisse être incommodée* «.

Comment, disions-nous dans un ouvrage qui a pour objet de répandre quelques lumières sur la législation criminelle, & dont le premier cahier a paru en 1778 sous le titre de *Reflexions philosophiques sur l'origine de la civilisation & sur le moyen de remédier à quelques-uns des abus qu'elle entraîne* ; » comment, après une volonté » si sage, si impérieuse, & si clairement énoncée » il y a plus d'un siècle, *les cachots existent-ils » encore* ? Auroit-on pensé que la santé du captif » qui y est, pour ainsi dire, englouti, *n'en pou- » voit pas être incommodée* ? Il auroit suffi pour » sortir de cette cruelle erreur, d'arrêter les yeux sur » les hommes qui les ont habités, & qu'on rend à » la lumière «.

Si nous voulons suivre le véritable esprit de l'ordonnance, » commençons donc par transférer » nos Prisons dans un lieu bien aéré ; qu'une » cour vaste y entretienne la salubrité & donne à » ceux qui ne peuvent que la parcourir, le moyen » d'y prendre un exercice salutaire ; que les » chambres y soient assez exauflées, pour que » l'humidité n'y pénètre pas ; que des chambres » plus commodes & séparées de la foule, soient

» destinées à recevoir des accusés d'une condi-
» tion plus relevée ; ceux-là ont encore plus
» besoin de la solitude, pour méditer leur défense
» & repousser l'injustice. Au lieu de condam-
» ner, comme on le fait, les prisonniers vul-
» gaires à une oisiveté funeste, il seroit bien
» important de leur faciliter tous les moyens de
» travailler utilement pour eux ; ils ne sortiroient
» pas des Prisons plus paresseux, plus vicieux
» qu'ils n'y sont entrés. Ces robustes ouvriers,
» qui perdent l'usage de leurs bras, & passent
» le jour à s'enivrer, scieroient du marbre,
» broyeroient des couleurs, & échapperoient, par
» le mouvement, aux idées qui les tourmentent.
» Il est de toute justice, ajoutions-nous, que
» les accusés & les débiteurs ne soient point
» renfermés dans les mêmes Prisons ; que l'on
» en sépare cette foule tumultueuse & bruyante
» de gens sans aveu, auxquels la police enlève
» pour quelque temps une liberté funeste.

» Si l'on croit devoir laisser subsister les prisons
» qui sont adhérentes à nos tribunaux, toutes
» affreuses qu'elles soient, qu'on n'y amène que
» des accusés dont l'affaire est sur le point de
» s'instruire, afin que le prisonnier n'y coure d'au-
» tres risques que celui de succomber sous la
» force des preuves qu'on lui opposera, & que,
» s'il est innocent, il n'ait pas d'abord été sévé-
» rement puni avant d'avoir été absous.

» Il seroit à souhaiter qu'on bannît le cruel
» usage de soumettre les prisonniers à l'avidité
» d'un geôlier, qui fait de sa Prison son domaine,
» & vend ce que le souverain doit donner gra-
» tuitement à ceux contre lesquels il exerce la
» partie douloureuse de son pouvoir. Ce ne doit

» jamais être l'argent qui établisse des différences
 » dans la manière de traiter les prisonniers ; c'est
 » leur profession , leur existence sociale, qui , en
 » marquant le degré de leur sensibilité, indiquent
 » les égards qu'on leur doit «.

Ces réflexions simples ont fait une forte impression sur un homme d'état qui a été précieux à la nation. Il nous a invités à lui fournir sur le même sujet un mémoire plus étendu , & qui n'a point été infructueux, puisque, peu de temps après, il a été fait, au nom du roi, l'acquisition d'un hôtel vaste dont on a formé une nouvelle prison destinée à recevoir les prisonniers pour dettes.

Sa majesté, en adoptant un projet si utile , a fait éclater des sentimens si noblement & si sagement exprimés dans sa déclaration du 30 août 1780, enregistrée au parlement le 5 septembre suivant, que nous croyons devoir éterniser, autant qu'il dépend de nous, ce monument de sa bonté & de sa justice, en le transcrivant ici.

» Pleins du désir de soulager les malheureux
 » & de prêter une main secourable à ceux qui
 » ne doivent leur infortune qu'à leurs égare-
 » mens, nous étions touchés depuis long-temps
 » de l'état des Prisons dans la plupart des villes
 » de notre royaume, & nous avons, malgré la
 » guerre, contribué de nos propres deniers à di-
 » verses reconstructions qui nous ont été pré-
 » sentées comme indispensables, regrettant seu-
 » lement que les circonstances nous aient em-
 » pêchés de destiner à un objet si digne de nos
 » soins tous les fonds qui pourroient le porter
 » à sa perfection : mais nous ne le perdrons pas
 » de vue, lorsque la paix nous fournira de nou-
 » veaux moyens : cependant, informés plus par-
 » ticulièrement

» ticulièrement du triste état des Prisons de notre
» capitale, nous n'avons pas cru qu'il nous fût
» permis de différer d'y porter remède. Nous
» sommes instruits qu'à l'époque reculée de leur
» établissement, l'on y avoit adapté des bâtimens
» destinés, lors de leur construction, à d'autres
» usages; en sorte que nulle commodité & nulle
» précaution pour la salubrité n'avoient pu y
» être ménagées; que cependant tous ces incon-
» vèniens étoient devenus plus sensibles, à me-
» sure que les bâtimens avoient vieilli, & que
» la population de Paris s'étoit accrue; qu'ainsi
» des prisonniers de tout âge, de tout sexe, ou
» pour dettes ou pour crimes, & pour des éga-
» remens passagers, resserrés dans un trop petit
» espace, & souvent confondus, présentotent
» le spectacle le plus affligeant, & digne, sous
» tous les rapports, de notre sérieuse attention :
» qu'il résulteroit en effet d'un pareil mélange,
» ou une injuste augmentation de peines pour
» ceux qui ne doivent leur captivité qu'à des
» revers de fortune, ou de nouveaux moyens
» de dépravation pour ceux que de premières
» erreurs avoient conduits dans ces lieux de cor-
» rection.

» Déterminé par ces motifs, déjà nous avons
» donné tous nos soins à la conciergerie, nous
» y avons fait préparer de nouvelles infirmeries,
» aérées & spacieuses où tous les prisonniers
» malades sont seuls dans chaque lit, & nous
» y avons ordonné toutes les diligences d'ordre
» & d'humanité qui nous ont été proposées. Il
» nous restoit à trouver un lieu convenable pour
» suppléer aux autres prisons; mais l'espace né-
» cessaire à un pareil établissement, l'obligation

» de le former à portée des auditoires & des
» juridictions, & d'autres circonstances encore,
» présentoient des obstacles à l'exécution de nos
» projets.

» Enfin, après beaucoup d'examen & diverses
» recherches, nous avons fait choix de l'hôtel
» de la Force : sa position, son étendue, ses
» distributions, & la modicité des fonds demandés
» pour le mettre en état de remplir nos vûes,
» tout nous a déterminé à en faire l'acquisition.
» Nous y ferons préparer des habitations & des
» infirmeries particulières, ainsi que des préaux
» séparés pour les hommes, pour les femmes,
» pour les différens genres de prisonniers; & la
» totalité du terrain étant dix fois plus confi-
» dérable que celui du Fort-évêque & du petit
» châtelet réunis, on a pu ménager à ces di-
» verses distributions un espace suffisant.

» Cependant, avant d'adopter le plan que nous
» annexons à la présente déclaration, nous avons
» recherché, sur tous les moyens de sûreté & de
» salubrité, les suffrages les plus éclairés.

» On nous a fait espérer que tous les travaux
» nécessaires seroient achevés dans peu de temps,
» & nous aurons soin qu'on s'occupe à l'avance
» de la rédaction d'un règlement sur la police
» intérieure de cette Prison, afin de prévenir avec
» soin l'oisiveté, la débauche, l'abus des pouvoirs
» subalternes.

» Cet établissement, une fois formé, notre in-
» tention est de faire abatre le petit châtelet,
» afin de rendre plus faciles les abords d'un quar-
» tier de la ville extrêmement fréquenté, & de
» procurer à l'hôpital de l'hôtel-dieu un plus
» grand volume d'air, avantage désiré depuis

» long-temps. En même temps nous ferons vendre
» le Fort-l'Évêque, & le capital qui en provien-
» dra, joint à l'épargne que nous ferons sur les
» frais de transport des prisonniers, balanceront
» à peu près la nouvelle dépense que nous ferons
» obligés de faire ; en sorte que nous aurons la
» satisfaction de concilier l'exécution d'un projet
» infiniment salutaire, avec nos vûes générales
» d'économie.

» Enfin, au moyen des diverses dispositions
» que nous venons de déterminer, le grand châ-
» telet ne sera plus destiné qu'aux prisonniers
» poursuivis en matière criminelle ; & leur nom-
» bre n'étant pas disproportionné avec l'espace
» qui devra les renfermer, nous comptons pou-
» voir, avec quelques réparations & de nouvelles
» distributions, faire arranger l'intérieur de cette
» Prison d'une manière convenable, & sur-tout
» détruire alors tous les cachots pratiqués sous
» terre, ne voulant plus risquer que des hommes,
» accusés ou soupçonnés injustement, & reconnus
» ensuite innocens par les tribunaux, aient es-
» suyé d'avance une punition rigoureuse par leur
» seule détention dans des lieux ténébreux &
» mal-sains ; & notre pitié jouira même d'avoir
» pu adoucir pour les criminels ces souffrances
» inconnues & ces peines obscures, qui, du
» moment qu'elles ne contribuent point au
» maintien de l'ordre par la publicité &
» par l'exemple, deviennent inutiles à notre
» justice, & n'intéressent plus que notre bonté.
» À ces causes, & autres à ce nous mouvant,
» de l'avis de notre conseil, & de notre cer-
» taine science, pleine puissance & autorité
» royale, nous avons dit, déclaré & ordonné

» & par ces présentes, signées de notre main
» disons, déclarons & ordonnons; voulons &
» nous plaît ce qui suit :

» ARTICLE 1. L'hôtel de la Force & ses
» dépendances demeureront destinés, comme
» nous les destinons par ces présentes, à servir
» de Prisons pour renfermer spécialement les pri-
» sonniers arrêtés pour dettes civiles. La distri-
» bution du local sera faite de manière qu'il y
» soit formé des logemens & des infirmeries
» particulières, ainsi que des préaux séparés pour
» les hommes & pour les femmes, suivant &
» conformément au plan annexé sous le contre scel
» des présentes.

» 2. Lorsque les lieux seront disposés, il sera
» par des commissaires de notre parlement qui
» seront nommés à cet effet, sur la requête de
» notre procureur général & en présence d'un
» de ses substituts, dressé procès-verbal de l'état
» desdits lieux, & procédé de suite en la forme
» qui sera jugée la plus convenable à la transla-
» tion dans ladite Prison, des personnes de l'un
» & de l'autre sexe qui se trouveront détenues
» pour les causes ci-dessus exprimées, dans les
» Prisons de la conciergerie de notre palais à
» Paris, & dans celles dites des grand & petit
» châtelet & du Fort-l'évêque.

» 3. Voulons qu'à compter du jour auquel
» ladite translation aura été effectuée, lesdites
» Prisons de la conciergerie & du grand châ-
» telet ne soient plus destinées qu'aux seuls pri-
» sonniers détenus pour ester à droit en personne, à
» l'effet de l'instruction & du jugement de leur
» procès; & à l'égard des prisonniers du même
» genre qui pourroient être restés détenus dans

„ les Prisons du petit châtelet & du Fort-l'évêque ,
 „ après la translation ci-dessus ordonnée &
 „ effectuée, ils seront distribués, ainsi qu'il sera
 „ avisé par les commissaires de notre dite cour ,
 „ dans les Prisons de la conciergerie & du grand
 „ châtelet, sans que les bâtimens du petit châtelet & du Fort-l'évêque puissent, à l'avenir ,
 „ être destinés à détenir aucuns prisonniers, nous
 „ réservant de nous expliquer sur la destination
 „ des terrains & matériaux étant sur iceux, ainsi
 „ qu'il appartiendra.

„ 4. Il sera par nous pourvu à la liquidation
 „ & remboursement des offices de greffiers des
 „ dites Prisons supprimées, & aux indemnités des
 „ geoliers-guichetiers, tant de la nouvelle Prison ,
 „ que de celles subsistantes de la conciergerie
 „ & du grand châtelet. Si donnons en mande-
 „ ment, &c. «

Il est bien à désirer que cette heureuse réforme, ne se bornant pas aux Prisons de la capitale, s'étende encore à celles des villes de province. Il en a été construite une à *Valence*, il y a quelques années, qui fait honneur aux magistrats & au corps municipal de cette ville, par l'attention que l'on a eue de procurer aux prisonniers tous les soulagemens qui peuvent adoucir leur état.

C'est sur-tout sur les Prisons des seigneurs hauts-justiciers que le ministère public doit arrêter ses regards. Il existe un arrêt de règlement du 1 septembre 1717, qui porte, „ que
 „ les seigneurs hauts-justiciers seront tenus d'a-
 „ voir des Prisons au *rez-de-chaussée*, en bon
 „ état, sinon qu'elles seroient construites & ré-
 „ tablées à la diligence des procureurs du roi des
 „ sièges où les appellations de ces justices res-

» tissent médiatement ou immédiatement , ou
 » connoissent des cas royaux dans l'étendue de
 » ces justices. Pourquoi il sera délivré exécutoire
 » auxdits procureurs du roi , de l'autorité des
 » juges , contre les receveurs des terres & sei-
 » gneuries d'où dépendent ces hauts-justiciers (*) «.

Ce n'est pas assez d'avoir fait élever un édi-
 fice bien sûr & bien salubre pour garder les
 prisonniers , il faut les recevoir d'une manière
 légale & conforme à l'article 13 de l'ordonnance
 de 1670 ; les conduire aux interrogatoires , les
 ramener avec précaution , les nourrir , les servir ,
 & les élargir lorsque la justice l'a ordonné.

C'est pour remplir ces diverses obligations en-
 vers les prisonniers , qu'on a établi dans chaque
 prison un greffier , ou du moins un geolier qui
 en fait les fonctions , & des guichetiers.

L'article 25 de l'ordonnance de 1670 , porte ,
 » que les prisonniers pour crime ne pourront
 » prétendre d'être nourris par la partie civile , &
 » qu'il leur sera fourni , par le geolier , *du pain ,*
 » *de l'eau & de la paille bien conditionnés* «.

Si la charité publique ne venoit pas au secours
 de ces malheureux , il seroit trop affligeant de

(*) L'article 39 du titre 13 de l'ordonnance de 1670 ,
 porte , » que les baux à ferme des Prisons seigneuriales
 » doivent être faits en présence des juges royaux , chacun
 » dans leur ressort , & qu'ils en taxeront la redevance
 » annuelle , qui ne pourra être excédée par les seigneurs , ni
 » affermée à d'autres , à peine de déchéance du droit
 » de haute-justice «.

Par une déclaration du roi du 11 juin 1724 , les baux
 des Prisons royales des villes du royaume ont été » distraits
 » de la ferme des domaines du roi , sans pouvoir à l'a-
 » venir y être compris , sous quelque prétexte que ce soit «.

penfer que la loi réduit des accusés , qui peut-être font innocens (& auxquels elle enlève la faculté de travailler) , à un régime pire que celui de nos animaux domestiques.

L'article que nous venons de citer s'observe exactement dans le ressort du parlement de Paris. Mais il a été rendu , le 4 août 1731 , un arrêt de règlement au parlement de Rouen , qui ordonne » que la provision alimentaire des accusés à la requête des parties civiles , sera de 3 sous 4 den. » par jour , si mieux n'aime le prisonnier prendre » deux livres de pain en essence «.

L'article 11 de l'arrêt du 18 juin 1717 , pour les Prisons de la ville de Paris , n'accorde aux prisonniers *qu'une livre & demie de pain de bonne qualité de bled*. Malgré l'inaction à laquelle ils se trouvent condamnés , ils en est beaucoup qui dépérissent s'ils n'avoient pas d'autre nourriture. Voilà l'inconvénient des réglemens généraux & uniformes , à l'égard des individus entre lesquels la nature a mis de grandes différences.

Le même article ajoute » qu'on leur fournira » de la paille fraîche tous les 15 jours , à l'égard » des *cachots noirs* , & tous les mois , à l'égard » des *cachots clairs* «.

Nous rendons trop de justice à l'humanité des auteurs de ce règlement , pour ne pas être persuadés que ce ne fut qu'avec répugnance qu'ils se servirent de ces mots affreux , *cachots noirs* & *cachots clairs* , & qu'ils formoient alors des vœux pour que ces gouffres affreux fussent à jamais comblés.

En 1665 , le parlement donna un juste exemple de sévérité envers les geoliers , souvent assez avides pour s'engraïsser de la subsistance des misé-

rables confiés à leur garde : le 19 mars de cette année, il rendit un arrêt qui condamna un geolier à être *pendu*, pour avoir laissé mourir un prisonnier sans secours, & vraisemblablement d'inanition.

Quoiqu'en général, dans le ressort du parlement, le prisonnier détenu pour crime ne puisse prétendre à être nourri par la partie civile, il y a cependant des cas particuliers où il est fondé à lui demander des alimens. En voici un exemple, que l'on trouve dans le recueil de jurisprudence. Le sieur *Lozier*, accusé du crime d'adultère, & poursuivi à la requête du nommé *Cagé*, fut condamné, par l'arrêt du 2 jan. 1766, au bannissement pour trois ans; & la femme de *Cagé* à la peine de l'authentique. L'un & l'autre furent en outre condamnés solidairement en 1500 livres de réparations civiles, au profit de *Cagé*: celui-ci consigna d'abord les alimens pour *Lozier*, qui resta en Prison pour les 1500 livres de dommages & intérêts; mais, lui ayant ensuite paru onéreux de nourrir celui qui avoit déshonoré sa couche, il discontinua de fournir des alimens. *Lozier* demanda à être mis hors de Prison, faute d'alimens; *Cagé* s'y opposa, en soutenant que *Lozier* ne devoit pas être considéré comme prisonnier pour dettes civiles, mais pour *crime*; que par conséquent la consignation des alimens ne devoit regarder que le procureur général, qui veille à ce que les jugemens rendus contre les criminels soient mis à exécution. Sur cette contestation, il fut rendu un arrêt qui jugea que si, sous trois jours, à compter de l'arrêt, *Cagé* ne consignoit pas les alimens, *Lozier* seroit mis hors de Prison.

L'annotateur de *Denifart*, qui rapporte cet arrêt, prétend que les opinions furent très-débat-
tues. Nous avons peine à le croire; car alors
Lozier ne pouvoit plus être considéré que
comme simple débiteur de *Cagé* d'une somme
de 1500 livres. Or, la partie publique n'étoit
pas intéressée à ce que cette somme fût payée
ou ne le fût pas à la partie civile. C'étoit donc
à celle-ci seule à user de ses droits, pour forcer
son débiteur à s'acquitter envers elle?

C'est par cette même raison que la nourriture
des prisonniers pour dettes n'est pas fournie à ces
derniers par le roi.

L'huisnier qui écroue un débiteur doit au même
moment configner des alimens pour un mois,
entre les mains du greffier ou du geolier, à *peine*
de nullité de l'emprisonnement. A l'égard de la
fixation de ces alimens, elle varie suivant les
lieux où sont situés les Prisons: & en effet, il
est juste que le créancier paye en raison de l'aug-
mentation ou de la diminution du prix des
vivres, & qu'il n'y ait pas à cet égard un régle-
ment invariable; il ne faut pas que, dans des
temps de calamités où le pain devient très-
cher, le prisonnier pour dette soit exposé à
mourir de faim dans sa captivité. Il est d'usage
de payer à Paris une pistole par mois pour le
débiteur emprisonné. Il a été rendu différens
arrêts à ce sujet. Les plus récents sont du 4 dé-
cembre 1709, du 1 juillet & du 1 décembre
1710, & du 28 août 1711. Il étoit nécessaire
d'assurer, d'une manière indépendante des évé-
nemens, cette nourriture que le roi accorde aux
accusés retenus captifs. C'est dans cette vûe que
l'article 26 de l'ordonnance de 1670 porte ce

qui fuit : » Celui qui fera commis par notre
 » procureur ou ceux de nos seigneurs, pour four-
 » nir le pain des prisonniers, sera remboursé sur
 » le fonds des amendes, s'il est suffisant, sinon
 » sur le revenu de nos domaines ; & où notre
 » domaine se trouveroit engagé, les engagistes
 » y seront contraints, & ailleurs les seigneurs
 » hauts-justiciers, même les receveurs & fer-
 » miers de nos domaines, ceux des engagistes
 » hauts justiciers, respectivement, nonobstant
 » opposition ou appellation, *prétendu manque de*
 » *fonds*, & paiement fait par avance, & toutes
 » saisies ; sauf à être pourvu de fonds au rece-
 » veur sur l'année suivante ; ou faire déduction
 » aux fermiers sur l'année suivante «.

C'est dans des cas semblables qu'il faut faire exception à la règle générale, & soumettre les apparences de la justice à l'empire de la nécessité. *Nam alimentis mora fieri non debet*, dit la loi, cod. de alimentis pupillo præstandis.

Le prisonnier se trouve encore dans une circonstance plus critique que le pupille : retranché de la société, il ne peut pas même offrir la vue de sa misère à la commisération publique, & faire verser sur elle les dons de la charité : lorsque celui au nom du quel il a été arrêté ne lui fournit pas de quoi subsister, il faut qu'il meure de faim, si on ne lui rend pas l'usage de ses bras.

C'est par cette raison que, d'un côté, on a aplani tous les obstacles pour alimenter des accusés détenus à la requête du ministère public ; & que, de l'autre, on ouvre au prisonnier pour dettes les portes de la Prison, au même instant où son créancier a négligé de consigner

ses alimens. Voici ce que l'article 24 de l'ordonnance de 1670, titre 13, dit à ce sujet :
» Sur deux sommations faites à différens jours
» aux créanciers qui seront en demeure de
» fournir la nourriture au prisonnier, & trois jours
» après la dernière, le juge pourra ordonner
» son élargissement, partie présente ou dû-
» ment appelée «.

La nécessité de faire deux sommations, & d'attendre encore trois jouts après, avant de demander & d'espérer d'obtenir son élargissement, a paru sans doute trop dure. L'article 5 de la déclaration du 10 janvier 1680, porte, » qu'après
» l'expiration des premiers quinze jours du mois,
» pour lequel la somme nécessaire aux alimens
» du prisonnier n'aura point été payée ; les
» conseillers des cours, commis pour la visite
» des Prisons, ou les juges des lieux, ordonne-
» ront l'élargissement du prisonnier, sur sa
» simple réquisition, sans autre procédure, en
» rapportant le certificat du greffier ou geolier,
» que la somme pour la continuation des ali-
» mens n'a point été payée «.

Mais pour que les juges puissent, sur cette simple exposition & le seul vû du certificat du greffier, ordonner l'élargissement, il faut que les dépenses de l'emprisonnement & des recommandations n'excèdent pas la somme de deux mille livres ; car si la somme est plus forte, le prisonnier doit se pourvoir par requête, qui est rapportée, & sur laquelle les cours prononcent son élargissement ; il doit être fait mention du certificat du greffier ou geolier dans le jugement. Il faut auparavant, dans le second cas, que la requête ait été signifiée au créancier, au

domicile par lui élu dans l'acte d'écrou ou de recommandation.

L'article 6 de la même déclaration porte ,
 „ que le prisonnier qui aura été une fois élargi
 „ faute d'alimens , ne pourra une seconde fois être
 „ emprisonné ou recommandé à la requête des
 „ mêmes créanciers , qu'en payant par eux les
 „ alimens par avance pour six mois «.

L'article 25 de l'arrêt de règlement du 17 septembre 1717, porte , „ que lorsqu'un pri-
 „ sonnier sera obligé de faire des significations
 „ ou d'obtenir des jugemens ou arrêts contre
 „ ses créanciers , pour être payé de ses ali-
 „ mens , les greffiers des geoles ou geoliers ne
 „ recevront les créanciers à consigner les alimens
 „ pour l'avenir , qu'en consignat en même
 „ temps ceux qui n'avoient point été payés , &
 „ en remboursant le prisonnier des frais desdites
 „ significations & jugemens , qui seroient liqui-
 „ dés , sans autre procédure , par le lieutenant
 „ général ou autre premier officier du siège
 „ ordinaire des lieux où les prisons seront situés ,
 „ à peine contre lesdits greffiers & geoliers de
 „ payer de leurs deniers ce qui pourra être
 „ dû au prisonnier , tant pour ses alimens , que
 „ pour les frais qu'il aura faits «. Cette juste
 disposition a été confirmée par l'article 55 de
 l'arrêt de règlement du 18 juin 1717, rendu
 pour les Prisons de Paris.

Plus le séjour des Prisons est affreux , plus
 les juges doivent avoir attention de ne pas y
 envoyer légèrement l'accusé ou le débiteur ; plus
 aussi ils doivent apporter de soin pour que celui
 qu'ils renferment ne soit point molesté par les
 geoliers , guichetiers , & par les autres prisonniers ,

Et pour qu'il puisse recevoir librement toutes les consolations , tous les adoucissements si nécessaires à son état , l'article 11 de l'ordonnance de 1670 veut que le juge ait égard à la *qualité des personnes* , parce que le séjour de la Prison , qui est presque indifférent aux gens du commun , est un supplice pour les honnêtes domiciliés , & les flétrit , pour ainsi dire , dans l'opinion publique : elle expose un marchand à perdre son crédit , à *manquer* , & à entraîner dans sa ruine plusieurs autres dont les intérêts sont liés au succès de ses affaires ; elle fait perdre à un commis son emploi ; enfin elle nuit à son honneur & à sa fortune. Aussi l'article 19 de l'ordonnance que nous venons de citer , déclare expressément » qu'il ne sera décerné prise de corps contre » les domiciliés , si ce n'est pour crime qui » doit être puni de peine *afflictive ou infamante* «.

Malheureusement le juge peut se tromper ; & non seulement décréter de prise de corps un accusé innocent ou prévenu d'un délit léger , mais même le condamner à une peine afflictive ou infamante. Ce seroit bien plus encore si , pour justifier la sévérité de son décret , il condamnoit à une peine afflictive ou infamante , celui contre lequel il auroit prononcé une simple condamnation d'amende ou de dédommagement , s'il n'eût pas eu d'abord l'imprudence de le décréter de prise de corps : cela n'est peut-être que trop souvent arrivé ; car une première injustice nous conduit presque toujours à une plus forte.

Le juge , avant de faire conduire un accusé en Prison , doit donc avoir une grande attention à la gravité du crime dont on le charge ,

aux degrés de probabilités qui s'élèvent contre lui, au tort qui peut en résulter en raison de son crédit, de son état, de son âge, de sa famille; il doit aussi lui épargner, autant qu'il lui est possible, l'humiliation d'être mené publiquement & à pied en Prison, lorsque l'accusé peut s'y faire transporter en voiture & se dérober à la curiosité insultante de la populace: ce n'est pas tout; il est obligé de le protéger lorsqu'il est en Prison, d'accorder qu'on ait des égards à son âge, à ses infirmités, à son caractère. Un vieillard, une femme, un prêtre, un homme de loi, un militaire décoré, méritent des ménagemens particuliers, à moins qu'ils n'aient visiblement commis des crimes qui les rangent dans la classe des plus vils scélérats. Le juge doit aussi, & à bien plus forte raison, mettre la plus grande célérité dans l'instruction des procès criminels, afin de ne pas laisser languir long-temps dans les horreurs de la captivité, l'accusé qui sera peut-être absous, ou auquel il ne sera infligé qu'une peine légère, lorsque la vérité aura été éclaircie par l'information.

L'article 1 du titre 7 de l'ordonnance de 1673, porte, „ que ceux qui auront signé des lettres „ ou billets de change pourront être contraints „ par corps, ensemble ceux qui auront mis leur „ aval, qui auront promis d'en fournir avec „ remise de place en place, qui auront fait des „ promesses pour lettres de change à eux fournies, „ ou qui le devront être; entre tous négocians „ ou marchands qui auront signé des billets pour „ valeur reçue comptant ou en marchandises, „ soit qu'ils doivent être acquittés à un particulier, „ à son ordre, ou au porteur “.

Il résulte de cet article , que non seulement tout marchand commerçant qui fait des billets ou lettres de change , mais même tout autre particulier, s'expose, si la lettre qu'il a eu l'imprudence de tirer ou d'endosser n'est pas acquittée , à être mis en Prison ; mais il ne s'ensuit pas , comme le remarque très-bien le commentateur , que le juge doive toujours autoriser le créancier à faire conduire son débiteur en Prison , parce qu'il n'a pas payé son billet ou sa lettre de change. Le mot *pourront* , indique que le juge est le maître de ne pas ordonner la contrainte par corps , lorsque le débiteur a été surpris , lorsqu'il n'y a pas de mauvaise foi dans ses retards , ou qu'il existe une impossibilité avérée de payer ce qu'il doit.

Un règlement très-sage , c'est celui qui déclare que toutes les lettres que l'on a fait souscrire à des enfans de famille étrangers au commerce , ne seront réputées que simples billets , & n'emporteront pas la contrainte par corps.

Lorsque nous avons fait sentir l'injustice & la dureté qu'il y avoit à confondre le débiteur avec le criminel , nous avons sur-tout en vûe ceux auxquels on n'a pas d'autre reproche à faire que de s'être rendus trop légèrement caution d'un ami malheureux , que de n'avoir pas mis assez d'ordre dans leurs affaires , d'avoir trop compté sur des recouvremens qui leur ont manqué : mais nous n'avons pas entendu parler des banqueroutiers frauduleux , en faveur desquels il ne doit pas y avoir d'exception ; ceux-ci n'ont pas seulement mérité de perdre la liberté , ils ont mérité de perdre l'honneur , & , une fois qu'ils sont poursuivis au criminel , il est juste qu'ils

soient renfermés dans la même Prison que les autres criminels.

Lorsqu'un accusé arrive en Prison, l'ordonnance veut qu'il soit mis au secret, & qu'il lui soit interdit toute communication avec quelque personne que ce soit, avant d'avoir subi son interrogatoire.

Lorsque le juge a complété cet interrogatoire, il laisse ordinairement la liberté d'écrire dans ce que l'on nomme *le préau*, qui est une cour commune à tous les prisonniers, de recevoir ses amis, ses conseils, de communiquer avec le compagnon de sa captivité.

Il a paru important à la découverte de la vérité, que l'accusé ne pût, avant de subir l'interrogatoire, voir personne, afin que ses complices ou les intéressés à sa conservation ne lui dictassent pas des réponses qui le sauvassent de la punition due au crime.

C'est par cette raison qu'on ne lui permet pas même d'écrire des lettres, & que l'ordonnance fait défense aux geoliers de lui fournir de l'encre & du papier : s'il obtient la permission d'écrire, ces lettres doivent passer sous les yeux du juge avant d'être portées à leur adresse.

Si néanmoins l'accusé, après l'interrogatoire, paroît au juge, coupable d'un crime capital, il n'obtiendrait pas la liberté de communiquer au dehors & d'aller sur *le préau*. Ce sont les accusés de cette espèce que l'on avoit cru devoir condamner à habiter les cachots ; le même séjour est encore réservé pour les accusés dont le premier jugement renferme peine de mort, ou même peine afflictive, quoiqu'il en eût été interjeté

terjeté appel, soit par eux, soit par le procureur du roi.

Ces malheureux, ainsi isolés, ne sont pourtant pas privés de l'approche des personnes charitables, qui sont connues pour venir habituellement visiter les prisonniers, les exhorter & les assister par une attention singulière. On a soin de ne pas laisser ces misérables absolument seuls; mais puisqu'on croit devoir briser leurs sombres réflexions, écarter leurs idées de désespoir par la présence d'un être semblable à eux, qui leur parle, qui agisse sous leurs yeux; il seroit à désirer qu'on ne mît pas à leurs côtés un homme tout-à-fait opposé à eux par son état & par le genre de son crime.

Nous sommes bien éloignés de vouloir rien diminuer de l'horreur des fautes qu'avoit commises *la Barre*, cet imprudent jeune homme, accusé d'avoir insulté un christ, d'avoir troublé des cérémonies religieuses par des chansons scandaleuses; transféré de la Prison d'Abbeville dans les cachots de la conciergerie, il les a habités jusqu'au jour où il a été renvoyé pour subir son jugement. Certainement si l'on eût placé près de ce gentilhomme un assassin qui l'eût entretenu des ses cruautés, de ses brigandages, en s'étonnant de l'en voir frémir, c'eût été un tourment de plus pour lui, que d'avoir sans cesse devant les yeux une bête féroce sous les traits d'un homme, & d'être condamné à l'entendre.

On a l'attention de séparer les prisonniers qui sont accusés de complicité, & de leur interdire toute communication; on use de cette précaution même envers les maris & les femmes, que

l'on tient exactement séparés lorsque l'on a à craindre qu'ils ne s'entendent & ne concertent leurs réponses.

Il est des scélérats que le regret d'être enfermés rend furieux, & qui, dans leurs transports, dans leur aliénation, veulent, ou se détruire, ou s'élancer sur leurs gardiens. On est forcé de les enchaîner pour les contenir, pour les empêcher de porter sur eux ou sur les captifs des mains homicides; mais on ne doit leur mettre ces terribles entraves que dans la plus grande nécessité, & encore doit-on éviter, autant qu'il est possible, de faire souffrir celui qui les endure.

Le geolier, tant que les cachots subsistent, n'a le droit d'y mettre aucun prisonnier, ni de lui attacher des fers, avant d'en avoir reçu un ordre par écrit du juge. L'art. 19 du titre 13 de l'ordonnance, en fait la plus expresse défense, sous *peine de punition exemplaire*.

Lorsqu'il est absolument nécessaire de mettre un prisonnier aux fers, s'il n'y en a pas, c'est au procureur du roi ou fiscal à en faire faire aux dépens du domaine.

Il est d'usage, par exemple, d'unir par des fers les pieds des prisonniers que l'on transfère de la province dans les Prisons de Paris; ces malheureux, dont l'extrémité des jambes est meurtrie, souffrent beaucoup au moment où on *dérive* leurs fers avec un marteau dont les coups redoublés les exposent à de nouveaux froissemens.

Il seroit possible de leur éviter ce surcroît de douleur, en fixant leurs fers de manière à pouvoir les séparer sans le secours du marteau. Une des principales obligations imposées aux greffiers

& guichetiers, c'est de ne faire passer aucun prisonnier, soit dans les chambres, soit au secret, sans qu'il leur ait été donné communication des arrêts, jugemens & actes en vertu desquels les écrous & recommandations ont lieu. Ils doivent intérer sur leurs registres, re-
 » liés, cotés, paraphés par première & der-
 » nière page, lesdits écrous & recommanda-
 » tions, le nom de la juridiction dont ils sont
 » émanés, ou des notaires* qui les ont reçus;
 » le nom, surnom & qualité du prisonnier, &
 » ceux de la partie qui aura fait faire les écrous
 » & recommandations, avec le domicile qui aura
 » été par elle élu «.

Il est enjoint par l'article 24 de l'arrêt de ré-
 glement de 1717, à tous les huissiers, de donner
 eux-mêmes, *en mains propres*, à ceux qu'ils
 » constituent prisonniers ou qu'ils recommandent,
 » des copies lisibles, en bonne forme, de leurs
 » écrous & recommandations, à l'effet de quoi,
 » ajoute le même article, lesdits prisonniers
 » seront amenés entre les deux guichets, en
 » présence desdits greffiers ou geoliers, qui seront
 » tenus d'en mettre leur certificat sur leur re-
 » gistre, à la fin de chacun desdits écrous &
 » recommandations, à *peine d'interdiction* con-
 » tre les huissiers, pour la première fois, &
 » de privation de leurs charges pour la seconde;
 » & contre les greffiers & geoliers, de vingt liv.
 » d'amende pour chacune des contraventions, &
 » de tous dépens, dommages & intérêts, même
 » de plus grande peine s'il y échet «.

Ces précautions sont bien sages, elles ont pour
 objet d'éviter les méprises ou les prévarications;

elles empêchent qu'un citoyen , victime du ressentiment d'un huissier ou de celui qui l'auroit corrompu , ne se trouve arrêté & conduit en Prison sans un ordre légal. Les greffiers & concierges deviennent par ce moyen juges en quelque façon de l'huissier ou de l'officier qui leur amènent un prisonnier ; ils voient sur quel fondement ce prisonnier leur est livré , & en vertu de quoi il est privé de sa liberté ; ils font certifier la vérité des pièces qui leur sont produites par l'huissier , qui s'expose à des peines très-graves si son énoncé est faux.

La copie de l'écrou , celle de la sentence ou de l'arrêt sur lequel il porte , délivrées au prisonnier , sont très-essentiellles , parce quelles le mettent à même d'attaquer le jugement rendu contre lui , s'il est injuste ; d'actionner celui qui l'a surpris ; d'en obtenir des dommages & intérêts , & de faire même condamner l'huissier , s'il y a des irrégularités dans sa procédure. Tout ce qui peut assurer la tranquillité publique , arrêter l'oppression , intimider les prévaricateurs , ne peut être trop rigoureusement maintenu.

Des lettres-patentes du 6 février 1753 , registrées le 20 mars suivant , portent , » que la police générale des Prisons appartiendra aux » lieutenans généraux des sénéchaussées & bailliages » royaux , & autres premiers juges des autres » justices ordinaires du ressort des cours , chacun » en ce qui concerne les personnes dépendantes » de leur juridiction , sous quelque dénomination qu'ils aient été créés , & ce privativement aux » lieutenans criminels ou de police desdits sièges , » même aux officiers des chambres des comptes ou

» cours des aides , des élections , grenier à sel , &
 » autres juridictions «.

Par les mêmes lettres-patentes , » la réception
 » des geoliers , des greffiers des Prisons ; les
 » paraphes des registres que lesdits geoliers &
 » greffiers sont obligés de tenir , conformément
 » aux articles 6 & 9 de l'ordonnance de 1670 ,
 » titre 13 ; les taxes des alimens , appartiennent
 » au lieutenant général , juge-mage ou autre pre-
 » mier officier , privativement au lieutenant cri-
 » minel , lequel néanmoins a , ainsi que le lieu-
 » tenant de police & les autres juges , le droit
 » de faire la visite particulière des prisonniers
 » dont les causes ou procès sont pardevant lui «.

L'arrêt de la cour du 25 juin 1659 , rendu pour
 Chaumont en Bassigny , porte , » que quoique
 » la police des Prisons appartienne au lieute-
 » nant général , néanmoins s'il se commet quelque
 » crime ou délit dans les Prisons par les geoliers
 » ou guichetiers , la connoissance en appartiendra
 » au lieutenant criminel «.

C'est aux juges qui ont la police des Prisons
 à faire la réception des geoliers , des greffiers des
 Prisons ; ce sont eux qui doivent parapher , *sans*
frais , leurs registres , suivant la déclaration du 6
 février 1753 , & l'article 3 de l'arrêt du 11 sep-
 tembre 1717. La police des Prisons appartient
 au lieutenant criminel & ensuite au premier offi-
 cier du siège , lorsque le lieutenant général est
 absent..

Il y a des abus que rien ne peut détruire ; il
 existe des défenses très-expressees d'exiger de ceux
 qui arrivent en Prison ce que l'on nomme *une*

bien-venue. L'article 14 du titre 15 le défend sous peine de punition exemplaire.

L'article 8 de l'arrêt de règlement de 1717 s'exprime ainsi : » Fait défenses aux Prévôt & autres anciens prisonniers, d'exiger ou de prendre » aucune chose des nouveaux venus en argent, » vivres ou autrement, sous prétexte de *bien-venue*, » chandelle, balais, & généralement sous quel- » que prétexte que ce puisse être, quand même il » leur seroit volontairement offert, ni de cacher » leurs hardes ou de les maltraiter, à peine d'être » enfermés dans un cachot noir pendant quinze » jours, & d'être mis ensuite dans une autre » chambre ou cabinet que celui où ils étoient » Prévôts, ou même de punition corporelle, s'il y » échet ; à l'effet de quoi leur procès leur sera » fait & partait extraordinairement ». Qui croiroit que, malgré ces défenses, si fortes, si réitérées, l'abus de faire payer la *bien-venue* à un misérable qui arrive en Prison subsiste encore, & qu'il court le risque d'être très-maltraité s'il se refuse à cet impôt mis sur le malheur ?

Le vice qui règne dans la construction des Prisons, le défaut de gages suffisans accordés par le roi aux concierges ou geoliers, a forcé le parlement d'autoriser, par ses arrêts de règlement de 1717, les geoliers à percevoir des droits d'une conséquence très-onéreuse pour le prisonnier qui est pauvre.

Par l'article 5, il recommande » aux geoliers » de mettre ensemble les prisonniers *d'honnête condition*, & d'observer que chacun, suivant » son ancienneté, ait la chambre ou la place la » plus commode. Il leur fait défenses de rece-

» voir de l'argent des prisonniers pour les mettre
 » dans une chambre plutôt que dans une autre,
 » le tout à peine de restitution du quadruple, &
 » de destitution s'il y échec «.

Il n'y a rien de si équitable, de si conforme à l'humanité que cet article ; mais son effet devient nul, si le prisonnier est sans ressource, & si ses facultés pécuniaires sont épuisées, puisque l'article 12 du même règlement autorise le geolier » à exiger de ceux qui veulent coucher seuls
 » dans un lit, cinq sous par jours, trois sous de ceux
 » qui coucheront deux, trois livres quinze sous s'ils
 » veulent être à la pension du geolier & avoir une
 » chambre particulière, même quatre livres si la
 » chambre est à cheminée « ; & que l'article 18 permet auxdits geoliers de faire passer à la paille les prisonniers de la pension & des chambres huit jours après qu'ils seront en demeure de payer leur gîte & nourriture. Alors, quelles que soient leur condition, leur qualité, leur ancienneté, ils se trouveront donc confondus avec la plus méprisable canaille ?

L'article 30 du titre 13 dit expressément, » que
 » les geoliers, greffiers des geoles, guichetiers,
 » cabaretiers ou autres, ne pourront empêcher l'é-
 » largissement des prisonniers pour frais, nourri-
 » ture, gîte, geolage, ou aucune autre dépense «.

Cette défense est fondée sur un principe d'équité : comme le défaut de paiement des frais de nourriture, de gîte, &c. n'emporteroit pas la contrainte par corps, le créancier ne peut pas, sous le prétexte qu'il est concierge d'une Prison, être plus sévère que la loi, & se faire une justice plus pressante que celle qui lui seroit accordée ; mais il

peut, après l'élargissement du prisonnier, exercer son action contre lui, ou faire usage de son privilège sur les effets qu'il laisse dans la Prison.

Les prisonniers qui ne sont point enfermés au secret peuvent se faire apporter de dehors les vivres & tout ce qui peut leur être nécessaire, même un meilleur lit que celui de la Prison.

On n'a pas cru devoir accorder cette liberté à ceux qui habitent les cachots, parce que, devant s'attendre à un jugement au moins flétrissant, il seroit à craindre que leurs parens, pour s'éviter le déshonneur qui s'étend sur la famille du coupable, ne lui fissent porter des mets empoisonnés, ou que les coupables eux-mêmes ne s'en procurassent. La crainte que l'on a aussi qu'ils ne mettent le feu dans leur Prison ou qu'ils ne s'étouffent à dessein, les expose impitoyablement, dans l'hiver, au plus grand froid.

Le règlement de 1717 défend aux geoliers-guichetiers de battre les prisonniers. Il leur arrive néanmoins, lorsqu'ils en trouvent de mutins, de séditeux, de les frapper de leurs bâtons, ou d'envoyer leurs chiens sur eux; mais comme ils sont censés n'employer ces moyens répréhensibles que lorsqu'ils sont eux-mêmes en danger & pour arrêter les prisonniers, on ferme les yeux sur cette contravention.

Au surplus, si les prisonniers éprouvent de la part de leur gardien de mauvais traitemens, s'ils n'en reçoivent pas les soins que les réglemens & l'ordonnance prescrivent, tels-que de *visiter au moins tous les jours une fois ceux qui sont au cachot*; s'il refuse de donner aux procureurs du roi ou à ceux des seigneurs avis des mala-

dies qui peuvent exiger qu'ils soient transférés dans l'infirmerie ; enfin , s'il les gêne plus que les réglemens ne le permettent , ils ont la faculté de porter leur plainte & de demander justice aux commissaires des Prisons , ou au lieutenant général , qui doivent faire de fréquentes visites dans les Prisons , pour y maintenir le bon ordre & empêcher les vexations & les oppressions.

On n'a pas cru devoir tenir rigoureusement la main à l'article 7 du règlement de 1717, qui fait défenses » aux geoliers & guichetiers , à » peine de destitution , de laisser entrer dans les » Prisons aucunes femmes ou filles , autres que » les mères , femmes , filles ou sœurs des prisonniers ; lesquelles même , d'après l'article que » nous citons , ne pourroient leur parler dans leur » chambre , même dans la chambre de la pension , » mais seulement dans le préau , ou dans la » cour en présence du guichetier , à l'exception » des femmes des prisonniers «.

Tous les jours les prisonniers reçoivent dans leurs chambres les femmes qui vont les visiter , & on ne s'informe pas à quel degré elles leur sont parentes , & même si elles le sont.

Mais l'article 6 du règlement qui veut que les filles & femmes prisonnières soient mises dans des chambres séparées & éloignées de celles des hommes , qu'elles ne puissent aller sur le préau qu'à une certaine heure ou les hommes sont renfermés , s'exécute littéralement ; s'il en étoit autrement , la Prison deviendrait un lieu de débauche épouvantable. On permet quelquefois au mari & à la femme qui sont renfermés dans la même Prison , pour un crime qui n'est pas capital ou

pour dette, *d'habiter la même chambre*. Il seroit peut-être à désirer qu'on ne tolérât pas, autant qu'on le fait, l'excès avec lequel les prisonniers prennent le vin qu'on leur vend; mais l'avidité des cabaretiers trouveroit toujours le moyen de passer par-dessus les bornes qu'on leur a prescrites : lorsque la passion & l'intérêt sont d'accord pour tromper la loi, il est bien difficile qu'elle ne soit pas éludée.

Ce n'est pas assez de veiller à ce que le prisonnier ne souffre aucun dommage dans la Prison, il faut aussi veiller à ce qu'il n'en fasse aucun; c'est par cette raison que, sur la requête de M. le procureur général, le 23 décembre 1732, il a été enjoint aux prisonniers de Paris „ de se
 „ comporter sagement; qu'il leur a été fait dé-
 „ défenses de couper & de déchirer les couver-
 „ tures, matelas, traversins & paillasses, pour
 „ les appliquer à leurs vêtemens ou besoins par-
 „ ticuliers; même de casser les piliers & planches
 „ de leurs lits, les tables & autres meubles des
 „ Prisons, & de les brûler, à peine d'être mis
 „ pour un mois *au cachot* pour la première con-
 „ travention, &, en cas de récidive, d'être mis
 „ au carcan *sur le préau* des Prisons pendant deux
 „ heures, & ensuite remis au cachot, pour y rester
 „ enfermés pendant tout le temps qu'ils resteront
 „ prisonniers.

Quelque affreuse que puisse être la situation d'un prisonnier, quelque puissant que soit le motif qu'il a d'en sortir, il ne lui est pas permis de briser sa captivité, & d'employer la force pour recouvrer sa liberté. Il a été rendu & publié un arrêt du parlement, le 4 mars 1608, dont

le prononcé est d'une sévérité capable de contenir ceux qui auroient le projet de s'évader. Nous allons le rapporter : » Sur la plainte faite » par le procureur général du roi, que les prisonniers détenus en la conciergerie attendoient » jour & nuit, par effraction des portes & des » murailles & autres voies illicites, pour s'évader des Prisons, & se trouvoient garnis à » cet effet de plusieurs instrumens & ferremens » propres à ce; & outre qu'ils outragèrent les » uns & les autres, ils pouvoient leur insolence » jusqu'à battre ceux qui alloient visiter aucuns » d'eux, avec tel excès, qu'il s'en trouve en danger » de leurs personnes, à quoi il a requis être pourvu. » La matière mise en délibération, la cour a fait » & fait inhibitions & défenses à tous prisonniers » d'attenter sortir des Prisons par escalade, effraction ou autre voie illicite, en quelque sorte » que ce soit, & à toutes personnes de leur » bailler ou porter aucuns ferremens & instrumens propres à faire effraction, leur aider & assister à évader desdites Prisons, sur peine » *d'être atteints & convaincus de crime capital.* » Enjoint aux geoliers de faire exacte visite par » chacun jour, des lits, paillasses & coffres des » prisonniers, & aux prisonniers de souffrir lesdites visites sans y faire résistance, ni entreprendre sur le concierge, ses gens & guichetiers; & en cas *qu'aucuns prisonniers soient surpris faisant effraction aux murailles ou portes, seront pendus, sans autre forme ni figure de procès, à une potence qui, pour cet effet, sera plantée au milieu du préau de la conciergerie.* » Fait défenses auxdits prisonniers de se battre ni

» s'outrager les uns les autres, ni ceux qui viendront
 » en ladite conciergerie , ni même extorquer
 » *bien-venue des prisonniers nouvellement amenés*
 » èsdites Prisons, sous peine du fouet , & de plus
 » grande s'il y échet «.

Le crime de *bris* de Prison est si grave , que lorsqu'un accusé qui a voulu s'évader est repris , le juge doit informer sur ce crime , indépendamment de la première information relative à l'emprisonnement de l'accusé. Par arrêt du parlement de Paris du 14 août 1736 , la procédure du juge de la ville d'*Eu* fut déclarée nulle , pour n'avoir pas instruit le crime de *bris de Prison* par information, comme les autres crimes, & s'être contenté d'interroger l'accusé sur ce délit , sans avoir fait une instruction entière. Voyez le traité des matières criminelles par la Combe , 3^e partie , chapitre 10.

Il faudroit pouttant distinguer la manière dont le prisonnier se feroit évadé , & s'il étoit retenu pour dette ou pour crime. Un prisonnier qui verroit la porte de sa Prison ouverte , & profiteroit de la négligence du geolier pour recouvrer sa liberté , seroit trop excusable d'avoir suivi le premier mouvement de la nature , pour devoir être puni ; mais si , retenu pour crime , il corrompoit le geolier , & parvenoit à le déterminer à se sauver avec lui , dans le cas où ils viendroient à être repris , tous deux courroient le risque d'être punis de mort.

Nous ne devons pas dissimuler que l'on se relâche beaucoup de la rigueur de cette jurisprudence criminelle , & que , comme de tous les délits , le plus excusable est celui qui a pour objet

de soustraire sa personne au supplice ou à l'infamie , il arrive très-rarement que le parlement fasse le procès à ceux qui s'en sont rendus coupables. Il se passe peu d'années sans que quelque prisonnier ne s'échappe de la conciergerie. On vérifie les moyens qu'ils ont, dit-on , employés pour s'enfuir ; on oppose de nouveaux obstacles à ceux qui pourroient en user , & on finit par oublier le fugitif.

Lorsque le débiteur retenu pour dettes s'évade par l'inattention du guichetier , le geolier , qui répond de ceux qu'il emploie , est exposé à être poursuivi par les créanciers, qui peuvent demander & obtenir la contrainte par corps contre le gardien infidèle ou négligent , qui étoit le dépositaire de leur gage.

Si, au contraire, le prisonnier trouve le moyen de s'enfuir , soit à l'aide d'échelles de corde , soit en faisant une ouverture dans le mur , enfin , de manière que l'on ne puisse convaincre le geolier de dol ou de négligence , il est à l'abri de toutes poursuites , soit de la part de la justice , soit de la part des créanciers. S'il en étoit autrement , il ne seroit pas possible de trouver des hommes assez imprudens pour se charger de la garde des prisonniers.

Le prisonnier , tant qu'il est dans sa Prison ; c'est-à-dire au milieu de la gêne & de l'horreur de la captivité , ne peut contracter aucun engagement qui lui soit onéreux , parce que le premier caractère d'un acte , la condition la plus essentielle à sa validité , c'est la liberté , & que l'on peut croire que celui qui a contracté telle ou telle obligation ne l'auroit pas souscrite s'il

eût été libre , & qu'il y a acquiescé , soit dans la crainte de prolonger , par son refus , sa captivité , soit dans l'espérance d'y mettre fin.

Mais comme il est néanmoins de l'intérêt du prisonnier qu'il puisse se concilier avec ses créanciers , faire des arrangemens avec eux , ou contracter avec d'autres prêteurs , pour se procurer les moyens de faire cesser son emprisonnement , on a fixé dans les Prisons un lieu où il lui est possible de souscrire un engagement valable ; c'est celui qui sépare les deux guichets. Le prisonnier est là considéré comme libre ; néanmoins le mérite de l'acte qu'il souscrirait dans ce prétendu lieu de liberté , dépend beaucoup du fond & des conditions qui y sont insérées. On examine donc s'il est préjudiciable au prisonnier ; s'il est tel qu'il ne l'eût pas passé étant libre , on le déclare nul : mais si au contraire le prisonnier n'a fait entre les deux guichets que ce qu'il auroit pu ou dû faire hors des Prisons , on déclare l'acte valable.

Le parlement de Paris , par arrêt rendu en la tournelle le 1 juin 1714 , a admis deux particuliers au bénéfice de restitution contre une transaction passée entre deux guichets sur une accusation de banqueroute frauduleuse , parce qu'il y avoit tout lieu de présumer que les prisonniers n'avoient acquiescé aux conditions énoncées dans la transaction , que par le désir de recouvrer la liberté , si chère à l'homme , & pour laquelle les sacrifices ne lui coûtent rien.

Aussi-tôt que le jugement qui met fin au procès d'un accusé , a été rendu , on doit le lui lire , parce que , s'il est reconnu innocent , il y

auroit une injustice criante à le retenir un instant de plus que la loi ne le veut ; s'il est condamné à une peine pécuniaire par forme de dédommagement , il ne faut pas , dans le cas où il pourroit s'acquitter sur le champ , que la négligence du greffier ajoute à sa peine pécuniaire , celle de la prolongation de sa captivité. C'est conformément à ces sages considérations que l'article 29 du titre 12 de l'ordonnance de 1670 s'exprime ainsi : » Tous greffiers , même de nos » cours , & ceux des seigneurs , seront tenus de » prononcer aux accusés les arrêts , sentences & » jugemens d'absolution ou d'élargissement le » même jour qu'ils auront été rendus ; & s'il n'y » a point d'appel par nos procureurs ou ceux des » seigneurs dans les vingt quatre heures , mettre » les accusés hors des Prisons , & l'écrire sur le » registre de la geole , comme aussi ceux qui » n'auront été condamnés qu'en des peines & » réparations pécuniaires , en consignat ès mains » du greffier les sommes adjudgées pour amendes , aumône & intérêts civils , sans que , faute » de paiement d'épices ou d'avoir levé les arrêts , sentences & jugemens , les prononciations » ou élargissemens puissent être différés , à peine » contre le greffier d'interdiction , de trois cents » livres d'amende , dépens , dommages & intérêts » des parties «.

Les prisonniers accusés de crime , dont le procès est jugé , ne peuvent être mis hors de Prison lorsqu'il y a eu des conclusions contre eux qui tendoient à une peine corporelle ou infamante , & qu'il y a appel à minima.

Il est défendu aux geoliers de mettre en li-

berté un prisonnier décrété, même sur le consentement de la partie civile & du procureur général, ou du procureur du roi, si le juge ne l'a ordonné.

Lorsqu'un prisonnier doit être transféré de la Prison de la juridiction où il a été jugé, dans une autre où ressortit l'appel, il doit être mené avec une escorte suffisante, & toujours entre deux soleils, pour éviter les surprises & les complots nocturnes.

Un arrêt imprimé, rendu en forme de règlement le 20 mars 1690, & dont la publication a été ordonnée dans les bailliages & sénéchaussées du ressort du parlement de Paris, enjoint » au » conducteur de la messagerie de Niort à Paris, » lorsqu'il sera chargé de la conduite des prisonniers, de les mener avec une escorte suffisante, & de marcher entre deux soleils, à peine » d'en répondre «.

Ce même arrêt a encore ordonné » que les » messagers & autres conducteurs de prisonniers, » qui meneront des prisonniers en la conciergerie » du palais, prendront leur décharge au greffe » de la geole de ladite conciergerie, pour la » remettre dans le mois ès mains des greffiers » des sièges & juridictions des Prisons desquelles » lesdits prisonniers auront été transférés, & que » ceux qui transféreront des prisonniers des Prisons de ladite conciergerie en celles d'autres » sièges, s'en chargeront sur le registre de la » geole de ladite conciergerie, & seront tenus » de rapporter dans le mois, au greffe de ladite » geole, un certificat des geoliers des Prisons » desdits sièges, visé par le juge de la Prison, » &

» & le substitut du procureur général ou le
 » procureur fiscal, faisant mention du jour que
 » les prisonniers auront été amenés en leur Prison,
 » pour être ledit certificat remis es mains dudit
 » procureur général du roi, à peine de cinq cents
 » livres d'amende ». Toutes les dispositions de
 cet arrêt ont été confirmées par un autre du 17
 août 1747, qui est rapporté dans le recueil chro-
 nologique de Jousse.

On trouve aussi dans le recueil des réglemens
 de justice, tome 2, un autre arrêt de règlement
 du 26 août 1704, qui ordonne » que lorsque
 » les prisonniers seront transférés des Prisons
 » des sièges & juridictions du ressort de la cour
 » en celles de la conciergerie du palais, les
 » substituts du procureur général & les pro-
 » cureurs fiscaux seront tenus d'envoyer audit
 » procureur général copie de l'acte par lequel
 » les conducteurs des prisonniers s'en seront char-
 » gés, contenant les noms, qualités & demeures
 » des prisonniers & des conducteurs, le jour de
 » leur départ, & ce dans le jour dudit départ,
 » & par une autre voie que celle des conducteurs,
 » à peine par lesdits substituts & procureurs fis-
 » caux d'en répondre en leur propre & privé
 » nom ».

Le but de ces arrêts est d'assurer la marche des
 prisonniers, & d'empêcher que leurs guides ne
 puissent à leur gré la retarder & les retenir plus
 qu'il n'est nécessaire dans les endroits par lesquels
 ils doivent passer.

Par un arrêt rendu le 9 août 1734, sur la
 réquisition des fermiers des coches & messageries
 du royaume, la cour » a maintenu lesdits fer-

» miers & leurs préposés dans le droit de se
 » charger , à l'exclusion de tous autres , de tous les
 » prisonniers qui se trouveroient dans l'étendue
 » du département de leurs messageries , & dont
 » la translation devrait être faite dans la concier-
 » gerie & ailleurs , ainsi que des procès civils &
 » criminels dont le transport seroit ordonné «.

Le même arrêt fait défenses » à tous greffiers,
 » tant de la conciergerie qu'autres , de délivrer
 » aucun prisonnier ou procès , ou donner au-
 » cune décharge , aucun exécutoire , qu'auxdits
 » fermiers ou préposés , sous les peines portées
 » par les édits & arrêts «.

Lorsqu'un prisonnier est une fois arrêté , il faut
 qu'il reste à demeure dans sa Prison ; l'ordon-
 nance défend , sous peine de galères , aux geo-
 liers de laisser vaguer les prisonniers , c'est-à-
 dire errer dehors , quand même *ils les accom-*
pagneroient : il est pourtant quelquefois arrivé
 de permettre à des prisonniers malades un élar-
 gissement momentanée , & sous une bonne garde ;
 mais cela arrive très rarement : il y a un arrêt
 rendu le 10 janvier 1730 , sur le réquisitoire
 de messieurs les gens du roi , qui ordonne
 » qu'aucun prisonnier détenu même pour dettes
 » civiles , ne pourra être mis hors des Prisons à la
 » garde d'un huissier ou autre , *sous quelque prétexte*
que ce soit , si ce n'est dans le cas de quelque
 » procédure ou acte où la présence du prison-
 » nier seroit nécessaire , & qui ne pourroit se
 » faire dans la Prison , pour raison de quoi pourra
 » être ordonné que le prisonnier sera conduit sur
 » le lieu , sous bonne & sûre garde , *à la charge*
 » *de le réintégrer* dans les Prisons chaque jour ,

» sans qu'il puisse séjourner hors des Prisons, s'il
 » y en a dans le lieu, sinon détenu sous bonne &
 » sûre garde «.

Le parlement se relâcha de la sévérité de cet arrêt l'année suivante. Un particulier décrété & emprisonné, sur les effets duquel le scellé étoit apposé, prétendit que le gardien dissipoit ces mêmes effets, & demanda à la cour qu'il lui fût permis de se transporter, sous la garde d'un huissier, non seulement dans sa maison, *mais par-tout où besoin seroit*, pour saisir & revendiquer ses effets.

La cause ayant été mise au rôle, & personne ne paroissant pour la partie civile, M. l'avocat général, après avoir observé que le règlement du 10 janvier 1730 sembloit s'opposer à la demande du prisonnier, finit par dire, que puisque personne ne combattoit cette demande qui paroïssoit fondée, il ne croyoit pas devoir s'y opposer, pourvu que le prisonnier fût tous les soirs réintégré dans les Prisons.

La cour, par arrêt rendu à tour des rôles le 10 février 1731, donna défaut sur la demande du prisonnier; l'arrêt étoit conçu en ces termes :
 » Lui a permis de sortir des Prisons à la garde
 » d'un huissier de la cour, pour être transféré
 » dans les lieux où sont ses effets, pour les reven-
 » diquer, à la charge qu'il sera réintégré tous
 » les soirs dans les Prisons du lieu où il se trou-
 » vera; à le recevoir tous geoliers contraints,
 » leur enjoint de le laisser sortir le matin, ac-
 » compagné de l'huissier à la garde duquel il
 » sera commis «.

Enfin, ce qui prouve que l'humanité & les cas

particuliers doivent l'emporter sur la rigueur des réglemens, c'est qu'en 1762 on présenta à l'audience la question de savoir si un prisonnier pour dettes, attaqué de maladies auxquelles le séjour des Prisons pouvoit être fatal, étoit recevable à demander sa liberté pour se faire traiter chez lui, en donnant caution de se réintégrer après sa guérison.

M. Séguier, qui portoit la parole dans cette cause, exposa que la maladie étant certaine & prouvée par l'attestation des médecins, la liberté ne pouvoit être refusée au malade, & que puisque les septuagénaires sont déchargés de la contrainte par corps, par la raison que les infirmités de leur âge ne leur permettent pas de supporter la Prison, l'humanité demandoit la même indulgence pour les prisonniers malades, auxquels la Prison pouvoit donner la mort. Il alloit jusqu'à dire que puisque le prisonnier dont il s'agissoit avoit offert de donner caution, il étoit naturel de l'y assujettir; mais que, quand il n'auroit pas fait de semblables offres, sa liberté ne pourroit lui être refusée dans l'état de maladie où il se trouvoit, parce que la conservation d'un citoyen & de la postérité qui pouvoit en sortir, demandoit qu'on employât tous les moyens en sa faveur, & étoit préférable à des intérêts particuliers. D'après ces touchantes considérations, l'arrêt rendu le 12 juin 1762, accorda la liberté au prisonnier, en donnant la caution qu'il avoit offerte.

Le créancier est aussi le maître d'accorder à son débiteur la faculté de sortir, pour un certain temps, de sa Prison, à la condition d'y rentrer de lui même, dans le cas où, le délai expiré, il

ne l'auroit pas payé. Cela est récemment arrivé. Un des trois officiers condamnés à payer, par forme de réparation & de dommages, quatre-vingt mille francs au sieur Damade, & à garder Prison jusqu'au paiement de cette somme, s'étant trouvé très-malade, & soupirant après l'air libre de la campagne, fit demander au sieur Damade la liberté de sortir un mois de la conciergerie, sous la caution de son défenseur & d'un magistrat; le sieur Damade y ayant consenti, le prisonnier sortit & revint au bout du mois rendre sa personne à son créancier, & délier ses cautions de leur engagement.

Les paroles de M. l'avocat général Séguier, que nous venons de rapporter relativement à la demande du malade qui obtint de se faire transférer chez lui pour sa guérison, nous dispensent de parler de cette louable disposition de la loi, qui ouvre au prisonnier septuagénaire les portes de sa Prison, & met sa personne à couvert des atteintes que l'on voudroit porter à sa liberté. On n'a pas voulu que la vieillesse infirme & débile eût encore pour surcroît de maux l'affliction d'être dans les fers, & que le peu de jours qui lui restoit à exister s'écoulassent dans la captivité : mais cette disposition favorable ne s'applique qu'au prisonnier pour dettes; car si un centenaire pouvoit commettre un homicide, la justice enchaîneroit son bras meurtrier, & couperoit de son glaive la trame de ses vieux jours, qu'il auroit souillés par le crime.

Les prisonniers pour dettes, qui, par leur misère, sont dans l'impossibilité de s'acquitter, peuvent, malgré l'état déplorable de leurs affaires, se livrer à l'espérance de sortir de Prison. Il y

a, à Paris sur-tout, des personnes charitables ; qui pensent , avec raison , qu'une des meilleures œuvres dont ils puissent s'occuper , c'est de rendre la liberté aux prisonniers , qui sont des hommes perdus pour l'état , pour leur famille , tant que leur infortune les condamne à l'inaction. Ces gens secourables , soit de leur propre argent , soit du produit de leur quête , forment ce que l'on appelle un fonds de charité , qui sert à la délivrance des prisonniers ; & pour que ce fonds s'épuise moins vite & tourne au profit d'un plus grand nombre de malheureux , le parlement de Paris tient , aux grandes fêtes de l'année , ses séances dans les différentes Prisons de cette ville. Le prisonnier que la charité veut bien secourir , n'a besoin alors que de faire l'offre du tiers de la somme pour laquelle il est retenu , avec une caution pour le surplus , & il obtient sa liberté. Mais comme il pourroit arriver qu'un débiteur de mauvaise foi offrît de ses propres deniers le tiers de sa dette pour sortir de Prison , on exige , pour prévenir cet abus , que le prisonnier présente un certificat du geolier , qui atteste que c'est véritablement des deniers de charité que provient l'offre qu'il fait.

Lorsque c'est la bonté du monarque ou celle de la reine qui vient au secours de ses sujets captifs , au lieu du tiers , le quart suffit pour les délivrer , & *on n'exige pas de caution pour le surplus*. Cette différence est établie pour donner plus d'effet & un plus libre cours à la bienfaisance royale.

Le débiteur qui sort en offrant un tiers , n'est pas , comme on le voit , quitte envers son créancier , puisqu'il est tenu de lui donner une bonne

caution pour le surplus. Nous ne sommes pas assurés que dans les Prisons des autres parlemens il existe , en faveur des prisonniers pour dettes, les mêmes secours ; mais ils ne peuvent être trop multipliés , lorsqu'ils ne s'étendent que sur de pauvres débiteurs qui languiroient éternellement en Prison, sans cet effet salutaire de la bienfaisance humaine.

Il étoit d'usage , chez les Romains , à certaines fêtes solennelles, de rendre la liberté aux prisonniers. Nous avons quelque temps imité ce grand exemple d'indulgence ; mais il encourageoit la mauvaise foi des débiteurs , & donnoit aux criminels le dangereux espoir de l'impunité. Ce n'est plus qu'aux sacres des rois que cette faveur s'étend sur les criminels : mais à tous les heureux événemens publics , la famille royale & les corps municipaux manifestent leur joie par la délivrance d'un certain nombre de prisonniers pour dettes.

Ceux sur lesquels tombent principalement , & avec raison , les regards de la charité , sont les pères de familles, qui , en ne payant pas à l'étrangère qui a allaité leurs enfans le prix de sa nourriture , se sont exposés à la contrainte par corps : ce qui doit déterminer à aller au secours de ces malheureux de préférence aux autres , c'est que le créancier doit être vu aussi favorablement que le débiteur. Ces prisonniers ne sont pas à la charge du créancier , parce qu'il ne seroit pas juste qu'une pauvre nourrice , qui s'épuise pour nourrir l'enfant , se ruinât encore pour alimenter le père : elle ne se mêle pas même de le faire arrêter , l'emprisonnement se fait par l'entremise de femmes que l'on nomme des *recommandereffes* , & dont les devoirs sont de veiller à la con-

vation des nourrissons , & à ce que les nourrices soient payées de leurs soins.

On a établi dans les villes des receveurs qui touchent les revenus des fondations établies pour le soulagement des pauvres prisonniers , ainsi que les legs & aumônes qui leur sont faits. Ce sont ordinairement des personnes charitables qui se chargent de faire ces recouvrements , & qui le font gratuitement ; néanmoins ces généreux dépositaires doivent avoir prêté serment devant le juge qui a la police des Prisons. L'article 10 du règlement de la cour du 18 juin 1717 , porte , que les aumônes particulières seront distribuées aux prisonniers en présence des personnes qui les auront faites.

Lorsque le mari & la femme sont emprisonnés , & que l'un des deux offre de rester en Prison jusqu'à ce que les créanciers soient satisfaits , on donne indistinctement la liberté au mari ou à la femme de sortir , à moins que tous deux ne soient arrêtés par des créanciers différens , par la raison que tous deux feroient un commerce particulier ; mais autrement on ne retiendrait pas celui qui , par son travail , peut parvenir à retirer l'autre de captivité.

Il nous reste à parler d'une troisième espèce de prisonniers qui ne sont renfermés , ni en vertu de décrets , ni pour dettes , & qui devroient , comme nous l'avons dit plus haut , être retenus dans une Prison particulière. Ce sont les *tapegeurs* , les joueurs suspects , & tous ceux que la police fait arrêter de nuit ou envoie de jour en Prison.

Dans une ville immense comme la capitale , remplie de gens de toute espèce , de toute na-

tion, dont les uns n'existent que par la ruse & la fraude, qui se livrent à toutes sortes d'excès, d'injustices, d'emportemens, de tyrannies; qui abusent de leurs facultés, de leurs armes, il est nécessaire qu'il y ait une force dominante, un pouvoir rapide, qui les contienne & les punisse. On a répandu à cet effet, dans les différens quartiers de la ville, des juges subalternes, mais qui sont revêtus d'une autorité suffisante pour en imposer au peuple, & pour réprimer les perturbateurs; ce sont les commissaires. La garde de Paris, qui parcourt la ville la nuit & le jour, leur amène tous ceux qui ont troublé l'ordre public, ou commis quelques injustices.

Un arrêt de réglemeut du 17 août 1750 prononce, „ que les ordonnances & arrêts de régle-
 „ ment de la cour pour la police de la ville &
 „ fauxbourgs de Paris, seront exécutés selon leur
 „ forme & teneur; ce faisant que les officiers
 „ & archers, tant du guet que de robe-courte &
 „ autres chargés de capture pour contravention à
 „ la police pendant le jour, seront tenus, lors-
 „ qu'ils arrêteront des *contrevenans*, de les conduire
 „ *sur le champ dans la maison du commissaire*
 „ dans le quartier duquel lesdites captures auront
 „ été faites, & de remettre entre ses mains les
 „ pièces servant à conviction, dont ils seront saisis,
 „ à l'effet par lui d'interroger lesdits contrevenans,
 „ d'entendre les témoins, si aucun y a, & de
 „ faire toutes les procédures nécessaires pour assu-
 „ rer la preuve de la contravention, pour en-
 „ suite ordonner par le commissaire, s'il y échet
 „ & s'il le juge à propos. *P'élargissement de celui*
 „ *ou de ceux qui auront été arrêtés*, ou faire
 „ conduire lesdits contrevenans dans les Prisons,

» ou en donner avis sur le champ au lieutenant
» général de police , ou au lieutenant criminel
» du châtelet , suivant l'exigence des cas , pour
» être par eux ordonné ce qu'il appartiendra ,
» dont & de tout sera dressé procès-verbal , en-
» semble les pièces servant à conviction , qui lui
» auront été remises , déposées au greffe dans les
» vingt-quatre heures «.

Cet arrêt a donné une juste interprétation à la disposition d'un autre précédent, en date du 7 septembre 1725 , qui ordonnoit que *quand les officiers ou archers du guet arrêteroient ceux qui commettent du désordre la nuit , ils les conduiroient dans des Prisons du grand châtelet , sans les pouvoir conduire en aucunes maisons particulières , si ce n'est chez les commissaires au châtelet.* Il seroit d'une conséquence dangereuse de livrer la liberté d'un citoyen domicilié , au caprice ou à l'humeur d'un archer du guet : il est très essentiel que le *guet* ne puisse , de sa seule autorité , conduire en Prison aucun particulier , sous prétexte de désordre , & sans auparavant l'avoir mené chez un commissaire qui entend l'accusateur & l'accusé.

Dans le cas même où celui-ci seroit mécontent de l'ordonnance du commissaire , & la trouveroit injuste , il est le maître de demander un référé , soit devant le lieutenant de police , s'il est arrêté pour fait de police , soit devant le lieutenant criminel , si c'est pour un délit qui concerne ce magistrat.

Quoique nous ayons dit que la Prison ne doive pas être considérée comme une peine , il est pourtant vrai quelle s'inflige par forme de correction à ceux qui sont arrêtés d'ordre du roi , ou

de la police, & qui, après avoir subi une captivité plus ou moins longue en proportion de leur délit, sont rendus à la liberté.

Il y a des cas, très-rares à la vérité, où un accusé est condamné à la Prison perpétuelle; mais ce n'est qu'en commutation d'une peine plus forte, telle que celle des galères, ou de la peine de mort, & elle est prononcée par *lettres du prince*. Les tribunaux ordinaires, qui n'ont pas le droit de l'infliger, infèrent quelquefois dans leurs arrêts, que le roi sera supplié d'ordonner que l'accusé sera renfermé à perpétuité dans un château fort. Cela est arrivé à l'égard du sieur de la *Maugerie*, qui depuis a été élargi & admis à se pourvoir au conseil, où son affaire a été vue sous un jour bien différent, puisqu'il a obtenu le succès le plus complet contre son adversaire. La Prison perpétuelle ordonnée dans pareille circonstance, emporte la mort civile & la confiscation des biens.

Elle ne produit pas cet effet lorsqu'elle est prononcée contre un gentilhomme ou contre un militaire par le tribunal des maréchaux de France.

Nous pourrions sans doute donner à cet article beaucoup plus d'étendue, si nous voulions nous arrêter sur tout ce qui concerne les prisonniers, les greffiers, & sur-tout les geoliers, auxquels on ne peut trop recommander de ne pas aggraver, par une brutalité qui n'est que trop ordinaire, les contradictions du prisonnier. Si l'accusé est coupable d'un grand crime, son jugement le punira assez; s'il ne l'est pas, c'est une raison de plus pour diminuer, autant qu'il est

possible, les funestes inconvéniens des erreurs de la justice.

Que les geoliers ne se contentent donc pas de visiter une fois le jour le malheureux qui est au secret, ainsi que l'ordonnance le leur prescrit.

Il faut qu'ils observent attentivement s'il n'est pas livré à une douleur meurtrière, s'il n'est pas incommodé par la présence des animaux qui viennent lui disputer sa pâture; si sa santé n'est pas altérée par le mauvais air: ils doivent apporter remède, autant qu'ils le peuvent, à tous ses maux, en donner avis au juge, aux médecins, pour qu'il soit transféré à l'infirmerie avant que sa maladie n'empire.

Le geolier doit veiller sur les guichetiers qu'il employe à son service, leur donner des gages suffisans pour qu'ils ne soient pas dans la nécessité de vivre aux dépens des prisonniers; qu'il se garde d'abuser de l'empire qu'il peut avoir sur une femme captive, pour s'atisfaire sa passion; car il s'exposeroit, par son audace, à la peine de mort. il doit savoir lire & écrire, afin de pouvoir lire les jugemens, transcrire les écrous, donner des décharges, & porter au procureur du roi, ou au procureur général, dans les vingt-quatre heures au plus tard, des notes des prisonniers qui lui sont amenés pour crime, avec copie des écrous & recommandations.

Dans les Prisons seigneuriales, le geolier fait les fonctions de greffier, parce qu'il ne peut y avoir de greffier que dans les Prisons royales.

Un des devoirs que l'humanité prescrit aux geoliers, c'est de donner une entrée facile aux personnes charitables qui viennent apporter des

secours aux pauvres prisonniers ; d'empêcher que ces secours ne tournent à leur détriment , en les laissant s'enivrer de vin & d'eau-de-vie.

Enfin , il ne doit user de sévérité envers les prisonniers , qu'à propos , & épuiser les avis , les menaces , avant d'employer la violence contre eux ; ne pas oublier qu'à moins qu'un danger pressant ne l'ait requis , il n'est pas excusable de contrevenir à l'ordonnance , qui lui fait les plus expressees défenses de *battre les prisonniers , de les mettre au cachot ou aux fers , de sa seule autorité , & sans auparavant en avoir reçu l'ordre par écrit du juge* , auquel il doit faire part des troubles & des délits qui exigent cet acte de sévérité.

Il est très-repréhensible lorsqu'il n'a pas d'égard à la qualité du prisonnier , & lorsque l'intérêt le porte à traiter sans pitié , & aux horreurs de la paille , un accusé d'une condition honnête qui se trouve dans une impossibilité absolue de s'acquitter envers lui.

Il mérite d'être sévèrement puni , s'il exige des droits d'emprisonnement , de translation , qui ne lui sont pas dus , ou des avances de *gîte* , de nourriture , de geolage ; s'il a la bassesse de s'appliquer les aumônes ; s'il ne met pas la plus grande attention dans la tenue de ses livres , en évitant toute abréviation ; enfin , s'il compromet , par sa négligence , l'honneur ou la liberté d'un citoyen.

Comme on ne peut pas attendre , de la part de ceux qui se dévouent à l'état de geolier , une exactitude volontaire à remplir les devoirs que la loi leur impose , les juges ne peuvent apporter trop d'attention à les surveiller. Combien il

seroit à souhaiter que l'article 35 du titre 13 de l'ordonnance de 1670, & l'arrêt de règlement de la cour du mois de septembre 1717, qui veut que les procureurs du roi & ceux des seigneurs hauts-justiciers visitent les Prisons *une fois chaque semaine, pour y recevoir les plaintes des prisonniers*, fussent observés ! Le même arrêt de règlement exige des procureurs du roi, *qu'ils entendent les prisonniers sans que les greffiers, geoliers, ou guichetiers soient présens, pour savoir si les arrêts & réglemens de la cour, concernant les prisons, sont fidèlement exécutés*. Comme il seroit peut-être dangereux pour un juge d'aller seul au milieu des prisonniers, les interroger tous ensemble sur les traitemens qu'ils éprouvent de la part de leurs gardiens, & sur la qualité des alimens qu'on leur fournit, il est de la prudence du juge, pour ne pas compromettre sa personne & la dignité de sa place, de faire venir dans une chambre particulière plusieurs prisonniers les uns après les autres, de comparer leur rapport, & de s'assurer du fondement de leurs plaintes. Il doit ensuite, accompagné des guichetiers, & même, s'il le veut, d'une escorte plus forte, visiter toutes les chambres, les infirmeries, observer les prisonniers, leur montrer de l'intérêt, prendre des informations sur les causes de leur détention, & protéger le malheur & l'indigence.

Nous finissons cet article par une réflexion peut-être décourageante. Il y a peu d'objet de la législation criminelle, sur lequel il ait été fait de plus sages réglemens, & rendu des ordonnances plus louables, plus humaines que sur les Prisons ; & cependant il n'y a pas de lieux plus affreux,

où l'humanité soit plus dégradée, plus exposée à la contagion du mauvais air & des maladies.

Nous espérons que la retraite du ministre, qui, au milieu des soins & des embarras de son administration, s'est occupé de remédier à de si grands abus, n'influera pas sur le sort des prisonniers, & n'empêchera pas l'exécution de la déclaration du 30 août 1780, qui fait tant d'honneur au règne de Louis XVI.

Des Prisons d'état.

Les Prisons d'état sont celles où un sujet est renfermé par ordre du roi, signé par ordre d'un secrétaire d'état. La seule puissance qui y retient le captif, peut lui en ouvrir les portes. Comme des raisons politiques sont censées déterminer, abrégier, ou prolonger ces détentions, le souverain ne rend compte à personne des motifs qui les lui ont fait ordonner.

Il s'en faut de beaucoup cependant qu'on doive regarder tous les prisonniers d'état comme des hommes suspects, contre lesquels des intérêts politiques ont fait décerner des ordres qui assurent de leur personne.

Le plus grand nombre y est détenu pour des fautes particulières, soit à la requête des parens, soit par égard pour leur nom, & afin de les préserver de la honte d'une Prison de ville, & des suites d'un décret.

Voici les réflexions que ce sujet nous a fait naître.

Dans un état où les fautes seroient personnelles, où la honte attachée à la punition des crimes, n'obscurciroit que la tête du cou-

pable ; où l'accusé , saisi par la main de la justice ; se trouveroit tout à coup isolé , & ne tenir qu'aux loix qu'il pourroit seules invoquer ; les Prisons perpétuelles ne devroient retenir que des furieux ; que des insensés , & être absolument supprimées à l'égard des criminels. En effet , pourquoi l'état se chargeroit-il de nourrir & de faire surveiller un sujet qui auroit porté atteinte à l'ordre social , & qui , condamné à demeurer oisif le reste de ses jours , ne pourroit , en aucune manière , le dédommager des soins que l'on prendroit de lui , & de la perte des hommes consacrés à le garder & à le servir ?

S'il est véritablement criminel , pourquoi ne pas tirer un exemple utile du châtimement qui lui seroit infligé , en le punissant d'une manière légale , ou dans ses biens , ou corporellement ? Pourquoi , lorsqu'il peut réparer le dommage privé ou le dommage public , par sa force , par son industrie , & par son courage , l'enchaîner dans l'inaction ?

Un homme captif dans un *donjon* , dans une *citadelle* , ne répare rien ; il ne fait au contraire que continuer le dommage , puisqu'il devient tous les jours à charge à la société. Il perd tellement ses facultés physiques & morales , que ce qui peut lui arriver de pire , s'il est sans fortune , est , qu'après un certain nombre d'années on lui ouvre les portes de sa Prison ; sans force , sans industrie , il se trouve au milieu de la société , comme les oiseaux domestiques , qui n'ont pas plus tôt recouvré leur liberté , que , méconnus des oiseaux de leur espèce , ils périssent de misère , en regrettant leur cage & la main qui les nourrissoit.

Malheureusement

Malheureusement il existe parmi nous un préjugé barbare , plus fort que la raison , qui , confondant les innocens & les coupables , répand la honte & l'opprobre sur tous ceux qui tiennent par les liens du sang à un criminel que la loi a frappé de son glaive ; qui force de braves guerriers de quitter les étendards de la victoire , d'aller s'ensevelir dans la solitude , & d'y rester inutiles pour leur patrie ; qui condamne à une funeste incapacité , à un fatal repos, des magistrats intègres , éclairés , que la justice voudroit en vain retenir dans ses tribunaux , pour y combattre la mauvaise foi. Tant que ce préjugé insensé subsistera , les Prisons d'état qui ne déroberont au châtiment public que des criminels dont la destruction ou l'infamie entraîneroit la perte de plusieurs sujets utiles , doivent être consolidées par une sage politique ; & , loin de nous alarmer , loin qu'elles doivent jeter l'effroi dans nos ames , elles doivent au contraire rassurer les familles , dont elles protègent & conservent l'honneur.

Si nous voulons que les Prisons d'état , près desquelles nous ne passons pas sans frémir , soient abbatues , hâtons - nous d'étouffer l'opinion absurde qui en rend l'existence nécessaire ; ne nous éloignons plus du citoyen , par la seule raison que son fils , que son frère , ont expiré sous la main du bourreau. Plaignons-le ; mais ne le méprisons pas : s'il est brave , honnête , qu'il lui soit permis de servir sa patrie , soit dans les camps , soit dans les cités ; qu'on ne lui refuse pas l'honneur de prouver que le crime & la vertu peuvent croître dans une même famille & y produire leurs fruits si différens.

Alors , il n'y aura plus de raisons pour épar-

le criminel & l'enfevelir dans une éternelle captivité ; il marchera sans obstacle à l'échafaud , si la loi le condamne à y offrir au peuple assemblé le spectacle affreux de sa destruction.

Oui, malgré l'ennui & l'effroyable privation attachés à la captivité perpétuelle, on ne peut pas se dissimuler que ce ne soient l'humanité & l'esprit de douceur, de modération, qui l'ayent enfantée ; elle est un des effets de la civilisation. Comment des sauvages, des barbares retiendroient-ils éternellement prisonniers leurs ennemis, ou ceux d'entre eux qui auroient violé les loix que la nature leur a dictées ? Leur ôter la vie, ou les bannir de la société, voilà la vengeance qu'il leur est seulement possible d'en tirer ; ce n'est donc que pour éviter de répandre le sang, ou pour ne pas réduire au désespoir un exilé, qu'on a imaginé, parmi les hommes civilisés, de renfermer & de nourrir dans une Prison, des hommes dont on avoit à se plaindre ou que l'on redoutoit, pour les y laisser attendre languissamment le terme de leur vie.

Des sentimens de bonté, des distinctions particulières, ont insensiblement multiplié parmi nous ces éternelles détentions ; ainsi, en blâmant les abus qui en résultent, on ne peut qu'en louer le motif.

Si l'on excepte quelques gentilhommes ou militaires, que des jugemens émanés du tribunal des maréchaux de France, retiennent dans les Prisons d'état ; la plupart de ces châteaux ne sont habités que par des sujets condamnés ministériellement. Différens délits provoquent ces condamnations, ou plutôt ces ordres supérieurs ; les uns sont, comme nous venons de

le dire , prononcés sur le vœu d'une famille qui a lieu de craindre que l'inconduite d'un seul de ses membres n'amène la honte & l'opprobre sur tous ; d'autres sont rendus du propre mouvement du roi. Sous des règnes moins équitables que celui sous lequel nous vivons , & à la justice duquel nous devons la plus douce des sécurités , plusieurs de ces ordres ont été signés d'après des délations secrètes ou de simples soupçons faciles à dissiper , si l'on eût attaché plus d'importance à la liberté de celui sur qui ils s'étendoient.

Avant donc de se récrier contre ces détentions en général, il en faudroit approfondir les motifs particuliers. Par exemple, lorsqu'un sujet a blessé, par des écrits séditieux ou même par des paroles menaçantes, la majesté royale , pour arrêter , d'un côté, les effets de sa licence audacieuse , ne pas laisser son crime impuni , & de l'autre , pour sauver cet homme téméraire des peines très-graves prononcées contre lui par nos loix ; le gouvernement croit devoir l'enlever à la société , & l'enfermer plus ou moins sévèrement dans une des forteresses consacrées à la détention des criminels d'état. Certainement , si le captif est véritablement auteur de l'écrit qu'on lui attribue ; si la publication de cet écrit pouvoit offenser la dignité du roi , affoiblir le respect des sujets pour leur souverain , lui faire perdre , aux yeux des nations étrangères, une partie de l'éclat dont il brille , ou du pouvoir qui leur en impose ; cet écrivain seroit très-criminel ; la main qui l'enchaîneroit ne seroit point une main de vengeance , mais une main tout à la fois équitable & bienfaisante , puisqu'elle soustrait la personne du coupable aux peines infamantes & corporelles que la loi pro-

nonce contre lui. Ainsi , quant au fond , ce captif , ni nul autre pour lui , ne peut murmurer contre l'autorité qui le prive de sa liberté , à moins qu'il ne préférât d'être puni suivant la rigueur de la loi. Mais , dira-t-on , si par hasard il avoit été injustement dénoncé , s'il n'étoit pas coupable , comment auroit-il pu se défendre ? Si nos loix s'opposent à ce qu'un accusé perde la vie lorsqu'il n'existe pas contre lui une preuve irrésistible de son crime , n'est-ce pas éluder ces loix sages & humaines , que de ravir à un accusé , sur de simples présomptions , le seul bien qui puisse donner quelque prix à la vie ? Pour que la main qui le sauve de la mort , en le fixant dans la captivité , soit réellement bienfaisante , il faut donc qu'elle ne l'y retienne qu'après que l'accusé aura eu les mêmes moyens de se justifier , que s'il eût été livré au cours de la justice ordinaire. J'avoue que je n'ai point de réponse raisonnable à faire à cette objection , & c'est sans doute parce qu'elle avoit été pressentie par un homme vertueux , qui a porté , dans une place éminente , les principes de la magistrature , que nous avons vu , sous son ministère , les Prisons d'état forcées de rendre tant de captifs qu'elles retenoient depuis nombre d'années dans leur sein , & un tribunal s'élever pour apprécier les dénonciations qui tendoient à priver un citoyen des privilèges communs à tous les autres.

Comme notre objet n'est point de prendre ici la défense de ceux que le gouvernement a cru devoir séparer de la société , & qu'il ne nous appartient pas de sonder les raisons particulières des ordres secrets , devenus infiniment plus rares , à mesure que nous avons eu des rois moins impé-

rieux & des ministres plus justes ; nous ne nous arrêterons qu'à faire sentir combien ces longues détentions sont affreuses ; combien elles sont nuisibles à ceux qui y languissent , & combien , par cette raison , il est juste de faire précéder ces condamnations rigoureuses , d'un examen aussi attentif que celui qui doit éclairer les jugemens que la justice ordinaire prononce. Eh ! qui peut refuser sa pitié à un être que la nature avoit rendu libre , auquel elle a donné le besoin de se transporter d'un lieu dans un autre , de promener ses regards sur des objets divers ; à qui elle a accordé un doux penchant à se rapprocher de ses semblables , à leur communiquer ses pensées , & qui seroit condamné à ne plus parcourir qu'un espace rétréci ; pour lequel le sol immense qu'il habitoit se trouve tout à coup réduit à quelques pieds ; dont le cœur ne peut plus produire que de stériles sentimens ; qui n'a plus que les mêmes objets à voir , les mêmes voix à entendre , les mêmes actions à répéter ; enfin , dont tous les jours sont enveloppés de la plus ennuyeuse uniformité ! Son imagination ne lui rappelle que des jouissances perdues pour jamais , ne lui ramène que des regrets accumulés & des privations éternelles ; s'il veut marcher , un mur épais l'arrête dès ses premiers pas ; heureux encore si sa tête n'est pas courbée sous la voûte qui lui dérobe l'aspect du ciel ! Combien de fois ne lui arrive-t-il pas de se jeter avec rage , avec désespoir sur son grabat , de s'y rouler furieux , de s'irriter de plus en plus de son impuissance , & d'y demeurer épuisé de ses vains emportemens. Si l'on pouvoit calculer ou réunir sur un même point tous les instans de souffrances physiques & mo-

rales , qui agitent ce captif isolé , abandonné à lui-même , on verroit que la vie qu'on lui laisse est souvent convertie en douloureuse sensibilité , cruellement prolongée , & peut-être pire que le supplice dont on a cru lui faire grâce. Mais c'est sur-tout en raison du sentiment intérieur qu'il peut avoir de son innocence , ou de l'excessive rigueur du châtiment qu'il endure , que le regret de ses privations le déchire ; car , s'il est vraiment criminel , s'il ne peut pas se dissimuler qu'il ait mérité l'infamie ou la mort , l'horreur du jugement auquel il a échappé peut alors transformer à ses yeux sa captivité en une sorte de jouissance. Chaque instant où il respire lui semble un don ; peut-être , pour le pénétrer d'avantage de ce sentiment , feroit-il avantageux pour lui qu'il eût toujours sous les regards la preuve de son crime & la disposition terrible de la loi , afin qu'il pût faire une comparaison de son existence actuelle avec l'horreur du néant ou d'un opprobre public , qui auroit déshonoré tous les siens.

L'isolement total , la privation de toutes les jouissances naturelles , l'ennui , la gêne & l'éternelle contradiction dans laquelle les prisonniers d'état passent leur vie , rendent leur sort si malheureux , qu'il y auroit de la cruauté à ajouter quelque chose de plus à cette punition que l'on a cru devoir substituer à la peine légale qu'ils ont encourue. Le calme dans lequel ils paroissent languir , ne fait que donner aux remords plus de prise sur leur esprit. S'ils n'éprouvent pas d'autres tourmens que celui de la captivité , ils ne détestent que les actions qui les y ont plongés ; mais si on aggrave leur supplice par de continuelles vexa-

tions, par des injustices tyranniques ; alors ils ne haïssent plus que les autres hommes ; & , loin de se reprocher le mal qu'ils ont fait à la société , ils regrettent au contraire de n'en avoir pas fait davantage à leurs bourreaux dans le temps où ils en avoient le pouvoir. Il règne en général beaucoup plus de modération & d'équité dans les Prisons d'état qui sont sous l'empire d'un gouverneur militaire , que dans celles qui sont sous l'inspection des religieux. Peut être ces derniers ont-ils besoin, pour se faire respecter des prisonniers, d'user envers eux de plus de sévérité ; peut-être aussi, séparés par état des autres hommes , ne regardent-ils plus ceux qu'on met sous leur garde , comme leurs semblables , & se vengent-ils sur eux du mépris qu'ils leur ont montré dans le monde.

Il n'y a pas long-temps qu'une femme de qualité qui étoit venue me demander des conseils , me fit frémir, en me peignant la déplorable situation dans laquelle elle avoit trouvé son mari. Ce malheureux, presque sexagénaire, détenu depuis plusieurs années , d'après le vœu de sa famille, dans une Prison d'état située sur les limites de la France , & dont l'administration est confiée à des moines, parut devant elle si pâle, si défait, si changé, qu'elle l'envifagea long-temps sans le reconnoître. Le premier mouvement qu'il fit en la voyant , fut d'ouvrir un vieux manteau déchiré qui le couvroit à peine , pour lui prouver qu'on ne lui donnoit point de linge. Surprise , indignée de le trouver sous les apparences d'une misère aussi affreuse , elle lui demande pourquoi sa famille, payant une pension assez forte pour

subvenir à tous ses besoins , il est dénué des choses les plus nécessaires ?

Avant de répondre à cette question , il promène des regards inquiets autour de lui , & semble craindre que sa réponse ne soit entendue. Nous sommes , lui dit-il d'une voix basse , sous une tyrannie qui n'a point d'exemple ; dépouillés , condamnés à vivre d'alimens grossiers , & que la faim seule peut nous faire dévorer , nous n'osons pousser le moindre murmure. Si , lorsque l'intendant de la province fait sa visite & nous interroge sur les sujets de plainte que nous pouvons avoir contre nos gardiens , un d'entre nous prend sur lui de dénoncer quelque injustice , quelques vexations ; à peine le protecteur que le roi nous donne est-il éloigné , que le prisonnier , devenu sans appui , est puni de sa témérité , non seulement par une captivité plus resserrée , mais encore par des traitemens si cruels , qu'il court souvent le risque d'en perdre la vie. Et moi-même , ajouta-t-il , je l'ai éprouvé au point d'avoir été plus de quinze jours privé de l'usage de mes membres.

Des abus aussi punissables , si opposés à l'esprit du gouvernement , si contraires à son intention , ne peuvent être trop hautement dénoncés aux ministres , & sur tout aux intendants des provinces , chargés spécialement de les prévenir : le repos forcé est si funeste à l'homme , qu'il y auroit de la cruauté à refuser aux prisonniers condamnés à souffrir une longue détention , les moyens de se procurer un exercice salutaire.

Qu'il leur soit permis sur-tout de dissiper leur mélancolie , autant qu'il est possible , par le tra-

vail auquel leur inclination les conduit. Si vous voulez qu'ils meurent, ne soyez pas plus cruels que les bourreaux, tranchez rapidement le fil de leurs jours. Si au contraire votre humanité croit devoir respecter leur vie, ne l'abrégez donc pas en les fatiguant par d'inutiles & injustes contradictions qui amènent à leur suite des maladies douloureuses.

Si l'on pouvoit douter que la longue & étroite captivité ne fût pas elle seule un supplice presque insupportable, il suffiroit, pour s'en convaincre, de se rappeler tous les efforts qu'ont employés, tous les dangers auxquels se sont exposés des prisonniers d'état pour recouvrer la liberté, le continuel objet de leurs désirs & de leurs regrets.

Les uns, par une constance incroyable, sont parvenus, sans outils, sans autres instrumens que leurs mains, à briser, à détacher les barreaux de fer, à séparer des pierres énormes, à soulever des portes monstrueuses, à creuser de longs souterrains.

D'autres se sont courageusement précipités du haut d'une tour dans la mer qui baigne le pied de leur Prison, au risque d'être brisés sur la roche, ou engloutis dans les eaux. Plusieurs ont eu l'imprudence de confier tout le poids de leurs corps à de fragiles lanières qui ne pouvoient tout au plus (en ne se brisant pas) les conduire qu'à une certaine distance de quarante ou de cinquante pieds de la terre, tant la mort leur paroissoit peu effrayante en comparaison de la continuité de leur tourment.

Il y a à Venise une Prison qui est un chef-d'œuvre de barbarie; celui qui en a donné la

construction, mérite d'être placé à côté de ces monstres de cruauté dont l'antiquité nous a transmis les noms avec horreur. Au haut d'une tour très-élevée, sont plusieurs espèces de cages de trois pieds en carré, recouvertes de lames de plomb, & exposées à toute l'ardeur du soleil, qui darde, dans toute sa force, ses rayons sur leur voûte; le malheureux dont le corps est ramassé dans cette espace rétréci, y souffre des douleurs plus affreuses que celles qui faisoient pousser des mugissemens aux victimes renfermées dans le taureau de Phalaris, puisqu'elles sont plus durables.

Quoiqu'on ne condamne à ce supplice horrible que les grands criminels, il faut avouer qu'il n'est pas possible d'imaginer qu'ils aient commis des crimes assez énormes, pour entrer en balance avec un tourment aussi prolongé.

Les Prisons d'état, en France, étant destinées à retenir seulement les sujets que le souverain y fait conduire en son nom, de son autorité expresse, tous ceux qui y sont renfermés ne doivent y éprouver d'autres peines que celles de la captivité, parce que la main royale peut bien contenir un sujet rebelle ou perturbateur, mais il seroit contraire à sa dignité qu'elle le blessât elle-même, & lui fît sentir autre chose que son pouvoir & sa force.

N'arrêtons pas nos regards sur cette Prison qui reçoit dans son sein & l'extrême misère & la débauche honteuse (*). Nous rendons trop de justice à l'équité du magistrat qui préside à la police de la capitale, pour ne pas être persuadé

(*) Bicêtre.

qu'il préservera toujours un citoyen qui attacheroit quelque prix à l'estime publique, du malheur d'être plongé dans ce gouffre de corruption & d'ignominie ; une captivité aussi flétrissante seroit pour l'homme honnête, la mort de l'ame. Obligé de renoncer à tout espoir d'estime, de considération, exclus de toutes les charges, de tous les emplois, il ne verroit plus autour de lui que honte, qu'avilissement : dédaigné des gens dont l'estime lui seroit précieuse, méprisant les autres, la société deviendrait pour lui une solitude, & la vie un supplice.

Malgré la gêne inséparable du sujet que nous traitons, essayons de résumer les idées qu'il nous a fait naître. Les Prisons d'état doivent, sous un Prince dur, alarmer les sujets, parce qu'elles présentent l'image d'un pouvoir trop impérieux & supérieur aux loix. Sous un prince doux, bienfaisant, tel enfin que nous avons lieu d'espérer que sera toujours le nôtre, elles sont un adoucissement à la rigueur de la loi, conservent l'honneur des familles innocentes, étouffent des crimes honteux, fournissent aux pères un moyen salutaire de prévenir des désordres d'une conséquence très-funeste, & qu'ils ne pourroient arrêter, si la puissance royale ne venoit au secours de la leur.

Plus, sous ce point de vue, les Prisons d'état sont utiles, plus il est nécessaire de les environner de la lumière de la justice, d'extirper les abus qui multiplient & prolongent les détentions nuisibles à l'existence des prisonniers, & onéreuses au gouvernement. Tel enfant dissipateur, tel citoyen perturbateur, tel sujet téméraire, ont mérité d'être séparés de la société, pour être livrés à la réflexion de la solitude, qui, au bout de six

mois d'emprisonnement, peuvent, sans danger pour l'état, & utilement pour eux recouvrer leur liberté. Il seroit donc à souhaiter qu'il existât un commissaire général des Prisons d'état, qui remplît, à l'égard de ceux qui y sont renfermés, les mêmes fonctions que celles dont sont chargés les gens du roi envers les autres citoyens, c'est-à-dire, qui fût leur appui, leur organe auprès de l'autorité souveraine; qui fût le dépositaire de leurs plaintes, de leurs demandes, même de leur justification; qui balançât les causes de leurs détentions avec les motifs de leur élargissement, fît valoir les uns & les autres, & ne craignît pas de se rendre quelquefois importun, pour sauver des citoyens du malheur d'être totalement oubliés de l'autorité qui a cru devoir s'en assurer.

Prisons des officialités.

Ces Prisons, qui dépendent des tribunaux des ecclésiastiques, ne doivent recevoir que ceux qui doivent être jugés par l'official ou par le bailli de l'évêché.

Il a été rendu au bailliage d'Orléans, le 11 juillet 1653, une sentence qui fait défenses au nommé Bataille, concierge de l'officialité d'Orléans, de recevoir d'autres prisonniers que ceux de l'official ou du bailli de l'évêché.

Un arrêt du conseil avoit, depuis, fait exception en faveur des collecteurs des tailles, mais ils ont été ensuite compris dans la règle générale.

Prisons militaires.

Lorsque nous avons dit que la Prison n'étoit pas une peine, mais seulement un lieu de sû-

reté dans lequel la loi fixe celui qu'elle soupçonne d'être l'auteur d'un délit , nous n'avons entendu parler ni des Prisons d'état , ni des Prisons militaires.

Les hommes enrôlés au service de l'état sont soumis à des ordonnances , à des châtimens distincts de ceux des autres citoyens. Une des peines particulières à la classe militaire , c'est la Prison ; elle est également infligée au soldat & à l'officier par son supérieur , & il n'y a que celui qui a pu l'y condamner qui puisse la limiter.

Un juge civil n'a pas le droit de faire élargir un soldat emprisonné par l'ordre d'un officier militaire ; mais si le soldat commettoit un délit dans la Prison , qui eût donné lieu à une plainte , le lieutenant criminel seroit autorisé à l'y retenir pour faire l'instruction de son procès , & à le juger suivant la rigueur des ordonnances.

Nous nous garderons bien de donner notre opinion dans une matière qui est si étrangère à notre profession ; mais qu'il nous soit permis de rappeler ce qui a été dit par des officiers supérieurs , & exprimé dans une ordonnance militaire qui n'a pas eu son exécution , parce qu'elle étoit trop opposée au sentiment de la nation françoise. La Prison est en général très-funeste au soldat ; elle le plonge dans une inaction nuisible , elle l'énerve , elle l'abrutit , elle rejette le poids de son service sur les bons sujets. Il est donc à désirer qu'on substitue à la Prison militaire une autre peine , qui , loin d'attaquer les qualités principales du soldat , leur donne au contraire un nouveau développement ; c'est aux seuls gens du métier qu'il appartient de l'indiquer.

(Cet article est de M. DE LA CROIX , avocat au parlement.)

PRISONNIER. Celui qui est arrêté pour être mis en Prison , ou qui y est détenu. Voyez les articles PRISON , CONTRAINTE PAR CORPS , & GARDES DU COMMERCE.

Malgré les mesures employées pour la garde des Prisonniers de la maison de Bicêtre , il s'en évadoit souvent , qui , abusant de leur liberté , se livroient à des excès & à des crimes , au préjudice du bon ordre & de la tranquillité publique : pour prévenir à l'avenir ces défordres , faire reconnoître ces Prisonniers & en faciliter la capture en cas d'évasion , le roi a rendu , le 17 avril 1778 , une ordonnance qui contient les dispositions suivantes :

» ARTICLE 1. Tous les Prisonniers renfermés
 » à Bicêtre , soit dans les cabanons , soit dans les
 » salles communes , seront habillés à neuf. La
 » moitié de chaque vêtement sera noir , & l'autre
 » gris d'hôpital : les habillemens seront compo-
 » sés d'un bonnet de bure , une soubreveſte ,
 » un gilet , un pantalon ſans poches , des chaus-
 » ſons de bure dans leurs ſabots , & leſdits vê-
 » temens ſeront doublés de même couleur.

» 2. Leſdits Prisonniers auront les cheveux
 » coupés dès leur entrée à Bicêtre ; & , pendant la
 » durée de leur détention , leurs cheveux ſeront
 » coupés tous les deux mois.

» 3. Sa majeſté enjoint à l'économe & autres
 » officiers de l'hôpital de Bicêtre , de veiller à ce
 » qu'il ne ſoit fourni à aucun deſdits Prisonniers
 » d'autres vêtemens que ceux preſcrits par la
 » préſente ordonnance , & fait défenſes à tous
 » employés , gardes , ſerviteurs , domeſtiques , &
 » généralement tous autres , de leur en procurer ,
 » à peine de punition exemplaire.

» 4. Défend sa majesté à toutes personnes ,
» de quelque état & condition qu'elles soient ,
» notamment à tous cabaretiers , logeurs & au-
» bergistes , tant des villes que des campagnes ,
» de donner retraite à tous ceux qui se présen-
» teront vêtus de l'habillement de l'hôpital de
» Bicêtre : leur enjoint d'en donner avis , savoir ,
» dans les villes , aux officiers de police , &
» dans les campagnes , aux officiers & cavaliers
» de maréchaussée , le tout à peine , contre les
» contrevenans , de telle amende qu'il appar-
» tiendra «.

On appelle *Prisonnier de guerre* , celui qui a été pris en guerre , & qui ne peut recouvrer sa liberté que du consentement de son ennemi.

C'étoit un usage assez universellement établi autrefois , que tous ceux qui étoient pris dans une guerre solennelle , soit qu'ils se fussent rendus eux-mêmes , ou qu'ils eussent été enlevés de vive force , devenoient esclaves dès l'instant qu'ils étoient conduits dans quelque lieu de la dépendance du vainqueur , ou dont il étoit le maître. Cet usage s'étendoit même à tous ceux qui se trouvoient pris malheureusement sur les terres de l'ennemi , dans le temps que la guerre s'étoit allumée. De plus , non seulement ceux qui étoient faits Prisonniers de guerre , mais encore leurs descendans qui naissoient dans cet esclavage , étoient réduits à la même condition.

Il y a quelque apparence que la raison pour laquelle les nations avoient établi cette pratique de faire des esclaves dans la guerre , étoit principalement de porter les troupes à s'abstenir du carnage , par le profit qu'on retiroit de la possession des esclaves ; aussi les historiens remarquent

que les guerres civiles étoient beaucoup plus cruelles que les autres, en ce que le plus souvent on tuoit les Prisonniers, parce qu'on n'en pouvoit pas faire des esclaves.

Les chrétiens entre eux ont aboli l'usage de rendre esclaves les Prisonniers de guerre; on se contente de les garder jusqu'à la paix, ou jusqu'à ce qu'on ait payé leur rançon, dont l'estimation dépend du vainqueur, à moins qu'il n'y ait quelque cartel qui la fixe.

L'article 507 de l'ordonnance du roi du 17 février 1753, porte, que sa majesté payera la rançon des officiers & soldats qui seront faits Prisonniers dans les actions de guerre; mais qu'à l'égard de ceux qui auront été pris dans toute autre circonstance, les officiers payeront leur rançon, & celle des soldats sera payée par leur capitaine.

L'article 508 veut que dans les vingt-quatre heures de la prise d'un soldat ou de la rentrée du détachement dans lequel il a été pris, le capitaine en remette une note au major du régiment, & que celui-ci en fasse part aussi-tôt au major général.

Enfin il est ordonné, par l'article 509, au major général de tenir un état, par régiment & par compagnie, des officiers & des soldats qui ont été faits Prisonniers de guerre, & d'y marquer les occasions où ils ont été pris, afin d'y avoir recours lorsqu'il s'agit de constater par qui leur rançon doit être payée.

Une ordonnance du roi du 4 novembre 1760, a réglé ce qui devoit être observé relativement aux Prisonniers de guerre faits à la mer. Elle porte ce qui suit :

» ARTICLE

» ARTICLE. 1. Tout capitaine commandant un
 » navire armé avec commission en guerre , qui
 » aura fait des Prisonniers à la mer , sera tenu
 » de les garder à son bord jusqu'au lieu de sa
 » première relâche dans un port du royaume ,
 » sous peine de payer , pour chaque Prisonnier
 » qu'il aura relâché , cent livres d'amende , qui
 » sera retenue sur sa part aux prises , ou sur ses
 » gages.

» 2. Lorsque le nombre des Prisonniers de
 » guerre excédera celui du tiers de l'équipage ,
 » permet cependant sa majesté au capitaine pre-
 » neur d'embarquer le surplus de ce tiers ; & dans
 » le cas où il manqueroit de vivres , un plus
 » grand nombre sur les navires des puissances
 » neutres qu'il rencontrera à la mer , en prenant
 » au pied d'une liste des Prisonniers ainsi débar-
 » qués , une soumission signée du capitaine du
 » bâtiment pris & des autres principaux Prison-
 » niers , portant qu'ils s'engagent à faire échanger
 » & renvoyer un pareil nombre de Prisonniers
 » françois de même grade ; laquelle liste origi-
 » nale sera remise à la première relâche dans les
 » ports du royaume , à l'intendant ou au com-
 » missaire de la marine , & dans les ports étran-
 » gers , au consul de la nation françoise , pour être
 » envoyée au secrétaire d'état ayant le département
 » de la marine.

» 3. Permet aussi sa majesté auxdits capitaines
 » qui relâcheront dans les ports des puissances
 » neutres , d'y débarquer les Prisonniers de guerre
 » qu'ils auront faits , pourvu qu'ils en aient
 » justifié la nécessité aux consuls ou autres char-
 » gés des affaires de France , dont ils seront obli-
 » gés de rapporter une permission par écrit ; les-

» quels remettront lesdits Prisonniers aux consuls
 » de la nation ennemie , & en retireront un reçu ,
 » avec obligation de faire tenir compte de l'échange
 » desdits Prisonniers , par un pareil nombre de
 » Prisonniers françois de même grade.

» 4. Dans l'un & l'autre cas , les capitaines
 » preneurs seront obligés , sans pouvoir s'en dis-
 » penser , sous quelque prétexte que ce puisse
 » être , de garder à leur bord le capitaine avec
 » un des principaux officiers de l'équipage du
 » bâtiment pris , pour les ramener dans les ports
 » de France , où ils seront détenus aux frais du roi
 » pour servir d'otages , jusqu'à ce que l'échange
 » promis ait été effectué «.

Par convention signée à Versailles le 12 mars
 1780 , & à Londres le 28 du même mois , il
 a été arrêté entre la France & la Grande-Bretagne,
 un cartel pour l'échange général de tous les
 Prisonniers pris en mer & amenés en Europe (*).

(*) *Ce cartel ayant été dicté par la sagesse & l'humanité , nous croyons devoir le transcrire ici comme un modèle à suivre pour adoucir les maux que la guerre entraîne après elle.*

L'intention de nos souverains respectifs étant de rendre mutuels les avantages d'un échange général de tous les Prisonniers pris en mer , entre la France & la Grande-Bretagne , depuis le commencement des hostilités ; nous , soussignés , nous sommes fait un devoir de conduire cette négociation avec toute la candeur & l'intégrité qu'on doit attendre dans une matière qui intéresse aussi essentiellement l'humanité , la justice & la vraie politique ; on a développé tous les efforts possibles , en formant ce cartel , pour y établir la plus parfaite égalité & la réciprocité la plus complète , ainsi que pour éviter ou concilier de bonne foi les difficultés que le défaut d'une correspondance exacte

On a réglé en même temps ce qui doit être ob-

entre les rangs établis dans le service militaire des deux nations, ou tout autre motif pourroit occasionner.

Autorisés par nos cours respectives, de la part de sa majesté très-chrétienne, Louis-Grégore le Hoc, écuyer, avocat en parlement, & l'un des chefs des bureaux de la marine de ladite majesté : & de la part de sa majesté britannique, les commissaires chargés du soin des matelots malades & blessés, & de l'échange des Prisonniers de guerre, à prendre les mesures convenables pour mettre en exécution la remise réciproque des Prisonniers, nous sommes convenus des articles suivans :

ARTICLE I. Tous les Prisonniers qui ont été pris en mer depuis le commencement des présentes hostilités, & qui se trouvent dans les domaines de l'une ou de l'autre puissance en Europe, ainsi que tous les Prisonniers qui seront pris dans la suite, & conduits dans les ports desdites puissances en Europe, seront échangés homme pour homme, selon leurs rangs ou qualités, ou pour un certain nombre de simples matelots, comme un équivalent, ou pour certaines sommes en forme de rançons, ainsi qu'il est ci-après spécifié.

2. Tous les officiers des vaisseaux du roi, seront échangés selon la table qui suit :

FRANÇOIS.

ANGLOIS.

Vice - amiral.	Amiral commandant en chef.
Lieutenant général.	} Amiral portant un pavillon au grand mât de hune. — Vice-amiral.
Chef d'escadre.	Rear-admiral.
Capitaines de vaisseaux commandans des divisions, ou qui ont le rang de brigadier des armées.	} Commodores.
Capitaines de vaisseaux du rang de colonel.	} Post-capitaines depuis trois ans, dont le rang répond à celui de colonels.

servé relativement aux passagers , aux femmes ,

FRANÇOIS.

ANGLOIS.

Lieutenans de vaisseaux }
 commandans des frégates de } Tous autres *post-capitaines*
 puis 50 jusqu'à 20 canons , } qui ont le rang de lieutenant-
 & qui ont rang de lieutenans- } colonel.
 colonels.

Lieutenans de vaisseaux }
 du rang de majors. } *Masters and commanders* ,
 capitaines *not-post* du rang
 de majors , parmi lesquels
 sont compris les capitaines de
 brûlots , qui sont *masters and*
commanders.

Tous autres lieutenans de }
 vaisseaux sans distinction. } Lieutenans sans distinction.

Capitaines de brûlots du }
 rang de capitaines d'infante }
 rie , enseignes de vaisseaux du } Lieutenans , lorsque les
 rang de lieutenans d'infante } lieutenans de vaisseaux fran-
 rie , lieutenans de frégates } çois seront échangés , & au
 ou capitaines de flûte en pied , } défaut de lieutenans anglois ,
 ou pour la campagne , & } des *midshipmen*.
 du rang de lieutenant d'infan- }
 terie.

Gardes de pavillon ou de }
 la marine. } *Midshipmen*.

OFFICIERS MARINIERS.

Maîtres , }
 Bossemans , } Contre ceux de la même
 Canonniers , } dénomination , ou d'un rang
 Charpentiers. } égal.

aux enfans , aux domestiques, &c. pris sur les divers bâtimens de mer.

FRANÇOIS.

ANGLAIS.

OFFICIERS SUBALTERNES.

Seconds maîtres d'équipages,	} Contre ceux de la même dénomination, ou en même degré.
Maîtres voiliers,	
Armuriers,	
Capitaines d'armes,	
Maîtres d'école,	
Volontaires.	

Tous les autres officiers subalternes , matelots & autres de différentes dénominations , seront échangés , sans distinction , homme pour homme ; & au défaut de ceux de cette classe de la marine royale , de part ou d'autre , ceux de la même classe de la marine marchande , ou des corsaires , seront regardés comme un équivalent en échange.

3. Le nombre de simples matelots à donner comme un équivalent pour les officiers , contre lesquels il n'y auroit point d'officiers de même rang à délivrer en échange de part ou d'autre , sera fixé à

	<i>Hommes.</i>
<i>François.</i> Vice-amiral	} 60.
<i>Anglois.</i> Amiral commandant en chef	
<i>F.</i> Lieutenant général	} 40.
<i>A.</i> Amiral portant un pavillon au grand mât de hune , & vice amiral	
<i>F.</i> Chef d'escadre	} 30.
<i>A.</i> Rear-admiral	
<i>F.</i> Capitaines de vaisseaux commandans des divisions , ou qui ont le rang de brigadier des armées	} 20.
<i>A.</i> Commodores	
<i>F.</i> Capitaines de vaisseaux du rang de colonels .	} 15.
<i>A.</i> Post-capitaines depuis trois ans , qui ont rang de colonels	

PRIVILÈGE. Ce mot se dit de routes sortes de droits , de prérogatives , d'avantages attachés

	Hommes.
F. Lieutenans de vaisseaux commandans des frégates depuis 50 jusqu'à 20 canons , & qui ont rang de lieutenans-colonels . . .	10.
A. Tous les autres <i>post-capitaines</i> , qui ont rang de lieutenans - colonels	
F. Lieutenans de vaisseaux commandans des frégates de 20 canons & au dessous , & qui ont rang de majors	8.
A. <i>Masters and commanders</i> ou capitaines <i>not-post</i> du rang de majors , parmi lesquels sont compris les capitaines de brûlots , qui sont <i>masters and commanders</i>	
F. Tous lieutenans de vaisseaux sans distinction	6.
A. Tous lieutenans sans distinction	
F. Capitaines de brûlots du rang de capitaines d'infanterie , enseignes de vaisseaux , lieutenans de frégates , ou capitaines de flûte en pied ou pour la campagne	4.
A. Lieutenans , quand tous les lieutenans de vaisseaux françois seront échangés , & au défaut de lieutenans anglois , des <i>midshipmen</i>	
F. Garde de pavillon ou de la marine	3.
A. <i>Midshipmen</i>	
F. Officiers de pilotage ou mariniers	2.
A. <i>Warrant officers</i>	
F. Officiers subalternes	1.
A. <i>Petty officers</i>	

4. Les sommes à payer en forme de rançons , pour les officiers quelconques , contre lesquels il n'y auroit point , de part ou d'autre , d'officiers correspondans ou de matelots à

aux charges , aux emplois , aux conditions , aux états , &c.

Donner en échange , ainsi qu'il a été stipulé dans les articles précédens , seront fixées à

	<i>Liv. sterling.</i>
<i>François.</i> Vice - amiral	60.
<i>Anglois.</i> Amiral commandant en chef . . }	
<i>F.</i> Lieutenant général	40.
<i>A.</i> Amiral portant pavillon au grand mâ de hune , & vice-amiral }	
<i>F.</i> Chef d'escadre	30.
<i>A.</i> <i>Rear-admiral</i>	
<i>F.</i> Capitaines de vaisseaux commandans des divisions , & qui ont rang de briga- diers des armées	20.
<i>A.</i> Commodores	
<i>F.</i> Capitaines de vaisseaux du rang de co- lonels	15.
<i>A.</i> <i>Post-capitaines</i> depuis trois ans , du rang de colonels	
<i>F.</i> Lieutenans de vaisseaux commandans des frégates depuis 50 jusqu'à 20 ca- nons , & qui ont rang de lieutenans- colonels	10.
<i>A.</i> Tous les autres <i>post-capitaines</i> , ayant le rang de lieutenans - colonels . . }	
<i>F.</i> Lieutenans de vaisseaux commandans des frégates de 20 canons & au dessous , & du rang de majors	8.
<i>A.</i> <i>Masters and commanders</i> ou capitaines <i>not-post</i> , du rang de majors , parmi lesquels sont compris les capitaines de brûlots , qui sont <i>masters and com- manders</i>	
<i>F.</i> Les autres lieutenans de vaisseaux sans distinction	6.
<i>A.</i> Lieutenans de vaisseaux sans distinction . }	

On distingue les Privilèges en Privilèges écrits & non écrits, réels & personnels, odieux &

		Liv. sterling.
F. Capitaines de brûlots, du rang de capitaines d'infanterie, enseignes de vaisseaux, lieutenans de frégates, ou capitaines de flûte en pied ou pour la campagne	}	4.
A. Lieutenans, lorsque tous les lieutenans de vaisseaux françois seront échangés, & au défaut de lieutenans anglois, des <i>midshipmen</i>		
F. Gardes de pavillon ou de la marine	}	3.
A. <i>Midshipmen</i>		
F. Officiers de pilotage ou mariniers	}	2.
A. <i>Warrant officers</i>		
F. Officiers subalternes	}	2.
A. <i>Petty officers</i>		
F. Matelots & autres considérés comme simples matelots	}	1.
A. Matelots & autres considérés comme simples matelots		

5. Tous les officiers de vaisseaux de roi, frégates, sloop & autres bâtimens, actuellement Prisonniers sur leur parole, seront immédiatement échangés selon les conventions du présent cartel. Tous les officiers de vaisseaux de roi, frégates, sloop & autres bâtimens, jusqu'aux grades de lieutenans & d'enseignes inclusivement (mais aucun d'une qualité inférieure), auront à l'avenir la permission de donner leur parole d'honneur de ne point servir jusqu'à ce qu'ils aient été échangés, & de retourner dans leurs pays par la voie la plus convenable, tous lesdits officiers au service du roi, devant être les premiers échangés; tous les officiers d'un rang inférieur à ceux de lieutenant & d'enseigne, qui auront été délivrés par préférence, seront portés dans le compte général des échanges, & regardés comme libres de rentrer au service.

6. Il a été agréé entre les deux cours, que tous les

favorables , gracieux & rémunératoires , purs & conventionnels , momentanés & perpétuels ,

chirurgiens & garçons chirurgiens des vaisseaux & bâtimens de roi ; & même tous les chirurgiens & garçons chirurgiens des vaisseaux marchands , corsaires & autres bâtimens , seroient mis en liberté , sans être regardés comme Prisonniers : les Chirurgiens des troupes de la marine royale , des troupes de terre , servant comme troupes de marine , ou des forces de terre ne servant point à bord des vaisseaux , pris en mer sur des vaisseaux de roi ou autres bâtimens , seront à l'avenir , ainsi que leurs garçons chirurgiens , compris dans la même convention , & mis immédiatement en liberté. Il est pareillement agréé que la même convention sera observée à l'égard des secrétaires de tous les amiraux , commis de tous les capitaines , & chapelains ou ministres desdits vaisseaux & bâtimens : & comme il n'y a point dans la marine françoise , de qualités qui correspondent exactement à celle des *Purfers* de la marine angloise , les premiers commis des munitionnaires seront regardés comme équivalens en échange.

7. Tous les officiers & autres Prisonniers pris sur des navires marchands , corsaires ou autres bâtimens n'étant point vaisseaux de roi , seront échangés comme il suit :

S A V O I R :

F R A N Ç O I S.

A N G L O I S.

Capitaines.	} Sans distinction. {	Capitaines.
Seconds capitaines.		Lieutenans ou <i>mates</i> .
Lieutenans.		Capitaines ou lieutenans des troupes de marine.
Maîtres.		Maîtres de prises.
Aides-maîtres.		Pilotes & <i>midshipmen</i> .
Pilotes.		
Enseignes.		

Deux lieutenans ou *mates* seront alloués pour chaque centaine d'hommes.

Tous les autres , de toute dénomination , appartenans auxdits navires marchands , corsaires ou autres bâtimens ,

affirmatifs & négatifs , *motu proprio aut super instantiam* ; ceux qui sont exprimés dans le droit

n'étant point vaisseaux de roi , seront échangés sans distinction, homme pour homme.

8. Le nombre de simples matelots à donner en échange , comme un équivalent pour lesdits officiers & autres pris sur lesdits navires marchands, corsaires & autres bâtimens , n'étant point vaisseaux de roi, contre lesquels l'une ou l'autre nation n'auroit point de Prisonniers d'une qualité correspondante à échanger , sera fixé à

	<i>Hommes.</i>
<i>François.</i> Capitaines.	} 4.
<i>Anglois.</i> Capitaines.	
<i>F.</i> Seconds capitaines ou lieutenans.	} 2.
<i>A.</i> Lieutenans ou <i>mates</i>	
<i>F.</i> Maîtres.	
<i>A.</i> Capitaines & lieutenans des troupes de marine.	
<i>F.</i> Seconds maîtres.	
<i>A.</i> Maîtres de prises.	
<i>F.</i> Pilotes & enseignes.	}
<i>A.</i> Pilotes & <i>midshipmen</i>	

9. Les sommes à payer en forme de rançons pour les uns ou les autres des officiers desdits navires marchands, corsaires ou autres bâtimens n'étant point vaisseaux de roi, pour lesquels il n'y auroit point, de part ou d'autre, d'officiers de même grade, ou de simples matelots à donner en échange, ainsi qu'il a été stipulé par les articles immédiatement précédens, seront fixées à

	<i>Liv. sterling.</i>
<i>François.</i> Capitaines.	} 4.
<i>Anglois.</i> Capitaines.	

& ceux qui n'y sont point exprimés, ceux qui regardent le for intérieur, & ceux qui regardent

	<i>Liv. sterling.</i>
F. Seconds capitaines & lieutenans.	}
A. Lieutenans & mates.	
F. Maîtres.	
A. Capitaines & lieutenans des troupes de marine.	
F. Seconds maîtres.	
A. Maîtres de prises.	
F. Pilotes & enseignés.	}
A. Pilotes & <i>midshipmen</i>	
F. & A. Matelots & autres considérés comme simples matelots	
	2.
	1.

10. L'échange des capitaines & autres dedsits navires marchands, corsaires & autres bâtimens, sera consommé selon l'ancienneté de la date de leur prise, autant que les circonstances le permettront.

11. Tous les passagers n'étant point au service de terre ou de mer, n'importe sur quel bâtiment ils auront été pris, ne seront point regardés comme Prisonniers, mais ils seront mis en liberté de retourner chez eux, sans être portés dans le compte des échanges, aussi-tôt qu'ils auront prouvé par des certificats authentiques qu'ils sont réellement dans le cas de l'exception. Toutes les femmes, enfans, domestiques, au dessous de douze ans, ne seront ni regardés comme Prisonniers, ni portés sur le compte des échanges; mais néanmoins il leur sera passé, lorsqu'ils en auront besoin, une subsistance en argent, de la valeur de six deniers sterling par jour à chacun, ou en vivres pour lesdits domestiques en prison, jusqu'à ce qu'ils soient mis en état de partir: lesdites femmes auront la liberté de prendre un parent ou un ami pour les accompagner dans leur pays; & si ce parent ou ami appartient au service de terre ou de mer, il sera porté sur le compte des échanges.

12. Les valets de chambre & laquais des officiers des vaisseaux de guerre, depuis le plus haut grade jusqu'à celui de lieutenant & d'enseigne, inclusivement, des offi-

le for extérieur, le bien commun ou le bien particulier.

ciers des troupes de la marine royale, & des officiers des forces de terre, pris en mer, jusqu'aux capitaines inclusivement; des capitaines de vaisseaux marchands & des corsaires, dont l'équipage ne sera pas au dessous de cinquante hommes, seront mis en liberté avec leurs maîtres; mais ils seront portés sur le compte des échanges, & comptés comme simples matelots. Les valets de chambre & laquais des passagers des deux sexes seront mis en liberté avec leurs maîtres & maîtresses, sans être portés sur le compte des échanges.

13. Toutes personnes, n'importe de quelle dénomination de part ou d'autre, qui auront fait naufrage, sur quelque vaisseau ou bâtiment que ce puisse être, à moins que ce ne soit en voulant prendre terre, ou en protégeant quelque déprédation sur les côtes ou dans les îles de l'un ou l'autre des deux royaumes, seront immédiatement mises en liberté; & on leur fournira les moyens de retourner dans leurs pays respectifs, ainsi que des vêtemens, si elles en ont besoin, aussi tôt que la situation desdites personnes sera connue, & qu'on aura pu prendre les mesures convenables pour cet effet.

14. Tous les Prisonniers qui ont été ou seront échangés avant que le présent cartel ait lieu, soit par préférence, ou par des échanges particuliers, seront portés sur le compte général des échanges; & il sera réciproquement fourni, de part & d'autre, des listes exactes de leurs noms, avec les pièces justificatives de leur échange.

15. Foi sera ajoutée au compte des échanges de tous les Prisonniers délivrés aux consuls respectifs des deux nations, conformément à l'accord actuellement subsistant entre les deux couronnes; les rangs & rançons seront réglés conformément à ce qui a été convenu à cet égard dans le présent cartel; & les pièces justificatives originales, ou copies authentiques d'icelles, seront mutuellement envoyées.

16. A l'égard des officiers de marine, officiers des troupes de terre, servant comme troupes de marine, officiers des forces de terre, pris en mer, ne servant point

Le Privilège écrit est celui que l'on justifie par un acte authentique que l'on produit ; celui

sur les vaisseaux , ainsi que les simples soldats desdites troupes de marine & forces de terre ; afin d'éviter l'embarras qui résulteroit de la discussion minutieuse des différens grades comparés les uns aux autres , & des variations qui peuvent se trouver entre les établissemens respectifs des deux nations ; & afin que les échanges desdits officiers & des soldats des troupes & forces de terre puissent être réglés avec la plus grande facilité , ils seront échangés de la même manière qui a été arrêtée à l'égard des officiers & matelots des deux marines , homme pour homme , selon leurs rangs & qualités dans le service auquel ils appartiennent actuellement , ou pour un certain nombre de simples soldats , comme un équivalent , ou pour certaines sommes en forme de rançons , ainsi qu'il est ci-après spécifié.

17. Tous les officiers brevetés , désignés dans l'article précédent , depuis les grades supérieurs , sans aucune distinction de premier , second lieutenant , &c. jusqu'aux enseignes inclusivement , seront échangés , homme pour homme , contre des officiers de mêmes grades , & dénommés de même par leurs brevets ; tous les officiers non brevetés , jusqu'aux caporaux inclusivement , homme pour homme , selon leurs grades ou dénominations ; & tous les autres officiers non brevetés & simples soldats , n'importe de quelle dénomination , seront échangés sans distinction , homme pour homme : & au défaut d'hommes de cette dernière classe desdits corps de part ou d'autre , les simples matelots , ou ceux considérés comme tels , des vaisseaux de roi , vaisseaux marchands , corbaires ou autres bâtimens , seront regardés & échangés comme égaux.

18. Le nombre d'hommes à donner comme un équivalent pour les susdits officiers brevetés & non brevetés , pour lesquels il n'y auroit point , de part ou d'autre , d'officiers correspondans à échanger , sera fixé à

Hommes.

<i>François.</i> Maréchal de France	} 60.
<i>Anglois.</i> Capitaine général ou <i>fieldmarshal</i>	

qui n'est pas écrit, a été accordé de vive voix ;
ou a été prescrit par la coutume. Régulièrement

	<i>Hommes.</i>
<i>A.</i> Général.	40.
<i>F.</i> Lieutenant général.	} 30.
<i>A.</i> Lieutenant général.	
<i>F.</i> Maréchal de camp.	} 20.
<i>A.</i> Major général.	
<i>F.</i> Brigadier des armées.	} 15.
<i>A.</i> Brigadier général.	
<i>F.</i> } Colonels.	} 12.
<i>A.</i> }	
<i>F.</i> } Lieutenans - colonels.	} 10.
<i>A.</i> }	
<i>F.</i> } Majors.	} 8.
<i>A.</i> }	
<i>F.</i> } Capitaines.	} 6.
<i>A.</i> }	
<i>F.</i> } Lieutenans sans distinction.	} 4.
<i>A.</i> }	
<i>F.</i> } Enseignes sans distinction.	} 3.
<i>A.</i> }	
<i>F.</i> } Officiers non brevetés, jusqu'aux caporaux }	} 2.
<i>A.</i> } inclusivement.	

19. Les sommes à payer en forme de rançons pour les officiers & autres, contre lesquels il n'y auroit point, de part ou d'autre, d'officiers ou de simples soldats à échanger, comme il a été stipulé dans les articles précédens, seront fixées à

	<i>Liv. sterling.</i>
<i>François.</i> Maréchal de France.	} 60.
<i>Anglois.</i> Capitaine général ou <i>fieldmarshal.</i> }	
<i>A.</i> Général.	40.
<i>F.</i> Lieutenant général.	} 30.
<i>A.</i> Lieutenant général.	

le Privilège non écrit ne peut servir qu'au for intérieur de la conscience, si l'on ne prouve au

	<i>Liv. sterling.</i>
F. Maréchal de camp. }	20.
A. Major général. }	
F. Brigadier des armées. }	15.
A. Brigadier général. }	
F. } Colonels. }	12.
A. }	
F. } Lieutenans - colonels. }	10.
A. }	
F. } Majors. }	8.
A. }	
F. } Capitaines. }	6.
A. }	
F. } Lieutenans sans distinction. }	4.
A. }	
F. } Enseignes sans distinction. }	3.
A. }	
F. } Officiers breverés jusqu'aux caporaux } A. } inclusivement. }	2.
F. } A. }	
F. } Simples soldats. }	1.
A. }	

20. Tous lesdits officiers de marine, officiers des troupes de terre, servant comme troupes de marine, & des forces de terre, pris en mer, ne servant pas sur les vaisseaux, qui sont actuellement Prisonniers sur leur parole, & tous les simples soldats desdits corps, seront immédiatement échangés selon ces conventions, & autant que les circonstances le permettront, de préférence à tous les officiers ou matelots des vaisseaux marchands, corsaires ou autres bâtimens n'étant point vaisseaux de roi; & tous lesdits officiers de marine, officiers des troupes de terre, servant comme troupes de marine, & des forces de terre, pris en mer, ne servant point à bord des vaisseaux, jusqu'aux enseignes inclusivement, auront à l'avenir la permission de signer leur parole d'honneur de ne point servir qu'ils n'aient été échangés, & de retourner chez eux jusqu'à ce que leur échange puisse être consommé; & aucun des officiers in-

moins par écrit la coutume sur laquelle il est fondé.

férieurs aux enseignes n'aura à l'avenir la permission de donner sa parole de ne point servir qu'il n'ait été échangé ; & tous lesdits officiers inférieurs aux enseignes , qui auront été élargis par préférence , seront portés sur le compte général des échanges , & regardés comme libres de rentrer au service.

21. Il sera expressément défendu , & l'on ne souffrira en aucune manière , que qui que ce soit emploie les intrigues , la séduction ou la force , pour engager ou contraindre aucun des Prisonniers , de part ou d'autre , à changer de religion , ou à violer la fidélité qu'il doit à son roi & à son pays , en entrant au service de la puissance dans les domaines de laquelle il peut être Prisonnier.

22. Tous les Prisonniers pris en Amérique ou toute autre partie du monde , & conduits dans les domaines de l'une ou de l'autre puissance en Europe , jouiront des avantages du présent accord ; & il sera laissé à la bonne foi des deux nations d'arranger , conformément au règlement qu'il contient , les échanges qui peuvent avoir été consommés en vertu de quelque cartel déjà arrêté entre le gouverneur de Minorque , & toutes personnes à ce dûment autorisées par la France , à l'égard des Prisonniers conduits dans cette île & dans les ports françois de la Méditerranée ; & pour lever toutes difficultés relativement auxdits Prisonniers , dont l'échange doit être consommé dans lesdits ports de la Méditerranée , il sera donné les ordres convenables , aussitôt qu'il sera possible , après la ratification du présent cartel , afin qu'ils soient réciproquement mis en liberté & échangés de temps à autres , sans égard pour leur nombre ou leurs qualités ; & les agens & commissaires respectifs des deux nations feront passer les certificats nécessaires , pour que la balance du compte général des échanges puisse être dûment réglée entre nous.

Transport des Prisonniers.

23. Il a été convenu que , pour effectuer le présent échange des Prisonniers respectifs , il sera employé des

Le

Le Privilège réel est celui qui est accordé à quelque lieu , dignité , office , monastère , église ,

bâtimens des deux nations ; c'est - à - dire des bâtimens anglois pour le transport des Prisonniers françois , & des bâtimens françois pour le transport des Prisonniers anglois ; mais afin de rendre les frais de transport le moins onéreux qu'il sera possible pour chaque nation , il est convenu que les bâtimens de chacune , employés comme bâtimens parlementaires pour transporter les sujets de l'autre , remporteront de même en retour , à chaque voyage , autant que les circonstances le permettront , les sujets de leur propre nation.

24. Comme le nombre des Prisonniers des nations respectives , actuellement en France & en Angleterre , est assez considérable pour que les deux nations occupent des bâtimens à ce service en même temps , elles y en emploieront toutes les deux , jusqu'à ce que , de part ou d'autre , le nombre des Prisonniers soit assez diminué pour ne pas mériter l'envoi d'un bâtiment parlementaire particulier ; l'une ou l'autre nation devra à l'avenir employer respectivement lesdits bâtimens , à mesure qu'elle aura un nombre suffisant des sujets de l'autre pour compléter un chargement ; & chaque bâtiment parlementaire transportera , lorsque les circonstances le permettront , autant de Prisonniers qu'il pourra convenablement en contenir.

25. Il sera donné avis , un mois d'avance , à compter de la date des lettres respectives à Versailles & à Londres , de l'intention où l'on sera d'envoyer quelque bâtiment parlementaire , du nombre des Prisonniers qu'on se proposera de faire passer , ainsi que du port pour lequel le bâtiment devra faire voile , afin que chaque nation puisse faire , de son côté , tous les efforts convenables pour rassembler un nombre équivalent des sujets de l'autre , & les renvoyer en retour , tant que les circonstances pourront le permettre , & afin que le vaisseau parlementaire ne soit retenu que le moins de temps qu'il sera possible après son arrivée.

26. Chaque nation fixera les ports les plus convenables pour l'embarquement & le débarquement des Prisonniers , en évitant avec une attention particulière l'inconvénient

ordre , ou à quelques personnes en considération de ces choses ; le personnel au contraire est

des longues marches de ces Prisonniers , des lieux de leur détention aux ports d'embarquement ; & l'on fera respectivement des efforts pour rassembler un nombre suffisant de Prisonniers , & les faire passer en retour sur chaque bâtiment parlementaire ; mais , en certain cas , on renoncera à ce parti , pour épargner aux Prisonniers de trop longues marches des environs d'un port à un autre plus éloigné : dans tous les cas , la différence que le défaut de Prisonniers à renvoyer de part ou d'autre en retour , pourra quelquefois occasionner dans les frais de transport , en faveur ou au détriment de l'une ou de l'autre nation , sera regardée comme un inconvénient inévitable du service.

27. La désignation des ports où les vaisseaux de cartel auront ordre de débarquer respectivement leurs Prisonniers , sera laissée à la décision de la puissance dans les états de laquelle ils devront être débarqués ; & s'il devenoit nécessaire de faire quelque addition ou changement aux ports particulièrement énoncés dans le présent cartel , ces additions ou changemens seront observés comme s'ils étoient insérés dans les présentes.

28. Les Prisonniers anglois renvoyés des ports de France sur des bâtimens françois , seront envoyés seulement dans les ports de Douvres , Pool & Falmouth , ou tels autres qui pourroient être désignés par la suite.

29. Les Prisonniers françois renvoyés des ports d'Angleterre ou d'Irlande sur des vaisseaux anglois , seront envoyés seulement dans les ports de Morlaix , de Saint-Malo , du Havre & de Calais , ou tels autres qui pourroient être désignés par la suite.

30. Le prix par tête pour le transport desdits Prisonniers , sera fixé selon la table suivante ; & si quelque changement devenoit nécessaire de part ou d'autre , relativement auxdits ports de débarquement , le changement du prix , s'il est nécessaire , se fera à l'amiable , & la convention sera observée comme si elle étoit insérée dans les présentes.

De Douvres à Calais.	} 6 sous sterl.
De Calais à Douvres.	

accordé à une personne en considération d'elle-même ; en sorte que comme le Privilège réel

De tous autres ports d'Angleterre dans la Manche, dans les ports françois dans la Manche, marqués pour le débarquement des Prisonniers françois ; & *vice versa*, de tous autres ports de France dans la Manche, à l'un des ports quelconques d'Angleterre dans la Manche, marqués pour le débarquement des Prisonniers anglois. } 10 s. 6 d. st.

Des ports quelconques de la Grande-Bretagne ou d'Irlande, aux ports de France hors de la Manche, marqués pour le débarquement des Prisonniers françois ; & *vice versa*, des ports de France hors de la Manche, aux ports Anglois marqués pour le débarquement des Prisonniers Anglois. } 1 guinée

31. Les Vaisseaux parlementaires de chaque nation seront munis, s'il est nécessaire, de passeports dans la forme usitée chez chaque nation, & lesdits vaisseaux porteront pavillon de trêve ; il ne pourra être chargé à bord aucune marchandise, ni autres choses que les provisions nécessaires pour la subsistance de l'équipage & des Prisonniers ; & nul bâtiment parlementaire anglois ne sera envoyé avec des Prisonniers françois, de Douvres à Calais ; de même que nul bâtiment parlementaire françois avec des Prisonniers anglois, de Calais à Douvres, avec moins de quarante Prisonniers, à moins qu'on n'y ait consenti d'avance.

32. Les Prisonniers seront bien traités de part & d'autre à bord des vaisseaux de transport pendant leur traversée, & il leur sera fourni chaque jour :

ne finit qu'avec la chose à laquelle il est attaché, le Privilège personnel finit avec la personne

FRANÇOIS.	ANGLOIS.
Pain. . . . 1 liv. $\frac{1}{2}$.	Pain. . . . 1 liv.
Bœuf. . . . $\frac{3}{4}$.	Bœuf. . . . 1
Bière. . . . 2 quart.	Bière. . . . 2 quart.
	ou
	Vin. . . . 1
	Sur les vaisseaux François.

Excepté entre Douvres & Calais, où l'on passera à chaque Prisonnier des deux nations, au lieu de viande,

Beurre. 4. onces

ou

Fromage. 6.

La table de la ration sera affichée aux mâts des bâtimens parlementaires.

33. Il sera donné aux maîtres des bâtimens parlementaires, des listes des Prisonniers embarqués, signées par les commissaires de la marine en France, & par les agens pour les Prisonniers en Angleterre, respectivement; lesquelles listes seront remises aux agens & commissaires respectifs, dans les ports pour lesquels les vaisseaux devront faire voile, ou aux agens, commissaires ou consuls, ou, au défaut desdits agens, commissaires ou consuls, aux principaux magistrats, dans les ports où ils pourroient arriver, dans le cas où quelques-uns desdits bâtimens seroient poussés, par le mauvais temps, dans tous autres ports que ceux pour lesquels ils seront destinés; & lesdites listes seront regardées comme des titres suffisans pour chaque nation, pour obtenir de l'autre un nombre de Prisonniers égal à celui qui y sera contenu.

34. Il sera arrêté tous les trois mois des comptes d'échanges, conformément aux réglemens ci-dessus, & la balance sera payée en argent à celle des deux nations à laquelle elle se trouvera due; lorsqu'elle se trouvera en

à qui il a été accordé. On peut renoncer à celui-ci, & non à l'autre.

Un Privilège est odieux quand le tiers en souffre, comme de ne point payer la dixme; il est favorable, quand le tiers n'en souffre point, comme le Privilège d'entendre la messe pendant un temps d'interdit. Régulièrement les Privilèges sont censés défavorables, &, comme tels, on doit toujours les interpréter rigoureusement.

On appelle Privilège gratuit ou gracieux, *Privilegium gratiosum*, celui qui est accordé gratuitement, *non habitū ratione meritorum*. Le rémunératoire est celui qui est accordé *ratione*

faveur de la France, elle sera payée à Paris par une personne employée par le roi de la Grande Bretagne; & quand elle se trouvera en faveur de l'Angleterre, elle sera acquittée à Londres par une personne employée par sa majesté très-chrétienne, au taux le plus exact du change courant. La balance des frais de transport sera arrêtée & payée de la même manière & au même taux.

35. S'il s'élevoit quelques difficultés relativement à la présente convention, elles seront conciliées à l'amiable; & ce qui aura été déterminé à cet égard, sera considéré & observé comme s'il étoit inséré dans les présentes.

36. Et pour accélérer l'exécution du présent cartel, lui donner toute sa force, & le faire observer d'une manière inviolable, nous l'avons signé & y avons apposé nos sceaux, le déclarant de la même force & validité que s'il eût été signé par nos souverains respectifs; les doubles devant être échangés entre nous dans le terme de trois semaines, ou plus tôt s'il est possible, à compter du jour où il aura été signé.

Fait à Versailles le 12 mars 1780. Signé, LE ROC.

Et à Londres, le 28 des mêmes mois & an. Et Signé,
JN. BELL, WALLER FARQUHARSON, VIN. CORBETT,
ROBERT LULMAN.

meritorum sive ipsius Privilegiati, sive aliorum. Les religieux prétendent que tous leurs Privilèges sont rémunératoires ; ils disent même que leur étant accordés par le pape , qui a toute puissance , ils ne font tort à personne : *Cum papa nullius latitiam ledit.* D'où ils concluent , qu'on doit les interpréter favorablement. Mais cette conséquence est contraire à la jurisprudence établie & rappelée au mot EXEMPTION.

Le Privilège est conventionnel ou même conditionnel , quand il est intervenu quelque pacte dans sa concession ; & il est pur & simple , quand il a été accordé absolument sans pacte ni condition.

Le Privilège est perpétuel , quand il est accordé sans limitation de temps , ou qu'il est attaché à une chose qui de sa nature est perpétuelle , comme à un monastère : il est temporel & momentané , quand il est personnel , ou qu'il est accordé sous quelque condition dont l'accomplissement doit le rendre inutile.

Le Privilège affirmatif est celui qui donne la faculté de faire quelque chose ; il est négatif , quand il accorde la permission de ne point faire quelque chose ; il est accordé sur l'instance , quand le privilégié l'a demandé , & *motu proprio* , quand il n'a fait aucune demande.

Le Privilège qu'exprime le droit , est celui qui est renfermé dans quelque canon du droit ancien & nouveau ; ceux que renferment des bulles & autres écrits particuliers , sont des Privilèges qu'on appelle *extra jus inserta*.

Le Privilège qui regarde le bien commun est tel , qu'une communauté de personnes en reçoit un avantage prochain , comme le Privilège du

canon , *si quis suadente* Le Privilège qui n'a que l'intérêt du privilégié pour objet , ne peut regarder le public qu'en ce qu'il lui importe que les Privilèges soient accordés aux personnes qui les méritent ou qui en ont besoin.

Quant aux Privilèges qui regardent le for intérieur , ils ne peuvent servir au for extérieur.

C'est à celui qui allègue un Privilège à le prouver.

Les Privilèges ne s'étendent point par interprétation d'une personne à une autre , ni d'une chose à une autre , ni d'un cas à un autre.

Les ecclésiastiques & communautés séculières & régulières du royaume ne peuvent jouir d'aucun Privilège ou exemption , qu'autant qu'ils leur ont été accordés expressement par nos rois. Ainsi il seroit inutile de recourir aux Privilèges & exemptions accordées aux ecclésiastiques , soit par les papes ou les empereurs romains , autres que ceux qui en même temps ont été rois de France. Cette maxime est fondée sur ce principe du droit naturel , qui est que les souverains , en se faisant chrétiens , n'ont perdu sur leurs sujets aucun des droits attachés à leur souveraineté.

Les Privilèges qui appartiennent à chaque office , à chaque corps , à chaque particulier , sont détaillés aux articles qui concernent les uns & les autres.

PRIVILÈGE signifie aussi la préférence que l'on accorde à un créancier sur les autres , non pas eu égard à l'ordre des hypothèques , mais à la nature des créances , & selon qu'elles sont plus ou moins favorables , & qu'un créancier se trouve avoir un droit spécial sur un certain effet.

Les loix & la jurisprudence ont établi divers Privilèges, tant sur les effets mobiliers que sur les immeubles.

Les créances privilégiées sur les effets mobiliers, sont, 1°. les frais de justice qui sont faits pour parvenir à la vente & à la distribution des effets, attendu que c'est par le moyen de ces frais que ces créances peuvent être acquittées.

2°. Les frais funéraires. Voyez FRAIS FUNÉRAIRES.

3°. Les loyers des maisons & les fermages des biens de campagne. Voyez l'article BAIL.

4°. L'article 173 de la coutume de Paris accorde un Privilège aux aubergistes sur le prix des choses que les voyageurs ont amenées dans leurs auberges.

5°. Les frais de voiture & de messagerie sont pareillement une créance privilégiée sur les choses voiturées. On autorise même les voituriers à garder les effets qu'ils ont conduits, jusqu'à ce que la voiture en soit payée.

6°. Les médecins, les chirurgiens & les apothicaires ont un Privilège sur le prix des effets mobiliers d'une succession, pour le prix de leurs visites, pansemens & médicamens concernant la dernière maladie du défunt.

7°. Les gages des domestiques sont aussi une créance privilégiée sur les meubles du maître, pour la dernière année qu'ils l'ont servi.

8°. La jurisprudence des arrêts a attribué aux bouchers & aux boulangers un Privilège sur les meubles de leur débiteur pour ce qu'ils lui ont fourni durant la dernière année. Voyez BOUCHER & BOULANGER.

9°. Lorsque des créanciers saisissent des meu-

bles , le vendeur peut s'opposer à la vente , & doit être préféré sur la chose aux autres créanciers.

Le parlement de Paris a même jugé , par arrêt du 21 mai 1767 , qu'un tapissier qui avoit reçu d'avance mille écus pour le tiers du prix des meubles qu'il s'étoit obligé de fournir à une actrice , devoit être préféré pour le reste de sa créance , sur le produit de la vente des meubles qu'il avoit fournis.

Lorsqu'il s'agit de distribuer le prix d'un immeuble vendu , la préférence entre les créanciers privilégiés ne se règle point sur la date de l'obligation , mais sur le plus ou le moins de faveur de la créance. Ceux qu'on préfère à tous les autres privilégiés sont , 1°. les seigneurs pour les droits seigneuriaux : 2°. le poursuivant pour les frais des criées & de l'ordre : 3°. les frais funéraires du défunt & ceux de sa dernière maladie , lorsque le bien est décrété sur l'héritier ou sur le curateur à la succession vacante , & que les créanciers n'ont pas pu être payés sur les effets mobiliers. La nécessité de ces dépenses a introduit ce Privilège en faveur de ceux qui les ont faites.

Mais doit-on colloquer ces trois sortes de créances privilégiées dans l'ordre où nous venons de les ranger ? Il y a là-dessus quelque difficulté relativement aux droits seigneuriaux échus avant la vente du bien. La coutume d'Anvergne , qui est suivie par quelques autres , dit , en parlant de la distribution du prix des biens décrétés , que les frais des criées seront pris & payés avant tous autres , & après les arrérages des cens des héritages criés , si aucuns en sont dus & deman-

dés. D'autres coutumes veulent seulement que les frais du décret soient payés avant toutes les autres dettes. D'un autre côté, la coutume de Paris porte, que le seigneur sera payé des droits qui lui sont dus, avant tout autre créancier; la coutume de Bretagne, article 179, & plusieurs autres coutumes s'expliquent de la même manière. Il n'y a point de doute que chacune de ces coutumes ne doive être suivie dans son ressort, n'y ayant point d'ordonnance qui y déroge. Dans les coutumes muettes à cet égard, il faut suivre la disposition de celle de Paris; car les créanciers que le poursuivant représente ne devroient, dans la rigueur, avoir qu'une hypothèque, tant pour être payés du principal de leur créance, que pour les frais, au lieu que le seigneur conserve toujours le domaine direct du fief, ou de la censive; & pour marque de reconnoissance de ce domaine direct, il est présumé s'être réservé des droits ordinaires ou casuels par l'acte d'inféodation, ou du contrat de censive, sans lequel le créancier n'auroit eu aucun droit sur le fonds. Ainsi le Privilège du seigneur est plus favorable que celui du poursuivant. C'est pour cela que la saisie féodale l'emporte sur la saisie réelle, & que si un seigneur saisit féodalement un fief mis à bail judiciaire, il fait les fruits siens jusqu'à ce qu'on lui ait fait la foi & hommage. L'usage de colloquer le seigneur pour les droits féodaux échus avant les frais extraordinaires du décret, est fort ancien au parlement de Paris. M. le Maître en rapporte un arrêt de 1467.

4°. Après les créanciers privilégiés dont on vient de parler, on doit colloquer dans l'ordre ceux qui ont vendu le fonds, ou qui ont con-

tribué, par leurs deniers ou par des travaux, à le conserver à la partie faisie, ou à l'améliorer. Il est juste que le vendeur qui n'a point été payé soit préféré à tous les autres créanciers : la raison en est, qu'il n'est censé avoir vendu que sous la condition tacite que l'acquéreur ne deviendrait propriétaire absolu que quand il aurait payé le prix entier de son acquisition. Le fonds est un gage que le vendeur se réserve jusqu'à ce que le prix soit acquitté ; il ne fait par-là aucun tort aux créanciers de l'acquéreur, puisqu'ils n'auroient point eu de droit sur ce fonds, s'il ne l'avoit point vendu à leur débiteur. C'est ce qui se trouve bien expliqué dans plusieurs loix du digeste. Il en seroit de même d'un entrepreneur qui auroit fait quelque ouvrage sans lequel le fonds auroit été emporté par la mer ou par une rivière ; car cet entrepreneur a conservé ce fonds pour l'intérêt commun du propriétaire & de ses créanciers : *Salutem fecit totius pignoris causam*, comme dit la loi 6, au digeste *qui potiores in pignoris*. - On ne peut donc se dispenser de déclarer ce fonds affecté par Privilège à la sûreté de sa créance. Mais les entrepreneurs ou les ouvriers qui ont travaillé à réparer une maison, ou à faire de nouveaux bâtimens sur le fonds, n'ont de Privilège que sur leurs ouvrages, puisque sans ces ouvrages le fonds seroit toujours resté aux créanciers antérieurs, qui auroient pu le faire vendre tel qu'ils l'auroient trouvé. Il faut donc examiner jusqu'à quel point les réparations ou les augmentations rendent le fonds plus considérable, & donner aux entrepreneurs & aux ouvriers un Privilège sur le prix de cette augmentation, eu égard à la valeur

de la totalité du prix du fonds. Par exemple, si l'on reconnoît par le rapport des experts, qu'une maison auroit été vendue moitié moins sans les augmentations ou les grosses réparations qui y ont été faites ; il faut donner un Privilège aux entrepreneurs & aux ouvriers sur la moitié du prix total de l'adjudication ; & si ce qui leur est dû excède cette moitié, ils ne doivent, pour le surplus, venir en ordre que comme créanciers hypothécaires, s'ils ont un acte qui emporte hypothèque ; ou comme chirographaires, si leur titre est sous seing privé. Cette jurisprudence, fondée sur des principes d'équité, est suivie depuis long-temps au parlement de Paris. Gouget en rapporte d'anciens arrêts dans son traité des criées. Il y en a un qui a jugé la même question de cette manière le 15 janvier 1653 ; & Basnage, dans son traité des hypothèques, cite des arrêts du parlement de Normandie dans lesquels on a observé la même règle.

Au surplus, pour qu'un ouvrier puisse exercer avec succès son Privilège sur le prix du bâtiment auquel il a travaillé, il faut, dans le ressort du parlement de Paris, qu'il se soit conformé aux dispositions de l'arrêt de règlement que cette cour a rendu le 18 août 1766, & que nous avons rapporté à l'article BATIMENT.

5°. Celui qui a prêté les deniers pour acquérir les fonds, ou pour faire faire les réparations & les améliorations, a, dans le droit romain, le même Privilège sur le fonds qu'auroient eu le vendeur, les entrepreneurs ou les ouvriers ; mais il falloit, pour que le fonds devînt ainsi le gage spécial de celui qui avoit prêté les deniers, qu'il l'eût stipulé expressément. Parmi nous, pour être

subrogé au vendeur, il faut, suivant le règlement du parlement de Paris du 6 juillet 1690, qu'avant le paiement du prix du fonds, & dans le temps du paiement, il ait été stipulé par un acte passé pardevant notaire, que les deniers seroient employés à payer le vendeur, & que dans l'acte qui tient lieu de quittance, passé aussi pardevant notaire, il soit dit que le paiement a été fait des deniers qui ont été prêtés à cet effet, sans qu'il soit besoin que la subrogation soit consentie par le vendeur ou par les autres créanciers; ni ordonnée en justice. Si ce prêt a été fait pour des améliorations ou des réparations, il faut que l'acte d'emprunt fasse mention de l'emploi des deniers, & qu'il soit marqué dans les quittances des entrepreneurs & des ouvriers, de qui les deniers proviennent.

6°. Lorsqu'un cohéritier est créancier pour toute de partage, il doit être regardé comme vendeur d'une partie de sa part dans la succession, & avoir Privilège jusqu'à concurrence de cette toute sur tous les biens que son cohéritier a eus en partage. Le parlement de Paris l'a ainsi jugé par arrêt du 27 mars 1689, rapporté au journal des audiences.

7°. Les opposans à fin de distraire ou à fin de charge, dont l'opposition, formée trop tard, a été convertie en opposition à fin de conserver, doivent, relativement à la portion du fonds dont ils avoient la propriété, être colloqués au même rang que le vendeur, & concurremment avec lui, puisqu'en effet c'est une partie de leur fonds qui se trouve vendue.

8°. Le fermier qui, par le bail judiciaire, a été empêché de recueillir les fruits des terres qu'il

avoit enfemencées, doit être remboursé par préférence de ses frais de culture, attendu que, s'il ne les eût pas faits, les créanciers n'auroient pas profité de la récolte.

9°. Suivant la loi *affiduis*, au code *qui potiores*, la femme devoit être préférée, pour la restitution de sa dot, à tous les créanciers du mari, quoiqu'antérieurs à son contrat de mariage : mais cette loi ne s'exécute en France que dans le ressort du parlement de Toulouse, avec les modifications dont on a parlé à l'article *DOT*.

10°. Chez les Romains, le fisc avoit une hypothèque sur tous les biens des fermiers & des comptables par le titre de leur engagement ; & sur les biens qu'ils acquéroient postérieurement à leur engagement, le fisc étoit préféré à tous les autres créanciers, quoique leurs créances fussent antérieures à la sienne. Parmi nous, l'édit du mois d'août 1669 a attribué de semblables Privilèges au roi sur les biens des officiers comptables, des fermiers & des autres personnes qui ont le maniement de ses deniers. Il est dit, par l'article 4 de cette loi, que sur les immeubles des comptables acquis avant le maniement des deniers, sa majesté a hypothèque du jour des provisions de l'office comptable, des baux de ses fermes ou des traités & commissions : si les immeubles ont été acquis depuis le maniement des deniers royaux, le Privilège du roi est précédé par celui du vendeur & de la personne dont il conste que les deniers ont été employés à faire l'acquisition. Au reste, le roi doit être préféré au vendeur même, sur le prix de l'office comptable & des droits qui y sont annexés, lorsque la créance de sa majesté procède de l'exercice de l'office.

11°. Suivant l'article 4 du titre commun pour toutes les fermes de l'édit du mois de juillet 1681, les fermiers des droits du roi ont contre les sous-fermiers les mêmes actions, Privilèges & hypothèques qu'il a sur les biens des fermiers, pourvu qu'ils exercent leur action dans les cinq ans, à compter du jour de l'expiration des fermes. Le roi, expliquant son intention d'une manière encore plus précise par sa déclaration du 11 octobre 1707, a ordonné que les fermiers des gabelles, aides, cinq grosses fermes, domaines & autres revenus, auroient, sur les offices des receveurs généraux & particuliers, & des autres officiers qui ont le maniement des deniers de ses fermes, pour tout ce qui se trouveroit dû de l'exercice de ces offices, la même préférence sur tout créancier, même sur les vendeurs & ceux qui auroient prêté les deniers pour acquérir les offices, qu'il a sur les offices comptables en ses chambres des comptes; il a même dispensé les fermiers de former opposition aux sceaux des provisions de ces offices, & il a voulu qu'il fût fait mention dans ces provisions, que l'office demeureroit affecté & hypothéqué, par Privilège & préférence à tous créanciers, aux dettes, tant des exercices des nouveaux pourvus que de leurs prédécesseurs.

Le Privilège qu'ont les créanciers de l'officier, pour fait de son office, d'être préférés à tous les autres créanciers, même aux vendeurs, n'est point particulier aux offices des fermes. Cette règle a lieu pour tous les offices dont les pourvus ont la gestion & le maniement des deniers publics, comme nous l'avons établi à l'article FAIT DE CHARGE.

12°. Quand il s'agit de distribuer à des créanciers privilégiés le prix des vaisseaux vendus par décret, on doit distinguer les vaisseaux qui n'ont point fait de voyage avant le décret, de ceux qui en ont fait un ou plusieurs. Pour les premiers, l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681, veut que le vendeur, les charpentiers, calfateurs & autres ouvriers employés à la construction, & les créanciers pour les bois, cordages & autres choses fournies pour le bâtiment, soient payés par préférence à tous créanciers, & par concurrence entre eux. Pour ce qui est des vaisseaux qui ont fait un ou plusieurs voyages, on colloque d'abord les matelots pour les loyers du dernier voyage, après eux les opposans qui ont prêté leurs deniers pour les nécessités du navire, ensuite ceux qui ont prêté pour radoub, victuailles & équipement avant le départ, enfin les marchands chargeurs.

La même ordonnance veut que les créanciers étant en même degré de Privilège, viennent par concurrence; de sorte que si plusieurs personnes avoient prêté pour le radoub, les victuailles, l'équipement du vaisseau, celui qui auroit prêté le premier les deniers, n'auroit aucune préférence sur les créanciers postérieurs, & que si le fonds venoit à manquer sur ce degré de Privilège, chacun d'eux supporteroit une partie de la perte à proportion de la créance.

Mais en seroit-il de même du prix des fonds de terre que de celui des vaisseaux; & si deux particuliers avoient prêté des deniers pour acquérir une maison, celui qui auroit prêté le premier seroit-il payé de toute sa créance avant que celui qui a prêté après lui pût rien toucher? L'opinion qui paroît la plus commune sur cette matière est de

de dire , qu'entre deux privilégiés , dont le titre du Privilège est également favorable , le premier en date doit être le premier payé , sans aucune concurrence ; la raison qu'en rend Basnage , qui a embrassé cette opinion , est , 1°. que comme un privilégié ne peut se servir de son Privilège contre un autre privilégié , il faut en revenir au droit commun , qui , dans la concurrence de créanciers , donne la préférence à celui qui est le premier en date ; 2°. que ces deux privilégiés ne sont point égaux en toute chose , puisque l'un d'eux a en sa faveur la prérogative de la date. Il joint à ces raisons des arrêts du parlement de Rouen , qui donnent , en ce cas , la préférence à celui des deux privilégiés qui a prêté le premier son argent. Bardet rapporte un arrêt du parlement de Paris du 12 juillet 1629 , par lequel on a aussi jugé , qu'entre deux créanciers qui avoient prêté leurs deniers pour acquérir une maison , celui qui avoit prêté le premier devoit être pareillement le premier colloqué dans l'ordre de cette maison , vendue sur l'acquéreur.

D'un autre côté , il est certain que la loi *Privilegia* , ff. de reb. autor. jud. décide que quand il s'agit de Privilège on n'a point d'égard au temps de la créance , mais à la faveur qu'elle peut mériter ; de sorte que si les privilégiés ont des titres égaux , ils doivent être payés par concurrence. *Privilegia non ex tempore estimantur , sed ex causâ , etsi ejusdem tituli fuerint , concurrunt , licet diversitates temporis in his fuerint.* La loi 7 , ff. qui potiores in pignore , décide que quand un bien a été acheté des deniers de deux mineurs , ils viennent par concurrence sur le bien , à proportion de ce qu'ils ont fourni pour l'acquisition : *si duorum pupillorum nummis res fuerit comparata , ambo*

in pignus concurrent pro his portionibus quæ in pretium rei fuerint expensæ.

Il est vrai que ceux qui soutiennent la première opinion, disent que la loi *Privilegia* ne regarde que ceux qui, n'ayant point stipulé d'hypothèque, avoient un Privilège purement personnel; & que, dans le cas de la seconde loi, l'on a admis la concurrence entre deux mineurs, par la raison qu'ils n'avoient pas non plus stipulé d'hypothèque. Mais la règle que pose Ulpien dans la loi *Privilegia*, est générale; & il y a d'autant moins d'apparence que ce jurisconsulte ait voulu la restreindre aux Privilèges personnels, que, sans la stipulation d'hypothèque, il n'y auroit point eu de prétexte de faire valoir la priorité de la date, qui n'a de force qu'entre les créanciers hypothécaires. Il falloit, dans l'espèce de la seconde loi, que l'on eût stipulé une hypothèque sur le bien pour les mineurs, puisque la loi dit, *in pignus concurrent*, & que la loi 17, au code de *pignorib.* porte, que celui qui a prêté de l'argent pour acquérir un fonds, ne peut regarder ce fonds comme un gage de la créance, à moins qu'il n'y ait été spécialement ou généralement obligé.

On doit d'autant moins écouter ceux qui cherchent des interprétations pour éluder la force de ces loix, qu'elles sont conformes aux principes de l'équité & aux règles qu'on suit en France sur les Privilèges des créanciers. En effet, c'est une maxime constante parmi nous, que, même entre créanciers hypothécaires, on n'a point d'égard à la date des titres de créance, dès qu'il s'agit de Privilège; d'où il suit, que la priorité de la date n'étant point considérée en cette matière, ne doit donner aucune prérogative à l'un des privilégiés sur l'autre. L'uni-

que motif de la décision est ici la faveur de la créance; ainsi, la faveur de l'un & de l'autre créancier étant égale, il n'y a point d'autre parti à prendre que celui de les payer dans le même ordre & par concurrence, comme le décide Domat dans son traité des loix civiles.

D'ailleurs, le premier créancier, des deniers duquel l'acquéreur a payé une partie du fonds, ne se trouve subrogé au vendeur que jusqu'à concurrence de ce qu'il a fourni pour payer le vendeur, auquel on ne peut contester un Privilège au moins égal à celui du premier prêteur, pour ce qui lui reste dû du prix du fonds; & ceux qui fournissent les deniers pour achever de payer ce qui est dû au vendeur, sont subrogés à ses droits jusqu'à concurrence de ce qu'ils lui ont payé du prix du fonds : ils doivent donc avoir sur le fonds un Privilège égal à celui de la personne qui a fourni la première des deniers pour payer une partie de l'acquisition.

Celui qui a le premier prêté les deniers à l'acquéreur, seroit encore plus mal fondé à prétendre la préférence, si tout le prix de l'acquisition avoit été payé en même temps au vendeur; car, comme ce Privilège n'est acquis que par la déclaration faite dans la quittance, que les deniers proviennent des personnes qui y sont nommées, le Privilège est acquis en même temps à tous ceux qui ont remboursé l'acquéreur, quoique l'un ait prêté l'argent avant l'autre.

PRIVILÈGE, en terme de librairie, se dit de l'acte par lequel le roi accorde à quelqu'un le droit exclusif de faire imprimer & publier un livre.

Différentes loix, telles que l'ordonnance de
Z ij

Moulins , la déclaration du 16 avril 1571, les lettres-patentes du 12 octobre 1586, deux déclarations de 1626 & 1627, les ordonnances du mois de janvier 1629 & du 29 novembre 1643, l'édit du mois d'août 1686, les lettres-patentes du 2 octobre 1701, la déclaration du 12 mai 1717, & enfin le règlement du 28 février 1723, ont fait défense à toutes sortes de personnes d'imprimer, vendre ou débiter aucun livre sans Privilège scellé du grand sceau, sous peine d'amende, de confiscation, &c.

Il faut d'ailleurs, suivant l'article 103 du règlement du 28 février 1723, que le Privilège soit inséré au commencement ou à la fin du livre, ainsi que l'approbation sur laquelle il a été obtenu.

Les Privilèges doivent, dans les trois mois qu'ils ont été obtenus, être enregistrés sur le registre de la communauté des imprimeurs & libraires de Paris, fidèlement, tout au long, sans interlignes ni ratures, à peine de nullité; & aucun livre ne peut, sous la même peine, être affiché ni exposé en vente qu'après cet enregistrement. Les mêmes règles doivent être observées à l'égard des cessions de Privilège. C'est ce qui résulte de divers arrêts de règlement, & particulièrement de l'article 106 de celui du 28 février 1723.

Ayant été présenté divers mémoires au roi sur la durée des Privilèges & sur la propriété des ouvrages, sa majesté a reconnu que le Privilège en librairie étoit une grâce fondée en justice, & qui avoit pour objet, si elle étoit accordée à l'auteur, de récompenser son travail; & si elle étoit obtenue par un libraire, de lui assurer le remboursement de ses avances & l'indemnité de ses

frais ; que cette différence dans les motifs qui déterminoient les Privilèges , en devoit produire une dans la durée de ces sortes de grâces : que l'auteur avoit sans doute un droit plus assuré à une grâce plus étendue , tandis que le libraire ne pouvoit se plaindre si la faveur qu'il obtenoit étoit proportionnée au montant de ses avances & à l'importance de son entreprise : que la perfection de l'ouvrage exigeoit cependant qu'on en laissât jouir le libraire durant la vie de l'auteur avec lequel il avoit traité ; mais qu'accorder un plus long terme , ce seroit convertir une jouissance de grâce en une propriété de droit , & perpétuer une faveur contre la teneur même du titre qui en fixe la durée ; ce seroit consacrer le monopole , en rendant un libraire le seul arbitre à toujours du prix d'un livre ; ce seroit enfin laisser subsister la source des abus & des contrefaçons , en refusant aux imprimeurs de province un moyen légitime d'employer leurs presses. Sa majesté a pensé qu'un règlement qui restreindroit le droit exclusif des libraires au temps qui seroit porté dans le Privilège , seroit leur avantage , parce qu'une jouissance limitée , mais certaine , étoit préférable à une jouissance indéfinie , mais illusoire ; qu'il seroit l'avantage du public , qui devoit en espérer que les livres tomberoient à une valeur proportionnée aux facultés de ceux qui voudroient se les procurer ; qu'il seroit favorable aux gens de lettres , qui pourroient , après un temps donné , faire des notes & commentaires sur un auteur , sans que personne pût leur contester le droit de faire imprimer le texte ; qu'enfin ce règlement seroit d'autant plus utile , qu'il ne pourroit qu'augmenter l'activité du commerce ,

& exciter entre tous les imprimeurs une émulation favorable au progrès & à la perfection de leur art. En conséquence, le roi a rendu en son conseil, le 30 août 1777, un arrêt qui contient les dispositions suivantes :

» ARTICLE 1. Aucuns libraires & imprimeurs
 » ne pourront imprimer ni faire imprimer aucuns
 » livres nouveaux, sans en avoir préalablement
 » obtenu le Privilège ou lettres scellées du grand
 » sceau :

» 2. Défend sa majesté à tous libraires, im-
 » primeurs ou autres qui auront obtenu des lettres
 » de Privilège pour imprimer un livre nouveau,
 » de solliciter aucune continuation de ce Privi-
 » lège, à moins qu'il n'y ait dans le livre aug-
 » mentation au moins d'un quart, sans que,
 » pour ce sujet, on puisse refuser aux autres la
 » permission d'imprimer les anciennes éditions
 » non augmentées.

» 3. Les Privilèges qui seront accordés à l'a-
 » venir, pour imprimer des livres nouveaux, ne
 » pourront être d'une moindre durée que de dix
 » années.

» 4. Ceux qui auront obtenu des Privilèges
 » en jouiront non seulement pendant tout le temps
 » qui y sera porté, mais encore pendant la vie
 » des auteurs, en cas que ceux-ci survivent à l'ex-
 » piration des Privilèges.

» 5. Tout auteur qui obtiendra en son nom
 » le Privilège de son ouvrage, aura droit de le
 » vendre chez lui, sans qu'il puisse, sous aucun
 » prétexte, vendre ou négocier d'autres livres,
 » & jouira de son Privilège, pour lui & ses
 » hoirs à perpétuité, pourvu qu'il ne les ré-
 » cède à aucun libraire ; auquel cas la durée

» du Privilège sera , par le fait seul de la cession , réduite à celle de la vie de l'auteur.

» 6. Tous libraires & imprimeurs pourront obtenir , après l'expiration du Privilège d'un ouvrage & la mort de son auteur , une permission d'en faire une édition , sans que la même permission accordée à un ou plusieurs , puisse empêcher aucun autre d'en obtenir une semblable.

» 7. Les permissions portées en l'article précédent seront expédiées sur la simple signature de la personne à laquelle M. le chancelier ou garde des sceaux aura confié la direction générale de la librairie ; & pour favoriser les spéculations de commerce , il sera donné à ceux qui solliciteront une permission de cette espèce , connoissance de toutes les permissions du même genre qui auront été données à d'autres pour ce même ouvrage , & du nombre d'exemplaires qu'il leur aura été permis d'en tirer.

» 8. Sa majesté ne voulant pas permettre que l'obtention de ces permissions soit illusoire , & qu'on en obtienne sans l'intention de les réaliser , ordonne qu'elles ne seront accordées qu'à ceux qui auront acquitté le droit porté au tarif qui sera arrêté par M. le garde des sceaux.

» 9. Les sommes auxquelles monteront ces droits seront payées entre les mains des syndic & adjoints de la chambre syndicale de Paris , ou de celui qu'ils commettront à ladite recette , sans qu'ils puissent se dessaisir de ces deniers que sur les ordres de M. le chancelier ou garde des sceaux , pour les émolumens

» des inspecteurs & autres personnes préposées
» à la manutention de la librairie.

» 10. Lesdites permissions seront enregistrées,
» dans le délai de deux mois, sur les registres
» de la chambre syndicale dans l'arrondissement
» de laquelle seront domiciliés ceux qui les au-
» ront obtenues, à peine de nullité.

» 11. Sa majesté désirant traiter favorablement
» ceux qui ont obtenu, antérieurement au présent
» arrêt, des Privilèges ou continuations d'iceux,
» veut qu'ils soient tenus de remettre; savoir,
» les libraires & imprimeurs de Paris dans deux
» mois, les libraires & imprimeurs de pro-
» vince dans trois mois pour tout délai, les
» titres sur lesquels ils établissent leur propriété,
» entre les mains du sieur le Camus de Neville,
» maître des requêtes, que sa majesté a commis
» & commet à cet effet, pour, sur le compte
» qu'il en rendra, leur être accordé par M. le
» chancelier ou garde des sceaux, s'il y échet,
» un Privilège dernier & définitif.

» 12. Ledit délai de deux mois pour les li-
» braires & imprimeurs de Paris, & de trois
» mois pour les libraires & imprimeurs des pro-
» vinces, étant expiré, ceux qui n'auront pas
» représenté leurs titres ne pourront plus espérer
» aucune continuation de Privilège.

» 13. Les Privilèges d'usages des diocèses &
» autres de cette espèce, ne seront point compris
» dans le présent. Ordonne sa majesté que le
» présent arrêt sera enregistré dans toutes les cham-
» bres syndicales, imprimé, publié & affiché par-
» tout où besoin sera. Fait, &c. «.

Par un autre arrêt rendu au conseil le même
jour, le roi a réglé ce qui devoit être observé

relativement aux livres contrefaits qui existoient alors , & à augmenté les peines qu'encourroient ceux qui , à l'avenir , contreferoient les ouvrages revêtus de privilèges (*). Mais ce règlement eût

(*) *Voici cet arrêt :*

Le roi s'étant fait rendre compte , en son conseil , des mémoires de plusieurs libraires , sur le tort que causé à leur commerce la multiplicité des contrefaçons faites au préjudice des Privilèges qu'ils ont obtenus ; sa majesté a reconnu que cet abus est destructif de la confiance qui est le lien du commerce , & contraire à la bonne foi qui lui sert de base ; que les auteurs ne sont pas moins intéressés que les libraires à voir réprimer , par la sévérité des peines , la licence de ces contrefaiteurs avides , qui ne prennent conseil que d'un intérêt momentané , & qui seroient d'autant moins excusables aujourd'hui , qu'une loi favorable leur assure le droit d'imprimer chaque ouvrage après l'expiration de son Privilège ; qu'il est enfin indispensable de ramener tout le corps de la librairie à un plan de conduite , dont la raison , la prudence & l'intérêt réciproque auroient dû lui faire sentir plus tôt la nécessité. Et comme on a représenté au roi qu'il existoit un grand nombre de livres contrefaits antérieurement au présent arrêt , & que ces livres formoient la fortune d'une grande partie des libraires de province , qui n'avoient que cette ressource pour satisfaire à leurs engagements ; sa majesté a pensé qu'il étoit de sa bonté de relever les possesseurs desdites contrefaçons de la rigueur des peines portées par les réglemens , & que cet acte d'indulgence , à leur égard , seroit pour l'avenir le gage de leur circonspection. A quoi voulant pourvoir ; le roi étant en son conseil , de l'avis de M. le garde des sceaux , a ordonné & ordonne ce qui suit :

ARTICLE I. Défend sa majesté à tous imprimeurs-libraires du royaume de contrefaire les livres pour lesquels il aura été accordé des Privilèges , pendant la durée desdits Privilèges , ou même de les imprimer sans permission après leur expiration & le décès de l'auteur , à peine de six mille livres d'amende pour la première fois , de

été insuffisant pour arrêter le cours des contrefaçons, & pour empêcher qu'elles ne demeura-

pareille amende & de déchéance d'état en cas de récidive.

2. Les éditions faites en contravention à l'article premier, seront saisissables sur le libraire qui les vendra, comme sur l'imprimeur qui les aura imprimés ; & le libraire qui en aura été trouvé saisi sera soumis aux mêmes peines.

3. Les peines portées en l'article premier n'empêcheront pas les possesseurs du Privilège, au préjudice duquel une édition aura été faite, de former, tant contre l'imprimeur qui aura contrefait l'ouvrage, que contre le libraire qui aura été trouvé saisi d'exemplaires de ladite contrefaçon, sa demande en dommages-intérêts, & d'en obtenir de proportionnés au tort que ladite contrefaçon lui auroit fait éprouver dans son commerce.

4. Autorise sa majesté tout possesseur ou cessionnaire de Privilèges, ou de portions d'iceux, à se faire assister, sans autre permission que le présent arrêt, d'un inspecteur de librairie, ou, à son défaut, d'un juge ou commissaire de police, pour visiter à ses risques, périls & fortunes, les imprimeries, boutiques ou magasins des imprimeurs, libraires ou colporteurs, où il croiroit trouver des exemplaires contrefaits des ouvrages dont il a le Privilège ou partie ; à la charge cependant qu'avant de procéder à aucune visite, il exhibera à l'inspecteur, ou au juge ou commissaire de police, l'original du Privilège ou son duplicata collationné. Autorise aussi sa majesté ceux chez qui on fera de semblables visites, à se pourvoir en dommages-intérêts contre ceux qui les feront, s'ils ne trouvent pas de contrefaçons des ouvrages dont ils auront exhibé le Privilège, encore qu'ils en eussent trouvé d'autres.

5. Les exemplaires saisis, tant des éditions faites au préjudice d'un Privilège, que de celles faites sans permission, seront transportés à la chambre syndicale dans l'arrondissement de laquelle la saisie aura été faite, pour y être mis au pilon en présence de l'inspecteur.

6. Quant aux contrefaçons antérieures au présent arrêt, sa majesté, voulant user d'indulgence, relève ceux qui s'en trouveront saisis, des peines portées par les réglemens,

sent impunies, si, par un autre arrêt rendu au conseil le 30 juillet 1778, le roi n'eût donné la facilité d'acquérir des preuves contre les contrefacteurs, en autorisant les parties lésées à procéder contre eux par voie de plainte & d'infor-

en remplissant par eux les formalités prescrites par l'article suivant.

7. Les possesseurs des contrefaçons antérieures au présent arrêt, seront tenus de les représenter dans le délai de deux mois, à l'inspecteur & à l'un des adjoints de la chambre syndicale dans l'arrondissement de laquelle ils sont domiciliés, pour être la première page de chaque exemplaire estampillée par l'adjoint & signée par l'inspecteur.

8. Le délai de ces deux mois de grâce commencera à courir contre les imprimeurs ou libraires domiciliés dans l'arrondissement des différentes chambres syndicales du royaume, à compter du jour de l'enregistrement du présent arrêt dans chacune d'icelles.

9. Ledit délai de deux mois expiré, l'inspecteur renverra à M. le garde des sceaux l'estampille qu'il en aura reçue, avec le procès-verbal de ses opérations; & dès ce moment, tous les livres contrefaits qui seront trouvés dénués de la signature de l'inspecteur & de la marque de l'estampille, seront regardés comme nouvelles contrefaçons, & ceux sur lesquels ils seront saisis, soumis aux peines portées par l'article 1. Enjoint sa majesté au sieur Lenoir, conseiller d'état, lieutenant général de police de la ville, prévôt & vicomte de Paris, & aux sieurs intendants, commissaires départis pour l'exécution de ses ordres dans les différentes généralités du royaume, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution du présent arrêt, qui sera imprimé, publié & affiché par-tout où besoin sera, enregistré dans toutes les chambres syndicales, & envoyé par les syndic & adjoints de chacune d'icelles, à tous les imprimeurs & libraires de leur arrondissement. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le 30 août 1777.

Signé, AMELOT.

mation (*). Ce moyen avoit été indiqué à l'article CONTREFAÇON, comme le seul frein qui pût être opposé à l'avidité des contrefacteurs.

(*) *Cet arrêt est ainsi conçu :*

Le roi s'étant fait rendre compte, en son conseil, des différentes représentations auxquelles ont donné lieu les réglemens du 30 août dernier sur le fait de la librairie, a distingué, parmi les mémoires remis à ce sujet à M. le garde des sceaux, les observations de son académie françoise. Sa majesté a vu avec satisfaction que ces observations étoient principalement l'expression de la reconnoissance de son académie françoise, & que, s'il restoit aux membres qui la composent quelques vœux à former, ils n'avoient pour objet, en rendant grâce à sa majesté des soins qu'elle a bien voulu prendre en faveur des gens de lettres, que d'obtenir que les nouveaux avantages que leur assurent les réglemens du 30 août dernier, deviennent encore plus stables & plus solides. Sa majesté s'est déterminée d'autant plus volontiers à manifester plus particulièrement ses intentions à cet égard, qu'elle n'a vu dans les demandes de l'académie que le développement de l'esprit des réglemens ou l'indication des moyens d'en assurer l'exécution; & qu'en consacrant ces demandes par son autorité, elle donne une nouvelle preuve de sa protection à ceux de ses sujets qui, par leurs travaux & leurs veilles, concourent au progrès des lettres & des sciences. A quoi voulant pourvoir; le roi étant en son conseil, de l'avis de M. le garde des sceaux, a ordonné & ordonne ce qui suit :

ART. I. L'article 3 de l'arrêt du conseil du 30 août 1777, portant règlement sur la durée des Privilèges en librairie, sera exécuté selon sa forme & teneur; en conséquence, ceux qui obtiendront à l'avenir des Privilèges pour imprimer des livres nouveaux, en jouiront pendant tout le temps que M. le chancelier ou garde des sceaux aura jugé à propos d'accorder, suivant le mérite ou l'importance de l'ouvrage, sans qu'en aucun cas ces Privilèges puissent être d'une moindre durée que de dix années.

PRIVILÈGE DES NOBLES, OU DE LA NOBLESSE.

Quelques coutumes appellent de ce nom le droit qu'elles accordent au survivant de deux époux nobles, de prendre dans la succession du prédécédé la totalité des meubles, à la charge de payer les dettes mobilières. De ce nombre, sont quelques coutumes de Picardie, entre autres celle de Péronne, qui s'exprime ainsi, article 126 : » Entre nobles vivant noblement, il est

2. L'article 5 du même arrêt du conseil sera exécuté selon sa forme & teneur ; en conséquence, tout auteur qui aura obtenu en son nom le Privilège de son ouvrage, non seulement aura le droit de le faire vendre chez lui, mais il pourra encore, autant de fois qu'il le voudra, faire imprimer, pour son compte, son ouvrage par tel imprimeur, & le faire vendre aussi pour son compte par tel libraire qu'il aura choisi, sans que les traités ou conventions qu'il fera pour imprimer ou débiter une édition de son ouvrage, puissent être réputés cession de son Privilège.

3. Les articles 65 de l'édit du mois d'août 1686, 109 du règlement de 1723, 1 & 3 de l'arrêt du conseil du 30 août 1777, concernant les contrefaçons, seront exécutés selon leur forme & teneur : & , pour en faciliter l'exécution, sa majesté ordonne que dans toutes les lettres - patentes de Privilèges qui seront expédiées à l'avenir, il soit énoncé qu'il sera procédé par voie de plainte & information contre tous auteurs, possesseurs, distributeurs & fauteurs de contrefaçons, sans que les peines portées par les lettres - patentes de Privilèges puissent, en aucun cas & pour quelque cause que ce soit, être remises ni modérées.

4. Ordonne au surplus sa majesté que tous les réglemens du 30 août dernier continueront d'être exécutés selon leur forme & teneur. Et sera le présent arrêt imprimé, publié & affiché par-tout où besoin sera, & enregistré sur les registres de toutes les chambres syndicales du royaume. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le 30 juillet 1778.

Signé, AMELOT.

» loisible au survivant de deux conjoints par mariage , de prendre par *Privilége de noblesse* ,
 » tous les meubles qui communs étoient entre
 » eux au jour du trépas du prédécédé ; & le
 » survivant ayant fait telle appréhension en sa
 » justice , ou pardevant son juge ordinaire , est
 » tenu de payer toutes les dettes mobilières de la
 » communauté «.

La dénomination de *Privilége des nobles* n'appartient au droit qui défère les meubles au survivant des époux , que dans les coutumes qui ne l'accordent qu'aux conjoints nobles , & en considération de leur noblesse : mais comme cet avantage est aussi déferé par quelques coutumes aux époux roturiers & aux époux nobles , quoique vivant roturièrement , il est plus juste , comme il est plus d'usage , de l'appeler *préciput legal* ; c'est un nom qui convient plus généralement à cette espèce de droit , & que par cette raison lui donnent presque tous les auteurs ; c'est aussi sous ce mot qu'il en a été traité dans ce livre. Ainsi voyez *PRECIPUT LÉGAL*.

(*Article de M. SANSON DUPERRON , avocat au parlement.*)

PRIX. C'est la valeur , l'estimation d'une chose.

Pour former un contrat de vente , il faut qu'il y ait un *Prix* convenu entre les parties.

Ce *Prix* doit être sérieux , c'est-à-dire , qu'on a dû convenir qu'il seroit exigible. D'où il suit , que si quelqu'un vous avoit vendu un héritage pour mille écus , & que par le contrat il vous eût fait remise de cette somme , un tel acte ne seroit pas une vente , mais une donation.

Il faut aussi que le Prix, pour être sérieux, ne soit pas sans une certaine proportion avec la valeur de la chose vendue. Par exemple, si l'on vendoit une maison pour vingt sous, il n'y auroit point de véritable vente; ce seroit une donation qu'on auroit mal-à-propos qualifiée de vente, & l'acte seroit sujet à toutes les formalités prescrites pour les donations, d'où il suit qu'il ne produiroit aucun effet entre des gens qui ne pourroient pas faire une donation l'un à l'autre.

Ne croyez pas cependant qu'il soit nécessaire que, pour être sérieux, le Prix soit égal à la juste valeur de la chose; il suffit qu'il ne soit point illusoire ou qu'il ait une certaine proportion avec cette valeur. Ainsi, lorsque, pour gratifier l'acheteur, le vendeur n'a exigé qu'un Prix au dessous de la valeur de la chose, l'acte n'en doit pas moins être considéré comme un contrat de vente. Il doit en être de même dans le cas où le vendeur, pressé par le besoin d'argent, a été obligé de vendre sa chose pour le Prix qu'on lui en offroit, & qui étoit fort inférieur à la valeur. Mais quand la lésion est énorme, le vendeur peut obtenir des lettres de rescision. Voyez LÉSION.

Observez encore sur cette matière, que pour qu'un contrat de vente faite à un Prix fort inférieur à la valeur de la chose soit valable, il faut que l'acheteur soit capable d'accepter du vendeur une donation; sinon l'infériorité du Prix fait présumer que les parties ont traité pour une donation qu'elles ont déguisée sous le nom de vente.

Une autre qualité du Prix d'une vente, est qu'il soit certain & déterminé, ou du moins qu'il

doive devenir tel , sans que la fixation en soit laissée à l'arbitrage de l'une des parties. Par exemple , si je vous vends une maison pour le Prix qu'elle sera estimée par experts , la vente est valable , parce que , quoique le Prix ne soit pas certain au moment de la vente , il doit le devenir par l'estimation des experts.

Il en seroit de même si je vous vendois cent muids de blé pour le Prix auquel le blé se vendra sur le marché à la saint Martin.

Enfin le Prix d'une vente doit être une somme d'argent ; car s'il consistoit en autre chose , le contrat seroit plutôt un contrat d'échange qu'un contrat de vente.

C'est le Prix stipulé par les contrats , & non la valeur des biens vendus , qui règle les différens droits qui en font dus.

Lorsque le Prix de l'aliénation est stipulé payable en rente viagère , les cours considèrent souvent l'âge de la personne sur la tête de laquelle la rente doit être payée , pour en évaluer le capital , & pour fixer en conséquence les droits seigneuriaux : c'est ainsi qu'en a usé le parlement de Paris dans l'arrêt rendu contre le sieur Langlois le 8 février 1744 : mais les droits de contrôle & de centième denier se fixent toujours sur le capital au denier dix des rentes viagères. Cette règle a été établie pour prévenir les difficultés.

Il peut néanmoins encore s'en rencontrer , soit lorsque la valeur du bien aliéné excède le capital au denier dix de la rente viagère , soit lorsque le Prix est payable en rentes viagères sur plusieurs têtes.

Dans le premier cas , les droits se règlent sur la

la valeur des choses aliénées. Le conseil l'a ainsi jugé par décision du 27 mai 1741 contre les administrateurs de l'hôpital général de Toulouse.

Dans le second cas, c'est-à-dire, lorsque pour le Prix d'une aliénation faite par deux particuliers, il leur est constitué une rente viagère payable sur la tête de l'un & de l'autre, & jusqu'au décès du survivant, les sentimens sont partagés sur la règle qu'on doit suivre pour évaluer le capital de cette rente, & trouver par-là le Prix de la vente.

Supposez, par exemple, que deux frères vendent un bien qui leur appartient en commun, moyennant mille livres de rente viagère payable jusqu'au décès du dernier mourant : les uns prétendent que les droits sont dus sur le pied de quinze mille livres, qui est le capital au denier quinze de la rente ; ils se fondent sur ce que les tribunaux ordinaires évaluent les capitaux des rentes viagères eu égard aux circonstances ; sur ce que la rente créée sur deux têtes est d'un objet & d'une valeur plus considérable que celle qui n'est créée que sur une tête, & que la valeur en est même fixée par l'arrêt du conseil du 13 mai 1748, qui permettoit à la compagnie des Indes d'emprunter à rente viagère sur deux têtes, à raison de sept & demi pour cent.

D'autres opposent que ce qui a été permis pour faciliter des emprunts, ne peut servir de règle pour fixer des droits qui, en cas de vente, ne sont pas dus sur la valeur des biens, mais sur le Prix ; que la rente viagère, qui forme ce Prix, ne peut, suivant les réglemens, être évaluée qu'à raison du denier dix ; que celle qui est créée sur deux têtes, même sur celles de

cent personnes actuellement existantes , n'est qu'une rente viagère , qui s'éteindra à la mort du dernier de ceux qui doivent en jouir , & que si l'on admettoit le système de la progression , il s'ensuivroit que la rente viagère créée sur la tête de quatre à cinq personnes , devroit être évaluée au delà du capital d'une rente qui seroit perpétuelle ; ce qui suffit pour faire rejeter cette progression.

Cette dernière opinion est la plus juste. Au reste , il faut observer que la rente viagère , qui est le Prix de la vente d'un bien commun , devant appartenir en entier à celui des covendeurs qui survivra & qui n'étoit propriétaire du bien qu'en partie , il y a , par ce moyen , un avantage stipulé en sa faveur , dont le droit d'insinuation , suivant le tarif , est dû dès l'instant du contrat , sans attendre l'évènement , & dans la proportion de l'avantage dont il peut profiter.

Quand par un même contrat on vend des meubles & des immeubles , les droits réels sont dus sur le tout , s'il n'y a pas un Prix distinct pour chaque partie , & si l'on n'a pas annexé un état des meubles à la minute du contrat.

Lorsqu'on vend simplement la nue propriété d'un bien avec réserve de l'usufruit , soit en faveur du vendeur , ou de quelque autre personne , les différens droits sont dus à l'instant même sur le Prix stipulé & sur les autres charges imposées à l'acquéreur , qui sont de nature à y être jointes : mais doit-on regarder la réserve de l'usufruit comme faisant partie du Prix ou des charges imposées ?

Pour résoudre cette question relativement aux droits seigneuriaux , ceux qui soutiennent que

l'usufruit retenu doit être joint au Prix de la propriété, disent qu'une terre vendue dix mille livres avec réserve d'usufruit, vaut le double; que l'acquéreur, en payant actuellement cette somme de dix mille livres, sans avoir la jouissance de la terre, perd l'intérêt de son argent, qui fait partie du Prix; que l'on doit considérer que c'est l'acquéreur même qui cède au vendeur la jouissance de la terre, comme une partie du Prix qui augmente le sort principal; que c'est la même chose que si le tout avoit été vendu moyennant dix mille livres en argent & sous la condition de payer une rente viagère de mille livres au vendeur, en argent ou en une certaine quantité des productions de la terre; enfin, que si l'on réduisoit les droits seigneuriaux sur le Prix stipulé, ce seroit autoriser un moyen de frauder les droits des seigneurs, en ne passant que des contrats de vente de la nue propriété, & en usant de la facilité qu'il y a de faire passer l'usufruit à l'acquéreur de la propriété, soit par des actes publics dans les coutumes qui n'accordent point de droits seigneuriaux pour la cession d'usufruit en faveur du propriétaire, soit par des actes secrets ou simulés dans les autres coutumes.

On oppose à tout ce raisonnement, qu'il pêche dans le principe, parce que les droits seigneuriaux ne se règlent pas sur la valeur des biens vendus, mais uniquement sur le Prix stipulé dans les contrats, en y joignant les charges réductibles en deniers, imposées à l'acquéreur; que l'usufruit d'un immeuble est immeuble, & que c'est une partie de l'héritage même; la réserve qui en est faite l'excepte expressément de

la vente ; or , s'il n'est pas vendu , l'acquéreur n'en doit pas les droits ; il les doit seulement sur le Prix de ce qu'il acquiert , & il n'acquiert que la nue propriété. La réserve de l'usufruit ne lui impose aucune charge ; elle ne fait que retarder sa jouissance : il n'a rien à payer à ce sujet ; il n'en doit donc aucun droit. La raison de la perte de l'intérêt n'est pas de la plus légère considération , non seulement parce que l'argent de lui-même ne produit rien , mais encore parce que si le vendeur profite de l'intérêt du Prix qui lui est payé , le seigneur profite également de l'intérêt des lods qui lui sont payés du même Prix avant la mutation dans la possession utile. Comme l'usufruit n'est point vendu , & qu'au contraire il est expressément réservé , il n'est pas possible de se prêter à la supposition qu'il ait été acquis & ensuite cédé au vendeur en paiement d'une partie du Prix ; on ne peut pas non plus comparer la réserve qui en est faite , à une charge de payer une rente viagère au vendeur , parce qu'encore une fois l'usufruit réservé n'est point vendu ; il est excepté de la vente , sans imposer à cet égard aucune charge à l'acquéreur , qui n'en profite pas actuellement ; au lieu que dans l'espèce de la rente viagère en argent ou en nature , l'usufruit est transféré conjointement avec la propriété à l'acquéreur , qui peut dès ce moment jouir de la terre comme il lui plaît , en payant le Prix principal , & en acquittant annuellement la rente qui lui est imposée comme une charge faisant partie du Prix. Cette charge peut être appréciée , & tous les auteurs conviennent qu'elle fait partie du Prix sur lequel les droits seigneuriaux sont dus , en

la distinguant absolument de la souffrance de l'usufruit réservé par la vente de la propriété. Enfin , les raisons tirées de la possibilité de frauder les droits des seigneurs , ne sont d'aucune considération : les seigneurs ont la voie du retrait , ils peuvent même faire affirmer les parties lorsqu'il y a soupçon de fraude ; mais ils ne peuvent étendre leurs droits sous prétexte de prévenir la fraude , parce que ce seroit faire tomber la peine de cette fraude , tant sur ceux qui sont déterminés à la pratiquer , que sur les contractans de bonne foi : ainsi il en résulteroit une injustice évidente à l'égard de ceux-ci , dont le sort ne doit pas être aggravé , pour favoriser les seigneurs , qui ont plusieurs moyens pour punir la fraude.

Les différens auteurs qui ont agité la question dont il s'agit , se réunissent pour rejeter la prétention des seigneurs comme extensive : on peut voir Dumoulin, Dargentré, Dupleffis, Livonnière, Guyot & Poullain.

Il a été rendu sur cette question un arrêt au parlement de Bretagne le 13 août 1750 , dans l'espèce suivante : M. Bilién , vicomte de Lezard , avoit acquis , au mois de septembre 1748 , de la dame de Coëtandoeh , des terres & seigneuries mouvantes du duché de Penthièvre , moyennant quarante - un mille livres , & avec clause que cette dame continueroit d'en jouir pendant sa vie. Le sieur le Demour de Kernilien , fermier du duché de Penthièvre , ayant prétendu que les lods devoient être payés sur le pied du doublement du Prix stipulé , fut débouté de cette prétention , & condamné aux dépens par sentence du siège de Guingamp. Sur l'appel au

parlement , la cause a été appointée à écrire & produire ; & l'arrêt cité a mis l'appel au néant , ordonné que la sentence sortiroit son plein & entier effet , & condamné l'appelant à l'amende & aux dépens de la cause d'appel.

La même question portée au parlement de Rouen , y a été jugée différemment le 14 juin 1751. Le sieur du Bosc , lieutenant général du bailliage de Thorigny , avoit vendu , le 30 mars 1742 , au sieur Auvray , avocat , une terre mouvante en partie de la seigneurie de Rouffeville , moyennant huit mille cinq cents livres , dont une partie fut payée comptant , & le surplus constitué en rente remboursable toutes fois & quantes ; sous la condition que l'acquéreur n'entreroit en jouissance qu'après le décès du vendeur , qui se réservoir l'usufruit de la terre. L'acquéreur ayant été trouver le sieur le Prévôt de Rouffeville , seigneur , celui-ci prétendit le treizième (lods & ventes) sur le double de la somme de sept mille six cents liv. , à laquelle étoit fixé le prix de ce qui relevoit de lui , & l'acquéreur soutint qu'il ne le devoit que sur ce Prix seulement ; ils convinrent verbalement de prendre l'avis de trois avocats du parlement : deux de ces avocats furent favorables à la prétention du seigneur ; mais le troisième s'y opposa fortement , en sorte que l'acquéreur ne crut pas devoir acquiescer : le sieur de Rouffeville le fit assigner devant son sénéchal , qui , par sentence du 30 avril 1743 , condamna le sieur Auvray à payer six cent trente-trois livres six sous huit deniers pour le treizième de la vente de la propriété , & pareille somme pour le treizième de l'usufruit. Le sieur Auvray interjeta appel au bailliage de Thorigny , où la sentence

du sénéchal fut confirmée après partage , le 27 juillet 1743. Sur l'appel au parlement , il est intervenu , après une ample instruction , arrêt le 14 juillet 1751 , par lequel la cour , toutes les chambres assemblées , a mis l'appellation & ce dont étoit appel au néant : émendant , sans s'arrêter aux offres d'Auvray de la somme de six cent trente-trois livres six sous huit deniers pour le treizième du contrat du 30 mars 1742 ; l'a condamné à payer au seigneur de Rouffeville le treizième entier du contrat , y compris l'usufruit retenu par icelui , défalcation faite des charges étant sur la terre , autres que l'usufruit , ensemble de la portion d'héritages qui ne relèvent point dudit seigneur , pour la liquidation duquel treizième a renvoyé les parties au bailliage de Thorigny..... Et il a été ordonné que cet arrêt serviroit de réglemeut , & , en conséquence , que le treizième des contrats de ventes faites avec rétention d'usufruit , seroit payé , tant du Prix porté auxdits contrats , que de l'usufruit retenu par iceux , &c.

Les motifs de ces deux arrêts opposés l'un à l'autre , se trouvent dans les loix féodales des deux provinces. En Bretagne , les lods sont dus sur le Prix comme ailleurs : l'usufruit d'un immeuble est immeuble , & la vente de cet usufruit est sujette aux lods & ventes , suivant l'article 57 de la coutume , qui n'excepte pas la vente faite au propriétaire : ainsi , par la vente de la propriété avec rétention d'usufruit , le vendeur se réserve un immeuble qui n'est pas vendu ; il n'est donc pas juste d'en faire payer les lods par l'acquéreur de la propriété , qui les devra pour cet usufruit ,

s'il le consolide à Prix d'argent pendant la vie de celui auquel il est réservé.

Les lods ou le treizième ne sont également dus en Normandie que sur le Prix, suivant l'article 173 de la coutume; l'usufruit d'un immeuble y est pareillement considéré comme immeuble, article 508; mais l'article 502 décide que l'usufruit n'est sujet au retrait que lorsqu'il est vendu à autre qu'au propriétaire; & comme la règle du retrait fait, dans cette province, celle des cas où le treizième est dû, il s'ensuit que ce droit n'est pas dû pour la vente de l'usufruit en faveur de celui qui est propriétaire; en sorte qu'un particulier peut acquérir aujourd'hui la nue propriété, & demain l'usufruit, sans être tenu de payer le treizième pour le dernier contrat. C'est vraisemblablement pour remédier à cette fraude que le parlement de Rouen a jugé que le droit seroit payé pour la vente de la propriété, tant du Prix stipulé que de l'usufruit réservé.

Ainsi, en adoptant ces deux arrêts, il s'ensuivra que dans les pays où l'usufruit vendu au propriétaire est sujet à lods & ventes, ces droits ne seront dus pour la vente de la nue propriété que sur le pied du Prix stipulé par le contrat; & que, dans les pays où il n'est point dû de lods pour la vente de l'usufruit faite en faveur de celui qui est propriétaire, les droits de la vente de la nue propriété seront dus, tant du Prix stipulé que de l'usufruit réservé.

A l'égard des droits de contrôle & de centième denier d'une vente de la nue propriété d'un bien, sous la réserve de l'usufruit, le conseil juge

que ces droits ne doivent être perçus que sur le Prix stipulé.

Prix se dit aussi de ce qui est proposé pour être donné à celui qui réussira le mieux dans quelque exercice , dans quelque ouvrage.

Par une ordonnance du 28 décembre 1777 , le roi a institué un Prix public en faveur des nouveaux établissemens de commerce & d'industrie (*).

(*) *Voici cette ordonnance :*

Le roi , dans le compte qui lui a été rendu de ses finances , a approuvé les dispositions qui lui ont été présentées pour assurer des secours pécuniaires aux nouveaux établissemens de commerce & de manufacture qui méritent ces encouragemens. Et sa majesté désirant entretenir encore l'émulation par des motifs de gloire & d'honneur , a jugé à propos de fonder un Prix annuel en faveur de toutes les personnes , qui , en frayant de nouvelles routes à l'industrie nationale , ou en la perfectionnant essentiellement , auront servi l'état & mérité une marque publique de l'approbation de sa majesté. Le Prix honorable que son amour pour les travaux utiles l'engage à instituer , consistera dans une médaille d'or du poids de douze onces , ayant d'un côté la tête du roi , & de l'autre , une exergue & une légende analogues au sujet.

Cette médaille sera décernée dans les premiers mois de chaque année , à commencer en mars 1779 , pour l'année 1778 , & ainsi de suite , au jugement d'une assemblée extraordinaire , composée du ministre des finances , de trois conseillers d'état , des intendants du commerce , & à laquelle seront appelés les députés & les inspecteurs généraux du commerce. Sa majesté veut que les intendants du commerce rendent compte à cette assemblée de tous les nouveaux établissemens dont on aura eu connoissance dans le cours de l'année , & qu'ils ne négligent rien pour l'acquiescer , soit par leurs correspondances avec tous les inspecteurs du royaume , soit par les avis qui leur seront

PROCÉDURE. C'est l'instruction judiciaire d'un procès, soit en matière civile, soit en matière criminelle.

Il suit de cette définition, que sous le terme de procédure, on comprend tous les actes, tels que les exploits de demande, les cédulés de présentation, les exceptions, les défenses, les sommations & autres qui ont lieu, tant pour introduire une demande, que pour parvenir à la faire juger.

La matière des procès, & les moyens qui établissent le droit des parties, sont ce qu'on appelle le *fond*, au lieu que la Procédure s'appelle *la forme*.

Les formes judiciaires qui furent établies chez

donnés par les commissaires du roi départis dans les provinces; enfin, les personnes même qui croiront avoir des droits à ce concours, pourront adresser leurs titres au secrétaire général du commerce. Sa majesté veut que le Prix ne puisse jamais être adjugé aux auteurs de simples mémoires, mais seulement aux personnes dont les idées utiles auront été mises en exécution. Le roi permet que la personne qui aura obtenu ce Prix lui soit présentée par le ministre de ses finances; se réservant encore sa majesté d'ajouter à cet honneur de nouvelles grâces, selon le mérite & l'importance de la découverte qui aura été couronnée; elle approuve même que l'assemblée nommée pour juge puisse demander la permission de décerner un second Prix, s'il arrivoit que deux citoyens eussent des droits à peu près égaux à cette marque de distinction. Enfin, l'intention du roi est que ces médailles deviennent, dans les familles, une preuve subsistante d'un service rendu à l'état, & un titre à la protection particulière de sa majesté.

Fait à Versailles le 28 décembre 1777.

Signé LOUIS. *Et plus bas*, AMELOT.

les Romains par la loi des douze tables, furent empruntées des Grecs.

Ces formes étoient singulières : par exemple, la première qu'on observoit avant de commencer les Procédures civiles, étoit que les parties comparoissent devant le préteur : là, dans la posture de deux personnes qui se battent, elles croisoient deux baguettes qu'elles tenoient entre les mains ; c'étoit - là le signal des Procédures qui devoient suivre. Cela a fait penser à Hotman, que les premiers Romains vidoient leurs procès à la pointe de l'épée.

Indépendamment de ce qui étoit porté par la loi des douze tables, pour la manière d'intenter les Procédures civiles ou criminelles, on introduisit beaucoup d'autres formules, appelées *legis actiones*, qui étoient la même chose que ce que la Procédure & le style sont parmi nous. On étoit obligé d'observer les termes de ces formules avec tant de rigueur, que l'omission d'un seul de ces termes essentiels faisoit perdre la cause à celui qui l'avoit omis.

Ces anciennes formules furent la plupart abrogées par Théodose le jeune; cependant plusieurs auteurs se sont empressés d'en rassembler les fragmens ; le recueil le plus complet est celui que le président Brissou en a donné, sous le titre de *formulis & solemnibus populi Romani verbis*. Ces formules regardent non seulement les actes & la Procédure, mais aussi la religion & l'art militaire.

A mesure que les anciennes formules tombèrent en désuétude, on en introduisit de nouvelles plus simples & plus claires; il y avoit des appariteurs qui faisoient les actes que font au-

jourd'hui les sergens & huissiers; des procureurs *ad lites*, que l'on appeloit *cognitores juris*, & des avocats. Ainsi l'on ne peut douter qu'il n'y ait toujours eu chez les Romains des formules judiciaires pour procéder en justice.

La Procédure usitée chez les Romains dut probablement être pratiquée dans les Gaules, lorsqu'ils en eurent fait la conquête, vu que tous les officiers publics étoient Romains, & que les Gaulois s'accoutumèrent d'eux-mêmes à suivre les mœurs des vainqueurs.

Lorsque les Francs eurent à leur tour conquis les Gaules sur les Romains, il se fit un mélange de la pratique Romaine avec celle des Francs. C'est ainsi, qu'au lieu des preuves juridiques, on introduisit en France l'épreuve du duel, coutume barbare qui venoit du Nord.

Dans ces premiers temps de la monarchie; la justice se rendoit militairement; il y avoit pourtant quelques formes pour l'instruction, mais elles étoient fort simples, & en même temps fort grossières. Il y avoit des avocats & des sergens; mais on ne se servoit point du ministère des procureurs *ad lites*; il étoit même défendu de plaider par procureur; les parties étoient obligées de comparoître en personne.

Ce ne fut que du temps de saint Louis que l'on commença à permettre aux parties de plaider par procureur en certains cas, en obtenant pour cet effet des lettres du prince.

Ces permissions devinrent peu à peu plus fréquentes, jusqu'à ce qu'enfin il fut permis à chacun de plaider par procureur, & que l'on établit des procureurs en titre.

Depuis cet établissement, les Procédures se

sont beaucoup multipliées , parce que l'instruction des procès s'est faite plus régulièrement.

On a compris que le bon droit seroit souvent sacrifié , s'il n'y avoit point de règles certaines pour le faire connoître.

Ces règles se trouvent dans la forme ou la Procédure. En effet, sans la Procédure , le juge ne pourroit pas être instruit , & l'action de rendre la justice ne seroit plus que l'exercice d'un pouvoir arbitraire & une précipitation de jugement.

Pour prouver ces vérités , il suffit d'examiner ce qui doit se pratiquer quand il s'agit de rendre justice à des parties litigentes.

On fait que celle qui forme une prétention contre l'autre , doit d'abord exposer sa demande au juge , & ensuite la justifier par des preuves légitimes , pour faire condamner la partie adverse.

Mais s'il importe que le juge ne condamne pas sans preuves , il convient aussi que la partie qu'on attaque soit entendue dans la défense qu'elle peut avoir à proposer contre la demande.

Ainsi , il est nécessaire que le défendeur soit cité à la requête du demandeur ; & afin que cette citation soit prouvée , & qu'elle ne puisse pas être altérée , elle doit se faire par écrit.

Il faut d'ailleurs que le défendeur ait un certain temps pour se consulter & faire la recherche des pièces qui peuvent être nécessaires à sa défense : d'où il suit que ce temps doit être déterminé dans la citation.

Comme les preuves qui peuvent justifier une demande ne sont pas toujours fondées sur des écrits , & même que les écrits sur lesquels elles sont fondées sont souvent en d'autres mains

que celles du demandeur, on a introduit les interlocutoires, tels que la preuve par témoins, les rapports d'experts, les compulsoires, &c.

L'équité exigeant que le défendeur puisse employer pour se défendre tous les moyens convenables, il a le droit, selon les circonstances, de décliner la juridiction du juge devant lequel il est assigné, de demander un délai pour délibérer, de reprocher les témoins, &c.

Il y a des affaires qui, par la nature de l'objet, veulent être traitées plus sommairement que les autres; c'est pourquoi l'on a établi deux sortes de Procédures; l'une ordinaire, & l'autre particulière, qu'on appelle *sommaire*. Celle-ci est l'objet du titre 17 de l'ordonnance du mois d'avril 1667.

La crainte que les premiers juges n'abusassent de leur autorité, ou ne fussent point assez éclairés pour juger convenablement, en dernier ressort, les affaires importantes, a fait introduire la voie de l'appel : mais comme il y a des cas, tels qu'en matière de promesses reconnues, où il importe que ce moyen soit restreint, le législateur a voulu que dans ces cas l'appel n'empêchât pas que le premier jugement ne s'exécutât par provision.

Les jugemens dont l'effet ne peut pas être suspendu par un appel, ne devant pas être illusoire, on a établi que la personne contre laquelle ils auroient été rendus, pourroit être contrainte à les exécuter, soit par la perte de sa liberté, soit par la privation de ses biens. Telle est l'origine des saisies, des emprisonnemens, & des autres contraintes.

Il est évident, par ce qu'on vient de dire,

que la Procédure fait un point capital dans l'administration de la justice, d'où il suit que l'étude n'en doit point être négligée.

Nous ne donnerons point ici les règles qui sont propres à chaque sorte de Procédure, elles se trouvent expliquées sous les noms des différens actes, tels qu'*ajournement*, *enquête*, *exploit*, *requête*, *appointement*, &c.

PROCÈS. Instance devant un juge sur un différend entre deux ou plusieurs parties.

On appelle *Procès civil*, celui qu'on instruit par la voie civile. Et *Procès criminel*, celui qui a pour objet la réparation d'un délit.

On commence un Procès civil par une assignation, & un Procès criminel par une plainte.

Suivant l'article premier du titre 20 de l'ordonnance du mois d'août 1670, les juges peuvent ordonner qu'un Procès commencé par la voie civile, sera poursuivi extraordinairement, s'ils connoissent qu'il peut y avoir lieu à quelque peine corporelle.

Au reste, le juge d'instruction ne peut pas seul prononcer cette conversion du civil au criminel; le conseil l'a ainsi jugé par arrêt du 30 mars 1719, servant de réglemeut pour les officiers du présidial de Brives.

L'article 2 du même titre porte, *qu'en instruisant les Procès ordinaires, les juges pourront, s'il y échet, décerner décret de prise de corps ou d'ajournement personnel, suivant la qualité de la preuve, & ordonner l'instruction à l'extraordinaire.*

L'article 3 veut que s'il paroît, avant la confrontation des témoins, que l'affaire ne doive pas être poursuivie criminellement, les juges

reçoivent les parties en Procès ordinaire, au civil; auquel cas ils doivent ordonner que les informations seront converties en enquête, & qu'il sera permis à l'accusé d'en faire de sa part, selon la forme prescrite pour les enquêtes.

On ne reçoit pas les parties en Procès ordinaire, lorsque le ministère public est accusateur, & qu'il n'y a point de partie civile.

Après la confrontation des témoins, on ne peut plus recevoir l'accusé en Procès ordinaire, & l'on doit prononcer définitivement sur son absolution ou sa condamnation. C'est ce qui résulte de l'article 4.

Il est dit par l'article 5, que quoique les parties aient été reçues en Procès ordinaire, la voie extraordinaire sera reprise, si la matière y est disposée.

On appelle *Procès de commissaires au parlement*, certains Procès dont nous avons parlé à l'article COMMISSAIRE.

PROCESSIONS. C'est une espèce de prières publiques usitées dans l'église.

On voit déjà les Processions en usage dans les Gaules au commencement du sixième siècle. La ville de Vienne, dans la province nommée aujourd'hui Dauphiné, avoit ressenti depuis un an de fréquens tremblemens de terre; les incendies qui en avoient été la suite, avoient détruit ce que les tremblemens de terre avoient épargné; les maladies qui avoient succédé à tant de malheurs, avoient fait de cette ville une solitude; saint Mamert, son évêque, crut devoir tout mettre en œuvre pour fléchir la colère du ciel. Il ordonna pour les jours
qui

qui précèdent l'ascension, des Processions, des jeunes & des prières. Ces Processions ont été depuis continuées tous les ans dans l'église de France, & ensuite dans toute l'église d'occident; & ce sont celles que l'on nomme les rogations.

La peste causée à Rome par l'inondation du Tibre, l'an 594, donna lieu à saint Grégoire d'ordonner ces Processions qui sont appelées dans l'histoire *litania major Gregoriana*. Elles se firent avec la plus grande célébrité : tout le peuple de Rome y assista, & ce saint pape divisa la multitude immense qui le composoit en sept classes ; la première, du clergé ; la seconde, des abbés & des moines ; la troisième, des abbeïsses & de leurs communautés ; la quatrième, des enfans ; la cinquième, des veuves ; la sixième, des laïcs ; & la septième, des femmes mariées.

Les Processions furent bientôt la cérémonie qu'on employa dans l'église pour toutes les occasions extraordinaires. On en fit dans les calamités publiques, & toutes les fois qu'il fut question de rendre grâces à dieu de quelque bienfait signalé ; usage qui subsiste encore aujourd'hui.

Enfin, elles sont devenues si communes, qu'elles sont, en quelque façon, partie de l'office ordinaire de l'église. Les cathédrales, les grandes abbayes, les paroisses, ne célèbrent point la messe les dimanches ordinaires, & ne la disent pas les autres jours avec quelque solennité, qu'elle ne soit précédée d'une Procession.

Il faut donc distinguer deux espèces de Processions ; celles qui sont partie de l'office ordinaire du diocèse ; telles sont celles des dimanches & des fêtes solennelles : & les Processions extraordinaires, qui sont ordonnées dans les temps de calamités,

ou pour rendre à dieu des actions de grâces publiques.

Entre les Processions ordinaires, les seules qui présentent quelque question à examiner, sont les Processions des paroisses. L'usage ayant attribué des distinctions & des honneurs aux personnes qualifiées qui demeurent sur une paroisse, on demande quel rang elles doivent tenir entre elles aux Processions qui s'y font.

Le patron a droit de marcher le premier à la Procession. Cet usage est très-ancien, puisque l'ordre romain dit, qu'il a été ordonné par les anciens canons, que le fondateur de l'église & ses héritiers iroient les premiers à la Procession, le jour qu'on célèbre l'anniversaire de la dédicace de l'église. *A sanctis patribus statutum est in die dedicationis anniversario solemniter fundatores, & eorum heredes in Processionibus primos esse debere.* Aujourd'hui ce n'est point seulement le jour de l'anniversaire de la dédicace de l'église que le patron a le privilège de marcher le premier à la Procession; il peut jouir de ce droit toutes les fois qu'on en fait une.

Après le patron, la préséance est due au seigneur haut-justicier qui a permis qu'on bâtit l'église sur son territoire. Viennent ensuite le seigneur moyen-justicier, & le bas-justicier sur le fief duquel l'église est bâtie. Ils ont la préséance sur tous les autres seigneurs & gentilshommes de la paroisse, quoique ces seigneurs & gentilshommes y possèdent des fiefs, & que leurs fiefs soient de plus grande valeur que ceux qu'y possèdent les seigneurs haut, moyen & bas-justiciers sur la justice desquels est située l'église.

Le seigneur du fief sur lequel l'église est bâtie,

marche avant le magistrat ; mais le magistrat marche avant les simples gentilshommes. Un officier de justice royale dans une cour supérieure, ou même dans une cour inférieure, est élevé, par la dignité dont il est revêtu, au dessus du rang des simples particuliers, au lieu que le simple gentilhomme n'est rien autre chose qu'un homme privé.

Entre gentilshommes qui demeurent sur une même paroisse, ceux qui y possèdent un fief marchent avant ceux qui n'en possèdent point. S'il est question de gentilshommes qui n'ont ni justice ni fief dans la paroisse, la préséance est due à celui qui, avec la noblesse, est revêtu de quelque office de la maison du roi, ou qui est parvenu à quelque grade dans les armées ; & lorsqu'aucun d'eux n'a de charge ou de dignité, celui qui possède dans la paroisse des rotures en propriété, précède celui qui n'y possède aucun fonds.

Les simples gentilshommes ont le pas sur les officiers de justice des seigneurs, si ceux-ci ne sont pas gradués ; lorsqu'ils le sont, ils ont tous les honneurs dont jouiroit le seigneur qu'ils représentent, à l'exclusion des gentilshommes qui demeurent dans la paroisse.

A l'égard des Processions extraordinaires, on peut demander à qui il appartient de les ordonner, quel rang doivent tenir entre eux les différens corps qui y assistent, & quelle place ils doivent occuper dans l'église lorsqu'ils s'y rassemblent pour y assister ?

Les cas où il est question d'ordonner des prières publiques, sont les temps de calamités, lorsqu'il s'agit de rendre grâces à dieu de quelque bienfait que la ville, le diocèse, ou le

royaume en ont reçu, ou quand il y a un jubilé & qu'il faut en déterminer les stations. C'est toujours aux évêques seuls à prescrire l'ordre des Processions qui se font alors ; ils en indiquent le jour & l'heure, lorsque ce sont eux qui les ordonnent de leur propre mouvement, & qu'il n'y a dans leur ville épiscopale ni parlement, ni chambre des comptes, ni cour des aides, ou qu'il ne s'y trouve point le gouverneur ou le lieutenant général de la province.

Mais quand c'est le roi qui a ordonné de rendre à dieu de solennelles actions de grâces par tout son royaume, il indique quelquefois l'heure & le jour de ces prières dans la lettre qu'il écrit aux évêques pour les instruire de sa volonté. S'il ne l'a point indiquée, c'est aux évêques à le faire, à moins qu'ils n'aient dans leur ville un parlement, une chambre des comptes, ou une cour des aides, ou bien que le gouverneur, ou le lieutenant général de la province ne s'y trouvent ; car, dans ce dernier cas, l'évêque doit convenir avec le gouverneur, le lieutenant général, & avec les cours supérieures, du jour & de l'heure à laquelle se feront les prières.

C'est la disposition formelle de l'article 46 de l'édit du mois d'avril 1695 : » Lorsque nous
 » aurons ordonné de rendre grâces à dieu, ou de
 » faire des prières pour quelque occasion, sans en
 » marquer le jour & l'heure, les archevêques
 » & évêques la donneront, si ce n'est que nos
 » lieutenans généraux & gouverneurs pour nous
 » dans nos provinces, ou nos lieutenans en leur
 » absence, se trouvent dans les villes où la cé-
 » rémonie devra être faite, ou qu'il y ait au-
 » cunes de nos cours de parlement, chambres

» de nos comptes , ou cours des aides qui y
 » soient établies , auquel cas ils en conviendront
 » ensemble , s'accommodant réciproquement à la
 » commodité les uns des autres , & particulié-
 » rement à ce que lesdits prélats estimeront le
 » plus convenable au service divin ». Edit du
 mois d'avril 1695 , article 46.

Quand ce sont les évêques qui indiquent les prières publiques de leur propre mouvement , & qu'il y a dans leurs villes un parlement , une chambre des comptes , ou une cour des aides , ou que le gouverneur & le lieutenant général de la province y résident , ils ont soin de même de convenir avec eux de l'heure & du jour auquel elles se feront.

Les mandemens que les évêques ou leurs vicaires généraux font sur ces matières , qui sont de police ecclésiastique purement extérieure , doivent être observés , tant pour le jour que pour l'heure & la manière de faire ces prières dans toutes les églises de leurs diocèses , même par les chapitres séculiers & réguliers qui se prétendent exempts de la juridiction de l'ordinaire. La déclaration du 30 juillet 1710 y est formelle :
 » Voulons & nous plaît que les mandemens des
 » archevêques & évêques & de leurs vicaires
 » généraux , qui seront purement de police ex-
 » térieure ecclésiastique , comme pour les fon-
 » neries générales , stations du jubilé , Processions
 » & prières pour les nécessités publiques , actions
 » de grâce , & autres semblables sujets , tant
 » pour le jour & heure que pour la manière
 » de les faire , soient exécutés par toutes les
 » églises & communautés ecclésiastiques , sécu-
 » lières & régulières , exemptes & non exemptes ,

» sans préjudice à l'exemption de celles qui se
 » prétendent exemptes en autres choses ». Dé-
 claration du 30 juillet 1710. Le concile de Rouen
 de l'an 1581, avoit déjà décidé, que dès que
 l'évêque a indiqué des prières publiques, tous
 les corps ecclésiastiques, séculiers & réguliers, sont
 obligés de s'y rendre, à moins qu'ils ne fassent,
 comme les chartreux, profession d'une clôture
 très-étroite. *Exempti omnes clerici, tam regula-
 res, quàm seculares, ad publicas Processiones
 vocati accedere compelluntur, his tamen exceptis
 qui in strictiori clausurâ perpetuò vivunt.*

Le droit d'ordonner des prières publiques &
 des Processions est tellement propre aux évêques,
 que les réguliers qui jouissent de l'exemption la
 plus étendue, & même de la juridiction épif-
 copale sur un territoire déterminé, ne peuvent
 le faire, à moins qu'ils n'aient la possession à cet
 égard. Le grand-prieur de France a la juridis-
 tion épiscopale dans l'enceinte du Temple à Paris.
 Il entreprit de faire chanter, le 15 mai 1745,
 dans son église du Temple, un *te deum* pour la
 victoire remportée par Louis XV à Fontenoi,
 & publia à cet effet un mandement imprimé.
 L'archevêque de Paris déclara nul ce mandement,
 & défendit, sous peine de suspension, au prieur-
 curé du Temple de l'exécuter. Le grand-prieur
 de France ayant entrepris de soutenir son man-
 dement, le roi, par arrêt de son conseil du 15
 juin 1745, lui fit défenses, par provision &
 en attendant un plus ample éclaircissement, d'en
 donner de semblables à l'avenir, ordonnant, en
 conformité de la déclaration du 30 juillet 1710,
 tant à lui qu'à tous autres exempts prétendant
 même avoir juridiction épiscopale, d'exécuter les

mandemens qui seront donnés dans cette matière par les évêques.

Les maire & échevins de la ville de Provins ; diocèse de Sens , avoient ordonné de chanter le *te deum* , de leur autorité privée , sans attendre l'ordre de l'archevêque de Sens ; ils avoient contraint les ecclésiastiques de la ville d'y assister ; & , ne se contentant pas de cette entreprise sur l'autorité ecclésiastique , ils avoient fait défenses d'exécuter son mandement lorsqu'il l'avoit envoyé. L'archevêque de Sens se pourvut au conseil du roi ; & , le 14 décembre 1638 , il obtint un arrêt qui fait défenses » aux bailli , maire & » échevins de la ville de Provins de s'ingérer » en aucune façon , ni ordonner es choses qui » appartiennent à l'église , & de troubler ledit » sieur archevêque aux fonctions de sa charge , » à peine de trois mille livres d'amende , dépens , » dommages & intérêts «.

Les corps qui assistent aux Processions extraordinaires , sont les parlemens , les chambres des comptes , les cours des aides , dans les villes où ces cours sont établies ; les présidiaux , dans les villes où il y a des présidiaux , & les officiaux municipaux des villes. Ces différens corps tiennent entre eux le rang qui leur est assigné dans les autres circonstances , & que la supériorité des fonctions ou l'usage ont déterminé.

Lorsque les cours souveraines se rendent au chœur de l'église cathédrale pour une Procession extraordinaire , elles se placent dans les hautes chaires du chœur ; mais elles sont obligées d'en laisser un certain nombre vide de chaque côté pour les chanoines & les dignités. » Défendons , » dit l'article 47 de l'édit de 1691 , à toutes

» personnes , de quelque qualité & condition
 » qu'elles puissent être , d'occuper , pendant le
 » service divin , les places destinées aux ecclé-
 » siastiques. Voulons que lorsque les officiers de
 » nos cours, allant en corps dans les églises cathé-
 » drales ou autres, se placeront dans les chaires
 » destinées pour les dignités & chanoines , ils
 » en laissent un certain nombre vide de chaque
 » côté pour les dignités & chanoines qui ont
 » accoutumé de les remplir ». Édit de 1695 ,
 article 47.

Cette disposition de 1695 étoit observée depuis long-temps à Paris ; le parlement occupoit les hautes chaires du côté droit du chœur, après en avoir laissé la moitié vers l'autel pour les dignités & chanoines de l'église. La chambre des comptes & la cour des aides se plaçoient dans celles du côté gauche , après avoir laissé un pareil nombre de chaires vacantes du côté de l'autel , qui étoient occupées par les chanoines & par les dignités.

La même chose avoit aussi été décidée avant l'édit de 1695 , toutes les fois qu'il étoit survenu quelques contestations entre les chapitres & les cours souveraines au sujet de leur séance dans les hautes chaires de l'église.

Le parlement de Rouen & la chambre des comptes de cette ville eurent , au commencement du siècle passé , une difficulté avec le chapitre de l'église métropolitaine , au sujet des chaires que ces cours occuperoient au chœur lorsqu'elles seroient obligées de s'y rendre pour les cérémonies publiques. L'arrêt qui intervint au conseil privé sur cette affaire le 19 mai 1618 , décida qu'il seroit réservé quatre chaires vers le grand

autel , du côté où seroit le parlement , pour les dignités & les chanoines , & huit chaires pareillement pour eux vers l'autel , du côté où se placeroit la chambre des comptes.

Un autre arrêt du conseil privé du 30 octobre 1637 , avoit réservé six chaires de chaque côté du chœur dans l'église de Rennes , outre la place de l'évêque , pour les dignités & les chanoines , lorsque le parlement y assisteroit en corps , & avoit fait défenses au parlement de troubler l'évêque de Rennes dans sa juridiction.

Une contestation de même nature étant survenue entre le parlement de Metz & le chapitre de l'église cathédrale de cette ville , le roi , par arrêt de son conseil privé du 29 décembre 1690 , ordonna que les chanoines abandonneroient aux officiers du parlement quatorze chaires du côté où avoit coutume de se placer le premier président , & treize chaires de l'autre côté , & que le reste des chaires du chœur seroit occupé par les doyen , chanoines & chapitre de l'église cathédrale.

Il ne nous reste plus qu'à parler de ceux à qui est dû l'honneur de la Procession , c'est-à-dire de ceux que l'on est obligé d'aller recevoir en Procession lorsqu'ils arrivent dans l'église.

Ce droit n'appartient aujourd'hui qu'aux évêques & aux princes. Le respect dû à la majesté royale , la protection que les princes accordent aux églises , les biens qu'ils leur ont donnés & qui peuvent les en faire regarder comme fondateurs , ont rendu cette cérémonie très-ancienne à leur égard ; elle fut pratiquée pour les empe-

reurs presque aussi-tôt leur conversion au christianisme.

Nous voyons aussi cet usage très-anciennement observé pour les évêques. Lorsque saint Athanase revint d'Alexandrie après son exil, le clergé & le peuple allèrent au devant de lui en chantant des hymnes & des cantiques. Saint Chrysostôme sortit aussi avec tout son clergé au devant de saint Epiphane, évêque de Salamine, lorsqu'il vint à Constantinople. Soitomehe, livre 8, chapitre 14.

Mais ce qui n'étoit dans le commencement qu'un effet de l'empressement & du zèle d'une église à l'égard d'un évêque dont elle respectoit la sainteté & le mérite, est devenu une obligation : l'honneur de la Procession a été considéré depuis comme un des droits épiscopaux. L'évêque doit être reçu en Procession dans toutes les églises de son diocèse, & même dans celles des réguliers. L'article 21 du règlement des réguliers ordonne qu'ils le recevront processionnellement en habits d'église.

Un texte du pape Gelase, mal entendu, a fait accorder autrefois aux patrons l'honneur de la Procession, & ils en jouissent encore aujourd'hui dans les autres royaumes catholiques. Le pape Gelase, en parlant du fondateur, dit qu'il n'a point d'autre droit dans l'église qu'il a fondée, qu'une place à la Procession, qui est due à tous les chrétiens. *Sciturus sine dubio præter Processionis aditum, qui omni christiano debetur nihil, ibidem se proprii juris habiturum. Canon. 26, caus. 16, quest. 7.*

Il est évident qu'il ne s'agit point ici d'un honneur particulier, puisqu'il n'est question que

d'une chose qui lui est commune avec tous les autres fidèles , & que par conséquent le mot *Processionis aditus* ne peut signifier ce que nous entendons aujourd'hui par l'honneur de la Procession.

Cependant dans le douzième siècle les canonistes ont commencé à conclure de cette expression , que l'honneur de la Procession étoit dû au fondateur de l'église. Et le pape Alexandre III a consacré cette erreur , en reconnoissant , dans une décrétale insérée dans le droit , que les anciens canons accordent au patron cette prérogative. *Pro foundatione quoque ecclesiæ honor Processionis fundatori servatur sicut in sacris est canonibus institutum. Extrà de jure patronatûs.*

Aujourd'hui , en France , on n'accorde point cet honneur aux patrons particuliers , quels qu'ils soient.

) Article de M. l'abbé LAUBRI , avocat au parlement.)

PROCÈS-VERBAL. Ce nom s'applique aux descentes de juges , visites & rapports d'experts , appositions & levées de scellés , saisies-exécutions , saisies réelles , captures , rebellions , contraventions , & généralement à tous les actes dressés & arrêtés par gens ayant serment à justice , & qui contiennent & établissent un fait par le rapport des dires , contestations , comparutions ou absences des parties & de toutes les circonstances qui peuvent servir à le constater.

Il seroit trop long de traiter ici de chacun de ces actes en particulier. Nous ne parlerons que de ce qui est relatif aux Procès-verbaux des employés des fermes. Il sera question des autres aux

articles qui les concernent : ainsi , voyez les mots DESCENTE DE JUGES , RAPPORT D'EXPERTS , SCÉLLÉS , &c.

Les commis du fermier , comme ayant prêté serment en justice , ont la faculté de dresser Procès-verbal des fraudes & autres incidens qui peuvent survenir dans le cours de leurs fonctions. Ils ont aussi le droit de saisir l'objet de la fraude , & en cela ils participent aux fonctions des huissiers : leurs Procès-verbaux sont proprement une déposition suivie d'une saisie.

Ces actes doivent être conformes à la vérité , contenir le détail clair & précis de toutes les circonstances essentielles , & la mention graduelle de tout ce qui s'est passé dans l'ordre des temps , sans interrompre la marche des différentes scènes , & placer avant ce qui nécessairement n'est arrivé qu'après.

Les commis ne peuvent donc être trop scrupuleux dans leurs rapports ; ils ne doivent supposer , dissimuler ni déguiser les faits ; & comme il eût été dangereux de laisser à leur mémoire le soin de les conserver & d'en remettre la description à un temps postérieur à celui auquel ils se sont passés , l'ordonnance des fermes du mois de juin 1680 , & les réglemens intervenus depuis , ont voulu que les Procès-verbaux fussent rédigés sur le champ & à l'instant même de la fraude , à moins qu'il n'y eût rébellion ou autre empêchement dont , dans ce cas , il doit être fait mention.

On suit cependant un autre usage dans le ressort de la cour des aides de Normandie. Les droits de détail étant considérables dans cette province , la perception en avoit souvent été

troublée. Lorsque les commis découvroient des fraudes & des contraventions, il leur étoit difficile, quelquefois même dangereux, de dresser leurs Procès-verbaux sur le lieu & à l'instant de la découverte de la fraude. Pour obvier à ces inconvéniens, il est intervenu le premier septembre 1750 une déclaration enregistrée en la cour des aides de Rouen le premier octobre suivant, qui, articles 1 & 3, a autorisé les commis à rédiger leurs Procès-verbaux où ils jugeroient à propos, en laissant aux prévenus, pour leur sûreté, un billet, qu'on appelle *billet sommaire*, dans lequel ils exprimeroient succinctement l'objet & la qualité de la fraude.

Les commis, en Normandie, n'en ont pas moins la liberté de dresser leurs Procès-verbaux sur le champ; mais alors, ou quand ils sont empêchés par rebellion ou autrement, ils ne sont pas obligés de laisser un billet sommaire, pourvu que, dans ce dernier cas, ils aient l'attention de faire mention, comme ci-dessus, des obstacles qu'ils peuvent avoir rencontrés.

Comme le témoignage de deux commis suffit pour opérer la condamnation d'un fraudeur, & qu'aux termes de l'article 19 du titre commun pour toutes les fermes de l'ordonnance du mois de juillet 1681, leurs Procès-verbaux doivent être crus jusqu'à inscription de faux, on a assujéti ces Procès-verbaux à différentes formalités, dont l'observation est absolument de rigueur. Les unes tiennent à l'essence même de ces sortes d'actes, & les autres, quoiqu'accesssoires, n'en influent pas moins sur leur validité.

Voici en quoi consistent les premières:

Pour qu'un Procès-verbal soit valable, il faut

d'abord qu'il soit dressé sur papier marqué du timbre de la généralité de laquelle dépend le chef-lieu de la direction d'où relèvent les commis instrumentaires.

Cette formalité est prescrite par arrêt & lettres-patentes des 15 & 26 mars 1720, registrés en la cour des aides de Rouen le 17 juin suivant, & par un autre arrêt & lettres-patentes des 21 & 30 juin de la même année, registrés en la cour des aides de Paris le premier août.

Il faut ensuite qu'il y soit fait mention, 1°. de l'année, du jour, & du mois, & si c'est avant ou après midi que les commis instrumentent.

Les dades doivent être en toutes lettres, & non en chiffres.

Il n'est pas nécessaire de spécifier l'heure ; c'est ce qui a été jugé par arrêt de la cour des aides de Paris du 6 septembre 1718.

2°. Du nom du fermier à la requête duquel il est rendu, & du lieu où il fait élection de domicile.

A l'égard de son domicile de fait, il n'est pas d'une obligation absolue d'en faire mention : la cour des aides de Paris l'a ainsi jugé par arrêts des 26 août & 7 septembre 1740, 13 juin, 6 septembre 1741, 17 mars & 9 avril 1756.

La déclaration du 27 mars 1708 a également dispensé les commis de nommer les cautions du fermier.

3°. Du nom & de la demeure du directeur à la poursuite & diligence duquel les commis verbalisent.

4°. Des noms, surnoms, qualités & fonctions

des commis, de leur résidence actuelle, s'ils en ont une, ou, s'ils n'en ont pas de certaine, du bureau principal de la direction dans l'étendue de laquelle ils instrumentent.

5°. De la juridiction où les commis ont été reçus & ont prêté serment.

Il est à observer à cet égard, que lorsque les commis ont une fois prêté serment, soit dans une cour supérieure, soit dans une juridiction subalterne qui connoît des droits du roi, ils ne sont plus obligés de se faire recevoir ni de prêter un nouveau serment dans les autres juridictions dans le ressort desquelles ils exercent.

L'ordonnance de 1680 ne dispensoit d'un nouveau serment, que les commis qui avoient été reçus en la cour des aides, & elle les assujettissoit à faire enregistrer en l'élection de leur domicile le serment qu'ils avoient prêté en cette cour : mais étant sujets à de fréquens changemens, l'observation de cette formalité devenoit aussi embarrassante que dispendieuse ; ils en ont en conséquence été dispensés par des arrêts du conseil & lettres-patentes des 26 octobre & 5 décembre 1719, registrés en la cour des aides de Paris le 14 du même mois de décembre. Aux termes de ces réglemens, les commis, ceux même qui ont été reçus dans une juridiction subalterne, sont seulement tenus de faire mention de cette juridiction dans leurs Procès-verbaux, pour y avoir recours en cas de besoin.

6°. Les commis doivent ensuite spécifier, autant qu'ils le peuvent, les noms, surnoms, qualités & demeures de ceux contre qui ils procèdent ; exposer le genre de fraude, la manière dont elle a été découverte, les circonstances qui

l'ont accompagnée, & les preuves qui la constatent, tirées, soit de ces circonstances mêmes, soit des réponses & aveux des parties.

7°. S'il s'agit de boissons vendues ou trouvées en fraude des droits, les commis doivent en faire la dégustation, en établir la couleur, la qualité & la quantité; il faut, après cela, qu'ils contremarquent les tonneaux avec la rouanne, & qu'ils fassent mention de cette contremarque. S'il est question d'autres marchandises, ils sont également obligés d'en constater la nature, la qualité & la quantité.

8°. Lorsque la fraude est présentée dans tout son jour, les commis doivent déclarer par leur Procès-verbal, la saisie des objets dont ils ont fait la description, & les saisir effectivement, en se servant de ces termes, *comme de fait nous les avons saisis*.

9°. Quand la saisie est faite dans une maison, & que la partie saisie est présente, si elle n'est pas solvable, il faut la sommer de donner bonne & suffisante caution, & sur son refus lui déclarer que les marchandises saisies seront transportées & déposées au bureau : dans le cas contraire, c'est-à-dire, si elle est en état de répondre des objets saisis, il convient de les lui laisser à sa charge & garde, aux peines de droit, après toutefois en avoir fait l'évaluation de gré à gré.

Quand au contraire les choses sont saisies à la campagne, on peut ne faire qu'une description en gros, sauf, lorsqu'elles ont été conduites au plus prochain bureau, à en faire une description plus détaillée. Voyez au surplus ce que prescrit à

à cet égard le titre 11 de l'ordonnance des fermes du mois de février 1687.

10°. Après la saisie, les commis doivent procéder à la rédaction de leur Procès-verbal dans le lieu même du délit, & en présence de la partie saisie (s'ils n'en sont empêchés par rebellion ou quelque cause légitime, à moins que ce ne soit dans le ressort de la cour des aides de Rouen, par la raison dont on a rendu compte plus haut), lui en faire lecture, la sommer de signer tant ce Procès-verbal que ses dires, réponses, déclarations, reconnoissances, charges & garde ; faire une mention exacte de toutes ces circonstances, ainsi que de ses acceptations ou refus de signer, enfin signer ce Procès-verbal & lui en remettre une copie, sinon lui déclarer que cette copie lui sera apportée dans le délai prescrit par les réglemens ; ce qui, dans l'un & l'autre cas, doit être spécifié dans l'acte.

Lorsque la partie saisie s'oppose à ce que le Procès-verbal soit rédigé dans sa maison, soit en maltraitant les commis, soit de quelque autre manière, ils doivent lui déclarer Procès-verbal, tant de sa fraude que de ses rebellion, injures, menaces, voies de fait, suivant les circonstances ; qu'ils vont se retirer, soit au bureau, s'il y en a un sur le lieu, soit dans telle maison qu'ils indiqueront, & là, sommer de les y suivre pour assister à la rédaction de leur Procès-verbal, en entendre lecture, le signer, & en recevoir copie.

Si la partie saisie se rend à cette sommation, ils rédigeront leur Procès-verbal, dans lequel

ils feront mention de sa comparution. Dans le cas contraire, ils établiront son refus, & qu'ils ont verbalisé en son absence.

L'ordonnance de 1680 (titre 5, des exercices des commis, article 7) veut *que les Procès-verbaux concernant les fraudes & autres incidens survenus dans le cours desdits exercices, soient signés de deux commis.* Ainsi un Procès-verbal rendu par un seul commis, seroit radicalement nul, & ne donneroit aucune action au fermier.

Un commis cependant, qui, se doutant de quelque fraude, n'auroit pas à sa proximité un de ses confrères avec lequel il lui fût possible de la constater, pourroit se faire assister d'un huissier ou autre officier ayant serment à justice, & , conjointement avec lui, en rédiger Procès-verbal, en faisant, par l'huissier ou autre officier, mention de sa résidence actuelle, de ses fonctions ordinaires, & de la juridiction à laquelle il auroit prêté serment, pour y avoir recours le cas échéant. C'est ce qui a été ordonné par les arrêts du conseil & lettres-patentes des 26 octobre & 5 décembre 1719, ci-dessus cités.

Après avoir ainsi tracé la marche que les commis des fermes doivent tenir pour opérer d'une manière régulière & conforme au vœu des réglemens, il reste à rendre compte des formalités qu'ils doivent observer après la clôture de leurs Procès-verbaux; formalités qui ne sont pas moins de rigueur que les premières, & dont l'omission opéreroit également la nullité de leurs actes.

Lorsqu'ils n'ont pas laissé à la partie saisie copie du Procès-verbal, au moment même de

sa rédaction, ils sont obligés de la lui délivrer le même jour. Telles sont les dispositions de l'ordonnance de 1680.

Cette énonciation, *dans le même jour*, ayant donné lieu à plusieurs difficultés, elles ont été levées par la déclaration de 1717, qui a ordonné que la copie des Procès-verbaux faits avant midi, seroit délivrée le même jour; & qu'elle le seroit le lendemain dans la matinée jusqu'à midi, à l'égard de ceux qui auroient été faits après midi: & c'est pour mettre à portée de reconnoître si la règle prescrite à cet égard a été suivie, que les commis sont tenus de faire mention dans leurs Procès-verbaux, s'ils sont dressés avant ou après midi.

La délivrance de la copie du Procès-verbal; dans l'hypothèse que l'on vient de poser, doit être constatée par un acte particulier, signé des commis & de la partie saisie, ou elle dûment sommée de le faire; si elle refuse, il est nécessaire d'en faire mention; & en cas d'empêchement de sa part à la rédaction de cet acte, ou de rebellion, les commis doivent suivre ce qui a été observé relativement aux Procès-verbaux.

Il y a cependant des circonstances où les commis ne sont pas tenus de délivrer copie de leurs Procès-verbaux; par exemple, lorsqu'on leur a fait rebellion, & que les injures & voies de fait sont assez graves pour mériter d'être poursuivies à l'extraordinaire, dans ce cas, la déclaration du premier septembre 1750 les dispense de remplir cette formalité.

L'ordonnance de 1680, la déclaration du 30 janvier 1717, celle du 4 octobre 1725, veulent

pue les Procès-verbaux soient affirmés en matière criminelle comme en matière civile.

Cette affirmation doit se faire dans la quinzaine au plus tard , à l'égard des élections composées de cent paroisses & au dessus ; & dans la huitaine pour les autres élections (Ordonnance de 1680 , titre 5 des exercices des commis , article 7.).

Il n'en est pas de même en matière des traites ; l'ordonnance de 1687 , titre 11 , article 8 , veut que les Procès-verbaux soient affirmés dans le jour.

Aux termes de ces deux ordonnances , l'affirmation doit être faite pardevant *un juge des droits du roi*. Mais la déclaration du 30 janvier 1717 , article 3 , permet *de la faire devant les juges des lieux , ou autres plus prochains juges , soit royaux ou seigneuriaux , sans néanmoins aucune attribution de juridiction , qui demeurera conservée aux juges auxquels elle appartient*.

Il faut nécessairement que l'officier qui reçoit cette affirmation , ait réellement caractère de juge dans une juridiction royale ou seigneuriale , encore ne peut-il la recevoir que dans l'étendue de sa juridiction ; raison pour laquelle le lieu où il la reçoit doit être énoncé dans l'acte qui la constate.

Il est encore à observer , qu'en permettant les affirmations pardevant *tous juges* , la déclaration de 1717 n'autorise pas à la faire devant ceux qui les suppléent , tels que les procureurs du roi , les procureurs d'office , les avocats , procureurs ou praticiens , qui , dans d'autres occasions , remplissent les fonctions de juges.

Les subdélégués ne peuvent recevoir que les

affirmations des Procès-verbaux qui sont dans le cas d'être suivis devant MM. les intendans , à moins toutefois qu'ils ne réunissent à la qualité de subdélégué , celle de juge d'une juridiction , auquel cas il doit en être fait mention dans l'acte.

Il n'est pas nécessaire qu'une affirmation soit écrite de la main même du juge ; il est même assez d'usage que les commis en dressent l'acte tout prêt , afin que l'officier qui la reçoit n'ait plus qu'à signer. Plusieurs juridictions de la province de Normandie avoient annullé des Procès-verbaux , sur le fondement que l'acte d'affirmation étoit écrit de la main des commis ; mais les lettres-patentes du 24 février 1733 ont ordonné que les affirmations seroient valables , de quelque main qu'elle fussent écrites.

Il n'est pas besoin de signifier ces affirmations ; c'est ce qui a été ordonné par un arrêt de la cour des aides du 3 juin 1681.

Par arrêt du conseil du 22 octobre 1718 , & lettres-patentes expédiées sur icelui , il est ordonné *que les Procès-verbaux faits par les commis du fermier , en présence & assistés d'un officier de l'élection , ou autre juge à qui il appartient de les faire , seront valables , sans qu'il soit besoin que lesdits Procès-verbaux soient ensuite affirmés par les commis.*

Il est bon d'observer à cet égard , que si le juge qui auroit assisté les commis , ne signoit pas leur Procès-verbal , ils ne pourroient se dispenser de l'affirmer ; l'affirmation ne peut être supplée que par l'attestation du juge , portant

que les faits se sont passés en sa présence, & sont conformes à la vérité.

Si un Procès-verbal étoit rendu par trois commis ou par un plus grand nombre, il ne feroit pas d'une nécessité absolue qu'il fût affirmé par tous; pourvu qu'il le soit par deux il est valable (Ordonnance de 1680, & arrêt du conseil du 6 janvier 1722.).

Différens réglemens avoient ordonné que les commis seroient tenus de remettre, dans l'instant de l'affirmation, un double signé d'eux, de leurs Procès-verbaux, au greffe de l'élection; mais cette formalité, sur-tout depuis la déclaration de 1717, n'est plus d'étroite obligation de la part des commis, & le défaut de s'y conformer n'emporte pas la nullité des Procès-verbaux. On peut voir à cet égard les arrêts de la cour des aides de Paris, des 10 & 31 janvier 1721, 18 juin 1740, 9 août 1741, 10 janvier, 6 & 13 mars 1742, & 22 avril 1749.

Lorsque les commis ont affirmé leurs Procès-verbaux, les contrevenans doivent être assignés dans les délais prescrits par l'ordonnance de 1680 (article 7 du titre 5 des exercices des commis), c'est-à-dire dans la huitaine du jour de l'affirmation. Quand, par exemple, le Procès-verbal a été affirmé le premier du mois, l'assignation doit être donnée le 8, & le 22, si l'affirmation est du 15.

L'ordonnance de Rouen diffère de celle de Paris, en ce qu'elle porte pour les assignations le même délai que pour les affirmations, c'est-à-dire, de huitaine ou quinzaine, suivant la consistance des élections.

Les délais pour comparoître sur cette assigna-

tion, sont à trois jours pour ceux domiciliés dans le lieu où le siège est établi; à huit jours pour ceux qui demeurent dans le ressort; & pour ceux dont le domicile est hors du ressort, également à huit jours, outre un jour pour dix lieues de distance.

Cette règle ne s'applique point à la partie des traites. L'ordonnance de 1687, ci-dessus citée, porte, article 7 du titre 11, *qu'il sera donné assignations aux marchands ou voituriers, par le Procès-verbal de saisie à comparoir dans le jour, si la saisie est faite au lieu où il y ait un juge des droits du roi; & que si la saisie est faite à la campagne, l'assignation sera donnée au jour suivant; enfin, qu'en cas que le juge soit éloigné de plus de dix lieues, le délai sera augmenté d'un jour pour dix lieues.*

Les assignations doivent être, comme les Procès-verbaux, sur papier du timbre de la généralité dans le ressort de laquelle est le chef-lieu de la direction d'où dépendent les commis.

Il faut aussi qu'elles soient contrôlées dans les trois jours de la date, quand les Procès-verbaux sont faits dans une ville ou autre lieu où il y a bureau de contrôle; & dans la huitaine, lorsqu'ils sont faits à la campagne, ou dans les lieux éloignés des bureaux.

La déclaration du roi du 29 mai 1685, & un arrêt du conseil du 26 mars 1720, ont autorisé les commis à donner assignation sans se servir du ministère des huissiers, pourvu que ce fût à la suite & par le même contexte de leurs Procès-verbaux; mais alors ces Procès-verbaux doivent être contrôlés; ce cas excepté, ils n'y

408 PROCLAMATION. PROCONSUL:

sont pas sujets. On a jugé que l'acte d'affirmation ayant le même effet que le contrôle, devoit y suppléer (Arrêt du conseil du 30 octobre 1708, & arrêt de la cour des aides de Rouen du 27 novembre 1509.).

Telles sont les formalités que les commis des fermes doivent observer pour la rédaction & la suite de leurs Procès-verbaux.

Il y en a encore d'autres, dans le détail desquelles il est inutile d'entrer, parce qu'elles ne sont que d'ordre & de style, & qu'elles n'influent pas aussi essentiellement sur la validité des Procès-verbaux. On s'est proposé de ne rapporter ici que celles qui, comme on la déjà dit, sont de rigueur, & dont l'omission peut opérer une nullité.

(Article de M. BUGNIATRE, avocat & directeur des aides.)

PROCLAMATION. Voyez PUBLICATION.

PROCONSUL. On a ainsi appelé celui qui, chez les Romains, gouvernoit une province avec l'autorité de consul.

Les Proconsuls, les préteurs & les propréteurs avoient des lieutenans sous eux dans leurs gouvernemens, quelquefois jusqu'à trois, selon l'étendue de chaque gouvernement; car, en décernant les provinces, le sénat marquoit l'étendue de chacune, régloit le nombre des troupes, assignoit des fonds pour leur paye & leur subsistance, nommoit les lieutenans que le gouverneur devoit avoir, & pourvoyoit à la dépense sur la route, ainsi qu'à leur équipage, qui consistoit en un certain nombre d'habits, de meu-

bles, de chevaux, mulets & tentes qu'on leur faisoit délivrer lorsqu'ils partoient pour leur gouvernement, & qu'on appeloit *viaticum*, afin qu'ils ne fussent point à charge aux provinces.

PRO CUPIENTE PROFITERI. C'est une clause en vertu de laquelle un ecclésiastique séculier peut être nommé à une bénéfice régulier, sous la condition expresse de faire profession dans l'ordre où la maison dont dépend le bénéfice.

Les abbayes étoient anciennement les seuls bénéfices réguliers; l'ordre demandoit qu'on ne les confiât qu'à des moines exercés dans la vie religieuse, & capables, par leur âge & par leur expérience, d'être les pères des autres. Tous les canons qui concernoient le choix des abbés contenoient à cet égard des dispositions expresses. Il devoit donc être interdit par toutes les règles ecclésiastiques de donner des bénéfices réguliers à des clercs séculiers, sous la condition de faire profession. Aussi le concile de Rome, tenu sous Nicolas II en 1059, veut que personne ne prenne l'habit religieux, ayant l'espérance ou la promesse d'être élu abbé. *Prohibemus ne ullus habitum monachi suscipiat, spem aut promissionem habens ut abbas fiat.* Boniface VIII, chapitres *cum ad nostram*, & *officii*, de *electione*, défend expressément d'élever aucun religieux à une prélature régulière, qu'il ne soit profès dans un ordre régulier. *Nullus religiosus ad praelaturam suam vel alterius religionis de cetero eligatur, nisi antea fuerit ordinem regularem expresse professus.* Et Clément V, dans le concile de Vienne, chap. *ne in agro*, §. *fancimus*, comprend dans cette

défense les prieurés conventuels & les offices claustraux.

L'usage étoit déjà changé à cet égard dans le temps du concile de Trente , puisque ce concile ordonne que les bénéfices réguliers ne soient donnés qu'à des réguliers , ou qu'à des clercs qui soient tenus de faire profession dans l'ordre dont dépendent les bénéfices. *Regularia beneficia in titulum regularibus professis provideri consueta religiosis tantum illius ordinis , vel iis qui habitum omnino suscipere & professionem emittere teneantur , & non aliis conferantur.* Sess. 14 , cap. 10. Suivant la discipline moderne de l'église de France , le pape peut conférer non seulement les cures régulières , les places monacales , les offices claustraux , mais les abbayes mêmes , à des ecclésiastiques séculiers qui ont dessein de faire profession.

Il paroîtroit que les ordinaires devroient avoir , comme le pape , le droit de conférer les bénéfices réguliers aux ecclésiastiques séculiers qui veulent se faire religieux ; il n'y a aucune loi qui le leur interdise. Fagnan rapporte une déclaration de la congrégation des cardinaux , qui les y autorise expressément , en exceptant néanmoins les bénéfices réguliers auxquels sont annexées quelque dignité ou quelque administration. Ce célèbre canoniste assure de plus , qu'ils sont en possession de conférer ainsi les bénéfices réguliers en Italie , en Espagne , dans les états du duc de Savoie ; cependant on n'admet en France les provisions des bénéfices réguliers avec la clause *Pro cupiente profiteri* , que lorsqu'elles sont émanées du pape.

La jurisprudence du parlement de Paris sur

ce point , est constatée par son arrêt du 7 février 1634. Celle du grand conseil n'est pas moins constante à cet égard. Antoine Pujol est admis au noviciat le 13 janvier 1682 dans l'ordre de Cluni ; il obtient le lendemain , du prieur , des provisions pour l'office claustral de carmerier du prieuré de Tours. Louis Saulier se fait pourvoir en cour de Rome le 19 février suivant , avec la clause *Pro cupiente profiteri*. L'affaire s'étant engagée au grand conseil entre les deux pourvus du bénéfice , il intervint arrêt , le 7 août 1683 , qui maintint le pourvu par le pape.

La même chose fut encore jugée au grand conseil par arrêt du 14 mars 1722. Par cet arrêt , un prêtre séculier pourvu en cour de Rome du prieuré-cure de Courberie , ordre de saint Augustin , diocèse du Mans , fut maintenu préférablement à un autre séculier que l'abbé y avoit nommé antérieurement avec la même clause , & qui non seulement avoit dessein de se faire religieux , mais même avoit commencé son noviciat dans la cure où on l'avoit envoyé , après lui avoir donné l'habit de l'ordre.

De tous les collateurs du royaume , il n'y a que les commandeurs de l'ordre de Malte qui puissent donner des bénéfices de leur ordre à des séculiers , à la charge d'y faire profession dans l'an ; mais ils ont obtenu sur ce sujet des bulles des papes , & ils jouissent de privilèges extraordinaires , qui ne leur sont point communs avec les autres religieux.

Le pape ne peut être obligé à donner des provisions avec la clause *Pro cupiente profiteri*. Ce sont des actes , non de justice , mais de pure grâce de sa part.

C'est une question de savoir de quel temps il faut dater l'année ou les six mois accordés par le pape à ceux qui sont pourvus de cette manière pour faire profession. Les auteurs ont été partagés sur ce sujet ; les uns ont prétendu qu'ils devoient se compter du jour de la provision , & les autres seulement du jour de la paisible possession. Gilbert ne décide rien sur ce sujet. Il y a , dit-il tome 2 de ses institutions , titre 234 , » sur cette matière des raisons pour » & contre , qui forment une diversité , non » seulement de sentimens , mais encore de jurisprudence , & qui obligent ceux qui se trouvent dans le cas , à se conformer aux usages reçus » dans les provinces «.

D'Héricourt , dans ses loix ecclésiastiques , chapitre de l'âge & des qualités requises pour posséder les bénéfices , n°. 25 , semble décider que l'année doit se compter du jour des provisions. » Quand on donne des provisions d'un bénéfice » régulier à un clerc séculier , à condition de » se faire religieux dans les six mois ; s'il manque » à exécuter la condition , le bénéfice devient » vacant & impétable dès que les six mois , » à compter du jour de la provision , sont expirés. Il y en a un arrêt du 11 mars 1647 , » rapporté dans la deuxième centurie de Soëfve «.

Lacombe , au contraire , décide dans son recueil de jurisprudence , *canon. verbo. Pro cupiente profiteri* , que l'année ne doit se compter que du jour de la paisible possession. C'est ainsi qu'il s'exprime sur ce sujet : » Un séculier pourvu en » cour de Rome d'un bénéfice régulier , *Pro cupiente profiteri* , doit faire profession dans l'année » de la paisible possession , à peine de nullité des

» provisions , suivant la signature , qui porte :
 » *Secus presens gratia sit ipso jure nulla.* Ainsi
 » jugé par arrêt du grand conseil du 7 août
 » 1741 «.

Ce dernier sentiment est celui que nous suivrons de préférence ; il n'est pas moins autorisé par les arrêts que le premier. Les bénéfices qui exigent un certain ordre dans celui qui en est pourvu , peuvent être comparés , par rapport à la question dont il s'agit ici , aux bénéfices réguliers qui exigent la profession religieuse. Cependant l'année accordée à un titulaire pour se faire promouvoir à l'ordre que demande son bénéfice , ne commence à courir que du jour de sa paisible possession ; il n'y a point là-dessus de difficulté. Pourquoi ne pourroit-on pas dire de même que l'année qui est accordée à un pourvu avec la clause *Pro cupiente profiteri* , ne commence à courir que du temps de sa paisible possession ?

Encore faut-il , pour que cette année doive se compter du moment de la paisible possession , qu'il n'ait pas été empêché d'exécuter la condition sous laquelle il a été pourvu du bénéfice , ou qu'il n'ait point obtenu un rescrit de prorogation de temps. Lacombe , dans l'endroit déjà cité , enseigne que le terme fatal ne courroit pas contre lui , » s'il y avoit quelque empêchement ou refus des religieux du monastère , qui » fût constaté «. Dupperai , dans une note qu'il fait sur le n°. 25 du chapitre de l'âge & des qualités requises pour posséder les bénéfices des loix ecclésiastiques , observe , » qu'il y a des » arrêts qui ont jugé , que quand il y a des empêchemens , le décret , quoiqu'irritant , n'a » point de lieu , comme si le *cupiens profiteri*

„ avoit fait des sommations aux religieux du
 „ monastère d'où dépend le bénéfice , ou s'il
 „ avoit eu un rescrit de prorogation de temps „.
 Et la note en réponse à l'observation de Dupperai ,
 convient de la vérité de ces maximes. „ On n'est
 „ point responsable , y est-il dit , de n'avoir point
 „ exécuté une condition , lorsque l'on a fait tout
 „ ce que l'on a pu pour l'exécuter , & qu'on
 „ en a été empêché par un tiers ; ou quand
 „ celui qui a mis la condition & qui avoit le
 „ pouvoir de proroger le temps pour l'exécu-
 „ tion , a lui même accordé un nouveau délai „.

Mais il ne suffit pas que le pourvu avec la
 clause *Pro cupiente profiteri* , ait approuvé un re-
 fus quelconque du premier supérieur auquel il
 s'est présenté , il faut qu'il ait fait toutes les di-
 ligences convenables pour être reçu , qu'il n'ait
 point tenu à lui qu'il ne l'ait été , & qu'il ait
 soin de faire constater le refus qu'on lui a fait
 de l'admettre. Quand le refus n'est point motivé
 ou fondé sur de justes raisons , on n'y a aucun
 égard , l'admission à la profession religieuse est ,
 dans ce cas , un acte de justice qui est dû à celui
 qui est pourvu du bénéfice , & qui ne doit pas
 dépendre du caprice d'un supérieur.

Quand nous disons que le temps accordé par
 le pape pour faire profession , ne doit se compter
 que du jour de la possession paisible , cela ne
 doit s'entendre que du cas où le pape n'auroit
 pas inséré cette clause expresse , que ce temps
 commencera à courir du jour des provisions. Si
 des provisions contenoient une pareille clause ,
 le temps accordé pour faire profession commen-
 cerait à courir du moment où elles ont été ex-
 pédées : des provisions de cette espèce sont une

pure grâce du pape , & celui qui accorde une grâce y met les conditions qu'il juge à propos.

(Article de M. l'abbé LAUBRY , avocat au parlement.)

PROCURATION. C'est un acte par lequel une personne donne à quelqu'un le pouvoir d'agir pour elle, comme elle pourroit faire elle-même.

On appelle *mandataire* ou *procureur constitué*, celui qui est chargé de la Procuration d'une personne.

L'engagement du mandataire ou procureur constitué se forme par l'acceptation ou par l'exécution qu'il fait de la Procuration.

Il y a différentes sortes de Procurations ; les unes sont générales, les autres spéciales : les premières s'appliquent à toutes les affaires du constituant, & cependant elles ne comprennent ordinairement que les actes d'administration : les autres n'ont d'effet que pour l'affaire qui y est exprimée (*).

(*) *Formule d'une Procuration générale & spéciale.*

Pardevant les notaires, &c. fut présent Louis, &c. lequel a fait & constitué son procureur général & spécial auquel il donne pouvoir de pour lui & en son nom régir & administrer tous ses biens & affaires, présents & à venir, & en recevoir les revenus, soit loyers, fermages, arrérages de rentes ou autrement, recevoir toutes les sommes mobilières qui lui sont & pourront être dues, de quelque nature que ce soit & puisse être, même recevoir les sommes qui seront ordonné être payées par sa majesté, soit pour pensions, gratifications, appointemens ou autrement ; comme aussi recevoir tous remboursemens qui pourroient être offerts ; rendre & remettre tous titres & pièces nécessaires ; compter avec les débiteurs,

Ainsi celui auquel on a donné une procuration générale, peut, 1°. bailler à ferme ou à loyer

fermiers & autres redevables dudit sieur constituant ; former débats & arrêter leurs comptes ; en recevoir les reliquats ; du reçu du tout donner quittances & décharges valables ; à refus de paiement faire toutes poursuites, contraintes & diligences nécessaires, tant par saisie-exécutoires de leurs meubles, que saisie réelle d'immeubles, donner main-levée, poursuivre jusqu'à fin desdites saisies.

Comme aussi ledit sieur constituant donne pouvoir audit sieur procureur d'affermir & renouveler les baux de ses biens à telles personnes, moyennant les prix, temps, charges, clauses & conditions qu'il avisera, faire passer titres nouveaux & reconnoissances des rentes appartenantes audit sieur constituant, & les passer de celles qu'il doit.

Recueillir toutes successions qui pourroient lui échoir purement & simplement, ou par bénéfice d'inventaire ; faire procéder à tous procès-verbaux d'apposition de scellé, inventaire & partage, convenir d'officiers, prendre communication du tout, &, si ledit procureur le juge à propos, renoncer à icelles successions, accepter les lots qui écherront audit sieur constituant, payer toute ou la recevoir, accepter toutes donations & legs qui pourront être faits audit sieur constituant.

Poursuivre toutes les instances qu'il a ou aura ci-après, tant en demandant que défendant, en tels tribunaux, contre telles personnes, & pour quelques causes que ce soit & puisse être, & ce jusqu'à sentence & arrêt définitifs ; les mettre à exécution, transiger, traiter & composer des droits dudit sieur constituant, pour tels prix, charges, clauses & conditions que ledit sieur procureur jugera à propos.

Faire tous payemens pour ledit sieur constituant ; requérir & faire toutes subrogations & déclarations requises & nécessaires avec ou sans garantie ; retirer les pièces justificatives des sommes qui seront payées.

Emprunter de telles personnes qu'il avisera, par billets, promesses, obligations, constitutions & autrement, jusqu'à la somme de même vendre, céder & transporter aussi à telles personnes, moyennant les prix, les

les biens du constituant ou les faire valoir par ses mains : mais les baux ne doivent point excéder le temps ordinaire, qui est au plus de neuf ans ;

charges, clauses & conditions qu'il avisera, une maison sise à . . . appartenant audit sieur constituant ; recevoir le prix de ladite vente, ou en accorder termes & délais, & à la garantie des sommes qui pourront être empruntées, & de ladite vente ; obliger ledit sieur constituant & tous ses biens présents & à venir ; & sur le tout plaider, &c. opposer, &c. appeler, &c. élire domicile, substituer un ou plusieurs procureurs, en tout ou partie du présent pouvoir ; les révoquer, en constituer d'autres. Ces présentes demeurant toujours valables jusqu'à révocation d'icelles, nonobstant surannation ; & à l'effet de tout ce que dessus, passer tous contrats & autres actes qu'il appartiendra ; promettant ledit constituant d'avoir le tout pour agréable, & le ratifier quand il en sera requis ; obligeant. Fait & passé, &c.

Formule d'une Procuration spéciale pour faire un emprunt.

Pardevant les notaires, &c. furent présents Nicolas . . . & Marie . . . sa femme, de lui autorisée à l'effet qui suit, demeurans . . . lesquels ont fait & constitué leur procureur . . . auquel ils donnent pouvoir de pour eux & en leurs noms, emprunter d'une ou plusieurs personnes jusqu'à la somme de huit mille livres, par obligation ou constitution, pour employer . . . en cas de constitution, garantir, tant en principal qu'arrérages, la rente qui sera constituée ; & en cas d'obligation, promettre de payer dans le temps convenu ; & dans les deux cas, obliger solidairement lesdits constituans, sous les renonciations requises, & tous leurs biens, meubles & immeubles, présents & à venir ; & spécialement une maison sise à Paris . . . à eux appartenante ; élire domicile, passer à ce sujet les obligations ou constitutions qu'il avisera ; & faire pour les payemens des arrérages de la rente qui pourra être constituée, toutes délégations sur les loyers de ladite maison, & généralement, &c.

ceux qui seroient faits pour un temps plus long
 tiendroient de l'aliénation, & excéderaient par con-
 séquent les bornes d'une administration.

2°. Par une Procuration générale, le procureur
 constitué est autorisé à traiter avec des ouvriers
 pour les réparations qui sont à faire aux biens du
 constituant.

3°. Il est pareillement autorisé à acheter les
 choses nécessaires pour l'exploitation des biens du
 constituant qu'il fait valoir par ses mains.

4°. Il peut recevoir les deniers qui peuvent
 être dus au constituant, & en donner des quittances
 valables aux débiteurs ; & si ceux-ci étoient
 en demeure ou refusoient de payer, il pourroit
 les contraindre au payement, sous le nom du
 constituant, en vertu des titres exécutoires qui
 seroient entre ses mains.

5°. Il peut aussi, sous le nom du constituant,
 former des demandes en justice pour faire con-
 damner des débiteurs contre lesquels il n'y a point
 de titre exécutoire : il est de même autorisé à
 intenter, sous le nom du constituant, toute action
 possessoire pour s'opposer au trouble apporté à la
 possession du constituant : il peut pareillement
 s'opposer à un décret pour la conservation des
 droits du constituant, & former des demandes
 pour faire passer titre nouvel.

Toutes ces actions étant des choses qui appar-
 tiennent à l'administration des biens, la procu-
 ration générale donne le pouvoir de les former
 & de les poursuivre, sans que le constituant
 puisse être admis à défavouer les procureurs &
 les huissiers que son procureur constitué en a
 chargés.

Mais s'il s'agissoit d'une demande qui ne peut

point être considérée comme faisant partie des affaires courantes & ordinaires du constituant, le procureur constitué devroit, pour la former, prendre un pouvoir spécial.

Il faut d'ailleurs observer que quelque étendue que soit une Procuration générale, elle ne peut point s'appliquer aux actions criminelles qu'on intente par la voie de plainte. L'article 4 du titre 3 de l'ordonnance du mois d'août 1670, veut que tous les feuillets d'une plainte soient signés par le plaignant ou par son procureur fondé de Procuration spéciale.

6°. Tout ainsi qu'un procureur constitué peut, en vertu d'une Procuration générale, former des demandes judiciaires sous le nom du constituant, il est pareillement autorisé à proposer des défenses contre les actions mal fondées qui tendent à faire condamner le constituant à quelque paiement, &c. & il peut acquiescer aux demandes contre lesquelles il n'a rien de solide à opposer.

7°. En vertu d'une procuration générale, le procureur constitué peut employer les deniers de son administration à payer les créanciers du constituant.

8°. Comme une Procuration générale ne donne au procureur constitué que l'administration, & non la disposition des biens du constituant, il faut en conclure que le pouvoir que renferme une telle Procuration, se borne aux aliénations qu'exige l'administration, & ne s'étend pas aux autres.

9°. Le procureur constitué peut hypothéquer pardevant notaires les biens du constituant, aux obligations dépendantes de son administration, telles que sont celles qu'il contracte envers des

ouvriers, pour réparer une maison, pour faire valoir une métairie, &c.

Il peut même, en pareil cas, donner en nantissement les effets qui peuvent être entre ses mains, sur-tout si le constituant étoit dans l'usage d'emprunter sous gages.

Mais si le procureur constitué empruntoit, en vertu de sa Procuration générale, une somme considérable qui excédât les bornes de son administration ou dont l'emploi ne seroit pas justifié, il iroit au delà de son pouvoir, & il n'obligeroit ni la personne ni les biens du constituant.

10°. Une Procuration générale autorise le procureur constitué à accepter les donations qui sont faites au constituant. L'article 5 de l'ordonnance des donations du mois de février 1731 porte, *que les donations entre vifs ne pourront engager le donataire, ni produire aucun autre effet que du jour quelles auront été acceptées par le donataire ou par son procureur général ou spécial.*

La Procuration générale autorise pareillement le procureur constitué à recevoir la délivrance des legs, soit particuliers, soit universels, qu'on a faits au constituant.

Mais il en seroit autrement d'une succession qui viendront à échoir au constituant : le procureur constitué ne pourroit pas l'accepter en vertu de sa Procuration générale.

La raison de différence est sensible : l'acceptation d'une donation ou d'un legs même universel ne peut jamais nuire au donataire ni au légataire. Car quoiqu'un donataire ou légataire universel soit tenu des dettes, ce n'est que jusqu'à concurrence de ce qui lui a été donné ou légué : ainsi il peut toujours se faire décharger des dettes en

abandonnant la donation ou le legs : mais il en est autrement de l'acceptation d'une succession ; celui qui se rend héritier contracte l'obligation de payer toutes les dettes du défunt , quand même elles excéderaient la valeur de la succession. On doit donc présumer que le constituant n'a point entendu , en donnant une Procuration générale , que le procureur constitué pourroit lui faire contracter des obligations indéfinies , telles que celles qui résultent de l'acceptation d'une succession. Ainsi , dans le cas où le procureur constitué auroit fait acte d'héritier au nom du constituant , celui-ci seroit fondé à le défavouer , & pourroit renoncer à la succession , en rendant compte des choses dont son procureur constitué se seroit mis en possession.

Il faudroit décider différemment , si le procureur constitué se fût mis en possession des biens de la succession au vu & au su du constituant : celui-ci seroit alors censé avoir fait acte d'héritier lui-même , & avoir donné à son procureur un pouvoir spécial tacite d'agir conséquemment à cette qualité d'héritier.

11°. Une Procuration générale , quelque étendue qu'elle soit , ne peut point autoriser le procureur constitué à disposer par donation d'aucune des choses dont on lui a confié l'administration. Il est évident qu'il n'y a que le propriétaire d'une chose qui soit en droit de la donner.

Il suit de là , qu'un procureur constitué ne peut pas , sans un pouvoir spécial , faire une remise gratuite des droits qui appartiennent au constituant , parce qu'une telle remise est une véritable donation.

Cette règle reçoit néanmoins quelques excep-

tions ; il y a des remises qu'on peut regarder comme dépendantes de l'administration de celui qui a une Procuration générale. Telles sont les remises que des créanciers font à leur débiteur par un contrat d'attermoïement , pour ne pas perdre la totalité de leurs créances : telle est aussi la remise que le procureur constitué fait d'une partie des droits seigneuriaux à une personne qui est sur le point d'acquérir des héritages dans la mouvance d'une seigneurie dont il a l'administration. Ces sortes de remises étant faites pour l'intérêt du constituant , elles n'excèdent point les bornes de l'administration.

Le constituant est engagé envers le procureur constitué aussi-tôt que celui-ci a accepté la commission ou qu'il a commencé à l'exécuter ; & le premier est obligé d'approuver & de ratifier tout ce que le second a fait en vertu de la Procuration qui lui a été donnée.

Relativement aux droits auxquels les Procurations sont assujetties par les réglemens , on distingue celles qui sont données en matière ecclésiastique pour raison des bénéfices , de celles qui sont données en matière laïque.

Les Procurations données en matière ecclésiastique pour prendre possession de bénéfices ou dignités , ou pour s'en démettre ; celles qui portent résignation ou rétrocession , ou qui sont conçues en des termes qui peuvent dispenser les résignataires de passer d'autres actes pardevant notaires , pour parvenir à l'obtention des provisions , sont comprises dans la première section de l'article premier du tarif du 29 septembre 1722 , & le droit de contrôle en est fixé à cinq livres en principal.

Les Procurations données pour compromettre, requérir, résigner, céder ou rétrocéder un bénéfice; celles qui ont pour objet de notifier les noms, titres & qualités des gradués, ou de consentir création ou extinction de pension, ensemble les révocations de ces Procurations, sont comprises dans la troisième section du même article premier, qui en fixe le droit de contrôle à vingt sous.

Ces dispositions ont été confirmées par les articles 4 & 6 de l'arrêt du conseil du 30 août 1740.

On vient de voir que le droit de la Procuration qui porte résignation, diffère de celui de la Procuration donnée pour résigner. La raison en est, que la première remet directement le bénéfice entre les mains du collateur, 2. que la seconde doit nécessairement être suivie d'un acte de résignation de la part du procureur fondé.

Par une déclaration du 14 février 1737, enregistrée au parlement le 13 mars suivant, le roi a réglé la forme dans laquelle les Procurations pour résigner des bénéfices doivent être faites (*).

(*) *Voici cette loi :*

Louis, &c. Salut. La multiplication des fraudes & des abus qui s'étoient glissés dans les résignations en faveur, depuis que l'usage en avoit été introduit dans notre royaume, obligea le roi Henri II à y apporter les remèdes convenables par son édit du mois de juin 1560. Ce fut dans cette vûe qu'il ordonna, entre autres choses, que les Procurations pour résigner les bénéfices ne pourroient être requës par un notaire seul, & sans la présence de deux

L'article 74 du tatif du 29 septembre 1722 règle le droit de contrôle qui doit être perçu

témoins connus & domiciliés , qui ne fussent ni domestiques ni parens ou alliés jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement , soit du résignant ou du résignataire. Le feu roi , notre très - honoré seigneur & bisaïeul , a renouvelé & même étendu les dispositions d'une loi si nécessaire , par sa déclaration du mois d'octobre 1646 , & par son édit du mois de décembre 1691 ; mais il manquoit encore quelque chose à la perfection de ces loix , puisqu'en prescrivant des règles pour les Procurations qui sont reçues par un notaire avec des témoins , elles n'avoient rien déterminé par rapport aux Procurations qui sont passées pardevant deux notaires , où il n'est pas d'usage d'appeler deux témoins ; & ayant résolu de suppléer à cette omission , nous avons considéré que les résignations se faisant le plus souvent dans la pensée de la mort , & étant exposées aux mêmes surprises que les dispositions de dernière volonté , on ne pouvoit y pourvoir d'une manière plus sûre qu'en rendant la forme des Procurations pour résigner des bénéfices , presque semblable à celle que nous avons autorisée par notre ordonnance du mois d'août 1735 , pour les actes à cause de mort qui sont reçus par des notaires ; nous obligerons par-là ceux qui recevront les Procurations pour résigner , à y apporter la même attention , pour connoître l'état du résignant & lui faire expliquer sa volonté en leur présence , que lorsqu'il s'agit de s'assurer de l'état d'un testateur , & de lui entendre prononcer ses dispositions. Et comme il arrive souvent que les démissions pures & simples sont une espèce de résignation secrète en faveur de celui qui en est l'objet , & que les permutations de bénéfices , qui renferment toujours une résignation réciproque , sont aussi susceptibles de différens genres de fraudes qu'il est important d'empêcher , nous avons jugé à propos d'assujettir les unes & les autres à l'observation des règles que nous établissons par notre présente déclaration. A ces causes , &c.

ARTICLE I. Les Procurations pour résigner des bénéfices ne pourront être faites que par des actes passés en présence de deux notaires , ou en présence d'un notaire avec

pour les Procurations simples données en matière laïque. Voyez ce que l'on a dit sur ce sujet à l'article CONTRÔLE.

deux témoins au moins de la qualité qui sera ci-après marquée, & il sera fait mention dans lesdits actes, de l'état de santé ou de maladie dans lequel sera le résignant, le tout à peine de nullité.

2. Lesdits notaires, ou l'un d'eux, écriront l'acte de Procuration, suivant la déclaration que le résignant leur fera de ses intentions, & lui en feront ensuite la lecture, de laquelle il sera fait une mention expresse; après quoi l'acte sera signé, tant par le résignant que par les deux notaires, ou par le notaire & les témoins; & en cas que le résignant déclare qu'il ne peut signer, il en sera fait aussi mention; le tout à peine de nullité.

3. Ne pourront être pris pour assister auxdits actes que des témoins connus & domiciliés, qui seront âgés au moins de vingt ans accomplis, & qui ne soient ni parens ni alliés du résignant ou du résignataire, jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement, ni serviteurs ou domestiques de l'un ou de l'autre. Voulons en outre, conformément aux articles 40, 41, 42 & 44 de notre ordonnance concernant les testamens, qu'il ne puisse être admis dans lesdits actes que des témoins qui sachent & puissent signer, & qui soient mâles, régnicoles, & capables d'effets civils, sans que les réguliers, novices ou profès de quelque ordre que ce soit, ni les clercs, serviteurs ou domestiques du notaire qui recevra la Procuration, puissent être pris pour témoins; le tout à peine de nullité.

4. Voulons, conformément à l'article 48 de notredite ordonnance, que ceux desdits notaires ou témoins qui auront signé lesdites Procurations sans avoir vu le résignant & l'avoir entendu prononcer & expliquer ses intentions, soient poursuivis extraordinairement à la requête de nos procureurs, comme pour crime de faux.

5. Il restera minute desdites Procurations, à peine de nullité.

6. La disposition des quatre articles précédens aura lieu pareillement pour les Procurations & actes qui se font à

On appelle *Procuracion ad resignandum*, un

l'effet de permuter des bénéfices, & pour les actes de démissions pures & simples.

7. N'entendons au surplus rien innover par ces présentes, sur les règles, conditions & formalités établies par ledit édit de 1550, & autres ordonnances, édits & déclarations postérieures; toutes lesquelles loix continueront d'être exécutées selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement, &c.

Formule d'une Procuracion conformément à la déclaration qu'on vient de rapporter.

Pardevant les conseillers du roi, notaires au châtelet de Paris, soussigné, fut présent messire Joseph-François R., prêtre . . . demurant . . . ledit sieur R. étant en santé, allant & vaquant à ses affaires, suivant qu'il est apparu auxdits notaires, s'étant rendu en l'étude de l'un d'eux, où son confrère est venu, y ayant été mandé à l'effet des présentes; lequel sieur R. a déclaré que son intention est de se démettre de la chapelle de érigée en l'église de dans la ville de (ou cure, ou prieuré, ou conventualité, qu'il faut désigner) dont il est pourvu; en conséquence, ledit sieur R. a fait & constitué pour ses procureurs généraux & spéciaux M. & N., auxquels il donne pouvoir de pour lui & en son nom résigner & remettre ès mains de notre saint père le pape, monseigneur son vice-chancelier, ou autres ayant à ce pouvoir, ladite chapelle de . . . en faveur du sieur Etienne L., clerc tonsuré du diocèse de . . . & non d'autre; consentant que toutes provisions lui en soient expédiées, scellées & délivrées, jurant & affirmant ledit sieur R., qu'en ces présentes n'est intervenu ni interviendra aucune simonie ni autre convention illicite & contraire aux dispositions canoniques; promettant, &c. obligeant, &c. Fait & passé à Paris en l'étude dudit . . . notaire, le . . . mil sept cent . . .

Sur les . . . heures du matin ou de relevée, & a signé après que ces présentes ont été lues audit sieur R. par l'un desdits notaires, l'autre présent, ainsi qu'il est dit en ladite minute desdites présentes, qui ont été signées dudit R., & demeurées audit . . . notaire.

acte par lequel le titulaire d'un office donne pouvoir de le résigner ou remettre entre les mains du roi, de M. le chancelier ou autre collateur, pour en disposer. Voyez les articles OFFICE & CONTRÔLE.

On appelle *droit de Procuration*, un droit dont les évêques & les archidiacres ont la jouissance, & qui consiste à se faire loger, nourrir & défrayer eux & ceux de leur suite pendant tout le cours de leurs visites, lorsqu'ils en font en personne.

Fevret rapporte l'origine du droit de Procuration, à ce que, dans les premiers temps du christianisme, les évêques employoient les revenus ecclésiastiques à faire des charités si nombreuses, que souvent il ne leur restoit plus de quoi vivre. Ainsi il étoit juste qu'on les défrayât lorsqu'ils visitoient leurs diocèses, puisqu'autrement ils n'eussent pas pu les visiter.

Quoique le motif qui a fait établir le droit de Procuration ne subsiste plus, ce droit ne laisse pas d'être dû par toutes les églises visitées, même par les cures à portion congrue, ainsi que l'a jugé un arrêt du parlement de Paris du 30 août 1678, rapporté dans les nouveaux mémoires du clergé.

Observez néanmoins que cette décision ne s'applique point aux cures des exempts. L'article 3 de l'édit de décembre 1606, l'a ainsi réglé.

Les maîtres d'école & les autres laïcs sujets à la visite des évêques ou archidiacres, sont pareillement exempts du droit de Procuration.

Il y a dans la bibliothèque de Bouchel un arrêt de règlement rendu pour le diocèse de Meaux en 1567, qui a jugé que le droit de

428 P R O C U R E U R , &c.

Procuracion se payeroit en argent ou en vivre, au choix du bénéficié.

D'autres arrêts ont défendu de percevoir ce droit en argent.

Au surplus, c'est la possession & l'usage qui règlent la qualité & la quotité du droit de Procuracion.

L'article 6 de l'ordonnance d'Orléans veut que le droit de Procuracion se prenne si modérément, que personne n'ait sujet de s'en plaindre.

Les conciles tenus à Toulouse & à Londres en 843 & 1342, ont réglé que quand l'évêque visiteroit plusieurs églises en un même jour, il ne feroit dû qu'un seul droit de Procuracion.

Et un capitulaire de Charles le Chauve de l'an 844, a décidé que les églises seroient exemptes de ce droit pour une seconde visite dans la même année.

C'est devant les juges séculiers qu'il faut se pourvoir relativement aux contestations que peut occasionner le payement du droit de Procuracion. Le juge d'église ne pourroit pas, sans abus, connoître de ces contestations.

PROCUREUR. C'est celui qui a pouvoir d'agir pour autrui, qui est fondé de la Procuracion d'un autre pour faire quelque chose pour lui. *Voyez sur cette espèce de Procureur les articles MANDAT & PROCURATION.*

PROCUREUR AD LITES ou **PROCUREUR POSTULANT**, ou simplement **PROCUREUR.** C'est un officier établi pour agir en justice au nom de ceux qui plaident dans quelque juridiction.

L'établissement des Procureurs est fort ancien.

Il y en avoit pour le châtelet, en particulier, dès l'an 1327, comme le prouvent des lettres de Philippe VI du mois de février de cette année, qui défendent à tout particulier d'être en même temps avocat & Procureur.

Il y avoit aussi des Procureurs au parlement en 1341. On voit que cette année ils instituèrent entre eux une confrérie de dévotion, au sujet de laquelle ils firent un traité avec le curé de Sainte-Croix.

Dans l'origine, le nombre des Procureurs de chaque siège n'étoit pas limité parmi nous; le juge en recevoit autant qu'il jugeoit à propos. On se plaignit au châtelet que le nombre des Procureurs étoit excessif; c'est pourquoi Charles V, par des lettres du 16 juillet 1378, ordonna que le nombre de ces officiers seroit réduit à quarante; mais Charles VI, par des lettres du 19 novembre 1393, ordonna que le nombre des Procureurs du châtelet ne seroit plus fixé à quarante, & que tous ceux qui voudroient exercer cet emploi, pourroient le faire, pourvu que trois ou quatre avocats notables de cette cour certifiassent au prévôt de Paris qu'ils en étoient capables.

Le nombre des Procureurs au parlement s'étoit aussi multiplié à tel point, que Charles VI, par des lettres du 13 novembre 1403, donna pouvoir aux présidens du parlement de choisir un certain nombre de conseillers de la cour avec lesquels ils diminueroient celui des Procureurs; il leur ordonna de retrancher tous ceux qui n'auroient pas les qualités & capacités requises; mais il ne fixa point le nombre de ceux qui devoient être conservés.

Louis XII, en 1498, ordonna pareillement

que le nombre des Procureurs au parlement seroit réduit par la cour , & que les autres juges feroient la même chose chacun dans leur siège.

Mais ces projets de réduction , renouvelés encore sous François premier & sous François II , ne furent point exécutés ; le nombre des Procureurs augmentoit toujours , soit parce que les juges en recevoient encore malgré les défenses , soit parce qu'une infinité de gens sans caractère se mêloient de faire la profession de Procureur.

Il arriva néanmoins un grand changement à leur égard. Henri II avoit , par des lettres du 8 août 1552 , permis aux avocats d'Angers d'exercer l'une & l'autre fonction d'avocat & de Procureur , comme ils étoient déjà en possession de le faire : cet usage étoit particulier à ce siège ; mais l'ordonnance d'Orléans étendit cette permission à tous les autres sièges ; elle ordonna même qu'en toutes matières personnelles qui se traiteroient devant les juges des lieux , les parties comparoîtroient en personnes , pour être ouïes sans assistance d'avocat ou de Procureur.

Dans la suite, Charles IX considérant que la plupart de ceux qui exerçoient alors la fonction de Procureur dans les cours & autres sièges , étoient des personnes sans caractère , reçues au préjudice des défenses qui avoient été faites , ou qui avoient surpris de Henri II des lettres pour être reçus en l'état de Procureur , quoiqu'ils n'eussent point les qualités requises , il révoqua , par un édit du mois d'août 1561 , & annula toutes les réceptions faites depuis 1559 : il défendit à toutes ses cours & autres juges de recevoir personne au serment de Procureur , & ordonna qu'advenant le décès des Procureurs anciennement reçus ,

leurs états demeureroient supprimés, & que dès-lors les avocats de ses cours & autres juridictions royales exerceroient l'état d'avocat & de Procureur ensemble, sans qu'à l'avenir il fût besoin d'avoir un Procureur à part.

Il seroit à désirer que l'édit de Charles IX, dont on vient de parler, n'eût point été révoqué; car ce seroit un grand avantage pour les peuples, que l'instruction de la procédure fût confiée aux avocats. On sait que le succès d'une affaire dépend souvent de la manière dont on la commence; il seroit donc à propos que la contestation fût dirigée dans l'origine par un avocat plutôt que par un Procureur, qui, par état, n'est point obligé à l'étude du droit. D'ailleurs l'avocat, en instruisant la procédure, connoîtroit mieux la cause qu'il doit plaider; le particulier n'auroit affaire qu'à une personne, & ce qui est bien plus important encore, l'avocat, qui a nécessairement l'honneur & l'estime publique en vue dans son travail, n'useroit presque jamais de ces chicanes ou subtilités qui composent toute la science de la plupart des Procureurs, & par le moyen desquelles ils savent si bien, pour leur profit & à la ruine de leurs parties, multiplier les actes & éterniser les procès.

Aujourd'hui les Procureurs sont établis partout en titre d'office, excepté dans les juridictions consulaires, où il n'y a que de simples praticiens, qu'on appelle postulans, parce qu'ils sont admis à postuler pour les parties; encore ne sont-elles pas obligées de se servir de leur ministère.

Pour être reçu Procureur, il faut être laïc; ce qui est conforme à une ancienne ordonnance

donnée au parlement de la Toussaints en 1287 ; qui restreignit aux seuls laïcs le droit de faire la fonction de Procureur.

Tout aspirant à l'état de Procureur doit être âgé de vingt-cinq ans , à moins qu'il n'ait des lettres de dispense d'âge. Il ne doit d'ailleurs être reçu qu'après information de ses vie & mœurs , & après avoir été examiné par le juge sur sa capacité.

Le serment que les Procureurs prêtent à leur réception , & qu'ils renouvellent tous les ans à la rentrée , est de garder les ordonnances , arrêts & réglemens. Leur habillement pour le palais est la robe à grandes manches & le rabat.

Aux sièges des maîtres particuliers , élections , greniers à sel , traites foraines , conservations des privilèges des foires : aux justices des hôtels & maisons de ville & autres juridictions inférieures , & dans toutes les justices seigneuriales , les parties ne sont point obligées de se servir du ministère des Procureurs , quoiqu'il y en ait d'établis dans plusieurs de ces juridictions : les parties sont ouïes en l'audience vingt-quatre heures après l'échéance de l'assignation , & jugées sur le champ ; mais comme la plupart des parties ont besoin de conseil pour se défendre , elles ont ordinairement recours à un Procureur , lors même qu'elles ne sont pas obligées de le faire.

Dans tous les autres tribunaux , le demandeur doit coter un Procureur dans son exploit , & le défendeur qui ne veut pas faire défaut , doit aussi en constituer un de sa part.

Les Procureurs doivent avoir un registre pour enregistrer les causes , & faire mention par qui ils en sont chargés.

Ils sont aussi obligés d'avoir des registres séparés en bonnes formes , pour y écrire toutes les sommes qu'ils reçoivent de leurs parties ou par leur ordre , & les représenter & affirmer véritables toutes les fois qu'ils en sont requis , à peine contre ceux qui n'ont point de registres ou qui refusent de les représenter & affirmer véritables , d'être déclarés non recevables en leurs demandes & prétentions de leurs frais , salaires & vacations.

Le ministère des Procureurs consiste à postuler pour les parties , c'est - à - dire , à occuper pour elles ; en conséquence , ils se constituent pour leur partie par un acte qu'on appelle acte d'occuper ; ils se présentent au greffe pour leur partie ; ils fournissent pour elle des exceptions , fins de non recevoir , défenses , répliques & requêtes ; ils donnent copie des pièces nécessaires , font les sommations pour plaider , font signifier les qualités , lèvent les jugemens , les font signifier ; & en général ce sont eux qui font entre eux les significations qu'on appelle expéditions de palais , ou de Procureur à Procureur.

A l'audience , le Procureur assiste l'avocat qui plaide la cause de sa partie.

L'usage a aussi introduit que les Procureurs peuvent plaider sur les demandes où il s'agit plus de fait & de procédure que de droit.

Dans les instances & procès , ce sont eux qui mettent au greffe les productions , qui font les productions nouvelles & autres écritures de leur ministère.

Les Procureurs ne sont garans de la validité de leur procédure , que dans les décrets seulement , & cette garantie ne dure que dix ans.

Dans les autres matières , s'ils excèdent leur pouvoir , ils sont sujets au désaveu.

Ainsi, quoique le Procureur chargé d'un exploit puisse faire , au nom de la partie pour laquelle il occupe , toutes les procédures qui conviennent à la demande formée par cet exploit , il ne doit pas , sans un pouvoir particulier , former de nouvelles demandes , ni augmenter , ni diminuer celle qui est portée par le même exploit ; autrement il pourroit être désavoué.

Il en seroit de même si , sans un pouvoir spécial , il intervenoit dans une affaire ; s'il prenoit le fait & cause de quelqu'un , s'il faisoit des offres , s'il donnoit un consentement préjudiciable à la partie , s'il s'inscrivoit en faux , s'il passoit un compromis , s'il interjetoit un appel , s'il prenoit des lettres de rescision contre un acte , &c.

Lorsqu'un Procureur fait quelque procédure contraire aux ordonnances & réglemens , on la déclare nulle , sans aucune répétition contre la partie.

Un Procureur est obligé d'occuper pour sa partie jusqu'à ce qu'il soit révoqué. Cette révocation peut avoir lieu toutes les fois qu'une partie le juge à propos. Mais la partie qui révoque son Procureur doit non seulement en constituer un autre , il faut encore qu'elle notifie la révocation de l'ancien & la constitution du nouveau aux parties adverses , sinon tout ce que ces dernières signifieroient au Procureur révoqué seroit valable.

Quand une partie vient à décéder , le pouvoir de son Procureur est fini ; il lui faut un nouveau pouvoir des héritiers , pour reprendre & occuper pour eux.

Lorsque c'est le Procureur qui décède pendant le cours de la contestation , on assigne la partie en constitution de nouveau Procureur.

Les Procureurs ont hypothèque du jour de la procuration.

Lorsque leur partie obtient une condamnation de dépens qu'ils ont avancés , ils peuvent en demander la distraction , & , dans ce cas , les dépens ont la même hypothèque que le titre.

Suivant la jurisprudence du parlement de Paris , il est défendu aux Procureurs de retenir les titres & pièces des parties , sous prétexte de défaut de paiement de leurs frais & salaires ; mais on ne peut les obliger de rendre les procédures , qu'ils ne soient entièrement payés.

La déclaration du 11 décembre 1597 porte , que les Procureurs , leurs veuves & héritiers ne pourront être poursuivis ni recherchés directement ni indirectement pour la restitution des sacs & pièces dont ils se trouveront chargés cinq ans avant l'action intentée contre eux , lesquels cinq ans passés , l'action demeurera nulle , éteinte , & prescrite ; l'arrêt d'enregistrement du 15 mars 1603 , porte , qu'ils seront pareillement déchargés , au bout de dix ans , des procès indécis & non jugés , de ceux qui sont jugés au bout de cinq ans , & que leurs veuves ou autres ayant droit d'eux seront déchargés au bout de cinq ans , après le décès des Procureurs , des procès , tant jugés qu'indécis.

Les procédures qui sont dans l'étude d'un Procureur forment ce qu'on appelle sa pratique ; c'est un effet mobilier que les Procureurs , leurs veuves & héritiers peuvent vendre avec l'office , ou séparément.

Les Procureurs ne peuvent être cautions pour leurs parties ; ils ne peuvent prendre le bail judiciaire , ni se rendre adjudicataire des biens dont ils poursuivent le décret , à moins qu'ils ne soient créanciers de leur chef , & poursuivans en leur nom , suivant le règlement du parlement du 22 juillet 1690.

Quand un Procureur se trouve en même temps chargé de défendre les intérêts du mari & de la femme , il ne doit pas faire une double procédure , ni agir pour chacun d'eux séparément. Le parlement de Paris l'a ainsi jugé par arrêt du 23 octobre 1714.

Suivant l'édit des criées de 1551 , les enchères des biens dont on poursuit l'adjudication en justice , ne peuvent se faire que par le ministère des Procureurs. *Voyez ce que nous avons dit sur cet objet à l'article ENCHÈRE.*

On a prétendu que les Procureurs étoient incapables de recevoir des donations universelles de la part de leurs cliens durant le cours d'un procès ; mais il y a des exemples que de telles libéralités ont été confirmées : ainsi la validité des legs ou donations de cette espèce dépend des circonstances qui peuvent écarter les soupçons de suggestion.

Il y a à ce sujet un arrêt fameux du 22 juin 1700 , qui confirma un legs universel valant plus de cinquante mille écus , que la dame Buat avoit fait par un testament olographe , trois ans avant sa mort , à M^e François Pilon , son Procureur au châtelet. Après la prononciation de l'arrêt , M. le premier président de Harlay dit , que la cour avertissoit le barreau , qu'en confirmant la disposition faite au profit de Pilon , elle n'enten-

doit point autoriser les donations faites au profit de personnes qui ont l'administration des affaires d'autrui ; que la décision de ces causes dépendoit des circonstances du fait ; que ce qui avoit déterminé la cour, dans l'espèce particulière, à confirmer le legs , étoit la probité & le désintéressement de François Pilon, reconnus dans le public.

Quelques auteurs ont prétendu que la profession des Procureurs dérogeoit à la noblesse : mais cette opinion n'est tout au plus fondée qu'à l'égard des Procureurs des sièges inférieurs : quant aux Procureurs des cours souveraines, nos meilleurs auteurs sont d'avis qu'ils ne dérogent pas. C'est ainsi que l'ont pensé Balde , Budée , Tiraqueau, Pichou, Guypape , la Rocheffavin , Zypœus , Christin , Deghewiet , &c.

Il y a même une déclaration du 6 septembre 1500, obtenue par les Procureurs de la chambre des comptes de Paris , qui porte qu'ils ne dérogent point à la noblesse.

C'est aussi ce qui résulte de divers arrêts que les parlemens de Toulouse , de Bordeaux & de Bretagne, ont rendus en faveur de plusieurs Procureurs exerçant dans ces cours.

Par arrêt rendu au conseil d'état du roi le 15 mai 1764 , sa majesté a déclaré que les fonds que les comptables étoient dans l'usage de remettre à leurs Procureurs des comptes pour acquitter leurs débats , ne seroient à l'avenir regardés que comme un dépôt de confiance , pour raison duquel ces comptables ne pourroient acquérir leur libération , ni aucun privilège ou hypothèque pour la restitution , dans les cas où les

mêmes procureurs n'auroient pas porté ces fonds au trésor royal, & feroient devenus infolvables.

PROCUREUR DU ROI. C'est un officier qui remplit les fonctions du ministère public dans une justice royale, telle qu'un bailliage, une prévôté, &c.

L'établissement des Procureurs du roi est fort ancien : il y en avoit dès le treizième siècle, comme le prouvent les registres du parlement.

En entrant en charge, ils devoient prêter serment de faire justice aux grands & aux petits, & à toutes personnes de quelque condition qu'elles fussent, & sans aucune exception ; qu'ils conserveroient les droits du roi, sans faire préjudice à personne ; enfin, qu'ils ne recevraient ni or, ni argent, ni aucun autre don, quel qu'il fût, sinon des choses à manger ou à boire, & en petite quantité ; de manière que, sans excès, tout pût être consommé en un jour.

A chaque cause qu'ils poursuivoient, ils devoient prêter le serment, appelé en droit *calumnie*.

Lorsqu'ils prenoient des substituts, c'étoit à leurs dépens.

Ils ne pouvoient pas occuper pour les parties, à moins que ce ne fût pour leurs parens.

Philippe V, par son ordonnance du 18 juillet 1318, supprima tous les Procureurs du roi, à l'exception de ceux des pays du droit écrit ; & il ordonna que, dans le pays coutumier, *les baillis soutiendroient ses causes par bon conseil qu'ils prendroient*.

Le Procureur du roi ne devoit faire aucune

poursuite pour délits & crimes, qu'il n'y eût information & sentence du juge.

Il ne pouvoit pas non plus se rendre partie dans quelque cause que ce fût, à moins qu'il ne lui fût ordonné par le juge en jugement, & parties ouïes.

Les Procureurs du roi qui quittoient leur charge, étoient tenus de rester cinquante jours, depuis leur démission, dans le lieu où ils exerçoient leurs fonctions, pour répondre aux plaintes que l'on pouvoit faire contre eux.

Il y a présentement des Procureurs du roi, non seulement dans tous les sièges royaux ordinaires, mais aussi dans tous les sièges royaux d'attribution & de privilège.

Ils sont subordonnés au Procureur général de la cour supérieure à laquelle ressortit le tribunal où ils sont établis; c'est pourquoi, quand on parle d'eux dans cette cour, on ne les qualifie que de substituts du Procureur général, quoique la plupart d'entre eux aient eux-mêmes des substituts; mais, dans leurs sièges, ils doivent être qualifiés de Procureurs du roi.

Nous allons rapporter les principales dispositions des ordonnances & réglemens relatifs aux fonctions & aux obligations des Procureurs du roi (*).

(*) La Lorraine a sur cette matière une loi particulière dans l'ordonnance du duc Léopold, du mois de novembre 1707. Le titre qui concerne les Procureurs au roi contient les dispositions suivantes :

ARTICLE I. Nos Procureurs porteront la parole pour nous
 ès audiences, & concluront ès procès èsquels nous aurons

Ces officiers sont tenus de veiller à l'observation des loix & ordonnances du royaume. Ils

intérêt, ou les communautés, corps de métiers, les mineurs, ou le public.

2. Il en fera de même en matière de différends d'officiers de justice, pour leurs droits & fonctions; comme aussi pour les préséances, privilèges de noblesse, franchises, & tout ce qui peut concerner la police, l'ordre public, & l'état des personnes.

3. Ils auront droit pareillement de conclure en toutes affaires esquelles il s'agira de l'entérinement de lettres de nous obtenues, soit qu'elles soient principales, soit incidentes, à l'exception de celles qui seront fondées seulement sur dol réel entre majeurs, pour lésion d'outre moitié de juste prix.

4. Les déclinatoires, demandes en renvoi, appels d'incompétence, conflits & différends de juridiction, ne pourront être jugés sans leurs conclusions, qui seront aussi nécessaires sur les requêtes à fin de *pareatis*.

5. Ils auront aussi communication des procès concernant les successions vacantes & abandonnées, pour y conserver notre droit, encore qu'elles soient défendues par les curateurs en titre, ou autres à ce commis.

6. Les officiers ne pourront être reçus, si leurs provisions, dispenses, certificats, & autres titres, ne sont communiqués à nos Procureurs, pour y donner des conclusions, soit préparatoires, soit définitives.

7. Nos Procureurs seront parties nécessaires dans tous les procès de grand criminel, qui ne pourront s'instruire qu'à leur requête, ou bien à leur adjonction, s'il y a partie civile. Il en fera de même des affaires d'injures, lorsqu'elles seront atroces, & des excès & voies de fait, lorsqu'ils seront qualifiés & qu'il y aura rapport de chirurgiens, lequel leur sera mis entre les mains, si c'est pour plaider à l'audience, sinon sera joint au procès.

8. Ordonnons que tous les procès, même instruits au petit criminel, esquels le délit sera disposé à quelque amende excédant l'amende coutumière de plainte, ou même à condamnation d'aumône, leur seront communi-

adressent chaque nouvelle loi aux sièges de leur ressort, pour qu'elle y soit lue & publiée ;

qués, pour y donner leurs conclusions ; mais si les procès sont civilisés, ils pourront être jugés sans conclusions.

9. La taxe de nos Procureurs es commissions sera toujours réduite aux trois quarts de celle du commissaire, de quelque qualité qu'il soit, es commissions qui seront faites à la campagne ; & aux deux tiers, es commissions en ville ; à charge néanmoins que lorsqu'il y aura partie civile esdites commissions en ville, comme informations, recellemens & confrontations, ils auront seulement le droit de leurs conclusions au bas de chacun acte ou procès-verbal auquel ils auront conclu, à raison du tiers des épices, s'il intervient jugement ; sinon à raison d'un franc pour chaque conclusion es bailliages, huit gros es prévôtés & justices inférieures.

10. Ils ne pourront assister aux vues ni descentes de lieux, ni es enquêtes faites à la campagne, même es affaires esquelles les mineurs ou les communautés auront intérêt, lorsque les uns & les autres seront défendus, à moins que l'une & l'autre des parties n'y consentent par écrit, sans préjudice néanmoins de celles esquelles il s'agira de la conservation de notre domaine, ou d'un abornement de finages entre deux ou plusieurs communautés voisines.

11. Nos Procureurs n'auront aucune communication des demandes intentées en réparation de trouble, & au possesseur purement civil entre personnes non privilégiées ; & dans les affaires de communautés portées à l'audience, esquelles ils ont droit de conclure, ils ne pourront prendre un double droit de conclusions, ni prendre aussi aucun droit de conseil, pour quelques affaires que ce soit.

12. Ils ne pourront taxer aucunes amendes ; mais la taxe en sera faite à leur réquisition par les juges.

13. Enjoignons à nos Procureurs dans les bailliages, qui ont droit de juger les affaires de grurie, de faire toutes réquisitions nécessaires pour maintenir l'ordre des juridictions, & revendiquer les causes de justice ordinaire, qui pourroient être portées en grurie, & réciproquement sans aucune faveur ni connivence, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

& les Procureur fiscaux de ces sièges doivent certifier les Procureurs du roi de cette lecture

14. Laissions à la prudence de nos juges d'ordonner la communication à nos Procureurs , des causes qui concernent quelque point de coutume important , sur-tout ès matières de testament , retrait lignager , ou autres semblables , même entre majeurs.

15. Les avocats seront tenus de communiquer à nos Procureurs les causes sujettes à communication , vingt-quatre heures au moins avant l'audience , & leur mettre les pièces entre les mains , pour en faire leurs extraits.

16. Nos Procureurs ne pourront être interrompus en plaidant , ni les affaires appointées lorsqu'ils seront en état d'y parler , sinon après avoir été entendus , s'ils le requièrent.

17. Les greffiers seront tenus de faire mention , en rédigeant les sentences , des réquisitions que nos Procureurs trouveront à propos de faire pour notre intérêt ou celui du public , soit que nos juges y fassent droit ou non.

18. Nos Procureurs ès petits bailliages & sièges baillagers jouiront de la faculté de postuler pour les parties , mais n'auront voix délibérative ès affaires où nous n'auront aucun intérêt , sinon dans les sièges où l'attribution de la voix délibérative leur aura été faite d'ancienneté , ou par l'édit de création des offices , à charge , en ce cas , de ne pouvoir postuler ; èsqueis sièges ils prendront rang comme auparavant , si aucun ils ont eu , quand ils voudront faire fonction de juges , sinon du jour de leur réception ; & à charge qu'ils n'auront aucune part dans les droits d'audience , quand même ils y assisteront comme juges.

19. Ils ne pourront monter ès sièges des juges , & descendre à leur place ordinaire en la même audience , pour éviter l'indécence ; & seront néanmoins appelés par les juges , en cas de contrariété d'avis , préférablement aux avocats & praticiens du siège , ès affaires èsquelles ils ne prendront aucun intérêt.

20. Ils auront un siège séparé au pied des juges , dans le parquet ou à côté , selon la disposition du lieu.

& publication. C'est ce qui résulte de divers réglemens, & particulièrement d'un arrêt du 22 juillet 1752.

21. Ils auront un registre en bonne forme, pour recevoir les dénonciations de parties, qui seront circonstanciées & signées.

22. Ils ne seront tenus d'attendre des dénonciateurs pour faire punir les crimes, quand les prévenus seront arrêtés en flagrant délit ou à la clameur publique, ou quand il y aura évidente fame ou renommée.

23. Ne pourront composer avec les accusés avant ou après l'accusation, à peine de concussion.

24. Ils seront tenus d'envoyer de six mois en six mois, à notre Procureur général en notre cour souveraine, un état des procédures criminelles qui seront pendantes en leur siège, en y exprimant le titre de l'accusation, & les procédures qui auront été faites pour l'instruction.

25. En cas d'absence, maladie, ou légitime empêchement, leurs fonctions seront suppléées par le plus ancien avocat du siège, à l'exception des lieux où il y aura un substitut en titre d'office.

26. Ils auront droit d'assister aux assemblées de police & aux délibérations des hôtels-de-ville du lieu de leur établissement, avec place honorable, & feront toutes réquisitions nécessaires pour le bien de notre service & celui du public, sans rien innover en la forme établie à cet égard en notre ville de Nancy.

27. Ils auront droit de faire les tutelles, curatelles, émancipations, inventaire de bien de mineurs, & autres fonctions pareilles, dans les lieux où les coutumes leur déferent cette prérogative; à charge qu'ils se serviront du ministère des greffiers ordinaires, qui seront obligés de tenir des registres des affaires tutélaires, séparés des autres matières.

28. Déclarons le réglement fait le 22 décembre 1633, pour l'exercice de juridiction tutélaire au bailliage de Nancy, commun pour tous les sièges où nos Procureurs ou ceux des seigneurs jouissent de cette prérogative; & en conséquence, ne pourront oûir les comptes de tutelle, sauf à y assister seulement, ni faire faire pardevant eux les

L'article 5 de l'ordonnance de Moulins veut que les Procureurs du roi fassent chaque année

décrets des biens des mineurs , lesquels seront faits de l'autorité des juges.

29. Ils apposeront le scellé ès maisons mortuaires , incontinent après la mort des personnes décédées , quand il y aura des enfans mineurs , lorsque les survivans n'emporteront point tous les meubles , soit en vertu de la coutume , soit en vertu du contrat de mariage qui aura été passé ; & requerront seulement cette apposition ès lieux où il n'y aura que des héritiers présomptifs , majeurs & absens , de même qu'ès cas d'aubaine , de déshérence , mainmorte , bâtardise , & autres droits de pareille nature.

30. Les fonctions ci-dessus seront exercées par nos Procureurs ès bailliages , sur les biens des personnes seulement qui y sont justiciables en première instance ; & le même droit appartiendra aux substitués de nos prévôts & Procureurs d'office des seigneurs , chacun à leur égard , sur les biens des personnes qui sont soumises à leurs juridictions.

31. Dans les sièges où nos Procureurs exercent la juridiction tutélaire , lorsqu'il s'agira de faire inventaire des biens de mineurs , en cas de décès des pères ou mères ; si le survivant excipe qu'il n'y a point d'inventaire à faire , soit à cause de la disposition de la coutume , attributive des meubles au survivant , soit par les conventions du contrat de mariage , donation , ou autre titre authentique qui sera représenté ; il en sera dressé un procès-verbal sommaire , pour lequel ils pourront se taxer un droit modique ; après quoi ils se retireront sans faire inventaire. Ce que nous déclarons commun pour les juges mêmes , lorsqu'il leur sera représenté des Procurations en bonne forme des héritiers absens majeurs , pour inventorier & partager les effets à l'amiable.

32. Les appellations des actes & ordonnances de nos Procureurs en fait de juridiction tutélaire , seront portées & relevées en notre cour souveraine ; & celles des substitués des prévôts & justices seigneuriales seront relevées en nos bailliages & sièges bailliers.

33. Lorsqu'en cas d'absence , maladie , ou légitime

un état des ordonnances mal observées, & qu'ils l'envoient aux Procureurs généraux des parlemens, avec le détail des causes de cette négligence, afin qu'il y soit remédié.

empêchement de nos Procureurs, leurs fonctions seront suppléées par le plus ancien avocat du siège, il sera tenu de leur repartager la moitié des émolumens en provenant, pourvu que lesdites fonctions soient faites en ville & dans l'établissement du siège; mais hors d'icelui, le tout appartiendra à l'ancien avocat.

34. Les instances & procès qui devront être communiqués à nos Procureurs, leur seront mis es mains par le greffier, aussi-tôt qu'ils seront en état, pour y donner leurs conclusions dans trois jours au plus tard, & les remettre ensuite au greffe, en se faisant décharger sur le registre; & si les greffiers y avoient manqué, les rapporteurs seront tenus de le faire. Défendons à nos juges de juger aucuns procès de cette qualité sans conclusions de nos Procureurs, à peine d'en répondre en leur pur & privé nom, même de nullité s'il échec, en certain cas, & de tous dépens, dommages & intérêts.

35. Ils tiendront la main à ce que toutes nos ordonnances soient gardées & exécutées, publiées & registrées où besoin sera. A l'effet de quoi ils seront tenus de les envoyer dans les prévôtés, ainsi que les réglemens de nos compagnies souveraines, & se faire rendre compte par les substituts des prévôtés, de l'enregistrement & publication qu'ils en auront fait faire, dont sera envoyé acte de publication; ce qu'ils feront aussi de leur part à l'égard de nos Procureurs généraux.

36. Toutes expéditions de justice se feront gratuitement & sans frais, soit en première instance, soit en cause d'appel, soit es affaires civiles ou criminelles, pour nos Procureurs, lorsqu'ils agiront d'office; à charge néanmoins que s'ils obtiennent condamnation de dépens, ils feront toutes diligences pour les recouvrer sur les parties condamnées, & payeront, en cas de recouvrement, les frais desdites expéditions, dont ils seront tenus de rendre compte, s'il échec.

Suivant les ordonnances de Moulins & de Blois , les Procureurs du roi sont obligés de veiller à la conservation du domaine & des droits de sa majesté , & d'empêcher qu'il ne soit fait d'autres levées de deniers , que celles qui sont autorisées par des édits ou ordonnances du roi.

Ils doivent , conformément à l'édit du mois de juin 1666 , empêcher qu'il ne se fasse des assemblées illicites , ni aucun établissement de congrégation , communauté ou confrérie , sans lettres-patentes du roi dûment vérifiées.

Ils sont tenus de veiller à l'exécution des ordonnances concernant la discipline du palais. C'est pourquoi leurs conclusions sont nécessaires lorsque les juges veulent ordonner quelque chose au sujet de cette discipline , ou changer l'ordre & l'heure des audiences. C'est ce qui résulte de deux arrêts des premier février 1694 & 22 juillet 1752.

Sil arrive que quelques officiers du siège s'écartent de leur devoir , le Procureur du roi doit les exhorter avec prudence & ménagement d'y rentrer ; & si ses remontrances ne produisent aucun effet , il doit informer le Procureur général , pour qu'il y pourvoie.

L'article 14 du titre 24 de l'ordonnance du mois de novembre 1667 , charge les Procureurs du roi d'avertir les Procureurs généraux , des contraventions qu'un juge peut commettre contre les dispositions relatives aux sollicitations auxquelles il est autorisé dans les procès que lui ou ses parens peuvent avoir dans la juridiction où il est attaché.

Les Procureurs du roi ne peuvent assister à

la visite ni aux jugemens d'aucun procès, soit civil ou criminel ; mais ils ont le droit d'entrer, quand ils jugent à propos, à la chambre du conseil, pour y faire les remontrances & les réquisitions qu'exige leur ministère ; & après que leurs conclusions sont prises, ils doivent se retirer, pour qu'il en soit délibéré par la compagnie. Cela est ainsi ordonné par différentes loix, telles que les ordonnances de juillet 1493, novembre 1507, octobre 1535 ; l'édit de mars 1551 ; l'ordonnance du mois d'août 1670 ; l'édit de février 1703, & le règlement du 22 juillet 1752, rendu pour Tours, dont l'article 7 porte, que dans le cas où la présence des gens du roi sera nécessaire, celui qui présidera sera tenu de leur donner audience, & le greffier d'écrire les réquisitions & remontrances qu'ils feront, soit à la chambre du conseil, soit aux audiences, ou ailleurs.

L'article 8 du même règlement veut que, conformément à l'usage, les gens du roi fassent leurs réquisitions à la chambre du conseil, debout derrière le barreau, ainsi qu'ils le font à l'audience.

Suivant l'ordonnance d'Orléans, le Procureur du roi est tenu de s'informer exactement des vie & mœurs des officiers qui doivent être reçus, & administrer les témoins nécessaires à cet effet.

Il doit pareillement veiller à ce qu'il ne soit reçu aucun avocat qui n'ait pas rempli les formalités prescrites par la déclaration du 3 avril 1710.

Le Procureur du roi est obligé de tenir différens registres : dans l'un, il doit enregistrer les causes qui concernent l'intérêt du roi, ou celui du public, ou les droits de la juridiction à laquelle il est attaché.

Dans un autre , doivent être enregistrées les causes criminelles.

Dans un autre , les dénonciations ; & dans un autre , les conclusions concernant les affaires qui lui ont été communiquées.

Toutes les causes qui peuvent être poursuivies à la requête du Procureur du roi , doivent lui être communiquées , lorsqu'elles sont poursuivies à la requête d'une partie civile.

On doit pareillement lui communiquer toutes les causes qui peuvent intéresser le roi , l'église ou le public , & celles où il s'agit de l'observation des ordonnances ou de l'interprétation d'une coutume. C'est ce qui résulte d'un grand nombre de réglemens , tels que les arrêts rendus au parlement de Paris les 28 mars 1557 , 18 juillet 1648 , 23 juin 1649 , & 7 septembre 1660 ; l'édit du mois de juin 1661 ; les arrêts de la même cour des 3 septembre 1667 , 12 mai 1671 , 31 août 1689 , 8 juin 1714 , &c.

L'arrêt de réglemant du 30 juin 1689 , rendu pour Angoulême , veut que les gens du roi aient communication de toutes les affaires concernant le domaine de sa majesté , le fonds des biens de l'église , de l'œuvre & fabrique des paroisses ; les réparations des églises ; les droits honorifiques & les bancs dans l'église ; les legs faits au profit de l'église , quand il n'y a ni administrateur ni marguillier qui soit partie ; les dixmes , & les droits de justice , de corvée & de banalité ; les réglemens relatifs aux arts & métiers ou à la police , & les réceptions d'officiers.

Le même réglemant veut que l'on communique pareillement aux gens du roi les causes & procès où les communautés , tant laïques qu'ecclésiastiques

clésiastiques sont parties pour raison de la propriété de leurs biens.

Ils doivent aussi, suivant ce règlement, avoir communication des affaires concernant les entreprises ou usurpations qui tendent à gêner le passage sur les grands chemins royaux, & ils peuvent assister aux descentes & visites qui se font à ce sujet.

Cette loi veut encore que les affaires concernant l'état des personnes, les séparations de corps d'entre mari & femme, les inscriptions de faux & les déclinatoires soient communiquées aux gens du roi, & qu'ils puissent assister sans frais aux baux des domaines, ainsi qu'aux inventaires, tant des biens des receveurs de ces domaines, qu'à ceux des mineurs qui se font par autorité de justice avant qu'il y ait des tuteurs ou curateurs.

L'arrêt du 22 juillet 1752, rendu pour Tours, porte, que les juges ne pourront faire aucun règlement en général sans le communiquer aux gens du roi.

Les lettres de bénéfice d'âge, d'émancipation, de bénéfice d'inventaire, de répit, de naturalité, de légitimation, d'anoblissement & de réhabilitation, ainsi que toutes les procédures qui se font sur ces lettres, doivent être communiquées au Procureur du roi, conformément à un arrêt du parlement du 7 septembre 1660, & à un édit du mois de juin 1661.

Il a été aussi ordonné par divers arrêts, que les commissions émanées du conseil ou des cours supérieures seroient communiquées au Procureur du roi, & enregistrées sur ses conclusions.

Suivant l'ordonnance de Blois, les Procureurs

du roi doivent assister aux scellés & inventaires qui ont lieu dans les cas d'aubaine, confiscation, bâtardise ou déshérence (*).

(*) *Les receveurs du domaine dans la province de Bretagne, ayant prétendu, contre les Procureurs du roi de cette province, qu'ils avoient droit de faire faire en leur nom, par tel Procureur qu'ils jugeoient à propos, les poursuites nécessaires en cas d'aubaine, de bâtardise, ou de déshérence, & qu'ils pouvoient faire faire la levée des scellés, l'inventaire & la vente des meubles, sans que les Procureurs du roi pussent y assister, le parlement de Rennes a rendu sur cette contestation, le 11 avril 1753, un arrêt de règlement qui contient les dispositions suivantes :*

ARTICLE 1. Fait défenses à qui que ce soit de troubler les substituts du Procureur général aux sièges royaux dans les fonctions de leurs charges; ce faisant, les a maintenus dans le droit & dans la possession de faire toutes les poursuites nécessaires dans les successions échues à sa majesté par droit d'aubaine, bâtardise, déshérence, &c. faire apposer & lever les scellés, procéder en leur présence à l'inventaire & vente, au bail des fruits & adjudications des meubles, sauf aux receveurs généraux des domaines, leurs commis ou préposés, à y assister, si bon leur semble; à laquelle fin lesdits substituts dénonceront la vacance, l'inventaire & la vente, aux commis ou préposés des receveurs généraux sur les lieux; ou, s'il n'y en a point, au receveur général à son domicile.

2. Fait défenses aux substituts de faire créer des curateurs aux biens vacans, & ordonne qu'ils feront toutes les poursuites en leur propre nom, le plus promptement que faire se pourra, à faute de quoi les receveurs généraux des domaines pourront les interpeller; & même, en cas de refus ou de négligence marquée de leur part, demander à être subrogés à les faire.

3. A maintenu les receveurs généraux des domaines dans leurs fonctions, suivant les édits & déclarations de sa majesté, arrêts & réglemens de la cour, & fait défenses à qui que ce soit de les y troubler; ce faisant, ordonne que dans le délai fixé pour le contrôle de la vente

Les nominations de tuteurs & curateurs à la personne des mineurs, des prodigues ou des insensés, & les destitutions de ces tuteurs & curateurs doivent se faire en présence du Procureur du roi ou du Procureur fiscal dans les justices seigneuriales. C'est ce qui résulte de différentes loix, telles que l'édit du mois de juin 1661, & les arrêts de réglemeut rendus au parlement de Paris les 14 juillet 1640, 22 juin 1688, 31 août 1689, 8 juin 1714, & 20 décembre 1724.

Lorsqu'il survient quelque contestation sur les listes des parens ou autres, présentées pour l'élection d'un tuteur ou curateur, elles doivent être arrêtées par le Procureur du roi. L'arrêt de réglemeut rendu pour Tours le 22 juillet 1752, l'a ainsi décidé.

Suivant les arrêts de réglemeut des 3 septembre 1667 & 5 septembre 1703, les causes sujettes

des meubles, le greffier qui en recevra le prix, sera tenu de le remettre au bureau des receveurs généraux, à la déduction de ses vacations & de celles du substitut, pour leur assistance, & du Procureur ancien des créanciers, s'il y en a. Que huitaine après le bail des fruits, & quinzaine après l'adjudication des fonds deslites successions, le substitut dénoncera au commis ou préposé des receveurs généraux, le nom des adjudicataires & le prix de leur adjudication, pour en faire le recouvrement.

4. Ordonne que les receveurs généraux seront tenus de payer, sans délai, aux substituts le montant de leurs vacations & frais de poursuites, suivant l'exécutoire qui leur en sera décerné par les juges des lieux; & aux créanciers le montant de leurs crédits, suivant l'ordre qui aura été réglé entre eux, quoique ce soit jusqu'à concurrence des deniers qui auront été remis à leur bureau, à la déduction des droits qui leur sont attribués par les édits & déclarations.

à communication , doivent être communiquées au parquet , & non en l'hôtel du Procureur du roi.

A l'égard des actes d'instruction de la juridiction volontaire , le Procureur du roi peut y donner ses conclusions en son hôtel , ou en l'hôtel du juge , pour ceux qui s'y font & auxquels le Procureur du roi assiste.

L'article 19 du titre 25 de l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670 , enjoint au Procureur du roi de poursuivre sans délai ceux qui sont prévenus de crimes capitaux ou qui méritent peine afflictive. Et cette poursuite doit avoir lieu , dans le cas même où la partie offensée a transigé avec l'auteur du crime.

Lorsqu'il y a une partie civile & que le crime est de nature à mériter peine afflictive , le Procureur du roi doit intervenir & se joindre à la partie civile.

Différentes loix ont défendu aux juges , aux Procureurs du roi , aux Procureurs fiscaux des justices seigneuriales & aux seigneurs de ces justices à qui les amendes & confiscations appartiennent , de faire aucune composition relativement aux crimes dont ils sont obligés de prendre connoissance , à peine contre les officiers qu'on vient de nommer , de privation de leurs charges & d'autres peines exemplaires , & contre les seigneurs , de privation de leurs justices.

Dans le cas d'une accusation calomnieuse , le Procureur du roi peut être condamné aux dépens , dommages & intérêts des parties , & même à plus grande peine , s'il y échec.

L'article 3 du titre 14 de l'ordonnance criminelle autorise les Procureurs du roi à donner des mémoires au juge pour interroger un accusé ,

tant sur les faits portés par l'information qu'autrès, & le juge fait de ces mémoires tel usage qu'il trouve à propos.

Le Procureur du roi peut interjeter appel des jugemens rendus en matière criminelle; & dans ce cas, l'accusé prisonnier ne peut pas être élargi, quand même il auroit été absous par le jugement.

Suivant un arrêt de règlement du 3 septembre 1667, le Procureur du roi est obligé de veiller à ce que les seigneurs fassent nourrir les enfans trouvés dans leurs justices, & il doit faire les poursuites nécessaires à cet égard.

La déclaration du 25 février 1708 veut que le Procureur du roi se fasse remettre tous les trois mois, par les curés du ressort, un certificat de la publication de l'édit de Henri II du mois de février 1556, concernant la grosseffe des filles & des veuves.

L'article 3 de l'édit du mois de mars 1697; enjoint au Procureur du roi de faire saisir les revenus des curés & autres prêtres qui marient des personnes qui ne sont pas de leurs paroisses, sans le consentement de leur propre curé.

Deux arrêts du parlement de Paris des 18 novembre 1662 & 7 septembre 1701, ont ordonné que les Procureurs du roi seroient tenus de se faire remettre des extraits des testamens & autres actes contenant des dispositions pieuses ou en faveur des pauvres, aussi-tôt que ces testamens ou actes auroient eu lieu.

Suivant l'ordonnance d'Orléans & de Blois, & l'édit du mois d'avril 1695, le Procureur du roi du bailliage ou autre siège ressortissant nuement au parlement, doit veiller à ce que les ecclésiastiques

qui possèdent des bénéfices à charge d'âmes , y résident exactement , & à ce que les titulaires des bénéfices fassent exactement acquitter le service ainsi que les aumônes dont ils peuvent être chargés , & entretiennent en bon état les bâtimens qui sont à leur charge : en cas de négligence de la part des bénéficiers , le Procureur du roi peut faire saisir jusqu'à concurrence du tiers du revenu de leurs bénéfices , pour être employé à ces objets , ou distribué , à l'égard de ceux qui ont négligé de résider trois mois après l'avertissement qui leur en a été fait , aux pauvres des lieux , ou appliqué à d'autres œuvres pies , selon que les supérieurs ecclésiastiques en auront décidé.

L'article 21 du même édit de 1695 veut que quand les ecclésiastiques qui jouissent des dixmes dépendantes de leurs bénéfices , & subsidiairement ceux qui possèdent des dixmes inféodées , négligent d'entretenir en bon état le chœur des églises paroissiales dans l'étendue desquelles ils perçoivent des dixmes , & d'y fournir les calices , livres & ornemens nécessaires , lorsque les revenus des fabriques ne suffisent pas pour cet effet , le Procureur du roi du baillage ou autre siège ressortissant nûment au parlement , y pourvoie avec soin , & qu'il fasse exécuter par toute voie , même par saisie & adjudication des mêmes dixmes , les ordonnances que les archevêques ou évêques ont pu rendre au sujet de l'entretien & des ornemens dont il s'agit.

Suivant l'article 17 de la même loi , les Procureurs du roi & ceux des seigneurs sont obligés de veiller à l'exécution des ordonnances que les évêques ou les archidiacres rendent dans le cours

de leurs visites au sujet des comptes de fabrique, & particulièrement pour le recouvrement & l'emploi des deniers en provenant ; & de faire avec les marguilliers, & même seuls, à défaut de ceux-ci, les poursuites nécessaires à cet égard.

Les Procureurs du roi doivent veiller à ce que les juges inférieurs remplissent leurs obligations, en rendant la justice, en poursuivant la punition des crimes, & à ce qu'il y ait dans les justices seigneuriales des prisons sûres.

Quand il n'y a point de prisons dans ces justices, ou qu'elles sont en mauvais état, le procureur du roi est obligé, conformément à l'arrêt de règlement du parlement de Paris du premier septembre 1717, d'en faire construire ou de les faire rétablir aux dépens des seigneurs.

Les Procureurs du roi sont aussi obligés de veiller à ce que les officiers, tant d'église que des hauts-justiciers, n'entreprennent point sur la juridiction qui appartient aux officiers du roi.

Ils sont pareillement obligés de veiller à ce que les avocats, les procureurs, les notaires, les greffiers, les huissiers & les autres ministres de la justice n'abusent point de leurs fonctions, & ils doivent poursuivre ceux qui se rendent coupables de quelque exaction ou prévarication. C'est ce qui résulte de différentes loix.

Les exploits faits à la requête du Procureur du roi dans les affaires, tant civiles que criminelles, où il est seul partie pour l'intérêt public, sont exempts du droit de contrôle.

Les Procureurs du roi ne peuvent, sans l'avis & le conseil des avocats du roi, intenter aucun procès en matière civile, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom ; & en général ils

sont tenus de communiquer aux avocats du roi toutes les affaires qui concernent le service de sa majesté, à la réserve de celles dont l'adresse leur est faite en particulier. C'est ce qui résulte de différentes loix & réglemens, tels que l'édit de mars 1498, les arrêts du parlement de Paris des 29 novembre 1596, 2 juin 1623, & 6 juillet 1706, & l'arrêt du conseil du 20 avril 1624.

Réciproquement, les avocats du roi ne peuvent, dans les assemblées qui ont lieu pour le service de sa majesté ou du public, faire aucune remontrance, ou requérir aucune chose, qu'après en avoir délibéré avec le procureur du roi (*).

(*) *En prononçant sur une contestation qui s'étoit élevée entre divers officiers de la sénéchaussée & siège présidial de Rennes, le parlement a rendu, le 13 août 1740, relativement aux fonctions des avocats & Procureurs du roi, & des greffiers civil & criminel de ce siège, l'arrêt de réglemenent que nous allons transcrire.*

Entre écuyer Jean-Jacques Bossard, sieur Duclos, & noble & discret messire Marie-Claude-Auguste Bossard, chanoine de Vannes, ayant repris au lieu & place d'écuyer Jean-François Bossard, sieur Duclos, & maître Joachim Blain, sieur de Saint-Aubin, conseillers, avocats du roi au présidial de Rennes, demandeurs en requête & lettres de commission du 29 décembre 1722, d'une part, & messire Jean-Zacharie Anger, sieur du Chalonge, maître à la chambre des comptes de Paris, fils & héritier de défunt messire Jean-François Anger, sieur du Chalonge, vivant, maître à la chambre des comptes de Paris, & avant substitut du Procureur général au présidial de Rennes, ayant repris le procès en son lieu & place, & en cette qualité défendeur; & ledit Blain, demandeur en requête du 2 décembre 1724, à fin de rapport d'arrêt du 17 novembre de la même année, & Blaise-François-Marie Bonnescuelle, écuyer, sieur de la Roche-Durand, conseiller-secrétaire du roi, & substitut de M. le Procureur général du roi au siège présidial de

Les cahiers & mémoires destinés pour le Procureur général doivent être dressés par avis commun des

Rennes , défendeur ; & lesdits Bossard & Blain , demandeurs en requêtes des 15 janvier , 16 & 17 février 1725 ; la première , à fin de faire déclarer commun avec eux l'arrêt du 5 mai 1690 , & la seconde , à fin d'exécution des arrêts des 19 juillet 1636 & 28 novembre 1644 , aux termes de l'arrêt du 2 décembre 1717 : & maître Louis-Anne-François Farault , sieur de la Ville Bœuvre , greffier civil du présidial de Rennes , défendeur ; & lesdits Bossard & Blain , demandeurs en requête & lettres de commission du 13 décembre 1726 ; & ledit Bonnescuelle , défendeur , & lesdits Bossard & Blain , demandeurs en autre requête & lettres de commission du 17 octobre 1727 , & maître Michel Doultremer , conseiller du roi , juge criminel de Rennes , défendeur ; & ledit de Saint-Aubin Blain , demandeur en requête du 23 décembre 1728 , & ledit Bonnescuelle , défendeur , & ledit Blain , demandeur en autre requête du 26 juillet 1730 , & ledit Farault , défendeur , & maître Toussaint-Pierre Barre , conseiller & avocat du roi en la sénéchaussée & siège présidial de Rennes , demandeur en requête du 19 décembre 1737 , à fin d'intervention , & en autre requête du 8 mai 1738 ; & lesdits Anger & Bonnescuelle , défendeurs ; & lesdits Blain & Barre , demandeurs en requêtes des 21 mai 1738 & 22 novembre dit an 1738 ; & ledit Bonnescuelle , défendeur , & ledit Blain , demandeur en requête du 24 novembre 1738 , & ledit Anger , défendeur , & lesdits Blain & Barre , demandeurs en requête & lettres de commission du premier décembre 1738 , & maître Pierre de Jollivet , greffier en chef civil & d'office du présidial de Rennes , défendeur , & maître Jacques Ancelin , greffier criminel du siège présidial de Rennes , ayant repris l'instance au lieu & place de son feu père , aussi défendeur auxdites requêtes & lettres de commission ; & ledit Bonnescuelle , demandeur en requête du 3 février 1739 , & lesdits Blain & Barre , défendeurs & demandeurs en requête du 27 février 1739 , & ledit Bonnescuelle , défendeur , & lesdits Blain & Barre , demandeurs en requête du 25 juin 1739 , & lesdits Anger , Bonnescuelle , Doultremer , Jollivet & Ancelin , défendeurs , & ledit Bonnescuelle , deman-

avocats & Procureurs du roi ; & ceux-ci ne peuvent faire seuls les dépêches ou réponses qui s'é-

deur en requête du 25 juin 1740, à fin d'opposition aux arrêts des 19 juillet 1736, 28 novembre 1644, & 2 décembre 1717 ; & lesdits Blain & Barre, défendeurs, & ledit de Bonnefscuelle, demandeur en autre requête du 26 juillet 1740, & lesdits Blain & Barre, défendeurs, d'autre part. Vu par la cour, &c.

La cour, faisant droit sur le tout, dans les requêtes & lettres de commission des 29 décembre 1722, 13 décembre 1726, 7 février 1732, 17 octobre 1737, & 1 décembre 1738 ; & dans l'intervention dudit Barre des 19 décembre 1737 & 8 mai 1738, sans s'arrêter à la requête du 2 décembre 1724, dont ledit Blain est débouté, ayant aucunement égard aux requêtes des 15 janvier, 16 & 17 février 1725, 23 mai 1728, 21 mai, 22 & 24 novembre 1738, 3 & 27 février, & 25 juin 1739, 25 juin & 26 juillet 1740. Et faisant droit sur les conclusions du Procureur général du roi, a débouté ledit Bonnefscuelle, son substitut au siège présidial & sénéchaussée de Rennes, de son opposition aux arrêts des 19 juillet 1636, 28 novembre 1644, & 2 décembre 1717, & l'a condamné en l'amende de 150 liv., moitié au roi, moitié aux parties ; a déclaré lesdits arrêts exécutoires & communs avec lui, au profit desdits Blain & Barre, avocats du roi ; ordonne qu'ils seront bien & dûment exécutés ; savoir, ceux de 1644 & 1717 en leur entier, & celui de 1636 en ce qui n'a pas été modifié par celui de 1644.

Ce faisant, ordonne que lesdits avocats & substitués s'assembleront au parquet dudit siège aux jours ordinaires, à sept heures du matin en été, & à huit heures en hiver, & à deux heures de relevée, pour y examiner & délibérer entre eux à la pluralité des voix, tous procès civils & criminels, de quelques espèces & natures & pour quelque matière que ce soit, lorsqu'ils seront en état de recevoir conclusions définitives ou tenant lieu de définitives, les interrogatoires des prisonniers & autres accusés, élargissement d'iceux, règlement à l'extraordinaire ; comme aussi les moyens de faux, mariages contestés, impuissances d'aveux, déshérences, aubaines, main-levées, sur-

crivent en conséquence d'une délibération du siège, ou de conclusions prises par avis commun.

séances des saisies apposées à requête dudit substitut, & autres matières concernant le domaine du roi, & généralement toutes celles où le roi, le public, les églises, communautés, généraux des paroisses, les mineurs non pourvus de tuteurs, les fermiers généraux & particuliers des droits d'oûtrois, d'entrée & sortie, impôts & billots & devoirs de la province, auront intérêt, soit que lesdits procès & affaires soient jugés au corps du siège, au quartier par le sénéchal, juge criminel seul ou prévôt, ou par l'un des juges dudit présidial.

Ordonne que lesdits avocats & substitut y donneront conclusions sur le champ, si faire se peut; ou, en cas de longue occupation, ils s'en chargeront tour à tour, à commencer par le premier avocat du roi, ensuite le substitut & le second avocat, pour en faire rapport à la première assemblée, & être les vacations partagées entre les présidens & assistans seulement; moitié audit substitut, & l'autre moitié auxdits avocats; & en l'absence de l'un desdits avocats, les deux tiers audit substitut, & l'autre tiers à l'avocat présent; & en l'absence du substitut, également entre lesdits avocats.

Ordonne que lesdits avocats & substitut auront un registre par eux chiffré & millésimé, sur lequel ils enregistreront & parapheront leurs conclusions, & inséreront par jour & séance les noms des présens qui auront rapporté ou assisté, & des absens, pour y recourir, & leur fait défenses de conclure ailleurs qu'audit parquet.

Maintient ledit substitut à conclure seul aux datations de tutelles, curatelles, émancipations, décrets de mariages, main-levées de successions; à percevoir seul les vacations pour réceptions d'officiers, s'il n'y avoit contestation ou opposition touchant lesdites matières; auquel cas, les conclusions seront délibérées, & les vacations partagées en la forme & manière ci-dessus ordonnée.

Ordonne que ledit substitut signera seul les conclusions, & qu'elles seront intitulées en son nom; & qu'en cas d'absence ou départ, elles seront signées par l'ancien desdits avocats, qui les intitulera en ces termes : *Nous requérons,*

Différentes loix & réglemens ont décidé que toutes les conclusions civiles, même dans les affaires

nous consentons pour le roi ; desquels termes lesdits avocats se serviront aussi dans toutes les conclusions qu'ils donneront aux audiences.

Que les avocats du roi descendront exclusivement & par préférence audit substitut, aux procès-verbaux & commissions, soit en ville ou en campagne, même en matière de devoirs & autres, lorsqu'elles auront été ordonnées aux audiences publiques ou particulières, sont qu'elles seroient tenues par le corps du siège, ou par le sénéchal & juge criminel seuls ; qu'à cette fin, lesdits avocats descendront en tour, à commencer par l'ancien ; que dans toutes les autres descentes qui n'auront point été ordonnées auxdites audiences, ledit substitut descendra seul, à l'exclusion desdits avocats ; & qu'en cas de déport, absence, récusation, ou autre légitime empêchement, lesdits avocats & substitut se substitueront réciproquement, lesquels déports ils seront tenus de signer sur les registres des greffes, dont les greffiers civil & criminel donneront avis sur le champ auxdits avocats & substitut.

Fait expresse défenses audit substitut de nommer ou commettre pour lesdites descentes, que sur le déport desdits avocats, ou en cas de leur absence, lesquels seront tenus d'accepter ou refuser la commission sur le registre des greffiers, tant civils que criminels, dans les vingt-quatre heures de l'avis qui leur sera par eux donné.

Pourra seul commettre dans les cas de déport ou absence desdits avocats.

A maintenu ledit substitut au droit d'exercer les charges de Procureurs d'offices des juridictions tombées en régalie ou rachat sous l'étendue de la sénéchaussée de Rennes, & de commettre à l'exercice d'icelles, avec défenses auxdits Blain & Barre de l'y troubler.

Ordonne que lesdits avocats porteront la parole à toutes audiences civiles & criminelles, soit qu'elles seroient tenues par le corps du siège, les sénéchal & juge criminel seuls, & lors de la présentation & entérinement des lettres de grâce, dont ils requerront la lecture aux audiences, ainsi que des mandemens ou provisions de tous officiers que

criminelles & dans celles qui devoient être jugées à l'audience; devoient être prises au parquet par avis commun.

ledit substitut sera tenu de leur remettre le jour précédent au parquet, ainsi que de tous édits, déclarations du roi, arrêts & réglemens de la cour, dont il conviendra de faire l'enregistrement ou publication.

Que toutes les causes communicables seront portées au parquet avant les audiences, pour être les conclusions délibérées avec le substitut à la pluralité des voix; & qu'en cas d'absence de l'un d'eux, l'avis de l'avocat du roi qui portera la parole, prévaudra, ainsi que celui du substitut, dans les conclusions sur procès par écrit, en l'absence de l'un desdits avocats; parce que néanmoins, ledit avocat qui portera la parole pourra, suivant l'exigence des cas & sur des raisons nouvelles, se déterminer par son avis seul.

Que l'ancien avocat du roi précédera le substitut au parquet, aux audiences, à la chambre du conseil & ailleurs; qu'il se tiendra debout lorsque ledit ancien portera la parole; ce qui aura pareillement lieu, lorsqu'en l'absence du premier avocat, le second portera la parole; & lorsque les deux avocats seront présens, le substitut précédera le second.

Ordonne que ledit substitut intentera & suivra toute action criminelle, à la charge d'en donner avis auxdits avocats, & d'en conférer avec eux à la première assemblée du parquet; qu'il fera seul toutes procédures & instructions civiles & criminelles, sans que lesdits avocats puissent les faire qu'après trois jours d'absence, ou déport dudit substitut, lequel, avant de s'absenter, sera tenu de remettre en l'armoire du parquet, dont lesdits avocats & lui auront chacun une clef, tous procès & routes procédures civiles & criminelles par lui commencées, pour être continuées par lesdits avocats, & lui être remises à son retour, si elles ne sont parachevées; défend audit substitut de donner conclusions aux procès & affaires où lesdits avocats en auront donné.

Ordonne qu'aux affaires celères & criminelles, & où il y auroit péril dans la demeure, les greffiers avertiront

Suivant un arrêt du parlement de Paris du 6 mai 1687, le Procureur du roi peut prendre seul &

l'un desdits avocats, à commencer par le plus ancien, lorsque le substitut sera absent de la ville, pour descendre sur le champ.

Ledit substitut aura un registre pour recevoir seul & faire écrire les dénonciations qui lui seront faites, suivant l'ordonnance de 1670.

Que dans tous procès ou le roi & son domaine auront intérêt, lesdits avocats feront seuls les écrits & requêtes, & le substitut les inventaires de productions & instruction, & que les conclusions seront délibérées au parquet, & les épices partagées entre eux à la manière ci-devant réglée.

Que le substitut aura seul les variations du serment des commis des fermes du roi, ou des états de la province.

Condamne ledit substitut de rapporter auxdits Blain, Aubert, Barre & Boslard, la somme de 200 livres par chacun an depuis son installation en son office, pour leur portion des vacations des conclusions aux matières jugées communes entre eux par le présent arrêt, jusqu'au jour de la signification d'icelui, à proportion qu'ils y sont fondés, déduction faite des vacations touchées par ledit Blain pour l'exercice de la juridiction de Saint Melaine, tombée en régle en l'année 1724, & pour les procès-verbaux où ledit Blain a assisté les 31 janvier & 12 juillet 1732; si mieux n'aime ledit substitut qu'il soit procédé à ses frais par un commissaire de la cour, au calcul des vacations à eux appartenantes, sur la vue des sentences & minutes des greffes civil & criminel du siège présidial & sénéchaussée de Rennes.

Condamne pareillement ledit Anger de rapporter audit Blain la somme de 100 livres par chacun an, pour les mêmes causes, depuis l'installation dudit Blain en son office, jusqu'au jour qu'a été pourvu ledit Bonnescuelle, & aux dépens en ce que le fait le touche.

Et dans les requêtes desdits Boslard & Aubert vers ledit Anger, & dans celle dudit Blain vers ledit Doultremer, Jollivet & Ancelin, & sur toutes les autres demandes des parties, les a renvoyées hors procès, dépens compensés,

sans en communiquer aux avocats du roi, les conclusions pour admettre des moyens de faux,

vacations, extrait & retrait payables une heure par ledit Anger, la moitié du surplus par lesdits Bossard, Blain, Aubert & Barre, l'autre moitié par ledit substitut.

Et faisant pareillement droit sur les conclusions du Procureur général du roi, la cour enjoint & fait commandement aux greffiers civil & criminel de ladite sénéchaussée & siège présidial de Rennes, de tenir leurs greffes ouverts en hiver depuis huit heures du matin jusqu'à midi, & depuis deux jusqu'à six du soir, & dans l'été, depuis sept heures du matin, & d'y avoir des commis en nombre suffisant, pour délivrer aux Procureurs & aux parties toutes les expéditions requises, requêtes, procès-verbaux & autres, de quelques natures & espèces qu'elles soient.

Leur enjoint de porter ou faire porter par leurs commis au parquet, les requêtes, procès, & toutes affaires tant civiles que criminelles, auxquelles lesdits avocats & substitut doivent prendre conclusions, pour l'un d'eux s'en charger sur un registre que lesdits greffiers seront tenus d'avoir à cette fin, sans qu'ils puissent les porter ailleurs qu'au parquet, à peine de demeurer personnellement responsables des vacations qui seroient perçues au préjudice desdits avocats & substitut.

Fait aussi défenses aux sénéchal, alloué, juge criminel, & autres juges & officiers dudit présidial, juge prévôt, d'envoyer les procès & affaires, & aux Procureurs de les porter à conclure ailleurs qu'au parquet, sous les mêmes peines que dessus.

Ordonne que l'arrêt du 8 août 1739 sera bien & dûment exécuté; ce faisant, que le greffier civil portera à la première audience du siège, sur le registre d'icelle, les appositions de scellés, le jour des procès-verbaux, avec les noms & les domiciles des décédés, & marquera s'il y a des mineurs à pourvoir, à peine de répondre personnellement de tous dépens, dommages & intérêts.

Ordonne aux greffiers civil & criminel d'insérer, conformément à l'article 5 du titre 26 de l'ordonnance de 1667, sur un plumeau, les sentences & jugemens

& permettre d'en informer, lorsqu'elles sont prises séparément d'une instance ou procès; mais si en

qui interviendront à chaque audience, sur lequel ils inséreront le nom des avocats & Procureurs, avec défenses à eux de mettre à l'avenir aucunes sentences ou jugemens sur de simples cédules ou cadernes, lequel plumeur sera paraphé à l'issue de chaque audience, ou dans le même jour, par celui qui aura présidé.

Enjoint auxdits greffiers, conformément aux précédens réglemens, de représenter auxdits avocats & substitut, toutes fois qu'ils le requerront, lesdits plumeurs, minutes des sentences, procès-verbaux, registres, toutes procédures civiles & criminelles, dont ils prendront communication sans déplacer; & en cas de refus, lesdits avocats & substitut pourront en dresser leur procès-verbal, sur lequel sera fait droit, ainsi qu'il appartiendra.

Enjoint au greffier criminel d'avoir un registre, sur lequel il sera tenu d'insérer toutes les procédures criminelles qui seront faites, les remontrances, dénonciations, & principalement tous les inventaires de dépôts de hardes, meubles & effets, faits dans son greffe, & généralement tout ce qui concerne l'instruction & suites, les noms des accusés, la date des jugemens, soit interlocutoires ou définitifs; lequel registre sera arrêté & signé par le juge criminel à la fin de chaque mois, ou autre juge en son absence, & par le substitut, ou l'un desdits avocats en son absence.

Enjoint pareillement audit greffier criminel d'avoir un registre sur lequel il marquera toutes les sommes qu'il recevra pour l'instruction & jugement des instances criminelles, soit par les mains des parties, Procureurs ou autres, dont il sera néanmoins tenu d'en donner des quittances, avec défenses à lui & à ses commis d'exiger aucunes autres sommes au delà de celles dont il aura marqué & donné des quittances, à peine de concussion; lequel registre sera arrêté & signé comme il est porté ci-devant.

Fait défenses au même greffier de donner aucune communication ou copie des procédures criminelles, à peine d'être procédé extraordinairement contre lui.

Fait commandement aux greffiers civil & criminel de
voyant

voyant un procès, on estime qu'avant faire droit il y a lieu d'informer des moyens de faux, les

se charger de la recette des épices, d'insérer exactement & par jour sur le registre de recette les dates de toutes les sentences rendues sur les conclusions arrêtées & délibérées au parquet, & d'y faire mention de la taxe, épices & vacation, pour s'en charger en cas de retrait desdits jugemens, & compter au parquet de trois mois en trois mois du produit desdites conclusions.

Ordonne que le receveur des deniers communs dudit siège en rendra compte dans quinzaine du jour de la publication du présent arrêt, & continuera de le faire de six mois en six mois pardevant le Sénéchal ou autre juge en son absence, deux conseillers dudit siège, qui seront à cette fin commis, l'un desdits avocats & substitut, lesquels signeront l'arrêté dudit compte.

Ordonne au receveur des épices de fournir au parquet, conformément aux précédens arrêts & réglemens, les bois, bougies & autres commodités nécessaires, sur les fonds à ce destinés.

Ordonne aux huissiers dudit siège d'avertir lesdits avocats & substitut au parquet, lorsque les juges seront près d'aller à l'audience, & de les y conduire.

Fait expresse défenses aux greffiers & à leurs commis d'exiger des Procureurs ou leurs parties aucune somme, sous prétexte de vû, façon, retrait & expédition des jugemens & sentences, au delà de ce qui sera marqué au pied de chaque minute ou grosse, à peine de concussion.

Ordonne qu'il sera fait au parquet état des causes communicables pardevant lesdits avocats & substitut, à laquelle fin les avocats & Procureurs qui en seront chargés seront tenus de s'y trouver après les audiences des jeudis & samedis de chaque semaine, & qu'un des huissiers dudit siège servira audit parquet les rôles des causes.

Enjoint aux Procureurs d'informer lesdits avocats & substitut, des contraventions qui pourroient être faites à l'exécution du présent réglemeut, pour en informer le Procureur général du roi, & y être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

Ordonne que le présent arrêt sera lu & publié aux au-

conclusions se prenant alors sur le vû de tout le procès , le Procureur du roi doit en communiquer aux avocats du roi.

diences , tant civiles que criminelles dudit siége & sénéchaussée , en présence de maître Berthou , conseiller à cette fin commis , & enregistré dans lesdits greffes , à ce que personne n'en ignore. Fait en parlement , à Rennes , le 13 août 1740. *Signé*, LE CLAVIER.

La même cour a rendu , le 13 décembre 1779 , relativement à la police & à la discipline du parquet de la sénéchaussée & siége présidial de Rennes , un autre arrêt de règlement , dont voici le dispositif :

La cour , faisant droit sur le tout & sur les conclusions du Procureur général du roi , ordonne que les arrêts de réglemens des 5 mai 1690 & 13 août 1740 seront exécutés suivant leur forme & teneur ; a homologué la délibération des juges de la sénéchaussée de Rennes , du 24 mars 1770 , & leur sentence du 20 novembre 1777 ; ordonne qu'elles seront bien & dûment exécutées dans toutes leurs dispositions ; fait défenses à Jacques , Procureur en ladite sénéchaussée de Rennes , & à ses confrères , de se présenter au parquet des gens du roi , autrement qu'en robes , rabats , & avec décence ; leur enjoint de porter audit parquet , dans l'heure qui précède les audiences , toutes les causes susceptibles de communication ; leur ordonne de se trouver audit parquet , ou de s'y faire représenter après les audiences des jeudis & samedis de chaque semaine , pour y faire devant lesdits gens du roi état des causes communicables , à laquelle fin un huissier du siége en servira les rôles , desquelles il fera évocation ; fait défenses de plaider , faire ou laisser plaider aucunes causes susceptibles de communication au parquet , dont préalablement l'état n'y aura pas été fait ; d'admettre , de proposer , & aux greffiers d'enregistrer ou faire enregistrer aucuns expédiens sur les conclusions des gens du roi , dans les matières communicables , ou dans les causes aux quartrés desquelles le substitut du Procureur général du roi en ladite sénéchaussée , se trouvera intéressé ou sera partie ,

Les conclusions sur les compétences & sur l'élargissement des accusés prisonniers doivent aussi être prises par avis commun au parquet. Cela est ainsi ordonné par divers arrêts.

Lorsqu'il y a diversité d'avis entre le Procureur du roi & les avocats du roi, l'opinion du Procureur du roi doit être suivie dans les procès par écrit; mais dans les procès d'audience, l'opinion de l'avocat du roi, chargé de porter la parole, doit prévaloir. C'est ce qui résulte de divers réglemens.

L'ancien des deux avocats du roi a le droit de choisir & de porter la parole dans les causes d'audience qu'il juge à propos, & après lui le second avocat du roi : quant aux procès par écrit sur lesquels il y a des conclusions définitives à donner, ils doivent être également distribués entre les avocats du roi & le Procureur du roi, suivant un arrêt de réglement rendu pour Guéret le 5 septembre 1703.

Par un autre arrêt de réglement du 14 août 1624, rendu pour Poitiers, il a été ordonné que les conclusions, tant dans les causes d'audiences

que lesdits expédiens ne soient signés de tous les Procureurs en cause, & visés de l'avocat du roi qui tiendra l'audience. Ordonne au surplus que le présent arrêt sera lu à l'audience, enregistré aux greffes de la sénéchaussée & siège présidial de Rennes, & inscrit sur le registre de la communauté des Procureurs audit siège, à la poursuite & diligence des gens du roi de ladite sénéchaussée. Fait en parlement, ce 13 décembre 1779.

Signé L. C. PICQUET.

Enfin, par un troisième arrêt de réglement du 10 avril 1780, le parlement de Bretagne a ordonné que ceux qu'on vient de rapporter seroient bien & dûment exécutés.

que dans les procès par écrit , seroient toujours prises au nom du Procureur du roi. Ainsi, lorsqu'un avocat du roi porte la parole , ses conclusions doivent être énoncées en ces termes : *Oui M. avocat du roi , pour le Procureur du roi.*

Quand le premier avocat du roi porte la parole , le Procureur du roi & le second avocat du roi doivent se tenir debout , & ôter leur bonnet quand il ôte le sien. Le second avocat du roi doit pareillement être debout quand le Procureur du roi porte la parole ; mais quand le second avocat du roi parle , le premier avocat du roi & le Procureur du roi sont dispensés de se lever. Divers arrêts l'ont ainsi décidé.

Par un autre arrêt du 22 decembre 1762 , le parlement de Paris a jugé que lorsque dans les sièges où il n'y avoit qu'un avocat du roi , il portoit la parole , le procureur du roi devoit être debout , & ôter son bonnet quand l'avocat du roi ôtoit le sien.

Dans le cas d'absence , maladie , récusation ou autre empêchement du Procureur du roi , ses fonctions doivent être remplies par le premier avocat du roi , & à défaut de celui-ci , par le second avocat du roi.

Et réciproquement , dans le cas de maladies ou autre empêchement des avocats du roi , c'est au Procureur du roi à remplir leurs fonctions.

PROCUREUR FISCAL. C'est un officier établi dans une justice seigneuriale , pour y défendre & soutenir les intérêts du public & du seigneur , & pour y faire les fonctions que rem-

plissent les Procureurs du roi dans les justices royales. Voyez PROCUREUR DU ROI.

PROCUREUR GÉNÉRAL DU ROI. C'est le titre que porte un officier principal , qui a soin des intérêts du roi & du public dans l'étendue du ressort d'une cour souveraine.

Le roi ne plaide point en son nom , il agit par son Procureur général.

Ce magistrat est chargé de tenir la main à ce que la discipline établie par les ordonnances & réglemens soit observée.

Il est assis au milieu des avocats généraux ; soit par dignité , soit pour être plus à portée de prendre leur conseil.

Lorsqu'ils délibèrent entre eux au parquet de quelque affaire par écrit , & que le nombre des voix est égal , la sienne est prépondérante ; en sorte qu'il n'y a point de partage.

Les avocats généraux portent la parole pour lui , c'est-à-dire à sa décharge ; ils ne sont cependant pas obligés de suivre son avis dans les affaires d'audience , & ils peuvent prendre des conclusions différentes de celles qu'il a prises.

Il arrive quelquefois qu'il porte lui-même la parole en cas d'absence ou autre empêchement du premier avocat général , & par préférence sur le second & le troisième , auxquels , à la vérité , il abandonne ordinairement cette fonction , à cause de ses grandes occupations.

Comme la parole appartient naturellement aux avocats généraux , la plume appartient au Procureur général ; c'est-à-dire , que c'est lui qui

fait toutes les réquisitions , demandes , plaintes ou dénonciations qui se font par écrit.

C'est lui qui donne des conclusions par écrit dans toutes les affaires du grand criminel , & dans les affaires civiles appointées, qui sont sujettes à communication.

Les ordres du roi pour la cour , les lettres-patentes ou closes , les ordonnances , les édits & les déclarations s'adressent au Procureur général , qui peut en tout temps interrompre le service , pour apporter à la cour les ordres du roi. C'est pourquoi la porte du parquet qui donne dans la grand'chambre du parlement de Paris , doit toujours être ouverte.

Les ordonnances chargent spécialement le Procureur général au parlement de Paris , de veiller à ce que les évêques ne s'arrêtent à Paris que pour leurs affaires.

Les enregistrements d'ordonnances , édits , déclarations & lettres patentes , ne se font qu'après avoir ouï le Procureur général ; & c'est lui qui est chargé , par l'arrêt d'enregistrement , d'en envoyer des copies dans les bailliages & séné-

Dans les matières de droit public , le Procureur général fait des réquisitoires , à l'effet de prévenir ou faire réformer les abus qui viennent à sa connoissance.

Les Procureurs du roi des bailliages & sénéchaussées n'ont envers lui d'autre titre que celui de ses substituts ; il leur donne les ordres convenables pour agir dans les choses qui sont de leur ministère , & pour lui rendre compte de ce qui a été fait.

Aux rentrées des cours , c'est le Procureur

général qui fait les mercuriales , tour à tour avec le premier avocat général.

Les Procureurs généraux ne doivent point avoir de clerks ou secrétaires qui soient procureurs ou sollicitateurs de procès ; il ne leur est pas permis de s'absenter sans congé de la cour ; ils doivent faire mettre à exécution les provisions , arrêts & appointemens de la cour ; ils ne doivent former aucune demande en matière civile , ni accorder leur intervention ou adjonction à personne , qu'ils n'en aient délibéré avec les avocats généraux ; ils doivent faire mettre les causes du roi les premières au rôle.

En matière criminelle , dès qu'ils ont vu les charges & informations , ils doivent , sans délai , donner leurs conclusions : après l'arrêt ou jugement d'absolution , ils doivent nommer à l'accusé le délateur ou le dénonciateur , s'ils en sont requis. Les ordonnances leur défendent non seulement de donner des conseils contre le roi , mais même en général de plaider ni consulter pour les parties , quand même le roi n'y a pas d'intérêt ; ils ne peuvent assister au jugement des procès civils ou criminels de leur siège ; ils doivent informer des vies , mœurs & capacités des nouveaux pourvus qui sont reçus à la cour , & être présens à leur réception , tenir la main à la conservation & réunion du domaine du roi , empêcher que les vassaux & sujets ne soient opprimés par leurs seigneurs , & qu'aucune levée de deniers ne soit faite sur le peuple sans commission ; ils doivent avoir soin de la nourriture , entretien & prompt expédition des prisonniers , & pour cet effet visiter souvent les prisons.

PRODIGUE. Il n'est personne qui ne connoisse la signification de ce terme ; les individus à qui il s'applique se multiplient tous les jours. Le luxe & la corruption des mœurs , qui se sont glissés dans toutes les classes de la société , forcent , à chaque moment , des parens alarmés de recourir à la justice , pour mettre un frein à la prodigalité.

Ce frein est l'interdiction ; M. Montigny en a parlé sous ce mot d'une manière aussi précise que lumineuse. Ce que nous allons en dire ne doit être regardé que comme un supplément ; & pour que l'on puisse mieux le rapprocher de l'article avec lequel il ne doit faire qu'un tout , nous le rédigerons dans le même ordre qu'à suivi M. Montigny.

§. I. *Du genre de prodigalité qui conduit à l'interdiction.*

Le célèbre Cochin nous a laissé sur cette matière des réflexions que Denisart s'est appropriées sans scrupule , mais qui n'en méritent pas moins d'être ici retracées.

» Rien n'est plus précieux à l'homme que la
 » liberté , que le droit de disposer de sa per-
 » sonne , de ses biens , & de tout ce qui lui ap-
 » partient ; c'est une espèce d'inhumanité que d'en-
 » lever à un citoyen une faculté qui doit lui être
 » si chère.

» Mais il est des circonstances où la loi est
 » obligée de prendre des précautions qui gênent
 » cette liberté naturelle , & c'est l'intérêt même
 » des citoyens qui lui inspire les mesures qu'elle
 » étoit prendre contre eux.

» Ainsi, dans le premier âge de l'homme ;
» la loi l'asservit à ses parens , à ses tuteurs &
» curateurs , & lui interdit toute disposition , dans
» la crainte que sa foiblesse & son défaut d'ex-
» périence ne le précipitent dans des malheurs
» dont il ne pourroit jamais se relever.

» Dans un âge plus avancé , la loi ne le perd
» point encore de vue ; & en même temps
» qu'elle semble ne point mettre de bornes à
» sa liberté , elle observe cependant l'usage qu'il
» en fait faire ; & si elle le voit s'écarter , par
» foiblesse d'esprit ou par la violence de ses pas-
» sions , des routes que la sagesse la plus com-
» mune semble tracer à tous les hommes , alors
» elle reprend son premier empire , elle le re-
» tient par de nouveaux nœuds , ou , sans le dé-
» pouiller entièrement de sa liberté , au moins
» elle empêche qu'il n'en abuse jusqu'à un excès
» qui lui deviendroit funeste.

» La raison en est , que nous ne sommes que les
» administrateurs de nos biens , & que la loi ,
» qui nous en confie le gouvernement , se ré-
» serve toujours l'empire absolu qui lui appartient ,
» pour étendre ou resserrer notre pouvoir , suivant
» les vûes que la sagesse lui inspire , & qui
» n'ont jamais pour objet que notre véritable
» intérêt.

» De là sont nées ces différentes précautions
» que la loi prend contre des majeurs , pour em-
» pêcher qu'ils ne dissipent leurs biens lorsqu'ils
» paroissent incapables de les conserver ; les uns
» sont absolument interdits de toute disposition ,
» les autres ne le sont que par rapport à l'alié-
» nation des fonds ; aux autres , on donne un
» simple conseil , sans l'avis duquel ils ne peuvent

» contracter ; il y en a qui ne sont gênés que
 » dans un seul genre d'action , par exemple , à
 » qui on défend d'entreprendre aucun procès sans
 » l'avis par écrit d'un avocat qui leur est nommé.
 » Le remède change suivant les circonstances ,
 » & c'est la nature de chaque affaire qui règle
 » la manière dont on doit pourvoir aux besoins
 » de ceux à qui ces secours sont nécessaires « .

Il n'y a point de règles précises sur le degré
 auquel doit être porté le dérangement , pour
 provoquer l'interdiction proprement dite. D'Ar-
 gentré sur l'article 491 de l'ancienne coutume
 de Bretagne , & M. de Perchambault sur l'ar-
 ticle 518 de la nouvelle , font entendre que l'u-
 sage de cette province est d'interdire tout homme
 qui a dissipé follement le tiers de son patrimoine :
 mais cet usage , s'il existe encore , est purement
 local ; par-tout ailleurs , c'est à la prudence du
 juge à arbitrer , d'après les circonstances , si la
 personne qu'on lui défère comme Prodigue ,
 doit être regardée comme telle dans le sens de
 la loi .

Dans l'espèce du célèbre arrêt du 12 avril
 1734 , M. Laverdy , défendeur du marquis de
 Menars , demandoit quels traits de prodigalité
 on avoit à reprocher à son client. » Il a lui-
 » même , disoit-il , mis un frein à sa dissipation ;
 » en se mariant , il a commencé par substituer
 » le marquisat de Menars en faveur de ses en-
 » fans ; tous les autres biens existent sans aucune
 » espèce d'aliénation : on ne cite aucun trait de
 » dissipation. Enfin est-il obéré ? Les loix veulent
 » qu'on n'interdise que celui *qui neque tempus ,*
 » *neque finem expensarum habet* , & , comme dit
 » d'Argentré , celui *qui trientem de re suâ di-*

» *minuerit.* Sur quel fondement la marquise de
 » Menars peut-elle donc demander l'interdiction
 » de son mari ? Elle apporte en preuve d'incapacité & de foiblesse d'esprit, deux billets qui
 » lui ont été surpris. Mais la voix des
 » conseils n'étoit-elle pas un tempérament qui
 » devoit avoir la préférence ? Et les neuf parens
 » qui ont voté en dernier lieu pour cet expédient , n'ont-ils pas en cela consulté le véritable intérêt des parties ? Les deux surprises
 » qu'on a faites au marquis annoncent clairement qu'il pourroit être dangereux de l'abandonner à lui-même. Avec la précaution des
 » conseils, la sûreté du marquis & de sa fortune est solidement établie, & il n'a plus rien
 » à redouter de la foiblesse de la vue ; car ce
 » sont ses yeux, & non son esprit, qui ont été
 » si étrangement abusés lorsqu'il a signé deux
 » obligations, l'une de 20003 livres, & l'autre
 » de 20005 livres, ne croyant reconnoître que
 » deux billets, l'un de 90 livres, & l'autre de
 » 80 livres «.

M. le Normant répondoit : » Le marquis
 » de Menars a été interdit dès le 4 mai
 » 1700, & il a inutilement tenté de secouer
 » le joug en 1723. Deux des parens qui se
 » déclarent aujourd'hui en sa faveur, disoient
 » alors, que *l'honneur allant avant tout, il fal-*
 » *loit non seulement songer à la sûreté des biens,*
 » *mais s'assurer de sa personne.* Il est bien cer-
 » tain que ce ne fut point la foiblesse de ses
 » yeux qui le plaça, à ces époques, dans les
 » liens de l'interdiction, mais un oubli général
 » de tout ce qu'il se devoit d'égard à lui-même
 » & à sa famille, & sur-tout son inconcevable

» facilité à signer tous les papiers qui lui étoient
 » présentés. Mais ce qui est antérieur à ses premières
 » interdictions , peut-il fonder une interdiction qui leur est postérieure ? Non sans
 » doute , s'il étoit possible de soupçonner que le
 » marquis ait pu se corriger ; mais ces deux
 » billets qu'il a signés si aveuglément , ne prou-
 » vent-ils pas que la même foiblesse , non pas
 » d'yeux , mais d'esprit , subsiste toujours ? Si les
 » mêmes dangers sont toujours à craindre , ne
 » doit-on pas prendre les mêmes précautions ?
 » Et ces précautions deviennent d'autant plus indis-
 » pensables , qu'il s'en faut bien que les
 » compagnies qu'il voit le mettent à l'abri des
 » surprises qui peuvent ruiner sa fortune & com-
 » promettre sa personne. Il n'est point d'homme
 » chez lequel brille encore une lueur de raison ,
 » qui n'eût pu se garantir du piège des billets ,
 » &c. &c.

Sur ces raisons , arrêt intervint , par lequel le marquis de Menars fut interdit & mis sous la curatelle de sa femme.

En général, on peut dire qu'en cette matière la dissipation ne doit pas être aussi grande lorsqu'elle est jointe à une certaine foiblesse d'esprit , que lorsqu'elle forme le seul titre de la demande en interdiction.

Il est pareillement certain que les excès auxquels il faut qu'elle soit portée pour déterminer la justice à priver un homme de sa liberté , doivent être plus considérables & plus crians de la part d'un père de famille , que d'un simple particulier. Celui-ci est , dans toute l'énergie de ce mot , maître de tout ce qu'il possède ; il ne doit rien à ses collatéraux , point d'alimens pen-

dant sa vie , point de succession après sa mort. Aussi a-t-il été un temps où ils étoient non recevables à poursuivre son interdiction. Il y en a un arrêt du 2 août 1600 , rapporté par le Grand sur l'article 95 de la coutume de Troies. La condition d'un père de famille est bien différente ; son patrimoine n'est proprement pas à lui , la nature & la loi le destinent à ses enfans , elles les regardent en quelque sorte comme ses copropriétaires ; & à sa mort , c'est moins une succession, qu'une continuation de propriété qu'elles leur déferent (*). S'il méconnoît les obligations sacrées que lui impose le titre de père , s'il sacrifie les intérêts de ses enfans à ses passions , il n'y a point à balancer , le juge doit prononcer son interdiction , & lui dire , comme faisoit anciennement le préteur romain : *Quando tua bona paterna avitaeque nequitia tua disperdis , liberosque tuos ad egestatem perducis , ob eam rem tibi ea re commercioque interdico* (**).

§. II. Des formalités nécessaires à l'interdiction d'un Prodiges.

Il y a en Flandres quatre coutumes qui ne permettent de poursuivre l'interdiction d'un Prodiges qu'en vertu de lettres royaux. Ce sont Lille , titre 4 , article 9 ; châellenie de Lille , titre 15 , article 10 ; Douai , chapitre 7 , article 9 ; gouvernance de Douai , chapitre 12 , article 8.

(*) L. 11 , D. de liberis & posthumis. L. 1 , parag. 12 , D. de successorio edicto ,

(**) Paulus , recept. sentent. lib. 3 , tit. 4 , parag. 7.

On a soutenu depuis peu au parlement de Flandres , que ces dispositions étoient de droit commun. Le sieur Colpin père , négociant à Valenciennes , avoit été interdit par sentence des prévôt & échevins de cette ville du 11 décembre 1773. Il s'en rendit appelant au parlement de Flandres , & allégua entre autres moyens le défaut de ses enfans d'avoir pris des lettres en la chancellerie près la cour. Il n'appartient , disoit-il , qu'à l'autorité souveraine de changer l'état que la nature ou la loi nous donnent. L'incapacité du mineur ne peut être levée par le juge , qu'en vertu de lettres de BÉNÉFICE D'ÂGE (voyez ce mot) ; pourquoi donc la capacité naturelle & légale d'un majeur pourroit-elle être anéantie sans lettres de curatelle ? N'est-il pas de principe que *contrariorum eadem est ratio* ?

Ce moyen étoit à peine spécieux : voici la réponse que j'y ai faite pour les intimés. C'est un principe constant , que l'on ne doit point ajouter aux loix ni aux coutumes, des formalités qu'elles n'ont pas prescrites. Tout est de rigueur dans cette matière ; vouloir retrancher quelque chose de la loi , c'est attenter à son autorité ; vouloir y suppléer , c'est insulter à sa sagesse & à sa prévoyance.

Cette seule réflexion est décisive pour les intimés. Il n'y a pas un mot dans la coutume de Valenciennes, qui fasse sentir la nécessité de prendre des lettres en chancellerie , lorsqu'il est question d'interdire un majeur qui abuse de sa liberté : il est donc inutile de recourir à cette forme par rapport aux citoyens dont la personne est soumise à la coutume de Valenciennes. Ce seroit multiplier les frais sans objet & sans fruit.

Cette conséquence acquiert un nouveau degré de lumière , lorsqu'on jette les yeux sur le décret d'homologation de la coutume de Valenciennes ; voici , entre autres choses , ce qu'il porte :
» Avons interdit & défendu , interdisons &
» défendons par ces présentes à tous nosdits su-
» jets & manans , & autres qui auront ci-après
» causes ou procès pardevant nosdits prévôt ,
» jurés & échevins , de recevoir & admettre
» en causes & matières à démener & intenter par-
» devant eux , autres coutumes & usages que ceux
» ci dessus écrits «.

D'après cela , il est impossible de concevoir comment l'obtention de *lettres de curatelle* , sur laquelle la coutume garde le plus profond silence , pourroit être regardée à Valenciennes comme une formalité essentielle & un préalable nécessaire à l'interdiction d'un majeur.

Si du moins le droit commun exigeoit cette formalité , on pourroit , on devroit même s'y conformer à Valenciennes , comme ailleurs ; mais le droit commun est aussi muet là-dessus que la coutume de Valenciennes , & il est par-tout d'un usage constant de regarder comme véritables & régulières les sentences d'interdiction prononcées sans lettres de chancellerie. Quatre coutumes , il est vrai , en disposent différemment ; mais quatre coutumes ne forment pas une loi générale , sur-tout dans une matière qui n'appartient pas spécialement au droit coutumier.

Faut-il une nouvelle preuve de ce nous avançons ? En voici une sans réplique. Le recueil des édits & réglemens pour la Flandre , imprimé en 1731 par ordre de M. d'Aguesseau , nous offre , page 100 , » un tarif des droits du sceau & des

» taxes des lettres qui se scellent es chancelle-
 » ries près les cours de parlemens & autres cours
 » supérieures de ce royaume, en conséquence
 » de l'édit du mois d'avril 1672 ». Ce tarif a
 été enregistré en la cour le 26 juin 1681. En
 1770, il en a été fait un semblable, mais beau-
 coup plus étendu, pour la chancellerie établie à
 cette époque près le parlement de Nancy (*).
 Or, dans l'un & l'autre tarif, on ne trouve rien,
 absolument rien de relatif à l'interdiction. Il ne
 faut donc pas de lettres de chancellerie pour inter-
 dire un majeur.

Enfin, c'est ce que la cour elle-même a jugé
 par arrêt du 14 août 1779, au rapport de M.
 Delvigne. Le sieur Bodhain d'Harlebecque, gou-
 verneur de la ville de Marchiennes, étoit appe-
 lant d'une sentence de l'official, juge ordinaire de
 Cambrai, qui l'avoit constitué en curatelle. Il
 combattoit cette sentence par différentes raisons,
 & notamment par le défaut de ses adversaires
 de s'être pourvus préalablement de lettres royaux.
 Mais ni ce moyen que son premier défenseur
 avoit employé, ni les autres que j'y ai ajoutés,
 n'ont été d'aucun effet. La cour a déclaré le
 sieur d'Harlebecque bien & valablement interdire.

Ces raisons ont eu tout le succès que l'on
 devoit en attendre. Par arrêt du 17 juin 1780,
 rendu en la seconde chambre, au rapport de
 M. Durand d'Elecourt, le Parlement de Flandres
 a ordonné, avant faire droit sur l'appel de la sen-
 tence d'interdiction, qu'il seroit, 1°. tenu par
 le rapporteur procès-verbal de l'état du sieur

(*) Voyez ci-devant, tome 9, page 71.

Colpin père; 2°. fait devant le même magistrat une nouvelle assemblée de parens; 3°. informé des faits de dissipation articulés au procès, dépens réservés. Par-là, on a préjugé bien clairement, que l'omission des *lettres de curatelle* n'avoit aucunement vicié la procédure.

Pour qu'une interdiction soit valable & produise tous les effets que les loix en font résulter, il faut qu'elle soit prononcée par un juge compétent. L'article 21 du chapitre 60 des chartres générales de Hainaut, contient sur ce point une disposition particulière. Voici comme il est conçu :

» Lui appartient encore (au grand bailli de la
 » cour souveraine de Mons), & à nul autre
 » juge de notredit pays, de prendre en sa pro-
 » tection & curatelle, les Prodiges, furieux,
 » débiles de sens, muets & autres semblables,
 » aussi leurs biens & revenus, y commettant
 » tels tuteurs, curateurs ou manbours qu'il trouve
 » convenir, à charge de par eux lui en rendre
 » compte, ou à son commis «.

Le grand bailli est représenté, dans le Hainaut François, par les juges royaux; & ils exercent, chacun dans son ressort, le droit exclusif que les chartres publiées long-temps avant leur création, attribuoient à cet *officier souverain*, d'interdire & mettre en curatelle les habitans de cette province. Si les prévôt & échevins de Valenciennes jouissent du même droit, c'est par deux raisons qui ne conviennent à aucun autre juge municipal du Hainaut; la première, qu'ils sont dans une possession constante & consacrée par la volonté expresse du souverain, de connoître des cas réservés aux juridictions royales; la seconde, que les chartres générales n'ont aucun empire à

Valenciennes dans les matières personnelles? Voyez les articles ECHEVIN, MAGISTRAT, & VALENCIENNES.

Tous les auteurs conviennent que l'interdiction ne peut être prononcée que par le juge domiciliaire ; & cela ne peut être susceptible d'aucun doute : c'est toujours la loi du domicile qui détermine la condition des hommes ; il n'est donc pas possible qu'une autorité étrangère imprime à une personne une qualité qui change universellement son état.

Mais l'acquiescement donné par une personne reconnue pour Prodigue , à la sentence d'interdiction d'un siège étranger , couvre-t-elle ce défaut de pouvoir , & forme-t-elle obstacle à l'appel que l'on pourroit en interjeter comme de juge incompetent ? Cette question a été jugée par l'arrêt déjà cité du 14 août 1779 ; en voici l'espece :

Le sieur Bodhain d'Harlebecque , ayant fait quelques dépenses excessives , fut pressé par sa mère & ses autres parens de se laisser interdire pour quelque temps : après beaucoup de sollicitations , il y consentit , sous la réserve de reprendre son état de liberté après que l'on auroit mis ordre à ses affaires ; & en conséquence , il fut rendu par l'official , juge ordinaire de Cambrai , une sentence du 27 octobre 1777 , qui le constitua en curatelle. Sa mère mourut peu de temps après ; la succession qu'elle lui laissoit , le mettant à même de réparer une grande partie des brèches qu'il avoit faites à sa fortune , il donna , le 2 avril 1778 , une requête en main-levée de son interdiction. Ses parens s'étant opposés à cette demande , il intervint une sentence du 24 juillet

suivant , qui ordonna quelques préliminaires à l'instruction complète de la cause. Le sieur d'Harlebecque appela d'abord de cette sentence & de celle du 27 octobre 1777 , *tant comme de juge incompetent qu'autrement* ; mais dans la suite il se restraints à l'appel d'incompétence , & se réserva de suivre , quand & où il jugeroit à propos , l'effet de celui concernant le fond. J'étois chargé de sa défense : voici le précis des moyens que j'ai employés pour établir l'incompétence de l'official de Cambrai.

Il est constant que le sieur d'Harlebecque n'étoit point domicilié à Cambrai lors de la sentence du 27 octobre 1777 , qui l'a privé de sa liberté. C'est ce que prouve , 1°. un certificat du trésorier de cette ville , » portant , que M. d'Harlebecque , » ci-devant domicilié en ladite ville , a cessé d'être » imposé & d'être compris dans les rôles de » capitation , à commencer à l'année 1774 , ayant » quitté la ville de Cambrai , pour faire sa résidence en celle de la Fère au mois de » septembre 1773 «. 2°. Les maire & échevins de la Fère déclarent par actes des... septembre 1778 & 23 janvier 1779 , » que le sieur d'Harlebecque est domicilié en cette ville , sans aucune interruption , depuis le mois de septembre » 1773 , & que comme tel il a été exactement » compris dans les rôles de capitation , &c. « 3°. Le bailliage de la Fère a rendu , le 11 décembre 1777 , une sentence portant refus d'enregistrer , faire lire & publier la sentence d'interdiction du sieur d'Harlebecque , par la raison que cette sentence est émanée d'un juge incompetent ; » le sieur d'Harlebecque n'ayant pas perdu le » domicile qu'il avoit acquis à la Fère depuis

« plusieurs années , & où il étoit domicilié
 » lors de cette sentence , n'ayant fait qu'une
 » absence de quelques mois , & un séjour sem-
 » blable à Cambrai & ailleurs ». 4^o. M. R , con-
 seiller en la cour , l'un des principaux adversaires
 du sieur d'Harlebecque , lui écrivoit le 26 juillet
 1777 , trois mois avant la sentence d'interdiction :
 » Personne de nous n'ignore que vous avez une mai-
 » son à Cambrai , dont vous êtes propriétaire , &
 » que vous avez habitée autrefois ; mais nous
 » savons tous en même temps que vous avez
 » cessé de l'habiter , pour la louer , & prendre
 » un domicile hors du ressort du parlement de
 » Flandres , & que par-là vous avez cessé d'être
 » son justiciable & de pouvoir y être attrait
 » par action personnelle ».

On oppose un acte que le sieur d'Harlebecque
 a passé au greffe de l'hôtel-de-ville de Cambrai
 le 20 août 1777. Mais que porte cet acte ?
 Que le sieur d'Harlebecque , *demeurant à la*
Fère , renonce au domicile qu'il a en cette der-
nière ville , pour le prendre & tenir audit Cambrai ,
en sa maison rue Notre-Dame. Cette déclaration
 prouve invinciblement qu'au temps de sa date
 le sieur d'Harlebecque étoit vraiment domicilié
 à la Fère ; & l'on ne peut la considérer que sous
 deux aspects , ou comme une marque de l'in-
 tention du sieur d'Harlebecque de transférer
 son domicile de la Fère à Cambrai , ou comme
 une simple soumission de sa part à la juridiction
 du juge ordinaire de cette dernière ville. Or ,
 sous l'un & l'autre point de vue , il est impossible
 que cet acte ait produit l'effet que l'on a voulu
 en faire résulter.

1^o. Cet acte , considéré comme une déclaration

du fleur d'Harlebecque de vouloir transférer son domicile à Cambrai, n'a pu le rendre justiciable de l'official de cette ville, parce qu'il n'a point été suivi, de sa part, d'une translation réelle & effective de sa demeure de la Fère à Cambrai.

Domicilium re & facto constituitur, non nudâ contestatione. L. 20, D. *ad municipalem*.

2°. Ce même acte, considéré comme une simple soumission du fleur d'Harlebecque à la juridiction ordinaire de l'official de Cambrai, n'a pu attribuer à ce juge un pouvoir suffisant pour l'interdire. Tout ce qui a trait à la condition d'un homme, à sa capacité de contracter, d'aliéner, de participer aux effets ordinaires de la vie civile, ne dépend aucunement de sa volonté; c'est la loi seule qu'il faut écouter sur ces matières. *Scimus jura nostra nolle prejudicium generale cuiquam circa conditionem, neque ex confessionibus, neque ex scripturâ.* L. 21, C. *de agricolis*. » On ne peut, dit Boullenois sur Ro-
» demburg, tome 2, page 374, on ne peut
» donner par convention à une personne un
» état personnel & public, que ne lui donne pas
» la loi ». Ainsi un majeur ne peut de lui-même se réduire à l'état de mineur; un citoyen ne peut valablement stipuler qu'il sera réputé mort civilement; &, par la même raison, un homme qui jouit de tous ses droits ne peut descendre de lui-même au rang des interdits, ni par conséquent consentir qu'un juge, auquel sa personne n'est nullement soumise, lui imprime cette qualité.

Si une interdiction n'avoit d'effet que relativement à celui contre qui elle est prononcée, on pourroit, au moins dans les provinces qui

ont conservé l'usage des prorogations de juridiction introduites par le droit, on pourroit être interdit par un juge étranger auquel on se seroit soumis à cette fin. Mais l'effet d'une interdiction n'est jamais circonscrit dans des bornes si étroites, il s'étend à toutes les personnes qui peuvent avoir la moindre relation avec la personne qu'il s'agit d'interdire. Un juge qui interdit un majeur, est censé dire au public : » Je vous défends de » contracter dorénavant avec cet homme, je » veux que vous le considériez à cet égard comme » n'existant plus, je répands dans toute son existence » civile un venin qui va vicier tous les engagements » qu'il pourroit former avec vous ; défiez - vous » donc de lui ; *scænum habet in cornu cavento* ». Il est sensible qu'un acte aussi étendu & aussi important de la juridiction civile, ne peut être exercé par un juge qui n'auroit qu'un pouvoir précaire & momentanée sur la personne du majeur qu'il seroit question d'interdire. Il faut, pour porter à ce point l'exercice de l'autorité confiée aux magistrats, une juridiction naturelle, stable & permanente, qui n'appartient & ne peut appartenir qu'au juge du véritable domicile.

Cette affaire paroît avoir intrigué beaucoup les juges. Un arrêt du 20 avril 1779 a d'abord ordonné au sieur d'Harlebecque de contester à toutes fins, & de prendre des conclusions au fond. Mais le sieur d'Harlebecque n'en a voulu rien faire, il a persisté à demander droit séparément sur son appel d'incompétence, se fondant sur l'article 17 du chapitre 1^{er} du style du parlement de Flandres, conforme à l'article 3 du titre 6 de l'ordonnance de 1667. Un second arrêt du 22 mai suivant lui enjoint de satis-

faire au premier, à tel péril que de droit, & ce dans le mois de la signification qui lui en feroit faite péremptoirement. Le sieur d'Harlebecque s'étant tenu purement & simplement à ce qu'il avoit dit auparavant, il est intervenu arrêt le 14 août de la même année, qui l'a déclaré bien & valablement constitué en curatelle.

On a dit au mot INTERDICTION, qu'il n'est pas toujours d'usage d'entendre les Prodiges avant de les interdire. Cette formalité est cependant prescrite par les coutumes de Lille, de la châtellenie de Lille, de Douai & de la gouvernance de Douai, aux endroits cités plus haut. Elle l'est également par l'article 520 de la coutume de Bretagne, dont voici les termes :
 » En déclaration de prodigalité, & interdiction
 » de biens, si le défendeur prétendu Prodigue
 » défaut à l'ajournement à lui donné, ou s'il
 » compare, & que la cause traîne en contesta-
 » & en longueur, le juge, &c. « D'Argentré sur cet article, qui étoit le 492 de l'ancienne coutume, dit qu'en disposant de cette manière, les rédacteurs on proscriit l'opinion des docteurs Angelus, Jason, & Décius, *qui non putant*, dit-il, *ad declarationem prodigalitatis, necessariam esse vocationem Prodigii, quia, inquiunt, Prodigii impedire non possunt ne eis bonis interdicator.*
 On voit que ces docteurs supposent ce qui est en question : sans doute un homme vraiment Prodigue ne peut pas empêcher qu'on ne l'interdise, mais il peut faire voir qu'il n'est pas tel ; il peut justifier, par des raisons très-légitimes, des actes qui, au premier abord, semblent porter l'empreinte de la prodigalité ; & cela seul ne suffit-il pas

pour que l'on ne puisse pas l'interdire sans l'entendre? C'est la réflexion de d'Argentré. *Audio, inquam, assumptum de Prodigio, sed quominus talis pronuncietur & judicetur obistere potest & defensiones afferre; & causas alienationum justas & necessarias probare, & debita, & casus; & verò multi quotidie probant & absolvuntur.* Au reste, nous voyons dans Christin, tome 1, décision 182, que le grand conseil de Malines a plusieurs fois réprouvé l'opinion des docteurs contre lesquels s'élève d'Argentré. Ce tribunal a cependant jugé, comme l'atteste le même auteur, & cela par arrêt rendu la veille de pentecôte 1526, que l'interdiction provisionnelle peut être prononcée sans entendre la personne accusée de prodigalité. J'ai eu plusieurs fois occasion de remarquer que tel est aussi l'usage de la gouvernance de Douai; j'y ai fait moi-même rendre plusieurs sentences qui l'établissent formellement, en sorte que la disposition de la coutume de ce siège est limitée à l'interdiction définitive.

Le défaut de conclusions des gens du roi annulleroit-il une sentence d'interdiction? Le sieur Colpin père a soutenu l'affirmative dans la cause dont on a parlé ci-devant, & il a prétendu faire annuler, sur ce fondement, la sentence des prévôt & échevins de Valenciennes, dont il étoit appelant. J'ai opposé deux raisons à ce moyen :

1°. Il est vrai que, régulièrement, les juges prennent des conclusions de la partie publique dans les matières d'interdiction; mais cette règle a ses exceptions comme toutes les autres, & certainement, s'il en faut excepter un cas, c'est bien celui où le défaut de partie publique dans

un siège, en rend l'exécution métaphysiquement impossible : or, il n'y a point d'officier dans le corps municipal de Valenciennes qui soit préposé pour donner des conclusions dans les causes relatives, soit à l'état, soit à la fortune des particuliers. Le prévôt-le-comte ne conclut ou plutôt ne semonce que dans les matières criminelles & de police ; le procureur-syndic ne prend communication que des affaires concernant les domaines & octrois de la ville ; le maieur n'exerce la conjure que dans un très-petit nombre de cas fixés par la coutume & quelques réglemens particuliers ; personne ne conclut dans les causes purement personnelles & civiles. Tel est l'usage ; peut être est-il abusif, mais il est trop ancien pour qu'une sentence qui y est conforme puisse être annullée sous ce prétexte. La cour peut le réformer pour l'avenir ; mais, à l'égard du passé, tous les actes auxquels il a servi de base, doivent subsister : c'est le vrai cas de la loi *barbarius*, D. de officio pratoris (*).

2°. Dans les tribunaux mêmes où il y a des officiers établis pour conclure dans les matières civiles, le défaut de communication aux gens du roi ne seroit pas un moyen de nullité contre une sentence d'interdiction. Cela est si vrai, que l'on ne pourroit pas faire rétracter par requête civile un arrêt rendu, soit contre un mineur, soit contre un interdit, sans conclusions du ministère public. » Cette maxime, dit Jousse, peut se » tirer de l'article 36 du titre des requêtes civiles du projet de l'ordonnance de 1667, com-

(*) Voyez les articles ERREUR & IGNORANCE.

» paré avec l'article 35 de la même ordonnance,
 » où l'on voit que le moyen de réquête civile
 » établi par le projet pour défaut de commu-
 » nication aux gens du roi, à l'égard des causes
 » où il y a des mineurs intéressés, a été re-
 » tranché lors de la rédaction de cet article «.

On se rappelle que l'arrêt intervenu sur ces raisons le 17 juin 1780, a préjugé, par un avant faire droit, que la sentence dont il s'agissoit n'étoit pas nulle. J'aurois pu ajouter à mes moyens ce passage de Serpillon, page 1546 : » Le défaut de communication d'un procès aux gens
 » du roi, ne fait pas une nullité dans la sentence rendue par un juge sujet à l'appel, parce
 » que ce défaut peut être réparé pardevant le
 » juge supérieur. C'est ce qui fut jugé au parlement de Dijon à l'audience de relevée, le
 » 10 janvier 1738, entre la comtesse de Louerme
 » & le sieur Verdin : Diffon plaidoit pour la
 » comtesse de Louerme, appelante d'une sentence du bailliage de Châtillon, qui l'avoit
 » condamnée par défaut, sans conclusions des
 » gens du roi; il demandoit la cassation de la
 » sentence : la cour n'y eut point d'égard; elle
 » prit les conclusions du substitut, & confirma la
 » sentence, avec dépens «.

Il faut cependant convenir que, dans la thèse générale, il y auroit bien de l'imprudence de la part d'un juge de prononcer une interdiction sans entendre la partie publique. Un règlement du conseil du 6 mai 1681, enregistré au parlement de Flandres le 13 juin suivant, porte, que l'on communiquera au procureur-général de cette cour les affaires » où les mineurs & autres
 » personnes qui, en termes de droit, sont com-

» parées aux mineurs , auront intérêt , & lorsqu'il
 » s'agira de l'état des personnes «. Ce règle-
 ment ne porte point la peine de nullité ; mais
 l'article 40 des lettres-patentes du mois de mai
 1706 , rendues pour le conseil provincial qui
 existoit alors à Valenciennes , déclare qu'il sera
 exécuté en ce siège , » à peine de nullité des
 » jugemens qui auront été rendus sans conclu-
 » sions dans les procès où elles doivent être don-
 » nées , suivant ledit règlement «.

§. III. *Des personnes qui peuvent provoquer
 l'interdiction d'un Prodigue.*

Nous n'aurions rien à ajouter ici à ce qu'a
 dit sur ce point l'auteur de l'article INTERDIC-
 TION , si , dans la cause du sieur Colpin père , dont
 nous avons déjà parlé , on n'avoit élevé , pour la pre-
 mière fois sans doute , la question de savoir si un
 fils est recevable à provoquer l'interdiction de son
 père. Le sieur Colpin soutenoit la négative , &
 se fondeoit sur les loix qui défendent au fils d'in-
 tenter contre l'auteur de ses jours une de ces
 actions que le droit romain qualifie de *fameuses*.
 La réponse que j'ai faite à ce moyen a été con-
 sacrée par l'arrêt ; la voici :

Il est vrai qu'un fils n'est pas recevable à pour-
 suivre son père par une action qui pourroit im-
 primer sur lui le sceau du déshonneur & de l'in-
 famie : mais où les conseils des appelans ont-ils
 vu que la demande en interdiction fût de ce
 genre ? où ont-ils vu qu'un homme interdit fût
 privé de l'honneur & réduit dans la classe des
 personnes infames ? Les loix 1 , 2 & 4 , D. de

curatoribus, décident qu'un fils peut être nommé curateur à l'interdiction de son père ; & l'on voudroit qu'il ne pût pas provoquer cette interdiction !

Les femmes ne sont pas plus recevables à intenter des actions *fameuses* contre leurs maris , que les enfans contre leurs pères. C'est ce qui résulte particulièrement de la loi 2 , D. de *actione rerum amotarum*. Cependant on voit tous les jours des femmes agir en justice pour faire interdire leurs maris , & tous les jours les tribunaux accueillent ces sortes de demandes. Dans la foule des arrêts que nous pourrions en citer , on remarque sur-tout celui du 17 avril 1734 , par lequel le parlement de Paris a interdit le marquis de Menars sur la poursuite de sa femme (*).

Du reste, l'usage nous dispense là-dessus de toute espèce de preuves. Rien de plus ordinaire dans les tribunaux , que d'y voir des enfans , effrayés par la perspective d'un avenir malheureux ; demander que la justice arrête le cours des dissipations de leur père , & lui jette, au milieu de l'abîme dans lequel il s'est plongé , une planche qui puisse sauver quelques débris de sa fortune. Il n'y a d'ailleurs aucun texte dans tout le droit civil ou coutumier , qui leur ôte cette faculté ; nous trouvons au contraire dans une de nos coutumes , dans celle de Bretagne , une disposition qui la leur accorde expressément. Voici ce qu'elle porte , article 519 : » Nul ne peut être déclaré Pro-

(*) Le parlement de Paris vient encore de juger la même chose. L'arrêt est de 1781. On le trouve dans le tome 11 de la *Gazette des tribunaux*.

» digne ; & on ne peut interdire l'administra-
 • tion des biens à aucun , fors qu'à l'instance
 » & requête de sa femme , enfans ou autres pro-
 » chains héritiers présomptifs «.

Eh ! comment seroit-il possible qu'un enfant ne fût pas recevable à requérir l'interdiction de son père ? A qui donc accorderoit-on ce droit ? Serait-ce aux collatéraux exclusivement ? Mais tous les auteurs ne nous disent-ils pas que dans ces matières un collatéral est toujours regardé en justice d'un œil défavorable ? Serait-ce à des étrangers ? Mais un étranger est absolument non recevable , suivant un arrêt du 3 septembre 1763 , rendu sur les conclusions de M. l'avocat général Séguier.

§. IV. *De ceux qui peuvent être nommés curateurs à l'interdiction , & de leurs devoirs.*

On a établi au mot INTERDICTION , qu'une femme peut être nommée curatrice de son mari , soit furieux , soit imbécille , soit Prodigue. Voici un arrêt rendu dans la coutume de Valenceinnes , qui confirme cette assertion pour le cas où l'interdiction est fondée sur la démente.

Le sieur Philippe-François Lejuste , négociant à Valenciennes , étant tombé dans un état d'imbécillité , le sieur Antoine Lejuste , son frère , présenta requête aux prévôt & échevins , pour être nommé curateur & obliger la dame Lejuste , sa belle sœur , de lui communiquer son contrat de mariage & les autres titres qu'elle pouvoit avoir en sa possession. La dame Lejuste ayant défendu à cette demande , il intervint sentence du 5 avril 1764 , qui la renvoya des fins & conclusions de

son beau-frère , & l'autorisa à gérer toutes les affaires de la communauté d'entre elle & son mari , même à ester en jugement lorsqu'il en seroit besoin. Le sieur Antoine Lejuste appela de cette sentence ; mais elle fut confirmée par arrêt du parlement de Flandres du 30 mars 1765, au rapport de M. Henner.

L'arrêt du 17 avril 1734 , que nous avons déjà cité , a jugé la même chose pour le cas où la prodigalité est le fondement de l'interdiction. Le marquis de Menars prétendoit cependant qu'il y avoit une différence essentielle entre ce cas & le précédent. » Peut-on , disoit M. Laverdy , son » défenseur , proposer de sang froid d'assujettir » un mari sexagénaire à une jeune femme qui ne » connoît que les amusemens du monde ? Ne » seroit-ce pas condamner le mari à être le reste » de ses jours le plus malheureux des hommes ? » Chez les Romains , un père imbécille & fou » pouvoit bien être mis sous la curatelle de son fils , » parce que le fou & l'imbécille n'ont point de » volonté , & encore ; dans ce cas , le père n'étoit- » il mis sous sa curatelle , que lorsque le fils , » par ses respects & par sa conduite irréprocha- » ble , avoit mérité cette confiance ; *si tam pro-* » *bus sit* , dit la loi. Mais il n'en étoit pas de » même du père Prodigue. Jamais le Prodigue » qui a connoissance & volonté , n'a été assujetti » à celui dont il étoit le chef. En partant d'après » des principes si sages , comment est-ce que le » mari seroit soumis à sa femme « ?

» La loi romaine , répondoit M. le Normant , » défenseur de la marquise de Menars , ne peut » avoir aucune sorte d'application à l'espèce dont » il s'agit. Quelle conformité y a-t-il en effet entre

» la puissance paternelle, & celle d'un mari sur
» sa femme ? La puissance paternelle produit un
» véritable esclavage, puisque le fils, qui y est
» soumis, n'acquiert rien qui ne soit pour son
» père : la femme est compagne de son mari, &
» n'est pas son esclave ; ce que le mari acquiert
» est pour elle & pour lui ; tout est censé le
» fruit d'une collaboration mutuelle. Le mari est
» chef d'une société commune ; il la gouverne
» en maître, mais il la gouverne pour sa femme
» & pour lui. — S'il tombe dans le dérangement,
» & que le dérangement procède d'une cause
» qui mérite qu'on lui ôte jusqu'au pouvoir qu'il
» a sur lui-même, alors la femme n'est point
» obligée de subir un joug étranger ; c'est à elle
» à gouverner la chose commune, & elle ne
» pourroit être soumise à l'autorité d'un tiers,
» qu'elle n'eût donné lieu, par sa conduite, de
» l'interdire elle-même. — Mais le droit qui
» appartient à la femme par elle-même, elle
» l'exerce encore à plus juste titre quand elle
» a des enfans. Qui défendrait en effet l'intérêt
» des enfans, si ce n'étoit leur mère ? La tutelle
» ne peut lui être refusée sans des motifs né-
» cessaires d'exclusion. Il y a bien moins de
» prétexte de lui refuser la curatelle, pour la-
» quelle se joint aux intérêts des enfans, celui
» de la femme elle-même, & le droit incon-
» testable qui lui appartient dans la communauté.
» — Mais si les loix romaines sont absolument
» étrangères à une curatelle ouverte en pays
» coutumier, il se trouve dans le pays coutu-
» mier, des textes qui s'en expliquent clairement,
» & qui ne sont contredits par aucun autre.
» L'article 523 de la coutume de Bretagne porte,

„ que si un homme est déclaré mal usant de ses
 „ biens , il lui sera donné administrateur pour
 „ gouverner ou administrer ses biens , & aura la
 „ femme du Prodigue ledit gouvernement & ad-
 „ ministration , si elle se trouve capable pour ad-
 „ ministrer lesdits biens ; autrement ils seroient
 „ baillés à autres de ses parens qui seront trou-
 „ vés suffisans pour le faire „.

Par l'arrêt cité , la marquise de Menars fut déclarée curatrice , & l'on nomma un conseil à l'interdiction.

On voit par les défenses respectives des parties , que dans cette affaire on convenoit , d'un côté comme de l'autre , qu'un fils ne peut être nommé curateur à l'interdiction de son père , lorsqu'elle est fondée sur la prodigalité. Il y a cependant des auteurs qui soutiennent le contraire , & ne mettent à cet égard aucune différence entre le père insensé & le père Prodigue ; tels sont d'Argentré sur l'article 495 de l'ancienne coutume de Bretagne , & Voet en son commentaire sur le digeste , livre 27 , titre 10. Mais cette opinion nous paroît détruite par le texte même sur lequel ils la fondent. La loi 1 , §. 1 , D. *de curatoribus* , porte , que , suivant l'ancien droit , la curatelle ne pouvoit jamais être déferée au fils de l'interdit. *Curatio autem ejus cui bonis interdicitur , filio negabatur permittenda*. Mais , ajoute-t-elle , il y a un rescrit de l'empereur Pius , qui permet de nommer le fils dont la conduite est irréprochable , curateur à l'interdiction de son père furieux , *sed extat divi Pii rescriptum filio potius curationem permittendam in patre furioso , si tam probus sit*. Il résulte clairement de là , que l'ancien droit n'a été corrigé qu'à l'égard du père furieux

furieux ou insensé ; il subsiste donc dans toute sa force par rapport au Prodigue. La loi 2 confirme cette conséquence : elle autorise pareillement le juge à nommer le fils curateur de son père ; mais elle ne parle que du cas où l'interdiction est fondée sur une incapacité absolue. *Sed & aliis dabit proconsul curatores qui rebus suis supereffe non possunt, vel dari jubebit, nec dubitabit filium quoque patri curatorem dari.* La loi 4 ajoute, qu'une mère furieuse ne doit point avoir d'autre curateur que son fils, *furiosæ maris curatio ad filium pertinet* (*). Pourquoi ces trois textes ne rouleront-ils que sur l'interdiction causée pour fureur ou démence, si leur décision devoit également avoir lieu dans le cas de la prodigalité ?

Il s'élève quelquefois des contestations entre des collatéraux, sur le point de savoir à qui d'entre eux sera déferée la curatelle d'un interdit. Brillouin nous a conservé, au mot *curateur*, la note d'un arrêt célèbre rendu sur un différend de cette espèce : » Le roi ayant renvoyé au parlement le jugement de la contestation entre » M. le prince de Condé & M. le duc d'En- » guien d'une part, & madame la duchesse de » Nemours d'autre, touchant la question de la » curatelle de M. l'abbé d'Orléans, seul enfant » de la maison de Longueville ; la cour confirma

(*) Il y a dans Boniface un arrêt du parlement d'Aix, du 22 novembre 1657, qui est conforme à cette disposition. La Peyrère en rapporte un autre rendu au parlement de Bordeaux le 9 janvier 1702, qui juge » que le fils » curateur de son père tombé en démence, n'étoit pas » obligé de se faire attester »

» la nomination faite de M. le prince & de M.
» le duc pour curateurs , à l'exclusion de ma-
» dame de Nemours , qui prétendoit être nom-
» mée curatrice pour les biens paternels , aux-
» quels elle étoit habile à succéder. M^e. Baille
» plaidoit pour madame de Nemours : M^e. Ro-
» bert pour M. le prince.

» M. Talon , dont les conclusions furent sui-
» vies par l'arrêt , répondit ainsi à trois exem-
» ples proposés de la part de madame de Ne-
» mours , pour montrer qu'il n'étoit pas nouveau
» de donner même la tutelle à d'autres femmes
» que la mère & l'aïeule.

» Le premier exemple étoit que le roi , im-
» médiatement après la mort de madame de
» Longueville , avoit partagé la curatelle de
» M. l'abbé d'Orléans entre M. le prince pour
» les biens maternels , & madame de Nemours
» pour les paternels , & par conséquent que ce
» que le roi avoit fait pouvoit servir d'exemple.
» M. Talon répondit que l'autorité du roi , qui
» est au dessus des loix , étant le seul fonde-
» ment de ce qu'il a fait en cette rencontre ,
» on n'en devoit tirer aucune conséquence , parce
» que la cour est absolument obligée de suivre
» les loix , quoiqu'elle juge souverainement de
» leur exécution.

» Le deuxième exemple étoit que madame
» la duchesse d'Aiguillon avoit été nommée tu-
» trice de MM. le marquis & l'abbé de Ri-
» chelieu , quoiqu'ils eussent leur mère , ma-
» dame de Pontcourlay , & que pour elle elle
» ne fût que leur tante. On répondoit que la
» mère s'étant excusée de la tutelle , & , con-
» jointement avec toute la famille , ayant prié

» madame d'Aiguillon de l'accepter , ce consen-
» tement universel de la famille étoit l'unique
» cause de la tutelle de madame d'Aiguillon.

» Le troisième exemple étoit à peu près sem-
» blable dans la maison de Coëtlogon en Bre-
» tagne. La cour, où la contestation sur la tu-
» telle avoit été renvoyée , avoit confirmé de la
» même manière le choix de la famille , & la
» nomination d'une femme pour tutrice ; mais ,
» dans l'espèce présente , tous les parens avoient
» nommé M. le prince & M. le duc pour
» curateurs.

» L'arrêt permit néanmoins à madame de
» Nemours de nommer de sa part un avocat , qui
» assisteroit , pour la conservation de ses intérêts ,
» dans le conseil de la curatelle «.

Les devoirs du curateur d'un interdit sont ré-
gulièrement les mêmes que ceux du tuteur d'un
mineur. De là l'obligation que lui imposent la
loi dernière , §. 5 , & l'authentique suivante ,
C. de curatoribus , de prêter serment , de faire
inventaire , & de donner caution. La coutume
de Douai , chapitre 7 , article 9 , & celle de la
gouvernance de Douai , chapitre 12 , article 8 ,
portent , que » ne sont les curateurs des interdits
» tenus bailler caution , seront néanmoins sub-
» mis de faire inventaire des biens de ladite
» curatelle , & prêter le serment en tel cas per-
» tinent «. Cette disposition forme aujourd'hui
le droit commun de tous les pays coutumiers.

La coutume de la châtellenie s'en est un peu
écartée ; elle décide , titre 15 , article 10 , que
» ne sont les curateurs commis tenus bailler cau-
» tion , ne faire inventaire des biens , mais suffit
» faire le serment en tel cas pertinent «.

En Hainaut , & même à Valenciennes , la femme qui est nommée curatrice à l'interdiction de son mari , ou plutôt qui est autorisée à régir & administrer la communauté au lieu & place de ce dernier , n'est point non plus obligée de faire inventaire. Tel est l'usage constant de la province , & il a été confirmé par un arrêt du 30 mars 1765 , dont nous avons déjà rapporté une disposition.

§. V. Des effets de l'interdiction d'un Prodigue.

Un homme déclaré Prodigue, & interdit comme tel , peut-il encore se marier ? L'affirmative ne souffre aucun doute. L'interdiction ne porte que sur les biens , elle n'a point d'effet sur la personne même , & par conséquent elle ne peut vicier un engagement qui n'est en soi que personnel.

Mais si le mariage en lui-même ne peut être attaqué , ne peut-on pas toucher aux conventions qui l'ont précédé ? doit-on laisser jouir la femme de tous les avantages que lui a promis le Prodigue qu'elle a épousé ? peut-elle même se maintenir légitimement dans tous ceux que lui accorde la coutume du lieu ?

Voet sur le digeste , livre 23 , titre 1 , ne fait point difficulté de dire que ce mariage est radicalement nul , quant aux effets civils. Il paroît vraiment fort singulier que l'on puisse aliéner ou du moins charger son bien par la voie du mariage , tandis que l'on est déclaré incapable de faire l'un ou l'autre. Cependant on ne peut se refuser qu'il y a dans cette opinion bien de la raison & même de l'inconséquence. Laisser à un

Prodigue la faculté de se marier, & lui interdire le droit d'assurer à son épouse le sort qu'elle a droit d'attendre de sa condition, n'est-ce point se contredire? n'est-ce point lui refuser réellement ce qu'on a l'air de lui permettre? n'est-ce point détruire cette maxime si généralement reconnue, que la concession de la fin emporte la concession des moyens nécessaires pour y parvenir (*)?

Le mariage d'un Prodigue ne mérite certainement pas moins de faveur que celui d'un homme qui, sans être totalement insensé, est absolument incapable de gérer les affaires. Or, jamais on ne s'est avisé de contester les effets civils d'un mariage de cette dernière espèce: on prend seulement un tempérament pour empêcher que l'interdit n'accorde à son conjoint des avantages qui excèdent le taux auquel la condition des parties demande qu'on les porte. Fevret, livre 5, chapitre 3, n. 37, dit, après M. Servin en ses arrêts, tome 2, qu'en ce cas le juge doit réduire les conventions matrimoniales sur le pied réglé par les coutumes des lieux, *ou autrement, ainsi qu'il se doit par raison.*

Ces dernières paroles sont remarquables, surtout relativement aux coutumes qui contiennent, soit sur la communauté, soit sur les gains de survie, des dispositions qui s'écartent du droit commun. Celle de Douai, par exemple, établit entre les conjoints une communauté universelle de tous biens, tant immeubles que meubles, & en rend propriétaire le survivant avec

(*) Cui jurisdictio data est, ex quoque concessa esse videntur sine quibus jurisdictio explicari non potuit. L. 2, D. de jurisditione.

enfans : mais comme il est d'usage, sur-tout lorsque la fortune n'est pas égale de part & d'autre, de corriger cette disposition par le contrat de mariage , & de la réduire aux termes du droit commun coutumier , il n'est point douteux que si un homme interdit pour cause de prodigalité épousoit dans cette coutume une femme qui ne lui apportât point une fortune proportionnée à la sienne , ou qui du moins ne compensât point ce défaut par quelque autre avantage réel , on ne fût fondé à demander la réduction de ses droits nuptiaux , conformément à l'usage le plus ordinaire & à la condition des parties.

Nous trouvons dans Basnage un arrêt du parlement de Normandie , qui porte assez loin le principe , qu'un Prodigue ne peut accorder à son épouse un avantage un peu extraordinaire sur les biens dont la disposition lui est interdite. Voici de quelle manière s'explique cet auteur :

» Par arrêt du 15 mai 1671 , au rapport de M.
 » du Houley , il fut jugé que celui qui étoit
 » en curatelle en se mariant , n'avoit pu obliger
 » ses immeubles à la consignation de la dot ,
 » mais seulement ses meubles dont il avoit l'ad-
 » ministration : voici les circonstances du fait.
 » Jean Trevet , sieur de Senonville , fut mis en
 » curatelle en l'année 1649 ; mais en l'année
 » 1665 on lui laissa l'administration de son re-
 » venu & de ses meubles , à la charge qu'il ne
 » pourroit aliéner ses immeubles que par l'avis
 » de deux parens ; depuis , par son contrat de
 » mariage fait en l'absence de tous ses parens
 » avec la demoiselle Saviniaire de Mazemguerbe ,
 » il confessa avoir reçu une somme qu'il avoit
 » consignée sur ses biens pour être la dot. Le

» sieur Trevet , conseiller au présidial de Rouen ,
 » qui s'étoit opposé à ce mariage , n'ayant point
 » de causes valables d'opposition , fut obligé de
 » s'en désister. Après le décès dudit Trevet , sa
 » veuve demanda sa dot à François Trevet fils
 » du premier lit , qui s'en défendit ; parce que
 » son père , étant en curatelle , n'avoit pu aliéner
 » ni hypothéquer ses immeubles que par l'avis
 » de deux parens qu'on lui avoit nommés ; on
 » s'étoit bien gardé de les appeler , parce qu'en
 » effet on n'avoit rien payé. La femme disoit au
 » contraire qu'elle n'avoit pu y appeler les deux
 » parens nommés par la restriction , parce que
 » l'un étoit décédé lors du contrat de mariage , &
 » l'autre , qui étoit le sieur Trevet conseiller , étoit
 » opposant ; qu'il seroit rigoureux de lui faire
 » perdre sa dot , son mari ayant reconnu devant
 » les tabellions qu'il l'avoit reçue ; qu'ayant été
 » capable de contracter mariage sans le consen-
 » tement de ses parens , il avoit aussi été capable
 » de consentir les pactions ordinaires dans les
 » contrats de mariage , & par conséquent de
 » s'obliger à la consignation de la dot , qui est
 » la principale. Néanmoins il fut jugé que Trevet
 » n'avoit pu engager ses immeubles par une con-
 » fession faite en l'absence de ses parens , sauf
 » à la femme de prendre sa dot sur les meu-
 » bles «.

Le Prodiges interdit peut-il tester ? Nous ne
 répéterons pas ici ce qu'on a dit à ce sujet au
 mot INTERDICTION. Nous ajouterons seulement
 qu'il a été rendu dans les tribunaux des Pays-Bas ,
 des arrêts conformes à quelques-uns de ceux que
 l'on a cités à cet article. Abande , livre 4 , titre
 premier , décision 3 , en rapporte un du conseil

souverain de Frise, du 27 octobre 1626, qui confirme le testament d'un Prodigue, par la raison qu'il ne contenoit que des dispositions sages & raisonnables. Grœneweghen sur les institutes, livre 2, titre 12, §. 2, assure que la même chose a été jugée au conseil de Hollande : *Ita quoque in Hollandiæ curiâ judicatum intellexi*. M. Pollet, partie 2, n. 125, nous fournit un arrêt semblable du parlement de Flandres. » Marguerite » Willemet, dit-il, avoit fait une donation entre » vifs de tous les biens dont elle pouvoit dis- » poser au profit des enfans de M^e. Antoine Taisne » de Bender, conseiller au baillage d'Ipres, ses » neveux & nièces. Elle avoit deux frères, » Guillaïn & François Willemet; François avoit » été constitué en curatelle un an avant la do- » nation. Quelque temps après, François Wille- » met, se sentant atteint d'une maladie mortelle, » fait son testament, par lequel il dispose de ses » biens en faveur des enfans de son frère Guis- » laïn. Après sa mort, Taisne, au nom de ses » enfans, s'oppose à l'exécution du testament, » soutient qu'il doit être déclaré nul, & emploie » la disposition du droit. Les officiers du baillage » d'Ipres, juges de la première instance, dé- » boutèrent Taisne de son opposition : appel à » la cour. Par arrêt du 19 juillet 1710, il a été » dit mal appelé, & que la sentence sortiroit effet. » La cour n'a point douté que la nouvelle 39 de » Léon ne fût autorisée par l'usage, & elle a » jugé que le défunt avoit prudemment disposé » de ses biens en faveur des enfans de son frère » Guillaïn, pour les récompenser des biens dont » ils étoient exclus avec leur père par la dispo- » sition de Marguerite Willemet leur tante ».

Il y a cependant quelques coutumes qui exigent pour la validité du testament d'un Prodigue, que celui-ci obtienne du juge une autorisation de le faire. Telle est celle d'Anvers, titre 46, article 8. C'est aussi ce que portent les chartres générales de Hainaut, chapitre 60, article 22. Le grand bailli, disent-elles, a seul le pouvoir » d'autoriser telles personnes prises en sa protection » & curatelle, à passer avis & partage au profit » de leurs enfans, d'aliéner une partie de leurs » moyens quand la nécessité le requiert, & faire » tous tels autres actes que par avis & conseil » des tuteurs & plus proches parens sera trouvé » expédient «.

Il faut bien distinguer dans cet article ce qui est propre à chaque espèce d'interdiction : ainsi on ne doit pas conclure de ces termes, *autoriser telles personnes à passer avis & partage au profit de leurs enfans*, que les juges puissent autoriser les parens & les curateurs d'un furieux ou d'un imbécille, à faire en son nom le partage de ses biens entre ses enfans : on peut bien contracter par le ministère d'un étranger, mais pour rester valablement, il faut le faire soi-même : *Testamentum non debet pendere ex alienâ voluntate*. Il faut donc restreindre aux Prodiges la faculté que le texte cité accorde aux interdits de *passer avis & partage au profit de leurs enfans*, moyennant une autorisation judiciaire & un avis de parens.

Il y a cependant un cas où l'on peut en Hainaut disposer, même à cause de mort, des biens d'un furieux ou d'un imbécille, pourvu que ce soit entre ses enfans ; c'est lorsque son conjoint vit encore ; alors les chartres générales permet-

tent à celui-ci de faire de ses biens & de ceux de l'interdit une seule & unique masse, & de partager le tout entre leurs enfans communs. Voici ce que porte l'article 19 du chapitre 31 : » Si
 » l'un des conjoints étoit débile d'entendement,
 » ou muet, ou en tutelle & curatelle, l'autre,
 » par consentement des parens ou communs amis,
 » deux de chacun côté, pourra faire & passer avis
 » & partage à leurs enfans & génération d'iceux,
 » comme dessus, moyennant le consentement &
 » autorisation de notre grand bailli de Hainaut «. Cette exception au droit commun n'est fondée que sur la confiance du législateur dans l'affection paternelle; on ne doit donc pas l'étendre au delà de ses termes précis.

Les créanciers d'un Prodigue ne peuvent, dans les poursuites qu'ils font pour obtenir paiement de leurs dettes, s'adresser qu'à son curateur. Dufail rapporte un arrêt du parlement de Bretagne du 19 août 1574, qui déclare nulle une saisie réelle pratiquée sur le Prodigue même.

On a démontré au mot INTERDICTION, que l'on ne doit pas, au préjudice des tiers, donner à la sentence qui interdit un Prodigue, un effet rétroactif aux premières procédures. Cette opinion est confirmée par les articles cités plus haut, des coutumes de Lille, de la châtellenie de Lille, de Douai & de la gouvernance de Douai: ces loix veulent que le juge pourvoie » pendant le litige, sur l'interdiction de non aliéner ses biens par ladite personne, selon que » sera trouvé sommairement la matière y être » disposée « ; ce qui suppose bien clairement que le Prodigue appelé en justice pour se voir

interdire , n'est point , par cela seul , déclaré de plein droit incapable d'aliéner ses biens pendant l'instruction de la cause.

La coutume de Bretagne en dispose à peu près de même. Voici ce qu'elle porte , article 520 :
 » En déclaration de prodigalité & interdiction
 » de biens , si le défendeur prétendu Prodigue
 » défaut à l'ajournement à lui donné , ou s'il
 » compare , & que la cause entre en contesta-
 » tion & en longueur , le juge , information
 » sommaire préalablement faite , pourra ordonner
 » que l'état du procès sera *banni* « , c'est-à-dire
 publié.

Article 521. » Et sera la *bannie* (publication)
 » faite au marché prochain , & à la paroisse du
 » domicile de celui qui est appelé en prodiga-
 » lité , & attachée au poste & lieu public dudit
 » marché , ou porte d'église paroissiale , &
 » après rapportée & certifiée en jugement à jour
 » d'audience.

Article 522. » Et s'il y a aucun qui contracte
 » avec lui depuis le ban , & lui baille aucune
 » chose , & il soit depuis prouvé & déclaré mal
 » usant de ses biens , il le perd , & sera le con-
 » trat de nulle valeur «.

On ne peut rien , comme l'on voit , de plus opposé que ces articles au système de ceux qui font remonter de plein droit l'effet de la sentence d'interdiction , au moment où les procédures ont commencé. Voici cependant un arrêt qui a adopté ce système ; nous le tirons du journal des causes célèbres de M. Desessarts , année 1775 , tome 4 , cause 11.

Le sieur Cab jouissoit d'une fortune honnête dans le Roussillon. Après plusieurs années d'un

mariage heureux avec une femme laborieuse & économe, il oublia qu'il étoit père & époux, & se trouva en peu de temps écrasé de dettes. Sa femme alarmée assembla ses parens, & tous furent d'avis qu'elle devoit demander l'interdiction de son mari. Elle forma cette demande par une requête, & le juge l'autorisa à le faire assigner. Le sieur Cab, se voyant près de perdre sa liberté, profita de l'intervalle de l'ajournement à la sentence, pour vendre une métairie, qui étoit le seul bien sur lequel sa prodigalité n'eût pas étendu ses ravages. Après l'interdiction prononcée, la femme attaqua le contrat de vente. Il est libre sans doute, disoit-elle, à un majeur de vendre son bien : mais cette liberté, qui est l'apanage de tout citoyen, ne doit-elle pas être suspendue dans un père de famille, qui s'est mis dans le cas de la voir attaquer par la demande en interdiction ? L'interdiction est une planche que la loi jette au dissipateur, au moment de son naufrage : lui est-il permis de la repousser, quand elle la lui présente ? L'interdiction est encore une dernière ressource que la loi accorde à ceux qui ont intérêt de sauver quelques restes d'une prodigalité outrée : or, ce remède salutaire au Prodigue pour qu'il ne consomme pas sa ruine, & ce secours nécessaire à une mère, à des enfans pour n'en être pas les victimes, deviendroient inutiles, si, lorsque la requête est présentée au juge, l'assemblée de parens ordonnée, le Prodigue n'étoit pas déjà lié par cette procédure préparatoire. Il n'est pas douteux qu'irrité des chaînes qu'on lui forge, il ne se porte d'autant plus à les rendre vaines, qu'il se livre à la fois & à son penchant de dissiper, & à la satisfaction de se

venger. — Le mal viendra donc du remède, le désespoir de la ressource ? c'est-à-dire qu'en faisant tous ses efforts pour arrêter son mari au bord du précipice, ce sera sa femme elle-même qui l'y aura jeté ; elle sera coupable d'avoir averti un créancier avide, afin qu'il profitât des derniers momens de liberté. — Ainsi, les loix n'auront point de force ni d'effet contre le Prodigue, s'il lui est possible d'en éluder l'exécution : il fera au contraire dangereux de les invoquer ; elles le précipiteront dans le dernier des désordres ; elles lui tendront la main, & ce sera cette main qui achèvera sa ruine. — Ce n'est pas au mort qu'il faut des remèdes, mais au malade. Que la dernière vente soit exécutée, la prodigalité est consommée, tout est fini. Plus de besoin, plus d'utilité du remède de l'interdiction. Le mari est comme mort pour sa femme & ses enfans ; son obligation naturelle de les nourrir est éteinte ; il n'y a plus lieu pour lui, ni au repentir, ni à l'amendement. Et on osera soutenir qu'il n'y a de frein pour cette liberté meurtrière de vendre, que lorsqu'elle a frappé ses derniers coups ! — La prodigalité est une espèce de démence ; disons plutôt, avec les loix, de fureur. Nous savons néanmoins que les engagements faits par un insensé & un furieux sont nuls avant même que leur personne soit interdite ; & que les engagements du Prodigue ne sont rejetés qu'après son interdiction ; mais au moins faut-il que le Prodigue s'arrête dès le moment qu'il est averti que la justice est saisie du compte qu'il doit lui rendre de sa conduite. Et lorsque la loi, qui veille sur lui, commence à s'élever en sa faveur, ne faut-il pas qu'elle

en impose à ceux qui pourroient être capables d'abuser encore de sa foiblesse? — C'est l'hommage que tout citoyen doit à l'empire de la loi, & au tribunal chargé de son exécution. De là, la défense de rien innover pendant l'instruction des procès; l'obligation de rétablir ce qui a été innové, & la peine contre une résistance opiniâtre. Les règles doivent être plus sévères en faveur d'un Prodigue, parce qu'il ne s'agit pas de faire rentrer des dissipations déjà consommées sans ressource, mais d'arrêter le cours de nouvelles qu'il peut faire encore. Or, si le Prodigue jouit de sa capacité lors même que l'on procède pour l'en priver, il est évident qu'il n'en fera que plus déterminé à en faire un mauvais usage. — Les loix prononcent la nullité des aliénations faites en fraude des créanciers; c'est, à plus forte raison, le cas d'un mari, d'un père poursuivi en interdiction. Sa femme, qui est déjà sa créancière pour sa dot, le devient alors avec ses enfans pour leur subsistance: le dissipateur devient, lui, créancier sur lui-même pour cette même subsistance, lorsque ce qui reste de ses biens suffit à peine pour les nourrir tous. Ainsi, si l'interdiction est prononcée, l'aliénation qu'il a faite pendant le cours de l'instance, est en fraude de l'obligation civile de fournir aux charges du mariage, & de l'obligation naturelle de nourrir sa femme, ses enfans, & de se nourrir lui-même. Quoi de plus sacré & de plus privilégié qu'une obligation imposée par le droit naturel? — Mais ce n'est pas sur le sieur Cab que doit tomber le reproche & l'odieux de cette fraude: un Prodigue a-t-il l'usage de sa raison? C'est sur l'acquéreur & sur le notaire qui

a été son complice. Cette vérité est démontrée par l'acte de vente & par les circonstances qui l'ont précédé. — D'abord ce fut le 16 août que l'intimée présenta requête au juge pour demander l'assemblée des parens aux fins de l'interdiction : elle demanda en même temps des défenses contre son mari de la maltraiter , sous peine de prison. Cette requête , avec l'ordonnance conforme , fut signifiée à son mari le 25 suivant ; & les parens furent assignés pour se trouver à l'assemblée indiquée au 27. Il faut remarquer que le notaire qui a reçu l'acte est un des parens , & que son assignation est aussi du 25. — L'acte de vente fut fait le 27. Ainsi le mari savoit depuis deux jours qu'on poursuivoit son interdiction , & le notaire le savoit également. L'acquéreur ne pourroit affirmer qu'il fût le seul qui n'en fût pas instruit. La précaution qu'il a prise de faire dater l'acte , non seulement de l'année & du jour , mais encore de l'heure où il fut passé , dévoile le concert qui a régné entre lui & le vendeur. — Il y a des coutumes & même des ordonnances qui enjoignent aux notaires d'exprimer qu'un contrat a été fait avant ou après midi ; mais aucune n'exige l'heure précise , s'il n'y a quelque raison pour le faire. À moins que le notaire dont il s'agit ne fût dans cet usage , il est évident que l'expression de cette date inusitée de l'heure , est bien suspecte. Quel a été le but de cet officier en prenant cette précaution ? Il savoit que l'assemblée des parens étoit marquée au 27 après midi ; il vouloit que la vente parût avoir été faite le matin , & qu'elle eût précédé l'assemblée des parens , dont les avis devoient décider l'in-

terdiction. N'est-ce pas ici le cas d'appliquer l'axiome , *nimia præcautio dolus* ? — D'ailleurs il est aisé de se convaincre par la seule lecture de l'acte , que la vente est toute favorable à l'acheteur , & préjudiciable au vendeur. L'acheteur , pour une créance de 1000 livres , acquiert une métairie entière pour le prix de 3500 livres , moyennant 1064 livres , pour le paiement de laquelle somme il prend encore le terme d'un mois. Le vendeur se dépouille de la propriété de cette métairie pour cette créance de 1000 livres qu'il auroit pu liquider , ou au moyen de son revenu , ou en vendant quelque partie détachée. Il est évident que l'acquéreur s'est joué de la facilité du vendeur. Il est en effet surprenant qu'un corps d'héritage , composé , suivant l'acte , de terres cultivées & incultes , de bois , prés , vignes , maisons , bergeries , tant au terroir de Taillet qu'aux autres terroirs voisins , qui fournissent encore une étendue de terrain en pâturages , ne vaille que 3500 livres. Quoi qu'il en soit , de ce que la vente n'étoit pas nécessaire , de ce que cette vente a été faite presque à l'instant de l'interdiction , il résulte évidemment que l'acquéreur a séduit le vendeur , qu'il a profité des derniers momens qu'il croyoit que ce Prodigue avoit encore de libres , & du dérangement de sa raison , pour lui enlever une métairie qui étoit sans doute à sa convenance. — Sur ces motifs , le conseil souverain de Roussillon déclara , conformément aux conclusions de M. Cappel , avocat général , l'acte de vente nul , & les offres que la femme avoit faites de rembourser les sommes que l'acquéreur avoit légitimement payées , bonnes & valables.

Il n'est point douteux que cet arrêt n'eût jugé tout autrement, si la collusion & la fraude n'avoient pas été établies par des présomptions aussi fortes; car, dans la thèse générale, les principes sur lesquels se fonde la dame Cab, étoient insoutenables: il ne falloit même, pour les détruire, que lui opposer l'exemple de la vente faite par un débiteur en fraude des ses créanciers. Il est certain en effet que cette vente ne peut être déclarée nulle que dans le cas où l'acquéreur a été instruit, non seulement de l'état des affaires du vendeur, mais encore de ses intentions frauduleuses, & que par-là il s'en est rendu complice. La loi 10, §. 2, 3, 4, 5, D. *quæ in fraudem creditorum*, en contient des dispositions expresses.

Quelques auteurs, à la tête desquels est le président Favre, ont été plus loin encore que l'arrêt dont nous venons de rendre compte; ils ont prétendu que l'on devoit déclarer nulles les aliénations faites par les Prodiges, même avant qu'ils fussent poursuivis en interdiction, lorsque leur prodigalité étoit notoire. Ces auteurs se sont fondés sur la loi 1, D. *de curatoribus*, & sur la loi 8, D. *pro emptore*. Leur opinion paroît même avoir été adoptée par un arrêt que Brillon rapporte en ces termes: » Un fils majeur, qui
» avoit le bien de son père, mais s'étoit obligé,
» dans les premiers six mois de sa majorité, à
» plus que la valeur de ces biens, tant envers
» des marchands qui avoient fourni des den-
» telles pour des sommes excessives, qu'autres
» marchandises qui ne convenoient pas à l'état
» de ce jeune homme, fils d'un mouleur de
» bois, a été déchargé de toutes ces dettes,

» dont partie en lettres-de-change : les lettres
 » de rescision prises par la mère ont été enté-
 » rinées, quoiqu'elle n'eût fait interdire son
 » fils qu'après les dettes créées. J'ai trouvé cet
 » arrêt sans date dans les notes manuscrites de
 » feu M. Secousse «.

Cet arrêt, s'il est exactement rapporté, & l'opinion qu'il a suivie, n'ont aucun fondement solide. La loi 1, D. *de curatoribus*, porte à la vérité, que le Prodigue est interdit par la loi des douze tables, *lege duodecim tabularum Prodigio interdicatur bonorum suorum administratio* ; mais cela ne suppose pas que l'interdiction s'opère de plein droit, par le seul fait de la prodigalité, sans déclaration préalable du juge. On dit souvent : Telle loi condamne à mort celui qui commet tel crime ; veut-on dire par-là qu'il ne faut point de jugement pour infliger la peine de mort au coupable du crime dont on veut parler ? Non assurément, la loi ne s'occupe que du point de droit, c'est au juge, qui est son ministre, à en faire l'application au fait que l'on soumet à sa décision. Eh ! quelle loi pourroit marquer dans la spéculation l'instant précis où la raison finit & la prodigalité commence, où l'homme qui jusqu'à un certain temps n'a fait, en disposant de ses biens, qu'exercer une faculté naturelle & légitime, devient tout à coup un dissipateur criminel, où enfin ce père de famille, qui n'avoit contracté des dettes que pour son commerce ou sa subsistance, en forme uniquement pour les passions honteuses qui se sont emparées de son cœur, & les porte à ce point d'excès qui doit donner lieu à l'interdiction ?

La loi 3, D. *pro emptore*, n'est pas plus dé-

cifive. L'argument que l'on en tire ne roule que sur une mauvaise interprétation de son texte, & se rétorque même contre les auteurs que nous combattons. Voici comme elle est expliquée dans un mémoire rapporté par Brillou, tome 3, page 839 : " Un particulier achète des esclaves ; il en paye le prix comptant. Il fait que celui qui lui vend ces esclaves doit dissiper aussitôt l'argent. Est-il acquéreur de bonne foi ? Oui sans doute, répond le jurisconsulte Julianus : comment peut-on accuser de mauvaise foi un homme qui acquiert du véritable seigneur, du véritable propriétaire ? Mais il ajoute cette exception, à moins, dit-il, qu'il n'eût acheté ces esclaves d'un Prodigue, d'un débauché, à *luxurioso & protinus scorto daturō pecuniam* ; alors, dit le jurisconsulte, cette vente ne vaut rien ; il n'est plus acquéreur de bonne foi, *non usu capiet* ». Opposons à cette traduction infidèle, les propres termes de la loi : *Si quis cum sciret venditorem statim pecuniam consumpturam, servos ab eo emisset, plerique responderunt eum nihilominus bonæ fidei emptorem esse ; idque verius est. Quomodo enim malâ fide emissæ videtur qui à domino emit ? NISI FORTE ET is qui à luxurioso & protinus scorto daturō pecuniam, servos emerit, non usu capiet.* Qui ne voit que les mots, *nisi forte &*, ne sont pas ici employés par forme d'exception, & qu'ils confirment au contraire la première proposition de la loi ? que dit le jurisconsulte Julien ? " Comment, ce sont ses termes, comment réputeroit-on de mauvaise foi celui qui achète du vrai propriétaire ? à moins que l'on veuille soutenir que celui qui achète d'un dis-

» sipateur & d'un débauché, ne puisse pas pres-
 » crire ». Il est évident qu'ici le jurisconsulte com-
 pare & identifie les deux cas dont il parle. Dans
 le premier, il décide que l'on achète valable-
 ment, quoique l'on paye le prix à un homme
 que l'on fait devoir le consumer de suite en
 folles dépenses : dans le second, il adapte la
 même décision à celui qui compte à un homme
 perdu de mœurs, les deniers d'une acquisition.
 c'est ainsi que l'a entendu Voet sur le digeste,
 titre *de aleatoribus*, n. 4; & pour peu que l'on
 fasse attention au véritable sens des mots *nisi
 fortè* & , on sera convaincu qu'il n'est pas pos-
 sible d'interpréter autrement la loi dont il s'agit :
 ces mots sont encore employés avec la même
 signification dans la loi 7, §. dernier, D. *de
 suppellectile legatâ*, & dans plusieurs autres textes
 rapportés par Parladorius, *rerum quotidianarum*,
lib. 2, cap. 7, n. 13.

Au reste, rien ne prouve mieux, du moins
 par rapport à nos usages, la vérité de notre opi-
 nion, que la nécessité reconnue par tous les au-
 teurs modernes & consacrée par plusieurs arrêts
 solennels, de publier les sentences d'interdiction,
 pour les faire opérer contre les tiers qui pour-
 roient contracter dans la suite avec les Prodiges
 interdits.

Les auteurs qui établissent ce point sont Ro-
 demburg, *de jure conjugum*, titre 3, chapitre 1,
 n. 17; Van-Leuwen, *censura forensis*, partie 1,
 livre 1, chapitre 16; Grotius, *manu uclio ad
 jurisprudentiam Hollandia*, livre 1, chapitre 11;
 Christin sur la coutume de Malines, titre 19,
 article 29; Paul Voet sur les institutes, titre *de
 curatoribus*, §. 3; Jean Voet sur le digeste, au
 même titre, n. 8, &c.

A l'égard des arrêts, il y en a un du parlement de Normandie du 31 janvier 1597, dont voici le dispositif : » La cour ayant égard aux » conclusions du procureur général du roi, & » pour éviter aux abus & inconvéniens qui ad- » viennent souvent à raison des curatelles, a » ordonné que tous actes d'interdictions & cura- » telles seront dorénavant signés par les parens » ayant assisté à la délibération d'icelles, & qui » en ont été d'avis : & lesdits actes publique- » ment lus & publiés tant ès assises des juri- » dictions que ès prônes des églises, & issue des » messes paroissiales, même ès prochains marchés » des lieux où les interdits sont demeurans, & » affichés, tant aux portes desdites églises qu'aux » principaux poteaux desdits marchés : ensemble » leurs noms & surnoms écrits en tableaux qui » seront affichés aux tabellionages des villes & » lieu du domicile de l'interdit, en la forme » prescrite pour les lettres de séparation quant » aux biens des femmes d'avec leurs maris, sur » peine de nullité «.

On a rapporté au mot INTERDICTION, plusieurs autres arrêts semblables ; à la vérité, ils ne s'exécutent pas à la rigueur dans les deux points qu'ils prescrivent, qui sont la publication & la notification aux notaires des sentences qui portent interdiction de Prodiges ; mais au moins on peut assurer qu'il n'y a pas dans le royaume une seule province où l'on n'observe exactement l'une ou l'autre des deux formalités.

Un homme interdit pour cause de prodigalité peut-il servir de témoin sur un fait dont la vérité a donné lieu à une enquête ? Le parlement de Toulouse a jugé pour l'affirmative par

arrêt du 12 septembre 1636 , après paffage
 porté de la première chambre des enquêtes à la
 feconde. M. d'Olive nous retrace en ces termes
 les motifs de cette décifion : » C'est une règle
 » infaillible , que quiconque n'est point prohibé
 » par la loi de porter témoignage , peut rendre
 » cet office aux occasions qui fe préfentent (*). Or
 » n'y a point de texte dans le droit qui porte
 » cette prohibition générale pour les Prodiges.
 » Il est bien vrai que la loi les exclut d'être
 » témoins aux testamens ; mais de là il ne s'en-
 » suit pas qu'aux autres actes leur témoignage
 » doive être rejeté. Cela fe voit par l'exemple
 » des femmes , qui , étant exclufes des témoignages
 » testamentaires , font néanmoins admifes à dé-
 » pofier aux autres affaires civiles ou criminelles.
 » Auffi est-il évident qu'il y a grande différence
 » entre ces deux genres de témoignages : l'un ne
 » regarde pas feulement la preuve , mais auffi
 » la folennité de laquelle les testamens font tous
 » pleins ; mais l'autre ne tend qu'à la preuve &
 » à la découverte de la vérité. . . . N'importe
 » de dire que dans notre droit les Prodiges
 » font comparés aux furieux ; fi les loix ufent
 » de cette comparaifon , elles ne s'en fervent
 » que pour le regard des biens ; ce que nos ju-
 » risconsultes montrent évidemment , lorsqu'ils
 » difent que les Prodiges , *quod ad bona ipso-*
 » *rum pertinet , furiosum faciunt exitum* (*). En
 » cela certes ils font semblables aux infensés ,

(*) L. 1 , parag. 1 ; l. 4 & 5 , D. de testibus , no-
 velle 90.

(**) L. 12 , D. de tutoribus & curatoribus datis.

„ puisqu'ils ne sont pas plus capables qu'eux de
 „ conserver leurs moyens & de régler leurs affaires
 „ domestiques. Mais pour le surplus il n'y a
 „ rien de commun entre eux. La fureur est un
 „ dévoiement du sens & de la raison, un per-
 „ vertissement de la partie supérieure de l'ame,
 „ un entier aveuglement de l'esprit, qui est la
 „ lumière de l'homme, *mentis ad omnia cecitas*,
 „ dit Cicéron; si bien que ceux qui sont affligés
 „ de cette maladie ne peuvent produire aucun
 „ acte de connoissance ni de discours, & par
 „ conséquent ne sont pas en état de porter té-
 „ moignage. Mais il n'en va pas de même des
 „ Prodiges; ils ont les fonctions de l'entende-
 „ ment libres & entières, ils connoissent &
 „ raisonnent, ils discernent le vrai d'avec le faux,
 „ & il arrive souvent que la nature, aussi Pro-
 „ dige envers eux de ses grâces, qu'ils le sont
 „ envers les autres de leurs biens, les partage
 „ si avantageusement des richesses de l'esprit,
 „ qu'ils se font autant admirer par leur doctrine
 „ & par leur éloquence, qu'ils se rendent déplo-
 „ rables par la mauvaise conduite de leur for-
 „ tune. Que si le jurisconsulte déclare qu'ils
 „ n'ont point de volonté (*), cela veut dire
 „ que la loi, considérant que la passion qui les
 „ maîtrise les porte évidemment à la dissipation
 „ de leur patrioine, les prive, pour leur profit,
 „ de l'usage de la volonté, en leur interdisant la
 „ liberté du commerce, & les déclarant inca-
 „ pables de passer des contrats, qui sont des actes
 „ volontaires. Mais de là il ne s'ensuit pas qu'ils

(*) L. 40, D. de regulis juris.

» ne voient & ne connoissent distinctement les
» choses qui se présentent à leurs yeux , & qu'ils
» ne soient capables d'en faire un véritable rap-
» port. Car si leur volonté est imparfaite , ce
» défaut ne leur arrive pas , comme aux furieux ,
» de ce que cette puissance aveugle n'est point
» éclairée de l'entendement ; mais c'est d'autant
» qu'elle est dépravée par la violence de la pas-
» sion , qui la précipite dans la recherche des
» objets agréables & voluptueux ; quoiqu'ils lui
» paroissent , par la lumière de l'intellect , in-
» justes & dommageables. . . . Enfin il ne sert
» point de dire que les mœurs des Prodiges
» sont corrompues ; car cela peut bien venir en
» considération lorsqu'il faut balancer les preuves ,
» & quand un pareil nombre de témoins pro-
» duits de toutes parts , met en peine les juges
» de trouver la vérité ; en ce conflit de témoi-
» gnages , il est certain que la foi d'un homme
» tempérant & sage , qui conduit bien ses affaires ,
» donnera le trait à la balance , & fera pencher
» les juges de son côté. Mais de là on ne peut
» point inférer , que pour rejeter la déposition d'un
» homme , on puisse prendre un objet valable
» de la dissolution de ses mœurs , sinon qu'elles
» se trouvent convaincues de crime par sentence
» du juge : ce qui ne peut être attribué aux
» Prodiges , que la justice , qui ne désire que
» subvenir à leur faiblesse , ne met point au
» nombre des criminels , mais déclare seulement
» atteints & affolés d'une passion qui , sans le
» secours que les loix leur donnent , les porte-
» roit bientôt à leur entière ruine , au préjudice
» du public , qui prend part aux intérêts des
» particuliers «.

Lorsque le juge ôte au Prodigue qu'il interdit l'administration de ses biens & la perception de ses revenus , il est d'usage qu'il lui assigne une pension alimentaire. Il s'est élevé à ce sujet une difficulté entre le sieur d'Harlebecque, dont on a déjà parlé, & son curateur. On se rappelle que le premier s'étoit pourvu le 2 avril 1773 devant l'official, juge-ordinaire de Cambrai, en main-levée de son interdiction : il avoit joint à cette demande celle d'une pension alimentaire de 6000 livres, pour lui être payée par provision. Ses parens, assignés sur l'un & l'autre objet, s'opposèrent à la main-levée de son interdiction, mais consentirent qu'il lui fût adjugé sur ses biens une pension alimentaire de 4000 livres, dans laquelle seroit compris le produit de son gouvernement de Marchiennes. Quelque temps après, le sieur d'Harlebecque interjeta appel au parlement de Flandres de la sentence qui l'avoit interdit, & demanda par provision le décrètement de l'offte que ses adversaires lui avoient faite en première instance d'une pension alimentaire de 4000 livres. Ce décrètement fut prononcé par arrêt rendu en vacations le 24 octobre 1778, au rapport de M. Vanrode. Le 16 novembre suivant, le sieur d'Harlebecque fit sommation à son curateur de lui payer la somme entière portée par l'arrêt. Le curateur se pourvut au parlement, & y surprit un arrêt sur requête du 27 suivant, par lequel la cour déclaroit, en interprétant celui du 24 octobre, que la pension alimentaire dont il s'agissoit ne devoit courir que du jour de cet arrêt; qu'elle n'étoit payable que par quartiers, mais toujours d'avance; que l'on devoit y imputer le produit du gouvernement de Marchiennes, &

que, moyennant cette interprétation, la sommation faite au curateur venoit à cesser. Le sieur d'Harlebecque a formé opposition à cet arrêt, & a demandé qu'il fût dit que la pension à lui adjugée courroit du jour de la demande qu'il en avoit faite en première instance, ou au moins du jour de l'offre que lui en avoient faite ses adversaires, & que le curateur seroit chargé du recouvrement du produit du gouvernement de Marchiennes. De son côté, le curateur a soutenu, 1°. qu'on ne pouvoit se pourvoir par opposition contre un arrêt interprétatif, mais seulement par révision ou requête civile : 2°. que la pension ne devoit courir que du jour de l'arrêt qui l'avoit adjugée, parce que *non vivitur in præteritum* : 3°. que le sieur d'Harlebecque avoit toujours, même depuis son interdiction, reçu lui-même le produit de son gouvernement : 4°. que le sieur d'Harlebecque avoit emprunté 1200 livres d'un particulier de Cambrai dans le courant du mois de juin 1777. Sur cette contestation, arrêt du 16 janvier 1779, au rapport de M. Delvigne, qui reçoit le sieur d'Harlebecque, que je défendois, opposant à l'arrêt du 27 novembre précédent; ce faisant, déclare que la pension alimentaire dont il s'agit a couru depuis le 2 avril 1778, jour de la demande qu'il en a formée; que le produit du gouvernement de Marchiennes devra y être imputé; mais que le curateur sera tenu d'en faire le recouvrement, en lui fournissant, par le sieur d'Harlebecque, les titres nécessaires pour cette perception; condamne, suivant ce, le curateur à payer au sieur d'Harlebecque les trois quartiers échus & le quartier courant de sa pension alimentaire, sauf à en dé-

duire les 1200 livres empruntées par le sieur d'Harlebecque, en cas de répétition de la part du prêteur sur les deniers de la curatelle; condamne le curateur aux dépens en sa qualité.

§. VI. *De la main-levée de l'interdiction d'un Prodigue.*

Quelques auteurs ont cru que les Romains faisoient cesser l'interdiction de plein droit, dès que le Prodigue changeoit de conduite & revenoit à résipiscence; ils se sont fondés sur la loi 1, D. de curatoribus, qui porte: *Tandiu erunt ambo in curatione, quandiu vel furiosus sanitatem, vel ille sanos mores receperit. Quod si evenierit, ipso jure desinunt esse in potestate curatorum.* Mais cette loi ne dispense pas l'interdit qui veut se faire relever de son interdiction, de faire juger qu'il a réellement changé de conduite; & tout ce que l'on peut en inférer, c'est qu'il sort de curatelle aussi-tôt qu'il a obtenu une sentence qui le déclare revenu de ses égaremens, quand même cette sentence ne le rétablirait pas expressément dans son ancienne liberté.

Quoi qu'il en soit, la plupart des auteurs, tels que Balde, Ranchin sur la question 260 de Guypape, Pereze sur le code, Christin sur la coutume de Malines, Voet sur le digeste, ont pensé qu'il falloit une sentence pour lever l'interdiction, comme pour la prononcer; » ce qui » est fondé, dit Furgole, sur la règle, *nihil » tam naturale est quam eo genere quidve dissol- » vere, quo colligatum est*, liv. 35, D. de re- » gulis juris; & cette opinion paroît plus con- » forme à nos maximes: car nous tenons que les

» dispositions des sentences doivent subsister jus-
 » qu'à ce qu'elles aient été rétractées juridique-
 » ment. Ce parti paroît même le plus raisonnable
 » & le plus sûr pour éviter les embarras & les
 » discussions dans lesquelles il faut entrer, soit
 » pour déterminer le délai, soit pour faire la
 » preuve de la résipiscence après la mort de l'in-
 » terdit, pour savoir s'il avoit fait un bon mé-
 » nage pendant un temps suffisant pour le faire
 » rentrer dans ses droits, & lui faire reprendre
 » la faculté de tester, que l'interdiction lui avoit
 » fait perdre «.

On a prétendu que la curatelle d'un Prodigue
 devoit s'éteindre de plein droit par son mariage ;
 & cela, parce que la tutelle d'un mineur s'éteint
 communément de cette manière. Voici un arrêt
 qui a proscrit cette opinion singulière, & qui en
 même temps confirme quelques-unes des pro-
 positions établies ci-devant. C'est Brillon qui le
 rapporte : » Le 10 juin 1717, arrêt du grand
 » conseil, qui, conformément aux conclusions de
 » M. l'avocat général de S. Port, confirme une
 » sentence de la prévôté de l'hôtel, par lequel
 » le demandeur d'une somme de 1800 livres par
 » lui prêtée au sieur Vildo, interdit pour cause
 » de prodigalité, fut débouté de sa demande ;
 » la sentence confirmée avec amende & dépens.
 » On n'opina même pas. Plaidans M^e Sarazin
 » pour l'appelant, M^e Cochin pour l'intimé. Le
 » moyen de l'appelant étoit fondé sur un arrêt
 » de règlement de 1614, qui ordonnoit que les
 » sentences d'interdiction seroient publiées à l'au-
 » dience. 2^o. Il disoit que le sieur Vildo avoit
 » depuis été marié, & qu'il étoit en possession
 » de son état. 3^o. Il cita la loi 1, D. de curatorî-

bus, où il est dit que quand le furieux a recouvert la raison, & le Prodigue *sanos mores*, il peut valablement contracter. Mais l'on répondoit que le règlement de 1614 n'étoit pas observé, & qu'il suffisoit que la sentence fût signifiée au syndic des notaires; ici elle l'avoit été aux 113 notaires de Paris. En second lieu, le Prodigue peut se marier; s'il faisoit des avantages trop grands à sa femme, on les réduiroit *ad legitimum modum*. Mais cette sentence d'interdiction a été tellement exécutée, qu'il a eu successivement trois curateurs. 3°. La loi citée est bonne dans le cas de la fureur, ou bien pour autoriser celui qui a été Prodigue, à demander la levée de son interdiction.

Ce que décide cet arrêt par rapport au mariage du Prodigue, est conforme à l'article 11 du chapitre 7 de la coutume de Douai, à l'article 10 du chapitre 12 de la coutume de la gouvernance de Douai, & à l'article 12 du titre 15 de la coutume de la châtellenie de Lille.

Ces mêmes articles exigent pour la main-levée de la curatelle, une formalité qui répond à celle qu'elles demandent pour la prononciation du décret même d'interdiction. Voici comme ils sont conçus : « Telle personne constituée en curatelle ne peut être déchargée d'icelle par mariage ou autrement, n'est pas lettres-patentes en forme de réhabilitation dûment entérinées. . . à ce évoqués lesdits curateurs ou autres, si mestier est ».

Il y a dans Basnage un arrêt fort remarquable sur une espèce où l'on arguoit de collusion & de fraude, la main-levée qui avoit été accordée à un Prodigue de son interdiction : « Jacques

» Coty, huissier en la cour, ayant mal à propos
» reçu une caution, Robert Coty son père, par
» l'avis de Richard Coty, procureur en la cour,
» son frère, & de ses autres parens, le fit mettre
» en curatelle. Après la mort du père, Jacques
» Coty pria les mêmes parens de le restituer
» contre cette curatelle ; & s'en étant rendu ap-
» pelant du consentement des mêmes parens, la
» curatelle fut cassée par arrêt du 21 février 1671.
» Le 20 mars suivant, se voyant sans enfans,
» il donna le tiers de son bien à Richard Coty
» son oncle, avec rétion d'usufruit durant sa
» vie. Bonaventure Benoît, dont le fils avoit épousé
» la sœur de Jacques Coty, & les enfans de
» laquelle étoient ses présomptifs héritiers, ayant
» eu connoissance de cette donation, obligea le
» donateur de passer une procuration à sa mère
» pour la révoquer, & par cette même procu-
» ration il lui donnoit pouvoir de vendre son
» bien. En vertu de cette procuration, la mère
» fit signifier une révocation au donataire ; mais,
» quelques jours après, Jacques Coty envoya
» à son procureur une déclaration signée de lui,
» qui contenoit qu'on lui avoit fait signer cette
» révocation par surprise, & qu'il consentoit l'exé-
» cution de la donation, en conséquence de
» quoi le procureur acquiesça au procès. Benoît
» fit paroître depuis une déclaration con-
» traire ; mais on reconnut qu'elle avoit été
» suggérée par lui au donateur lorsqu'il étoit
» malade : la cause ayant été de rechef portée
» aux requêtes du palais, on ordonna que la
» première sentence seroit exécutée ; dont Be-
» noît ayant appelé, & Jacques Coty étant mort,
» Maunoury, son avocat, reprochoit à Richard

» Coty, donataire, qu'il avoit extorqué par
 » adresse cette donation de son neveu ; & bien
 » que lui-même l'eût fait mettre en cura-
 » telle, comme étant un ivrogne & un esprit
 » foible, pour avoir lieu d'exiger ce don & le
 » rendre capable de donner, il avoit sollicité
 » les parens de le remettre en liberté, ayant lui
 » seul poursuivi l'arrêt, & l'interdit n'ayant pas
 » même comparu pour demander son rétablisse-
 » ment ; & qu'aussi-tôt après cette interdiction
 » levée, il en avoit surpris cette donation, qui ne
 » pouvoit être soutenue, ayant été faite par un inter-
 » dit au profit de celui qui avoit surpris l'arrêt qui le
 » rétablissoit, lequel par conséquent n'étoit point
 » considérable, puisque c'étoit l'ouvrage seul du
 » donataire ; & si la cour avoit su qu'on ne vou-
 » loit restituer cet imbécille que pour le rendre
 » capable de donner, elle n'auroit pas approuvé
 » la surprise qu'on avoit faite à sa religion. —
 » Je répondois pour Coty, donataire, que cette
 » curatelle étoit nulle dans son principe, parce
 » qu'elle étoit sans cause, l'interdit n'ayant ja-
 » mais fait de mauvais ménage, ni contracté
 » aucune dette ; la seule faute qu'on lui avoit
 » imputée étoit d'avoir reçu une caution, dont
 » pourtant il ne recevoit que ce préjudice, qu'il
 » falloit avancer de l'argent : les appelans avoient
 » mauvaise grâce de blâmer l'arrêt qui levoit la
 » curatelle, puisqu'eux-mêmes s'en étoient servis,
 » ayant pris une procuration de cet interdit pour
 » aliéner & vendre son bien, & pour révoquer
 » cette donation : il étoit donc capable d'agir par
 » leur propre aveu ; que s'ils ne l'eussent pas
 » jugé tel, au lieu de se rendre ses procureurs
 » pour lui faire exercer toutes les actions d'une

» personne libre & capable , ils auroient dû as-
 » sembler les parens à l'effet de le remettre
 » en curatelle , & lui donner un curateur sous
 » le nom duquel ils auroient poursuivi la cassa-
 » tion de ce don. Après tout , cette donation
 » étoit si favorable , que quand même il seroit
 » demeuré dans son interdiction , elle pourroit
 » subsister. — Par arrêt en la grand'chambre du
 » 18 mars 1672 , la donation fut confirmée «.

Un arrêt du parlement de Paris du 24 mars 1781 , rapporté dans le tome 2 de la gazette des tribunaux , a décidé qu'un interdit pour cause de prodigalité peut demander la main-levée de son interdiction , sans être assisté de curateur , & que cette demande doit être portée non pas d'emblée dans le tribunal supérieur qui a confirmé la sentence d'interdiction , mais devant le juge du domicile de l'interdit.

Voyez les auteurs cités dans cet article , & au mot INTERDICTION. Voyez aussi AUTORISATION , BIENS , DÉCRET , LÉGITIME , NOTAIRES , NULLITÉ , SUCCESSION , SUBSTITUTION , TUTEUR , TESTAMENT , &c.

(Article de M. MERLIN , avocat au parlement de Flandres).

PRODUCTION. Ce sont les titres & écritures que l'on produit dans un procès.

L'arrêt du 3 septembre 1667 , servant de régle-
 ment général pour les procédures qui se pour-
 suivent dans le ressort du parlement de Paris ,
 porte , que toutes les Productions des parties
 passeront par le greffe , & seront remises au gref-
 fier garde-sacs , qui sera tenu de les enregistrer
 sur un registre sur lequel chaque officier des sièges
 présidiaux ,

présidiaux , bailliages & autres justices royales , même des justices subalternes , s'en chargera , & mettra sa signature à côté de l'enregistrement du sac , qui sera rayée lorsque le rapporteur l'aura remise au greffe ; & que le greffier en demeurera chargé , s'il n'appert que quelque officier en soit chargé sur le registre par sa signature qu'il aura apposée.

Cette nécessité de produire par la voie du greffe a lieu , non seulement dans les appointemens de conclusions , mais aussi dans les appointemens en droit & au conseil , & même dans les appointemens à mettre , du moins dans les cours. Mais lorsque les procès appointés à mettre se distribuent nommément à un des juges présens , nommés par la sentence d'appointement , ainsi que cela se pratique dans les bailliages & sénéchaussées , on ne les produit point au greffe , on les remet au rapporteur nommé par le jugement.

Au reste , ce qui vient d'être dit ne regarde que les Productions principales , & non les Productions nouvelles : car il suffit de produire ces dernières entre les mains du rapporteur. Il en est de même des écritures qui se font depuis que le procès est distribué ; ces procédures ne se remettent point au greffe , mais au rapporteur chargé du procès.

On appelle *Production principale* , celle qui a été faite devant les premiers juges ; & quand on a de nouvelles pièces à produire devant le juge d'appel , on fait , par requête , une *Production nouvelle*.

Toutes les Productions qui se mettent au greffe

doivent être accompagnées d'un inventaire des pièces produites. C'est la disposition de l'article 12 de l'ordonnance du 3 janvier 1528, qui porte, *que les procureurs des parties seront tenus de faire inventaire des procès qu'ils produiront par-devant les juges ; & défend aux greffiers de les recevoir sans cet inventaire.*

L'ordonnance de 1535, chapitre 3, article 24, veut aussi, *que dans les procès par écrit il soit fait inventaire des pièces que chacune des parties aura produites, & dont elle entend se servir pour le jugement du procès ; & l'article suivant défend pareillement aux greffiers de les recevoir sans cet inventaire ; ce qui est encore répété dans l'article 14 du chapitre 18 de la même ordonnance.*

Quand on produit sur l'appel avant l'appointement de conclusion, on ne met au greffe que l'inventaire de Production de la cause principale.

Cet inventaire doit contenir une description sommaire des pièces que la partie produit ; ces pièces doivent y être exposées dans le même ordre qu'elles ont été produites. Les procureurs doivent aussi y exposer pour quelle fin ils produisent chaque pièce, ce qu'elle contient, & l'induction qu'ils en tirent ; ce qui sert, tant pour établir le droit de la partie, que pour instruire la religion du juge ; mais il ne doit contenir aucune raison de droit. C'est ce qui résulte de différentes lois, telles que l'ordonnance du mois d'avril 1458, l'ordonnance de 1507, & l'ordonnance de 1535.

Les pièces produites dans cet inventaire doivent être cotées par lettres A, B, C, &c. tant dans

l'inventaire que sur le dos des pièces produites. Cela est ainsi prescrit par l'ordonnance du mois d'août 1539.

Faute de contredire les Productions dans les délais de l'ordonnance, on en demeure forclos.

PRODUIT. On appelle *acte de Produit*, l'acte qu'on fait signifier pour déclarer qu'on a mis sa Production au greffe (*). Voyez PRODUCTION.

PROFESSEUR. Celui qui professe, qui enseigne quelque science, quelque art dans une université, dans un collège.

Les Professeurs, dans nos universités, enseignent la grammaire & les humanités, en expliquant de vive voix les auteurs classiques, & en donnant à leurs écoliers des matières de composition, soit en vers, soit en prose, qu'ils corrigent, pour leur montrer l'application des règles. Ceux de philosophie, de droit, de théologie & de médecine, dictent des traités que copient leurs auditeurs, auxquels ils les expliquent ensuite.

Dans l'université de Paris, après un certain nombre d'années d'exercice, les Professeurs sont honorés du titre d'*émérite*, & gratifiés d'une pension, qu'ils touchent même après avoir quitté

(*) *Formule d'un acte de produit.*

Maître procureur de appelant, déclare à maître procureur de intimé, que pour satisfaire à l'arrêt d'appointement au conseil du il a ce jourd'hui produit au greffe de la cour, à ce qu'il n'en ignore & ait à faire le semblable, sinon forclos, dont acte.

leurs chaires ; récompense bien juste , & propre à exciter l'émulation.

Il n'y a pas encore long-temps que les Professeurs étoient payés par leurs écoliers ; mais en l'année 1719 , le feu roi a assigné aux Professeurs, des honoraires fixes, & a, par ce moyen, procuré à ses sujets l'instruction gratuite , du moins dans l'université de Paris.

Voyez les articles COLLÈGE & UNIVERSITÉ.

Fin du tome quarante-huitième.

Les tomes XLIX & L paroîtront en avril 1782.

C O R R E C T I O N S.

T O M E X I X.

Page 426, ligne 1, de que les parties convenoient qu'il n'y avoit pas l'Espine a débouté le curé de sa demande, parce, *lisez* de l'Espine a débouté le curé de sa demande, parce que les parties convenoient qu'il n'y avoit pas un tiers, &c.

T O M E X X I V.

Page 259, ligne 26, abrégé, *lisez* abrogé.

Fin des corrections.

L. C. MEUNIER
AVOCAT
20 ST GABRIEL
MONTREAL

A. B. B. B. B.



